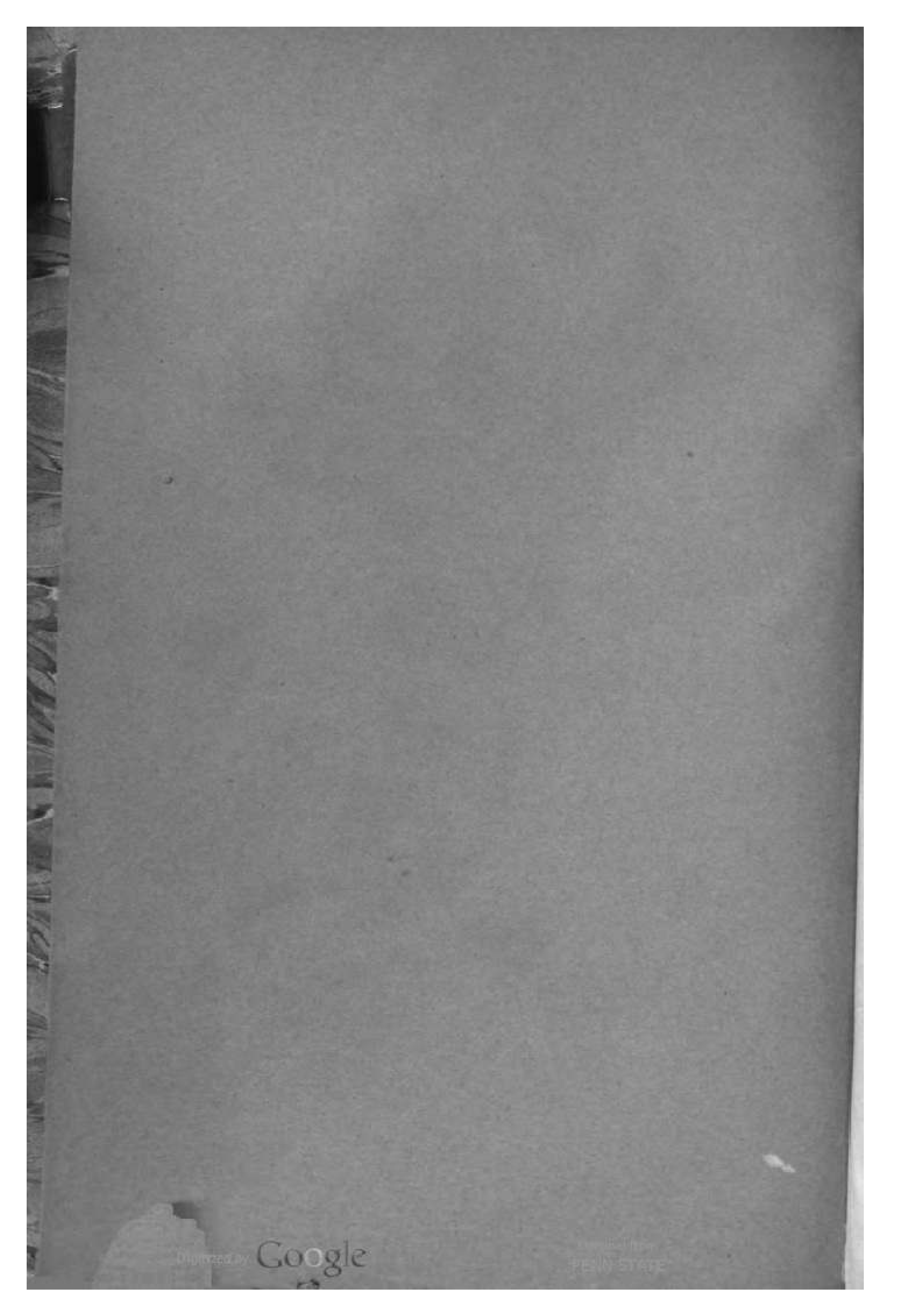






L'EUROPE

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande. 2 vol. in-8°. (*Epuisé.*)

La Question d'Orient au dix-huitième siècle : *le Partage de la Pologne et le Traité de Kaïnardji*, 3e édition, revue par l'auteur, 1 vol. in-18.

Essais d'histoire et de critique. 1883. 2e édition. 1 vol. in-18.

Lectures historiques, 1894. 2e édition. 1 vol. in-18.

Nouveaux Essais d'histoire et de critique, 1898. 1 vol. in-18.

Études de littérature et d'histoire, 1901. 1 vol. in-18.

Bonaparte et Hoche en 1797, étude. 2e édition. 1 vol. in-8°.

Précis du droit des gens. 1 vol. in-8°, en collaboration avec M. FUNCK-BRENTANO. 3e édition.

L'Europe et la Révolution française. PREMIÈRE PARTIE : **les Mœurs politiques et les Traditions.** 7e édition. 1 vol. in-8°.

— DEUXIÈME PARTIE : **la Chute de la royauté (1789-1792).** 7e édition. 1 vol. in-8°.

(Ouvrage couronné deux fois par l'Académie française, grand prix Gobert.)

— TROISIÈME PARTIE : **la Guerre aux rois (1792-1793).** 6e édition. 1 vol. in-8°.

— QUATRIÈME PARTIE : **les Limites naturelles (1794-1795).** 6e édition. 1 vol. in-8°.

— CINQUIÈME PARTIE : **Bonaparte et le Directoire (1795-1799).** 4e édition. 1 vol. in-8°.

— SIXIÈME PARTIE : **la Trêve, Lunéville et Amiens (1800-1805).** 2e édition.

Pour paraître en 1904

— SEPTIÈME PARTIE : **le Blocus continental, le grand Empire (1806-1812).**

— HUITIÈME ET DERNIÈRE PARTIE : **la Coalition, les Traités de 1815 (1812-1815).**

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 4547.





L'EUROPE

ET LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALBERT SOREL

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

SIXIÈME PARTIE

LA TRÊVE — LUNÉVILLE ET AMIENS

1800-1805

DEUXIÈME ÉDITION



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1903

LA TRÊVE
LUNÉVILLE ET AMIENS

LIVRE PREMIER
LE TRAITÉ DE LUNÉVILLE

CHAPITRE PREMIER
LA RÉPUBLIQUE CONSULAIRE
1799-1800

I

Depuis 1792, c'était en France comme une maxime d'État des révolutionnaires que la patrie ne pouvait être sauvée, la coalition rompue, la Révolution achevée dans son œuvre, garantie dans ses principes que par le coup d'État, la *journée*, l'appel à la force et l'action violente contre le roi ou les Assemblées. Toutes les factions s'en étaient réclamées ; tous les gouvernements en étaient sortis et en avaient usé pour se maintenir au pouvoir. De toutes ces *journées* fameuses, aucune ne sembla plus nécessaire que celle du 19 brumaire, et ce ne fut point une journée sanglante. Toutefois, elle ne suscita point d'enthousiasme. Le Directoire était trop misérable pour que sa chute parût un bienfait public, ainsi qu'avait paru celle de Robespierre. C'était un gouvernement de ban-



queroute, il s'écroula dans le mépris. Il avait tué la liberté, en la rendant ridicule, bavarde et impuissante, synonyme d'anarchie, insupportable aux contemporains, suspecte aux successeurs. Il avait fait pire; il avait déçu, presque désespéré l'illusion populaire. Il laissait au peuple ce sentiment que le peuple abhorre, se voir la dupe de ses principes — ses principes si beaux qu'il les aime de confiance et comme par éblouissement, si simples qu'il n'imagine pas qu'on les puisse contester, si efficaces qu'il croit à la vertu de quiconque les proclame — et le peuple avait éprouvé de ce gouvernement l'abus dont il a le plus d'horreur, l'abus de son enthousiasme, de son cœur, de son sang.

Cette disposition des esprits tourna promptement à l'avantage du Consulat. Tandis que d'autres *journées* avaient, à l'épreuve, perdu leur apparence de nécessité et soulevé, à mesure qu'elles produisaient leurs effets, la déception puis le dégoût, Brumaire, avec chaque semaine qui s'écoulait, parut plus utile, plus bienfaisant, c'est-à-dire, aux yeux des contemporains, plus légitime. L'espérance montait à mesure que le gouvernement se faisait mieux connaître par ses actes. Ce fut, dans la Révolution, la grande nouveauté de Brumaire et le fondement profond du Consulat. Les autres journées n'avaient eu pour conséquence que des déplacements de personnes, en haut, dans le gouvernement; celle-là, avec lenteur, mais sûrement, s'infiltra peu à peu jusqu'aux dernières couches de la nation, et l'on vit, pour la première fois, un coup d'État tournant, non à la suprématie d'une faction et de quelques particuliers, mais au bénéfice du citoyen obscur, du Français inconnu de ses concitoyens et ignoré du pouvoir, en un mot de tout le monde.

Le Consulat étendit ainsi ses racines souterraines. Il s'éleva dans les tâtonnements [1]. Il ne faut pas se représenter ces pre-

[1] Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*. 4e partie : la République plébiscitaire. Chap. i, le Consulat provisoire; Chap. ii, le Consulat décennal. — Pour le détail, le tableau animé des mesures : Thiers, t. I, liv. I et II. — Albert Vandal, *l'Avènement de Bonaparte* : la Constitution de l'an VIII. — René Stourm, *les Finances du Consulat*.

mières semaines comme un brusque changement de scène, le lever du rideau sur le second acte, après la péripétie qui a terminé le premier. L'atmosphère se modifia plus vite autour des Consuls que ne fit le gouvernement entre leurs mains. Bonaparte ne domina que peu à peu. Roger Ducos s'effaça; puis Sieyès se retira, boudeur, frondeur, opposant irréconciliable, mais insatiable aussi de biens et de dignités. Avec Roger Ducos disparut le dernier élément de l'impuissance directoriale, l'impuissance brouillonne; avec Sieyès disparut le dernier nuage d'abstraction et d'utopie, l'impuissance spéculative. Il emporta dans sa fastueuse retraite le tableau noir et la craie, l'algèbre et l'alchimie politiques. Le réel et le positif rentrèrent aux affaires, et l'on connut que les temps de Richelieu étaient revenus. Avec Bonaparte, ce fut l'État même qui prévalut dans le gouvernement; l'État agissant, vivant, vivifiant, national. En pourvoyant aux nécessités urgentes du gouvernement, il acheva d'apprendre à gouverner. Il révéla aux Français sous « le poète en action et le génie immense dans la guerre », manifestés en Italie et en Égypte, quelque chose de supérieur, l'homme d'État, « cet esprit infatigable, habile et sensé dans l'administration; ce législateur laborieux et raisonnable », qui, beaucoup plus que les victoires, préparèrent et assurèrent son règne [1].

Du même coup, en gouvernant les Français, il découvrit la France, toujours vivante de sa vie séculaire, toujours identique à soi-même jusque dans sa Révolution, surtout dans sa Révolution; impatiente de se réconcilier avec soi-même, de retrouver son équilibre, son allure naturelle sur sa terre affranchie. Ce besoin d'adapter la Révolution aux mœurs de la France, le dernier des paysans, le propriétaire du plus minime lopin de terre française, l'acquéreur du moindre lot de biens nationaux, l'éprouvait obscurément, mais impérieusement : le Français voulait « jouir de la Révolution ». Or, Bonaparte voulait glorifier cette Révolution en sa personne.

[1] CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe* : Jugement sur Bonaparte.



Le vœu commun des Français se confondait ainsi avec sa suprême ambition ; en satisfaisant ce vœu, il assurait son pouvoir. C'est toute l'explication de sa popularité, et son plus beau coup de génie est d'avoir si simplement dégagé ce rapport d'identité entre sa gloire, les conditions de son gouvernement et les besoins des Français. « Ma politique est de gouverner les hommes comme le grand nombre veut l'être. C'est là, je crois, la manière de reconnaître la souveraineté du peuple[1]. » Il se put ainsi persuader qu'il incarnait la Révolution ; il le dit, la France le crut, et, tout en obéissant, la nation s'imagina qu'elle commandait encore à soi-même et au monde.

La France ne s'étant point déplacée, n'ayant changé ni de climat, ni de corps, ni de figure, ni de caractère, ni de tempérament, il s'agissait, pour faire vite et faire solide, de mettre au service des nouveaux principes de gouvernement : l'égalité, la liberté civile — les instruments consacrés du travail d'État ; de labourer avec l'ancienne charrue et selon le cours des sillons anciens le sol bouleversé et retourné en sa superficie. Ainsi les routes royales avaient suivi les voies romaines, le pavé du roi recouvert la chaussée de César ; ainsi de nos jours, la voie ferrée le long des routes nationales. Cette conception n'amena pas seulement Bonaparte à refondre, en son moule propre, telle ou telle ordonnance des rois, mélangée avec tel ou tel décret de la Convention : elle le conduisit à s'identifier l'esprit de ces ordonnances, le génie éminemment réaliste de l'ancienne monarchie ; à entreprendre la construction du nouvel édifice dans le même esprit d'État, et d'après les mêmes méthodes d'adaptation aux circonstances, qu'avaient suivies, en leur empirisme supérieur, les organisateurs de l'État français, des légistes de Philippe le Bel aux intendants de Louis XIV, de Colbert à Turgot[2]. On a dit qu'il découvrit Rome, enfouie sous les décombres de l'ancien

[1] Séance du Conseil d'État, 16 août 1800. — Rœderer, t. III, p. 334. — Cf. *id.*, p. 459. Conversation du 29 décembre 1801 : « Ma politique doit être de faire ce qui est agréable à la masse du peuple. »

[2] Cf. t. I, p. 221 et suiv.

régime ; c'est à travers l'ancien régime qu'il revint à Rome, et s'il retrouva César, Auguste, Dioclétien, c'est en passant par la chancellerie des rois[1].

Il ne faut chercher aucun système dans la Constitution de l'an VIII. C'est une machine d'État construite, tant avec les rouages de la vieille usine qu'avec les mécaniques improvisées de la Convention, et appropriée en la forme la plus pratique à la besogne qu'elle doit accomplir. Toute la force, toute l'âme de la Constitution est dans le Consulat qui conçoit, commande, exécute : un premier Consul, avec deux assesseurs qui ne sont là que pour ménager la transition d'un Comité de salut public de neuf à seize membres, d'un Directoire de cinq, d'un Consulat de trois, à l'Empire d'un seul. En fait, Bonaparte, s'il ne règne pas, gouverne souverainement. Le principal ressort du pouvoir réside dans le *Conseil d'État*, institution nouvelle, qui procède à la fois des anciens conseils du roi, légiférant, jugeant, administrant, et des comités de la Convention, délégués par l'Assemblée souveraine à l'exercice de ses pouvoirs de fisc, de législation, de haute police ; il sera le laboratoire général ; il fournira, par ses commissaires, renouvelés des représentants en mission, l'outil universel. Le Corps législatif vote sans discuter : il écoute, mais il ne parle pas. C'est l'idéal de l'Assemblée selon Robespierre : elle reçoit les oracles du pontife et les sanctionne ; c'est aussi l'idéal d'un Corps législatif selon le Directoire, radicalement et indéfiniment fructidorisé. Le Tribunat qui discute la loi, mais ne la vote point, demeure, en cette Constitution réaliste, le seul survivant des belles utopies de liberté ; il fera le passage entre la discussion stérile et le silence complet. Le Sénat forme le premier corps de la République, corps auguste, largement doté, pourvu d'attributions multiples et vagues. Il absorbe, en loisirs lucratifs, les hommes que le Consul veut tenir en laisse tout en les écartant du gouvernement, les acteurs usés ou gênants.

[1] Voir tome I, liv. II, chap. I, *les Traditions politiques, la Nation et le Gouvernement en France.*



Les institutions ne valent que par les hommes qui les appliquent. Celles-là étaient ingénieuses; les choix de personnes furent habiles. Au Consulat, Bonaparte prit pour assesseurs deux hommes élevés aux affaires sous l'ancien régime, aptes, par conséquent, à ordonner la Révolution dans les anciens cadres de l'État et à rétablir la continuité dans le gouvernement de la France : Lebrun, qui avait préparé la réforme du parlement avec Maupeou et qui passait pour consommé dans les finances [1], et Cambacérès, ancien conseiller au Parlement, qui avait présidé, en l'an III, le Comité de salut public; judicieux et subtil, un nom sonore, une prestance imposante, les allures d'un président à mortier, frère d'un ecclésiastique à étoffe d'évêque : il eût été en tout temps, en sa province, un personnage important et influent; dans la Révolution, il avait joué « les grandes utilités » et passait pour un modérateur et un sage, après avoir assuré sa vie en créant le tribunal révolutionnaire; bref, ce qu'on appelle en tout temps, en style officiel, « un homme considérable ». Au Sénat, un fond d'hommes d'ordre, de talent, de science même, qui s'étaient ralliés à la République, avaient *vécu* sous la Terreur, en exécraient le souvenir, en redoutaient le retour; brumairiens par circonstance et par raison, monarchistes de tempérament, mais n'admettant de monarchie que celle qu'ils auraient tirée eux-mêmes de la Révolution et qui, depuis juillet 1789, semblent avoir constamment aspiré à ce qui fut juillet 1830 [2]; fort sceptiques alors sur l'article de la liberté politique; très fermes sur celui de la liberté civile, surtout de la liberté de penser; « anticléricaux » dans l'âme, antichrétiens même et, quelques-uns, athées de profession; rebelles au joug de Rome catholique, mais tous inclinés devant César : Laplace, Lagrange, Berthollet, Monge,

[1] Cf. t I, p. 206.

[2] « Il nous faut un roi qui soit roi parce que je suis propriétaire, et qui ait une couronne parce que j'ai cette place; il faut donc, pour finir la Révolution, un roi créé par elle, tirant ses droits des nôtres... » Conversation entre Champagny et d'Antraignes, chez l'abbé Maydieu, à Vienne, 21 août 1801. Pingaud, *Un Agent secret.*

Tracy, Volney, Cabanis, Lacépède, d'Arcet, d'Aubenton; puis, auprès d'eux, des militaires glorieux, Kellermann; des administrateurs, des banquiers, Perregaux. Au Conseil d'État, fructidorisés et fructidoriens communient en Brumaire. Cinq présidents : deux militaires, Brune et Ganteaume; trois civils : Defermon, Boulay, Rœderer. Ces derniers marquent l'esprit du corps : instruits, laborieux, obéissants. Au Tribunat, des noms brillants, des esprits agités, un ferment de république oratoire, prête à devenir factieuse : Chénier, Andrieux, Chauvelin, Girardin, Daunou, Ginguené, Laromiguière, Jacquemont; un chef de file, l'éclat intellectuel, mais aussi l'infirmité politique de l'institution, littérateur, philosophe, romancier, romanesque, amoureux; esprit merveilleusement varié et variable, toujours en échappements à lui-même et à autrui, et dont la carrière ne fut qu'une suite de digressions déconcertantes; raisonneur de la liberté alors que le raisonnement n'était plus de mode et que la liberté n'avait plus de croyants; causeur incomparable sur la politique, survivant de la Révolution parlée, dépaysé dans la Révolution organisée; le moins homme d'action et le moins homme d'État qu'il y eût au monde, alors que tout devenait État et action : Benjamin Constant.

Le 24 frimaire an VIII-15 décembre 1799, en annonçant la Constitution aux Français, Bonaparte en définit l'esprit[1] :

> La Constitution est fondée sur les vrais principes du gouvernement représentatif; sur les droits sacrés de la propriété, de l'égalité, de la liberté. Les pouvoirs qu'elle constitue sont forts et stables, tels qu'ils doivent être pour garantir les droits des citoyens et les intérêts de l'Etat. Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée. Elle est finie.

Et le 25 décembre, résumant son programme politique :

> Rendre la République chère aux citoyens, respectable aux étrangers, formidable aux ennemis.

[1] Sur la rédaction de ce manifeste, Rœderer, t. III, p. 328-329.



Une loi sur l'organisation des départements compléta l'ouvrage. Les préfets, titre emprunté à la République romaine de 1798, prirent la place qu'occupaient les intendants du roi. Ce furent autant de consuls au petit pied qu'il y eut de chefs-lieux dans la République.

Cependant, il restait encore des insoumis. C'étaient les royalistes. Le 19 brumaire les avait trouvés en armes ; tels, à la veille de Fructidor. Ils croyaient l'heure venue, le pays mûr pour la dictature militaire ; ils comptaient que la dictature militaire formerait l'avant-garde de l'armée royale et ramènerait le roi. Ces champions inflexibles d'un droit qu'ils jugeaient supérieur aux volontés des hommes, se réclamaient de la divinité même, et n'avaient cependant, pour faire prévaloir ce décret éternel de la Providence, confiance que dans la force et dans la force révolutionnaire : il leur fallait un général de la République et des soldats républicains. Une trahison, une défection tout au moins devenaient la préface nécessaire d'une restauration de la monarchie. Ils ne s'en faisaient pas plus de scrupules que les adeptes de la souveraineté du peuple ne s'en faisaient d'une *journée* et de la mainmise par la populace insurgée d'une ville sur les représentants de la nation.

Bonaparte leur parut un Pichegru plus habile et plus heureux. Ils le destinèrent à ce personnage de Monk, prédit par tous les prophètes de l'émigration, et qui devait, de son épée, dénouer la tragédie. Ils ne le connaissaient pas.

Comme il les avait prévenus en s'emparant du pouvoir, il les déçut en gouvernant. Il les tourna dans leurs places fortes mêmes, dans le pays insurgé. Il y reprit, tout simplement, la politique de Hoche ; mais il l'appliqua dans le grand, sans se voir entravé, ainsi que l'avait été Hoche, par les résistances des autorités locales et la versatilité du Directoire. Il promit l'amnistie à qui se soumettrait, il annonça une répression implacable à qui ne se soumettrait pas. Il confondit dans ses menaces et dans ses poursuites les bandes royalistes, les chouans, les chauffeurs, les brigands et les catholiques ; mais

il ne les traita point de même. Il vint au-devant des catholiques, les rassura, mit en liberté les prêtres détenus, laissa rentrer les prêtres déportés ; montra, comme en Italie, l'intention de respecter les croyances et d'assurer l'exercice du culte, pourvu que les prêtres se soumissent et prêchassent la soumission aux lois de la République. Il fit rendre avec éclat les honneurs funèbres à Pie VI, mort à Valence depuis six mois, et demeuré sans sépulture. Enfin, pour ramener ces Français à la France, il les traita en citoyens, leur parla des droits que la Révolution leur attribuait, fit appel à leur patriotisme. Dans la même proclamation, du 28 décembre 1799, où se trouvait cette phrase : « Aucun homme ne peut dire à un autre homme : tu exerceras tel culte, tu ne l'exerceras qu'un tel jour », il dénonçait les meneurs de la guerre civile comme « des traîtres vendus à l'Anglais et artisans de sa fureur »[1].

Les actes répondirent aux paroles et, insensiblement, le pays s'apaisa.

Les chefs, abandonnés peu à peu par leurs troupes, se divisèrent. Les uns irréconciliables poursuivirent la lutte. Ce parti comptait des fanatiques, des gens à machines de toutes sortes, y compris les machines infernales, à embuscades, à enlèvements et séquestrations. Les guerres civiles et les guerres de religion en offraient des exemples illustres, à quelque parti ou à quelque confession qu'appartînt l'homme embarrassant, qu'il s'agît du duc de Guise ou de l'amiral de Coligny. La conspiration qui fut déjouée en 1804, la conspiration de Georges, existe en permanence dès les premiers jours du Consulat. Mais ces royalistes avaient aussi leurs diplomates; tandis que les hommes de main rassemblent leur troupe et construisent leurs engins, ceux qui cherchaient un Monk et se flattaient de le trouver en Bonaparte tâchèrent d'approcher de lui et de le sonder. Ils lui députèrent d'Andigné, l'un des plus vaillants d'entre eux, et Hyde de Neuville, l'un

[1] *Mémoires de Hyde de Neuville, d'Andigné, Tercier.* — Conversation de Bourmont. *Revue des documents historiques*, t. I, p. 97. — LA SICOTIÈRE, *Frotté*. Cf. t. V, p. 16



des plus politiques, le combattant et le conspirateur.

Talleyrand ménagea l'entrevue et mena Hyde, le 27 décembre, chez Bonaparte, qui habitait encore le petit Luxembourg. Hyde, songeur, attendait depuis quelque temps lorsqu'il vit entrer un homme « petit, maigre, les cheveux collés sur les tempes, la démarche hésitante », « un frac olive, un air d'un négligence extrême », un air de rien. Il le prit pour quelque commis et n'y fit point attention. « Mon erreur s'accrut lorsqu'il traversa la pièce sans jeter sur moi un regard. Il s'adossa à la cheminée et releva la tête. Il me regarda avec une telle expression, une telle pénétration que je perdis toute assurance sous le feu de cet œil investigateur. L'homme avait grandi pour moi, tout à coup, de cent coudées. » Même jeu de scène, le 29 décembre, avec d'Andigné. « Les circonstances sont changées, leur dit-il, et rien ne doit vous empêcher de traiter avec moi... Si vous voulez, nous terminerons en cinq minutes... » D'Andigné n'en avait pas le pouvoir; mais on discute des articles; arrivés à celui de la religion : — « Je la rétablirai, dit Bonaparte, non pas pour vous, mais pour moi. » Puis un de ces mots, à la Frédéric : « Ce n'est pas que, nous autres nobles, nous ayons beaucoup de religion ; mais elle est nécessaire pour le peuple. »

Rompant le propos, se jetant dans les digressions, enchevêtrant les idées, à sa manière, par surprises et saillies brusques, mais toujours courtois; tantôt écoutant, les mains derrière le dos; tantôt, allant et venant, nerveux, à grands pas, par la chambre, Bonaparte s'arrêtait tout à coup devant l'interlocuteur, poussant sa pointe, le geste bref, la parole énergique et comme durcie par l'accent corse, encore très prononcé chez lui. D'Andigné essaie d'attirer l'attention sur le prétendant, car c'est le véritable objet de sa mission... « Vous me parlez toujours du roi, vous êtes donc royaliste? — Depuis dix ans, je combats pour la restauration de la monarchie française. — Mais, moi, je ne suis pas royaliste. — Je voudrais que vous le fussiez. » Bonaparte s'animait; il se reprend aussitôt. Il parle des princes, en soldat qui a connu

les grandes aventures, gagné la partie en courant les grands risques et jouant le grand jeu : — « Ils n'ont rien fait pour la gloire. Ils sont oubliés. Que n'étaient-ils dans la Vendée? C'était là leur place. » C'est aussi le point faible des discours de d'Andigné. Il insinue une réplique de pure convenance : la mauvaise volonté des Anglais.— « Il fallait se jeter dans un bateau de pêche ! » A défaut de la barque de César, le navire qui l'avait ramené d'Égypte ! « Vous ne pouvez vous imaginer combien peu l'Europe s'en occupe. »

Alors, s'efforçant de séduire, à son tour : — « Que voulez-vous être? général, préfet? Vous et les vôtres vous aurez ce que vous voudrez. — Nous désirons tous de n'être rien. — Seriez-vous donc humiliés de porter un habit que porte Bonaparte? — Nullement, mais nous n'irons pas combattre demain les puissances dont nous étions les alliés. — Vous êtes donc les alliés des puissances étrangères?» Tout à l'heure, les Anglais empêchaient les princes de passer en Vendée; maintenant les Anglais empêchent les Vendéens de servir la France. La gêne vient, et aussi l'impatience, agressive chez Bonaparte, raide chez d'Andigné. — « Lorsque j'aurai fait la paix, je trouverai bien moyen de vous réduire. — Cela vous sera difficile, général; vous ne connaissez ni nos moyens, ni notre manière de combattre. — Je connais tout. et je vous soumettrai par la force. Je ferai, comme j'ai fait en Italie, mettre le feu à trois ou quatre départements, et vous serez bien obligés de vous rendre. — Vous n'êtes pas près de faire la paix. — Avec l'Empereur, je la ferai quand je voudrai. Il n'a pas oublié qu'il me doit sa couronne. A Campo-Formio, j'étais le maître de le détrôner; je ne l'ai pas fait. Il s'en souvient et il traitera avec moi. »

Ils partirent, persuadés que « jamais il ne serait des leurs », et qu'il n'y avait pour ses adversaires d'autre ressource contre lui que les complots à l'intérieur, les coalitions au dehors. Car s'il disposait de tout dans la République il ne disposait point de sa propre vie, et, lui supprimé, on trouverait des généraux plus complaisants. « Quel est votre but?



disait-il, peu de temps après, à Bourmont. Rétablir les Bourbons, n'est-ce pas? Tant que je serai à la tête du gouvernement, vous n'y parviendrez jamais. Après ma mort, vous ferez ce que vous voudrez; cela m'est indifférent. » Il ajouta : « Vous ne pourrez les servir — les Bourbons — si vous n'êtes rien. Si, au contraire, vous êtes employés, vous serez peut-être à même de leur être utiles. Dans tout état de cause, le gouvernement a besoin de gens qui le servent. Si vous ne voulez pas de places, il me faudra les donner aux Jacobins, et vous serez persécutés. »

Il écrivit au général Saint-Hilaire, le 4 janvier 1800 : « Éclairez le peuple. Faites sentir à tous les citoyens que le temps des partis et des déchirements est passé. Dites que la Révolution est finie; que s'il est quelques ambitieux qui ont besoin de haines, s'il en est qui veulent déchirer le pacte social, les rênes de l'État sont dans des mains fermes et accoutumées à surmonter tous les obstacles. » Puis il frappa des coups terribles et répétés. Mais, de la même main qui ordonne de fusiller Frotté, de détruire Georges, il clôt la terrible liste de proscription, signe des sauf-conduits, restitue des biens séquestrés. Il entr'ouvre la patrie aux émigrés; il leur rend leurs demeures, nues sans doute et dévastées, mais c'est le foyer, c'est la famille dispersée depuis huit ans. Il les attire par le cœur, il les tient par l'intérêt. Ils ne sont que tolérés, mais la passion de rester, la passion de l'air natal les gagne. A défaut des privilèges, perdus à jamais, ils réclament les bienfaits du régime nouveau, l'égalité, conspuée naguère, souhaitée désormais et profitable. La rentrée dans le droit commun, c'est le recommencement de la fortune, et par sa voie la plus naturelle, la voie traditionnelle, par où ont passé et monté les ancêtres : l'armée.

On ne s'en fait point scrupules, car on paye de son sang, car on est valeureux et l'on se bat pour la France. Quelques-uns s'y jettent, secoués par le coup de foudre, séduits par le panache, enivrés par l'enthousiasme guerrier qui fermente dans leurs veines et qui éclate au magnifique défilé de la

France militaire. Tel Philippe de Ségur, aux jours mêmes de Brumaire. Nombre d'autres, qui n'ont trouvé dans l'émigration que déceptions, déboires, misères de toutes sortes; gentilshommes de province, nés et grandis dans la jalousie de la noblesse de cour, de l'état-major des émigrés, méconnus de leurs princes, qu'ils ne connaissent même pas, entrent dans l'armée républicaine par le même esprit batailleur qui les avait fait émigrer, et ils ont la joie de ne plus combattre les Français qu'ils admiraient, de combattre les étrangers que l'exil leur a rendus plus hostiles et plus détestables[1].

Bonaparte ramenait les nobles à leurs origines, en leur ouvrant l'armée; il les replantait, pour ainsi dire, dans le sol national; mais il les imposait, en concurrents et en rivaux, aux officiers sortis de la Révolution; pour rallier les royalistes, il inquiétait les républicains, et plus que les autres, les militaires, jaloux de leur prérogative dans la République, toujours inquiets de leur avancement, alarmés par la concurrence des ralliés. « Que ferions-nous, disaient, à l'armée de Moreau, les officiers, « tout brillants de jeunesse, tout resplendissants d'or et de gloire, » en leurs banquets somptueux ès abbayes et palais d'Allemagne, repas de vainqueurs servis par les vaincus, — « que ferions-nous de cette paix qui ne profiterait qu'au dictateur? Chaque armée n'aurait donc combattu que pour lui seul! De quel droit ses guides, ses gardes, ses armées d'Égypte... l'élèvent-ils de plus en plus, sur leur pavois, en tête et au-dessus de nous? Souffrira-t-on que les vainqueurs de Naples, de Zurich... que Macdonald, Masséna et Moreau lui-même, devinssent les sujets et les marchepieds de Bonaparte[2]? »

En toute république, le pouvoir est la place de sûreté, et il s'agissait alors, au lendemain de la Révolution, comme jadis, au lendemain de l'Édit de Nantes, de savoir qui occuperait ces places. Nombre de Jacobins se rallièrent pour y entrer. Bonaparte réussit mieux et plus vite avec eux; c'est qu'ils

[1] Lectures historiques : *Mémoires de soldats*.
[2] Ségur, t. II, liv. XIV, chap. III et VI.

étaient, de tempérament et de profession, hommes d'autorité, aimant le pouvoir et capables de l'exercer sous un maître. Ils ont appris à travailler dans les prétoires de l'ancien régime, à obéir sous la Convention, à se taire sous Robespierre. Il y en a d'incorrigibles, disait Bonaparte à Cambacérès, et, à propos de l'un d'entre eux, il ajoutait : « Il me servira mal, dans l'espoir d'une nouvelle révolution, dont il croira devoir profiter. » C'était résumer, en deux lignes, toute la carrière politique de Fouché, de la Terreur à la Restauration, de Robespierre à Louis XVIII, en passant par l'Empire. Il ne l'employa pas moins, préférant le tenir, dans l'État, à le contenir, dehors. Mais, disait-il un autre jour à un ancien membre du Comité de l'an III, Berlier : — « Il y a eu de bons jacobins, et il en a existé à une époque où tout homme ayant l'âme un peu élevée devait l'être ; je l'ai été moi-même, comme vous, comme tous ces milliers de gens de bien. » Toutefois il se trouvait, parmi eux, plus d'étoffe de préfets, de conseillers d'État, de procureurs généraux, que de ministres et d'hommes d'État. « Merlin a été membre du Directoire, disait le Consul. Là il s'est convaincu qu'il ne pouvait pas gouverner. Son ambition a été humiliée. Il est descendu avec plaisir à une place analogue à ses talents et qu'il a la conscience de bien remplir. » Merlin était légion, et cette légion, qui occupa les principaux offices du gouvernement consulaire, en fit la force active. Ce fut par ces hommes que le Consulat, puis l'Empire même, demeurèrent rivés à la Révolution. En servant Bonaparte, ils estimaient moins servir un maître qu'ils ne servaient cette Révolution dont il sortait comme eux, et que, comme lui, ils identifiaient avec leurs propres personnes.

Reste la famille du Consul, foyer permanent de critique, de cabales, presque de complots, dont Bonaparte discerna le danger, qu'il n'eut jamais l'énergie d'étouffer, qu'il attisa au contraire, et qui ne fit que s'étendre avec sa fortune et par ses bienfaits. A peine est-il assis sur son fauteuil consulaire que le clan entrevoit le trône et commence à s'en disputer

l'héritage. C'est une spéculation sur la mort du frère qui ne finira qu'avec son règne. Il le voit, il en ressent l'injure, il s'en irrite, et cependant il capitule : il discute ; il partage, non le pouvoir, mais les bénéfices et les dignités. C'est qu'il s'aime et s'enorgueillit en ses frères : il les croit, parce qu'ils sont du même sang, capables des plus hauts emplois, appelés aux plus hautes destinées. Il considère en Lucien le profond politique, le meneur d'assemblées; en Joseph, le méditatif, le raisonneur et le raisonnable; il en fera le grand négociateur et le grand signataire de la République; il voudrait faire de Louis un général ; de Jérôme, encore adolescent, l'amiral de la flotte future. Pour eux, ils jugent que tout leur est dû et qu'en les comblant, leur frère ne fait que leur restituer leurs droits. Il paye la dette du génie usurpé sur eux. La France est pour ces Corses une colonie à exploiter et, de l'histoire de France, ils se font une carrière [1].

La mort de Washington fournit à Bonaparte le motif d'une déclaration retentissante, d'une de ces pompes théâtrales dont il fut un metteur en scène prestigieux et que Paris aime tant parce qu'il s'y donne en spectacle à soi-même. Le 7 février 1800, il adressa cet ordre du jour aux soldats de la République :

> Washington est mort. Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie. Il a consolidé la liberté. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français comme à tous les hommes libres des deux mondes, et spécialement aux soldats français qui, comme lui et les soldats américains, se battent pour l'égalité et la liberté.

Cet hommage solennel rendu aux dieux de la cité, il put, sans provoquer un murmure, s'installer aux Tuileries. Il s'y rendit, en grand équipage, le 19 février. Paris, qui avait fait le 10 août et vu le 21 janvier, jugea que c'était bien. Ce fut le peuple même qui se coucha ce soir-là et dormit dans le lit du roi de France.

[1] *Études de littérature et d'histoire* : « Napoléon et sa famille. » — Frédéric MASSON, *Napoléon et sa famille*, t. I, chap VI : les débuts du Consulat.



La popularité monta progressivement avec le bien-être social, la bonne administration, les bonnes lois. La France se sentait vivre, et se croyait libre, au sens tout classique et romain; au sens propre et direct aussi, où les Français prenaient le mot de liberté[1] : liberté, égalité, propriété, souveraineté du peuple, ces mots se confondaient dans les esprits; liberté civile, propriété de la terre; n'obéir qu'aux lois, les mêmes pour tous; ne payer d'impôt qu'à l'État; voter, par plébiscite, les lois fondamentales; voter, par représentation, la loi de l'impôt; jouir de la sécurité des demeures, des chemins, du travail, de l'épargne; une administration intelligente et active, une justice éclairée, une justice égale, voilà les réalités qu'ils entendaient exprimer par ces illustres abstractions qui avaient servi de voile à tant de mensonges et de prétexte à tant d'oppression. C'est ainsi que Bonaparte, dans ses proclamations, employait ces mêmes paroles; comme il les employait au sens commun, au sens populaire, nul ne l'accusait de les détorquer et blasphémer, et il était compris du dernier des paysans, comme il se flattait de l'être, à l'armée, du dernier des tambours. « On venait, écrit un contemporain, d'être plus ou moins mis en liberté par Bonaparte... On saluait de cris de joie celui qui rendait la gloire et la sécurité, ces deux mobiles du bonheur de la France. » — « J'ai joui avec délices, rapporte un autre, de ce moment de liberté dont tous les partis, tous les hommes se sont crus en possession et dont presque tous ont usé. » — Un autre encore : « Il est difficile de se figurer dans quel état de soulagement et de bonheur se trouva bientôt la France. » Enfin ce savant chimiste, révolutionnaire en 1790, collaborateur ardent du Comité de salut public dans l'œuvre de la défense nationale, membre de l'Institut en 1798, conseiller d'État en 1800 : « Il est difficile de concevoir une Constitution qui présente plus de garanties pour les droits du peuple[2]. »

[1] Voir tome I, p. 205, 216 et suiv. : sur la *liberté civile* et la *liberté romaine*.

[2] *Mémorial de Norvins*, *Lettres de Joubert*, *Mémoires de Barante*, *Souvenirs de Chaptal*. — Comparez Augustin THIERRY, *Considérations*, chap. IV; — QUINET,

C'est qu'il procurait et assurait à chacun ce que chacun désirait le plus vivement et attendait avec le plus d'impatience; grand secret d'État des gouvernements puissants et populaires. « Ils ne se sont pas demandé, écrit un historien de la civilisation romaine, si ce régime était moralement bon ou mauvais, s'il était conforme ou contraire à la raison. Il leur a suffi qu'il fût d'accord avec l'ensemble de leurs intérêts... Les hommes jugèrent que le pouvoir d'un seul était moins oppressif que le pouvoir de plusieurs, et que les droits individuels seraient mieux garantis par la monarchie qu'ils ne l'avaient été par le gouvernement républicain. » Les mêmes affinités, les mêmes nécessités suscitèrent, au moyen âge, la monarchie française; le même mouvement porta à la suprématie Hugues Capet, « le premier en énergie; le premier en noblesse, en puissance, en qui ils trouvaient un défenseur, non seulement de la chose publique, mais de leurs intérêts privés [1] ».

Ajoutez l'amour de la gloire et le désir de la paix, qui n'était ni moins intense ni moins général. « Un désir de gloire nationale régnait partout », rapporte Barante. Et Mme de Staël : « La guerre de la Révolution avait exalté l'orgueil national... L'enthousiasme public était tourné vers la gloire. » L'agent prussien, Sandoz, écrivait le 24 novembre 1799 : « On veut fortement la paix ici, et on peut la faire avec sécurité, parce qu'on s'est affranchi de la dépendance des armées et des jacobins. » Mais on l'entendait de la paix républicaine, la paix magnifique, la paix dans les *limites naturelles;* les limites de la Gaule, protégées, garanties par la ceinture de peuples « affranchis », de la Batavie à l'Helvétie et à la

liv. I, chap. XI; liv. II, chap. IV; liv. XXIII. — TOCQUEVILLE, *Correspondance*, t. I, p. 200-206, 271-272. — PROUDHON, *Napoléon Ier*, p. 27, 36, 76, 205 : « Napoléon, considéré comme le capitaine de la Révolution et son premier magistrat, est donc suivi par l'élan universel, et il accapare la gloire de tout ce qui se fait. »

[1] FUSTEL DE COULANGES, *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, t. I, liv. II, chap. II : comment le régime impérial fut envisagé par les populations; t. VI, liv. IV, chap. X : de la chute de la dynastie carolingienne. — Cf. *l'Europe et la Révolution*, t. I, liv. II, chap. I : la monarchie traditionnelle.

Cisalpine. Ce mot de *paix* est encore un de ceux qu'il faut prendre au sens qu'on lui donnait alors, sous peine de se tromper sur toute cette histoire et de la dénaturer comme l'on ferait en prenant le mot de liberté au sens de liberté politique, dans l'esprit des chartes de 1814, de 1830 et surtout dans l'esprit de la Constitution de 1848. C'est une autre face de Brumaire et du Consulat, et, par ce côté-là, Bonaparte représentait la Révolution et s'en pouvait dire le Consul, au double sens du terme romain, le magistrat civil et le chef d'armée ; en un mot, l'homme d'État. Le 25 décembre 1799, le jour même où il adressait au peuple français la fameuse proclamation : « Rendre la République chère aux citoyens, respectable aux étrangers, formidable aux ennemis », il écrivit au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Allemagne pour leur exprimer son désir de conclure définitivement la paix.

II

Les choses humaines ne sont saisissables qu'en leurs commencements, en leur premier jet hors de l'âme. A mesure qu'elles s'éloignent de la source, les eaux se mêlent, la pente les emporte, et le fleuve n'est plus qu'un poids formidable qui tombe; on en suit la direction, mais les eaux ont perdu leur transparence. Les premières heures du Consulat, actes et paroles, sont comme remplies de destinées; il faut s'y arrêter pour comprendre la suite de cette histoire, en saisir l'enchaînement et fixer les fils conducteurs qui permettront de se reconnaître dans l'immense déroulement qui commence.

Tout arrive d'une même venue, tout avance d'une même allure, l'organisation de la France et son extension en Europe. Mais tandis qu'au dedans la Révolution, matée, se fondra de plus en plus dans l'ancien moule, au dehors elle brise les

vieilles formes et s'épanche : c'est là que son empreinte demeure la plus forte et que son impulsion continuera le plus longtemps d'emporter la France. Bonaparte admirait le Comité de salut public d'avoir repris la politique de Richelieu et celle de Louis XIV. Le Directoire n'avait fait que continuer cette politique, en l'exagérant et la défigurant; Bonaparte la suivit, de dessein délibéré, en y ajoutant la méthode, la corrélation des parties, la marche continue et concertée de l'ensemble. Il se fit composer des dossiers des grandes affaires en cours, celles que le Comité avait engagées, celles dont le Directoire s'était toujours réservé la direction : les affaires de Prusse et celles d'Espagne, en particulier[1]. Il faut avoir ces affaires toujours présentes à l'esprit.

Le Conseil exécutif provisoire, en 1792, avait assigné le Rhin comme limite à la République; le Comité de salut public de l'an III avait négocié la cession de cette limite à la France. Pour l'obtenir, pour indemniser les princes allemands dépossédés sur la rive gauche, il avait proposé la sécularisation des principautés ecclésiastiques de la rive droite, c'est-à-dire la concentration territoriale de l'Allemagne au profit des princes laïques associés à la République. Il avait prévu la nécessité de coaliser le continent contre l'Angleterre afin de l'obliger à reconnaître à la France les limites de la Gaule et, pour y parvenir, il avait offert à l'Espagne la conquête du Portugal, à la Prusse la suprématie du nord de l'Allemagne, à l'Autriche des compensations en Bavière et en Italie. Le Directoire avait poursuivi cet ouvrage au congrès de Rastadt, décidé les princes allemands aux sécularisations, traité avec la Prusse de ses indemnités; offert à Frédéric-Guillaume, pour prix de son alliance, la couronne impériale et la réunion du Hanovre; lié l'Espagne, soumis le Portugal; bordé la France de républiques, clientes et tributaires, la

[1] Ces dossiers, conservés à la secrétairerie d'État, sont aux Archives nationales. Comparez t. IV, liv. IV, chap. III : le grand dessein de Sieyès; chap. VI : les conditions de la politique extérieure en 1795; t. V, liv. I, chap I : le Directoire et l'Europe



Batavie, l'Helvétie, la Cisalpine; occupé le Piémont, démembré l'État du Saint-Siège, républicanisé Rome et Naples, assujetti la Toscane et tâché de former de tous ces gouvernements un énorme corps d'investissement et de blocus contre l'Angleterre. La Méditerranée sous la domination de la France, *la Méditerranée, lac français*, formait le complément de ce magnifique dessein d'extension républicaine.

Bonaparte en est nourri. C'est pour en avoir, un moment, décidé le succès, par la campagne d'Italie et par le traité de Campo-Formio, qu'il est devenu le plus populaire des généraux et le premier personnage de la République ; c'est pour consommer l'ouvrage, si compromis, en 1799, qu'il est revenu d'Égypte, et qu'il s'est fait consul. La France attend de lui l'accomplissement du dessein qui est pour elle la condition et la garantie de la paix, le terme de la Révolution, le triomphe et la splendeur de la République. Son règne est à ce prix. C'est la pensée maîtresse, l'objet permanent de sa politique ; sa supériorité est de connaître les moyens de cette fin, de les vouloir avec constance et de savoir les concerter.

Or, il ne suffit pas que les victoires de Masséna, de Lecourbe, de Moreau, de Brune aient délivré la République : elles l'ont simplement replacée dans les conditions de 1795 ; il faut la replacer dans les conditions de 1798, au moment où l'Europe a recommencé la guerre, et l'y établir définitivement. Quant à abandonner une seule des conquêtes de la France, il n'y songe pas, il n'y songea jamais : les motifs qui ont fait envahir ces pays, afin de conquérir les *limites*, obligent à les occuper afin de conserver ces limites. Ce sont les prises de la République sur l'Europe, c'est par là que la République forcera l'Europe à signer la paix, d'abord, et ensuite à la respecter. C'est en Hollande que l'Angleterre a été repoussée ; c'est en Italie que l'Autriche a été contrainte et qu'elle le sera encore. Il faut la Hollande, si l'on veut tenir la Belgique ; il faut le Piémont, si l'on veut assurer les communications avec la Cisalpine ; il faut Gênes, Milan, Rome, Naples alliées, sinon assujetties, pour refouler les Autrichiens dans le nord de

l'Italie, et corriger cette infirmité de Campo-Formio : Venise et une partie de la Terre ferme livrées à l'Autriche. D'ailleurs la domination de l'Italie est la condition de cette suprématie de la Méditerranée, dont l'expédition d'Égypte a fait la conception favorite de Bonaparte.

« Ce n'est pas pour rentrer honteusement dans nos anciennes limites » que nous avons soutenu cette guerre acharnée, disait, en l'an III, Merlin de Douai au nom du Comité de salut public. Ce n'est pas pour se retirer devant l'Autriche et lui livrer l'Italie, restaurer le roitelet de Piémont et lui livrer les clefs de la Provence; ce n'est pas pour s'effacer devant les Anglais, sur terre et sur mer, pour leur abandonner la Hollande, la Belgique, la Méditerranée que les armées républicaines ont vaincu en 1799. La France ne le pardonnerait pas. Elle y verrait une trahison envers les peuples émancipés, le sacrifice de l'œuvre dont les Français sont le plus fiers : la croisade enthousiaste de 1792 et la magnificence des expéditions d'Italie.

Ces peuples, la France les croit libres par cela seul qu'elle les admet aux honneurs de la République, leur donne ses lois et les reçoit dans sa cité. Le jugement de Bonaparte, sur cet article, n'est que le préjugé populaire raisonné par un homme d'État. Il considère les peuples avec la supériorité d'un Français « éclairé » du dix-huitième siècle, qui prend ses « lumières » pour la vérité même; et il règle sa politique envers les nations étrangères comme un Romain qui confondait son règne et sa jurisprudence avec le règne du droit. Son code de droit des gens, ce sera le *décret du 15 décembre* 1792, coordonné par un légiste des *Chambres de réunion*. Et cette œuvre d'État, qui était aux yeux des conventionnels une œuvre de justice, reste, à ses yeux, une œuvre de haute et juste politique. Le Français, champion des droits de l'humanité, interprète de la raison universelle, est appelé, par sa Révolution, à régenter l'univers. Il ne faut point que l'univers s'y refuse; qui résiste est rebelle. Être admis dans la République paraissait aux conventionnels la plus haute



récompense d'un peuple affranchi, ce qu'il devait mériter par un long stage et des tributs considérables ; être admis dans l'Empire paraîtra bientôt à Napoléon, comme il paraissait aux Romains, le sort des peuples élus et initiés [1].

Donc, la République ne peut ni ne doit reculer. C'est l'esprit de la prolamation que Bonaparte adresse aux armées, le 25 décembre 1799, en même temps qu'il annonce le programme du Consulat. Avant tout, assurer à la France « l'héritage des Gaulois », et pour l'assurer, porter la guerre au delà :

> Vous êtes les mêmes hommes qui conquirent la Hollande, le Rhin et l'Italie, et donnèrent la paix sous les murs de Vienne étonnée. Soldats ! ce ne sont plus vos frontières qu'il faut défendre ; ce sont les États ennemis qu'il faut envahir [2].

« Tout est défense, dit-il à Bernadotte, au Conseil d'État, tout est défense, même la conquête qui devient la conséquence forcée de la guerre. » Et tout, par ces circonvolutions immenses, ces ricochets à perte de vue, vise l'Angleterre. Il dira à Rœderer, en décembre 1800 : « L'Angleterre ne doit pas vouloir la paix, parce que nous sommes maîtres du monde. L'Espagne est à nous. Nous avons le pied en Italie. En Égypte, nous tenons les derrières de leurs établissements. La Suisse, la Hollande, la Belgique... Il y a une chose arrêtée irrévocablement et pour laquelle il est déclaré à la Prusse, à la Russie, à l'Empereur que nous ferions, s'il était nécessaire, la guerre seuls contre tous, c'est qu'il n'y aura point de stathouder en Hollande, que nous garderons la Belgique et la rive gauche du Rhin. » Il faut donc rendre la mer inutile et funeste aux Anglais, les bloquer dans leur île, les user, les ruiner, les envahir, les enchaîner; tourner à leur confusion, à leur assujettissement, à leur isolement du monde, cette situation insulaire qui fait leur insolence, leur richesse et leur suprématie. « Dans la position actuelle de l'Europe,

[1] Voir liv. V, p. 22 : le Direcroire et les peuples.
[2] Cf. *Œuvres*, t. XXIX, p. 361.

écrit-il à l'amiral espagnol Mazarredo, bloqué dans Brest, j'attache la plus grande importance à la sortie des deux escadres, ne feraient-elles que chasser pendant vingt-quatre heures l'escadre anglaise et rentrer après. » C'est-à-dire prouver que l'on peut tenir la mer, forcer le passage, gagner le temps qu'il a fallu jadis à César et à Guillaume de Normandie. Et à Lucien : « Ne nous flattons pas d'avoir la paix tant que Pitt restera au ministère. Cet homme n'abandonnera pas un atome de l'empire des mers, à moins d'y être forcé par la guerre, et je ne reconnaitrai jamais cette injuste domination de nos rivaux tant que je pourrai manier une épée... Il nous faut de nouvelles victoires continentales... C'est en dominant sur tous les rivages de l'Europe que nous pourrons amener Pitt à une paix honorable... Si les mers nous échappent, il n'est point de port, point d'embouchure de fleuve qui ne soit à portée de notre glaive[1]. »

Il avait placé les relations extérieures dans les attributions du premier Consul. Il y appela Talleyrand qui y fut son premier commis, ainsi que Berthier l'était à la guerre. Talleyrand, résigné naguère à servir de porte-parole à Reubell et de porte-plume à La Revellière, se redressa et retrouva son aplomb. Il avait trop d'esprit et trop de politique pour prétendre au partage, même à l'intimité du pouvoir. Ce fut son art supérieur et son plus subtil moyen d'influence, de pressentir les intentions de Bonaparte, de lui donner des motifs d'accomplir ses volontés, de lui en faciliter l'exécution; de traduire, en phrases élégantes et correctes de diplomatie classique, ses ordres péremptoires; de prévenir ces ordres quand il les jugeait inévitables et irrésistibles, de les tempérer quand il voyait le maître hésitant et, comme disent les marins, « le temps au conseil »; d'être alors pour lui, non certes une conscience, mais la réflexion, le sens commun, sauf, au moindre signe de mécontentement, à tirer sa révérence d'homme de cour, et à faire galamment le sacrifice

[1] A Mazarredo, 17 mars 1800. — *Mémoires de Lucien*, t. I, p. 377.



de ses objections, de sorte que l'opposition très légère tourne à la flatterie et la résistance momentanée à l'hommage. Bonaparte demeurait reconnaissant à Talleyrand des services qu'il lui avait rendus aux temps difficiles de Fructidor et de Campo-Formio. Il goûtait, avec raffinement, ce service, à grandes façons, d'un ci-devant gentilhomme, prélat de cour, homme du grand monde, d'un tact sans égal, de ressources infinies, d'une corruption exquise. Il se connaissait en habileté, et c'est par ce triple et quadruple manège que Talleyrand l'enguirlanda dès le début et l'englua toujours. Talleyrand se prêta avec une complaisance inépuisable, mais il ne se donna jamais. Il eut ses retraites, ses retranchements, ses cloitres et couloirs secrets, ses confidents, ses « affidés », et surtout ses pensées de derrière la tête, fort différentes de celles du maître et de celles de la République; car, tout en faisant mine de hurler avec les loups et tout en prélevant pour sa table les pièces d'honneur, à la curée il demeura toujours *in petto* l'homme « des anciennes limites », au delà desquelles il ne crut jamais la paix durable ni même possible. C'est, par le long labyrinthe et tous les souterrains du Directoire, du Consulat et de l'Empire, ce qui fait l'enchainement de sa carrière, depuis le mémoire à Lebrun en 1792 jusqu'au congrès de Vienne et à la conférence de Londres en 1830 [1]. Sous le personnage de ministre des conquêtes, il prépara toujours, avec une souplesse infinie, une ténacité merveilleusement insidieuse, le rôle de modérateur et de pacifique pour lequel il se réservait, sans discerner encore pour le compte de qui, sous quelle étiquette, il le jouerait un jour; critiquant le maître, se lamentant sur les excès de son ambition, l'impuissance où il était de le contrarier et se ménageant à la fois sa porte de sortie et sa porte de rentrée, à droite et à gauche du grand escalier.

Il prit à la lettre l'article de la Constitution qui enlevait aux ministres la responsabilité devant le peuple; il s'en fit

[1] Voir tome III, p. 221, et dans mes *Essais et Lectures historiques* : Talleyrand au congrès de Vienne; les mémoires de Talleyrand.

une sorte de conscience à l'envers. Comme Fouché eut *sa* police, il eut *sa* diplomatie, et il s'arrangea de façon à pouvoir dire, de toutes les mesures de Bonaparte, même de celles qu'il avait disposées ou conseillées, ce qu'il dit du Piémont : « Je fis de vains efforts pour le détourner de cette mesure. Il croyait qu'elle était dans son intérêt personnel, son amour-propre lui paraissait la réclamer, et il prévalut contre tous les conseils de la prudence[1]. » Il eut toujours plus d'avenir dans l'esprit que de fidélité dans le service. Mais, en ce service à réticences qui fut celui de beaucoup de ministres et de généraux de ce temps-là, il déploya une connaissance, une intelligence de l'Europe vraiment remarquables. Lorsqu'il appliqua des desseins, désapprouvés, en secret, il s'efforça du moins de les ramener au possible et aux proportions, de les réduire au nécessaire, à la convenance immédiate ; il porta dans les négociations un art supérieur, et, s'il y chercha son intérêt, le premier Consul y trouva souvent le sien.

Au début, au lendemain de Brumaire, il ne songe certes pas encore à la restauration des Bourbons et au congrès de l'Europe monarchique ; il en est trop loin par son épiscopat sacrilège, son abjuration scandaleuse, son mariage, son ministère du Directoire, à la veille de Fructidor. Il pense, tout directement, et comme tous les consulaires, à la mort possible du Consul et au retour offensif de la Révolution ; il pense aussi, comme tous les brumairiens, avec inquiétude, à la rentrée des émigrés, à cette tendance que manifeste déjà Bonaparte de relever les institutions anciennes, et, par-dessus toutes, l'Église catholique, en les adaptant à son gouvernement. Bonaparte le tient par la sécularisation comme il tient les régicides par le vote ; mais ni Talleyrand, ni les régicides ne tiennent Bonaparte ; il peut leur échapper, trouver ses appuis hors d'eux, contre eux peut-être. Ils ne redoutent

[1] *Mémoires*, t. I, p. 290. — Comparez, sur cet article du Piémont, Pallain : *le Ministère de Talleyrand ;* Lettre à Bonaparte, 15 septembre 1797, p. 144, note ; mémoire au Directoire, 10 juillet 1798, p. 327.



rien davantage, et c'est ainsi que l'une des pensées, la plus politique du Consul, va les trouver sinon opposants avoués, du moins récalcitrants et contrariants : c'est la restauration du culte, la paix religieuse, le rétablissement de l'Église catholique en France qui feraient, de Fouché comme de Talleyrand, des déclassés, des intrus jusque dans le nouveau régime, et les mettrait, tout au moins, à l'entière discrétion du maître.

Bonaparte voyait d'infiniment plus haut que ses ministres, en cette affaire, qui fut l'une des principales de son consulat [1].

Le mouvement de retour au catholicisme, qui s'était déjà manifesté sous le Directoire malgré l'absence de liberté réelle et de garanties légales, ne cessait de s'accentuer. Le culte catholique se rétablissait spontanément partout où les pouvoirs publics cessaient de l'interdire ou de le gêner. Mais c'étaient de petits foyers sporadiques, occultes, inquiets, où l'on priait comme ailleurs on conspire, où la foi menaçait incessamment de dégénérer en sédition. Bonaparte reconnut là une autre révolution à ordonner, toute morale, et aussi profondément nationale que la révolution civile : il entendait, sur cet article essentiel, comme sur le reste, gouverner les hommes comme ils voulaient être gouvernés. Il découvre pour son gouvernement un devoir à accomplir, et pour sa personne un instrument de règne à se procurer Associer les consciences à l'œuvre de pacification nationale; associer le clergé à la haute police des esprits et des mœurs; placer l'évêque près du préfet et du président de la Cour d'appel; achever, du même coup, par la conquête des cœurs, la soumission du pays; satisfaire, après les intérêts de la vie civile, les aspirations religieuses, il en avait, dès qu'il s'était approché du pouvoir, formé et disposé le dessein [2]. Il considérait l'entente avec Rome comme le complément et la con-

[1] Boulay de la Meurthe, *Documents sur la négociation du Concordat*, 5 volumes. — Voir les écrits de d'Haussonville, Edmond-de Pressensé, Aulard, Léon Séché, Gazier, le cardinal Mathieu, l'abbé Sicard.

[2] Voir tome V, 143, 147, 187, 201.

sécration de son consulat. Ses goûts, sa conception de l'État, ses instincts le portaient vers l'unité romaine. Son sens pratique l'y portait aussi. La constitution civile du clergé lui paraissait l'une des plus grandes erreurs de la Révolution, quelque chose comme la Constitution de 1791 et le ministère girondin dans le domaine de la religion. Rien de plus opposé à ses vues que la liberté des cultes, une Église séparée et, par suite, indépendante de l'État. Ou ce serait une liberté dérisoire, octroyée, bridée, nouée et liée à coups de décrets, distribuée non d'après les vœux et les besoins des croyants, mais selon les passions et les calculs des incrédules — et le peuple des chrétiens ne s'en accommoderait point, demeurant en protestation et en révolte; ou les catholiques, seuls parmi les Français, jouiraient de la liberté de s'organiser et de se gouverner à leur guise, et ils deviendraient, trop vite, trop riches et trop puissants; ils formeraient une société à part, presque une nation, un parti d'abord, bientôt un État dans l'État, quelque chose comme les réformés après l'Édit de Nantes; mais, au lieu de quelques milliers de Français, ce serait l'immense majorité du peuple qui se réclamerait du nouvel édit et, sous l'impulsion de ses évêques, attachés presque tous à l'ancien régime, entrerait en lutte contre la République et la Révolution. Bonaparte voulait une Église populaire, et cette Église ne pouvait être que la catholique, la seule qui passât pour véritable aux yeux de la masse des Français, avec ses anciens prêtres, les seuls qui parussent capables d'administrer les sacrements, les baptêmes, de marier et d'absoudre les péchés. Cette Église, Bonaparte la voulait soumise. Il se croyait en mesure de régenter les survivants du clergé constitutionnel; mais Rome seule, en les réhabilitant, pouvait leur rendre la confiance des fidèles. Quant aux non jureurs, Rome seule encore les pouvait soumettre à l'État républicain : ils ne rendraient à César ce qu'ils devaient à César que quand Rome l'aurait reconnu. Bonaparte calculait que pour éviter le schisme, relever les autels en France, reconquérir cette grande nation à l'Église,

pour sauver du même coup sa puissance temporelle en Italie, Rome se montrerait accommodante.

Le Saint-Siège était vacant. Le conclave se réunit à Venise. Le 18 février 1800, le nouveau pape fut élu et prit le nom de Pie VII. Bonaparte se mit en mesure de le contester ou de le reconnaître selon les dispositions où il le verrait, et il chargea Talleyrand de préparer les approches, par l'entremise de l'Espagne [1].

En même temps, il s'efforça de lier de plus près cette monarchie et de l'entraîner à la grande entreprise contre l'Angleterre : ravitailler l'armée d'Égypte, secourir Malte, puis embarquer une armée sur les côtes de la Manche et marcher sur Londres. Il en demande aux Espagnols les moyens qui lui manquent, des vaisseaux. Il fait miroiter aux yeux de Charles IV l'appât des provinces portugaises; il songe même à se nantir du gage et à envoyer une armée en Portugal [2]. Il manque d'argent, il tirera huit à neuf millions de ce royaume. Il taxe Hambourg à quatre ou six millions, qu'il emprunte à ces bourgeois, sous prétexte de les garantir contre les ambitions de la Prusse. Ces millions, écrit-il « pourraient nous valoir le gain d'une campagne [3] ».

Il rassure le Bavarois, Charles-Théodore, impatient de neutralité [4]. Il tente une fois de plus, de saisir cette alliance de Prusse, sans cesse amorcée depuis Bâle, en 1795, et qui s'échappait toujours. Il les flatte, il les allèche : il ne fera la paix qu'à des conditions favorables pour eux. « Les temps de Frédéric II sont trop près de nous pour les oublier et pour ne pas voir son successeur dans le roi qui règne aujourd'hui. » Puis comme ils se dérobent encore, il se rabat de l'alliance sur les bons offices. « Nous ne demandons au roi de Prusse ni armée ni alliance; nous ne lui demandons que l'emploi de ses bons offices pour nous réconcilier avec la Russie et sauver l'Italie...

[1] Talleyrand à Muzquiz, 18 février 1800.

[2] A Talleyrand, 23 avril; à Bruix, Mazarredo, Talleyrand, 22, 28 février; 4, 12, 17 mars 1800. — GEOFFROY DE GRANDMAISON, BAUMGARTEN.

[3] A Talleyrand, 13 janvier 1800.

[4] ECKART, *Montgelas*. — FOURNIER, *Skizzen*. — ONCKEN, t. II.

mais le temps presse... » Autrement la France peut bâcler la paix avec l'Autriche, « en deux heures » ; — « nous avons les moyens de satisfaire sa cupidité... » Il dépêche à Berlin son aide de camp de confiance, Duroc, pour notifier son Consulat. Il choisit un ambassadeur de marque et, pour flatter les goûts militaires qu'il attribue au roi, il le prend dans l'armée; un ancien général, un ancien ministre de la guerre, Beurnonville. Le principal objet de cette ambassade sera de procurer à la République la paix avec la Russie, et le premier chapitre, que Bonaparte est fort impatient d'écrire, serait l'évacuation de Jersey et de Guernesey par les troupes russes qui s'y étaient réfugiées après l'évacuation de la Hollande [1].

Mais Bonaparte perçait plus loin dans l'avenir et c'est ici que s'esquisse un dessein qui l'occupa fort durant toute une année, que la fortune rompit, qu'il renoua six ans après et qui prit, un instant, une si grande place dans sa politique : l'alliance russe contre la domination anglaise, sur les mers et dans les Indes. Il trouva dans les cartons du Directoire un mémoire adressé aux Directeurs, le 25 octobre 1799, par un agent français qui avait séjourné en Russie, Guttin. Ce mémoire fut suivi d'un autre, le 25 novembre [2]. On y aperçoit, en germe, les grands projets et les grandes rêveries de 1801 et de 1808. Le système de l'alliance russe avec ses motifs réels et son fond de chimère y est posé et déjà développé : « Ce n'est pas avec nos voisins que nous pouvons espérer une réconciliation franche et durable. De longtemps ils ne reviendront de leur prévention contre nous. Transportons-nous donc plus loin, et recherchons l'alliance d'une grande puissance qui, par sa situation géographique, se croie et soit véritablement à l'abri de nos armées et de nos principes. » A l'abri de nos principes! étrange aveu, condition singulière de la politique républicaine. Voilà où en était, à

[1] Rapports de Sandoz, janvier-mars 1800. BAILLEU. — RANKE, t. I, p. 471.
[2] Archives des Affaires étrangères. — *Société d'histoire de Russie*, t. LXX : correspondance de la Russie avec la France, par TRATCHEWSKY. — BUCHHOLZ. *Die napoleonische Weltpolitik*. Preussische Jahrbücher, juin 1894.



l'automne de 1799, le rêve des États-Unis d'Europe. La République avait voulu faire de la politique française, de la politique d'État; et de la propagande cosmopolite de 1792, elle tombait à l'alliance de l'autocrate de Moscovie. Guttin ne s'arrêtait pas à subtiliser sur cette force des choses, il poursuivait : « La Russie seule peut nous fournir une paix avantageuse et stable. » — « Les deux puissances réunies dicteraient des lois à l'Europe entière. » « Le système serait basé sur l'expulsion des Turcs en Asie et sur l'envahissement de leurs possessions en Europe. » La Russie s'emparerait de ces possessions jusqu'aux Dardanelles, avec Constantinople et quelques îles dans la Méditerranée. La France acquerrait ses limites naturelles en Europe, les îles Ioniennes, Candie, Chypre, la Sicile, l'Égypte. Le système cimenté de la sorte s'étendrait à toute l'Europe continentale et confédérerait la république batave, les républiques d'Italie; la Prusse augmentée de la Silésie autrichienne, du Mecklembourg, du Hanovre, de Hambourg, Brême et Lubeck; l'Allemagne sécularisée; l'Autriche enfin, mais rognée, exclue de l'Italie et réduite au rôle d'auxiliaire, avec quelques compensations sur le bas Danube. Cette confédération continentale mettrait fin pour jamais à la domination des mers par les Anglais. On corrigerait une grande injustice en reconstituant la Pologne tout entière, la Pologne d'avant 1772, sous la tutelle de la Russie, avec un fils du tsar Paul, Constantin, comme roi. Puis l'Europe assise en cet équilibre, les alliés pousseraient en Asie et aux Indes. Les Russes prendraient la route de Perse. « La Russie, de ses possessions en Asie et sur la mer Caspienne, pourrait donner la main à l'armée qu'on enverrait en Égypte et, de concert avec la France, porter la guerre dans le Bengale. »

Et c'en serait fait de la puissance anglaise ! Mais avant de concevoir même cette prodigieuse diversion, il fallait franchir la première étape, battre les Autrichiens et prévenir la coalition qui tendait à se reformer. Profiter des lenteurs inévitables des négociations, en hiver, entre Vienne, Londres, Pétersbourg, Berlin; de la difficulté de poursuivre, à de si

grandes distances, le jeu d'échecs, très subtil, des dédommagements et des subsides, était le seul moyen de déjouer les combinaisons de l'ennemi, et c'est pourquoi Bonaparte attachait tant de prix au rétablissement de la paix avec la Russie.

III

Si Bonaparte continuait, contre l'Europe, les envahissements de Louis XIV et de la Convention, l'Europe continuait, contre Bonaparte, la guerre de succession d'Espagne et les coalitions de 1792 à 1798. Ni à Londres, ni à Vienne, ni à Berlin, l'événement de brumaire ne parut avoir l'importance qu'après coup l'histoire lui a attribuée. L'usurpation de la République par un général d'armée était prévue depuis le commencement de la Révolution. Bonaparte ne possédait point encore le prestige que son Consulat lui a donné. Les politiques ne devinaient pas en lui l'homme d'État, et les militaires ne considéraient dans le conquérant de l'Italie qu'un escamoteur de victoires, un aventurier, heureux surtout de n'avoir rencontré devant lui que des Autrichiens fourbus, et de n'avoir eu à se mesurer ni avec l'armée de Frédéric ni avec celle de Souvorof. Les agences de Paris persistaient à dépeindre la France en anarchie, prête à se jeter aux pieds du « Roi », à rentrer dans ses anciennes limites, afin d'obtenir la paix. Elles montraient dans le nouveau gouvernement une bande de flibustiers, mêlés de charlatans, qui sombreraient, très vite, comme leurs prédécesseurs, dans le mépris public. Elles prodiguaient les anecdotes ridicules et scandaleuses sur le Consul, son ménage, sa tribu de Corses faméliques. La corruption, la trahison partout, ainsi qu'au temps du Directoire; tout demeurait précaire, à la merci d'un complot ou d'une défaite[1].

[1] Voir REMACLE, *Correspondance royaliste.* — PINGAUD : *d'Antraigues.*



Le roi de Prusse accueillit Duroc avec une affectation marquée de politesse. Duroc était un militaire, c'est-à-dire un homme que l'on pouvait recevoir sans déroger. Mais on ne lui parla que pour ne lui rien dire. Le roi admirait en Bonaparte « le plus grand homme qu'il connût » ! A table, au salon, on ne se lassait point d'écouter les récits de l'expédition d'Égypte : « Tout le monde voudrait l'avoir faite [1] ! » Il en alla de même avec Beurnonville. Ce Bernadotte de seconde classe avait l'allure, l'aplomb, la hâblerie, la fourbe aussi et la rouerie de l'officier de fortune de l'ancien régime. Il se mit à son aise, entre gens du métier, presque compagnons d'armes, puisqu'ils s'étaient battus ensemble : c'étaient les anciennes mœurs et on le laissa faire. « Le roi, mandait-il, est un fort bel homme, d'une extrême modestie. — *Notre* campagne de Champagne, ma manière franche et loyale de l'aborder a établi entre le roi et moi des rapports qui me procureront son estime et sa confiance. » Il aime, il admire le premier Consul ; « il est vraiment notre ami [2] ». Toute cette amitié se borna à faire passer au ministre de Russie, Krüdener, les propositions de rapprochement.

Paul en était encore au dégoût de la coalition. Il s'en libéra définitivement et rappela Souvorof. Mais la déception, la colère, la contention d'esprit amenèrent une crise redoutable de sa santé. « L'Empereur n'a plus de sens », écrivait le ministre d'Angleterre, Whitworth ; et le Sarde Balbo : « L'empereur de Russie est fou [3]. » L'équilibre, toujours instable, se rétablit à peu près. Mais de l'aversion pour l'Autriche, de l'irritation contre l'Angleterre à la paix et à l'alliance avec la France, la distance était grande. Cet empereur fantasque, qui avait, surtout dans les affaires du dehors, des éclairs de politique, l'eût peut-être franchie d'un bond. Son ministre, Panine, le contenait et l'arrêtait. « Quant au rapprochement avec la France, écrivait Paul à Krüdener, le 28 janvier 1800,

[1] Rapports de Duroc, décembre 1799.
[2] A d'Hauterive, 1er février 1800.
[3] *Histoire anecdotique de Paul Ier*, d'après Schilder, par BENCKENDORFF.

je ne demanderai pas mieux que de la voir venir à moi et surtout en contrepoids de l'Autriche. » Panine ajouta : « Je ne saurais mettre ceci en exécution sans agir contre ma conscience; » et, peu après : « Jamais ma main ne signera la paix avec la France, tant que tous les trônes ne seront par rétablis. » Panine l'emporta, et Paul manda, le 12 février, à Krüdener, qu'il déclinait l'offre de médiation de la Prusse et « ne voulait entendre aucune proposition de l'usurpateur corse ». « Il me semble, écrivait Rostopchine, que Bonaparte, s'il n'est pas déjà assassiné, deviendra l'émule d'Olivier Cromwell, ou il voudra donner un roi de sa main à la France. » Voilà comment on spéculait à Pétersbourg et pourquoi l'on s'y tenait en observation. Toutefois, par égard pour le roi de Prusse, le tsar consentit à rappeler ses troupes de Jersey et de Guernesey[1].

Les Anglais n'en opinaient guère autrement que les Russes. Le Directoire finissait bien pour eux : l'empire de Tippoo conquis aux Indes; la Martinique, Tabago, la Trinité, le Cap, Ceylan conquis sur la France et sur ses alliés; l'armée française bloquée en Égypte, Malte réduite à capitulation; la flotte batave détruite ou prise ; les flottes de France et d'Espagne enfermées dans la rade de Brest, c'était de quoi s'enorgueillir et, après des transes si affreuses, des épreuves si rudes, de quoi se féliciter d'avoir tenu ferme et refusé la paix.

A l'intérieur, le ministère triomphe et l'opinion le soutient, arrogante, impitoyable aux vaincus, aux misérables, aux chercheurs d'idéal surtout. La réaction victorieuse s'étend à la société, à l'Église. C'est un vrai régime de suspects : la presse est muselée par les tribunaux; les méthodistes sont qualifiés de jacobins; tout meeting passe pour sédition, et, dans le monde, sur le fond de débauche crapuleuse, de corruption invétérée et d'hypocrisie souveraine, ce *cant* odieux qui fit de Byron un révolutionnaire, une sorte de Mirabeau de la haute vie[1]. Pitt essaie de profiter du répit pour accomplir son grand

[1] MARTENS, *Traités de la Russie*, t. VI, p. 263 et suiv. — Cf. t. II, p. 372.
[2] Voir TAINE, *Littérature anglaise*. — CHEVRILLON, *Sydney Smith*.

dessein d'État dont la Révolution française l'avait détourné : réconcilier l'Irlande, après l'avoir domptée. C'est le temps où il élabore le fameux *bill* d'union parlementaire des deux royaumes, cet acheminement de l'Irlande au droit britannique, des catholiques irlandais au droit commun, qui devait, dans sa pensée, être, pour son ministère, ce que la réconciliation de la Vendée et le Concordat seront pour le consulat de Bonaparte. Déjà il a ouvert les grands emplois à des Irlandais ralliés : Castlereagh, Canning, Wellesley. Qu'il réussisse et l'Angleterre, pacifiée, pourra jouir, en pleine activité, en pleine prospérité de son commerce, de son industrie, de la souveraineté des mers.

Mais il reste, pour consommer la victoire, à reléguer la France dans ses limites anciennes, à y étouffer la Révolution ; à réduire cette nation insolente, athée, anarchique, à la paix humiliante et écrasante ; à l'environner de barrières ; à l'enchaîner, comme en 1713, et plus solidement encore. Pitt et ses collègues méditent de retourner contre l'armée d'Égypte le plan de Bonaparte, de la prendre à revers par une expédition venue des Indes. Ils bloquent Malte; ils ordonnent, le 17 décembre, à lord Keith qui bloque l'Égypte de refuser toute capitulation qui laisserait les Français libres de revenir en France. En même temps, une flotte attaquera les côtes de Bretagne, soutenue par une diversion royaliste qui mettra tout l'Ouest en feu. Déjà Frotté a pris terre, appelé les Bas-Normands et les Bretons aux armes, rassemblé les chouans. Georges s'apprête à repasser sur le continent, avec 20,000 livres sterling que lui fournit Grenville; ses agents, ses « officiers », comme il les qualifie, sont chargés du « coup essentiel », le coup à Paris, sur la personne du Consul, qui mettra le comble au désordre[1].

C'est alors qu'arrive à Londres la lettre de Bonaparte au roi Georges, datée du 25 décembre. Pitt la trouve « fort polie dans

[1] Voir ci-après, p. 76. — Comte DE MARTEL, *la Pacification de l'Ouest, la Machine infernale*, p. 212. — DE BRAY. *Denkwürdigkeiten* : Rapport d'un émissaire anglais en France, mars 1800.

la forme », mais, écrit-il à un ami [1], « la situation actuelle de la France ne nous offre pas encore un terrain assez solide pour promettre quelque sécurité dans les négociations... Je crois que cela peut être exprimé de manière à faire entendre au peuple français que le plus court chemin pour arriver à la paix serait d'effectuer la restauration de la royauté, et, par là, d'accroître les chances de cette issue, la plus désirable que puisse avoir la guerre ». Tel fut l'esprit de la réponse que Grenville adressa, le 4 janvier 1800, à Talleyrand. C'étaient les conditions permanentes de la paix anglaise ; l'Angleterre les avait posées en 1793 ; elle ne les fit prévaloir qu'en 1814, et elles étaient telles que ni la nation française ni le premier Consul ne pouvaient songer, un instant, à y condescendre : le retour aux anciennes limites, avec la monarchie pour gage. C'était la ruine de la Révolution, la renonciation aux conquêtes, l'abandon du dessein de suprématie européenne, choses que les Français de ce temps-là confondaient, aussi bien que les Anglais mêmes, avec la République.

Les Anglais rêvent la grande guerre, après les petites expéditions « pour piller, troubler, distraire des troupes » ; — « risquer, si nos forces nous le permettent, une grande armée, soit en Bretagne, dans le dessein de prendre Brest avec l'aide des royalistes; soit, entre la Seine et la Somme, dans l'intention d'occuper au moins le terrain entre les deux rivières et de jeter la terreur dans la capitale, même sans avancer jusque-là [2] ». Sur ce, arrive une missive de Talleyrand, déclarant, de nouveau, les intentions pacifiques de la France. Grenville y réplique, le 20 janvier, par un refus de continuer la correspondance. Le lendemain, le Parlement se réunit. Pitt expose aux communes sa politique de guerre; il peint, en couleurs violentes et surchargées, la France comme une société désorganisée, sans ressources, sans finances, déchirée par les factions, devenue la proie de la dictature militaire et ne formant qu'un vœu : le retour de ses rois. Il conclut par

[1] A Dundas, 31 décembre 1799.
[2] Pitt à Dundas, 11 janvier 1800, Stanhope.

une citation des *Philippiques* de Cicéron : « Je suis un trop sincère ami de la paix pour la sacrifier, et en saisir l'ombre lorsque la réalité n'est véritablement pas à ma portée. *Cur igitur pacem nolo? Quia infida*[1] *est, quia periculosa, quia esse non potest.* » Grenville renchérit, s'il était possible, à la Chambre des lords : « Il faut soutenir la guerre avec énergie contre une puissance qui veut asservir le monde pour le ravager. » Pitt revint encore à la charge le 12 février : « Depuis quand a-t-on découvert que le jacobinisme de Robespierre, de Barras, des cinq Directeurs, du triumvirat, a disparu parce qu'il réside tout entier en un seul homme, élevé et nourri dans son sein, qui est à la fois le fils et le champion de toutes ces atrocités? »

Le ministère comptait sur l'Autriche et, sous main, il encourageait ses ambitions sur le Piémont, tant pour l'animer à la guerre que pour l'affronter à la France et dresser une barrière entre la France et l'Italie[2]. L'Autriche prendrait Alexandrie et le territoire jusqu'à la Bormida et au Tanaro. Le roi de Sardaigne recouvrerait le reste, avec Nice et la Savoie. Du même coup, l'Autriche démembrerait la Bavière et, par le Tyrol et le Trentin, s'assurerait les routes de l'Italie. Thugut s'en voyait le maître. Il n'eut garde de reconnaître Pie VII. Il s'efforça d'attirer ce pape à Vienne, afin d'y recevoir l'investiture de l'Empereur : les Légations auraient payé le rétablissement du Saint-Siège à Rome. Pie VII refusa, et annonça qu'il retournerait dans sa capitale. La guerre déciderait du sort de cette monarchie, et cette guerre, l'Autriche la préparait avec confiance. Les Anglais fourniraient les subsides[3]; Mélas tiendrait l'Italie avec 100,000 hommes; on en aurait autant à l'armée d'Allemagne, dont 20,000 dans les Grisons et 80,000 dans la Forêt-Noire. Le plan, arrêté le 24 février, était que Mélas forcerait Gênes où Masséna exténué, affamé, paraissait aux abois; il détacherait ensuite

[1] *Turpis*, dans le texte.
[2] MARTENS, t. XI, p. 3. — BIANCHI, t. III, p. 299.
[3] Le traité ne fut signé que le 20 juin 1800.

un de ses corps qui pénétrerait en France par le sud de la Suisse, tandis qu'au nord Kray attaquerait Moreau et que le reste de l'armée envahirait l'Alsace avec le concours des royalistes. L'attaque de Brest, l'insurrection de la Bretagne, le débarquement des Anglais entre la Somme et la Seine se combineraient avec ces mouvements. Thugut presse les préparatifs, redoutant que Bonaparte ne les déconcerte par « quelque coup fourré ».

Dès le 6 décembre, Bonaparte a disposé, très secrètement, ce « coup fourré » que pressent Thugut, sans savoir d'où il partira. Tandis que l'armée d'Allemagne, la grande armée d'alors, sous Moreau, fera la guerre d'apparat, à préparatifs ostensibles, à stratégie méthodique, il rassemble à Lyon et à Dijon une autre armée, moins nombreuse, dite armée de réserve. Elle s'organise sous cette étiquette modeste; le jour venu, Bonaparte en prendra le commandement, passera les Alpes et tombera sur Mélas [1]. Mais il faut, auparavant, assurer l'ordre intérieur et déjouer les complots fomentés dans l'Ouest par les Anglais. Des mesures terribles et efficaces sont prises en Vendée, en Bretagne, en Basse-Normandie. « Hâtez-vous de porter la terreur et la mort dans les rangs de ces brigands. » — « Bourmont nous joue... Ne quittez vos bottes que lorsque vous l'aurez détruit... C'est sur Frotté et Georges que comptent les Anglais, et c'est sur cette diversion de la guerre des Chouans que les ennemis espèrent pour le commencement de la campagne prochaine. » Les têtes des chefs sont mises à prix [2]. Bourmont fit son accommodement avec Fouché; Frotté fut mis à mort; Georges s'échappa, âme violente et rusée, la conspiration faite homme, jurant une haine éternelle au Consul et le vouant au pire des sorts pour un héros, l'enlèvement et la captivité en Angleterre, ou l'assassinat dans le guet-apens.

[1] A Berthier, 25 janvier; A Masséna, Moreau, Brune, 5, 22, 25 mars 1800.

[2] A Gardanne, à Caen, 18 janvier, 11 février; à Hédouville, 13 février. — Voir La Sicotière, *Frotté*. — De Martel, *la Pacification de l'Ouest*, *la Machine infernale*.

Cependant les princes que ces malheureux Français, à la solde de l'Angleterre, croyaient servir, attendaient en Angleterre que Pitt et Grenville leur donnassent la permission et les moyens de passer officiellement en France, et que quelque nouveau *Prince noir* leur reconquît, contre leurs propres sujets, leur royaume en rébellion. Ils ne comprenaient pas que, sous prétexte de revendiquer leurs droits, c'était le fondement même de ces droits qu'ils ruinaient; qu'invoquant la tradition, ils la détorquaient, et qu'ils prenaient à rebours l'histoire entière de la monarchie française. La campagne que Bonaparte menait dans l'ouest contre les Anglais et leurs alliés, c'était celle de Charles V et celle de Duguesclin, et il marchait à conquérir le trône par les mêmes moyens qui y avaient maintenu les Valois et les Bourbons.

Mais tout dépendait de la victoire, et il s'en rendait compte. S'il était vaincu, c'en était fait de son prestige et de son consulat. S'il était tué, la Révolution recommençait et, aussitôt, la guerre civile, l'invasion. Il le dit à son frère Joseph : « Déjà j'ai besoin d'une certaine habileté pour contenir cette foule impatiente et enorgueillie de généraux qui ambitionnent le poste brillant que j'occupe. Quel est l'homme qui, après moi, pourrait commander à tant de passions? Je vous le dis : si je meurs avant que deux années d'existence de l'ordre actuel aient pu le consolider, vous aurez, à ma mort, une nouvelle Convention. »

C'est le moment que choisirent les Prussiens pour découvrir leur jeu et insinuer au gouvernement français leurs vues sur la paix générale : « Restituer la rive gauche à l'Empire et rendre, par le retrait de ses troupes, une indépendance réelle à la Hollande et à la Suisse [1]. » Les conditions où s'engage la campagne de 1800 sont donc les mêmes que celles où se sont engagées les campagnes de 1796 et de 1799. Malgré le traité de Bâle, malgré le traité de Berlin qui lui assure des compensations, la Prusse persiste à réclamer la restitution de ses États

[1] Dépêche du roi à Sandoz, 1er mai 1800. — Cf., t. V, p., 28, 416-418, 494.

de la rive gauche. Si la France est battue, la Prusse passera de la neutralité à la guerre et reprendra, par force, ce qu'elle conseille de céder avant toute lutte. Il en ira de la sorte en 1805 et jusqu'à la fin[1]. Napoléon aura beau éloigner, à l'infini, les champs de bataille, ce sera le même traité de paix que les coalisés prétendront lui imposer, et tant qu'il y aura une Prusse debout, ce sera la même menace de le prendre à revers en cas de défaite et d'accourir à la curée. D'où l'identité de son langage au début de toutes les guerres :

Jeunes Français, si vous êtes jaloux... de contribuer à des luttes qui doivent à la fin confondre les malveillants à l'intérieur et la politique machiavélique du cabinet de Saint-James; si vous êtes jaloux d'être d'une armée destinée à finir la guerre de la Révolution en assurant l'indépendance, la liberté de la grande nation : aux armes! aux armes!

Ainsi, le 21 avril 1800, au moment de partir pour le Saint-Bernard ; ainsi de tous les appels à la nation, avant Austerlitz, avant Iéna, avant Friedland, avant Wagram, avant Moscou ! rompre une coalition, qui sera la dernière, et finir enfin, par un dernier effort, la Révolution! Ainsi jusqu'à la dernière semaine, jusqu'à l'exhortation suprême, celle du 14 juin 1815, quatre jours avant Waterloo[2].

[1] Comparez, ci-après, liv. III, chap. III : la médiation de la Prusse en novembre 1805.

[2] « Coalisés contre nous, ils en veulent à l'indépendance et aux droits les plus sacrés de la France. Ils ont commencé la plus injuste des agressions. Marchons donc à leur rencontre... les droits, l'honneur et le bonheur de la patrie seront reconquis... »

CHAPITRE II

MARENGO

1800

I

Peu de jours avant son départ de Paris, Bonaparte apprit que Kléber, à bout de ressources et désespérant des secours, avait capitulé [1] : l'armée française évacuerait l'Égypte et rentrerait en France. Desaix s'était embarqué au cours des négociations. Desaix valait une armée. Bonaparte, averti de son arrivée, lui écrivit de Lausanne, le 14 mai : « Une bonne nouvelle pour toute la République, mais plus spécialement pour moi qui vous ai voué toute l'estime due aux hommes de votre talent avec une amitié que mon cœur, aujourd'hui bien vide et connaissant trop profondément les hommes, n'a pour personne. » — « Venez, ajoutait-il, le plus vite que vous pourrez, me rejoindre où je serai. Je vais descendre en Italie avec 20,000 hommes pour dégager Masséna, chasser Mélas; après quoi, je retournerai à Paris. »

Paris l'obsédait. C'était une conquête toujours incertaine. Il avait l'esprit hanté de séditions, de complots. Toute sa vie, la crainte d'un soulèvement populaire dans les rues de Paris le troubla. En arrivant à Genève, il écrivit aux Consuls : « Je vous le recommande encore, frappez vigoureusement le premier, quel qu'il soit, qui s'écarterait de la ligne [2]. » Il redoute

[1] Convention d'El-Arich avec Sydney-Smith, 24 janvier 1800. — Bonaparte à Kléber, 19 avril 1800.

[2] CHAPTAL, p. 291. — Aux consuls, 9 mai 1800.



l'effet, sur l'opinion, de la capitulation de l'Égypte : on va reparler de cette armée, de l'abandon qu'il en a fait. Il écrit à Talleyrand, le 15 mai : « Faites sentir que si je fusse resté en Égypte, cette superbe colonie serait encore à nous, comme, si je fusse resté en France, nous n'eussions pas perdu l'Italie. » Mais la seule réponse à faire, c'était le coup de prestige qui réparerait tout, qui ferait tout oublier, et Bonaparte ressentait — il ressentit toujours — profondément à quel point l'entreprise était hasardeuse et à quel point le succès serait précaire. « Je ne suis, disait-il à Volney, qu'un magistrat de la République. Je n'agis que sur les imaginations de la nation ; lorsque ce moyen me manquera, je ne serai plus rien ; un autre me succédera. »

Sa campagne fut politique, autant que militaire. Le 16 mai, il écrivit à Talleyrand : « Je crois, citoyen ministre, que, pour avancer le moment de la paix, il faut mener de front la guerre et les négociations... Faites connaître à M. de Thugut que le citoyen Lavalette, chargé d'affaires de la République à Dresde, a la confiance du gouvernement... »

Le 22 mai, il débouche en Lombardie. Le 2 juin, il est à Milan. Il y fait une rentrée solennelle, rétablit la République cisalpine. Il parle aux Italiens, à l'armée ; mais il s'adresse aux Français et, par l'exemple de l'Italie, leur montre ce que serait la réaction qui suivrait sa mort ou sa chute du pouvoir. « Les horreurs qui ont été commises par les agents de l'Empereur à Milan sont sans exemple. On n'a épargné ni le sexe, ni l'âge, ni les talents. Le célèbre Fontana, mathématicien, gémissait sous le poids des chaines. Son seul crime était d'avoir occupé une place dans la République... Tous les privilégiés ont paru vouloir, pendant cette année où leur règne était revenu, s'indemniser, par toutes sortes de vexations et d'arrogance, des trois ans d'égalité qu'ils avaient soufferts... Il est nécessaire que le peuple français connaisse le sort que lui destinent les rois de l'Europe, si la contre-révolution s'opérait [1]. » Ajoutez

[1] *Bulletins* des 3 et 4 juin 1800. — Cf. *Bulletin* du 18 juin.

l'exemple de Naples, plus sanglant et si scandaleux qu'au Parlement de Londres Nelson dut s'expliquer sur sa partialité dans les vengeances des Bourbons [1].

En même temps, Bonaparte offre la paix religieuse et en déclare les conditions. Le 5 juin, il harangue les patriotes italiens : « Laissez vos prêtres dire la messe; le peuple est souverain; s'il veut sa religion, respectez sa volonté. » Il dit aux prêtres : « Les amis naturels de l'Italie sont les Français. Que pouvez-vous attendre des protestants, des grecs, des musulmans qu'on vous a envoyés? Les Français, au contraire, sont de la même religion que vous. Nous avons bien eu quelques disputes ensemble; mais tout cela se raccommode et s'arrange. » Ces paroles remaniées, amplifiées se transformèrent en un véritable manifeste qui fut publié à Gênes. Bonaparte y promet de restaurer la religion catholique « dans son entier », d'y employer tous les moyens dont le munit le « plein pouvoir » dont il est revêtu. Il en développe les motifs : la nécessité d'une religion, l'excellence de la catholique, « qui s'adapte aux diverses formes de gouvernement; qui favorise davantage, en particulier, le gouvernement démocratique républicain » La France le reconnaît, les églises sont rouvertes; il espère, dès qu'il pourra s'aboucher avec le nouveau pape, consommer l'entière réconciliation de la France avec le chef de l'Église.

Masséna, réduit aux extrémités, capitule; mais il le fait avec une rare politique. Le 5 juin, il sort de Gênes avec armes et bagages et se retire à Nice. Moreau force les Autrichiens à se replier derrière le Danube. Bonaparte se met en mouvement. Mal renseigné, il s'éparpille « à l'autrichienne ». Mélas, au contraire, se concentre. Le 14 juin, il attaque Lannes et Victor et les refoule. Bonaparte marche à leur secours et appelle Desaix. Les Français reculent. Bonaparte voit défiler devant lui son armée battue. La bataille est perdue et la journée tourne au désastre, quand Desaix arrive et engage une seconde bataille. Les Autrichiens, surpris, se

[1] Cf., t. V, p. 424-425



débandent; la panique se retourne; les Français se retrouvent et bousculent les Autrichiens. Desaix est frappé à mort; mais la bataille est gagnée. C'est Marengo. « Je ne me mets que pour moitié dans les batailles que j'ai gagnées, disait Bonaparte à Sainte-Hélène, et c'est beaucoup pour le général que d'être nommé, car le fait est que c'est l'armée qui gagne la bataille [1]. »

Mais si, devant lui-même, il ne se fit point d'illusion, il sut, devant le monde, jouer en grand du succès. Desaix était mort; Bonaparte entoura d'honneurs ses dépouilles, et tira toute la victoire à lui-même. Son fameux plan qui, sans Desaix, eût été « la risée de l'Europe [2] », en devint l'étonnement et l'admiration. Tandis qu'en 1799, faute de bulletins pour les célébrer, les actions de Lecourbe et de Masséna, non plus un passage, mais toute une guerre de précipices, de torrents, de rochers, dans le Gothard et l'Engadine, se perdirent dans l'immensité des événements, et, pour ainsi dire, disparurent dans la foule, le passage du Saint-Bernard, par le seul prestige de la littérature et la merveilleuse mise en scène d'un général qui était en même temps un journaliste incomparable, s'étala comme sur un théâtre et fit tableau. Ainsi pour la bataille de Marengo. Bonaparte la citait comme une date sacrée, une date qui portait bonheur, et qui l'engageait avec la destinée. L'illusion en fut instantanée, universelle, et les Autrichiens furent les premiers à l'éprouver [3].

Le 15 juin, Mélas, éreinté, déconcerté, signa un armistice, moyennant lequel il se retira derrière le Mincio. Toutes les victoires des Russes et des Autrichiens, en 1799, étaient anéanties. En même temps, à Hœchstædt, dans une série de combats qui se terminèrent le 19 juin, Moreau rejeta les Autrichiens au delà de l'Inn et signa, le 9 juillet, une suspension d'armes, sur les instructions qu'il reçut d'Italie. Bona-

[1] *Journal de Gourgaud.*

[2] SYBEL, t. VI, p. 332.

[3] HÜFFER, *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution.* — Marengo : *Aperçu militaire sur la bataille de Marengo et l'armistice qui en fut la suite,* par le comte NEIPPERG.



parte lui manda de lever 40 millions de contributions : c'était intéresser les Allemands à la paix. Le moment semblait venu de la signer, et Bonaparte eût voulu le faire sur l'heure même. Il ne s'abusait ni sur l'étendue de sa victoire ni sur l'affaiblissement réel des Autrichiens. Il s'agissait d'enlever le traité comme, sur le champ de bataille, la cavalerie enlève des troupes de prisonniers à l'ennemi en déroute.

Le général autrichien, comte de Saint-Julien, avait été chargé par Mélas de porter la nouvelle de la bataille à l'empereur François. Bonaparte lui fit remettre une lettre pour ce prince. « Elle sort, mandait-il à Talleyrand, du style et de la forme ordinaires. » C'était un véritable manifeste. Il y faisait appel à l'humanité, il invoquait la politique. « Si Votre Majesté veut la paix, elle est facile[1] : exécutons de part et d'autre le traité de Campo-Formio, et consolidons, par un supplément, la garantie des petites puissances qui, principalement, paraît avoir été cause de la rupture de la paix. » Que, d'ailleurs, l'Empereur y réfléchisse : « En obligeant le peuple français à faire la guerre, on l'obligera à ne penser qu'à la guerre, à ne vivre que par la guerre... »

En attendant la réponse, il s'occupa de la Cisalpine et des affaires de Rome. Les Milanais le reçurent avec enthousiasme. Ils crurent l'indépendance de l'Italie sauvée par Marengo, comme, à Paris, les Français avaient cru la liberté républicaine sauvée par le 18 brumaire. L'indépendance de la Cisalpine consistait à être délivrée des Autrichiens, sa liberté à vivre sous la tutelle de la France. Bonaparte leva une contribution de guerre de deux millions par mois, rétablit l'Université de Pavie supprimée par Thugut, et réunit une Consulte d'État pour organiser la République. Le 18 juin, il fit, pour sa politique, un acte décisif. Il assista, dans la cathédrale, à un *Te Deum* solennel. On vit, pour la première fois, l'uniforme républicain figurer dans une cérémonie catholique. Il tint à en informer la France et l'Europe. « Le premier Consul,

[1] Bonaparte à François II, 16 juin ; à Talleyrand, 20 juin 1800.

dit le Bulletin de l'armée, a été reçu à la porte par tout le clergé, conduit dans le chœur sur une estrade préparée à cet effet, et celle sur laquelle on avait coutume de recevoir les consuls et premiers magistrats de l'*empire d'Occident*... Ce respect pour l'autel est une époque mémorable qui fera impression sur les peuples d'Italie et plus d'amis à la République. »

Le 26 juin, il eut à Verceil une conversation avec l'archevêque-cardinal Martiniana [1]. Il lui parla avec respect de Pie VII et du rétablissement de la Papauté à Rome. Il insinua qu'il inclinerait à restituer au Saint-Siège les Légations, mais qu'il n'en était pas le maitre : toutefois, il plaça une amorce et laissa une espérance. Puis il s'étendit sur son désir de s'entendre avec le pape pour mettre fin aux troubles religieux de la France. Les moyens en étaient déjà arrêtés dans son esprit. Il chargea le cardinal de transmettre à Pie VII ces paroles significatives : « Que faut-il pour pacifier l'Église de France? Une mesure décisive : c'est la démission de l'épiscopat tout entier. Il est nécessaire que tous les sièges soient déclarés vacants ; qu'au lieu de ces prélats émigrés qui ne cessent d'intriguer pour la royauté dans leurs diocèses, *je* nomme des évêques qui soient dévoués au nouvel ordre de choses, et leur fasse donner des bulles par le Pape. Je veux bien que la religion catholique soit *dominante*, comme vous dites à Rome ; mais je ne souffrirai pas qu'elle serve à ébranler mon gouvernement. » Sauf le mot *dominante* qu'il employait au sens commun : qui domine, qui est celle du plus grand nombre, et que le cardinal prit au sens théologique : qui exerce la domination, qui est celle de l'État — ce qui entraina de longs malentendus et d'épineuses discussions — tout le Concordat futur se résume en ces quelques phrases, et cette première proposition en contient tout l'esprit.

Cependant, il reçut de mauvaises nouvelles du côté où il n'en devait jamais recevoir de bonnes : la mer et les Anglais.

[1] Boulay de la Meurthe, *Documents sur la négociation du Concordat.*



Le ministère britannique refusait de ratifier la convention d'El-Arich, et un débarquement se préparait à Quiberon [1]. Sous cette impression, il écrivit son bulletin du 18 juin, tout plein de la gloire de Desaix, et le termina par un véhément appel aux armes. Ainsi, en 1797, au lendemain de Campo-Formio [2] :

« La nation française fait fort bien d'être victorieuse. Il n'est point d'excès auxquels ne se portassent ses ennemis, si elle avait des revers...

« Mais quelque chose que fasse la cour de Londres, il n'y aura pas de guerre civile en France. La Belgique fera partie du territoire du grand peuple. La Batavie et l'Espagne, réunies d'intérêts et de passions, redoubleront d'efforts contre les tyrans des mers, et l'Anglais, exilé six mois de l'année dans son île, devra attendre que l'Elbe soit débarrassée de ses glaces pour avoir des nouvelles du continent. L'Angleterre deviendra, par son arrogance, sa vénalité, sa corruption, l'opprobre et le mépris du Français, comme de l'Autrichien et du Russe. »

Pour les mots, cette invective violente et âpre rappelle les diatribes de Kersaint, de Danton en 1793, de Barère en l'an II, du Directoire en l'an VI; et ces mots, lourds de ce passé, sont des mots remplis de destinée. C'est le langage de la colère, c'est cependant l'expression de la réalité, le programme de la paix impossible et de la guerre sans merci. Bonaparte l'affrontait : il tenta d'en rompre le cours fatal. Si elle fut plus forte que son génie, il eut, au moins, dès l'abord, la clairvoyance de discerner les conditions inévitables de l'entreprise.

Il avait quitté Milan le 25 juin, il revint à Paris le 2 juillet. Il avait hâte d'y reprendre les rênes, d'y exploiter, et dans le grand, sa victoire, et d'en pousser toutes les conséquences. Il soupçonnait qu'en son absence son autorité avait dû subir une crise : la crise avait été plus grave et plus profonde encore qu'il ne pouvait l'imaginer.

[1] Lettres aux Consuls, à Carnot, 18 et 20 juin 1800. — CHASSIN, *les Pacifications de l'Ouest*, t. III., p. 635, 648.

[2] Cf., t. V, p. 254-255.



II

Cette première année du Consulat présente comme une mise en scène en raccourci de tout l'Empire. Paris manifeste, durant les deux mois d'absence de Bonaparte, l'agitation sourde d'intrigues qui, même au temps de l'omnipotence, accompagnera toutes les campagnes de l'Empereur. Ainsi en 1805, en 1808 durant la guerre d'Espagne, en 1809 lors de l'affaire de Walcheren; puis tout à coup, en 1812, comme une mine qui saute et découvre l'abîme, l'extravagante et fatidique aventure de Malet.

Pour mener le branle, les deux hommes qui, jusqu'à la catastrophe, ourdissent et tordent les fils, Talleyrand et Fouché [1] : l'un aux Affaires étrangères, en commerce avec tous les meneurs d'intrigues de l'Europe, les agents, les correspondants, les observateurs et informateurs de tout ordre, les « amis » d'Antraigues, par exemple, et ceux de l'Angleterre [2]; l'autre, à la police, en commerce avec tous les conspirateurs du dedans, des babouvistes aux émigrés et aux chouans, d'Aréna à Bourmont; l'un et l'autre, les plus roués artisans de trames qu'on ait connus, et la main sur le ressort de toutes les machines. D'ailleurs se jalousant, se détestant, se décriant à l'envi; acoquinés, leur vie durant, malgré l'antipathie qui les rend insupportables l'un à l'autre; attelés au même char, accouplés sous le harnais, tirant en discorde et cherchant à se pousser réciproquement dans l'ornière. Défroqués tous les deux, ils gardent jusque dans leur fortune nouvelle leurs aversions de ci-devant. Aversion, chez Fouché, du séminariste tiers état, du cuistre d'Oratoire de province pour le grand seigneur, agent général du clergé, prélat de cour; aversion du parvenu pour le déclassé; du « tonsuré » marié,

[1] Louis Madelin, *Fouché*, chap. x et xi.
[2] Cf., t. V, p. 123.

mais sérieusement, et devenu homme de famille, pour l'évêque renégat et le libertin du grand monde; de l'économe aux doigts crochus qui épargne et qui place, pour le joueur, le prodigue, à la dette insolente; du maigriot de petite mine, à face de fouine, au teint blême, aux yeux en vrille d'argousin, qui a dépouillé cet autre froc, plus sinistre, celui de l'athée et du terroriste, et s'est fait un masque bonhomme et jovial, mais toujours mal mis, mal tenu et de mauvaises façons, pour le gentilhomme révolutionnaire, élégant, nonchalant, séduisant, impertinent, conservant, dans le service républicain, les grandes manières de la servitude de cour; aversion de la police, enfin, cette roturière, contre la diplomatie, cette privilégiée, à laquelle il aspirera toujours comme à une initiation dans le grand monde et dont jamais il ne connaitra les faveurs. Pour les amener tous les deux, l'un boitant, l'autre chancelant, appuyés l'un sur l'autre, dans le cabinet de Louis XVIII, il faudra plus d'années qu'ils n'en attribuaient alors à la vie de Bonaparte, plus d'aventures et de plus étranges qu'ils n'en avaient encore connu, plus de métamorphoses qu'ils n'en imaginaient et plus de catastrophes que n'en pouvait apporter une seule campagne; ils y arrivèrent, cependant, de couloir en couloir, d'escalier dérobé en porte secrète, parce qu'ils se tinrent toujours aux aguets, toujours en posture, chacun des deux compères finissant toujours par jeter à l'autre la corde dont il l'eût voulu pendre.

Bonaparte tenait en main son personnel dépareillé de gouvernement; lui parti, tout se débrida et s'entrava. L'intérêt cependant groupait les gouvernants, s'il ne les unissait pas; une même peur les liait, celle de tout perdre en le perdant. Elle suggéra la pensée, s'il revenait, de se mettre à l'abri, en consolidant son pouvoir. On parla de consulat à vie, et ce ne serait encore que l'affaire d'une vie humaine, la plus exposée de toutes; on murmura les mots de consulat héréditaire[1]. Et les « frères », aussitôt, d'intervenir, confon-

[1] MIOT note, dès le 13 mai, des propos d'hérédité, t. I, p. 273.

dant, d'instinct, l'hérédité du pouvoir avec l'héritage de la famille. Joseph, qui en a parlé à Bonaparte, avant le départ, le 5 mai, lui en écrit, le 24; puis, obsédé de l'idée du règne, il part pour l'Italie. Les conciliabules se multiplient, chez Sieyès, chez Talleyrand, chez Fouché, chez leur compère, le sénateur Clément de Ris. Ils sont unanimes à maintenir la Constitution, c'est-à-dire à demeurer au pouvoir. Mais, si Bonaparte meurt, qui tiendra l'emploi de premier consul? Moreau? ce n'est qu'un militaire, nul dans l'État; sa connivence avec Pichegru, en 1796, le rend suspect; le rôle de Monk pourrait tenter son caractère vacillant; il n'a pas *voté*, il ne donne aucune garantie aux régicides. Brune en offre davantage, trop peut-être, étant compromis dans des excès odieux aux modérés. Fouché souffle le nom de Bernadotte, qu'il tient toujours en réserve, qui se réserve lui-même, comme un en-cas de la Révolution d'abord, et, finalement, de la coalition. Carnot réunit les suffrages : il a des talents militaires, il a *voté*, il a été le collègue de Robespierre, et c'est la garantie des Jacobins; les Jacobins l'ont *fructidorisé*, et c'est la garantie des modérés; il rassure tout le monde, il n'offusque personne [1].

Les Anglais, à la faveur de cette agitation qui dégénérerait si vite en anarchie, tiennent plus que jamais à une « grande expédition » sur Brest, soutenue par une insurrection générale des pays de l'Ouest. Ils ont des affidés à Paris, à l'affût, guettant Bonaparte, disposant un enlèvement ou une machine infernale. Georges débarque en Bretagne. On lui annonce un retour précipité de Bonaparte. Il écrit à Grenville, le 19 juin [2] : « Les royalistes du Maine et du Poitou, soutenus par les diversions qu'on fera dans la Normandie, dans le Midi et dans les autres lieux, pourront espérer le plus grand succès, *surtout si on n'a pas manqué le coup essentiel de Paris*... Le

[1] Lire dans BALZAC, *Une ténébreuse affaire*, le récit de Marsay, en 1831, chez la princesse de Cadignan : admirable mise en scène et merveilleuse pénétration de cette crise de juin 1800.

[2] Comte DE MARTEL, *l'Attentat de nivôse, la Conspiration de Georges*.



premier Consul y arrive au premier jour. Son retour précipité paraît annoncer qu'il a eu quelques nouvelles d'une expédition. Il est de la plus haute importance de s'emparer le plus tôt possible de ce personnage. J'envoie à Paris pour savoir dans quelle position sont ceux qui sont chargés de cette opération. J'ai une soixantaine d'hommes à coup de main, que je leur proposerai. Ainsi, s'ils ont bien pris leurs mesures, et s'ils ont de l'énergie, j'en suis persuadé, ils réussiront, et alors le succès de la *grande expédition* est assuré. »

Le 20 juin, un courrier, parti après la première bataille de Marengo, arrive chez Carnot, annonçant la défaite ; il jette Paris dans la consternation, les politiques dans le désarroi, épouvantés d'avoir à décider par eux-mêmes, à choisir l'un d'entre eux, à passer de la cabale à l'action. Un second courrier met fin aux anxiétés des simples et aux perplexités des habiles. Paris avait redouté le pire ; l'espérance même se trouva dépassée. Il sembla que ce coup d'audace, le passage du Saint-Bernard, qui se révélait en coup de théâtre, consommait l'œuvre de la paix et achevait, comme en une apothéose, les guerres de la République. La campagne de Marengo se dessine en tableaux de drame, dans les imaginations populaires ; le Saint-Bernard, hérissé de rochers et de glaces, les tempêtes de neige, l'armée gravissant les escarpements, les fantassins traînant les canons le long des précipices ; puis cette armée tombant dans la Lombardie en fleurs, ensoleillée, culbutant les Autrichiens, et, en une journée, dont les péripéties mêmes consacrent la fortune de Bonaparte, réparant une année de revers, reconquérant l'Italie. « Jamais l'orgueil national n'avait été plus flatté... Jamais la nation ne s'était montrée plus disposée à la reconnaissance envers l'homme à qui elle devait tant de gloire et dont elle attendait alors, comme le plus grand des bienfaits, la paix, une paix solide. » — « La ville fut illuminée spontanément ; l'instinct de la confiance et de la gloire, la beauté de la saison firent le reste [1]. »

[1] MIOT, NORVINS.



Le philosophe Lucien fit rouvrir et pavoiser Notre-Dame. « On a chanté, par mon invitation, avant-hier, un *Te Deum* », écrit-il au Consul, le 24 juin. Il dénonce Sieyès, Carnot, Talleyrand, Lafayette. « Si la victoire avait marqué la fin du premier Consul à Marengo, à l'heure où je vous écris, nous serions tous proscrits. » Talleyrand l'avait devancé, le 21 juin, avec son incomparable aisance d'homme de cour qui a traversé la Révolution, et, de la plume dont Voltaire complimentait Frédéric : « Quel début et quel dénouement ! La postérité pourra-t-elle croire au prodige de cette campagne ? Sous quels auspices votre retour nous est promis ! Il n'y a point eu d'empire qui ne fût fondé sur le merveilleux, et, ici, le merveilleux est la vérité. »

Marengo ferma la bouche aux opposants et rallia l'armée, jusque-là récalcitrante, sauf les prétendants, Moreau, Bernadotte, et le cortège des suivants de leur fortune. Le Consulat, dès lors, parut définitivement établi. Bonaparte évita la rentrée triomphale. « Je ne connais, écrivit-il à Lucien, d'autre triomphe que la satisfaction publique. » En jouit-il ? Ni les adulations des grands Corps de l'État, ni les acclamations populaires ne lui faisaient illusion. Il avait côtoyé l'abîme : à Marengo, la déroute ; à Paris, la défection, le complot. Au retour d'Égypte, il avait trouvé la trahison à son foyer ; il avait pardonné à Joséphine, mais il avait fermé son cœur. Au retour d'Italie, il apprit les manœuvres de ses ministres, le peu que pesait sa personne, la fragilité du fil auquel était suspendue sa puissance, et comment on se passerait de lui. Il ferma les yeux, il se tut ; la même raison d'État lui commanda d'ignorer ce qu'il ne pouvait connaître sans scandale et réprimer sans péril. Mais la confiance disparut. Il éprouva l'effroyable solitude du pouvoir absolu. Tout se fit instrument entre ses mains ; tout, aussi, se dessécha, se refroidit, tournant à l'acier, au rouage de machine.

On trouva qu'il avait beaucoup changé. On se plaignit de son humeur variable, de ses caprices, de son despotisme. C'est qu'il ne croyait plus aux hommes et ne voulait plus

qu'être obéi. Il força le ton du commandement, le propos soldatesque, impérieux, impatient, emporté. « Le premier Consul, écrit un diplomate un mois après son retour d'Italie [1], traite les affaires politiques comme il traite les affaires militaires. Il veut que tout finisse et cède à son impatience et à sa volonté... S'il n'hésite pas dans ses résolutions, il varie extrêmement dans les objets de sa confiance. » Cette figure de magistrat civil qu'il s'était composée, par prédilection, s'effaça. On le vit présider le Conseil d'État en uniforme militaire. Les hommes de Brumaire n'avaient pas, en son absence, donné ce qu'il attendait d'eux. Il jugea nécessaire de leur imposer par cette force à laquelle ils en appelaient déjà au temps de Germinal, de Prairial, de Vendémiaire, de Fructidor. Mais, pour appuyer la prérogative civile sur son épée, il n'y tenait pas moins, et il y tenait surtout pour imposer aux militaires qui, ne concevant le gouvernement que par l'épée, se croyaient tous capables de gouverner. « Si je meurs dans quatre ou cinq ans, dit-il un jour, la chose sera montée, elle ira. Si je meurs avant, je ne sais ce qui arrivera... » Quelqu'un hasarda : « Nous aurions un général pour premier consul ; mais les autres généraux lui feraient la guerre. » Alors, Bonaparte : « Il ne vous faut pas de général dans cette place ; il faut un homme civil. L'armée obéira plutôt au civil qu'au militaire... Si je mourais d'ici à trois ou quatre ans, de la fièvre, dans mon lit, et que je fisse un testament, je dirais à la nation de se garder du gouvernement militaire ; je lui dirais de nommer un magistrat civil. Moreau ne parle jamais que de gouverner militairement ; il ne comprend pas autre chose. »

Désormais, et sans ménager même les apparences, il tire à lui et concentre en sa personne tout l'État. Sa physionomie même se transforme. Ce n'est plus le charme imposant et touchant à la fois du jeune héros de Lodi ; c'est le maître des affaires ; c'est déjà le souverain, mais non encore figé dans la

[1] Sandoz, 31 juillet 1800, Bailleu.

Majesté, taillé dans le marbre et coulé en bronze. « Son sourire, rapporte Chateaubriand, qui le vit peu de mois après, était caressant et beau, son œil admirable, surtout par la manière dont il était placé sur son front et encadré dans ses sourcils. Il n'avait encore aucun charlatanisme dans le regard, rien de théâtral et d'affecté. Une imagination prodigieuse animait ce politique si froid ; la raison accomplissait les idées du poète. »

III

Cette raison, par-dessus tout, avant tout, lui conseille de donner la paix à la France. Talleyrand l'a renseigné, jour par jour, lui développant, sur la carte d'Europe, les effets de la victoire : l'ascendant rétabli en Suisse ; la Hollande remise au pas, mais aspirant à la neutralité ; la Prusse retombée dans son inertie, dans « son désir de se soustraire à tout engagement » ; la Russie de plus en plus aigrie contre Vienne et contre Londres ; l'Espagne empressée, surtout, à la paix. Bonaparte envoie Berthier à Madrid réveiller l'appétit de cette cour apathique, l'inciter à se nantir en Portugal, avant la paix. Il demande la rétrocession de la Louisiane à la France ; il entrevoit, dans cette colonie, le point de départ de nouvelles entreprises, l'exutoire nécessaire aux forces sans emploi, après la paix. Il offre, en échange, un territoire qu'il donnera, en Italie, à l'infant de Parme, petit-fils de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, marié à Marie-Louise d'Espagne, fille de Charles IV.

Il engage un commerce de haute coquetterie avec la Russie. Il a deviné Paul Ier, discerné les points sensibles, les parties d'âme impériale qui percent, çà et là, quand se dissipent les nuages ; l'extrême vanité, maîtresse de cette nature incohérente, qui s'use en minuties maladives, mais, par



échappées, s'élève aux vues d'État, s'ouvre aux velléités de grande politique. Il s'adresse à sa fantaisie, à sa gloire; il lui témoigne l'estime où il le tient, entre tous les autres ennemis de la France, pour son désintéressement; il lui offre de prendre Malte en dépôt, ce qui flatte sa manie chevaleresque, et achèvera de le brouiller avec les Anglais. Il lui fait hommage d'une épée que le pape Léon X avait donnée jadis à l'un des grands maîtres de l'ordre [1]. Enfin, il propose de lui renvoyer « sans échange, avec tous les honneurs de la guerre, habillés à neuf, réarmés », avec leurs drapeaux, six mille Russes prisonniers en France. « Le premier Consul, écrit Talleyrand à Panine, sait que c'est au concours des troupes russes que les Anglais et les Autrichiens ont dû tous leurs succès [2]. »

Puis, il se retourne vers l'Autriche. Il la menace. « Qu'elle cède, dit-il à Sandoz, l'agent prussien; sinon, je marche sur Vienne [3]; alors Venise est ravie à l'Autriche. » Il ménage les Allemands du Sud. Des émissaires insinuent aux populations l'idée d'une république confédérée, sur le patron de la *Mutter Gallia*, l'abolition des privilèges, la liberté civile, un gouvernement à la française. « Peu importe qu'ils aillent à Vienne, pourvu qu'ils ne passent pas par notre pays! » disent ces bons Allemands. Les généraux français sont obligés de modérer leur zèle à s'affranchir des redevances seigneuriales. En même temps, Bonaparte rassure les princes : leur soumission à la France leur évitera la révolution et les enrichira des dépouilles de la guerre. Bonaparte sème là des graines qui produiront leur récolte lors de la Confédération du Rhin [4].

Les péripéties de Marengo donnèrent à Vienne la contrepartie de la crise de Paris : la victoire et la joie d'abord, puis la défaite, la déception et la discorde qui s'ensuivent. On venait de signer, le 20 juin, un traité de subsides avec l'An-

[1] Talleyrand à Panine, 20 juillet, 26 août 1800.
[2] MARTENS, *Traités de la Russie*, t. XIII, *France*, p. 250 et suiv.
[3] Sandoz, 6 juillet 1800, BAILLEU.
[4] FOURNIER, *Skizzen*. — ECKART, *Montgelas*.

gleterre : l'Angleterre payerait 2,500,000 livres; l'Autriche promettait de ne point conclure la paix avant la fin de février 1801. Il s'agissait de durer jusque-là et de toucher les subsides qui permettraient à l'armée d'Allemagne de demeurer intacte, de se fortifier, de tenir la campagne et de rendre du ton aux négociations. L'archiduc Charles en désespérait. L'Empereur le releva de son commandement. Le ministre des Affaires étrangères, le *baron de la Guerre*, comme on le nommait, par opposition au *prince de la Paix* de Madrid, se flattait, sur la foi des correspondants de Paris, que le Consulat ne durerait pas; qu'il en irait de Marengo, victoire de rencontre et de surprise, comme de celles du Directoire, et que la France, excédée, exigerait la paix, à toutes conditions. Les Viennois se représentaient la France « demandant cette paix à grands cris », indifférente aux succès de Bonaparte, exaspérée par la conscription; sur les routes, des bandes, ou plutôt des chaînes de recrues, « liées à la corde » et traînées à l'armée, comme les forçats au bagne, par la chiourme; les femmes tirant la charrue, faute de chevaux; « un pays dépeuplé, un terrain inculte, gémissant dans l'anarchie la plus désolante »; bref, les conditions d'un autre Rastadt, des désordres et des hasards infinis à exploiter [1].

Ils retrouvèrent leur aplomb, et le reprirent de haut, à l'autrichienne. Il leur parut que la France et son consul seraient trop heureux de recevoir la paix que leur offrirait l'Empereur; la paix comme on la concevait, à Vienne, avec la monarchie, au temps de Pillnitz; comme on la conçut avec l'Empire français, au temps de Francfort et de Châtillon, et comme la coalition l'imposa en 1814. C'était la paix anglaise, aussi bien que la paix autrichienne : si la République s'y résignait, l'Autriche aurait gagné les subsides, l'Angleterre n'aurait pas perdu son argent, et Marengo demeurerait une inconséquence de la fortune.

L'Empereur répondit à la lettre de Bonaparte, le 5 juillet :

[1] HÜFFER, *Relation de Neipperg.* — VIVENOT, *Correspondance de Thugut.*



« Ce n'est point contre telle forme du gouvernement en France que j'ai jamais combattu ;... ni son territoire, ni son gouvernement ne lui sont disputés. Elle se bat loin de ses foyers pour se maintenir dans ses conquêtes... Il n'y a plus d'équilibre en Europe, dès qu'il faut que plusieurs États s'unissent pour résister à un seul; que serait-ce donc si cette puissance ajoutait encore à son ancienne prépondérance l'accroissement inouï de conquêtes immenses et s'appropriait de plus une influence décisive sur la plupart des autres États? Proposer la paix à de telles conditions, ce ne serait plus rien faire d'utile pour l'humanité. » Pour préciser, cela signifiait : le retour aux anciennes limites; la renonciation à la suprématie de la Hollande, de la Suisse et du Piémont; l'abandon de la Cisalpine, l'évacuation de l'Italie. L'Empereur ajoutait : « Je vous ai envoyé le général-major de mes armées, comte de Saint-Julien; il est chargé de *mes instructions pour vous faire observer* combien il est essentiel de n'en venir à des négociations publiques et d'apparat... qu'après avoir connu d'une manière au moins générale si les bases que que vous voulez proposer pour la paix sont telles qu'on puisse se flatter d'obtenir ce but désirable [1]. » Thugut joignit une lettre pour Talleyrand, où il affecta de séparer « les véritables intérêts de la France » de « l'ambition de l'ancien Directoire ». Il ajouta : « Chacun sait que cette guerre, dans laquelle il s'agit, pour plusieurs États, de leur existence, est devenue sans intérêt pour la France. »

Saint-Julien fit diligence afin de retrouver Bonaparte en Italie. Il le manqua, le 13 juillet, à Milan, et partit en poste pour Paris, où il arriva le 20, bientôt rejoint par le colonel Neipperg qui connaissait bien la situation des armées en Italie et se vantait, lors des négociations de l'armistice, « d'avoir paralysé d'une manière aussi marquante tous les mouvements de l'armée française en Italie ». Saint-Julien apportait un pli

[1] HÜFFER, *Quellen.* — FOURNIER, *Skizzen, Die Mission des Grafen Saint-Julien.* — Pièces dans DU CASSE, *Négociations de Lunéville.* — Récits de Lefebvre, Thiers, Sybel, Oncken, *Mémoires de Miot.*

cacheté, qui contenait ses instructions, et qu'il ne devait ouvrir qu'à Paris.

C'était un homme jeune encore, bien en cour, sans aucune expérience de la politique; qui avait de la tournure, passait pour avoir du mérite et ne laissait pas de s'en faire accroire sur l'article de la finesse. Il allait, sans nul doute, déployer un caractère officiel, montrer ses talents, faire figure de personnage et donner, en homme de qualité, la leçon à ces républicains! « L'on peut, rapporte Neipperg, se figurer la surprise et l'embarras de M. le comte de Saint-Julien lorsqu'en ouvrant sa lettre — la lettre cachetée — il n'y trouva, au lieu d'instructions et de pleins pouvoirs sur le mode de sa mission, que cinq ou six lignes qui lui défendaient expressément de se mêler de rien, de n'entamer aucune négociation, de quelque nature qu'elle pût être; de présenter la lettre au premier Consul; de chercher, sans jamais déployer de caractère public, à sonder ses intentions sur des voies de conciliation; en un mot, de chercher à gagner du temps pour prolonger l'armistice le plus qu'il serait possible. »

Son amour-propre s'en trouva étrangement déconfit; sa situation lui parut critique et le pas où il était fort scabreux. Il risquait le ridicule, s'il se découvrait, et, s'il se dissimulait, il donnerait « prise à ce que l'on confondît le négociateur avec l'espion ». Faute de mieux, convaincu qu'on l'avait au moins choisi pour sa belle mine, il en paya. « M. le comte de Saint-Julien, rapporte Neipperg, a une tournure militaire très avantageuse, l'abord agréable, les manières faciles, beaucoup de fond, d'esprit et de conversation; se laissant quelquefois trop emporter pour faire briller cette dernière, et sacrifiant alors le solide et le réel au plaisir de dire un bon mot; beaucoup de lecture et de mémoire, de savoir même, de l'élégance naturelle, de la pureté et de la douceur dans le langage, unies à cette finesse et fermeté dans la négociation si nécessaires pour les opposer à l'*astucité* et à l'arrogance françaises. Il fallait, pour négocier avec la France militaire, un militaire; la bourse et l'habit habillé auraient fait un effet

contraire et auraient été en ce moment mis en ridicule. » Voilà comme M. le comte de Saint-Julien se représentait, devant son miroir, son propre personnage et se posait devant son peintre.

Il donna tout bonnement à Bonaparte l'impression d'un freluquet d'état-major, bon à prendre à la glu, et il offrit à Talleyrand une belle étoffe de dupe où broder ses artifices. Saint-Julien désirait se renseigner sur les intentions du Consul : le moyen le plus expédient ne serait-il pas d'écrire ces intentions, en forme d'articles préliminaires? Saint-Julien désirait prolonger l'armistice : le procédé le plus ingénieux ne serait-il pas de confondre la négociation de l'armistice avec celle de la paix, et de prolonger, de la sorte, l'armistice indéfiniment ? Saint-Julien recevait tous les jours des écrits anonymes, les uns « le détournant de traiter avec un gouvernement aussi peu stable » ; les autres, « le priant en grâce de faire cesser, par une prompte paix, les calamités qui affligeaient depuis si longtemps la France » . Il en conclut « qu'un négociateur habile, qui aurait eu de pleins pouvoirs, aurait pu tirer un grand avantage de cet embarras et de l'instabilité du gouvernement français dans ce moment ». De là à écouter, parler, écrire, stipuler enfin, comme s'il avait possédé ces pouvoirs, il n'y avait qu'un pas, assez « scabreux », sans doute, mais que Talleyrand lui fit franchir avec une dextérité supérieure.

Ce n'était pas que Talleyrand et Bonaparte s'abusassent le moins du monde sur la valeur d'un « papier » escamoté et maquillé de la sorte. Thugut ne s'y laisserait pas prendre et découvrirait vite la supercherie, mais le temps que la chaise de poste de Saint-Julien mettrait à rouler jusqu'à Vienne et les courriers à en partir pour l'Angleterre et arriver à Londres, le tour serait joué. En sollicitant et détorquant adroitement la lettre de l'Empereur à Bonaparte, en substituant deux mots à deux autres, en lisant au lieu de : « Il est *chargé* de mes instructions *pour* vous faire observer combien il est essentiel de n'en venir à des négociations publiques... » cette phrase : « Il est *pourvu* de mes intentions *et chargé de* vous faire observer

qu'avant...[1] » on établirait, aux yeux de tous les badauds de Paris que le premier Consul et son ministre avaient pu croire Saint-Julien parfaitement autorisé. — « Si, écrivait un agent anglais, on recevait la nouvelle que la cour de Vienne approuve l'armistice et consent à traiter, Bonaparte *pourrait tout ce qu'il voudrait.* » Ce serait un maître coup de partie, et si l'affaire échouait, l'Autriche en porterait seule la responsabilité. En attendant, l'Angleterre serait avertie que l'Autriche avait entamé des négociations secrètes en vue vue d'une paix séparée et, au besoin, quelques indiscrétions en fourniraient la preuve écrite. Enfin, tout en désavouant Saint-Julien pour la forme, l'Autriche pourrait être induite à poursuivre l'affaire, et la paix s'amorcerait peut-être à l'hameçon tendu à Saint-Julien. Ainsi se joua, entre Bonaparte et Talleyrand d'un côté, Saint-Julien et Neipperg de l'autre, une comédie de haute intrigue qui forme le pendant de celle de 1813, à Francfort, où, les rôles étant renversés, Metternich engagea le baron de Saint-Aignan.

Dès le premier entretien, que Neipperg, d'ailleurs, qualifie de conférence, le 22 juillet, Talleyrand, d'un air de nonchalance et comme on bat les cartes, en causant, avant de couper et de donner le jeu, demande à Saint-Julien s'il possède d'autres pouvoirs que ceux qui sont contenus dans la lettre de l'Empereur. Talleyrand sait fort bien que, dans cette lettre, il n'y en a aucun. Mais Saint-Julien, flatté de s'en voir attribuer, ne veut point s'infliger la disgrâce d'un désaveu. Il s'enchevêtre dans les phrases. — « Transporté subitement dans une carrière qui lui est nouvelle, et n'ayant passé à Vienne que très peu de jours, il a négligé de se munir d'une pièce qui, diplomatiquement, paraît nécessaire pour signer des conventions, préliminaires ou définitives; en conséquence il ne sait s'il pourrait le faire. » Tant de candeur au service de tant de bonne volonté touche Talleyrand. Il rassure Saint-Julien. — A son avis, dit-il, Saint-Julien se trouve, par la lettre de

[1] THIERS, t. II, p. 63.



l'Empereur, suffisamment qualifié et accrédité. — Cette opinion d'un homme qui passe pour consommé dans le droit public enhardit l'Autrichien, et, profitant de l'obligeance de Talleyrand : — « Que feriez-vous à ma place? » Et Talleyrand de repartir : — « Connaissant les intentions de son gouvernement comme fait M. de Saint-Julien, ayant dans le premier Consul une confiance telle que M. de Saint-Julien ne peut manquer de l'avoir dans S. M. l'Empereur, ayant reçu des instructions particulières, porteur d'une lettre qui parait une créditive suffisante, il n'hésiterait pas à signer ce qui serait reconnu propre au rétablissement de la paix. — Eh bien, je signerai ! » dit Saint-Julien.

Et il signa, d'abord les protocoles que Talleyrand eut soin de dresser en forme et dont il revisa lui-même soigneusement les termes. Neipperg et Maret, appelés aux *conférences*, tenaient la plume. Saint-Julien en reçut quelque couleur de plénipotentiaire, et il n'eut garde d'y objecter. Il avait mis la main dans l'engrenage, et, de courroie en courroie, de manivelle en manivelle, il y passa tout entier, se disant ingénument que si Talleyrand lui attribuait des pouvoirs imaginaires, ce n'était pas à lui de le désabuser ; il en devait profiter, au contraire, pour amener les Français à découvrir leur jeu et à prolonger l'armistice. Il croyait, dit-il, « pouvoir prendre sur lui, pour suivre les intentions de son souverain, d'accélérer autant que possible la pacification », ajoutant aussitôt : « et de signer, provisoirement, sauf la ratification de sa cour, sans laquelle toute convention serait censée être nulle ». Ils conférèrent de la sorte le 23 et le 24 juillet. Le 26, Talleyrand, estimant Saint-Julien suffisamment en point, le conduisit au premier Consul. Bonaparte exposa « les principes dont il ne se départirait point ». « Il déploya, rapporte Neipperg, un caractère très entier au travers duquel perçait une envie demesurée, et je crois même un besoin de faire la paix, que le comte de Saint-Julien saisit avec pénétration, et auquel il opposa beaucoup de fermeté et de dignité. »

Cette « pénétration » le conduisit à élaborer, le 27 juillet,

dix articles qui furent qualifiés de *préliminaires*. Au moment de signer, il fut pris de scrupules : il n'avait point qualité, il irait à Vienne exposer verbalement les vues du premier Consul. Ce n'était point l'affaire de Talleyrand qui tenait absolument à garder un papier de chancellerie. Il déclara que si Saint-Julien partait sans rien conclure, « le premier Consul se trouverait obligé de recommencer les hostilités, pour ne pas perdre les avantages qu'ont eus les armées françaises ». — « Cette déclaration a été verbale et a produit son effet », rapporte Talleyrand. C'est que la prolongation de l'armistice formait l'essentiel de la mission de Saint-Julien. Pour faciliter les choses, Talleyrand proposa une rédaction qui tournait, par l'équivoque, la difficulté provenant du manque réel de pouvoirs : « S. M. l'Empereur a déclaré qu'elle ne mettrait aucun obstacle à la paix... et qu'elle envoyait M. de Saint-Julien auprès du premier Consul, préférant cette voie directe à la nomination de plénipotentiaires. »

Les articles furent signés le 28 juillet : le traité de Campo-Formio servirait de base à la paix ; l'Empereur ne s'opposerait point à l'acquisition par la France de la limite du Rhin, depuis sa sortie de la Suisse jusqu'à son entrée en Hollande. L'Empereur recevrait toutes ses indemnités en Italie et ne prendrait rien en Allemagne.

Bonaparte ratifia immédiatement et chargea Duroc de remettre ses ratifications à l'Empereur. Duroc était, en outre, porteur d'une lettre pour ce souverain, datée du 29 juillet. Il reçut pour instruction de demeurer muet tant que la convention ne serait pas ratifiée ; aussitôt après, il proposerait de négocier à Paris le traité définitif, en huit ou dix jours. A défaut de Paris, une ville d'Italie. Il indiquerait, pour les indemnités de l'Empereur, la ligne du Mincio ; Peschiera et Mantoue seraient rasées ; les trois Légations passeraient au grand-duc de Toscane ; toutefois, Duroc aurait soin, s'il y était amené, de dire « que le premier Consul considère les indemnités en Italie comme plus onéreuses que celles du traité de Campo-Formio. S'il est question des injures des journaux

anglais, Duroc dira que le premier Consul ne sait pas l'anglais; s'il est question de l'Égypte : que ce pays nous appartient. S'il est question des jacobins, chouans, royalistes : que ce sont de vieilles dénominations comme celles de Guelfes et de Gibelins : que la France est le pays de l'Europe où les circonstances ont permis au gouvernement de faire le plus de bien ; s'il est question des émigrés : qu'on n'a plus, en France, aucune espèce de préjugés contre ceux qui n'ont pas porté les armes contre leur patrie et de la conduite desquels on est sûr ».

Duroc était merveilleusement stylé ; mais il n'eut point à en faire la preuve. La police le retint à Braunau, où il dut attendre ses passeports. Saint-Julien arriva à Vienne, le 5 août, vers minuit. En l'écoutant, en parcourant les papiers qu'il apportait, Thugut entra dans une violente colère. « Le comte de Saint-Julien a embrouillé les affaires d'une manière épouvantable... Je n'ai pas fermé l'œil de toute la nuit... Il n'existe pas dans toute l'histoire un exemple comparable à la démence de la conduite de Saint-Julien qui, sans le moindre pouvoir, a cru pouvoir se permettre de signer une sorte de préliminaires qui nous compromettent nécessairement avec tout le monde [1]. » Thugut était un connaisseur. Il reconnut le tour de main et mesura les embarras qu'emporterait à Londres la révélation de ce prétendu traité. « Il est de la dernière importance, écrit-il, de faire savoir à Londres, au plus tôt, la résolution de Sa Majesté, quelle qu'elle puisse être, tant pour nous conserver une apparence au moins de bonne foi » que pour prévenir la manœuvre des Français.

Mais l'Empereur désirait négocier, et, tout en désavouant Saint-Julien, il proposa de réunir des plénipotentiaires à Lunéville : l'Angleterre serait invitée à y députer aussi. Quant au négociateur malavisé, il l'envoya réfléchir, dans une forteresse, aux inconvénients de l'inexpérience et aux dangers de la mauvaise compagnie. Neipperg reçut, pour sa part, trois

[1] A Colloredo, 5 et 7 août 1800.

mois de forteresse; il y couva la haine de la France et, en particulier, de Bonaparte. Ce gentilhomme en fit, dès lors, une affaire personnelle; il attendit longtemps sa vengeance; elle lui vint par de prodigieux ricochets, mais elle eut de quoi combler son amour-propre. Il paya, par un scandale de la grande histoire, ce petit affront de coulisse diplomatique. C'est, en effet, le Neipperg de Parme. Il ne demeura pas longtemps en disgrâce. Il passa général et l'empereur François lui montra, en 1814, sa confiance en le chargeant de garder ce qu'il avait de plus précieux : la personne et l'honneur de sa fille. Il le fit chevalier de l'une et de l'autre, et Neipperg, en récompense, donna plusieurs enfants à la femme de Napoléon. « Celui qui monta au nid de l'aigle », a dit Chateaubriand, et Napoléon, plus simplement, à Sainte-Hélène : « Ce polisson de Neipperg! »

Le désaveu de Saint-Julien, la proposition d'une négociation commune avec l'Angleterre déconcertaient les calculs de Bonaparte. Il accepta néanmoins, car, en refusant, il se serait mis dans son tort devant l'opinion. Mais il fit insinuer l'idée d'un armistice naval avec l'Angleterre. « Si les nations du continent, disait Talleyrand, ne posent les armes que lorsqu'il pourra convenir à l'Angleterre, la génération actuelle y périra[1]. »

L'armistice naval, c'eût été le ravitaillement de Malte, l'envoi de renforts en Égypte. Les Anglais n'en voulurent rien entendre. Otto, qui était à Londres pour y traiter d'un échange de prisonniers, ne put rien obtenir. Ils tenaient d'autant plus à leurs avantages maritimes que Marengo avait renversé tous leurs plans à l'intérieur de la France, et la « grande expédition » de Brest, et le « coup essentiel » de Paris. Le 2 juillet, Grenville écrivit à Georges : « Tout était arrangé pour l'exécution des mesures que le gouvernement du roi avait décidé d'adopter, quand on apprit ici la nouvelle de l'armistice conclu en Italie. Les mesures dont il a été ques-

[1] Talleyrand à Thugut, 24 août 1800.



tion deviendraient en conséquence infiniment plus hasardeuses et ne serviraient probablement qu'à compromettre, sans aucun avantage pour la bonne cause, la masse des braves gens auxquels vous avez la gloire de commander. Je ne puis donc que vous inviter, monsieur, de leur persuader de rester tranquilles pour le moment [1]. » Ils se rabattirent sur Belle-Isle qu'ils espéraient enlever, et sur Copenhague, où, le 20 août, ils obligèrent les Danois de renoncer à convoyer leurs bâtiments de commerce.

Bonaparte s'emporta en invectives contre « ce despotisme maritime le plus usurpateur » ; mais il se sentait impuissant et le seul moyen qu'il eût de contraindre les Anglais, c'était de faire, et promptement, la paix avec l'Autriche. Il consentit une prolongation d'armistice, et, le 25 septembre, il annonça les négociations. Si l'Angleterre, dit-il, parvient à en détourner l'Empereur, « les troupes de la République ne redouteront ni les neiges, ni la rigueur des saisons, et pousseront la guerre, pendant l'hiver, à toute outrance, sans laisser le temps aux ennemis de former de nouvelles armées. Les principes du gouvernement sont : extrême modération dans les conditions, mais ferme résolution de pacifier promptement le continent ».

IV

C'était son intérêt, c'était sa volonté. Il n'avait plus rien à gagner à la guerre; il ne désirait pas s'y engager de sa personne; il trouvait trop de péril, pour son gouvernement, à s'absenter de Paris. La paix seule consacrerait sa popularité et lui permettrait d'achever son grand ouvrage de reconstruction sociale : le *Code*, fondement de la liberté civile; le *Concordat*, instrument de la paix religieuse. Il se flattait alors de

[1] De Martel, *op. cit.*, p. 239.



proclamer, en même temps que la paix du continent, le rétablissement de la paix religieuse, et l'on voit, dès lors, marcher de pair les deux négociations [1].

Le pape Pie VII venait de rentrer à Rome, le 3 juillet 1800, acclamé par les populations, lorsqu'il reçut l'avis des ouvertures faites par Bonaparte au cardinal Martiniana. Il consulta la Congrégation des affaires ecclésiastiques, et dès l'abord les difficultés essentielles, celles qui devaient jusqu'à la conclusion, c'est-à-dire durant toute une année, retarder l'affaire, se posèrent entre Rome et Paris. Pour Bonaparte, c'était le renouvellement intégral de l'épiscopat français; pour le pape, la reconnaissance de la religion catholique comme religion *dominante* en France, autrement dit religion d'État. Les pourparlers n'étaient point encore entamés que l'intrigue s'en mêla. Personne plus que le prétendant, Louis XVIII, et les émigrés français, ne redoutait le rétablissement du catholicisme en France. La religion, l'Église, le clergé étaient pour eux des instruments de guerre civile, en attendant qu'ils devinssent des instruments de contre-révolution et de règne. La paix religieuse, qui réconcilierait la grande masse des Français avec la République, leur était aussi redoutable que la paix européenne qui désarmerait les princes coalisés. Le cardinal Maury, évêque de Montefiascone, représentait Louis XVIII à Rome; toléré, non reconnu, mais répandu, bruyant, brouillon et grand meneur de cabales. Ses amis et lui ne laissèrent point d'agiter le pape et ses conseillers par leurs objections captieuses, de semer l'inquiétude sur la solidité du gouvernement consulaire; bref, de jeter ces Romains dans les détours auxquels, par leur pusillanimité naturelle et leur machiavélisme classique, ils n'étaient que trop enclins. Ajoutez l'entourage troublant de Bonaparte : ses deux principaux ministres, Talleyrand et Fouché, impies déclarés et ennemis de l'Église, par leur passé, par leur profession même. Des considérations toutes temporelles, mais très pressantes,

[1] Boulay de la Meurthe. — J'ai donné un précis de ces négociations dans le *Journal des Savants*, octobre, novembre, décembre 1896.

s'y joignaient : les Autrichiens occupaient encore Ancône, les Napolitains occupaient le château Saint-Ange ; comment finirait la guerre ? Qui disposerait en dernier ressort des Légations ? Bonaparte, s'il en restait maître, les restituerait-il ? Pour gagner la faveur d'un gouvernement révolutionnaire et très peu solide, Pie VII risquait de s'aliéner les monarchies catholiques en Europe, et, en France même, les véritables chefs de l'armée catholique, les évêques, les fidèles, ses plus sûrs partisans.

Le schisme constitutionnel pouvait être considéré comme fini. Il s'anéantissait de soi-même dans l'isolement, dans l'indifférence. Cette Église n'avait jamais eu de fidèles ; son clergé se dispersait. Les catholiques français se tournaient vers Rome ; tout annonçait une renaissance de la foi et, en même temps, la capitulation de l'Église gallicane. Si la monarchie se rétablissait en France — ce que nombre de politiques, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, considéraient comme possible, probable même — le rétablissement du catholicisme en serait la conséquence, et Rome pouvait espérer que la gallicanisme, erreur de l'ancien régime, disparaîtrait, emporté par le reflux, avec les erreurs de la Révolution.

Ces réflexions, ces calculs conseillaient à Rome d'attendre les événements, d'observer les conjonctures, de ménager tout le monde et, avant tout le monde, le redoutable et inquiétant Consul ; mais de ne se point compromettre prématurément et de tirer de la négociation tous les avantages possibles, directs dans les affaires religieuses, indirects dans la restitution du temporel, c'est-à-dire des Légations.

C'est dans ce dessein que Monsignor Spina, archevêque de Corinthe, fut envoyé à Paris et que furent rédigées ses instructions, en date du 15 septembre 1800 : il devait tout entendre, tout discuter, tout observer, ne rien conclure. Il arriva à Paris le 8 octobre, et, de part et d'autre, on convint de garder le secret le plus rigoureux. Si Rome avait à ménager les Autrichiens et les émigrés français, Bonaparte n'avait pas moins à ménager l'opinion de Paris et celle, en particulier, de ses collaborateurs et de son entourage.

Dans la négociation qu'ils allaient entamer, Bonaparte et Pie VII se trouvaient dans une situation singulière. Chacun d'eux devait faire des concessions à ses adversaires et demander des sacrifices à ses amis. Bonaparte voulait tirer de la paix religieuse l'affermissement, l'extension de son pouvoir : il ne fallait pas que, pour gagner les chefs des catholiques, factieux de la veille, et des populations à peine soumises, encore fanatiques; pour réconcilier un clergé que tout éloignait alors de la République, il risquât de provoquer, parmi les républicains, de nouvelles dissensions, et de soulever une opposition redoutable dans le parti même qui l'avait porté, en brumaire, et qui continuait de le soutenir.

La restauration du culte, le rétablissement du clergé romain se feraient pour le petit peuple de France, l'immense majorité des Français, mais une majorité muette, obscure, que les chefs de la Révolution s'étaient habitués à mener sans l'entendre. Parmi les gouvernants, ci-devant jacobins et ci-devant constitutionnels, au Tribunat, dans les salons où fréquentaient les hommes « éclairés », l'incrédulité, fille de l'ancienne société française, demeurait, si l'on peut dire, un article de foi et de foi très intolérante. Les officiers, en particulier, le manifestaient sans discrétion

Les conseillers les plus modérés de Bonaparte étaient tous philosophes, et ceux qui, comme d'Hauterive, étaient rompus aux discussions canoniques, y apportaient le vieil esprit de hauteur parlementaire et d'indépendance gallicane. Cet esprit dominait dans le Conseil d'État. Chaptal n'exagère donc pas lorsqu'il dit que la négociation avec Rome « fut l'opération la plus hardie qu'ait faite Bonaparte ». On s'explique ainsi le mystère où il se renferma sur le fond de l'affaire, sauf, çà et là, des propos habilement lancés, pour préparer l'opinion. Ainsi ces mots : « Êtes-vous donc athée ? » jetés à Laplace, à Malmaison; ces paroles, au Conseil d'État où, après un complot royaliste, on proposait de remettre en vigueur les lois contre les prêtres : « Je ne me persuaderai jamais qu'il faut poursuivre des hommes parce qu'ils croient à un Être tout-



puissant, à une religion qui, peut-être, est la vérité. Je ne croirai jamais qu'on puisse mener un peuple sans la religion. » — « C'est, disait-il à Rœderer, en me faisant catholique que j'ai fini la guerre de Vendée ; en me faisant musulman que je me suis établi en Égypte ; en me faisant ultramontain que j'ai gagné les esprits en Italie. » — « Je ne puis pas, concluait-il un autre jour, parvenir à ce degré de pouvoir — celui de l'empereur de Russie — mais du moins je ne puis m'aliéner les consciences... Il faut donc que je rende au peuple la plénitude de ses droits en fait de religion. Les philosophes en riront, mais la nation me bénira. »

Ce fut la supériorité de Bonaparte d'opposer aux factions et aux coteries, celle des jacobins comme celle des émigrés, aux idéologues comme aux militaires, la nation française dans son ensemble, et d'intéresser la grande masse des Français à la durée de sa vie et au succès de son gouvernement.

Durant cette trêve de l'été de 1800, il se donne tout entier à la besogne d'État, et la pousse à fond. Le Conseil d'État devient le rouage principal de la machine. On travaille, en ce Conseil, comme on avait tenté de le faire dans les comités de la Convention, mais sans la fièvre, sans l'anxiété des *journées*, la crainte des décrets de proscription ; on y délibère en sécurité, avec loisir, ordre et méthode, avec un régulateur surtout et un mécanicien incomparable. Bonaparte avait beaucoup à apprendre, il voulut tout savoir. En obligeant les conseillers à exposer, expliquer, justifier devant lui leurs propositions ; à les mettre *au point* de son esprit merveilleusement précis et étendu à la fois, sans préjugés de carrière ni de doctrine, sans routine et sans utopie ; en les forçant à sortir du convenu, de l'abstraction, du système ; à prendre les faits tels qu'ils sont, il les amena à *réaliser* leurs idées, à ordonner en définitions concrètes les réalités de la Révolution. Il leur disait : « Nous avons fini le roman de la Révolution ; il faut en commencer l'histoire, et voir ce qu'il y a de réel et de possible dans l'application des principes, et non ce qu'il y a de spéculatif et d'hypothétique. Suivre aujourd'hui une autre marche, ce

serait philosopher et non gouverner [1]. » Il écrivait aux préfets : « Les consuls ne demandent que des faits précis et l'exposition la plus simple et la plus vraie de ce qui est. » Les faits ainsi déterminés, il s'en emparait, les groupait, les classait. Le défaut, l'infirmité de ses collaborateurs avait été de prétendre légiférer pour l'homme, en soi; pour l'État, en soi. Bonaparte ne connaissait que l'État français, en l'an VIII, tel qu'il sortait de la Révolution, et qu'il le fallait organiser selon les besoins de la société nouvelle et les nécessités de la politique française en Europe. Qu'il s'agît des impôts ou du Code civil, il ne considérait pas le contribuable en général, ou le principe abstrait de la contribution; il se représentait un bourgeois, un paysan, un propriétaire, un artisan comme il en avait rencontré sur son chemin, et il voyait cet homme-là recevant, expérimentant, vivant la loi ou le décret, gêné ou satisfait. A ce sentiment de la réalité humaine, toute personnelle, ajoutez la conception, toujours présente, de l'ensemble des hommes et des affaires; l'habitude et l'art de combiner tous les rouages, de les tourner au mouvement commun; enfin, « ce quelque chose de continuellement conséquent » que l'on admirait dans Pierre le Grand et qui est, à vrai dire, la marque du génie politique [2]. Tout s'adapta ainsi en bas, et dans le détail d'exécution, à la mesure des petits intérêts, des petites gens, de la petite vie rurale et citadine, aliment de l'État, trésor et armée, et qu'il fallait contenter pour qu'elle servît et payât volontiers; en haut, et pour la direction d'ensemble, à la mesure des grands intérêts généraux auxquels les autres sont subordonnés. C'est par cette adaptation, très rare, que ces institutions ont duré et que la machine a pu marcher si longtemps, alors même qu'un manœuvre inhabile ou maladroit remplaçait le machiniste supérieur qui l'avait créée. C'est la grande époque de son gouvernement civil qui commence. C'est par là qu'il s'est fait puissant, c'est ainsi qu'il a forgé son instrument de supré-

[1] Miot, t. I, p. 323. — Au ministre de l'Intérieur, 26 octobre 1800.
[2] Saint-Simon, t. IX, p. 229.

matie sur l'Europe. « C'est alors, dit un de ses collaborateurs, que j'ai appris à connaître le grand homme [1]. » Mais, à ce travail de législation, il fallait la paix : elle était aux yeux de Bonaparte la première condition; elle apparaissait à tous comme l'objet définitif du gouvernement.

[1] Chaptal, *Souvenirs*. — Rœderer, *la Première Année du Consulat*, t. III, p. 387.

CHAPITRE III

LA PAIX AVEC L'AUTRICHE

1800-1801

I

Le 26 septembre, Talleyrand envoya à Thugut des passeports pour le plénipotentiaire autrichien et invita ce diplomate à se trouver, le 7 octobre, à Lunéville. Quelques jours après, on apprit à Paris que Malte avait capitulé : les Anglais en étaient maîtres ; on devait prévoir qu'ils ne la lâcheraient plus. Tout espoir disparut de les associer aux négociations avec l'Autriche et de sauver ainsi l'Égypte. Les pourparlers engagés en vue d'un armistice maritime tombèrent. Bonaparte n'avait plus d'autre ressource que de pacifier l'Autriche et d'isoler l'Angleterre. Sur les deux négociations principales, celle d'Autriche pour la paix du continent, celle d'Angleterre pour la paix maritime, se greffèrent des négociations complémentaires, celles de Prusse, de Russie, d'Espagne, d'Allemagne, de Naples. On les a vues, depuis le commencement de la Révolution, se dérouler en une suite monotone, menées avec plus de persistance que de succès par la diplomatie républicaine. Bonaparte y rencontra plus de facilités que ses prédécesseurs ; sans inspirer beaucoup plus de confiance, il inspirait beaucoup plus de crainte. On pouvait douter de la durée de son gouvernement, qui dépendait de la durée de sa vie ; mais, tant qu'il demeurerait debout, ce gouvernement, par son caractère personnel, offrait aux cours de l'Europe des facilités, presque des garanties qu'elles n'avaient trouvées ni



dans le Comité de salut public, ni dans le Directoire. Ajoutez sa supériorité qu'ils n'avouaient pas, qu'ils soupçonnaient à peine, et qu'il leur fit d'autant plus efficacement ressentir. Il l'emportait sur ses partenaires politiques, de plus haut encore que sur ses adversaires des champs de bataille. « En quoi consistait alors cette Europe? écrit un contemporain. En quelques ministres, dont aucun n'avait autant d'esprit que beaucoup d'hommes pris au hasard dans la nation qu'ils gouvernaient[1]. » Bonaparte sut les prendre par où ils étaient accessibles : l'avidité, l'orgueil, la jalousie. L'Autriche l'y aida singulièrement par son ambition de dominer l'Italie; l'Angleterre, par son arrogance à dominer la mer.

La ténacité qu'elle mettait à s'emparer de Malte acheva d'aigrir contre elle l'humeur de Paul Ier. L'inertie de la Prusse à défendre ses propres intérêts, son refus de reconstituer une nouvelle *ligue des neutres*, l'éloignèrent d'une puissance dont il ne pouvait espérer, selon un mot d'alors, qu'une alliance inoffensive[2]. Ce dégoût de ses alliés se tourna en une sorte de complaisance pour l'ennemi. Les avances et les compliments de Bonaparte arrivèrent à propos. L'épée du pape Léon X fit merveille. L'offre de renvoyer les sept mille prisonniers russes, avec leurs enseignes, et habillés aux frais de la République, parut au tsar de la plus haute courtoisie militaire et lui donna l'idée la plus avantageuse du « Corse Bonaparte ». Ce n'est pas que la lumière se soit faite brusquement dans cet esprit fumeux et volcanique. Paul ne se prit pas pour la France d'un goût inattendu. Il ne reçut point le coup de foudre de l'alliance, et, par cet éclat, l'intelligence de ce qui s'était passé en France du 10 août au 19 brumaire. Il professait pour les Français et leur révolution à peu près les mêmes sentiments que pour les Polonais et la ci-devant république de Pologne. Il confondait la passion pour les ordres de chevalerie avec les sentiments chevaleresques; son ambition de restaurer l'ordre de Malte, de s'en faire le pro-

[1] Mme DE STAEL, *Dix années d'exil*.
[2] Le mot fut appliqué au traité du 28 juillet 1800, entre la Russie et la Prusse.

tecteur et de s'attribuer, par cette tutelle, la police de la Méditerranée, lui paraissait une œuvre de désintéressement, et il s'en glorifiait comme de la *ligue des neutres* qui lui aurait attribué la police de la Baltique. Son rêve demeurait toujours de régenter l'Europe, de rétablir les souverains légitimes, d'écraser la Révolution et, ce faisant, de grandir dans le monde le rôle de la Russie et son propre personnage. La nouveauté fut de se flatter d'y réussir par une entente avec Bonaparte. Il découvrit dans le premier Consul un autre Frédéric, mais un Frédéric infiniment plus agréable que celui de Berlin; un Frédéric qui le flattait, qui le recherchait, qui semblait se poser en client de la Russie. Hier il méditait de replacer Louis XVIII sur le trône, et de donner un roi aux Français; du roi légitime, il sauta sans transition à l'usurpateur; l'idée de finir la Révolution et d'assumer le protectorat de la France consulaire s'insinua dans sa pensée : l'instrument changerait, la politique demeurerait la même, et c'est ce qu'il faut connaître pour démêler la suite de cette politique russe sous les revirements brusques et les extravagances de Paul, aussi bien que sous les ondulations de la diplomatie d'Alexandre.

Paul annonça, par l'entremise de son ministre à Berlin, Krüdener, qu'il recevrait avec plaisir ses soldats prisonniers, et il chargea le général Sprengporten de les aller chercher. Cet officier fut pourvu d'une commission datée du 10 octobre; on y lisait : « L'Empereur, entré dans la coalition pour défendre la tranquillité de l'Europe entière, en était sorti aussitôt qu'il s'était aperçu que les vues des puissances tendaient à des agrandissements, que sa loyauté et son désintéressement n'ont pu permettre; et, comme les deux États respectifs, de la France et de l'empire de Russie, par leurs distances éloignées, ne pourront jamais se trouver dans le cas de se nuire réciproquement, ils pourront aussi, réunis et dans l'entretien constant d'une bonne harmonie, empêcher que les autres, par leur envie de s'agrandir et de dominer, ne parviennent à faire tort à leurs intérêts. » Les vues de l'Empereur

sur la paix sont indiquées dans une note du 8 octobre : restitution de Malte à l'ordre de Saint-Jean, « dont l'Empereur est le grand maître ; » rétablissement du roi de Piémont dans ses États ; intégrité du royaume des Deux-Siciles, des États de la Bavière et du Wurtemberg. Dans la pensée de Paul, la Prusse formerait une puissance intermédiaire entre la France et la Russie, cliente des deux autres et leur subordonnée [1].

Le roi de Prusse ne l'entendait pas précisément de la sorte quand il exprimait à Beurnonville le désir que la « Prusse, la France et la Russie se tinssent par la main ». Toutefois, après Marengo, la restitution, toujours désirée et si longtemps espérée, de la rive gauche devenait plus que douteuse, et il importait de prendre des précautions pour le cas où l'Autriche renouvellerait Campo-Formio. On décida d'envoyer à Paris un ministre de marque. Sandoz convenait au manège des antichambres : il savait écouter, mais il faudrait négocier, et l'on fit choix du marquis de Lucchesini, Toscan d'origine, élevé à l'école de Frédéric et qui passait pour habile homme. Ses instructions datées du 14 et du 16 octobre lui prescrivaient de surveiller Bonaparte et l'Autriche, de faire prévaloir le système des indemnités par sécularisation. « Il suffit que Bonaparte, guidé par des vues de modération, tranquillise le continent sur les idées subversives de tout ordre social qui guidaient autrefois les gouvernants en France, pour que la Prusse s'attache sincèrement à lui et qu'elle mette tous ses efforts pour inspirer les mêmes sentiments à la Russie. » Lucchesini emploierait son adresse à « faire naître » dans l'esprit du Consul, sans « jamais la produire comme étant celle du cabinet de Berlin », l'idée d'un « acheminement à un système de relations indissolubles entre les deux puissances » : la base de ce *système* serait l'extension, la prépondérance exclusive de la Prusse dans le Nord de l'Allemagne, et, dans le cas où l'Autriche s'agrandirait dans le Sud, l'acquisition, par la Prusse, de la

[1] Ces documents et ceux qui sont cités par la suite, sans autre indication, sont tirés du recueil publié par TRATCHEWSKY, *Société d'histoire de Russie*, t. LXX, LXXVII et LXXXII. — MARTENS, t. XIII, p. 251 et suiv.



Franconie, des évêchés de Bamberg et de Würzbourg, ou tels autres pays à sa convenance[1]. Pour la première fois, la Prusse laissait percer la velléité de se faire offrir cette alliance et ces bénéfices que, depuis 1792 et 1795, les gouvernements de Paris ne cessaient de lui proposer et qu'elle avait toujours écartés.

La passion de la terre qui travaillait les Prussiens avait gagné les Espagnols. Charles IV s'était décidé à traiter pour conserver à sa dynastie un pied en Italie. Des articles préliminaires furent signés à Saint-Ildefonse, le 1er octobre : l'Espagne cédait à la République la Louisiane avec six vaisseaux de guerre; Bonaparte promit de donner à l'infant de Parme les Légations ou la Toscane, et de lui en faire un royaume. Les articles ne stipulaient rien au sujet du Portugal. On en parla cependant. Bonaparte y pensait toujours, disposé à démembrer ce royaume afin d'en chasser les Anglais. La reine d'Espagne se fût prêtée à détrôner son gendre pour donner un morceau d'État à son amant : Godoy rêvait d'être un vrai prince, non plus un prince de *la paix*, un prince sur du parchemin, mais un prince sur la terre, avec des âmes! Les ministres espagnols ne consentirent point au marché, et l'affaire fut encore une fois ajournée.

Dans la pensée de Bonaparte, la Louisiane serait une compensation à l'Égypte, dans le cas où la France serait décidément forcée d'y renoncer. A défaut de la Méditerranée, il se retournerait vers le golfe du Mexique, et il songeait déjà à reprendre possession de Saint-Domingue. Une convention signée à Paris, le 30 septembre, rétablit les relations entre la République française et les États-Unis : les deux républiques reconnaissaient les grands principes maritimes contestés par l'Angleterre : le pavillon couvre la marchandise, les bâtiments de commerce convoyés par des bâtiments de guerre sont affranchis de toute visite.

C'étaient les approches de la paix; mais la paix n'avançait point. L'Autriche faisait la muette.

[1] A Lucchesini, 27 octobre 1800. BAILLEU.



Bonaparte savait, depuis Campo-Formio, que la seule question entre l'Autriche et la République, c'était le prix de la paix : triple, à vrai dire, car l'Autriche prétendait être payée et pour la cession des Pays-Bas et de la Lombardie, et pour sa défection à la cause de l'Empire, et pour sa défection à l'alliance anglaise. Il avait un moyen, un seul, de l'amener immédiatement à composition, c'était de lui livrer l'Italie. Ce moyen, il ne voulait, à aucun prix, l'employer, et il ne le pouvait pas sans ébranler son pouvoir. C'est ici un point capital dans cette histoire, et, pour en juger en pleine intelligence, il faut dépouiller le Français d'après 1815, d'après 1870, en retraite ou arrêté sur toutes les frontières continentales, réduit à la défensive, revenu des grandes aventures, désillusionné des magnificences; il faut évoquer le Français de 1800, après la formidable offensive de la Révolution, la conquête des limites naturelles et de la Hollande, l'invasion de l'Italie : l'enthousiasme de la liberté tourné désormais à l'élan de la gloire; le prosélytisme confondu avec la suprématie; des armées triomphantes et fières; le mépris des rois; pour mener les affaires, un consul de trente ans, que le prestige de ses victoires a fait maître de la République; et la République comptant qu'au nom de la grande nation il fasse la loi aux rois et dispose l'avenir des peuples de l'Europe.

Quel Français de ce temps-là — en dehors de la « faction des anciennes limites » et de la coterie des « amis de l'Angleterre » — eût consenti à restituer la moindre des conquêtes de la République? On fermait les yeux sur le trafic des territoires de l'Empire et des âmes allemandes : ces gens n'étaient pas conquis; ils n'étaient pas « affranchis »; ils ne feraient que changer de maîtres; en les transférant à des laïques, on suivait encore « les lumières du siècle », et les apparences des *Droits de l'homme* seraient au moins gardées. Mais l'Italie d'où les armées républicaines avaient chassé les rois, les grands-ducs, le Pape, les oligarques, les rendre ou les vendre, c'eût été prévariquer. Les Français se croyaient toujours, et très sincèrement, libérateurs et rénovateurs du vieux

monde. Ils s'en flattaient. Bonaparte n'avait pas oublié les critiques élevées contre Campo-Formio. C'était assez de tolérer le Pape à Rome, les Bourbons à Naples, les Autrichiens à Venise d'où, sans cesse, ils menaceraient la Cisalpine. Leur donner davantage : Milan, les Légations, c'était leur livrer la suprématie de l'Italie, et, avec cette suprématie, la mer, l'Adriatique, la Méditerranée; c'était, en cas d'alliance nouvelle entre l'Autriche et l'Angleterre, livrer d'avance ces mers aux Anglais; c'était renoncer au grand rêve de 1797, à toute revanche de l'échec de 1799, à tout espoir de recouvrer Malte, de reprendre l'Égypte. C'était enfin rétrograder sur le Directoire qui avait, un moment, poussé jusqu'à Naples et dominé la péninsule. Le Comité de salut public de l'an III n'avait jamais songé à la modération qu'aux jours de défaite et, comme ces jours étaient passagers, la modération n'avait pas prévalu. La Convention avait cherché et trouvé le fondement de sa puissance dans la « splendeur de la République » . Le Directoire n'avait pas eu d'autre vue de gouvernement, et il était tombé par le contre-coup des défaites de ses armées. La perte de l'Italie avait failli emporter, avec la perte du Rhin, la perte même de la République. Bonaparte avait repris l'ouvrage; sa mission était de l'achever, et personne, moins que lui, n'était de caractère à reculer, surtout quand il voyait sa popularité, sa gloire, sa suprématie dans la République inséparables de la suprématie de la République sur le continent et dans la Méditerranée.

Il ne songea pas un instant à sacrifier l'Italie. Si Talleyrand le conseilla, très prudemment, comme il l'avait naguère conseillé, très discrètement, au Directoire, Bonaparte ne l'écouta pas davantage. Il ne pensa qu'à réduire les compensations au minimum et à débattre le marché. Le plénipotentiaire qu'il envoya à Lunéville n'était qu'un éclaireur, une sorte de parlementaire à l'avant-garde. Il confia cette mission, toute d'apparat, à son frère Joseph, afin de le mettre en évidence et aussi de le mettre à l'épreuve [1]. Joseph s'informera d'abord si

[1] *Instructions préliminaires*, 20 octobre. — Talleyrand à Joseph, 25 octobre



l'Autriche est disposée à traiter sans l'Angleterre ; si elle s'y refuse, il attendra des ordres ; si elle y consent, il arrêtera des préliminaires conformes à ceux qui ont été signés à Paris, savoir : la Flandre maritime, les provinces belgiques, tous les territoires allemands de la rive gauche du Rhin, Bâle, la Savoie, Nice et, en général, tous les pays réunis législativement à la République ; l'Empereur sera indemnisé en Italie, mais cette indemnité n'ira pas au delà de l'Oglio et du Pô ; Mantoue sera démantelé. C'était Campo-Formio amélioré, rectifié, étendu à la rive gauche du Rhin tout entière. C'était un traité de compensation, et la République n'y exigeait de l'Autriche aucune satisfaction ni pour l'attentat de Rastadt, ni pour l'invasion de la Cisalpine en 1799, ni pour tant de pertes d'hommes qui s'en étaient suivies, en Italie, en Suisse et en Allemagne. Cependant, Bonaparte se trouvait encore loin de compte avec l'Autriche ; elle prétendait plus, pour concéder moins qu'à Campo-Formio.

II

La cour de Vienne traversait une sorte de crise d'ataxie politique : tout y était incohérence, dans l'état-major, dans la chancellerie. L'archiduc Charles était tombé en disgrâce parce qu'il conseillait la paix. On le remplaça par son frère cadet, l'archiduc Jean, un adolescent qui savait à peine se tenir à cheval et n'était que l'archi porte-fanion d'un général, Lauer, réduit lui-même au rôle de commandant à consigne. Dans le même temps, Thugut, trouvant l'Empereur trop pacifique, demanda sa retraite, à la suite d'une vive discussion sur l'armistice avec la France. L'Empereur lui accorda son congé, le 25 septembre, et le remplaça d'abord par Lehrbach, puis par Louis Cobenzl, le négociateur de Campo-Formio. Bientôt

1800. — Ducasse, *Histoire des négociations relatives aux traités de Lunéville et d'Amiens*.

Louis Cobenzl fut désigné pour Lunéville, et comme il fallait quelqu'un aux affaires étrangères, que le comte Colloredo qu'on y avait adjoint à Cobenzl n'était qu'un prête-nom, Thugut y rentra, à titre officieux, et, dans la coulisse, reprit la haute direction politique. Il la garda durant les négociations.

Cobenzl déclara à lord Minto, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, que l'Empereur ne traiterait point sans l'Angleterre; après quoi, il s'occupa du prix que l'Autriche mettrait à sa défection. C'étaient les Légations. Le nonce du Pape vint, sur ces entrefaites, réclamer l'appui de l'Empereur, pour la restitution de ces provinces. Cobenzl protesta de l'intérêt « vif et sincère » que son maître portait au rétablissement du Saint-Siège : c'était, pour ce prince, « un devoir sacré » ; mais il n'eut garde de rien spécifier. « Je l'ai fait en termes généraux, dit-il à l'Empereur, en évitant soigneusement de m'expliquer en ce qui concerne les Légations. » Et l'Empereur approuva, « par résolution aulique », le 9 octobre.

Le terrain ainsi déblayé, Cobenzl se dressa ses propres instructions pour Lunéville[1]. Elles débutent par cette phrase caractéristique :

« Il y a peu d'apparence que, dans le moment actuel, il y ait possibilité de parvenir à une paix qui procure à la monarchie autrichienne une sûreté suffisante pour l'avenir. » Cobenzl demandera à Moreau une prolongation d'armistice de vingt jours au moins; si Moreau refuse, la mission sera terminée ; si Moreau consent, Cobenzl pourra se rendre à Lunéville, mais ce ne sera que pour y attendre l'arrivée du plénipotentiaire anglais, sir Thomas Grenville. Si ce plénipotentiaire est admis, la négociation s'ouvrira de concert avec lui. Le traité ne se fera point avec le premier Consul ; il se fera avec la République française. Le traité de Campo-

[1] VIVENOT, *Thugut*, correspondances de septembre et octobre 1800 — SYBEL, t. VI, p. 340 et suiv. — FOURNIER, *Napoléon Ier*, trad., t. I, p. 233 et suiv. — Instructions de Cobenzl, approuvées par l'Empereur, 14 octobre 1800.



Formio, « nécessité par l'urgence et le besoin de laisser à l'armée le temps de se refaire », est trop désavantageux pour servir de base. La convention, signée à Paris (celle de Saint-Julien) est, « presque dans tous ses points, contraire aux intérêts de Sa Majesté ». L'Empereur ne cédera que les Pays-Bas. Il ne stipulera point pour l'Empire : il dira simplement qu'il « ne s'opposera point aux cessions que la Diète consentira », lors de la paix de l'Empire. Les princes laïques, possessionnés sur la rive gauche, ne recevront aucune indemnité — ce qui met la Prusse hors de cause et la condamne à la politique des mains vides. Les princes ecclésiastiques de la rive gauche pourront être dédommagés, ce qui conservera à l'Autriche sa clientèle et affaiblira d'autant la Prusse et le parti protestant. Ces combinaisons, fort insidieuses, auront pour conséquence de rompre toute entente entre la France et la Prusse et de couper court aux vues de la République sur l'Empire : plus de sécularisations ; par suite, plus d'arbitrage, plus de suprématie française. — En Italie, l'Empereur réclame la restitution des États de Modène. Il ne s'opposera pas au rétablissement de la Cisalpine ; mais cette république sera diminuée de toute la partie de la Terre ferme de Venise qui y avait été jointe en 1797. Ces Terres passeront à l'Autriche, qui s'étendra désormais jusqu'à l'Adda et possédera toute la terre ferme de Venise. Elle demandera, en outre, les trois Légations. A toute extrémité, elle consentira que ces provinces soient rendues au Saint-Siège ; elles ne devront, dans aucun cas, être réunies à la Cisalpine. Elle ne fera aucun sacrifice pour le rétablissement du roi de Sardaigne à Turin. « Si le Piémont était républicanisé, ajoute le prévoyant Cobenzl, il peut en résulter pour l'avenir des chances plus favorables... Ce serait donc, au moment favorable, une perspective d'accroître les possessions de la maison d'Autriche en Italie », c'est-à-dire ouverture à de nouvelles compensations.

L'Autriche dévoile ici son secret ; toute la suite de sa politique jusqu'en 1814 s'en éclaire. Les instructions se terminent par un paragraphe après lequel toute discussion



devient inutile sur les véritables causes de la rupture de la paix en 1805, le rôle de l'Autriche dans les coalitions qui suivirent et le fond de sa diplomatie en 1813. Dans le cas où l'on pourrait obtenir de la France « les meilleures conditions de celles énoncées, et qu'en même temps la paix avec l'Angleterre rencontrerait des difficultés insurmontables », Cobenzl délibérerait avec son collègue d'Angleterre sur la question de savoir « ce qui serait le plus avantageux à la cause commune, d'exposer l'Autriche aux chances de la continuation de la guerre, ou de lui procurer, au moyen d'une paix séparée, le temps nécessaire pour reprendre haleine et continuer d'être un allié utile pour l'Angleterre ». Le temps, et ajoutons : les moyens, car ce traité laisserait l'Autriche presque aussi forte qu'avant la guerre. On voit bien que tout son dessein est d'acquérir le plus possible de compensations afin de se procurer, par là, les ressources qui lui permettront de reprendre plus tard les territoires qu'elle se sera fait payer de la sorte, tout en conservant bien entendu les territoires reçus en paiement.

Tout en négociant, Cobenzl recherchera si, comme l'écrivent les correspondants, l'armée de réserve est quasi nulle ; si « Bonaparte est généralement détesté », si l'on craint réellement « une explosion dans l'armée de Moreau », et si « cette même armée ne serait pas difficile à travailler, en prouvant aux soldats, ce qui n'est que trop vrai, que Bonaparte les sacrifie à son ambition sans bornes ».

Cobenzl arriva, le 23 octobre, à Strasbourg. Il y fut reçu par des salves d'artillerie. Une escorte le conduisit à Lunéville. Il y trouva Clarke qui commandait la place et l'avertit que le premier Consul désirait, avant l'ouverture du congrès, l'entretenir personnellement. « Je n'y vais pas plus volontiers que je ne suis venu ici, à Udine, à Rastadt, écrivait Cobenzl à Thugut. C'est toujours la même grimace que vous m'avez vu faire... » Avant de remonter en voiture il annonça son arrivée à sir Thomas Grenville et l'assura de la fidélité de son maître. C'était encore une grimace et il la faudrait soutenir jusqu'à

ce que « des avantages solides, bien et dûment assurés », engageassent l'Autriche à retourner ses cartes et à jouer Bonaparte, après avoir dupé les Anglais. Ce sera difficile, concluait Cobenzl, « nous nageons entre deux eaux [1] ».

Sur la route, les militaires, les préfets, tout nouvellement installés et battant neuf, le vinrent visiter et saluer au passage. Il arriva à Paris, le 28 octobre, à huit heures du soir. Bonaparte ne lui laissa point le temps de se dégourdir ni de prendre l'air de la ville. Il l'attendait aux Tuileries. A neuf heures, Talleyrand l'y introduisit. La mise en scène avait été subtilement étudiée. A Passariano les rapports étaient plus que courtois, familiers. Cobenzl pouvait se flatter de reprendre la conversation sur le ton où il l'avait interrompue. Bonaparte ne l'entendait point de la sorte. Le salon où il reçut Cobenzl était fort peu éclairé : une seule lampe, sur une petite table, derrière laquelle se tenait le Consul; aucun fauteuil près de lui; tous les sièges avaient été enlevés, sauf des canapés assez éloignés. Cobenzl entra, écarquillant les yeux, craignant de trébucher, fit ses politesses un peu gauchement, et, cherchant à s'asseoir, se vit obligé de reculer jusqu'aux canapés, à distance [2]. Bonaparte le retint jusqu'à quatre heures du matin, tour à tour caressant, violent, insinuant; la même escrime, les mêmes assauts qu'en 1797. Entre temps, il annonça qu'il s'était emparé de la Toscane. Cobenzl prit la nouvelle en mauvaise part, mais il ne put que payer de contenance. Bonaparte insista sur la nécessité de traiter sans l'Angleterre. « Nous ne pourrons en parler, dit Cobenzl, que quand nous serons bien fixés sur les conditions de cette paix. »

Il en parla toute la nuit, et les jours suivants avec Joseph, avec Talleyrand. Talleyrand offrit la ligne de la Chiese et la Légation de Ferrare : les deux autres Légations, Bologne et Ancône, passeraient au duc de Toscane ; la Toscane passerait au duc de Parme; Parme et Modène seraient réunis à la Cisalpine. Le 2 novembre, après un dîner à Malmaison, Bonaparte

[1] Cobenzl à Thugut, 25 octobre 1800.

[2] TALLEYRAND, *Mémoires*, t. I, p. 281. — *Rapports de Cobenzl*, dans SYBEL.

prit à part Cobenzl, essaya des flatteries, et comme Cobenzl se dérobait toujours, le Consul, changeant brusquement de ton : « Vous êtes, s'écria-t-il, perfides et sans foi ; vous n'êtes autre chose que des satellites de l'Angleterre. L'Angleterre veut éterniser la guerre ; si vous continuez à faire cause commune avec elle, je ferai marcher mes armées. » Cobenzl se retira. Bonaparte le retint sur la porte : « Vous auriez pu maintenant avoir la Chiese ; désormais, vous n'aurez même plus l'Adige. J'ai épargné Vienne, il y a quatre ans, parce que je ne pouvais pas en faire une république ; une autre fois, je n'épargnerai rien. Si vous ne voulez pas de paix séparée, vous aurez un congrès général, auquel prendront part la Russie et la Prusse, avec lesquelles j'entre en relations ; vos exigences auront beau jeu alors ! »

Le lendemain, Talleyrand offrit la ligne de l'Oglio avec Ferrare. « Je n'ai rien cédé, mandait Cobenzl, le 4 novembre, malgré les rudes assauts que j'ai eu à soutenir. » Ce n'était point loyauté, c'était tout crûment marchandage : plus Talleyrand offrait, plus Cobenzl espérait obtenir. Il jouait de la vertu, Bonaparte de la menace. La force devait avoir le dernier mot : Bonaparte se résigna à y recourir, malgré sa répugnance à ménager un grand succès à Moreau ; mais un coup d'éclat devenait nécessaire, et Bonaparte ne voulait ni quitter Paris en ce moment, ni risquer sa réputation sur ce terrain d'Allemagne qu'il ne connaissait pas encore. Le 5 novembre, il ordonna de déclarer aux Autrichiens que les hostilités recommenceraient le 22.

Joseph et Cobenzl se rendirent à Lunéville où ils passèrent leur temps à échanger des notes de principe sur l'admission du plénipotentiaire anglais [1]. Mais plus Cobenzl gagnait de temps, plus il perdait de terrain. Joseph le pressait de conclure, l'effrayant du rapprochement qui s'était opéré entre la France et la Russie, « des liaisons déjà formées ou prêtes à

[1] Voir ces notes et la correspondance de Joseph, dans DUCASSE, t. II, p. 67 et suiv. — Pour la partie de Cobenzl : VIVENOT, *Corr. de Thugut* ; — SYBEL, t. VI, liv. VIII, chap. V : Lunéville.



l'être ». — « La Prusse, ajoutait-il, suit l'impulsion de la Russie[1]. »

Les choses, en réalité, n'étaient point aussi avancées. Bonaparte n'avait pas gagné les Prussiens; mais il les savait prêts à se faire acheter, et, comme le Comité de salut public, comme le Directoire, il était décidé à y mettre le prix. Lucchesini était arrivé à Paris le 28 octobre[2]. « Je veux, lui dit Bonaparte, le 9 novembre, lors de sa première audience, la ligne du Rhin, l'exclusion absolue de la maison stathoudérienne en Hollande; je la redoute autant que les Bourbons dans un des faubourgs de Paris, et, si des malheurs imprévoyables pouvaient obliger la France à céder sur ces deux points, je préférerais quitter ma magistrature plutôt que de signer des transactions sur ces deux articles. » Il n'y a, lui déclara Talleyrand, le 10 novembre, qu'un moyen d'éviter « les agrandissements monstrueux de l'Autriche » : que la Prusse garantisse à la France la ligne du Rhin, elle sera indemnisée ; mais qu'elle se hâte de répondre, et péremptoirement ; si non, « elle aurait à se plaindre, mais sans ressources... ». Le premier Consul n'est pas de caractère « à supporter longtemps le tourment de l'indécision », et, son parti pris, il y sacrifierait toutes les convenances, toutes les obligations précédentes. La Prusse éluda, une fois de plus, les insinuations d'alliance; elle s'en tint aux arrangements d'août 1796. « Bien que la plume se refuse à l'aveu fatal qui doit consacrer l'immense perte », écrivait Haugwitz le 19 novembre, ils s'y résignèrent moyennant l'énorme indemnité, la sécularisation en grand et le renversement de la balance de l'Empire au profit de la Prusse, c'est-à-dire la contre-partie des prétentions autrichiennes.

Dans tous ses entretiens avec Lucchesini, Bonaparte protestait de ses bonnes dispositions pour la Bavière. Il discernait en Montgelas un homme à mener par le prestige, par

[1] Rapports de Joseph et de Cobenzl, 5-12 décembre 1800.

[2] Bailleu, *Rapports de Lucchesini*, t. II. — Hüffer, *Lombard*, p. 109 et suiv. — Ranke. *Hardenberg*, t. I, p. 428 et suiv.



l'intérêt, par l'intelligence aussi des nouvelles conditions du gouvernement des peuples. Il laissait espérer à l'Électeur et à son ministre une part dans les dépouilles du clergé allemand. Il pensait déjà à faire de la Bavière une Prusse du Midi, plus docile que l'autre, avant-garde de la France contre l'Autriche. Moreau, par goût, par caractère, par esprit de justice, par politique républicaine, servait ces desseins : les populations bavaroises préféraient le passage des Français, ennemis officiels, à la présence des alliés autrichiens. De toutes parts, d'ailleurs, l'Allemagne princière s'empressait à la paix et se tournait vers Bonaparte, arbitre futur des distributions de terres. La Hesse, le Wurtemberg, Bade, comme la Bavière, avaient leurs émissaires à Paris, protestant de leur hostilité à l'Autriche, mendiant les évêchés, les abbayes et les troupeaux d'Allemands.

Toutes les affaires se tiennent, toutes les négociations s'enchevêtrent : celle du Concordat ne se peut séparer de celle de la paix de l'Italie, qui tient à la paix de l'Empire. Les Légations sont, dans l'une et dans l'autre, l'arrière-pensée commune : l'Empereur afin de les prendre au Pape, le Pape afin de les rendre au Saint-Siège, Bonaparte afin de les réunir à la Cisalpine. Pour les recouvrer, le Saint-Siège consentira des démissions d'évêques français et l'Empereur des confiscations d'évêchés allemands. Le cardinal Spina était à Paris depuis le 5 novembre [1]. Bonaparte l'aboucha avec l'abbé Bernier, dont il avait eu à se louer dans la pacification de la Vendée : ambitieux, faisant le gallican, brouillon, mais docile au maître et souple au manège clérical. Dès l'abord, on vit que sur le chapitre essentiel pour Rome, la religion dominante, on ne s'entendrait point. Stylé par Talleyrand et par d'Hauterive, Bonaparte revint sur sa déclaration à Martiniana, s'expliqua sur le *mot*, et l'on commença de disputer : discussion de juristes et de théologiens, subtile, hérissée comme toutes les discussions de limites, coupée de réticences, semée d'équi-

[1] Boulay de la Meurthe, t. I, préface. Correspondances de novembre et décembre 1800. — Tome III, supplément à cette correspondance.



voques, rompue sans cesse et détournée. Pour consentir aux nouvelles circonscriptions diocésaines, au renouvellement intégral de l'épiscopat, à la nomination des évêques par l'État, Spina exigeait que, préalablement, la religion catholique fût reconnue religion de l'État, qu'elle fût « conservée dans toute la pureté de ses dogmes et l'intégrité de sa discipline ; que toutes les lois, arrêtés et jugements contraires à son exercice ou à la liberté de ses ministres et à leur rentrée dans le sein de la République fussent considérés comme révolutionnaires et entièrement abolis ». C'était parler en maître et remonter, du coup, au delà de Louis XIV ; supprimer du même trait de plume, non seulement les lois révolutionnaires, les lois sur l'émigration et la Constitution civile, mais la Déclaration des droits de l'homme sur la liberté de conscience, et les déclarations du clergé en France, en 1682, sur les privilèges de l'Église gallicane et les droits du roi.

Spina se dérobait, se couvrait, poussait ses approches et menait ses batteries, subtilement et savamment, à la romaine. Il attendait des futurs contingents et des causes fortuites la solution du problème. Il laissait faire la Providence, le hasard, l'intrigue et la guerre. Une victoire des impériaux en Allemagne, une crise de gouvernement à Paris, et tout changeait de face. Bonaparte perça le jeu et atermoya de son côté, convaincu qu'il n'aurait raison de Rome que par le même coup de main qui le rendrait maître de l'Empire, et attendant le jour où il les pourrait assaillir brusquement et réduire à composition. Cette longue procédure se finit selon ses volontés, et le Concordat de 1800 ne diffère que par des détails du projet initial de convention que Bernier transmit à Spina le 22 novembre 1800. Ce ne fut donc point le Concordat qui facilita la paix du continent; ce fut la paix du continent qui, par voie de conséquence, emporta le Concordat, et cette paix continentale se disputait, concurremment, par la plume et par l'épée, à Lunéville et sur le Danube. Comme toujours, l'épée en décida.

Le 3 décembre, Moreau battit les Autrichiens à Hohenlinden

et s'ouvrit la route de Vienne. En même temps, Macdonald et Brune reprenaient l'offensive en Italie : le 26 décembre, les Autrichiens étaient repoussés au delà de l'Adige. La veille, ils avaient signé un armistice en Allemagne. Bonaparte était maître des affaires en Italie et dans l'Empire. Si la Russie voulait figurer à l'arbitrage, elle devait l'en solliciter. Tous les États à compensation n'avaient de recours qu'en lui. Le Pape se trouvait à sa discrétion. Le premier Consul disposait des Légations. Il ne s'agissait plus de lui marchander la paix religieuse ; il s'agissait d'être ou de n'être pas le chef des catholiques en France et en Italie, le souverain de Rome. Mais, si la victoire de Moreau produisit des conséquences si rapides et si étendues, c'est que toutes les avenues étaient ouvertes et que la politique de Bonaparte avait tout disposé pour faciliter la victoire en isolant l'ennemi.

III

Il n'était de l'intérêt de la Russie ni que l'Autriche fût réduite à l'impuissance, ni que la Prusse dominât dans l'Allemagne du Nord, ni que Bonaparte devînt le seul arbitre de l'Empire : autant de motifs pour le tsar Paul d'intervenir dans la paix et de la faciliter. La prise de possession de Malte par les Anglais passait, à ses yeux, pour félonie. Son penchant pour le premier Consul s'augmenta de tout le poids de son aversion pour l'Angleterre. Il venait de mener à fin cette affaire de la neutralité maritime qu'il avait si fort à cœur; les traités furent signés à Pétersbourg, le 16 décembre, avec le Danemark et la Suède, le 18 décembre avec la Prusse [1]. La conclusion en était assurée depuis plusieurs semaines et

[1] Martens, t. VI, p. 286 et suiv. — Lefebvre, t. I, p. 123 et suiv.



lorsque, le 18 décembre, le général Sprengporten arriva à Paris, il put en donner la nouvelle à Bonaparte. Le premier Consul avait déjà manifesté combien il appréciait « le zèle patriotique de l'empereur de Russie pour la cause commune de toutes les puissances continentales »; il ne traiterait avec l'Angleterre que si elle reconnaissait « que la mer appartient à tout le monde ». Il en renouvela les assurances à Sprengporten et loua fort les vues du tsar[1]. Il devança les désirs de Paul et lui demanda de nommer un plénipotentiaire « pour concourir à l'arrangement définitif des affaires, tant en Empire que dans les autres parties du monde ». — « Votre souverain et moi, dit-il à Sprengporten, nous sommes appelés à changer la face du monde. »

L'envoyé russe quitta Paris emportant une lettre de Bonaparte au tsar, datée du 21 décembre[2] : « Vingt-quatre heures après que Votre Majesté aura chargé quelqu'un qui ait toute sa confiance et qui soit dépositaire de ses spéciaux et pleins pouvoirs, le continent et les mers seront tranquilles. Car, lorsque l'Angleterre, l'empereur d'Allemagne et toutes les autres puissances seront convaincus que les volontés comme les bras de nos deux grandes nations tendent au même but, les armes leur échapperont des mains, et la génération actuelle bénira Votre Majesté de l'avoir arrachée aux horreurs de la guerre et aux déchirements des factions. » Bonaparte se flattait alors, comme il en eut l'illusion plus tard, à Tilsit, d'engager à fond la Russie contre l'Angleterre par la gloire de l'arbitrage d'Allemagne, l'extension de la Ligue des neutres, le mirage d'une alliance à l'infini et d'immenses combinaisons en Asie; grâce au concours de la Russie, il atteindrait ce double objet des ambitions françaises : la reconnaissance des limites naturelles par l'Angleterre et la domination de la Méditerranée.

Cependant qu'il amorçait cette grande affaire, Talleyrand

[1] A Talleyrand, 17 décembre; Talleyrand à Joseph, 19 décembre 1800. — *Rapports de Sprengporten*, Tratchewsky.

[2] Cf. note de Talleyrand à Rostopchine, 21 décembre 1800.



écrivait à Joseph[1] : « Le gouvernement de la République n'est pas porté à abuser de ses avantages. » Toutefois, la cour de Vienne nous ayant livrés de nouveau aux chances de la guerre, il est juste qu'elle porte la peine de son obstination. La République ne lui accordera que la ligne du Mincio ; le Bolonais restera dans la Cisalpine ; la Romagne et Ferrare indemniseront le duc de Toscane. A toute extrémité, on abandonnerait une partie du Bolonais, mais non la capitale.

Ceux qui ne voulaient ni la République pacifiée, ni la paix glorieuse, n'avaient plus de temps à perdre pour tenter de rompre les destinées de Bonaparte. Cobenzl, Lucchesini, Spina, Sprengporten, depuis leur arrivée à Paris, n'entendaient parler que de complots : les chouans, les jacobins, les turbulents de l'armée. L'enlèvement du sénateur Clément de Ris avait jeté sur le gouvernement et ses amis discrédit et ridicule. Pichegru, disait-on, entrainerait Moreau, Augereau, Beurnonville. L'armée de Bretagne, pauvre et mécontente, était pleine de factions. La garnison même de Paris, qui ne s'élevait guère qu'à 3,000 hommes, passait pour incertaine, très travaillée en tout cas. « Nous avons ici, écrivait au comte d'Artois Hyde de Neuville, les moyens de désorganiser, à Paris, le nouveau gouvernement, dont toute la force repose dans un seul homme... Nos moyens sont sûrs, notre exécution sera prompte... » Trois chouans de marque, amis et affidés de Georges : Limoëlan, Saint-Réjan, Carbon, disposèrent, le 3 nivôse-24 décembre, une machine infernale sur le passage du Consul qui se rendait à l'Opéra. La machine éclata derrière la voiture, tua des curieux et des passants. Il convint à Bonaparte d'accuser les jacobins, et il le fit en un langage qui rappelle le temps de Robespierre : « Il faut du sang, dit-il au Conseil d'État ; il faut fusiller autant de coupables qu'il y a eu de victimes, quinze ou vingt, en déporter deux cents, et profiter de cette circonstance pour en purger la République... La France et l'Europe se moqueraient d'un gouverne-

[1] 9 décembre 1800.



ment qui laisserait impunément miner un quartier de Paris. »

L'affaire de nivôse équivalait pour lui à une bataille gagnée et il sut en pousser à bout toutes les conséquences. Les factieux à l'intérieur, les ennemis au dehors, allaient sentir la portée de son bras. Ils spéculaient sur sa mort, il leur montra la puissance de sa vie. Le 2 janvier 1801, il adressa un message au Corps législatif :

« La rive gauche du Rhin sera la limite de la République française : elle ne prétend rien sur la rive droite. L'intérêt de l'Europe ne veut pas que l'Empereur passe l'Adige. L'indépendance des Républiques helvétique et batave sera reconnue. Le bonheur de la France sera de rendre le calme à l'Allemagne et à l'Italie; sa gloire, d'affranchir le continent du génie malfaisant de l'Angleterre. Si la bonne foi est encore trompée, nous sommes à Prague, à Vienne et à Venise. »

Le message fut porté par des conseillers d'État. Ils revinrent aux Tuileries rendre compte de leur mission. Bonaparte leur dit alors, achevant de découvrir ses desseins [1] :

« La France ne peut s'allier qu'avec la Russie... Cette puissance a la clef de l'Asie. L'empereur d'une telle nation est vraiment un grand prince. L'empereur d'Allemagne est un enfant, gouverné par ses ministres, qui le sont, à leur tour, par l'Angleterre. Si Paul est singulier, il a, du moins, une volonté à lui... J'ai attaché moins d'importance à l'Allemagne qu'à la conservation de l'Italie. C'est là qu'est le véritable objet de négociation et le vrai gage de la paix. »

C'est que, du côté de l'Allemagne, il était sûr désormais d'obtenir ce qu'il voulait avoir : le Rhin, avec ses deux bastions avancés, la Hollande et la Suisse. L'Italie, c'était la Méditerranée, Malte, l'Égypte, le second chapitre de la conquête, celui de la magnificence et des grands rêves. Le premier contenait la paix, le second en développait les avantages. Des instructions furent envoyées à Joseph le 9 janvier 1801. Le message du 2 devait être regardé comme un *ultimatum*. Un

[1] *Mémoires de Thibaudeau.*

mois avant, Bonaparte concédait le Mincio ; maintenant il refoulait l'Autriche à l'Adige ; voilà ce qu'elle avait gagné à attendre les complots et ce que lui rapportait l'attentat de nivôse. « Il n'y a lieu à aucune discussion ultérieure. » L'armistice ne sera pas prolongé d'un jour : « Que l'Autriche se hâte de devenir raisonnable, car, si les hostilités recommencent, les bornes de sa puissance pourront bien être aux Alpes-Juliennes et à l'Isonzo. » Ce fut, en effet, ce qui advint quand l'Autriche, en 1805, associée de nouveau à l'Angleterre, tenta de prendre sa revanche et de reconquérir la Lombardie. « Si Mantoue n'est pas remise à l'armée française, écrivit le Consul à son frère, le général Brune sera sous peu de jours à Venise, les Autrichiens derrière le Tagliamento. Faites sentir à M. de Cobenzl qu'alors comme alors, tous les jours changent la position. » Et, jouant des Vénitiens, comme il l'avait fait en 1797, comme il fit plus tard des Polonais, il mande à Brune : « Vous devez laisser entrevoir qu'il ne serait pas impossible, si la guerre continue, que Venise renaisse de ses cendres, mais qu'alors ce serait d'accord avec l'empereur de Russie... Tous ces discours ne sont bons à tenir que quand vous serez dans Venise...[1] »

IV

Cobenzl se débattait, reculant tous les jours ; gémissant dans ses lettres à Vienne, chicanant dans ses notes à Joseph. A Joseph, il parlait de guerre à outrance, de gros effectifs, de la rentrée en campagne de l'archiduc Charles : « J'estime qu'il est préférable de tout risquer plutôt que de se soumettre à des conditions qui seraient de nature à ôter à ma monarchie toute possibilité de se relever dans l'avenir. » Et à Colloredo : « Ce

[1] A Joseph ; à Brune, 13 janvier 1801.



que je souffre est inexprimable, et cependant je n'ai pas encore baissé le ton avec les Français qui me disent quelquefois : — Mais que feriez-vous si vous nous aviez battus[1]? »

Ils renoncèrent, toutefois, à se faire payer, à part, la défection à l'Angleterre. Après Hohenlinden, cette défection, devenue nécessaire, perdait toute valeur vénale. Mais ils s'obstinaient à réclamer, à titre de compensation, les trois Légations, la ligne de l'Adda, la Valteline. En Allemagne, ils abandonnaient la rive gauche, mais, comme avait fait la Prusse, à titre d'État particulier et s'en remettaient à la Diète de consentir la cession définitive ; c'était, après un nouveau Campo-Formio, plus avantageux pour l'Autriche, ouvrir un autre Rastadt avec toutes ses procédures, toutes ses factions et tous ses hasards[2].

Lorsque, le 30 décembre, Cobenzl communiqua ses propositions, Joseph refusa d'y entendre. Alors il fallut déchanter et en revenir à cette transaction humiliante : Cobenzl offrit de « signer les préliminaires de Saint-Julien » ! Mais Joseph les déclara déraisonnables, « dans l'état des affaires ». Toutefois Cobenzl ayant offert de signer, c'est qu'il possédait des pouvoirs pour signer sans l'Angleterre. Il en convint. Alors les conférences officielles commencèrent, et l'on ouvrit le protocole le 2 janvier 1801. Le 12, Cobenzl désespérait de rien obtenir au delà de l'Adige : « Que pourrait le négociateur le plus habile avec des gens aussi arrogants, qui triomphent de tous côtés et qui, après avoir eu toute l'Europe contre eux, ont, à présent, des amis au Nord et au Midi? D'ailleurs, ils nous ont vus de près : ils savent combien l'armée et le public désirent la paix[3]. »

Alors il se relâcha, mais pas à pas, ne concédant jamais que les positions perdues sans retour, prétendant toujours récupérer une partie du terrain évacué; tandis que Bonaparte, à

[1] Rapport de Joseph, 26 décembre; Cobenzl à Colloredo, 27 décembre 1800.
[2] Rescrit de l'Empereur, 23 décembre 1800. VIVENOT.
[3] Joseph à Talleyrand, 31 décembre 1800; protocoles et rapports sur les conférences du 2 janvier et jours suivants; Cobenzl à Colloredo, 6 janvier 1801.



mesure qu'il avançait, réclamait encore au delà. Il fallait le prendre au mot, si l'on désirait l'arrêter, et Cobenzl n'osait, ni ne voulait, persuadé que, pour le presser de la sorte, Bonaparte avait des motifs puissants, quelques gênes secrètes, qui permettraient de lui arracher, à la dernière heure, quelques concessions. Joseph, plus ou moins sciemment, se prêtait à ce manège. Y voyait-il le comble de l'art diplomatique et prétendait-il se montrer à la hauteur, raffiner sur la procédure, exceller dans les feintes? Il tenait surtout à se bien poser, devant Cobenzl, parce que Cobenzl représentait l'Europe, qu'il parlerait à l'Europe et que Joseph entendait déjà se montrer à l'Europe en opposition avec son frère, modéré, sage, conciliateur. Aux lamentations de Cobenzl, il répondait par des doléances sur l'ambition insatiable du Consul. Cobenzl alléguait l'Europe, la désintéressée, la pacifique Europe, son droit public, ses traités, ses garanties; il insinuait à Joseph le désir d'en mériter les suffrages; il lui soufflait la vanité « d'en être », d'y prendre rang; il le mettait à part des autres, les Jacobins, les Constituants, les Directeurs, le Consul! L'enveloppant de la sorte, il obtint de lui deux concessions, capitales aux yeux de la cour de Vienne[1].

Le 15 janvier, au reçu d'un courrier de Thugut, découragé, honni par le parti de la paix, alors toute la cour; voyant les provinces « mangées, abîmées », menacées de révolution, il offrit de consentir la ligne du Rhin pour la ligne de l'Adige et la Toscane; mais la cession définitive ne serait faite que par la Diète et il n'y aurait point d'indemnités pour les princes laïques dépossédés: les ecclésiastiques seuls seraient dédommagés au moyen de bénéfices sur la rive droite. Donc point de sécularisations. Ses instructions lui avaient prescrit ce coup fourré contre la Prusse, le coup de Campo-Formio. L'Autriche affaiblissait, discréditait sa rivale; diminuait les princes laïques, conservant, au contraire, sa clientèle de princes ecclé-

[1] Rapport de Cobenzl, 16 janvier 1801. — Lettres de Thugut à Colloredo. — Beer, *Zehn Jahre œsterreischischen Politik*. — Sybel, t. VI, p. 359 et suiv. — Rapports de Joseph, 15 janvier 1801.

siastiques. Joseph, séduit par les facilités inattendues qu'offrait Cobenzl et tout à la gloire de signer la paix, consentit et l'on en dressa protocole. Mais, le consentement donné, il en ressentit de l'embarras, et, dans sa lettre au premier Consul, il ne mentionna que, par incidence, cette concession considérable : « Vous observerez qu'au dernier paragraphe du protocole, il est arrêté que la paix de l'Empire serait conclue à Lunéville. M. de Cobenzl n'a pu s'obliger à traiter pour l'Empire, n'en ayant pas le pouvoir. J'ai insisté pour que cette paix puisse se traiter ici en même temps que celle de l'Autriche : il suffira qu'elle soit signée après cette dernière. »

Ce fut, dès lors, à Cobenzl de hâter les choses et de réclamer la conclusion. « Citoyen ministre, écrit Joseph à Talleyrand, les 20, 21, 22 janvier ont été pour moi des jours particulièrement désagréables. Il est difficile de vous dire à quel point M. de Cobenzl s'est montré pressant, questionneur, ombrageux, impatient... Il a pris toutes les formes pour me faire sortir de la circonspection que le défaut d'instructions m'imposait[1]. »

Il était difficile de faiblir plus mal à propos que ne l'avait fait Joseph et de contrarier plus complètement la politique du premier Consul au moment même où cette politique obtenait un succès qui confirmait tous les autres et, dans l'imagination de Bonaparte, les étendait à l'infini. Le 20 janvier, il reçut une lettre « extrêmement amicale » de Paul Ier : « Je vous propose de convenir entre nous des moyens de finir et faire finir les maux qui désolent, depuis onze ans, l'Europe entière. Je ne parle ni ne veux discuter ni des Droits de l'homme, ni des principes des différents gouvernements, que chaque pays a adoptés. Cherchons à rendre le repos et le calme au monde... Me voici prêt à vous écouter et m'entretenir avec vous[2]. » Un plénipotentiaire russe, M. de Kolytchef, était en route pour Paris : il y arriverait du 23 au 26 janvier. C'était la paix signée en quelques heures, c'était

[1] Joseph à Talleyrand, 25 janvier 1801.
[2] Martens, t. XIII, p. 251. — Tratchewsky.

l'alliance sur le tapis, conclue en quelques semaines. La paix de l'Autriche, certaine désormais, n'apparaissait plus à Bonaparte que comme une opération secondaire dans l'immense bouleversement de l'Europe qui se dessinait devant ses yeux ; à quoi bon se hâter de conclure? Ils étaient à bout, et l'alliance avec Paul les réduirait à merci !

Talleyrand écrivit à Joseph, le 20 janvier, retirant la concession de la Toscane : « Il n'y a de véritable garantie contre l'Autriche que dans la rive droite entière de l'Adige et dans une partie des Apennins, de façon que la guerre puisse être recommencée avec avantage, si l'Empereur ou le roi de Naples se laissaient influencer par les Anglais... Ayez toujours soin de rappeler le traité de Campo-Formio..., d'arguer de ce qui avait été convenu à Rastadt. » C'est à l'Empire de payer les frais de la guerre, qui a été une guerre d'Empire; mais les princes ecclésiastiques seuls supporteront les pertes, fourniront les indemnités; et, ici, une phrase qui découle tout naturellement de tant d'autres pareilles, écrites depuis 1795, mais qui trahit, avec une singulière ironie, la profonde contradiction de la politique d'alors : « La République française ne peut passer sous silence les indemnités des princes héréditaires dépossédés ! » Il faut enfin que l'Empereur stipule pour l'Empire.

Bonaparte se méfie désormais des empressements de Joseph. Il appréhende son zèle à rebours. Il lui écrit, le 21 janvier : « J'attends, dans quatre ou cinq jours, un plénipotentiaire russe. La Russie est dans des dispositions très hostiles contre l'Angleterre. Il vous est facile de sentir l'intérêt que nous avons à ne rien brusquer... Continuer le protocole; discuter les questions à fond, même la rédaction du traité définitif; mais ne rien signer avant dix jours, époque à laquelle nous serons d'accord avec Paul Ier. » Il ajoute : « Nous n'avons aucune confiance dans Thugut, et nous ne pouvons prendre aucun engagement avec l'Empereur, tant que ce ministre sera écouté dans le conseil. » Et, de peur qu'il ne se méprenne, s'il en vient à coucher le protocole en articles, Talleyrand

envoie à Joseph, le 24 janvier, un projet de traité définitif. En même temps l'armistice, très disputé, se concluait en Italie, tout à l'avantage de la République[1]. Talleyrand mande à Joseph, le 27 janvier : « Aussi longtemps que durera l'armistice, vous pourrez signer; mais, au premier coup de canon, toute discussion antérieure, toute insertion au protocole, n'empêcheraient pas que les conditions proposées ne pussent être modifiées encore. C'est à M. de Cobenzl à en peser les conséquences. »

Dans la nuit du 25 au 26, Cobenzl apprit la démission définitive de Thugut. Cobenzl ne pouvait plus que couvrir la retraite. Il ne se débattit plus que sur l'article de la paix de l'Empire. Joseph trainait, attendant l'avis du traité avec la Russie. Mais Kolytchef tardant, Bonaparte ne crut pas devoir différer davantage : l'armistice d'Italie et la disgrâce de Thugut lui assuraient la haute main sur l'Autriche. Talleyrand écrivit à Joseph d'en finir[2], et, le 9 février, à cinq heures du soir, le traité fut signé tel que l'avait désiré le premier Consul. « Le voilà, écrivit Cobenzl[3], ce malheureux traité que je me suis vu dans la nécessité de signer. Il est affreux et pour la forme et pour le fond. »

Après une seconde coalition, qui avait compromis les conquêtes de la République, nécessité une seconde campagne sur le Danube et une seconde campagne d'Italie, Marengo et Hohenlinden, Lunéville accomplissait Campo-Formio et Rastadt, rompus presque aussitôt que signés. L'Empereur, par un ingénieux expédient de chancellerie, prend acte du consentement donné, à Rastadt, par la députation de la Diète, à la cession de la rive gauche du Rhin, le 9 mars et le 4 avril 1798[4]; il tient, de ce fait, le consentement de la Diète pour acquis. Dès lors, stipulant en son nom et au nom de l'Empire, il abandonne à la République, du même coup, la Belgique, le Luxem-

[1] 26 janvier 1801. Ducasse.
[2] 4 février 1801.
[3] A Colloredo, 9 février 1801.
[4] Voir t. V, p. 280, 302.

bourg, le pays de Liège, les États allemands de la rive gauche du Rhin. Il reconnait les *limites naturelles*, avec leurs bastions et leurs annexes : les République batave, helvétique, cisalpine et ligurienne. La France s'attribue ce que, depuis 1792, le Conseil exécutif provisoire, le Comité de salut public, le Directoire n'avaient cessé d'ambitionner : le remaniement et l'arbitrage du Saint-Empire, la suppression des États ecclésiastiques, l'accroissement des États laïques par les sécularisations. En Italie, le Piémont occupé, la Cisalpine et la Ligurie protégées, la Toscane sous les prises, Rome à discrétion, Naples sous la menace, rendaient la France arbitre de la péninsule et lui permettaient de pousser une pointe formidable dans la Méditerranée : « Le roi, maître de la Méditerranée », — « la Méditerranée, lac français », autre rêve des rois et de la République, de Colbert comme de Sieyès, et que ce traité permettrait de réaliser. Jamais, même aux temps les plus glorieux de Louis XIV, la France n'avait conclu une paix aussi magnifique et par l'étendue des conquêtes et par celle de l'influence ouverte sur l'Europe.

Mais le traité de Lunéville, pour être plus somptueux, n'était pas plus définitif que ceux des Pyrénées et de Nimègue. Pour mettre fin à la seconde coalition, il n'en supprimait pas la cause, qui était précisément la volonté d'ôter à la France cette suprématie et de la refouler dans ses anciennes limites, sinon de les entamer. L'Autriche se reconnait momentanément vaincue : elle n'est pas détruite; elle transige, elle ne capitule pas; elle signe un traité d'échange, moins avantageux que Campô-Formio, sans doute, mais qui, après tant de défaites, la ménage encore singulièrement, et compense ses pertes; elle garde Venise et la terre ferme jusqu'à l'Adige, les provinces adriatiques, l'Istrie, la Dalmatie, l'Illyrie, l'évêché de Salzbourg pour l'archiduc expulsé de la Toscane. Elle n'est pas entièrement chassée de l'Italie; elle y conserve ses entrées; elle n'a pas cessé d'y prétendre.

Bonaparte n'a obtenu cette paix qu'en occupant partout des positions offensives; c'est par l'impossibilité d'en déloger les



Français, en 1800, comme on l'avait fait, en 1799, que l'Autriche a transigé. Pour conserver cette paix, Bonaparte doit se maintenir dans ces positions qui lui ont permis de la conclure. S'il s'en retirait, ce serait pour voir, comme le Directoire en 1799, non seulement les « limites naturelles » compromises, mais les « anciennes limites » même menacées. D'où la nécessité de demeurer maître des affaires en Hollande, en Suisse, dans l'Empire, en Italie. La suprématie, qui est une conséquence du traité, en est la condition essentielle de durée. Il n'était d'ailleurs ni dans les goûts de la nation française ni dans le caractère du premier Consul d'en rien abandonner. Bonaparte, au contraire, ne songeait qu'à l'étendre et à en procurer à la France tous les avantages avec toute la gloire.

Enfin, comme en 1797, après Campo-Formio, la paix ne sera qu'un armistice continental tant que l'Angleterre ne l'aura pas ratifiée.

V

L'Angleterre était aussi victorieuse sur les mers, aux Antilles, aux Indes, que la France sur le continent; mais, malgré la suprématie que ses flottes exerçaient ; malgré la conquête des colonies de la France et de la Hollande, la suppression de toute concurrence de ces deux nations; malgré le monopole du commerce, la fructueuse contrebande dans l'Amérique espagnole; malgré les progrès de Wellesley dans l'Inde et l'immense empire qui s'y ouvrait; malgré la prise de Malte ; malgré la prise imminente de l'Égypte, l'Angleterre s'estimait humiliée parce que la France était glorieuse, malheureuse parce que la France n'était pas ruinée, vaincue parce qu'elle n'avait pas chassé la France des Pays-Bas et de l'Italie, et qu'elle ne dominait pas seule la Méditerranée.

Mais l'Autriche transigeait et, en Russie, Paul I[er] inclinait à la paix, à l'entente, à l'alliance peut-être avec la France. La

France n'allait-elle pas, pour en finir, reprendre le dessein de descente qui épouvantait l'Angleterre? Il suffisait de trois jours de vent d'est pour renouveler l'aventure de Guillaume le Conquérant. Bonaparte sans doute pouvait disparaître. Il n'était, au surplus, qu'un homme; un homme peut mourir, et il ne manquait point à Londres de chouans de bonne volonté pour solliciter la destinée et devancer la nature. Mais Bonaparte vivait.

Était-ce le moment de lui offrir, par une suprême victoire, les moyens de consolider son gouvernement? Était-il politique de concentrer sur soi toutes les passions de ce peuple français encore ardent des guerres civiles, encore enflammé de sa Révolution? de faire l'union des Français par la haine commune de l'ennemi héréditaire? La sagesse conseillait de surseoir, de ramasser ses bénéfices, d'exploiter ses conquêtes, de payer ses dettes, de remplir son trésor; de laisser la République, tous les ennemis du dehors étant hors de combat, à l'ennemi intérieur : les factions, l'humeur changeante, l'inquiétude nationale; d'attendre l'inévitable mécontentement de l'Europe, de renouer des alliances, et de profiter de l'infirmité industrielle du continent, de la supériorité des mécaniques anglaises pour se procurer d'immenses débouchés.

Or, l'Angleterre en avait besoin. C'est l'époque, en effet, d'une large et profonde transformation économique et sociale du royaume. La classe gouvernante, la gentry, a modifié depuis un siècle la constitution de la propriété : divisée au dix-septième siècle, la propriété s'est concentrée, au dix-huitième, en domaines de jouissance, en parcs, en chasses énormes. Les grands propriétaires ont évincé les petits et, du même coup, la culture disparaissant, chassé vers les villes les cultivateurs sans emploi. Tout ce peuple qui ne travaille plus la terre se jette dans les fabriques, car, dans le même temps où l'Angleterre cesse d'être agricole, elle devient industrielle et déploie un merveilleux essor. La machine à vapeur décuple la puissance manufacturière et, tirant sa force des mines, décuple la valeur des mines. L'Angleterre souterraine ouvre

un trésor plus fécond que toute la fécondité des prairies et des labours; les forêts enfouies et noires se réveillent plus productives que les forêts de verdure. Les villes s'entourent d'une banlieue d'usines. Une classe de citadins qui tournait à la plèbe romaine devient un élément de prospérité. Les capitaux mobilisés par les banques vont supplanter la propriété foncière.

La paix, croit-on, va ouvrir sur le continent un déversoir colossal à ce débordement de produits et, par suite, tenir en activité croissante cette gigantesque machine à fabriquer et à exporter. La France, en particulier, qui aspire aux jouissances de la vie, au bien-être, au luxe, peut devenir le plus fructueux de ces débouchés. La paix, habilement exploitée, sera la plus avantageuse des spéculations. Le traité de paix serait accompagné d'un traité de commerce, placement à gros intérêts des bénéfices de la guerre.

Les banquiers, les négociants, les fabricants découvrirent tout à coup, dans la paix, une source de profits plus abondants que ceux qu'ils tiraient de la guerre ; alors ils demandèrent la paix. Le petit peuple la réclamait à grands cris, les cris horribles de la misère et de la faim ; disposé, comme tous les malheureux, à prendre tout changement pour un bien, et pour une fête publique toute occasion de se retourner sur sa litière.

Demander la paix, c'était vouloir la retraite de Pitt. Pitt ne faiblissait pas: obstiné, soutenant les émigrés, fomentant la guerre civile, préparant un débarquement à Brest; armant une flotte redoutable pour écraser les neutres dans la Baltique, une autre pour porter en Égypte un corps d'occupation ; « par haine passionnée de la France », par haine raisonnée de Bonaparte, qu'il jugeait plus odieux que la Terreur et estimait plus funeste que toute la Révolution réunie. Mais le roi George, dans ses intervalles lucides, n'éprouvait la supériorité de ce grand ministre que pour s'impatienter du joug. Cet Allemand, hautain et grossier, se fit tout à coup peuple, par jalousie de Pitt. Pitt se vit abandonné; à aucun prix, il





ne voulait signer la paix. La paix, d'ailleurs, serait sa revanche. Maladif, criblé de dettes, il éprouvait aussi le besoin de se retirer, de se refaire, d'attendre.

Le Parlement se réunit le 2 février 1801. Lord Fitz-Gerald déposa une demande d'enquête sur « les causes de l'effondrement des efforts de la politique anglaise ». Pitt prononça un de ses plus puissants discours, moins l'apologie de sa politique passée que le programme de sa politique à venir, le programme du lendemain de la paix, gros des luttes futures : « La question est de savoir si nous devons permettre que la marine de nos ennemis soit pourvue d'hommes et de vivres; si nous devons permettre qu'on apporte des munitions et des provisions dans les ports dont nous faisons le blocus; si nous devons permettre que des nations neutres, en arborant un pavillon sur un sloop ou sur une barque de pêche, puissent transporter les tissus de l'Amérique du Sud dans les ports de l'Espagne ou les matériaux de constructions maritimes à Brest et à Toulon... On parle de la destruction de la puissance maritime de la France; mais croit-on sérieusement que la marine eût souffert comme elle l'a fait si, depuis le commencement de la guerre, on n'avait pas agi d'après le même principe? Dans la ruine du continent, dans le désappointement de nos espérances sur ce point, que serait devenue la sécurité de notre pays sans sa prépondérance maritime? Si, une fois, elle disparaissait, l'esprit public disparaîtrait aussi. »

Pitt donna sa démission. Addington le remplaça, avec Hawkesbury aux Affaires étrangères : ministre inconnu de l'Europe, qu'il ne connaissait pas; ministère de cour et d'opinion qui n'avait d'autre raison d'être que sa docilité aux passions du public et aux caprices du roi. Mais, si bornés que fussent ces ministres et si déférents envers la nouvelle majorité des Communes, ils demeuraient, à l'égard du continent, hautement et simplement anglais. Ils voulaient la paix lucrative. Pour l'obtenir, ils poussèrent hardiment en avant et occupèrent, comme le faisait Bonaparte, des positions offensives, déconcertant les desseins de l'adversaire.

Le plus redoutable de ces desseins — après la descente — c'était la ligue des neutres[1], préface d'une coalition du continent entier, du blocus de l'Angleterre, investie dans son ile, paralysée en son être et menacée de ruine par ce commerce et cette industrie mêmes qui étaient pour elle l'objet fondamental de la guerre aussi bien que de la paix. Il s'agissait de tuer cette ligue en son germe, par un coup de terreur. Pitt avait disposé la flotte; dès que la mer fut libre, Addington l'envoya dans la Baltique. L'Angleterre allait montrer comment elle entendait conclure et exploiter la paix : c'était la domination des mers par ses vaisseaux et le monopole du marché européen pour son industrie. Il lui fallait la sujétion des neutres, l'ouverture de leurs ports, le privilège de la navigation des grands fleuves; elle y arrivait par son élément, la mer, par sa force vive, ses flottes. Cependant, lord Hawkesbury fera savoir au diplomate français Otto, envoyé à Londres pour traiter un échange de prisonniers, que le gouvernement anglais serait disposé, si la France était dans les mêmes intentions, à ouvrir des négociations pacifiques.

VI

Il fallait, en revanche, à la France, privée de marine, que le commerce neutre fût libre, que la mer fût ouverte, que les embouchures des grands fleuves fussent fermées aux Anglais; elle y arrivait par le seul élément dont elle disposât alors, la terre, et par sa force réelle, les armées. Pour conclure la paix, telle qu'il la veut, et l'exploiter dans l'intérêt de la France, Bonaparte tâche de rompre d'avance et de rendre, en tout cas, inefficace toute coalition que l'Angleterre essaierait de renouer.

[1] Voir ci-dessus p. 87. Traités des 16 et 18 décembre 1800. Pétersbourg.

Les ressources de la politique ne sont point infinies. Celles qui s'offraient à Bonaparte, en 1801, étaient les mêmes qu'avaient aperçues, en 1793, les promoteurs de la guerre; qui s'étaient imposées au Directoire, en 1797, après Campo-Formio : une descente en Angleterre, ou la coalition du continent contre les Anglais.

On va voir Bonaparte, en cette seconde tentative de réduire les Anglais à la paix continentale de la France, esquisser et tenter toutes les combinaisons qui devaient remplir les douze premières années du siècle : l'Allemagne étant soumise, c'est l'occupation de Naples, la domination de l'Espagne, la conquête du Portugal et l'alliance russe. L'année 1801 présente un premier Tilsit, né des mêmes nécessités que le second et qui en découvre déjà la chimère et les infirmités.

L'intérêt pour Bonaparte de conclure la paix, la paix splendide, dans les « limites naturelles », et de l'exploiter pour la suprématie et la prospérité de la France, ne se discute pas : c'est l'évidence même. C'était sa raison d'être au pouvoir; c'était la garantie de son gouvernement. La paix partout : dans la société, par le Code civil; dans les âmes, par le Concordat; la réorganisation du travail, de l'industrie, du commerce, du crédit de la France ; voilà le programme du Consulat, et l'avenir du Consul. La France a perdu sa marine et ses colonies : la paix seule lui peut permettre de reconstituer sa marine et de porter aux colonies cette exubérance guerrière et conquérante, désormais inutile en Europe. Mais, en cette conception même de la paix, Bonaparte se trouve, dès l'abord, plus séparé de l'Angleterre, par plus de rivalités, plus de jalousies et plus de conflits irréductibles que par cette guerre qu'il s'agit de suspendre : la guerre pour la possession des Pays-Bas. Au fond, la lutte ne fera que continuer. L'Angleterre a défendu dans les Pays-Bas ses débouchés ; les Pays-Bas perdus, elle entend se procurer, en France même, des débouchés nouveaux, et, par la concurrence de ses produits, écraser le marché, étouffer dans son germe l'industrie française renaissante. La France a voulu les Pays-Bas pour étendre

ses côtes, développer sa marine, s'élancer sur les mers; elle veut la paix pour travailler, refaire sa fortune. La condition de la paix, pour l'Angleterre, sera un traité de commerce; pour la France, un tarif de prohibition ; pour l'Angleterre, l'Inde et l'Afrique interdites à la France, le resserrement de la France dans ses limites nouvelles, en attendant le refoulement dans les anciennes; pour la France, l'effort à sortir de ses limites et à se porter aux colonies. Enfin, la Méditerranée. Voilà ce qui fait, pour des années, la lutte irrémédiable et la paix illusoire.

La grande chimère de Bonaparte est d'avoir cru cette paix possible, et de l'avoir cru jusqu'aux dernières catastrophes. Cette chimère, qui trahit chez ce grand réaliste un côté de spéculation dans l'espace, un fond de mathématicien et d'idéologue sans quoi, d'ailleurs, il n'eût pas été complètement de son siècle et ne l'eût point dominé — c'est l'idée, *a priori*, qu'il y a une limite, une fin logique, un système coordonné et définitif dans les choses humaines; que la raison de l'homme peut concevoir ce système, et la main de l'homme le disposer; c'est le *postulat*, que toutes les questions posées en Europe peuvent être résolues; que tant de luttes qui déchirent cette Europe peuvent se terminer au profit de la France, pour sa plus grande gloire et sa plus grande prospérité. Il s'agit de la rendre arbitre de l'Europe et de lui conserver l'arbitrage. Il s'agit d'acquérir assez de puissance réelle, d'exercer assez de prestige pour organiser ce chaos, redresser, labourer ces terres bouleversées, les distribuer selon un ordre naturel, réunir ou séparer les peuples selon leurs affinités particulières et selon l'intérêt de l'ensemble. Il s'agit d'associer ces peuples à une destinée commune, de les gouverner selon une même direction : le type de l'État sera la République française; l'intérêt commun, l'indépendance commerciale, industrielle, maritime du continent; la direction, la politique française : *pax romana*. Les rois en ont formé le rêve ; les révolutionnaires l'ont agité. Les pièces de l'édifice sont incohérentes, sans doute, et disloquées;

mais il n'est que de les ajuster ensemble, et l'ouvrage se ramène à exécuter en Europe ce qui a été accompli en France par la Constitution de l'an VIII. Finir la guerre est, aux yeux de Bonaparte, une opération du même ordre que finir la Révolution. Il n'y est besoin ni de plus de génie ni peut-être de plus de temps que pour réorganiser l'administration en France, les départements, les routes, les finances, la justice, et achever la rédaction du Code civil. Toutefois, au puissant levier dont il dispose il faut un point d'appui. Il croit l'avoir trouvé, ce sera la Russie.

Il la cherche depuis des semaines et voilà qu'elle vient, qu'elle se donne[1]. Du jour au lendemain, le plénipotentiaire russe sera à Paris. Bonaparte se juge maître des choses, et tout lui paraît consommé. Il se représente l'Angleterre bloquée, le continent coalisé contre elle, l'Europe partagée entre lui et le tsar, et le tsar, dément et magnifique, mené par lui comme un enfant terrible que l'on distrait avec des ombres, amuse aux fantasmagories, occupe avec des jouets et endort avec des contes. Il dévore cette paix qu'il vient de signer avec l'Autriche ; il escompte cette alliance qu'il n'a pas encore conclue avec la Russie. Il voit la République française le premier État du monde; la « grande nation » représentant la Rome antique ; et, dans cette « paix française » de l'Europe, il se voit le créateur, le régulateur de l'immense machine à gouverner le monde, le premier citoyen de l'univers !

Tout s'ébranle, s'éclaire, s'ordonne, se cristallise comme par un éclat électrique, en sa pensée[2]. « La paix avec l'Empereur n'est rien en comparaison d'une alliance qui maîtrisera l'Angleterre et nous conservera l'Égypte. » — « Ils tentent un débarquement en Égypte ! L'intérêt de toutes les puissances de la Méditerranée, comme de celles de la mer Noire, c'est que l'Égypte reste à la France. Le canal de Suez, qui joindrait les mers de l'Inde à la Méditerranée, est déjà tracé; c'est un

[1] Voir ci-dessus, p. 88.
[2] Lettres à Talleyrand, 20 janvier; à Joseph, 21 janvier. — Cf. à Menou, 15 janvier ; à Forfait, 13 janvier; arrêté du 20 janvier 1801.



travail facile et de peu de temps. » Du coup, l'armée d'Égypte ressuscite et reprend la marche interrompue par les remparts de Saint-Jean-d'Acre : « Les armées de la République sous les murs de Prague, de Vienne et de Venise ne prouvent à l'Europe que ce qu'elles lui ont déjà prouvé; l'armée d'Orient assise sur la mer Rouge, la Syrie et l'Afrique, excite toutes les espérances, toutes les curiosités et toutes les sollicitudes. L'Anglais tremble et frémit. Abandonné de l'Europe, en guerre ouverte avec la Russie qui se trouve aujourd'hui notre meilleure amie, il se trouve environné de craintes. » La route des Indes va s'ouvrir; les Russes tourneront l'Angleterre par la Perse; la France les attaquera de front par la mer Rouge, les tournera aussi par la route du Cap; elle occupera Madagascar et s'y retranchera. Dans l'autre hémisphère, il voit la Louisiane, récupérée, rayonner sur le Mexique, les Antilles, la Guyane. Et, dans le temps même où Pitt pose les principes du despotisme maritime de l'Angleterre, il y oppose le droit des neutres. De part et d'autre, c'est le mot d'ordre de la guerre jusqu'en 1813 : « Le temps est venu où les puissances maritimes doivent se prononcer; il ne peut plus y avoir de milieu : ou de fermer leurs ports aux Anglais, ou de s'attirer toute la disgrâce du gouvernement français. »

C'est comme un premier éclair de la fameuse lettre à Alexandre, du 2 février 1808; et voici le premier coup de ce qui sera, en 1808, la révolution, puis la guerre d'Espagne. Il faut que les Espagnols se mettent en campagne, délogent les Anglais du Portugal : « Il faut bien que la République leur ôte le seul allié qui leur reste sur le continent[1]. » Bonaparte exige des Portugais la fermeture de leurs ports aux Anglais, 15 ou 20 millions, la Guyane. Ils refuseront : l'Espagne les y obligera. Si l'Espagne refuse, malheur à elle! Il agira lui-même et énergiquement. Mais, si elle se montre docile, il se montrera généreux : le duché de Toscane à l'infant de Parme, avec le titre de roi d'Étrurie; le royaume de Naples,

[1] A Talleyrand, 7, 27 janvier; 4, 13 février 1801; à Lucien, février 1801.



au besoin. Mais qu'ils arment, qu'ils fournissent des vaisseaux! « Je trouve honteux pour la monarchie espagnole que deux vaisseaux en bloquent sept devant Cadix. Ce ne sont plus ces fiers Castillans qui soumirent le Nouveau Monde. » — « Il faut absolument, à quelque prix que ce soit, que nous devenions maîtres de la Méditerranée. » Cependant, la Russie entraînera la Prusse. La France formera des armées sur les côtes, en Hollande, en Bretagne, en Corse. « Alors l'Angleterre sera sans aucune communication avec le continent. Les trois puissances alliées, la France, l'Espagne et la Hollande, doivent profiter de la circonstance pour frapper quelque coup qui fasse changer l'aspect de la guerre[1]. »

Les Espagnols s'exécutent. Le 29 janvier 1801, ils s'engagent à envahir le Portugal. Bonaparte pousse à fond contre Naples : il entend s'assurer le droit d'occuper ce royaume avec 10,000 hommes « pour mettre un frein aux usurpations maritimes de l'Angleterre ». Les Français seront à Tarente et à Brindes « pour se rendre en Égypte ». C'est Murat qui, à la tête de son armée, va décider l'affaire. Il rompt l'armistice et annonce qu'il va marcher. Ferdinand fut si terrifié du panache et si charmé, à la fois, de la belle humeur du beau-frère du Consul, qu'il exprima le vœu de le voir chargé de la négociation. Il y trouverait, écrivit Murat, non moins inconscient de l'avenir que ce Bourbon, « une preuve certaine de l'intention que vous avez de le maintenir dans le royaume de Naples! »

[1] « L'alliance de la Hollande offre un résultat peut-être le plus intéressant de tous, celui d'exclure les Anglais du continent... L'Angleterre devient fort embarrassée de ses denrées... et les Anglais se trouvent vaincus par l'abondance comme ils ont voulu vaincre les Français par la disette... Nous désirons fort que [l'Espagne] sente comme nous l'importance d'un traité qui, suivi bientôt de l'accession du Portugal, pourrait fermer à notre ennemi commun les portes du continent européen, depuis Gibraltar jusqu'au Texel, chasser les Anglais de la Méditerranée. » — Le Comité de salut public : Instructions de Noël à la Haye, août 1795 ; instructions à Barthélemy, 27 août; 4 septembre 1795, minute de Sieyès et minute revue par Sieyès.



CHAPITRE IV

L'ALLIANCE RUSSE

1801

I

Restait à décider la Russie contre l'Angleterre. Kolytchef s'était fait longtemps attendre. Il arriva enfin le 6 mars, juste à temps pour arrêter une lettre « pleine d'amertume » que Bonaparte, impatient, venait d'écrire à Paul Ier [1]. La négociation ne s'entama que pour se gâter aussitôt. Bonaparte allait éprouver, dès les premiers pourparlers de cette chimérique alliance, clef de voûte de son système, combien il se trouvait loin de compte avec les Russes. Toutes les déceptions que lui ménagea plus tard Alexandre s'annoncent dans ces propos préliminaires avec l'envoyé de Paul Ier. Contre l'Angleterre, cependant, le langage du tsar était presque identique à celui du premier Consul. « Je veux, écrivait-il à Kolytchef, amener cette puissance despotique sur les mers à rendre raison de ses procédés et à satisfaire à mes demandes... » Il offre à Bonaparte « d'entreprendre... quelque chose sur les côtes de l'Angleterre qui, au moment où elle se voit isolée, peut produire un effet à la faire repentir de son despotisme et de son arrogance. » Il conseille aux Prussiens, le 23 février, d'occuper le Hanovre, de fermer l'Elbe et le Weser. Bonaparte faisait sa cour au tsar du renvoi des prisonniers russes; Paul ne demeura point en reste de bons procédés et de galan-

[1] Rapport de Lucchesini, 2 mars 1801. BAILLEU.

[2] 16 février; à Bonaparte, 27 janvier 1801. — RANKE, t. I, liv. III, chap. VII.

terie : il expulse de Mittau le prétendant Louis XVIII[1]. Caraman, l'envoyé de ce prince, est invité, tout d'un coup, à quitter Pétersbourg dans les trois heures. Le prétendant proteste, et le tsar s'emporte : « Suis-je ou non maître chez moi? » Il fait répondre : « L'Empereur est fâché de rappeler au roi que l'hospitalité est une vertu et non un devoir. » Il le montre, non sans malice pour qui connaît les étrangetés du ménage disloqué du comte de Provence : le 14 janvier 1801, Fersen, commandant militaire de Mittau, notifie à ce prince que l'Empereur lui conseille « d'aller rejoindre son épouse à Kiel ». Le 22, la petite cour émigrée se mit en route, par la neige, pour s'échouer sur les terres du roi de Prusse, errant le long des frontières jusqu'à ce que Frédéric-Guillaume se fût assuré de l'agrément du premier Consul. Ils purent enfin, le 22 février, prendre gîte à Varsovie.

Telle était l'exacte mesure de la « chevalerie » de Paul I[er] et de son respect pour les droits des princes légitimes. Ce n'est donc point, de sa part, affaire de « principe » quand il s'attache à la cause du roi de Sardaigne et à celle du roi des Deux-Siciles : c'est affaire de prestige et calcul politique; il voit sa gloire personnelle et il voit l'intérêt de sa couronne à faire flotter de haut le pavillon russe dans la Méditerranée et à se créer, sur les rivages de cette mer et dans ses îles, des clients parmi les rois d'anciennes dynasties.

Les instructions de Kolytchef portaient la garantie de Malte après la restitution au grand maître, et ce grand maître serait le tsar; la restitution de l'Égypte à la Porte; la reconnaissance de la limite du Rhin, afin « d'humilier l'Autriche ». Kolytchef « devait porter Bonaparte à faire une descente sur les côtes d'Angleterre, lui inspirer l'idée de prendre le titre royal et d'établir la succession au trône dans sa famille; enfin Bonaparte était invité à fermer les clubs révolutionnaires à Paris et particulièrement le club polonais[2] ».

[1] Ernest DAUDET, *les Bourbons et la Russie,* chap. XIII et XV. — GUILHERMY, *Papiers d'un émigré.*

[2] 20 décembre 1800, 12 janvier 1801. — MARTENS, t. XIII, p. 251-253.



Kolytchef, chargé de conclure la paix et d'amorcer l'alliance, se résignait à la paix et demeurait, au fond, hostile à l'alliance. Il apportait à Paris les dispositions qu'avec plus ou moins de morgue, d'impertinence et d'esprit mondain, y apportèrent tous les envoyés russes qui s'y succédèrent jusqu'en 1812. Il arrivait chez les infidèles et les barbares, le khan de Tatarie ou le sultan des Turcs! Homme du monde jeté en la mauvaise compagnie, parmi les soudards, les parvenus, les défroqués, les sans-culottes. Prévenu par d'Antraignes, avec qui il était en relations, il ne fréquenta le « monde officiel » que par obligation de carrière, ne se trouvant à l'aise que dans la « société », c'est-à-dire chez les opposants, où il rencontrait ses collègues les diplomates, les gens d'affaires, les nouveaux riches, la troupe bavarde des femmes d'intrigue et le cortège brouillon de leurs amants [1]. Nullement ébloui par le Consul qu'il juge à la guerre un aventurier surfait, dans la politique un Méridional à divagations, il tient la République pour une anarchie monstrueuse, le Consulat pour un pouvoir éphémère. Les honneurs royaux qu'on lui rend, les galas dont on l'accable ne l'impressionnent point. Il négocie du dehors, de haut, sans confiance, persuadé que la Russie n'ayant rien à craindre de la France, vu « sa force gigantesque », ne peut que perdre à se commettre avec ces révolutionnaires.

A peine débarqué, sa correspondance prend le ton de celles de Spina, de Lucchesini, de Louis Cobenzl, venu de Lunéville pour suivre l'exécution du traité [2]. Le gouvernement, écrit-il, n'a qu'une solidité de surface. « Il reste douteux s'il résistera aux scélérats et à plusieurs généraux auxquels le premier Consul inspire de la jalousie. Tout ne

[1] Voyez, dans Pingaud, les lettres de l'*amie de Paris*.

[2] Lettres de Kolytchef dans Tratchewsky, à partir du 9 mars 1801. Rapprocher les lettres de Cobenzl et de Spina dans Boulay de la Meurthe, de Lucchesini dans Bailleu, puis les comparer avec celles des *amis* de d'Antraigues, dans Pingaud, des agents royalistes dans Remacle et de l'agent anglais Jakson dans Martel, conspiration de Georges. L'identité des sources est évidente. — MARTENS, t. XIII, p. 253 et suiv.



repose que sur un seul individu. Comment garantir sa vie? » Et quelle garantie de ses engagements? « Il y a ici une ambition demesurée depuis l'abaissement de l'Autriche et depuis notre rupture avec l'Angleterre, à quoi il faut ajouter l'envie de continuer la guerre, n'importe où afin d'occuper une partie des troupes et de contenir les officiers et les généraux, dont le dernier désire de remplacer un jour le premier Consul et cherchera à intriguer dès qu'il sera désœuvré. » Sprengporten a trop flatté Bonaparte. Bonaparte s'imagine que la Russie a besoin de lui, et il cherche à exploiter la Russie. « Malgré les honneurs et les assurances qu'on me prodigue, il me semble qu'il n'y a aucune sincérité dans le rapprochement de la France avec la Russie... Le gouvernement trahit clairement son désir d'entraîner la Russie dans une guerre immense, non seulement avec l'Angleterre, mais encore avec la Porte. » — « Ils visent à dominer partout en nous flattant, et ils ne veulent de nous qu'un instrument... Leur intention est de subjuguer l'Europe. » — « Je doute fort que nous ayons quelque chose de bon à attendre de la France; elle cherche à nous brouiller avec tout le monde. » Il conclut à ne rien céder, et il écrit à son ami Rostopchine : « Je doute, en général, du succès de ma mission... Je vois tout en noir... Je ne m'accoutumerai jamais aux gens qui gouvernent ici... Je ne m'y fierai jamais; je demande qu'on me rappelle, que l'on me tire d'ici ! »

Les conférences avec Talleyrand commencèrent le 12 mars. Elles portèrent sur deux objets : la conclusion de la paix particulière entre la France et la Russie, et l'entente à établir entre elles au sujet de la paix générale. L'affaire de la paix particulière marcha vite. On la reprit où le Directoire l'avait rompue[1]. L'article qui assimilait les réfugiés polonais aux émigrés français ne gênait point Bonaparte, et le mot « sujets respectifs » n'était pas pour l'offusquer, non plus que la renonciation à toute propagande. La question de la paix

[1] Voir tome V, p. 216.



générale découvrit toutes les oppositions; il fallut bien reconnaître que dès qu'on se toucherait on cesserait de s'entendre, et que l'on se rencontrerait, nécessairement, dans la Méditerranée, Bonaparte ne recherchant les Russes que pour chasser les Anglais de cette mer, et Paul ne recherchant Bonaparte que pour y substituer la Russie à l'Angleterre.

Bonaparte exigeait l'occupation de Tarente par un corps français jusqu'à ce que l'Égypte fût délivrée des Anglais. Kolytchef déclara cette clause « inadmissible », contraire « à l'indépendance, à l'intégrité, aux droits du royaume de Naples », et au rétablissement de la paix avec la Porte. Il offre, pour rétablir cette paix d'Orient, la médiation du tsar; mais il pose en principe de la médiation l'évacuation prompte de l'Égypte par les Français. Bonaparte, au contraire, attend que le tsar intervienne « pour les établissements français en Égypte », et qu'il aide la France à s'y établir définitivement. Paul veut être grand maître de l'ordre de Malte et garder l'île; Bonaparte concède la grande maîtrise; mais, les Anglais expulsés de l'île, il aime mieux, et il le dit, y voir l'ordre rétabli que la Russie installée. Kolytchef réclame la garantie des Deux-Siciles, de la Bavière, du Wurtemberg, du Piémont. Bonaparte pose, comme préliminaire à toute entente au sujet du Piémont, que le roi fermera la Sardaigne aux Anglais.

Ainsi, l'objet principal lui échappe : la ligue contre l'Angleterre, l'occupation définitive de l'Égypte. Renonçant à gagner Kolytchef, il l'ajourne et opère de façon à le mettre en présence de faits accomplis. Au lieu d'aider la France à imposer *sa* paix, la Russie devra la subir et la reconnaître. Ce qu'il projetait de faire avec elle, il le fait sans elle, au besoin contre elle et contre ses clients. Les Napolitains, terrifiés, en ont appelé au ministre de Russie qui court au-devant de Murat[1]. Mais il n'obtient rien et se retire fort mécontent. La paix est signée, à Florence, le 28 mars, sans son intervention, par Gallo et Alquier[2]. Naples cède sur tous les points, aban-

[1] Voir ci-dessus, p. 107.
[2] De Clercq, t. I, p. 432.



donne à la France ses droits sur l'île d'Elbe et la principauté de Piombino, promet de fermer ses ports aux Anglais, autorise le passage et l'occupation pendant une année de la province d'Otrante par un corps de 10,000 Français destiné à l'Égypte, l'occupation sans terme de Pescaire par 3,000 hommes; assure le concours de trois frégates de 40 canons jusqu'à la paix générale. Les troupes d'occupation, confiées à Soult, se mettent immédiatement en marche, avant toute ratification, condition secrète et garantie du traité.

Dans le même temps, Bonaparte termine avec les Espagnols. Le 21 mars, un traité, patent cette fois et définitif, est signé à Aranjuez : l'infant de Parme passe en Toscane, avec le titre de roi d'Etrurie, et il obtient en outre Piombino en échange de l'île d'Elbe. L'Espagne cède la Louisiane à la France ; elle promet d'armer contre le Portugal et d'occuper ce royaume jusqu'à la paix générale. Parme et Plaisance sont réunis à la République française [1].

Voilà le réel de l'entente avec la Russie, au mois de mars 1801. Y eut-il autre chose, une fusée dans le rêve, un premier éclat du grand feu d'artifice de 1808? Faut-il, à côté des conférences entre Talleyrand et Kolytchef et de la mésintelligence officielle, supposer une correspondance secrétissimme entre Bonaparte et Paul I[er] [2]? Bonaparte porta-t-il à cette immense spéculation cet art merveilleux de combiner les données fictives et les réalités de détail qu'il appliquait

[1] De Clercq, t. I, p. 431. — Voir Fournier, chap. vi; Sybel, t. VI, p. 400; Lefebvre, t. I, p. 121.

[2] Il n'a été trouvé, jusqu'à présent, aucune trace d'une correspondance de cette nature. Ce qui a pu donner lieu à cette légende, c'est un passage de l'exposé des motifs de la loi portant approbation du traité du 8 octobre 1801 entre la France et la Russie. Il y est dit : « Il — le premier Consul — se décida à établir entre Sa Majesté et lui une correspondance directe qui, en donnant lieu de part et d'autres aux communications les plus franches et les plus étendues, eût aplani bientôt toutes les difficultés et *conduit aux plus grands résultats...* » *Moniteur*. Documents publiés par Tratchewsky. Lettres de Rostopchine : *Archives Woronzof*, t. VIII. — Sur les plans attribués à Paul I[er] : Tatistchef, *Revue d'histoire diplomatique*, 1889; Buchholz, *Die Napoleonische Weltpolitik*. Preussische Jahrbücher, 1896. — Fournier, Lefebvre, Bernhardi. — Rambaud, *Histoire de Russie*; Marcel Dubois et Terrier, *les Colonies françaises*; notes du baron de Stedingk. Comparez avec les plans de Guttin, en 1799, ci-dessus, p. 29.

naguère, en Égypte, à son plan de marche sur les Indes[1] ? S'en ouvrit-il à quelque confident? En fit-il répandre le bruit, en laissa-t-il percer quelques révélations? C'est, à coup sûr, en ce mois de mars, le mystère à l'ordre du jour dans les chancelleries et les officines de nouvelles. Les imaginations des faiseurs de plans, des machinistes politiques, des reconstructeurs d'Europe et d'Asie sont en branle. On raconte — et l'on précise — que 35,000 Français, commandés par Masséna, se porteront à Ulm, descendront le Danube en bateau, passeront la mer Noire et pousseront à Astrakan, où ils trouveront 35,000 Russes: 16,000 fantassins, 10,000 cavaliers, 10,000 cosaques. De là les deux corps réunis marcheront, en cinquante jours, sur l'Indus, par Hérat, et Candahar. Les étapes étaient réglées, les proclamations aux peuples rédigées; il y aurait des aérostiers et des savants comme en Égypte. Cette expédition, renouvelée d'Alexandre le Grand, sous les auspices du feu tsar Pierre, se mettrait en route au printemps.

Le fait est que Paul Ier avait ordonné des mesures. Il écrivait au général Orlof, le 12 janvier 1801[2] : « Les Anglais se préparent à attaquer, avec leur flotte et leurs armées, moi et mes alliés, les Suédois et les Danois. Je suis prêt à les recevoir, mais il faut les attaquer eux-mêmes et là où le coup peut leur être le plus terrible et où ils l'attendent le moins. D'Orenbourg à l'Inde, il y a trois mois... Je vous confie cette expédition à vous et à votre armée... Vous marcherez avec l'artillerie tout droit à travers la Boukharie et Khiva sur l'Indus et les établissements anglais qui y sont situés. » Il s'agissait de substituer l'hégémonie russe à l'hégémonie anglaise sur les princes hindous. Orlof n'emmènerait que ses cosaques.

A côté de ces combinaisons, aux ricochets immenses, on en signalait de plus prochaines et, naturellement, celle d'un partage de l'empire turc. Cobenzl en écrivit à Vienne. « Tout ce que vous annoncez peut devenir d'une importance

[1] Voir tome V, p. 444.

[2] Documents publiés par Marcel Dubois, d'après la Société d'histoire de Russie.

majeure, répondit l'empereur François. Mais que faut-il en croire? A première vue, il ne saurait convenir à la Russie d'établir un point de contact avec cette redoutable France dont elle doit se trouver heureuse d'être si éloignée... Paul Ier n'est pas du tout aussi disposé à attaquer les Turcs que le dit le premier Consul; il s'intéresse plutôt à eux et n'admet pas même le sacrifice de l'Égypte. » Bonaparte sème ces bruits pour effrayer les Turcs, les amener à céder l'Égypte, brouiller toutes les puissances de l'Europe, assurer sa prépondérance, « lever tous les obstacles qui pouvaient empêcher la République de réaliser ses projets de domination universelle qu'elle n'a peut-être pas encore abandonnés ». — « Bonaparte, mande Cobenzl le 24 mars, veut à tout prix conserver l'amitié de Paul Ier... il est disposé à tout y sacrifier [1]... »

Les Prussiens jugèrent le temps venu de se nantir. Dans les derniers jours de mars, ils occupèrent le Hanovre. Cet acte porta au comble les inquiétudes des Anglais. Le Cabinet mit en mouvement tous ses agents. Sur ces entrefaites, un des « affidés » de Talleyrand, Laborie, répandu dans les salons qu'il traversait affairé, l'oreille tendue, laconique, insaisissable, disparut de Paris. On l'accusa d'avoir soustrait chez Talleyrand un traité entre Bonaparte et Paul et de l'avoir vendu aux Anglais. A la suite de quoi, par contre-coup, M. Bertin aîné, directeur des *Débats*, fut enfermé au Temple [2].

Le nouveau ministère anglais était résigné à la paix; il en fit une ouverture à la France, par une note adressée à Otto, le 21 mars; mais en même temps les mesures préparées par Pitt s'exécutaient au Midi et au Nord, dans la Méditerranée et dans la Baltique, marquant que l'Angleterre, si elle était disposée à suspendre la lutte, ne désarmerait ni n'abdiquerait sur les mers. L'armée destinée à l'Égypte y arriva le 8 mars. Le 20, elle battit les Français; l'Égypte semblait définitive-

[1] Voir FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*. — BEER, *Orientalische Politik Œsterreichs*.
[2] MASSON, *Affaires étrangères*. — NORVINS, t. II, p. 267. — BOULAY DE LA MEURTHE, t. II, p. 350, note.



ment perdue et la capitulation n'était plus qu'une question de semaines. Le 30 mars, dès que les glaces furent rompues, Nelson passa le Sund. Le 2 avril, il détruisit la flotte danoise, et se mit en posture de faire subir le même sort à la flotte russe : coups redoutables, tels que Nelson en porta toujours, d'Aboukir à Naples et à Trafalgar. C'était de quoi faire réfléchir les neutres et leur montrer que la coalition contre l'Angleterre, bruyamment annoncée par Bonaparte, n'était point encore une réalité, et que l'alliance de Paris avec Pétersbourg, si réellement elle était consommée, n'était point en condition de forcer l'Angleterre à capituler.

Mais ni l'alliance n'était mûre ni la paix même n'était conclue. Les stipulations écrites que l'on disposait alors portaient, a dit plus tard Talleyrand [1], « que toute l'influence de la Russie serait employée à rétablir la liberté des mers, à déprimer le colosse de la puissance anglaise ». Elles demeuraient à l'état de projets lorsque, le 28 mars, Bonaparte reçut Kolytchef à dîner et l'entretint longuement de la négociation. Il témoigna de sa « vénération pour le tsar » ; il se déclara prêt à garantir le royaume des Deux-Siciles, à indemniser la Bavière et le Wurtemberg de leurs pertes sur la rive gauche, à reconnaître la grande maîtrise à Paul, à rendre Malte à l'ordre, à accepter la médiation russe pour la paix avec le roi de Sardaigne ; mais, ajoutait-il : « Quant à l'Égypte, cet objet est un article absolument séparé. Je ne la céderai pas volontairement. Cette colonie est le prix du sang le plus pur des Français. C'est la seule possession au moyen de laquelle la France puisse parvenir à balancer un jour l'énorme pouvoir maritime des Anglais aux Indes. J'ai peu de chose à refuser à votre Empereur ; mais qu'il daigne lui-même peser ces grands intérêts, et je crois qu'il verra que les siens s'y lient avec les nôtres. Les Turcs, dans l'épuisement où ils sont, que peuvent ils nous opposer ? Nous en ferons ce que nous voudrons... Par les démonstrations que je ferai faire contre les

[1] A. Laforest, 4 décembre 1804.



côtes d'Irlande, j'ai des moyens de cacher mes forces réelles de la Belgique, lesquelles jointes aux Hollandais... tomberont comme une bombe au milieu des Anglais... Que votre prince se consulte sur tout cela... Si je pouvais avoir le moyen de m'entretenir avec lui, nous aurions bientôt fait de régler de concert nos mesures... »

Mais Kolytchef, en transcrivant ces paroles, les accompagnait des commentaires les plus décourageants. « L'état actuel de la France, mandait-il à son ami Rostopchine, grand adversaire de l'alliance française, n'est pas satisfaisant sous bien des rapports... Le gouvernement se trouve très embarrassé de la rentrée des troupes... L'Italie supportera encore longtemps ce fardeau... Tout repose sur la tête de Bonaparte ; la grande majorité est pour lui, mais il a des ennemis, surtout parmi les généraux, naguère ses compagnons, aujourd'hui forcés d'obéir à ses ordres... L'armée doit être occupée... Le gouvernement, ne pouvant tendre vers une paix générale et prompte, parce qu'il ne se trouve pas encore assez fort pour faire rentrer ses armées..., doit nécessairement traîner les affaires d'Italie... » Et Rostopchine d'en conclure : « Ce grand aventurier, une fois mort, qui peut prévoir les suites qui en résulteront? Et qui peut garantir, dans ce moment, l'existence d'un être doué d'une mauvaise santé, accablé par le travail, rongé par l'ambition et entouré d'assassins ? »

Ainsi raisonnaient ces Russes, adversaires de l'alliance française. Et ceux qui la craignaient, à Vienne comme à Londres, se réconfortaient des mêmes raisonnements. L'Empereur Joseph écrivait à Cobenzl : « Une réflexion qu'on ne saurait s'empêcher de faire et qui n'est certainement pas sans intérêt est que tous ces plans ne seraient jamais fondés que sur les têtes de Paul Ier et de Bonaparte qui, sur tout point de rapports, peuvent être exposés à tant de hasards. » Lorsque le dévot Empereur se livrait à ces spéculations macabres, aveu peut-être d'un secret espoir en un retour des faveurs de la Providence, le hasard, tant de fois sollicité à Londres et à Paris, avait fait ailleurs son ouvrage; le « coup essentiel », dont



Georges entretenait naguère Grenville, avait été frappé à Pétersbourg et le tsar Paul était assassiné depuis huit jours.

II

Paul périt, comme Robespierre, par où il gouvernait, la terreur[1] : l'impatience d'une tyrannie minutieuse, qui s'étendait jusque sur le costume, poursuivait les hommes jusqu'à leur foyer; l'horreur d'un régime qui ne laissait de repos ni de jour ni de nuit; où ni la vie, ni les biens ne trouvaient plus de sécurité; où la justice sévissait, tombant comme par caprice; où le knout, l'exil, la prison, l'échafaud, la confiscation succédaient brusquement aux présents et aux grâces; où la faveur même devenait le pire des périls, car elle plaçait les favoris sous l'œil égaré du maître qui frappait plus fort, frappant de plus près. Nul n'échappait à sa férule : il mettait l'impératrice aux arrêts; il faisait fouetter les dames de la cour. L'anxiété devenait insupportable. Ajoutez, chez les meilleurs, les plus éclairés, la conviction que ce régime fantasque détraquait l'État russe, ôtant toute dignité au service, transformant, disait un grand seigneur, « les sujets de la Russie en esclaves nègres »; sapant les fondements de l'empire, menant tout droit à quelque sédition anarchique comme celle de Pougatchef; « ce règne atroce chassait presque toute la noblesse du service militaire », « les régiments abîmés et avilis par le plus infâme corps d'officiers qu'on ait connu au monde ».

[1] Mémoires de Langeron, d'après les récits directement recueillis de Pahlen et de Bennigsen; récits recueillis par le prince Adam Czartoryski; récits recueillis par Th. Schiemann, *Die Ermordung Pauls*. Berlin, 1902; papiers de Panine, souvenirs de la princesse de Lieven, extraits des récits de Bennigsen et de Platon Zoubof; notice du prince Lobanof; lettres de l'impératrice Élisabeth. Bernhardi, d'après les souvenirs de Bennigsen; Guilhermy, d'après le récit de Biren; lettres de Rostopchine et de Simon Woronzof; souvenirs du comte de Bray; Journal de Malmesbury; Mémoires de Barante, de Norvins, de Moriolles; Rambaud, *Histoire de Russie*. Voir t. V, p. 134, 352.



Les actes les plus sensés de Paul, ses échappées de raison d'État et d'humanité, lui suscitaient plus d'ennemis encore, et plus irréconciliables que ses dérèglements et ses extravagances. Ainsi, au début de son règne, l'oukase rétablissant l'hérédité de mâle en mâle, en ligne directe par primogéniture, et supprimant avec les successions féminines par révolution de caserne ou d'alcôve les régences de favoris et le régime des amants entretenus ; ainsi, tout récemment, cet autre oukase qui, pour adoucir la condition des serfs, réglait le servage et limitait les corvées à trois jours par semaine. Ces mesures qui gênaient, en leurs abus, les grands propriétaires, les bénéficiaires récents d'*âmes* polonaises, lui gagnaient la petite noblesse qui vivait près du paysan, et, comme lui liée à la terre, n'avait nul profit à tirer des intrigues de la cour. Il était aimé du moujik comme il l'était du soldat, parce qu'il s'occupait d'eux et sévissait, sans distinction, contre les grands. Il était exécré autant que craint à Pétersbourg.

Or, les nobles, qui souffraient le plus du règne de Paul, étaient tous anglomanes de goût, de mode, d'instincts; antifrançais par aversion des principes révolutionnaires, contrariété d'intérêts aussi et jalousie, détestant la France de Bonaparte comme ils avaient détesté la Prusse de Frédéric. Rien ne paraissait plus admirable à ces boyards, à peine décrassés, qu'un lord d'Angleterre, arbitre des élégances, modèle de la haute vie, expression suprême du bon ton, du luxe supérieur, de l'orgueil seigneurial. A côté d'eux, les ci-devant nobles français, besogneux, mendiants, réduits aux petits métiers des parasites, petits hommes « de caoutchouc », sautillants, toujours sur les pointes ainsi que des maîtres à danser, ou sur les ergots ainsi que des maîtres d'armes, faisaient piteuse figure de gentilshommes, et, mieux que tous les philosophes du monde, donnaient la raison vivante de la chute de leur monarchie. Quant aux républicains, aux parvenus, ils passaient pour mauvaise compagnie, et de ces gens de néant où précisément le tsar prenait ses favoris, dont il peuplait sa cour

et ses états-majors, au détriment et au mépris de la noblesse.

Ceux de ces nobles qui s'étaient quelque peu frottés de lettres avec Montesquieu ou Voltaire enviaient aux lords anglais leurs privilèges politiques, leur grand rôle dans l'État. Ils admiraient, dans les Communes, le riche et puissant négoce anglais qui achetait cher, payait bien, tenait, dans les caisses de la Cité, le véritable trésor de la noblesse russe, le prix des matières premières produites par les terres russes, blé, bois, chanvre, et envoyait, en échange, les objets d'élégance, les beaux et chauds tissus de laine, le thé, le sucre, toute l'aisance, tout le confort de la vie. La fameuse Ligue des neutres renouée contre l'Angleterre, avec le Danemark et la Suède; l'entente qui s'établissait avec la France, l'alliance dont on parlait partout et qui semblait près de se conclure; la fermeture des ports aux Anglais, qui en serait la condition première, emportaient la gêne générale et les privations. Ajoutez les bruits qui circulaient d'expéditions lointaines aventureuses, insensées; de marches sur l'Indus et le Gange, où s'engouffreraient les beaux régiments payés si cher, entretenus à tant de frais pour combattre les Turcs, les Polonais, les Jacobins, guerres orthodoxes, fécondes en honneurs et en profits. Ces conséquences menaçantes de l'alliance française la rendirent odieuse sous Paul quand il s'agissait de la négocier, insupportable sous Alexandre quand elle fut conclue. Il y avait à Pétersbourg un parti des « amis de l'Angleterre », tout aussi intéressés et tout aussi redoutables que ceux de Paris, avec cette seule différence qu'en Russie cette faction se composait de grands propriétaires et d'aristocrates.

Depuis l'avènement, le complot couvait. Un agent écrit en 1800 : « Le mécontentement est à son comble en Russie... La nouvelle cour de Paul Ier est maintenant composée d'intrigants étrangers vendus à la faction anglaise; le souverain a la manie de son père de vouloir introduire dans ses États les mœurs et usages allemands — ce qui est un crime capital — aussi le *sort de son père l'attend.* » Un autre, de Bray : « Le grand-duc Alexandre, aimé de tout le monde, n'aurait qu'un

mot à dire, un signe à faire, et son père serait perdu[1]. » Et Rostopchine, un de ses fidèles, encore que disgracié : « L'Empereur ne parle à personne, ni de lui, ni de ses affaires; il ne souffre pas qu'on lui en parle; il ordonne et fait exécuter sans réplique. Il ne peut dissimuler qu'il est bien loin d'être aimé, il est craint dans son ménage, il est trompé dans les affections de son cœur et, ou je me trompe fort, ou *il se craint lui-même* et ne veut pas juger sa conduite lui-même[1]. »

Le vœu, l'espoir de la déchéance naquirent partout, spontanément. On n'apercevait point d'autre remède. Le complot se noua dans l'entourage même de l'Empereur, parmi ses ministres, ses confidents, ceux qui, en apparence, profitaient du régime, et, en réalité, redoutaient le plus les revirements du maître. Ainsi, en 1794, les pires terroristes conspiraient la chute du pontife de la Terreur, afin de sauver leurs têtes; ainsi, en 1814, les maréchaux de l'Empire, contre Napoléon, pour sauver leurs dotations, leurs titres, les bénéfices d'une vie jouée sur tant de champs de bataille et dont ils prétendaient jouir désormais en tranquillité.

Il paraît bien que les premiers fils s'accrochèrent, à la fin de 1799, à l'ambassade anglaise. Lord Whitworth menait naturellement l'intrigue des « amis de l'Angleterre » ; il recevait la haute société russe; il se trouvait affilié aux pires ennemis de Paul, par sa maîtresse Olga Sherebrof, sœur des Zoubof. Il se trouva pour machiner, dans les dessous, un homme de main à tout faire, l'amiral Ribas, ci-devant faiseur d'Alexis Orlof, en Italie, et sur qui pesaient d'étranges légendes d'enlèvements et séquestrations. La tête de ce premier complot fut le comte Nikita Panine, naguère envoyé à Berlin, appelé aux Affaires étrangères, promu vice-chancelier de l'Empire : trente ans, apparenté aux plus illustres serviteurs de l'État, du talent, de l'ambition, homme du monde, homme d'esprit, parlant élégamment le français, mais impérieux, sec, peu liant, « expression glaciale, visage impassible sur un

[1] Notes de Guttin dans Tratchewsky. — Rostopchine à Woronzof, mars 1800 — Rapport de Bray, avril 1800.



corps droit comme un piquet » ; sa tête, dans un salon, dominait toutes les autres et l'on n'osait l'accoster. Il possédait le secret d'autorité qui déconcerte et qui impose, l'art subtil et aussi le courage des insinuations périlleuses, les premières, les plus difficiles, et il y savait mettre ce ton de supériorité qui fait qu'en se livrant aux gens on les enveloppe, on les lie, on les terrifie du même coup. Il forma la première trame : il disposait de moyens uniques, étant en crédit chez l'impératrice, chez les grands-ducs sans lesquels rien n'était possible, qui ne pouvaient consentir à rien, qu'il fallait intéresser dans l'affaire sans les initier au complot et compromettre juste à point pour que, l'événement accompli, ils s'en trouvassent comme à leur insu les complices en même temps que les bénéficiaires. Le plan de Panine et de ses « amis » d'Angleterre était de faire déclarer la démence de Paul, de l'interner et de confier la régence au grand-duc Alexandre, jusqu'à la guérison de l'Empereur, ainsi qu'il avait été pratiqué à Londres pour George III et le prince de Galles.

Le 27 mai 1800, Whitworth, rappelé sur la demande de Paul, quitta Pétersbourg. Panine continua de correspondre avec lui et chercha des complices, des gens de main, ce qu'il n'était point lui-même. Il passait pour l'une des deux fortes têtes de l'empire. Pahlen était l'autre, et de plus homme d'action. Ils s'abouchèrent. Panine investissait les abords, occupait les avenues. Pahlen s'était établi au cœur même de la place. Paul venait de lui en confier les portes, réunissant dans ses mains la police et le gouvernement militaire de Pétersbourg. Originaire des provinces baltiques, de petite noblesse, fait comte par le tsar et enrichi de biens confisqués en Pologne, Pahlen portait haut et beau; prestance imposante, langage captieux; fin, retors sous un masque de « franchise militaire » ; plein d'esprit dans le monde, de drôlerie même : « l'image de la droiture, de la joie et de l'insouciance » ; en dessous, des calculs profonds, de l'audace, un sang-froid imperturbable, une souplesse rare aux volte-face, dans les rencontres; ne se démontant jamais, ne se livrant à personne;

un véritable chef de conspiration. « Il n'y avait pas, disait-il deux ans après, un de nous qui fût assuré d'un jour d'existence. J'étais un de ceux que la foudre menaçait le plus, et j'avais autant à désirer de m'y soustraire qu'à chercher à délivrer la Russie, et peut-être l'Europe, de la terreur d'une combustion sanglante et irrésistible. »

Par l'entremise de Pahlen, Panine eut, vers le mois d'octobre 1800, une entrevue secrète, dans un établissement de bains, avec le tsarévitch, le grand-duc Alexandre. Il lui représenta le péril, la honte peut-être, où la démence croissante du tsar entraînait la Russie : l'empire compromis, la famille impériale menacée ; la nécessité, dans l'intérêt même du tsar, de sa gloire, de sa dynastie, de prévenir des calamités pires. Il rappela que l'histoire de la Russie, celle de la famille impériale, et récemment encore, offraient des expédients propices. Il ne s'agissait que de « déposer l'empereur », de lui assurer « un sort plus tranquille et toutes les jouissances de la vie ». Le salut de l'État reposait dans les mains du grand-duc; au prince de décider et de soutenir les sauveurs et de la dynastie et de l'empire.

Alexandre savait-il la *vérité* sur la « déposition » de Pierre III, son grand-père; sur la fin d'Ivan VI, son cousin; sur l'avènement d'Élisabeth et sur celui de sa grand'mère, Catherine la Grande? Quant au danger, il ne le connaissait que trop, et par les menaces, et par les humiliations de tous les jours. Il laissa dire, écouta, se déroba, ne répondit rien.

D'une nervosité de jeune femme, avec cet instinct, très féminin aussi, de tourner à sa gloire, à son intérêt, jusqu'aux élans de son cœur, jusqu'à ses envolées de magnanimité; un idéalisme de surface sur un fond de politique qui s'ignore; rêveur, mais incapable de suivre jusqu'au bout son rêve, comme de feuilleter un livre jusqu'à la dernière page; de sang étrangement mêlé, les complications, les échappements infinis de deux races, les subtilités, les métamorphoses slaves et la duplicité sentimentale et mystique de l'Allemagne; assez de scrupules pour qu'on l'en admire, assez de remords pour qu'on

l'en plaigne et l'en console, jamais trop pour s'y oublier soi-même; d'un art exquis à se piper à la comédie qu'il donnait au monde, mettant autant de sincérité dans son jeu que d'artifice dans son personnage; l'homme qui devait porter le plus de charme dans la ruse et le plus de sensibilité dans le réalisme des affaires, Alexandre était encore tout indécision avec lui-même, avec la vie; il s'avançait, souriant et perplexe, vers l'image auréolée qu'il se peignait de sa personne, attendant de la Providence qu'elle l'élevât à la gloire dans une sorte d'extase. Il devait s'acheminer au complot, s'associer au coup d'État, frôler le parricide comme les spéculatifs de 1789, humains, généreux et sensibles, allèrent au régicide, à la Terreur, à Robespierre et finalement à Bonaparte.

Panine l'endoctrina si bien qu'il lui arracha son consentement. « J'ai voulu, déclara-t-il plus tard, sauver l'empire d'une ruine certaine... Je suis possesseur d'un papier autographe qui pourrait prouver jusqu'à l'évidence que tout ce que j'ai médité et proposé pour le salut de l'État, quelques mois avant la mort de l'empereur Paul, a eu l'approbation de son fils [1]. » Mais, cette adhésion à peine donnée, Alexandre retomba dans les perplexités et dans les craintes, ajournant indéfiniment l'exécution.

Les meneurs, cependant, en disposaient les instruments. Le peuple, le soldat tenaient pour le tsar. Ils ne connaissaient point l'homme : ils ne considéraient que l'icône impériale, figure de toute beauté, de toute justice, miroir où se reflétaient indéfiniment les illusions, les espérances des pauvres gens à l'âme simple. Il ne se pouvait donc agir que d'un complot de nobles, avec des officiers pour gens de main. Pahlen ne s'abusait pas sur les moyens. « Je savais parfaitement qu'il faut achever une révolution ou ne pas l'entreprendre, et que si Paul I[er] ne cessait pas d'exister, les portes de sa prison seraient bientôt rouvertes, la réaction la plus affreuse aurait lieu. »

[1] Lettre à l'impératrice-mère. SCHIEMANN.

Il circonvint le tsar de toutes parts. Il s'assura les accès du palais Michel, sorte de château fort que Paul s'était fait construire et où il s'enfermait sous triple enceinte et triple garde. Pahlen acheta les porte-clefs. Il gagna les familiers de l'empereur, l'ex-barbier Koutaïsof, en payant sa maitresse, une chanteuse du théâtre français, Mme Chevalier, et en lui faisant accroire que Platon Zoubof sollicitait la main de sa fille. Il obtint du maître le rappel des frères Zoubof, gens de tête et de ressource qui, jugeant Alexandre à la mesure de sa grand'mère, se flattaient de gagner sa faveur en lui rendant le genre de service que les frères Orlof, de somptueuse mémoire, avaient rendu à Catherine; se piquant, en cela, d'ailleurs, de rester fidèles, au delà du tombeau, à leur impératrice qui destinait Alexandre au trône et vouait Paul à la déchéance[1].

Platon, l'amant honoraire, fut nommé gouverneur du premier corps des cadets; Valérien, gouverneur du second corps; Nicolas, plus rassis, entra au Sénat, qui est, en Russie, la magistrature supréme et connait des grands crimes. Puis, à mesure que les conjurés s'élevaient ainsi, les seuls amis de Paul s'éloignaient dans la disgrâce. Pahlen redoutait la clairvoyance et l'énergie de Rostopchine. Il dénonça en lui un adversaire de l'alliance française, et il le rendit suspect. Paul l'envoya dans ses terres et le dépouilla du portefeuille des Affaires étrangères pour le donner à Pahlen qui concentra un emploi de plus : autant de forces entre ses mains et autant de prestige. Qu'on se figure, à Paris, en 1801, un Talleyrand, un Fouché, un Bernadotte, en une seule tête, conspirant la chute de Bonaparte.

Sur ces entrefaites, Paul prit Panine en aversion et l'exila à Moscou (15-23 novembre), et peu après, en décembre, Ribas mourut. Pahlen demeura seul à machiner l'affaire.

Alors, il entreprit l'impératrice, épouse humiliée, reléguée en sa petite cour, où ses confidents l'entretenaient dans l'ai-

[1] Le rappel des Zoubof est du 12 novembre 1800



greur, l'inquiétude et les romans politiques dont elle distrayait son ennui, hantée qu'elle était par le souvenir de Catherine II, Allemande comme elle, et portée au trône par la « déposition » de Pierre III, son mari. Les Russes, répétaient ses courtisans, et entre eux, les Kourakine, aimaient le gouvernement des femmes ; Alexandre n'annonçait pas l'énergie nécessaire : le peuple l'attendait de l'impératrice. A force d'entendre répéter qu'elle était née pour le trône, elle désira de régner. Elle était mûre, dès lors, pour les insinuations de Pahlen. Une extravagance de Paul fournit à ce ministre l'argument décisif pour enlever le consentement, au moins tacite, d'Alexandre.

Paul s'était engoué d'un petit Allemand, son neveu par sa femme, Eugène de Wurtemberg. Il en avait fait, à neuf ans, un général major de l'armée russe et il se le fit amener, à Pétersbourg, par Diebitch, son gouverneur. Dans le soupçon où il vivait, dans l'isolement qu'il s'était imposé, cet enfant devint sa joie, sa vengeance contre sa femme, contre ses fils ; son orgueil aussi, car, en déshéritant les grands-ducs pour leur substituer cet intrus, il manifesterait sa toute-puissance. Il le traitait en héritier présomptif, lui rendait les honneurs à la parade, défilait devant lui, à la tête des troupes, le saluait, en allemand, du titre de « très gracieux seigneur ». Un jour, dans un accès de soupçon, il descendit chez Alexandre, où il n'allait jamais. Il voulait le surprendre. Il trouva sur sa table *la Mort de César* : c'était la preuve cherchée. Il remonta chez lui, prit une histoire de Pierre le Grand, l'ouvrit à la page de la mort du tsarévitch Alexis et ordonna à Koutaïsof de la faire lire par Alexandre[1]. Puis il lança des paroles menaçantes : « Sous peu, je me verrai forcé de faire tomber des têtes qui jadis m'étaient chères. » Il rappela des hommes sûrs, des hommes à poigne, disgraciés par caprice et qui lui manquaient, Linderer, Araktchéef, soldat féroce qu'il destinait à remplacer Pahlen dans le commandement militaire de

[1] *Souvenirs de la princesse de Lieven*. SCHIEMANN.

Pétersbourg. Il commençait à se méfier de ce trop puissant ministre. « J'ai reçu, lui dit-il un jour, l'avis d'une conjuration qui se trame contre moi. — C'est absolument impossible, sire! répondit Pahlen avec cette rondeur militaire qui était sa grande ressource d'artifice; — il faudrait donc que j'en fusse! » — « J'en suis, aurait-il même dit, seul moyen de les prévenir. » Tant pour rassurer Paul que pour se munir d'une pièce probante, il fit signer un oukase ordonnant l'arrestation de l'impératrice, des deux grandes-duchesses, d'Alexandre et de Constantin.

Le fait est que l'on en parlait beaucoup, et jusque dans l'intimité du grand-duc Alexandre : « Je ne prônais les révolutions qu'en écervelée, écrivait, après l'événement, la grande-duchesse Élisabeth, femme du tsarévitch[1]... L'excès du despotisme qui m'entourait m'ôtait presque la faculté de raisonner impartialement; je ne voulais que voir cette malheureuse Russie se sentir libre, à quelque prix que ce soit. » Tout le monde souhaitait la révolution; tout le monde se disposait pour, le lendemain, se vanter d'en avoir été. Les « amis de l'Angleterre » menaient grand bruit des arrangements avec la France, du projet de traité, dérobé, chez Talleyrand, par Laborie, et envoyé à Londres. Paul perdait, ruinait, livrait l'empire et la noblesse au Corse et aux révolutionnaires! L'affaire était à point; il ne fallait pas laisser à Araktchéef le temps d'arriver. La peur qui faisait la complicité générale se retournerait alors contre les conjurés.

Pahlen vit l'impératrice et lui révéla le secret du tsar, que Paul, dit-il, lui avait confié : l'adoption du petit bonhomme de Wurtemberg; l'impératrice et ses fils seraient enlevés, jetés en prison, à tout le moins envoyés en exil : elle, à Kholmogory, dans le Nord, solitude où une régente de Russie, Anna Léopoldovna, avait langui cinq années avant d'y mourir; Alexandre serait enfermé à Schlüsselbourg; Constantin, à Pétersbourg, dans la citadelle. L'impératrice s'aban-

[1] A sa mère. SCHIEMANN.



donnait à sa chimère. Alexandre balançait encore. C'est que Pahlen réclamait de lui davantage : qu'il donnât l'ordre, au moins en fermant les yeux : « Alexandre m'écoutait, soupirait et ne répondait rien. » Il ne le persuada qu'à force de le flatter et de l'effrayer aussi, sur son propre avenir : « en lui présentant l'alternative du trône ou d'un cachot, ou, peut-être, la mort. » C'est alors qu'il lui aurait montré l'oukase. Pour consentir, Alexandre exigea de Pahlen le serment que Paul aurait la vie sauve. Pahlen jura; mais, par ce serment, il n'engageait que lui-même. Son air d'autorité, son beau geste de soldat loyal suffirent-ils à convaincre Alexandre? Il paraît s'être contenté de la parole d'honneur et n'avoir point pressé Pahlen sur les détails d'exécution et ce qui adviendrait si un despote aussi emporté que Paul s'avisait de résister. Il était de son caractère flattant, fourbe et mystique de ne jamais préciser les mots non plus que de jamais arrêter les événements. L'intérêt de Pahlen était de prêter ce serment et de le tenir, c'est-à-dire de ne point mettre la main à la besogne. Au dernier moment, il demeurerait dans les coulisses; si l'affaire manquait, il arriverait à temps pour sauver Paul; si l'affaire réussissait, il serait le premier à courir chez Alexandre; ce prince pourrait recevoir la couronne de mains qui ne seraient point tachées de sang : « L'empereur a péri et devait périr. Je n'ai été, dit-il plus tard, ni témoin, ni auteur de sa mort. Je l'avais prévue, mais je n'ai pas voulu y participer; j'en avais donné la parole au grand-duc! »

Le « témoin » et l' « acteur » qu'il ne voulait point être, il les tenait en réserve. C'était un Hanovrien, au service russe depuis trente ans, Bennigsen, Allemand à la main rude, à l'âme dure et vindicative, enrichi par Catherine, disgracié tout récemment par Paul et exilé. Pahlen, au lieu de l'expédier, l'avait retenu. Il le vit, le 22 mars 1802. « Il me découvrit ses projets, raconte Bennigsen; je consentis à tout ce qu'il me proposa. » La liste des conjurés était prête, tous officiers plus ou moins maltraités par Paul, et de cette espèce

d'hommes dont il avait « avili » l'armée russe, selon le mot de Woronzof, « des gueux sans principes » !

Pahlen choisit la nuit du 23 au 24 mars, en considération des régiments qui prendraient la garde dans la journée du 23. Paul, dans un mouvement de colère contre les Anglais et de chaleur pour la France, commanda d'écrire une dépêche fulminante à Krudener, son ministre à Berlin : il entendait que la Prusse entamât les hostilités contre l'Angleterre, sinon 80,000 Russes passeraient la frontière prussienne, et, ce que le tsar ne disait point, s'empareraient de la Prusse orientale. Pahlen, en expédiant la dépêche, y ajouta ce *post-scriptum :* « Sa Majesté impériale est indisposée aujourd'hui. Cela pourrait avoir des suites. » Krudener entendrait à demi-mot et ne ferait point de zèle.

Le 23 au soir, Talysin, commandant du régiment de la garde Preobrajenski, qui habitait près du palais Michel, réunit à sa table Pahlen, Bennigsen, les frères Zoubof et une troupe de ces affidés dont on se croyait sûr. On les fit boire. Chacun se monta la tête sur les injustices de l'empereur, se répandit en discours emphatiques à la Brutus : anéantir les tyrans, sauver la patrie, car le vocabulaire était le même parmi les militaires de Pétersbourg que parmi les jacobins de Paris, à la veille du 21 janvier, le soir du 8 thermidor ou dans les conciliabules des « derniers Romains » de l'an IX. Ils s'exaltèrent de cette littérature détestable et de champagne alcoolisé. Quand il les vit à point, Platon Zoubof leur exposa « l'état déplorable de l'Empire, la folle rupture avec l'Angleterre », la ruine du pays, la menace perpétuelle que la démence de l'Empereur suspendait sur chaque citoyen, la nécessité de passer des paroles aux actes, ce que la patrie attendait d'eux, et cette nuit-là même : obliger l'Empereur à signer un acte d'abdication et proclamer le grand-duc Alexandre qui consentait à tout, approuvait ce qui se ferait pour « empêcher son père de se perdre lui-même et de compléter la ruine de l'Empire ». Un sénateur, Troschinski, dressa un manifeste à la nation, où l'on exposait que

l'Empereur, pour cause de maladie, nommait le grand-duc corégent. Que l'Empereur signât ce manifeste, et la Russie était sauvée; l'Empereur serait simplement interné à Schlüsselbourg. Au milieu du tumulte, des apostrophes entrecoupées, des voix s'échauffant à l'envi, un jeune homme interrogea Pahlen : « Si l'Empereur résistait? » Pahlen répondit, en français : « Quand on veut faire une omelette, il faut casser des œufs. » Et les conjurés continuèrent de déclamer et de boire.

Vers minuit, on annonça que le 1er bataillon du régiment de Semenof, les 2e et 4e bataillons du régiment Preobrajenski, avaient pris position aux environs du palais Michel, dans le Jardin d'été. Alors Platon Zoubof et Bennigsen déclarèrent le moment venu de se rendre chez l'Empereur et de régler l'affaire directement avec lui. Ils partirent, suivis de leurs compagnons, une soixantaine d'officiers, ivres pour la plupart. Pahlen les quitta, afin de prendre le commandement des troupes qui veillaient au dehors; il tenait sa parole, et ce fut la seule part de « l'honneur » en cette sinistre aventure. Valérien Zoubof, privé d'une de ses jambes, ce qui le rendait impropre à l'escalade, en prit prétexte pour se séparer de la bande.

La garde de la porte était confiée à un adjudant de place qui, seul, pouvait, la nuit, aller et venir dans le palais. C'était un ancien officier au Preobrajenski. Il était du complot; il fit baisser le pont, livra le passage et, sa lanterne de ronde à la main, conduisit les conjurés jusqu'à l'entrée du cabinet de toilette attenant à la chambre de l'Empereur. Un jeune valet de chambre y couchait. Il courut aux assaillants, cria : « Au meurtre! » Il fut saisi, culbuté, réduit au silence. Paul dormait. Le palais Michel était le seul lieu du monde où il se crût en sûreté. Réveillé par le bruit, il saute hors de son lit, les pieds nus, en chemise et bonnet de nuit, et court à une porte qui communiquait avec l'appartement de l'impératrice. Mais, dans sa méfiance envers sa femme, il avait fait condamner ce passage. Il se réfugia devant la cheminée que cachait un écran.

Les cris du valet de chambre ont surpris les conjurés; cette apparence de résistance les déconcerte; ils reculent les uns sur les autres, et les derniers dégringolent déjà dans l'escalier. Platon Zoubof balbutie, il voudrait partir; mais Bennigsen, l'arrêtant par le bras : « Le vin est tiré, il faut le boire; marchons! » Les plus enragés contre Paul, les plus ivres, le suivent en trébuchant. Ils entrent dans la chambre, vont au lit, le trouvent vide, cherchent, promènent leur lanterne dans les angles obscurs. Un rayon de lune tombait sur les pieds nus visibles sous l'écran. Paul est tiré de sa cachette, suant l'angoisse, hagard, tremblant de tous ses membres. Les conjurés n'osaient parler. Seul Bennigsen : « Sire, vous êtes arrêté! — Arrêté? Qu'est-ce à dire? murmura l'Empereur. — Restez tranquille, sire; il y va de vos jours! » Paul répéta : « Arrêté? arrêté? — Il y a quatre ans, cria un officier, qu'on aurait dû en finir avec lui. — Pourquoi? qu'ai-je donc fait?... » Il ne fallait point de débat. Bennigsen le traîne à la table, pousse une chaise, l'y accule, lui met du papier sous la main, une plume entre les doigts. « Long, maigre, visage pâle et anguleux, la statue du commandeur de *Don Juan* », Bennigsen, le chapeau sur la tête, l'épée à la main, commande de signer. Paul reprenait quelque conscience; il regarde autour de lui, quêtant une aide, et reconnaît Platon Zoubof, qu'il a rappelé de l'exil et qui vient l'assassiner! Zoubof lit, en tremblant, l'acte d'abdication. « Votre Majesté ne peut plus régner sur vingt millions d'hommes, crie Bennigsen; elle les rend trop malheureux. Il ne vous reste plus qu'à signer votre acte d'abdication. » Paul, arraché enfin à sa léthargie, résiste, s'emporte en colère, crie, menace. A quoi bon? Cette bande de misérables ne peut plus désormais être sauvée de la mort que par sa mort. Il est perdu. Les conjurés avancent, l'enserrent, s'excitent à l'assaillir, l'injurient, telle une populace couarde et féroce qui tient sa victime sous le couteau, provoque un geste de défense, prétexte et signal du massacre. Et cependant ils hésitent encore. Ce n'est qu'un pauvre homme dévêtu, jambes nues, corps affaissé, yeux

égarés, visage tordu d'horreur, figure grotesque et lamentable de misère humaine : un coin de cabanon dans un hôpital de fous. Mais entre eux et ce fantôme subsiste encore un voile qu'ils n'osent ni écarter, ni déchirer : le voile du temple. C'est encore, tant que son cœur bat, l'Empereur, un être à part des hommes, la majesté omnipotente et sacrée : un mot écrit par cette main, c'était, il n'y a qu'un instant, la torture et la mort; qu'un secours arrive, et le miracle de la parole, le miracle de l'écriture peut s'opérer encore. Ils se décident. Nicolas Zoubof, athlétique et géant, l'Alexis Orlof de la bande, lève la main. Sous les menaces, sous l'outrage, Paul se révolte ; il se rappelle peut-être qu'il est l'Empereur, mais ce n'est que pour tomber en furie. Il résiste, il lutte. Un officier le prend à bras-le-corps, ils roulent à terre. Dès lors, le mystère est violé ; le dieu terrassé n'est qu'une idole de chair, de la chair à fouler aux pieds. Tous s'y ruent, les sabres à la main. Il frappent à la tête, aux bras. Paul saigne, se débat, hurle. Un des assassins détache son écharpe et la lui passe autour du cou. Paul croit reconnaître son fils Constantin : « Grâce, monseigneur! De l'air! de l'air! » Il dispute encore, parvient à passer ses mains entre l'écharpe et son cou. Les mains sont tirées, on serre le cordon, il suffoque. Ce n'est plus qu'un cadavre, et tous se bousculent pour le voir, s'assurer qu'il est bien mort, donner le coup de pied, proférer une ordure. Cela avait duré trois quarts d'heure.

Bennigsen, à la porte, arrête, de son épée, la foule des survenants, empressés de jouer un rôle, de « dire qu'ils en étaient ». Il leur crie, en français : « Il est achevé ! » Il met des gardes sur le seuil, rentre dans la chambre, écarte les assassins, ordonne le silence, chasse dehors les plus tapageurs, et, par les moins avinés, fait réparer l'affreux désordre de la pièce, relever les meubles, porter le cadavre sur le lit. Puis, faisant mine de le soigner, il appelle les serviteurs, le médecin, constate le décès, revêt l'Empereur de son uniforme, place sur la tête un bonnet qui cache les yeux, dissimule la face congestionnée, convulsée ; enfin, dispose tout le



spectacle de l'apoplexie, dont il importe, dorénavant, que, pour tout l'univers, Paul Ier soit officiellement mort.

Les meurtriers étaient descendus, chantant victoire, se posant en libérateurs de la patrie, se vantant de leur forfait; ils se répandent qui dans la ville, qui dans les caves du palais où ils continuent de s'abêtir en buvant à la mort du tyran. Pahlen arrive, suivi des soldats. Dès lors, les choses doivent rentrer dans l'ordre, dans le cérémonial. C'est le passage périlleux. Comment les soldats vont-ils prendre la nouvelle? En pareille occurrence, lors de l'avènement d'Élisabeth et de celui de Catherine, l'acclamation de la troupe a été la consécration de l'acte : la révolution de palais ne s'achève que par la révolution de caserne. Le général qui commande les troupes, Talysin, annonce la mort de Paul, l'avènement d'un nouveau tsar, doux, bienfaisant aux hommes, père du peuple et de la patrie. Les soldats demeurent muets. Le silence se prolonge. Talysin discerne des mouvements sourds, des murmures. Il renonce à entraîner et à convaincre, et rompant le discours, haussant brusquement le ton de la harangue à celui de la manœuvre, il commande : « Demi-tour à droite! » Machinalement, les soldats obéissent, et, dociles, se laissent disperser en escouades, immobiliser en sentinelles à toutes les issues du palais. Le reste des régiments attendait dans le jardin. Valérien Zoubof, qui a reparu, trouve l'occasion bonne à manifester son ardeur trop contenue; sa jambe de bois n'est pas un obstacle à l'éloquence. Il exhorte la troupe à acclamer le nouvel Empereur. L'attitude des soldats le force à se retirer.

La caserne ne se prononçant point, il faut que le palais s'impose. Pahlen se rend chez Alexandre. Le grand-duc avait, la veille au soir, pris congé de son père, dans les formes accoutumées. Habitué à ne manifester aucun sentiment devant Paul, il ne manifesta rien. Retiré dans son appartement, sachant que *c'était* pour cette nuit-là, que *cela* s'accomplissait en cet instant; pensant au péril de sa mère, de ses frères, à son propre péril si *cela* ne réussissait point; pen-



sant au succès aussi, à l'avènement possible, au transport instantané du néant à la toute-puissance, de la porte de la prison à la salle du trône; « agité, dit un de ses confidents, pénétré de tristesse et d'angoisse », il attendait, étendu, tout habillé, sur son lit. Vers une heure du matin, on frappe. Des cris de joie, des hourras ! Nicolas Zoubof échevelé, cramoisi, en sueur, les vêtements en désordre, se précipite, en criant d'une voix rauque : « Tout est fait! — Qu'est-ce qui est fait? » demande Alexandre, tremblant de l'apprendre. Zoubof s'aperçoit qu'il s'est mépris, qu'Alexandre ne savait pas tout; il balbutie, tourne autour du fait, le révèle cependant. Alexandre, un peu sourd, devine plutôt qu'il n'entend : il a été la dupe de scélérats, l'instrument de criminels; la victime de sa propre faiblesse, d'une complaisance inavouée peut-être! Effrayé de la responsabilité encourue, sinon assumée, de la complicité trop peu répudiée, il découvre l'abîme sur lequel il avait fermé les yeux; il se connaît, il se réprouve, il tombe dans le désespoir. « Il sentit, raconte le prince Adam, un glaive s'enfoncer dans sa conscience, une tache noire qu'il croyait ineffaçable. — Comment voulez-vous que je cesse de souffrir? disait-il quelque temps après à son ami. Cela ne peut changer. »

Il gémit, il voudrait courir au secours de son père. Un général, Ouvarof, et quelques officiers qui sont arrivés, l'en empêchent. D'ailleurs, il ne s'appartient plus. Larmes, scrupules, remords, tout est désormais subordonné à la raison d'État. Pahlen se présente, impassible, solennel, et, le genou en terre : « Je vous salue, mon maître. L'Empereur Paul est mort d'apoplexie. » Alexandre chancelle. « Sire, il s'agit de votre sûreté, de celle de la famille impériale. Calmez-vous, habillez-vous en hâte, montrez-vous aux soldats pour les apaiser. » Il faut qu'au petit jour la ville s'éveille avec un Empereur acclamé; que la transmission de la couronne soit accomplie; que les passants lisent sur les murs, signé de leur nouveau maître, un manifeste les exhortant à l'espérance; qu'ils en bénissent le ciel et que l'ordre règne à Pétersbourg.

Cependant Maria Féodorovna, l'impératrice, réveillée en sursaut par Mme de Lieven, gouvernante des enfants, croit à une maladie du grand-duc Michel, souffrant la veille. « Votre mari est mort! » dit la gouvernante. Alors, entendant des bruits insolites dans le palais, des cris, des piétinements de bottes lourdes, l'impératrice soupçonne l'événement. Est-ce, pour elle, le règne d'Élisabeth ou de Catherine? est-ce l'exil d'Anna Léopoldovna? Elle s'élance, comme égarée : « Qu'ils me tuent aussi! Je veux le voir! » Pahlen arrive et lui déclare la mort, l'apoplexie. Elle refuse d'y croire; elle veut voir par elle-même, s'assurer qu'on n'a pas assassiné l'Empereur et, si on l'a tué, le venger. Pahlen lui barre la porte. Elle l'accable d'invectives et se démène tant qu'il s'en va. Elle parcourt les corridors, les chambres, hurlant, sanglotant furieusement. Elle rencontre des grenadiers, les apostrophe : « S'il n'y a plus d'Empereur, puisqu'il est tombé victime des traîtres, c'est moi qui suis votre impératrice, moi seule, votre légitime souverain; suivez-moi! » Mais elle n'est point, comme Elisabeth, du sang de Pierre le Grand; elle n'est point, comme Catherine, dans le complot. Les grenadiers ne sont pas préparés. Ils la connaissent à peine, ils croisent la baïonnette et lui barrent le passage. Alors, se trouvant seule, elle se réfugie chez sa belle-fille, la femme d'Alexandre, autre Allemande, qui n'a point perdu la tête, et qui, ne visant point si haut pour elle-même, ne se trouve ni tant déçue, ni tant désespérée [1]. Elle va, de la sorte, de l'appartement de son mari à celui de sa belle-mère, prêchant le courage à l'un, à l'autre la prudence. Mais Maria Féodorovna n'écoute rien et « absolument égarée » continue à crier, en allemand : « Je veux régner! »

Bennigsen la vient prier de se rendre au palais d'Hiver afin d'assister à la prestation solennelle du serment de l'Empereur. « Qui est Empereur? demande-t-elle. Qui désigne l'Empereur Alexandre? » Bennigsen répond : « La voix de la

[1] Lettre de l'impératrice Élisabeth à sa mère. D'après Mme de Lieven, on dut la saigner. SCHIEMANN.



nation. » Mais par qui parle cette voix, où se fait-elle entendre? L'impératrice ne reconnaîtra pas son fils pour Empereur. Puis, voyant que personne ne la soutient, elle se reprend : « Au moins jusqu'à ce qu'il ait expliqué sa conduite dans cette affaire. » Et elle refuse obstinément de se rendre auprès de lui. Pahlen revient alors, et, sous le flot des reproches et des menaces, déclare, cyniquement, la vérité : il a tout su, tout approuvé, comme tout a été fait, pour le salut de l'Empire et de la dynastie. L'impératrice continuant à tempêter, il l'abandonne à Bennigsen qui l'endoctrine, tout en lui fermant la porte : il ne la conduira pas à la chambre mortuaire, tant qu'elle ne se possédera pas mieux. « Madame, on ne joue pas la comédie! » Puis, à sept heures du matin, quand il estime que la « scène » est terminée, il l'emmène, avec la jeune impératrice Élisabeth, au lit de mort. Alors elle éclate; elle s'étale en suffocations, sanglots, « hurlements étranges », cet autre spectacle du désespoir de cour et d'Etat[1], où se mêlent les seules larmes vraies, les seules vraiment sanglantes, celles de la déception, de la déchéance : obéir au fils après avoir tremblé devant le père; n'être qu'une veuve dans l'oubli après avoir été une épouse dans le délaissement; subir enfin l'insolence et la promiscuité honteuse des meurtriers! « Ce fut — raconte Bennigen, assez maître de lui pour suivre le jeu des acteurs, et, quoique soldat brutal, fin Allemand, amateur de tragédie — ce fut une vraie scène de théâtre. »

Dans le demi-jour d'une matinée de mars, la chapelle du Palais d'Hiver réunit cette famille en tourmente, cette cour en désarroi, un clergé en tribulation; Alexandre mal ajusté dans son costume, les cheveux épars, les yeux rouges de larmes, blême, en proie au vertige, entre les prêtres qui invoquaient sur son avènement les bénédictions du ciel, et les assassins de son père debout autour de lui pour lui dire par quels détours et par quelles mains Dieu l'avait fait Empereur.

[1] Voir, dans Saint-Simon, l'appareil des grandes morts.



Il assista au service des morts, célébré pour le repos de l'âme en détresse qui avait agité durant quarante-six années l'être mortel du tsar Paul.

A onze heures seulement, l'impératrice-mère permit à son fils de « paraître devant elle ». Comment se rencontrèrent-ils ? Elle, pleurant, déclamant, dénonçant, criant vengeance ; lui, épuisé de son effort, « anéanti de remords, de désespoir ; incapable de proférer une parole, de penser à quoi que ce soit ». On les vit au passage. De ce qu'ils se dirent, l'histoire doit laisser la divination aux poètes. Un fait seul nous le peut révéler : de ce jour-là, Maria Féodorovna prit sur son fils un ascendant étrange. Alexandre la craignit et la révéra, et de quelque acte de sa vie ou de quelque mesure de son règne qu'elle lui demandât compte, son attitude envers elle fut toujours celle d'un homme que le secret de son âme force à se justifier. « Un instinct d'expiation et de devoir très touchant », dit une femme à l'âme subtile, femme de cour et d'État, très experte aux passions, la princesse de Lieven.

Le bruit du changement de règne s'était répandu par la ville. La cour avait subi la secousse de la délivrance ; le public ne connut que le soulagement. Ce fut « une jubilation générale qui ne laissait place à aucun regret, aucune réflexion » ; dans les rues, un dévergondage de joie, la joie de vivre et de se réveiller du cauchemar horrible, la joie de Paris au 10 thermidor. « Hurrah ! mes compliments ! Nous avons un nouvel Empereur ! » comme on dit, à Pâques : « Christ est ressuscité ! » — « On s'embrassait ainsi qu'en la grande fête : une vraie résurrection pour la Russie. » La foule courait vers le palais ; les soldats défilaient, en grande tenue, tambours, musique et enseignes déployées, pour saluer l'Empereur. L'office des ténèbres était fini, avec la nuit sinistre. Un soleil superbe montait au ciel ; et le rideau se leva sur le grand gala de la joie officielle. Alexandre s'y révéla l'artiste incomparable qu'il devait être toute sa vie, le plus fataliste des hommes, quand la fatalité tournait à son avantage ; le plus

souple, le plus séduisant en ses métamorphoses. « Anéanti » tout à l'heure, auprès de la dépouille défigurée de son père, le voilà radieux devant son peuple qui l'entoure, radieux de se sentir « l'idole de tous ces affamés de bonheur ». — « Ce qui était à craindre depuis longtemps est arrivé... Je respire avec la Russie entière », écrit la nouvelle impératrice Élisabeth. Ils se parent, ils n'ont point à se farder, ils rayonnent naturellement. A midi, le Sénat, les dignitaires, la cour, tous les officiers civils et militaires sont convoqués pour le serment. « Le jeune Empereur — il avait vingt-trois ans — parut, raconte un témoin, accompagné de cette jeune impératrice Elisabeth, si belle et si charmante alors, pleine de la dignité la plus gracieuse, vêtue d'une simple robe de mousseline blanche, la tête sans ornements, rien que ses belles boucles blondes flottant autour de son cou... L'Empereur aussi était beau. Il resplendissait de jeunesse et de *cette sérénité* qui formait le trait distinctif de sa physionomie et de son caractère... » On défilait, on s'inclinait, dans l'enivrement. Alexandre reçut ces serments tumultuaires qui affluaient à lui sans distinction de rangs, sans cérémonial, dans ce désordre qui suit toutes les révolutions, qu'elles s'opèrent dans les palais, dans les assemblées ou sur les places publiques [1].

Maria Féodorovna n'oublia jamais. Vingt-quatre ans après, elle se rendait aux obsèques de son fils Alexandre; comme elle passait devant le palais Michel, on l'entendit qui disait à sa belle-fille, Alexandra de Prusse, femme du nouveau tsar, Nicolas : « Alexandre n'a jamais su punir les meurtriers de son père; j'espère que Nicolas le fera! [2] »

[1] Le soir, dans toute la ville, on sabla le champagne. Un marchand de vin — et ce n'était pas le plus considérable — en débita pour 60,000 roubles. On festoya dans tous les restaurants. Relation de Weljaminof-Sennof. SCHIEMANN.

[2] Notice du prince Lobanof. — SCHIEMANN.

III

Les meurtriers triomphent cyniquement de leur forfait ; chacun d'eux veut avoir porté le coup fatal, tordu l'écharpe ; et, dans le public, chacun se vante d'avoir connu ce héros, serré sa main généreuse ! Le tout en effusions à la Diderot, à la Jean-Jacques. « Je partage, mon cher oncle, et votre surprise et votre joie, écrit le jeune Woronzof à l'ambassadeur à Londres... Enfin, notre patrie est délivrée du joug insupportable sous lequel elle gémissait depuis quatre ans... Les affreuses idées de cachots, de tortures, de proscriptions se sont dissipées comme des fantômes... Elles font place à l'espérance de la prospérité nationale et de la sûreté particulière, bonheur auquel il n'était plus permis de penser... »

Alexandre ignorait encore, il tâcha d'ignorer, tant qu'il le put, les noms de ceux qui avaient porté la main sur la « majesté sacrée ». Ne se sentant point la force de les punir, il les subit. Pahlen prit la direction des affaires. Panine fut rappelé. Une évolution de la politique parut à tous l'inévitable conséquence du changement de règne. Pahlen n'était point, par système, hostile à la France ; mais Panine, mais les Zoubof se montrèrent tout anglais. La mort de Paul minait la Ligue des neutres et rompait l'alliance française. Des courriers partirent pour toutes les capitales. Celui qui se rendait à Londres portait cette lettre de Pahlen à Simon Woronzof[1] : « Le décès de S. M. l'empereur Paul Ier, qu'une attaque d'apoplexie a subitement enlevé dans la nuit du 11 au 12 (23-24 mars), a placé sur le trône l'espoir et l'amour de la nation, l'auguste Alexandre... Notre auguste maître, en désirant de voir le rétablissement de la bonne intelligence entre les deux pays, y concourra certainement par tous les moyens qu'il trouvera compatibles avec la plus stricte

[1] MARTENS, t. XI, p. 8, 25 mars 1801.



justice. » Et le courrier dépêché à Kolytchef, à Paris, le 31 mars : « Sa Majesté désire vous voir adopter dans vos conversations avec le premier Consul toutes les politesses dues au premier personnage d'une grande puissance, sans néanmoins vous départir dans la moindre chose des principes de fermeté qui peuvent seuls obtenir aux négociations qui vous sont confiées un succès désiré. » L'Empereur réclamait la revision du traité avec Naples « extorqué » par Murat. « En cas de refus ou de réponses évasives et dilatoires, Votre Excellence s'abstiendra de traiter sur quoi que ce soit avec le gouvernement français, jusqu'à nouvel ordre. »

A Londres, la joie déborda, comme à la nouvelle d'une défaite de la France ou d'un attentat heureux contre Bonaparte. A Naples, les réjouissances dépassèrent les « bornes de la décence ». Il restait un petit corps russe : le général Borordine donna un grand bal, qui fut un triomphe pour la femme du consul anglais, belle personne qui faisait, au su de tout le monde, le bonheur du général russe. A Vienne, cour de tradition, l'Empereur renouvela les oraisons dont sa grand'mère, Marie-Thérèse, avait salué le doigt de Dieu, lors du *décès* de Pierre III, père de Paul, frappé, quarante ans avant, du mal héréditaire.

A Paris, au pays des régicides, ce fut la consternation, et aux Tuileries, vides de rois, l'horreur. Plus de Ligue des neutres, plus de blocus de l'Angleterre, plus d'Égypte, plus de Méditerranée ! Ç'en était fait de la chimère russe jusqu'en 1807, jusqu'au radeau de Tilsit, qui ne fut qu'un praticable de théâtre, des bâtons flottants à la dérive du fleuve. « Il a jeté des cris de désespoir, rapporte le Prussien Lucchesini ; il s'est tout de suite livré à l'idée que la mort n'a pas été naturelle, et que le coup est parti de l'Angleterre. Il croit avoir perdu le plus fort appui contre elle et comptait avoir trouvé dans Paul ce que Frédéric II trouva dans Pierre III. » — « Les Anglais m'ont manqué le 3 nivôse, s'écria-t-il ; ils ne m'ont pas manqué à Pétersbourg. » Le *Moniteur* annonça la nouvelle en ces termes : « Paul Ier est mort dans la nuit du 24 au

25 [1]; l'escadre anglaise a passé le Sund le 31. L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événements. » Le crut-il ? Les complots l'obsédaient, et ces complots se tramaient à Londres. Il se sentait environné d'assassins. La mort de cet autocrate, dans le palais impérial, au milieu de ses gardes, lui fit apparaître, en une vision sinistre, le sort que toute l'Europe lui réservait : il vit l'impuissance de sa police, l'infirmité de son pouvoir. C'est le 12 avril que Talleyrand lui apporta la nouvelle de l'attentat de Pétersbourg ; le 16, il connut l'attentat de Copenhague [2].

Il se reprit aussitôt et renversa tous ses plans. La Russie devenait neutre entre l'Angleterre et la France. Il avait tout à craindre, en Égypte, de l'expédition des Anglais. L'expédition en Portugal, mollement menée par Godoy, dégénérait en petite guerre. Elle se ferait trop tard et avorterait, si la France ne s'y lançait à fond. Dès lors, son intérêt lui parut de conclure le plus tôt possible, aux meilleures conditions, avec les Anglais, une trêve qui arrêterait leurs flottes dans la Baltique et dans la Méditerranée. Il profiterait de la chute de Pitt, du désir de paix qui se manifestait à Londres ; il donnerait à la France l'illusion de la paix générale : ne pouvant accabler l'Angleterre et annoncer à la France la chute de sa rivale, il ne saurait, sans compromettre sa popularité, refuser de négocier la paix désirée, réclamée des deux côtés de la Manche, à des conditions bien inconciliables sans doute, mais dont la contradiction n'apparaîtrait aux yeux des peuples que par les effets mêmes du traité.

Cette paix durerait-elle ? En tout cas, pour l'avoir meilleure et la conserver plus longtemps, il jugea nécessaire, avant même de négocier, d'occuper les positions offensives, les passages de défense ; de se nantir non seulement de ce qu'il désirait garder, mais des territoires d'échanges propres au marchandage diplomatique ; bref, il se procura, de sa main, les grands moyens d'influence qu'il attendait de l'alliance

[1] Erreur : du 23 au 24.
[2] 2 avril 1801. Voir ci-dessus, p. 115.



russe. Cette alliance supprimée, il fallait suppléer à cet immense contrefort par des fondations plus étendues et plus profondes de la puissance française ; entourer la République de tout un système de bastions, de têtes de ponts, de barricades et de palissades, d'un étayage énorme de charpentes, qui la rendit formidable et inaccessible. Garantie de la sorte contre un retour offensif de la coalition, elle pourrait négocier sur le pied de l'*uti possidetis* et mettre l'Angleterre en demeure d'opter entre une guerre à outrance et la reconnaissance du fait accompli.

Le 13 avril, le lendemain du jour où il connut la mort de Paul, il décida l'annexion du Piémont. Il prit un arrêté, qu'il antidata du 2 avril, pour y enlever les couleurs de circonstance, et sur lequel il régla l'administration de ce pays : il le divisa en subdivisions militaires qui formaient chacune une préfecture ; il y appliqua la loi de ventôse an IX sur l'organisation de la justice civile en France ; il y envoya des trésoriers généraux, des receveurs des finances, des agents des domaines et de l'enregistrement. Jourdan, qui commandait le corps d'occupation, fut nommé administrateur général. « Mandez-lui, écrivit Bonaparte à Talleyrand le 13 avril, que cette organisation est bien un premier pas vers la réunion, mais que ce n'est point décisif; qu'il doit donc se conduire, dans cette circonstance, avec la plus grande circonspection... Qu'il m'envoie des individus avec le titre de notables du Piémont... Ces députés donneraient au gouvernement tous les renseignements nécessaires pour achever l'entière réunion du pays. »

Il fit savoir aux agents sardes qu'il n'écouterait aucune proposition tant que les ports de l'île ne seraient pas fermés aux Anglais, et attendit les démarches que le nouveau tsar prescrirait à Kolytchef.

Ces mesures, qui furent la conséquence immédiate de la mort de Paul, éclairent le fond des négociations qui suivirent, tant avec la Russie qu'avec l'Angleterre ; elles permettent de comprendre comment la paix se conclut et comment elle ne se conclut que pour se rompre.

LIVRE II

LE TRAITÉ D'AMIENS

CHAPITRE PREMIER

LES PRÉLIMINAIRES DE LONDRES

1801

I

Bonaparte ne connaissait Alexandre que de très loin. Il inclina, dès qu'il apprit le crime, à soupçonner ce prince d'en avoir été le complice, au moins tacite. Un idéologue, un rêveur, un instrument des Anglais, voilà ce qu'il discernait dans le nouveau tsar. A le voir « entouré des assassins de son père », il éprouvait pour sa personne peu d'estime, et encore moins de confiance. Il essaya de le sonder; il lui dépêcha Duroc, à qui il attribuait du coup d'œil, et le chargea d'une lettre particulière. Duroc devait passer par la Prusse. « Tant à Berlin qu'à Pétersbourg vous parlerez toujours de l'Égypte comme si nous étions assurés de sa possession;... de l'expédition des Anglais comme ayant manqué, en ajoutant toujours que si elle réussissait, ce serait un très grand malheur pour le continent de l'Europe ; de Catherine II, comme d'une princesse qui avait prévu la chute de l'empire turc et qui avait senti qu'il n'y aurait de prospérité pour le commerce russe que lorsqu'il se ferait par le Midi. » Duroc pressera la conclusion de la paix, se montrera très rassurant sur l'intégrité du royaume de Naples; il se montrera, au contraire, mécontent du roi de Sardaigne qui laisse



les Anglais se ravitailler à Cagliari : il se conduit très mal, « et le gouvernement français ne peut pas aimer les revenants [1] ».

Tandis que Duroc court la poste en Allemagne, tout s'aigrit et se tend à Paris. Kolytchef se sent désormais écouté, soutenu à Pétersbourg. Il passe à Talleyrand une note hautaine, où il reproduit les termes des instructions du 31 mars sur la paix « extorquée » à Naples. C'est déjà le ton des notes de 1805. Bonaparte s'emporte, menace de renvoyer Kolytchef. Ce diplomate, de son côté, pousse à la rupture. Il écrit au tsar, le 27 avril : « L'Europe entière est intéressée à arracher à la France la domination de l'Italie [2]. » Il reçoit une instruction développée, du 28 avril. Alexandre y esquisse le rôle qu'il se dessinera en 1804, qu'il jouera en 1814 : celui de régulateur de la paix européenne. Nul intérêt direct, personnel à traiter avec la France; c'est la paix générale dont il ambitionne de se faire l'arbitre. « Il m'importe infiniment que les négociations ultérieures... soient dirigées vers un principe stable et que, dans les réintégrations des princes dépossédés, aussi bien que les indemnisations des princes lésés, une mesure sage et équitable soit consentie de manière à établir un équilibre qui garantisse respectivement et assure le repos de l'Europe. » Il invoque, pour sa médiation en Allemagne, les précédents de Teschen; pour sa médiation en Italie, les garanties qu'il a données au roi de Sardaigne et au roi de Naples. Il interviendra non en ami, encore moins en complaisant, mais en « mandataire de l'Europe », c'est-à-dire en adversaire. Et pour que Bonaparte ne s'y trompe point : « L'occupation de l'Égypte par les Français, l'obstination qu'ils manifestent de vouloir se maintenir dans cette conquête, me font entrevoir... une source inépuisable de difficultés et de contradictions. »

[1] Instructions à Duroc, 24 avril 1801. — Tratchewsky. — TATISTCHEFF, *Alexandre Ier et Napoléon*.

[2] Note de Kolytchef à Talleyrand, 26 avril; rapports de Spina et de Cobenzl, 27 avril, 19 mai 1801.

Mais l'Allemagne demeure aux pieds de Bonaparte : c'est que l'heure de la grande distribution approche. Tout ce qui convoite, tout ce qui se flatte de quelque bénéfice, députe à Paris, sollicite, achète déjà, au besoin, et se « recommande », comme aux temps féodaux. Alexandre, les Allemands le savent, n'interviendrait que dans l'intérêt de l'Empire, la chose qui les intéresse le moins, pour rogner les parts, maintenir la Constitution, et « prévenir, comme il dit, la Prusse dans les usurpations qu'elle médite[1] ».

Les Prussiens, ne redoutant plus une alliance franco-russe, reprenant espoir en Pétersbourg, montrent moins d'empressement à « usurper » le Hanovre. Si Bonaparte les y anime, c'est pour réduire d'autant leurs indemnités en Westphalie ; c'est aussi et surtout pour les brouiller à mort avec l'Angleterre et les contraindre à cette alliance française qu'ils repoussent depuis six ans. Lucchesini les entretient en méfiance. Il leur peint en Bonaparte un Directoire concentré, qui sait ce qu'il veut, qui le fait, mais qui veut toujours la même chose : « La politique extérieure n'a rien changé de ses plans ambitieux et de ses relations arbitraires. » Si l'expédition projetée contre l'Angleterre échoue, la guerre générale recommencera pour la suprématie de la Hollande, de la Suisse, de l'Italie. Le premier Consul n'écoute plus personne et mécontente tout le monde. Talleyrand, Cambacérès, Chaptal, Berthier, se plaignent, à l'envi, qu'il devient tous les jours « plus sauvage, plus soupçonneux, plus inabordable ». — « Il veut être Charlemagne », dit Spina. Talleyrand et ses amis protestent contre cette maxime du Consul que le bonheur de la France ne peut être assuré que par l'envahissement de l'Angleterre et la soumission de l'Italie. Ils affirment l'existence d'un parti de la paix très nombreux. Il y a les « amis de l'Angleterre », et aussi les « amis de la Prusse », ces partisans classiques d'une alliance prussienne, la seule, disent-ils, qui offre « la perspective d'une stabilité constante par le sentiment presque una-

[1] Instruction à Kolytchef, 28 avril 1801.

nime de la nation qui la provoque de toutes parts. » Bonaparte se dépopularise ; « il ne conserve son pouvoir que par la force et par la rigueur. » Et Lucchesini conclut : « S'il consolidait la paix du continent par des arrangements convenables à tous les États intéressés, et si, en renonçant à la domination de l'Italie et au protectorat de la Suisse et de la Hollande, il forçait l'Angleterre à la paix maritime, il deviendrait l'idole de son pays. C'est dommage que personne n'ait ni l'autorité ni le courage de le lui dire. » Mais ceux qui le pensent le disent aux étrangers, et cette idée court l'Europe, s'y accrédite, que la personne seule de Bonaparte est un obstacle à la paix, telle que la voudrait l'Europe, tandis que, par ricochet, à Paris, s'accrédite chez les mécontents, les inquiets, les spéculatifs d'un côté, les gens d'affaires de l'autre, cette idée que, Bonaparte disparaissant, rien ne serait plus aisé que d'obtenir de l'Europe la paix telle qu'ils la désirent pour la France [1].

Ainsi prévenus, les Prussiens ne se livreront pas. Ce Hanovre que Bonaparte leur offre sous la condition de fermer l'Allemagne aux Anglais, ils ne le veulent recevoir que des Anglais eux-mêmes, et, s'ils le tiennent provisoirement en garde, ce n'est pas pour le coaliser, c'est pour le neutraliser. En attendant, ils ont leur traité [2], et, par provision, ils se nantiront de leurs indemnités d'évêchés et d'abbayes. Ils rassurent l'Autriche sur les agrandissements prussiens et, en général, sur les sécularisations. La République les procure, mais l'Empire en tirera profit contre la République. Haugwitz le déclare : « L'établissement de plusieurs grandes puissances en Allemagne est le seul boulevard possible à opposer à la

[1] Rapports de Lucchesini. mai, juin, juillet 1801, Bailleu. Comparez dans Tratchewsky, t. I, les rapports de Kolytchef, notamment p. 151-154, 185-186. — Rapport de Spina, 3 mai 1801. Boulay de la Meurthe. — Voir Pingaud, p. 246. *L'ami* d'Antraigues se loue fort de Lucchesini, le seul des diplomates qui montre « quelque habileté et quelque connaissance des choses ». Il existe, entre toutes ces correspondances, des rapports qui trahissent des origines communes de renseignements et les mêmes fréquentations.

[2] Celui du 5 août 1796. Cf. t. V, p. 103.

suprématie et à la fièvre de bouleversement de la France. »

Bonaparte n'était homme ni à se laisser piper à la glu de Haugwitz ni à se laisser duper par les raisonnements des partisans de l'alliance prussienne à Paris. Les fréquentations de Lucchesini lui déplaisaient fort, et il le fit connaître à Berlin : « Les intelligences qu'on est fondé à lui supposer avec les Anglais le rendent peu agréable au gouvernement français. » Les propos qu'il prêtait aux ministres, à Cambacérès, à Berthier, revenaient dans la correspondance de Londres; Otto les retrouvait dans la bouche d'Hawkesbury. Ce lord opposait aux passions belliqueuses du Consul l'insinuation « que les personnes qui l'entourent veulent la paix ». Bonaparte fit répondre que le Cabinet était *un*, qu'il voulait la paix, mais fondée sur l'équilibre des mers; il insinua, à son tour, que le gouvernement anglais « ne doit pas fonder un grand espoir sur le secours de quelques assassins qui pourraient agir, dans l'intérieur, à l'instigation de l'Angleterre ». Il en réclama l'expulsion : « Les Anglais et les Français, pour être en guerre, sont-ils moins, les uns et les autres, une nation civilisée et européenne [1]? » Pour conclure, il se dit prêt à négocier à tout le moins une trêve qui ferait illusion à la France et permettrait d'achever l'organisation de la République, d'asseoir le gouvernement, de relever les finances, de rétablir l'industrie et le commerce.

La Russie lui dispute la suprématie de l'Allemagne et de l'Italie, elle prétend l'éloigner de l'Égypte; la Prusse ne songe qu'à lui faire payer usurairement une neutralité très suspecte; l'Autriche ne pense qu'à tourner et ronger le traité de Lunéville, à se pousser vers les Légations, à reprendre la Toscane. Bonaparte refuse les Légations. « Je ne rendrai jamais la Toscane, déclare-t-il à Cobenzl. Ce serait donner Livourne aux Anglais! » — « C'est-à-dire, réplique Cobenzl, que vous voulez tenir Rome et Naples dans une dépendance absolue. Je vous demande si le reste de l'Europe pourra le voir avec

[1] A Talleyrand, 12 avril; 23, 28 mai; 1er juin 1801.



indifférence [1]? » Bonaparte s'interroge : Ne vaudrait-il pas mieux s'entendre directement avec l'Angleterre? que lui importerait ensuite l'opposition du continent? il la pourrait voir « avec indifférence ».

Mais les Anglais sont peu disposés à l'entendre. Ils ont reçu de bonnes nouvelles d'Égypte : les Turcs ont franchi l'isthme de Suez avec 30,000 hommes; 6,000 Albanais ont débarqué; Menou est bloqué dans Alexandrie, réduit à 8,000 hommes, acculé, inévitablement, à la capitulation. D'autre part, la réconciliation s'est opérée avec la Russie. Malgré Pahlen, l'influence de Panine l'emporte et Panine est tout anglais. Alexandre est sous le charme de Simon Woronzof, son ambassadeur à Londres, qui pousse l'anglomanie jusqu'à l'hostilité aux neutres. Endoctriné par ses conseillers, il est prêt à renoncer à la Ligue, pour peu que l'Angleterre y mette les formes. Elle n'a garde de s'y refuser. Alexandre demande, avec quelque hauteur, le retrait de l'expédition de la Baltique, qui menaçait Cronstadt. Nelson s'arrête; aussitôt Alexandre de l'inviter à Pétersbourg. L'embargo mis sur les navires anglais est levé. Ce faisant, Alexandre obéit aux réclamations de la noblesse, empressé de payer son joyeux avènement et de se rendre populaire. « Quant à la neutralité, écrivait Panine dès le 18 avril, nous y sommes les moins intéressés. » La Russie renonce au principe que le pavillon couvre la marchandise et reconnaît aux Anglais le droit de visite sur les navires de commerce russes. L'Angleterre, en récompense, consent à admettre la Suède et le Danemark aux bénéfices de ce nouveau droit maritime. L'accord est signé, le 17 juin, à Pétersbourg, et, peu après, le 24, Alexandre invite le roi de Prusse à y accéder. La *Ligue des neutres* avait duré quatre mois, quatre mois d'hiver, pendant lesquels elle n'avait servi à rien [2].

Alexandre, fort incertain encore de lui-même, étourdi de

[1] Rapport de Cobenzl, 19 mai 1801. Conversations des 12 et 14 mai. BOULAY DE LA MEURTHE.

[2] MARTENS, *Russie*, t. XI. — Lettres de Woronzof. BERNHARDI.



son avènement, ballotté entre ses rêves, très vagues, et les conseils, très précis de ses ministres, se laisse pousser par eux vers l'Angleterre, plutôt qu'il n'y incline de son propre penchant. Il n'a qu'à suivre ses dispositions intimes, qu'à s'abandonner à son humeur, à l'ambition qui fermente en lui, pour s'éloigner de la France. C'est, entre Bonaparte et lui, une affaire personnelle, une rivalité de jeune homme, un fonds d'aversion instinctive contre ce Corse qui envahit la scène, prend le pas sur les princes du sang, leur barre la carrière et usurpe la place que Catherine la Grande destinait à son petit-fils. Quant à la France, s'il lui reste de ses premières rêveries, des *Aventures de Télémaque* et des voyages en utopie où le menait son précepteur, le « vertueux » et verbeux La Harpe, pédagogue de Lausanne [1], quelque complaisance pour la République, elle est toute de forme, toute littéraire et métaphorique ; elle ne s'applique d'ailleurs qu'à une France idéale, et selon l'idéal d'un philosophe de Suisse, généreuse mais faible, magnanime mais bornée à ses anciennes frontières, faisant, par ses maximes, l'admiration des peuples et, par sa modération, la sécurité des princes : ni ambitieuse, ni conquérante, ni jacobine, ni consulaire; mais neutralisant en quelque sorte, par ses vertus démocratiques et par sa modestie républicaine, le redoutable ressort de l'ancienne monarchie. Sous cette figure, il la goûte; il est prêt à l'admirer, à la tolérer, à la protéger même et à se faire garant de ses libertés, pour la paix générale, la beauté du siècle, la tranquillité de l'Europe et la suprématie russe sur le vieux monde.

C'est, assurent les correspondances de Paris, celles des diplomates et celles des agents occultes, le vœu secret de tous les bons Français. Cet excès de forces que l'on prête au Consul n'est qu'une apparence; la France s'en inquiète et en pâtit. Bonaparte est violent, impétueux; bon général, très médiocre administrateur; aucun dessein suivi, attendant tout des événements. « Son ambition est aussi démesurée que ses

[1] Sur ce personnage que l'on retrouve aux débuts d'Alexandre et à son apogée en 1814, voir les curieux mémoires de Moriolles.



plans, en politique, paraissent incohérents. » On désire la paix générale, et cet espoir qui a élevé Bonaparte au faîte de sa grandeur, se trouvant déçu, commence à ruiner son pouvoir : il a des ennemis irréconciliables dans les jacobins, et ne peut compter sur tous les *généraux* [1].

Ainsi se peignent la République et son Consul dans l'imagination de cet Empereur de vingt-trois ans, impatient de laver la tache de son avènement par la justice de ses actes, la grandeur de sa politique, et de s'arracher aux remords en devenant, ce qu'il croit sa destinée, les délices de l'Europe nettoyée des souillures de la Révolution. C'est dans ces dispositions qu'il reçut Duroc, et débuta dans ce personnage qui fit de lui le plus captivant et prestigieux artiste politique de son temps, acteur raffiné qui inventait son rôle dans l'exaltation, le dessinait dans la rêverie, le jouait avec délices : la fatuité de l'enthousiasme, la coquetterie de séduire, l'orgueil de tromper la joie supérieure de mener les hommes en les charmant. La comédie qui commence avec Duroc se continuera avec Caulaincourt, et toujours raffinant jusqu'au dénouement, à Paris, à l'hôtel Saint-Florentin et à l'Élysée quand il rendit aux Bourbons leur couronne et aux Français la liberté! Il se montra ravi de voir enfin un Français de la fameuse Révolution ; « il le considérait avec surprise, avec intérêt » ; il se fit « le grand plaisir de lui donner, en lui parlant, le titre de *citoyen* [2] ». Mais, il lui laissa entendre qu'il ne servirait Bonaparte ni dans la Méditerranée, ni en Italie. Duroc ne s'en fit accroire ni sur le titre de *citoyen* ni sur la rhétorique républicaine d'Alexandre. Il sut fort bien discerner l'hostilité sous les guirlandes. « Il avait été demandé par feu mon père que l'on évacuât l'Égypte, dit l'Empereur ; j'ai bien pensé que les Français ne voudraient pas le faire... Mon désir avait toujours été de la voir entre les mains des Français... » Mais, ajouta-t-il, « si, par malheur, les Anglais venaient à bout de s'en emparer, je

[1] Rapports de Kolytchef, mai-juin 1801.

[2] *Mémoires de Czartoryski*, t. I, chap. IX. — Rapports de Duroc, 26 mai, 5 juin 1801.

me joindrais volontiers aux puissances de l'Europe pour les forcer à l'abandonner et à la remettre aux Turcs. » Il reconnaît les torts du roi de Sardaigne, la nécessité de la guerre faite à Naples; mais il demande des ménagements. « J'ai toujours désiré de voir la France et la Russie amies; ce sont des nations grandes et puissantes... qui doivent s'entendre pour faire cesser les petites divisions du continent .. — Je vous parle à cœur ouvert; dites-le, de ma part, au premier Consul; mais soyez discret : il n'est pas même nécessaire que vous en parliez à un ministre. Ne vous servez pas de la poste : vos lettres passeront par trop de mains. Dites-lui aussi que je suis attaché à sa gloire, et qu'il ne faut pas qu'on pense de lui qu'il semble envahir... Je ne veux rien pour moi; je ne veux que contribuer à la tranquillité de l'Europe. »

C'est déjà tout Alexandre, celui de Tilsit et d'Erfurt. Dans le même temps qu'il tient ces discours à Duroc, il congédie Pahlen, le seul de ses ministres qui ne passât point pour hostile à la France. Il rappelle Kolytchef, qui ne lui semble pas de taille, et le remplace par Markof, l'ancien ministre de Catherine, l'homme des partages de la Pologne, qui passe pour le plus insidieux des diplomates russes, la meilleure tête et le plus inaccessible aux prestiges. Les instructions qu'il lui donne [1] ne sont qu'une longue remontrance à l'adresse de Bonaparte; elles ne manifestent que les dissentiments; elles montrent la fragilité de la paix qui va se conclure; elles annoncent toutes les causes de la rupture en 1804. Les négociations de Paris sont « les plus importantes » du monde : il s'y agit d'accélérer la paix définitive de l'Europe. Si le premier Consul « se laisse entraîner par le torrent de la Révolution, la guerre s'ensuivra, et la diplomatie devra amuser le tapis jusqu'à ce que l'on puisse disposer de moyens plus efficaces ». Si le premier Consul, mieux éclairé, « veut fermer les plaies de la Révolution », respecter les gouvernements et l'équilibre de l'Europe, un rapprochement est possible. Sous

[1] 9 juillet 1801.

le règne de Paul Ier, Bonaparte ne cherchait qu'à entraîner la Russie contre l'Angleterre; il ne cherche peut-être plus qu'à gagner du temps. Le tsar considère l'envahissement du Portugal comme un « malheur », puisqu'en « offrant au gouvernement français de nouvelles ressources, et en livrant une nouvelle proie au génie malfaisant de la Révolution », il ajourne encore « l'accomplissement des vœux de l'humanité ». Que l'Égypte soit restituée aux Turcs, le royaume de Naples évacué, le roi de Sardaigne rétabli; que le Wurtemberg soit favorisé, et l'Empereur consent à traiter de la paix; il consent même à s'entendre avec la France sur les affaires d'Allemagne. Ainsi, Alexandre ne se refuse point à la paix; mais il la conçoit tout à l'inverse de Bonaparte. Bonaparte la recherche pour étendre la suprématie française, Alexandre pour réfréner et refouler cette suprématie et y substituer la suprématie russe. « Il résulte du tableau que je viens d'esquisser que c'est avec les cours de Vienne, de Londres et de Berlin que l'intérêt général, aussi bien que ceux de mon empire, me portent à désirer une solide union; les deux premières, allant au-devant de mes vœux, semblent, par leur empressement, en reconnaître l'utilité... » Toutefois, que Markof se garde d'en laisser rien paraître et de porter le moindre ombrage. « Le soupçon d'une coalition nouvelle dirigée contre la France pourrait porter son gouvernement à de nouvelles violences... et rallumer les feux de la guerre. »

A Londres, où l'on se sent encouragé, Hawkesbury répond hautainement aux ouvertures de paix par cet ultimatum[1] : évacuation de l'Égypte et de Naples; restitution de Nice et du Piémont, restitution de la Toscane, indépendance de l'Italie, évacuation du Portugal. C'est la guerre de 1798 qui menace de recommencer pour les mêmes motifs : l'impossibilité de réduire l'Angleterre à la « paix française »; la volonté de tirer de cette paix la suprématie française en Allemagne, en Italie et la domination de la Méditerranée, ce qui conduisit le Direc-

[1] 25 juin 1801.



toire à faire l'expédition d'Égypte, l'expédition de Naples; à envahir la Suisse, à négocier la reconstitution de l'Allemagne, et ce qui réduisit la République à deux doigts de la catastrophe. Ainsi s'annonce, avant même que la paix générale soit, pour un instant, signée, la terrible partie qui ne finira qu'en 1815. L'Europe ne consent la paix que pour recommencer la guerre. Bonaparte envahit pour prévenir la coalition.

Don Manuel Godoy, prince de la Paix, menait la guerre de Portugal selon ses goûts et ses talents, en général de cirque, se piquant de ressusciter Potemkine à l'armée, comme il en tenait l'emploi à la cour. Il se hâta de terminer l'affaire avant que le corps français, commandé par Leclerc, eût le temps d'arriver et de mettre la main sur le Portugal. Le 6 juin, il fit signer, à Badajoz sous sa médiation, par Lucien Bonaparte, ambassadeur à Madrid, un traité avec le Portugal : les Portugais fermeraient leurs ports aux Anglais et payeraient à la France une contribution de quinze millions tournois, moitié en espèces, moitié en pierreries. Le premier mouvement de Bonaparte fut la colère : il voulait des garanties, trois provinces. Il refuse de ratifier le traité; il fait marcher Leclerc, que les Espagnols reçoivent en ennemis. Godoy essaie se tirer d'affaire par des pantalonnades. Devenu émule de Bonaparte étant généralissime, il demande son portrait : « Je n'enverrai jamais mon portrait à un homme qui tient son prédécesseur au cachot, et qui emploie les moyens de l'Inquisition, réplique Bonaparte. Je puis m'en servir, mais je ne lui dois que du mépris. » Lucien lui écrit que la reine, pour lui montrer sa reconnaissance du royaume d'Étrurie donné à son gendre, irait jusqu'à placer une infante dans le lit du Consul. « Si j'étais dans le cas de me marier encore une fois, dit Bonaparte à Volney, ce n'est pas dans une maison en ruines que j'irais chercher femme. »

Puis, sur les rapports de Leclerc qui se plaint des mauvais traitements subis par ses troupes, sur le refus de Godoy de déchirer le traité de Badajoz, il s'emporte et l'on entend les premiers grondements de l'orage de 1808 : « Si ce prince,



acheté par l'Angleterre, entrainait le roi et la reine dans des mesures contraires à l'honneur et aux intérêts de la République, la dernière heure de la monarchie espagnole aurait sonné. » — « La conduite extravagante et insolente du prince de la Paix..., les intrigues que ce misérable se permet contre nos troupes! Si l'on continue, on pourrait voir des choses auxquelles on ne s'attend point[1]. » Mais il n'est pas en mesure de pousser à fond : il n'a pas la Russie, dont il ira, en 1808, chercher le laissez-passer à Erfurt. Il s'apaise. Il écoute Talleyrand qui lui souffle à l'oreille : « Nous pouvons faire avec l'Espagne ce qu'elle a fait avec le Portugal ; elle sacrifie les intérêts de son allié, c'est mettre à notre disposition l'île de la Trinité dans les stipulations avec l'Angleterre[2]. » Bonaparte goûta la sagesse de ces propos. D'ailleurs, l'approche de Leclerc avait donné à réfléchir aux Portugais. Ils firent leur soumission et signèrent, à Madrid, un traité qui confirmait la fermeture des ports aux Anglais, cédait une partie de la Guyane à la République et portait à vingt millions la contribution de guerre[3].

C'était encore le plus clair des recettes du Trésor français. Or, l'une des plus fécondes *perceptions*, celle de Batavie, menaçait de se tarir. Pour subvenir aux frais d'une alliance qui détruisait leur flotte, perdait leurs colonies et ruinait leur commerce, les Bataves en étaient descendus à l'emprunt forcé sur le capital. Les têtes fermentaient. Bonaparte, impuissant à supprimer les causes du mal, en était réduit, comme le Directoire, à en cacher les symptômes, et il n'y avait d'autre remède que celui du vieil empirisme révolutionnaire : changer la Constitution[4]. « La Batavie, écrivait, de la Haye, l'officieux Sémonville, se donnera la Constitution que vous voudrez. » Et on lui en fit une de plus, celle-là avec une régence de douze membres, un secrétaire général, quatre secrétaires d'État, et,

[1] A Talleyrand, 7, 9 juillet 1801; 15 août 1801.
[2] Talleyrand à Bonaparte, 9 juillet 1801.
[3] Traité de Madrid, 29 septembre 1801.
[4] Cf., t. V, p. 35, 225, 313.

pour la garantie des libertés publiques, un corps législatif de trente-cinq membres, nommés par le gouvernement, renouvelés par tiers par les électeurs, votant par oui et par non. Le tout fut soumis à un plébiscite, sous la tutelle persuasive d'Augereau. Les Bataves montraient peu de dispositions à voter; on décréta que les abstentions compteraient pour des adhésions. La Constitution, ainsi ratifiée, fut promulguée le 6 octobre. Pour encourager les Bataves et favoriser le nouveau gouvernement, Bonaparte avait consenti, le 29 août, à réduire à 10,000 les 25,000 hommes entretenus par la Hollande, jusqu'à la paix avec l'Angleterre. La Hollande, en compensation, paiera à la France 5 millions de florins[1].

Dans le même temps, Bonaparte avait mené à ses fins la grande affaire de la paix religieuse. Le Concordat, signé à Paris le 15 juillet, avait été ratifié le 10 septembre[2]. Consalvi, qui avait achevé la négociation, n'avait pas été plus heureux que Spina qui l'avait commencée. Le Saint-Siège n'avait rien gagné à spéculer sur la mauvaise fortune et à attendre cette déconfiture de la République, cet éboulement du Consulat que prédisaient tous les nouvellistes de l'Europe et que guettaient anxieusement toutes les chancelleries. Il dut faire le grand sacrifice — le renouvellement de l'épiscopat — sans obtenir la grande compensation, la religion d'État. La convention du 15 juillet constata simplement que la religion catholique « était celle de la majorité des citoyens français » et que les consuls en faisaient « la profession particulière ». Elle stipulait qu'il serait fait une nouvelle circonscription des évêchés, que les titulaires seraient invités par le Saint-Siège à démissionner et que, s'ils s'y refusaient, on pourvoirait à leur remplacement; les nouveaux titulaires seront nommés par le premier Consul, et recevront du Pape l'institution canonique.

Bonaparte était impatient de promulguer le Concordat, comptant sur la popularité qu'il en recueillerait pour déjouer

[1] De Clercq, t. I, p. 452. — Legrand.
[2] De Clercq, t. I, p. 446.



les complots royalistes et les intrigues anglaises dans l'Ouest, enlever aux Anglais leur principal moyen d'action en France et hâter, par suite, la conclusion de la paix. Mais il trouva des obstacles au cœur même de son gouvernement. Il dut renoncer à promulguer le Concordat isolément ; il dut consentir à l'encadrer dans une loi générale sur l'organisation des cultes, où le culte catholique se trouvait en parallèle avec les cultes protestants, les uns et les autres, d'ailleurs, soumis à des règlements analogues et à une surveillance commune du pouvoir laïque. Ces *articles organiques* [1], comme on les nommera, devaient envelopper, en quelque sorte, de raison d'État l'arrangement conclu avec Rome et le rendre, sous cette forme, présentable aux Assemblées, indifférentes à la liberté religieuse et toujours en soupçon à l'endroit du Pape et de l'Église romaine. C'était une œuvre laborieuse, et tandis que le Conseil d'État s'y employait, Bonaparte se vit contraint de retourner ses plans, et de chercher dans la paix avec l'Angleterre un effet de prestige qui l'aiderait à étouffer dans Paris et dans l'armée l'opposition à la paix avec Rome.

Des considérations diverses, celles des affaires de l'Europe, celles de l'intérieur de la République l'engagèrent ainsi à presser les Anglais et à signer avec eux, très rapidement, une trêve, au moins apparente, précaire, en tous les cas, mais qui durerait assez pour permettre d'achever le reste : l'organisation de la République et l'organisation de l'Allemagne et de l'Italie, la suprématie du Consul au dedans, la suprématie de la France au dehors.

Otto était, à Londres, négociateur officieux, mais muni des pouvoirs nécessaires pour signer des préliminaires. Bonaparte écrivit à Talleyrand, le 17 septembre, de mettre les ministres anglais en demeure. Il n'entendait consentir aucune cession ; pour les territoires que l'Angleterre avait conquis et qu'elle garderait, il « ne s'opposerait pas », — rien de plus. « C'est

[1] Loi du 18 germinal an X. — 8 avril 1802. — De Clercq, t. I, p. 533 et suivantes.

par cette formule que l'Empereur a cédé Mayence à la République et que la France lui a cédé Venise. Il serait absurde de vouloir que le premier Consul disposât de ce qui ne lui appartient pas : il ne le ferait pas, quand les flottes anglaises seraient mouillées devant Chaillot! Il faut, concluait-il, que les préliminaires soient signés dans la première décade de vendémiaire — du 23 septembre au 2 octobre — ou que les négociations soient rompues [1]. »

II

Le ministère anglais inclinait, pour des motifs analogues et avec les mêmes arrière-pensées, à une transaction du même genre [2]. Bonaparte avait réduit le Portugal à fermer ses portes aux Anglais ; mais l'Angleterre avait réduit l'armée française à évacuer l'Égypte [3]. Bonaparte réunissait à Boulogne et sur les côtes de la Manche des flottilles menaçantes. Nelson, revenu de la Baltique, avait tenté vainement de les anéantir. Le cauchemar du débarquement n'était point dissipé. Convenait-il de risquer cette redoutable aventure? En différant, l'Angleterre fournirait à Bonaparte l'occasion de pousser partout ses invasions. Elle était redevenue seule maîtresse de la mer ; mais la France était maîtresse du continent : Bonaparte pourrait en fermer les côtes au com-

[1] A Talleyrand, 17 septembre 1801.
[2] Correspondances des Affaires étrangères ; Correspondance de Napoléon ; Correspondances publiées par la Société d'histoire de Russie, les archives Woronzof, MM. Boulay de la Meurthe, Bailleu, Bertrand. Lecestre, Pallain ; notes de Malmesbury ; recueil de Hansard ; lettres de Whitworth et de Cornwallis ; mémoires de Thibaudeau, Rœderer, Miot, Norvins, Méneval, Gourgaud, le roi Joseph, Mme de Staël, Villemain ; ouvrages de Lefebvre, Thiers, Michelet, Frédéric Masson, Ducasse, comte de Bray, comte de Martel, Ernouf, Henri Prentout, Léonce Pingaud, Legrand, de Sybel, Oncken, Fournier, de Martens, Browning, Stanhope, Seeley, Green, Mahan, Bernhardi, Roloff, Botta ; les études de MM. Philippson, Caudrillier, J. Potrel, Buchholz.
[3] 27 juin 1801

merce anglais. La guerre serait aussi onéreuse que vaine. La paix permettrait de reprendre les affaires avec le monde entier et de renouer sous main les relations politiques avec le continent. L'Autriche avait cédé, mais elle jalousait la France en Italie; elle convoitait la Lombardie, les Légations; elle frémissait de livrer aux Français cette grande opération des sécularisations allemandes qui minerait sa clientèle et son influence. Qui sait si ce nouveau Campo-Formio ne tournerait pas à un nouvel avortement, à la Rastadt? La Russie devenait nettement hostile; elle entrainerait peut-être la Prusse. Bonaparte fournirait lui-même le prétexte de rompre, l'heure venue, et de dépouiller la République des conquêtes qu'on ne lui reconnaissait, momentanément, que pour se donner le temps de les lui reprendre. En attendant, l'Angleterre, par quelques adroites conventions commerciales, obligerait la France à dégorger une partie de ses bénéfices de guerre et travaillerait à l'amortissement de l'énorme dette de douze milliards. Ainsi raisonnaient les politiques, ceux qui possédaient le secret des affaires. La plupart des membres du précédent ministère, Windham, Grenville, entre autres, répétaient que ce serait œuvre stérile, et que l'Angleterre perdrait les avantages de la guerre sans se procurer ceux de la paix. Pitt, au contraire, approuva, estimant que les déceptions de la paix justifieraient la reprise de la guerre, la rendraient populaire et que, dans ces circonstances, la trêve, encore que précaire, permettrait d'entreprendre ces deux grands ouvrages d'État suspendus depuis huit ans : la réforme des finances et la pacification de l'Irlande.

Hawkesbury avait pu se convaincre par les pourparlers engagés avec Otto et par les notes, très inutilement échangées depuis le mois de juin [1], qu'avec Bonaparte attendre davantage, c'était précipiter les événements que l'on redoutait. Il ne restait qu'un moyen de l'arrêter, c'était de lui donner cette paix qu'il réclamait si impérieusement. Toutefois, en signant des

[1] Lefebvre, t. I, chap. iv. — Ducasse.

préliminaires, les ministres anglais n'entendaient nullement reconnaître les nouveaux établissements de la République. Ils se réfugièrent dans l'équivoque et s'arrêtèrent à cet expédient : restreindre les préliminaires aux seuls articles indispensables, ainsi que l'on fait en un armistice, où les positions respectives ne sont déterminées que sur le front des deux armées et sur les points de contact immédiat, le reste, c'est-à-dire tous les espaces en arrière, sur les côtés, et tous les mouvements qui s'y opèrent, demeurant imprécis et abandonné à l'imprévu.

Bonaparte avait le même intérêt à écarter de la négociation des articles qui eussent rendu la signature impossible. Il voulait la paix ; il voulait aussi la réunion du Piémont, clef de l'Italie, et il savait que l'Angleterre n'y donnerait jamais son consentement explicite. Il savait que l'Angleterre réclamerait un traité de commerce, et il était bien décidé à le refuser. Ajourner lui suffisait. Il se figurait que la paix, si incertaine qu'elle fût, paraîtrait si douce, puis si nécessaire aux peuples, que les gouvernements n'oseraient de longtemps la rompre. Dans l'intervalle, étant maître du continent et arbitre de l'Allemagne, il organiserait l'Europe de telle sorte que toute coalition contre la France y deviendrait chimérique ; bien plus, si l'Angleterre menaçait de reprendre la lutte, il coaliserait le continent contre l'Angleterre. Si, par corruption ou cabale, l'Angleterre entraînait quelque puissance dans sa querelle, il écraserait cette alliée des Anglais par la masse de toutes les autres puissances, alliées de la République.

Il lui importait donc assez peu que la convention de Londres reconnût telles limites ou telles dépendances à la République. Raisonnant sur les dispositions du peuple anglais aussi gratuitement et sur des renseignements aussi erronés que faisaient les ministres anglais à propos de la France, il se flattait de trouver dans l'opinion, dans le parti libéral, dans les commerçants, gens intéressés et à courte vue, des auxiliaires plus ou moins inconscients de sa politique, qui s'opposeraient à tout retour de Pitt aux affaires et à toute reprise des hostilités.



Cette disposition commune à ne rien déterminer, définir ou approfondir facilita singulièrement les choses. Mais on ne s'entendit, en réalité, que sur un malentendu. On ne rédigea qu'une convention trouée, en quelque sorte, où la paix s'échappait entre toutes les lignes, qu'on ne concluait que dans l'arrière-pensée de la rompre, qu'on ne devait ratifier que dans les restrictions mentales. Elle excluait de l'entente superficielle les causes profondes de discorde qui avaient amené et entretenu la guerre ; elle passait sous silence les conflits qui avaient rendu la paix si longtemps impossible et qui, subsistant, la devaient si vite détruire.

Ces préliminaires fallacieux furent signés à Londres le 1er octobre 1801. L'Angleterre devait, à la paix, garder Ceylan prise à la Hollande, la Trinité prise à l'Espagne. Elle posséderait le Cap, en *condominium* avec les Hollandais. Elle restituerait les autres colonies conquises sur la France et sur ses alliés. Malte serait rendue aux chevaliers, sous la garantie d'une grande puissance. Les points occupés par les Anglais sur les côtes de l'Adriatique et de la Méditerranée seraient évacués. L'Égypte serait restituée aux Turcs. L'intégrité du Portugal serait garantie; l'indépendance des îles Ioniennes reconnue. La France évacuerait Naples et les États romains. La question des pêcheries de Terre-Neuve serait réservée. Rien sur le commerce. Rien sur les limites de la France, telles que la paix de Lunéville les avait reconnues ; rien sur Saint-Domingue ni sur la Louisiane ; rien sur le Piémont, ni sur l'établissement des Français à Flessingue, ni sur l'occupation militaire de la Hollande, de la Cisalpine, de la Suisse ; ni sur le Hanovre, ni sur la réorganisation de l'Allemagne.

La part des sacrifices pour la France, c'était la renonciation aux grands desseins sur l'Orient; la perte des îles Ioniennes, de Malte, de l'Égypte, des positions prises dans la Méditerranée, sur la route des Indes. Mais elle avait acquis la Louisiane, augmenté la Guyane, et, tout aussitôt, Bonaparte y chercha des diversions. Saint-Domingue reprenait, dès lors, une importance capitale. Le 6 octobre, Bonaparte organisa les

troupes coloniales « pour les îles d'Amérique »; le 8, il ordonna l'envoi à Saint-Domingue de douze vaisseaux portant 7,000 hommes, et manda à Leclerc de se rendre « en toute diligence à Paris, avec ses aides de camp ». Il lui réservait le commandement de l'expédition.

Les préliminaires laissaient à Bonaparte les mains libres en Suisse, en Italie, où il s'agissait de se fortifier contre tout retour offensif de l'Autriche et d'asseoir la suprématie française, en Allemagne, où se préparait une opération capitale, l'amoindrissement de l'Autriche, l'extension de la clientèle française dans l'Empire, les remaniements des territoires et de la Constitution, qui devaient conduire à renouveler la ligue du Rhin de Louis XIV, garantie de la cession de la rive gauche entière, comme cette ligue de Mazarin l'avait été de la cession de l'Alsace. Mais dans l'un et dans l'autre de ces pays, l'Italie et l'Allemagne, Bonaparte avait à compter avec la Russie. Alexandre, sous le prétexte que sa grand'mère était intervenue dans le traité de Teschen, se déclarait garant de la Constitution de l'Empire et prétendait intervenir dans les règlements de la paix de Lunéville ; en Italie, sous le prétexte de défendre l'indépendance des États et les droits des princes, il marchait à prendre pied sur les côtes de la Méditerranée; il disputait à la France l'hégémonie de la Péninsule, par les mêmes moyens dont la France avait usé, sous les rois, pour la disputer à l'Autriche. Or, la paix n'était point faite avec la Russie ; la négociation s'en poursuivait concurremment avec celle de Londres : elle fut plus épineuse et aboutit à des arrangements plus compliqués.

Markof était arrivé à Paris le 20 septembre. Ce n'était ni un homme à séduire ni un homme séduisant. Il apportait chez les républicains toute la superbe d'un ministre de Catherine la Grande négociant avec des Polonais, arrachés par quelque Kosciusko, plus heureux, à leur irrémédiable anarchie. Il ne faisait pas plus de cas du génie politique de Bonaparte que Souvorof du génie militaire des généraux de la Révolution : vaincre des Allemands et leur dicter la paix comptait pour peu



de chose aux yeux de ce Moscovite. D'ailleurs très retors, très insinuant, merveilleusement adroit aux manèges mondains et aux mécaniques d'espionnage, et d'autant plus redoutable qu'il payait moins de mine. A le considérer en face de Talleyrand, c'était le ci-devant secrétaire d'État de Reubell et de Barras, le défroqué et le déclassé qui eût trahi le grand seigneur d'autrefois; c'était l'ambassadeur impérial qu'on eût, selon les préjugés des cours, désigné pour le sans-culotte parvenu, le terroriste décrassé, le révolutionnaire passé à l'autocratie. « Son visage lacéré par la petite vérole exprimait constamment l'ironie et le dédain; ses yeux ronds et sa bouche aux coins abaissés tenaient du tigre. Il avait adopté le langage et les grands airs de l'ancienne cour de Versailles, en y ajoutant beaucoup de hauteur; il n'y avait dans ses manières que peu de politesse et aucune aménité. Il s'exprimait parfaitement en français; mais sa parole était, en général, acerbe, tranchante et désagréable; elle ne trahissait jamais une ombre de sentiment. » Sarcastique, au contraire, la pire langue du monde, dans les salons, et la parole la moins sûre dans les entretiens d'affaires. « La perle des diplomates russes », dit Adam Czartoryski. « Il faut, écrivait Joseph de Maistre, offrir à chaque chancellerie l'appât qui lui convient; si l'on a besoin d'un corbeau, quel mal y a-t-il à lui présenter une charogne? » « C'était, disait le Suédois Stedingk, un scélérat avant qu'il eût fait fortune; mais, depuis, je crois qu'il a changé de maximes.[1] » Cobenzl, qui l'avait éprouvé, dit de lui à Joseph de Maistre : « C'est un grand traître; » et Strogonof qui l'avait connu sous Catherine : « Il est faux comme un jeton. »

Voilà l'homme qu'Alexandre adressait à Bonaparte pour lui faire la morale, sur le ton de l'ancien régime, et entreprendre avec lui et plutôt contre lui la restauration des princes et le rétablissement des principes en Europe. Au fond, et pour la dépouiller de tout voile mystique, Markof entendait fort bien

[1] CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, chap. X. — Joseph DE MAISTRE, *Mémoires et correspondance*. Lettre du 29 septembre 1803.



la politique de son maître et il servit Alexandre comme ce tsar entendait qu'on le servît. Ajoutons, ce qui fut aussi favorable au service russe que nuisible aux intérêts de Bonaparte, la parfaite intimité de Markof avec les deux Woronzof, celui de Pétersbourg et celui de Londres, le furieux anglomane et le plus antifrançais des Russes.

Markof fut présenté, le 24 septembre, au premier Consul par Talleyrand. Il remit à Bonaparte une lettre d'Alexandre. Bonaparte, à ce propos, parla « du défunt empereur Paul I[er], de glorieuse mémoire », des « conceptions vastes et nobles de ce souverain : ses vues entraient si parfaitement dans celles de la France que lui, premier Consul, n'aurait point hésité, pour les accomplir, de se faire le lieutenant de Paul I[er] ». C'étaient de ces compliments que Kolytchef, peu sensible, qualifiait de « flagorneries ». Mais, poursuivit Bonaparte, l'empereur Alexandre « rentrant dans les bornes d'une politique sage et modérée, il ne s'agit plus que de faire la paix ». Et, poussant droit au point litigieux : « Il s'agit de la conclure sans la tenir en suspens par des considérations aussi secondaires que celle de l'intérêt pour le *roitelet* de Sardaigne, qu'il faudrait, si même on le rétablissait en Piémont, soutenir par des baïonnettes, attendu que ses sujets sont unanimement déclarés contre son retour. » Là-dessus, il s'anima, récriminant contre les remontrances de Kolytchef et l'intérêt trop pressant que cet ambassadeur témoignait pour le *roitelet*. « On l'a manifesté dans des termes qui semblaient dicter la loi et traiter la France comme la république de Lucques. » Il fit valoir les facilités qu'il donnerait à l'accroissement de la Bavière et du Wurtemberg, et il conclut : « Faisons la paix d'abord, et puis nous parlerons d'autre chose. » Markof savait que Bonaparte ne lâcherait pas le Piémont ; il en parla par simple convenance et, comme il faisait observer que toute l'Europe s'opposerait à cette occupation, il s'attira cette réplique : « Hé bien ! qu'elle vienne le reprendre ! »

Il prit congé du premier Consul et s'en alla conférer avec Talleyrand. « Je l'ai prié, écrit-il, d'avoir soin de bien



assurer le premier Consul qu'on est tout aussi éloigné chez nous de penser à traiter la République française comme celle de Lucques, que de craindre, d'ici, qu'on voulût traiter la Russie comme l'Étrurie ou la Cisalpine. »

Talleyrand le traîna jusqu'à ce qu'il sût la nouvelle de la signature des préliminaires à Londres. Markof s'y prêta, ayant pour instruction « d'amuser le tapis jusqu'à de nouvelles circonstances[1] ». La nouvelle connue, il s'empressa de complimenter Talleyrand qui, tout aussitôt, parla du Piémont et fit sentir qu'on le garderait à moins que l'Angleterre ne se désistât de Ceylan; il eut soin d'ajouter que l'Angleterre n'en avait fait, dans les préliminaires, aucune mention. Markof ne manqua point de protester des intentions immuables de son maître pour le roi de Sardaigne : l'Empereur se joindrait à toutes les puissances qui s'intéresseraient à la restauration de ce prince. « Et ce ne sera personne », répliqua Talleyrand. Sur quoi ils prirent un rendez-vous pour rédiger le traité. Markof avait des pouvoirs étendus. Il s'était convaincu « de la convenance absolue de terminer l'arrangement avec la France » ; mais il eut l'adresse de se faire arracher, comme de grands sacrifices, « en s'exposant, disait-il, à un désaveu complet, » des transactions qu'il était parfaitement autorisé à consentir.

Ainsi furent signés les articles de la paix le 8 octobre 1801. La France et la Russie, formeront « un concert parfait » dans l'affaire des indemnités d'Allemagne; elles établiront entre elles « un concert intime » pour « terminer à l'amiable les affaires ultérieures de l'Italie et celles du Saint-Siège sous le rapport politique » ; elles s'occuperont « à l'amiable et de gré à gré », des intérêts du roi de Sardaigne et y auront tous les égards compatibles avec l'état actuel des choses. La France garantit les États du roi de Naples ; elle ne les occupera « que jusqu'à ce que le sort de l'Égypte soit décidé ». La Russie sera médiatrice de la paix entre la France et la Turquie. Le

[1] Sur cette négociation, MARTENS, t. XIII, p. 262 et suiv.

premier Consul et l'Empereur « s'occuperont, en commun, des moyens de consolider la paix générale sur les bases susmentionnées, de rétablir un juste équilibre dans les différentes parties du monde, et d'assurer la liberté des mers ».

Ces derniers mots étaient du style de Bonaparte, qui tâchait, par là, d'engager la Russie dans sa rivalité maritime contre l'Angleterre ; mais ils perdaient toute portée au lendemain des arrangements que la Russie avait conclus avec Londres et qui rompaient la Ligue des neutres. En Allemagne, il consentait à partager la clientèle de l'Empire. En Italie, il se donnait un censeur. Mais il ne voulut considérer que l'avantage immédiat, qui était l'isolement total de l'Angleterre et la prompte conclusion de cette paix magnifique qui devait attribuer à la République la suprématie du continent et au premier Consul la suprématie de la République.

Il écrivit, le 10 octobre, une lettre de congratulations au tsar, et la lui envoya par un de ses aides de camp, le colonel Caulaincourt. « Il a été convenu, disait-il, que l'île de Malte serait rendue à l'ordre, sous la protection d'une grande puissance. Je prie Votre Majesté de me faire connaître ce qu'elle désire... » La veille, des préliminaires avaient été signés avec l'envoyé turc à Paris : la France s'engageait à évacuer l'Égypte et remettait en vigueur ses anciens traités avec la Porte. Bonaparte écrivit au Sultan, exprimant son désir de conclure la paix définitive. Il confia cette lettre au chef de brigade de cavalerie Sébastiani, Corse délié, décidé, qu'il croyait capable de voir, d'entendre, de juger les choses. Par ces missions données à des officiers de confiance, formés par lui au service, il se procurait des renseignements directs, recueillis selon sa méthode, en vue de ses desseins, et se préparait aussi des ambassadeurs.

III

La nouvelle des préliminaires fut accueillie à Londres avec les éclats d'une joie exubérante. C'en était fait des cauchemars de l'invasion! L'Angleterre allait pouvoir dormir en sécurité, se réveiller sans frisson à l'annonce possible d'un débarquement de Bonaparte. Les affaires allaient reprendre. Le marché français paierait aux produits anglais une prime qui vaudrait toutes les plus fortes contributions de guerre. « Notre commerce, écrivait lord Minto alors ambassadeur à Vienne, va pénétrer jusqu'en France même et fleurir à Paris. » Enfin, c'était Paris qui se rouvrait aux ennuyés et aux curieux; l'Italie, aux affamés de soleil, à la tribu errante des mélancoliques qui se mouraient de spleen en leurs châteaux embrumés. Tous les oiseaux captifs au pays du brouillard secouaient leurs ailes humides et se disposaient à prendre leur vol vers les régions de joie et de clarté.

Lorsqu'un des aides de camp de Bonaparte, le colonel Lauriston, arriva, porteur des ratifications, l'enthousiasme tourna au délire. La foule détela les chevaux, traîna la voiture, aux cris de : Vive Bonaparte! Les Anglais s'écrasaient sur le passage pour voir, en son brillant uniforme, cet officier républicain qui tenait de si près au grand homme, pacificateur de la France et du monde. Mais, les chevaux de Lauriston conduits à l'écurie, son carrosse sous la remise, les marchands de la Cité retournés à leurs comptoirs, les politiques à leurs clubs et à leurs gazettes, le contenu des préliminaires commença de transpirer. « C'est une paix dont tout le monde est content, bien que personne n'en soit fier », disait, avant d'en connaître les articles, l'auteur des *Lettres de Junius*. C'est une paix, pouvait-on dire, le lendemain, dont tout le monde est honteux et dont personne ne voudrait plus. Quoi! la France

gardait l'Escaut, Anvers, ces Pays-Bas pour lesquels on s'était battu cent ans autrefois; pour lesquels, au temps de Louis XIV, « il passait tout d'un trait aux Communes, que les Anglais vendraient jusqu'à leurs chemises »; pour lesquels on avait dicté au Grand Roi le traité d'Utrecht et le traité des barrières, recommencé la lutte en 1740, en 1755! puis, au delà de ces Flandres, contestées avec tant d'acharnement, la gardienne postée par l'Angleterre, la Hollande, passant au service français, retournant les barrières contre les Anglais, et Flessingue et Amsterdam! et toute la rive gauche du Rhin, le Piémont, la Cisalpine, la Ligurie! Et l'Angleterre restituait ses conquêtes, les Antilles, les comptoirs de l'Inde; elle ne gardait que Ceylan et la Trinité, des dépouilles de vassaux, de Hollandais et d'Espagnols! aucune dépouille opime, aucun lambeau de France!

Enfin, et c'était le comble, pas un article sur le commerce, de sorte que tout l'intérêt de la paix, l'envahissement du marché continental, s'évanouissait. Bonaparte demeurait maître souverain du régime des douanes et des entrepôts sur cette immense étendue de côtes, et, ce régime, il l'imposerait aux alliés de la République; il prohiberait les produits anglais; il rétablirait, grâce à cette prohibition, et la marine et l'industrie françaises. Au lieu des immenses débouchés qu'elle attendait, l'Angleterre verrait le continent fermé; une lutte de tarifs plus ruineuse que la guerre, et cette perte sèche, la suppression de la contrebande de l'Amérique espagnole!

Les gens d'affaires, et c'était tout le monde dans la Cité, se déclarèrent trahis, pire encore, frustrés de tous les bénéfices qu'ils escomptaient déjà. Dans cette nation laborieuse et orgueilleuse, où le patriotisme et le négoce se confondent, le patriotisme, par jalousie et avidité, redevint belliqueux. Il s'éleva des clubs, des gazettes, des libelles, un cri de déception furieux, une immense réclamation contre le gouvernement. Ceux mêmes qui avaient le plus fermement soutenu le ministère refusèrent de croire à tant d'effacement, à tant

d'abnégation de la part des successeurs de Pitt. Les ministres tombèrent, dans l'opinion, de toute la hauteur des spéculations que l'opinion avait engagées sur la paix.

Édouard Cook, homme d'État et publiciste, ancien sous-secrétaire d'État au département de la Guerre, ami particulier de Castlereagh, lui adressa une lettre ouverte qui fit tapage et trouva de profonds échos : « La guerre, disait-il, eût été préférable à une paix qui ruinera l'Angleterre, anéantira ses finances, renversera sa puissance sur terre et sur mer. Nous permettons à la France, accrue des Pays-Bas, de former un système politique et commercial avec la Hollande, l'Espagne, la Suisse, l'Italie; nous lui rendons le commerce des Antilles; voilà soixante-dix millions de livres engloutis! Nous avions des traités de commerce avec tous ces pays, nous n'en avons plus qu'un seul, avec Naples! La France va monopoliser le trafic qui nous échappe, ruiner notre industrie qui émigrera avec ses capitaux, car l'argent n'a pas de patrie. La guerre, au contraire, maintiendrait notre monopole commercial, notre suprématie aux colonies; elle ménagera des débouchés immenses à nos produits. L'Espagne touche à la banqueroute; qu'elle saisisse le Portugal, elle nous livre le Brésil! Trois ans de guerre prolongée nous seraient moins onéreux que cette paix, et la France ne les pourra soutenir, car elle n'a ni crédit ni finances! »

Ainsi raisonnait ce politique réaliste et, avec lui, tout ce qui, en Angleterre, faisait de la prospérité et de l'extension du pays l'article unique de la *Grande Charte* extérieure, l'article unique des *Droits de l'homme anglais*.

L'événement montra que ce calcul était juste : treize ans de guerre acharnée menèrent l'Angleterre à son but : la Hollande rétablie en la garde des Pays-Bas, les barrières d'Utrecht relevées, les Français chassés de l'Allemagne et de l'Italie, la marine française anéantie, l'industrie et le commerce anglais dominant la moitié du monde, et l'Angleterre plus riche, avec sa dette de milliards, que la France, en ses années de triomphe, avec les tributs de l'Europe conquise.



Assaillis par cette tempête, les ministres se dérobèrent péniblement, invoquant les circonstances atténuantes. « Ils ont vu, écrivait un Russe, que les grandes puissances qui pouvaient, comme l'Autriche et la Prusse, faire rentrer la France dans ses anciennes limites n'ont jamais songé qu'à leur haine mutuelle... et à leur propre agrandissement; que l'Angleterre, nonobstant ses grandes et continuelles victoires, ne pouvait, du côté de terre, faire rentrer les Français dans leurs limites; l'*objet* de la *guerre* n'existait plus; il fallait la finir. » La raison le disait, avec les ministres; mais les Anglais n'y consentaient qu'en se hérissant, en se ramassant sur leurs reins, les coudes au corps, prêts à la boxe. Que les Français n'en abusent point! disait Nelson; sinon, je l'espère, l'Europe s'armera. « C'est avec plaisir que j'irais risquer ma vie pour renverser cette puissance démesurée et abhorrée de la France! » On sait comment il mourut, quatre ans après, à Trafalgar.

Fox ne se trouvait plus d'accord avec personne, illusionné sur la République française, comme pouvait l'être, en France, tel opposant libéral, Benjamin Constant, par exemple, ou Mme de Staël, sur les Anglais, leur Constitution, leur parlement, leur modération, leur goût et leur besoin de la paix, nécessaire, en théorie, à la liberté autant qu'au commerce. Il eut le courage de son opinion. « On peut dire que la paix est glorieuse pour la République française et pour le premier Consul, dit-il dans un banquet, le 11 octobre. Cela n'est-il pas juste? La France a résisté à une confédération de tous les grands royaumes de l'Europe... Quelques personnes se plaignent de ce que nous n'avons pas atteint le but de la guerre. Assurément, nous ne l'avons pas atteint, et je n'en aime que mieux la paix. »

Il y eut une première escarmouche aux Communes, le 29 octobre, à propos de l'adresse. Windham se déclare en deuil. Il ne partage pas les espérances du public : « Le découragement le plus amer, l'abattement le plus profond, m'envahissent. Je déclare que mes honorables amis qui, dans

un moment d'imprudence et de faiblesse, ont apposé leur signature à ce fatal traité, ont signé l'arrêt de mort de leur pays; ils lui ont porté une blessure dont il pourra languir plusieurs années; je ne conçois pas comment il pourra guérir. » L'adresse de félicitations officielles fut votée, mais l'infirmité de la paix était découverte, et le débat reprit, cette fois très vif, lorsque le texte de la convention fut soumis au Parlement.

On chercha les articles secrets, l'article sur le commerce, le fondement de toute paix anglaise, et on ne les trouva point. « Calamité véritable, paix précaire et dangereuse! » déclara Spencer, aux Lords, le 3 novembre. Aucun des objets de la guerre n'a été atteint. Grenville renchérit : « L'Angleterre est comme une forteresse qui a perdu ses ouvrages extérieurs. » — « La puissance nouvelle de la France est comparable à celle de l'ancienne Rome, déclara l'évêque de Rochester; supérieure même : une population immense, à la disposition d'un gouvernement plus actif, plus énergique que ne le fut celui de Rome sous le plus puissant des Césars; une étendue merveilleuse de côtes, du Texel à Brest, qui mettra l'Angleterre en un danger formidable le jour où la France aura une flotte. » Addington ne put invoquer que la nécessité, la capitulation du continent : « Une nouvelle coalition est, en ce moment, impossible. » La convention fut approuvée par 114 voix contre 10; mais le Parlement, désenchanté, devenait hostile.

Aux Communes, le même jour, la discussion, plus violente, fut plus significative encore. Hawkesbury montra les avantages de la paix : Ceylan, la Trinité; sous ce rapport, ce traité valait celui d'Utrecht; sans doute la France était agrandie, mais la Russie, l'Autriche, la Prusse s'étaient accrues aussi par les partages de la Pologne. Pitt tourna le débat à l'apologie de sa politique : il est regrettable que l'Angleterre ne garde point Malte; mais le jacobinisme est vaincu, dépouillé de son prestige; il a prouvé que le despotisme militaire est sa conséquence naturelle! — Plusieurs membres s'étonnent du

silence gardé sur le Piémont : les ministres se taisent. On s'indigne. « Agissons d'après le même principe, s'écrie Thomas Grenville ; signons le traité définitif, et, dans douze mois, nous aurons la guerre avec la France [1] ! » Le 4 novembre, Windham prononça son réquisitoire : « La France a certainement le pouvoir de nous détruire ; nous espérons qu'elle n'en a pas l'intention. Nous sommes un peuple conquis. Bonaparte est aussi bien notre maître qu'il l'est de l'Espagne, de la Prusse. » Puis, évoquant Messaline et alléguant Juvénal : — Croire que la France, *lassata sed non satiata*, va s'arrêter, se reposer, c'est ignorer le propre de l'ambition, en particulier de l'ambition française. Croire que Bonaparte ne fera pas de nouvelles conquêtes est une extravagance. « La guerre ne dépend ni des conventions qui seront signées entre les deux gouvernements, ni des actes d'hostilité qui pourraient se produire entre les deux peuples, soit sur terre, soit sur mer ; elle repose tout entière sur la survivance ou la disparition de ce dessein fixe, enraciné dans les cœurs français, et que nous n'avons aucune raison de croire abandonné : détruire à jamais la puissance de ce pays. » Dessein d'autant plus redoutable que, « si les Français ont conquis le monde, c'est par des qualités par lesquelles ils méritaient de le conquérir ». Et il montra, comme une leçon, comme une menace, « la grandeur des desseins des révolutionnaires, la sagesse de leurs plans, leur suite dans l'exécution, leur mépris des petits obstacles ». Le traité fut approuvé ; mais ces cris d'indignation, ces cris de revanche portaient loin. Ils allaient accompagner sur le continent lord Cornwallis, que le ministère envoyait pour négocier cette paix, décorée du titre ironique de « définitive », et que lord Fitz-William, exprimant la pensée de la plupart de ses compatriotes, avait qualifiée de « trêve précaire et trompeuse ».

[1] Il ne se trompait pas. On verra comment la guerre faillit éclater en octobre et novembre 1802.

IV

Paris n'étala point de ces revirements. Il se montra froid dès l'abord, et le resta. La critique, réduite aux murmures guettés, étouffés par la police, la critique sans tribune, sans journaux, « fructidorisée », depuis 1797, se traduisait par la réserve, l'absence d'enthousiasme. Il y eut de la satisfaction, sans doute; la satisfaction de voir la fin de quelque chose, mais tout juste assez pour distraire le public de la capitulation d'Alexandrie et de la perte de l'Égypte qui fut connue presque en même temps[1]. Les étrangers, surpris, mais charmés, notent avec empressement ces symptômes d'impopularité du Consul. « Paris, écrit l'envoyé prussien Lucchesini, n'a manifesté ni sensibilité, ni reconnaissance pour ce bienfait. » — « La nouvelle de la paix, mande Markof, n'a pas influé favorablement sur les effets publics. » Et cependant, quel programme de gouvernement a jamais égalé, en promesses, offert en espérances, ce que déroula, en faits accomplis, le discours prononcé par Bonaparte, le 19 brumaire an IX-10 novembre 1801, et le compte qu'il rendit à la nation, le 22 novembre, sous la forme d'un exposé de la situation de la République? « Français! vous l'avez enfin tout entière, cette paix que vous avez méritée par de si généreux efforts! » Les limites naturelles, la ceinture des républiques alliées, le Piémont formant la 27ᵉ division militaire; les Légations incorporées à la Cisalpine; les colonies acquises ou restituées : « La France jouira de la paix, refera sa marine, réorganisera ses colonies, recréera tout ce que la guerre a détruit. Portons dans les ateliers de l'agriculture et des arts cette ardeur, cette constance, cette patience qui ont étonné

[1] Elle avait eu lieu le 27 juin 1801



l'Europe dans les circonstances difficiles. Unissons aux efforts du gouvernement les efforts des citoyens, pour enrichir, pour féconder toutes les parties de notre territoire. » Industrie, marine, colonies, ce sont les principes fondamentaux de ce grand acte de la paix : « le spectacle de nos jouissances », dit Bonaparte.

Le Concordat seul manque à la liste de ces illustres transactions. Le premier Consul se borne à annoncer « la liberté de conscience » : des mesures concertées avec le souverain pontife de l'Église catholique, avec les ministres luthériens et calvinistes « réuniront dans les mêmes sentiments ceux qui professent une commune croyance », — « assureront à tous la liberté qui leur appartient ».

Ce grand acte politique, dont il attendait tant; dont il tira, par la suite, et si promptement, de si heureux effets, s'insinue ainsi, pour ainsi dire, dans le tableau de la politique dont il formait en réalité une des pièces principales. C'est que chaque jour manifestait davantage la résistance dans les corps de l'État. Bonaparte put mesurer l'opposition que rencontrerait, au Tribunat, la convention avec Rome à celles que soulevèrent les traités de paix, si avantageux cependant et glorieux à la République. Ce n'était point l'esprit de hauteur ni l'esprit d'extension que ces critiques relevaient en ces actes; mais tout au contraire les concessions, l'effacement de la fierté républicaine. Ainsi, dans le traité avec la Russie, la fameuse clause sur les émigrés polonais et les émigrés français, qualifiés de « sujets respectifs ». Le Tribunat la jugea déplacée, non pour le fond qui menaçait les Polonais, dont il se souciait peu et qui réprimait les émigrés qu'il détestait toujours, mais pour la forme : « Nos armes, dit Chénier, ont combattu pendant dix ans pour que nous fussions *citoyens* et nous sommes devenus des *sujets*. Ainsi s'est accompli le vœu de la double coalition! » Ces murmures, dans le silence général, prenaient des airs de blâme. Bonaparte en fut affecté au delà de ce qu'on peut dire et cette impression le confirma dans la conviction où il était que, pour exister, la Répu-

blique était condamnée à étendre toujours sa domination.

Si splendide que fût cette paix, elle ne faisait que répondre à l'orgueil national. Et cet orgueil n'était que l'expression passionnée d'un instinct juste. La guerre le démontrait depuis dix ans : céder sur un point équivalait à tout perdre. La politique non plus que la guerre républicaine ne comportait la retraite : elle voulait l'offensive partout et toujours. Dès que la République se retirait, la coalition se reformait sur ses pas. Qu'un seul anneau vînt à se rompre, de Naples au Texel, il faudrait aussitôt remettre le fer au feu et rétablir la chaîne par le même marteau qui l'avait forgée. « La paix, écrivait le clairvoyant Lucchesini, n'est favorable à la conservation de sa puissance qu'autant qu'elle deviendra générale. » Bonaparte était donc résolu, malgré l'opposition du Parlement, à l'imposer aux Anglais, à l'emporter d'assaut, et, une fois signée, il les obligerait à la respecter, en les isolant, en leur interdisant toute coalition nouvelle. Il n'en avait qu'un moyen, celui qui l'avait conduit au degré de puissance où il était et qu'il voulait perpétuer : après la guerre irrésistible, il organiserait la paix formidable.

V

Il s'agissait de transformer en traité formel les préliminaires signés le 1er octobre. Pour y contraindre l'Angleterre, Bonaparte employa dans cet automne et cet hiver de 1801 à 1802 les moyens auxquels il dut recourir plus tard, la paix étant rompue, pour la rétablir. Ces cinq mois présentent comme en un raccourci toute la politique de l'Empire : ils en résument les conditions, ils en montrent les nécessités ; ils découvrent aussi le paradoxe d'une conception que Bonaparte avait reçue du Directoire et en grande partie du Comité du salut public. En même temps qu'il combine les

moyens d'imposer la paix, il prépare les moyens de l'exploiter pour la plus grande prospérité et la plus grande puissance de la France sur le continent, en Allemagne et en Italie, surtout dans la Méditerranée et dans les deux Indes.

L'un de ces moyens, sur lequel les publicistes de la monarchie avaient souvent insisté, c'était que le Portugal cessât d'être une colonie commerciale et politique de l'Angleterre. Par le traité de Madrid, du 29 septembre 1901, Bonaparte avait obligé les Portugais à fermer leurs ports aux Anglais. Il importait que cette mesure fût strictement exécutée ; il importait, en outre, pour en retirer tout le parti nécessaire, d'assurer au commerce français ces mêmes ports, ouverts sur l'Amérique du Sud, sur la Guyane que le Portugal venait de céder à la France, sur la Louisiane cédée récemment par l'Espagne, sur le Mexique, en fermentation et qui semblait s'offrir ; sur les Antilles enfin où la France allait recouvrer ses possessions. Bonaparte envoya en mission à Lisbonne un de ses généraux les plus brillants, un de ceux sur lesquels il comptait le plus à la guerre et pour lesquels il éprouvait, aussi, le plus de faiblesse, Lannes, qui s'était rendu difficile à Paris, pour un temps. La légation de Portugal serait pour lui un purgatoire très doré, très doux, un proconsulat flatteur et avantageux. Il tiendrait les Portugais en bride et les mettrait au pas.

En même temps, Leclerc se préparait à partir pour Saint-Domingue, avec 35,000 hommes de troupes excellentes, revenues d'Espagne, revenant d'Égypte, aventureuses, frondeuse aussi et fort peu propres à la vie de garnison. Bonaparte les aimait mieux voir occupées que oisives, et, non moins que les soldats, le général qu'il leur donnait, Leclerc, son beau-frère, qu'il trouvait encombrant en France, mais qu'il jugeait à la hauteur de toutes les tâches de guerre et de toutes les difficultés politiques. La colonie française de Saint-Domingue avait été successivement perdue et par la guerre anglaise et par la révolte des noirs. La Convention, sans reconquérir cette partie française, s'était fait céder la partie

espagnole. Il importait maintenant de s'installer dans l'île entière. L'entreprise était, dans l'esprit de Bonaparte, parfaitement sérieuse et, selon ses vues d'alors, de grande conséquence. Cette île, où tant de Français avaient fondé autrefois, et récemment perdu, leur fortune ; où nos armateurs de l'Ouest avaient exercé un négoce si fructueux ; dont les créoles, et en particulier ceux qui approchaient le premier Consul, Joséphine, sa parenté, sa clientèle, louaient la richesse, la salubrité ; où il suffisait, disait-on, de se montrer pour redevenir maître, de toucher le sol pour le féconder, intéressait doublement Bonaparte ; elle offrait, à la fois, une compensation à la perte de l'Égypte et une station sur la route de la Louisiane. Il trouverait, dans cette île, dans cette Louisiane rendues à la France, un excitant, un aliment pour le commerce et pour la marine ; pour les émigrés, qui affluaient, un terrain d'activité, des occasions de relever leur fortune ; enfin, pour les esprits inquiets, pour les mécontents de l'armée, ceux que les loisirs de la paix menaçaient de jeter dans la politique et les complots, un emploi à leur turbulence, un aliment à leurs passions. Il ne faisait d'ailleurs, en cela encore, que poursuivre le dessein formé par le Comité du salut public, lorsqu'en 1795 ce Comité réclamait de l'Espagne la Louisiane et la partie espagnole de Saint-Domingue : Bonaparte se proposait d'accomplir ce que ces conventionnels avaient projeté [1].

Il aurait pu chercher à s'entendre avec Toussaint Louverture qui s'était emparé de l'île et y avait établi une république dont il se flattait d'être le Bonaparte noir. Il préféra conquérir, imaginant qu'il serait facile aux hommes qui avaient vaincu les mameluks de soumettre ces esclaves révoltés ; la menace y suffirait peut-être : la force, à coup sûr, y réussirait. « Qui osera se séparer du capitaine général sera un traître à la patrie, et la colère de la République le dévorera, comme le feu dévore vos cannes desséchées [2]. » C'était une erreur, et il le reconnut. « C'est la plus grande

[1] Cf. t. IV, p. 312, 378.
[2] Proclamation aux habitants de Saint-Domingue, 8 novembre 1801.

faute que j'aie commise en administration, disait-il à Sainte-Hélène. J'aurais dû traiter avec les chefs noirs [1]. »

Mais pour les expéditions, pour les convois, il faut des vaisseaux. Bonaparte en réclame de l'Espagne. Il en réclame aussi pour contenir les Anglais dans la Méditerranée, les en expulser, s'il le peut. Enchaînée par un gouvernement vénal, contre ses intérêts, sa sécurité, sa dignité même; traînée à la remorque; ballottée par le remous, dans le sillage, l'Espagne cherche à couper les câbles, à dériver vers la côte, pour s'y échouer sur les bas-fonds. Bonaparte parle en maître, exige, menace. Il soupçonne, il accuse Godoy de tripoter sous main avec les Anglais quelque accord qui permette aux galions de passer, à l'Espagne de désarmer. L'ambassadeur officiel, Lucien, ne s'occupe que de grossir son trésor de pierres précieuses et d'augmenter ses galeries de tableaux. Bonaparte le rappelle et le remplace par un général, Gouvion-Saint-Cyr, qui saura parler. « Je désire, écrit-il le 1er décembre à ce général, que vous fassiez connaître à Leurs Majestés mon extrême mécontentement de la conduite injuste et inconséquente du prince de la Paix... Tout ce qu'il a pu faire contre la France, il l'a fait. Si l'on continue dans ce système, dites hardiment à la reine et au prince de la Paix que cela finira par un coup de tonnerre. »

En même temps, l'Italie. Lucchesini écrivait, le 26 novembre : « Les trois républiques, cisalpine, ligurienne et Lucques, sont destinées pour faire partie d'une grande république italique qui, d'après un ancien projet, devait aller jusqu'à la mer Adriatique, aux Alpes de la Carniole et à Trieste. » L'ancien projet appartenait au Directoire, et Bonaparte avait dû, à Campo-Formio et à Lunéville, en déchirer cette page magnifique : Venise, ses lagunes, ses côtes de l'Adriatique. Il n'attachait que plus d'importance à fortement constituer le reste, à y assurer la domination française, à y rendre impossible tout retour agressif de l'Autriche.

[1] Notes pour servir aux instructions à donner au capitaine général, 31 octobre 1801. Archives nationales; texte publié par ROLOFF, *Die Kolonial Politik Napoleons I.*

VI

Il régnait, dans le nord et le centre de l'Italie, une agitation sourde, la même qui avait préparé, en 1798 et 1799, la chute de tant de gouvernements improvisés. Les meneurs demeuraient les mêmes : sectateurs ardents de l'affranchissement par la France, transformés en adversaires de la France dès qu'elle avait prétendu, sinon conquérir et annexer, au moins organiser sous sa tutelle les républiques d'Italie, les associer à ses destinées et les employer à sa politique. Ils prétendaient de la France qu'elle fît pour eux, et sans autre sacrifice de leur part, ce qu'elle avait fait pour elle-même, avec tant d'efforts, depuis 1792 : assurer l'indépendance nationale, consommer l'unité politique. Ces *unitaires* se montraient d'autant plus hostiles aux Français qu'ils s'inspiraient davantage de leur exemple et transportaient plus directement en Italie la révolution à la française, c'est-à-dire violemment nationale et, par suite, antifrançaise. On signalait des menées, des émissaires; on découvrit « un plan horrible », une insurrection de toute l'Italie « pour chasser les Français, détrôner tous les monarques et faire du pays entier une république italienne [1]. »

« La grandissime majorité revient, avec les anciens gouvernements, à l'estime des Français », écrivait, le 23 décembre, Cacault qui, de son poste de Rome observait tout le pays; « cependant, comme les Italiens gardent la rancune plus que les autres peuples, nous serons longtemps au milieu de gens irrités, prêts à éclater contre nous, avec zèle, s'ils l'osaient. Il leur a été fait, comme il arrive toujours dans la guerre, des maux nécessaires et des iniquités. Il faut maintenant les

[1] Cf. t. V, p. 317, 321, 362, 412.

amener à tout oublier par l'équité et par la sagesse... La Cisalpine a besoin d'une pratique éclatante de la justice, et même des égards pour se rendre respectable. Cela doit dater de l'assemblée de Lyon, dont on attend, en Italie, les résultats, avec confiance dans le génie du premier Consul. »

Cette assemblée de Lyon, ce grand arbitrage, à la César, était l'expédient qu'avait trouvé Bonaparte pour organiser le Nord de l'Italie, le pacifier, le réconcilier avec la souveraineté française, lui attribuer toute l'indépendance compatible avec cette souveraineté, le protéger contre toute entreprise de l'Autriche, et par la Cisalpine ainsi constituée donner aux Italiens le modèle d'un gouvernement de transition, semi-république nationale, semi-protectorat, qui les acheminerait, en les y exerçant, à la pleine possession d'eux-mêmes. Aux prises avec les mêmes difficultés qu'en France; recueillant, en Italie, le même héritage d'impéritie; ayant à liquider la même banqueroute de brouillons et d'agioteurs politiques, il y trouva les mêmes remèdes, tirés non d'un système quelconque, mais de la nature des choses. Si, dans l'avenir, il entrevoyait l'Italie unifiée, avec Rome pour capitale, dans le présent, ni pour la France, ni pour l'Italie même, il ne voulait de cette unité, prématurée pour l'Italie, compromettante pour la France. Fidèle, en cela, aux traditions de l'ancien État français non moins qu'à l'esprit de la Révolution, il se montrait, ainsi que le Comité de salut public et le Directoire, aussi séparatiste ou fédéraliste en Italie et en Allemagne qu'unitaire et centralisateur en France. Mais, plus clairvoyant que ses prédécesseurs, il comprenait, alors, que la Révolution française, propagée en Europe, se tournerait contre la France, si les Français ne savaient pas la conduire à son terme et refusaient de reconnaître leur ouvrage; s'ils s'obstinaient à dénier aux nations suscitées par eux cette unité nationale qui serait pour elles, comme pour eux, la garantie et la forme de l'indépendance. Il songeait à y préparer les Italiens par les mêmes moyens qui y avaient préparé les Français : « l'unité de principes et de législation, celle de penser



et de sentir, ce ciment assuré, infaillible des agglomérations humaines [1]. »

En juin 1801, au lendemain de Marengo, Bonaparte avait improvisé à la Cisalpine un gouvernement provisoire : une *consulte*, c'est-à-dire une assemblée de notables désignés par lui, et présidée par un Français, Petiet, ministre de la guerre sous le Directoire. Les Cisalpins entretenaient un représentant à Paris, Marescalchi. Ils députèrent, sous divers motifs, près du premier Consul, les principaux d'entre eux, gens de tête, gentilshommes libéraux, amenés à la République par les « lumières » du despotisme éclairé, Italiens de 1789, brumairiens d'Italie, que Bonaparte avait connus et appréciés en 1796 : Aldini, Serbelloni, Melzi. Il les écouta, conféra avec eux et décida de réunir une grande *consulte* de Cisalpins à Lyon. Il fit préparer par ses « faiseurs » habituels, Maret, Rœderer, un projet de Constitution. Rœderer communiqua son plan à Talleyrand. « Il faut, lui dit-il, qu'une Constitution soit courte et... » il allait ajouter : claire. « Et obscure », dit Talleyrand, lui coupant la parole.

« Peu de personnes, à la Convention, étaient en état de prévoir les résultats, et un sentiment d'humanité est toujours puissant sur l'imagination », disait Bonaparte à Thibaudeau, à propos de la liberté des noirs, et le propos convenait mieux encore au décret du 16 novembre 1792 sur l'affranchissement des peuples. « Mais, à présent, continuait-il, tenir encore à ces principes ! il n'y a pas de bonne foi ! il n'y a que de l'amour-propre et de l'hypocrisie. Sans aller si loin, auriez-vous voulu, aurions-nous souffert qu'on mît les Français sous la dépendance des Italiens, des Piémontais ? Nous aurions été bien traités ; ils auraient fait de nous ce que les noirs ont fait des blancs [2]. Il nous a fallu, au contraire, prendre de grandes précautions, et les tenir dans la dépendance ; et s'il eût fallu faire périr toute l'Italie ou sacrifier deux soldats de mon armée,

[1] Campagnes d'Italie. *Œuvres*, t. XXIX, p. 76, 283, XXXII ; p. 305.

[2] Et ils le firent à Vérone, à Naples, dans les Abruzzes, en 1796 et 1799. Voir t. V, p. 88, 157, 323, 412, 424.



j'aurais fait périr toute l'Italie ; parce qu'avant tout je suis de mon armée et pour mon armée. Aujourd'hui même, il faut encore avoir l'œil alerte sur ce pays-là ; cependant ce sont des blancs comme nous, des peuples civilisés, nos vaincus ! »

La Consulte extraordinaire comprit les consultes en exercice, des évêques, des curés, des magistrats, les députés des académies et des universités, des habitants notables, en tout quatre cents Italiens qui se mirent en route pour Lyon, les uns avec zèle, avec confiance, par entrain patriotique ; d'autres poussés par l'ambition, beaucoup par la curiosité ; la plupart illusionnés sur le Consul, sur l'Italie, sur eux-mêmes. « Allez, leur dit en les saluant, au départ, Sommariva ; allez fonder nos institutions salutaires au milieu de la grande nation, sous les yeux de celui qui releva notre République après l'avoir créée... Que la Cisalpine doive à elle-même ses institutions ! » Quelle que fût, ici, la part de la mise en scène, le spectacle frappa les imaginations en Italie, en France, en Europe. Une nation, illustre entre toutes, mais, entre toutes, humiliée, asservie, démembrée, comme dispersée en exil sur sa propre terre, n'ayant plus même de nom parmi les peuples, ressuscitée par le choc de la Révolution en France, s'en allait demander au Consul des Français de régler ses destinées et de lui donner des lois.

C'est dans ces circonstances que s'entama la négociation de la paix « définitive » entre la France et l'Angleterre. La paix semée sur de tels labours ne pouvait produire qu'une récolte de guerres nouvelles. Avant même qu'elle germât sous terre, le germe en était vicié. Et cependant, à coups de faux et à coups de serpe, on prétendit la moissonner. C'est qu'à Paris comme à Londres, cette illusion de la paix paraissait nécessaire au gouvernement des hommes ; que c'était la saison des sacrifices aux dieux, et qu'il fallait, au moins en quelques jours de fête, rendre cet hommage indirect au travail et à l'humanité.

CHAPITRE II

LE TRAITÉ D'AMIENS

1801-1802

I

Bonaparte, naturellement, confia la négociation à son frère Joseph, le *grand signataire* du Consulat. Joseph daigna l'accepter, s'estimant néanmoins supérieur à la tâche, comme il s'estimait supérieur à son frère, par le mérite autant que par la naissance. Nulle dignité, le Consulat même, ne pouvait atteindre à la hauteur de sa modestie ni déconcerter son désintéressement. Sa fortune, d'ailleurs, se mesurait à l'étendue de sa philosophie : il possédait à Mortefontaine un domaine superbe qu'il arrondissait tous les jours ; à Paris, dans le faubourg Saint-Honoré, un hôtel somptueux [1] : au fond, la vanité sournoise et cauteleuse d'un petit esprit de parvenu, qui ne se trouve jamais en sa place, se met au-dessus de tous les emplois et s'accommode de ce feint détachement pour accepter tous les postes, décliner toutes les obligations et se débarrasser de toutes les responsabilités. Déjà il promettait ou faisait annoncer par ses affidés, en contraste à l'autocratie envahissante de son frère, un libéralisme bénin et équivoque, donnant à entendre que, si quelque aventure, la mort du Consul par la guerre, par l'assassinat, ou tout simplement par l'abus et usure de la vie, l'amenait à assumer le pouvoir suprême, il laisserait flotter les rênes; un Benjamin Constant avait

[1] Frédéric Masson, *Napoléon et ses frères*, t. I, chap. VII. — T. II, chap. VIII.



droit d'espérer une tribune et des cabales parlementaires comme à Londres; une Mme de Staël, un salon qui deviendrait une cour de politique; les généraux, une surveillance moins clairvoyante; les idéologues, la direction du Sénat : tel Gaston d'Orléans, à la veille de la Fronde, entre Retz, Mme de Longueville, les princes et Messieurs du Parlement.

Au dehors, tout « européen », tout à la paix, la paix facile et coulante; convenant que l'ambition de son frère décourageait seule la bienveillance de l'Europe; flattant les diplomates étrangers; en réalité leurré par eux, mais caressé, enguirlandé, et pour les propos qui lui échappaient et pour le précieux instrument qu'il leur fournissait en sa personne. Qui plus est, entêté de l'Angleterre, par penchant naturel et aussi par attitude de candidat. Il croyait, ingénument, que si la France se montrait modeste, l'Angleterre, aussitôt, se montrerait désintéressée. Il ne doutait point — c'était chez lui un article de foi, ou plutôt une superstition fondamentale — que l'Angleterre consentît sincèrement « aux limites ». Ses amis, et avec eux, les libéraux, gardèrent cette illusion jusqu'en 1814. « Quand le général Bonaparte revint d'Égypte, écrit Mme de Staël, la Suisse, la Hollande et le Piémont étaient encore sous l'influence française; la barrière du Rhin, conquise par la République, ne lui était point disputée... » Il ne fallut, en effet, pour seconder la bonne volonté des Autrichiens et les amener à Lunéville, que deux campagnes, Marengo et Hohenlinden! Quant aux Anglais, il suffisait de ne les point contrarier en mer et aux colonies pour les réconcilier à jamais avec l'extension de la République! Joseph se jugeait destiné à sceller cette belle réconciliation. « Les vagues, disait-il, en 1799, à un de ses amis, ont jeté notre famille sur le sol de la France; nous ferons de grands sacrifices pour conserver notre fortune : l'alliance anglaise est notre premier désir; unies, l'Angleterre et la France imposeraient la paix au monde. »

Le premier Consul ne se payait point de ces chimères. Il prenait les choses au naturel. Ses instructions à Joseph sont parfaitement positives. Joseph poserait la griffe et tiendrait le



protocole. Bonaparte mènerait tout, par Talleyrand, et Talleyrand rédigea, sous sa dictée, le plan de la négociation. — Les Anglais chercheraient vraisemblablement les moyens de réoccuper Malte sans coup férir, le jour où la guerre recommencerait. Ce fut une des principales préoccupations de Bonaparte de les en empêcher. Les préliminaires portaient que l'île serait évacuée par les troupes anglaises et restituée à l'Ordre, sous la garantie d'une grande puissance. Bonaparte trouvait la Russie trop éloignée, l'Autriche dangereuse ; il proposa l'Espagne, et, de préférence encore, Naples, mieux placée et plus facilement sous ses prises. Il aurait désiré « quelques clauses relatives à l'Inde et qui pussent y assurer toute la jouissance des établissements rendus, la faculté de les fortifier et une liberté raisonnable de navigation et de commerce », c'est-à-dire, au lieu des comptoirs indigents et précaires que restituait l'Angleterre, une banlieue assez étendue pour y former des villes, s'y retrancher et ouvrir des avenues. Quelques arrangements aussi pour Terre-Neuve, meilleurs que ceux de 1783. Pour l'ensemble, un trait de plume devait suffire : reprendre les préliminaires, et « mettre au présent ce qui est au futur ». — « Quant à la prétention qu'on peut supposer au gouvernement britannique, de vouloir ramener dans la discussion ce qui concerne le roi de Sardaigne, l'établissement des Français à Flessingue, la navigation sur l'Escaut, l'entretien d'un certain nombre de troupes françaises dans les républiques batave, cisalpine, etc., enfin de chercher à y renouer quelques liaisons avec les affaires d'Allemagne, ce sont encore des points sur lesquels il faut attendre, en se préparant cependant à repousser, à cet égard, toute discussion et toute insertion au traité. »

Ces instructions furent adressées à Joseph le 15 novembre 1801. Le 20, Talleyrand lui répéta : « Vous regarderez comme positif que le gouvernement ne veut entendre parler ni du roi de Sardaigne, ni du stathouder, ni de ce qui concerne les affaires intérieures de la Batavie, celles de l'Allemagne, de l'Helvétie et des républiques d'Italie. Tous ces

objets sont absolument étrangers à nos discussions avec l'Angleterre. »

Ni les Anglais, ni personne, parmi les diplomates, ne conservaient sur ces chapitres la moindre illusion. « Vous me parlez du roi de Sardaigne, écrivait Kotchoubey à Woronzof, à Londres; mais que pouvons-nous faire pour lui?... Si le gouvernement français ne nous écoute point, il faudra en passer par là. » C'est la note que donna le plénipotentiaire anglais, lord Cornwallis, dès son arrivée à Paris.

Philippe Cobenzl, qui avait remplacé à Paris, en septembre, son cousin Louis retourné à Vienne pour y prendre le ministère, s'étonnait des singulières prétéritions des préliminaires: l'Italie, la Hollande, la Suisse, le Piémont! il existait, sans doute, des articles secrets? « Malheureusement, lui répondit Cornwallis, la situation de l'Angleterre se trouvait telle, à ne pouvoir s'occuper des affaires du continent, quoiqu'elle y eût sans doute un très grand intérêt; on ne pouvait plus différer de faire la paix, l'Angleterre se trouvant seule en guerre avec la France; il était inutile de plaider la cause du roi de Sardaigne, la France ayant résolu irrévocablement de conserver le Piémont. — Mais, objecta Cobenzl, les Français, maîtres du Piémont et maintenant une armée dans la Cisalpine, demeureront maîtres du royaume de Naples et de toute l'Italie. — Je le sens fort bien, répondit Cornwallis; mais comment l'empêcher? Nous ne pouvons rien sur le continent[1]. » — « Je demandai à lord Cornwallis, écrivait Markof, s'il avait des ordres pour agir en faveur du roi de Sardaigne. Il m'a dit qu'il en avait, mais qui lui prescrivaient une très grande circonspection[2]. » Il en fut parlé dans un entretien que le premier Consul eut avec Cornwallis; il fut parlé aussi de l'Inde. Bonaparte montra son intention de traiter avec quelque nabab pour la cession d'un territoire autour de Pondichéry. « Il n'y a point, répondit Cornwallis, de nabab avec lequel la France puisse traiter, et l'affaire n'aurait d'autre effet que de brouiller les deux nations.

[1] Rapport de Cobenzl, 21 novembre 1801. Boulay de la Meurthe.
[2] Rapport de Markof, 13 novembre 1802.



— Vous êtes bien dur », répliqua Bonaparte. Quant au Piémont, il ne laissa aucune espérance : ce pays servirait à l'agrandissement de la République française. Cet entretien eut lieu le 28 novembre. Les plénipotentiaires avaient tenu une conférence préliminaire le 24. La négociation fut transportée à Amiens.

Les pouvoirs furent échangés les 3 et 4 décembre. Les conférences commencèrent le 5. Schimmelpenninck, qui devait négocier la paix de Hollande, s'y était rendu; mais il soulevait des difficultés préjudicielles. Azara, qui devait négocier pour l'Espagne, se faisait attendre, et Cornwallis s'en plaignit. Bonaparte n'entendait point s'arrêter aux réclamations de ces alliés de la République. Il fit inviter Schimmelpenninck à « déclarer par un acte formel que son gouvernement accède aux préliminaires »; quant à l'Espagne, « la paix y a été publiée » ; la présence d'Azara n'est qu'une formalité, le gouvernement français se déclarant prêt « à faire agréer et exécuter par l'Espagne tant les articles préliminaires que le traité définitif[1] ».

C'était l'intérêt de Bonaparte de dégager le terrain et de couper court à toutes les interventions qui motiveraient de nouveaux délais, des suppléments de procédure. C'était, au contraire, le jeu des Anglais de compliquer les affaires ; d'attendre l'Espagnol, et de récriminer sur ses lenteurs ; d'écouter le Batave et d'encourager, sous main, ses réclamations; de faire ressortir l'opposition des intérêts entre la France et la Hollande; de faire sentir durement aux Hollandais les sacrifices que l'alliance française leur imposait. Cornwallis prétendait même appeler un Portugais; Bonaparte refusa : c'eût été transformer une négociation, très simple et toute de forme, en un congrès de puissances maritimes[2]. Puis on discuta sur la langue diplomatique, question toujours posée, toujours réservée dans tous les congrès, admirable matière à digres-

[1] Talleyrand à Joseph, 7 décembre 1801.

[2] Cornwallis à Joseph, 13 décembre; Talleyrand à Joseph, 14, 15, 16 décembre 1801.

sions. Cornwallis écrivait et parlait le français; il maintint, toutefois, son droit d'employer, selon ses convenances, la langue anglaise, et il réclama un instrument du traité en anglais. A tout propos, il en référait à Londres. Joseph se voyait contraint, à son grand déplaisir, de faire de même à Paris; il ne laissait point de s'en plaindre et de se répandre en doléances contre ses souffleurs. On le laissait dans l'ignorance! On ne lui avait même point confié le traité de Badajoz! Jugeant d'ailleurs Cornwallis à son image, il le peignait à Talleyrand « dans une position forcée entre son caractère personnel et les dispositions de son gouvernement ».

Ces retardements n'étaient point pour surprendre Bonaparte. Talleyrand lui pouvait rappeler les manèges de Malmesbury à Lille, en 1797. « Quand on rapproche cet étalage de difficultés de la simplicité même de la question qui est à résoudre, il est impossible de ne pas supposer que quelque cause secrète vient traverser la conclusion des arrangements définitifs [1]. » La *cause secrète*, Talleyrand ne l'avait que trop connue au temps du Directoire, c'était l'espoir d'une crise, d'un attentat, d'une maladie opportune, maintenant que tout reposait sur la vie d'un seul homme. Philippe Cobenzl mandait [2] : « La fermentation augmente de jour en jour. » Les généraux cabalent, les démocrates s'agitent. « La cherté du pain, qui indispose la populace, vient à leur appui pour exciter le mécontentement qui se manifeste hautement. En différents endroits on a mis le feu à des moulins de grains pour renchérir la farine. Les mouches de la police ne peuvent suffire à arracher des murs les pamphlets qu'on y colle, et force bustes de Bonaparte sont jetés à la rivière... On a multiplié les patrouilles qui croisent la nuit dans les rues de Paris ; et Bonaparte, qui devait partir le 12 décembre pour Lyon, n'ira pas de sitôt, et probablement point du tout. »

Talleyrand avait des raisons — des raisons de *Cabinet noir* — de soupçonner que les informateurs de Cobenzl nourris-

[1] Bonaparte à Joseph, 2 février 1802.
[2] Au vice-chancelier, 15 décembre 1801.

saient aussi la correspondance de M. Hammond, le sous-secrétaire d'État, qui avait, à Londres, dans son département, les agents de Paris. Il l'écrivit à Otto, le 22 décembre : « On est informé qu'on répand à Londres les bruits les plus ridicules sur l'état intérieur de la France ; qu'on y parle de troubles prêts à éclore, de mécontentements parmi les généraux, d'inquiétudes à leur sujet; d'autres anxiétés par rapport aux grains ; qu'on annonce le voyage de Lyon comme étant manqué. La vérité est que jamais la France n'a présenté plus d'union, plus de calme intérieur; que le premier Consul partira — du 27 au 28 — laissant Paris livré aux dispositions qui résultent de la plus entière confiance dans le Gouvernement. »

Otto, de son côté, signalait le mécontentement croissant en Angleterre et les difficultés du Cabinet : « Il ne saurait faire un pas sans consulter une dizaine de comités de négociants et d'armateurs, jaloux de leurs droits, fondés ou usurpés, et prêts à attaquer le gouvernement qui se permettrait de les blesser : sous ce rapport, on dirait que la foi publique de ce pays n'a pas son centre à Saint-James, mais à la Bourse de Londres. »

Bonaparte avait fait préparer un « projet de traité de paix définitif » dont l'article 5, relatif aux restitutions des comptoirs et factoreries de l'Inde, portait : la libre navigation « dans les mers de l'Inde, dans le Gange et ses différentes embouchures » ; le « commerce direct et immédiat des Français pour tous objets » ; le trafic « sur le même pied » que les Anglais pour les vivres et denrées. Otto, chargé de suivre cette affaire, se heurtait à une résistance invincible. Les Anglais ne refusaient point de restituer et même d'étendre quelque peu les possessions françaises dans l'Inde, mais c'était à condition que ces possessions ouvriraient des débouchés au commerce anglais et non au commerce français [1]. Ils accordaient à la France des colonies administratives qui dispersent les forces, coûtent cher, ne produisent rien et demandent tout à l'importation

[1] Rapport d'Otto, 4 janvier 1802.



étrangère. « Si la France n'avait pas ces possessions dans l'Inde, disait à Otto un Anglais « très instruit », nous devrions lui en donner... Surtout parce que nous avons besoin d'acheteurs et que les Français nous sont fort utiles pour faire fleurir notre commerce et nos manufactures. » Mais point de commerce ni de manufactures florissantes en France, et se déversant sur les colonies! « Ce ne sont plus les possessions françaises que l'on craint, mandait Otto, c'est le commerce de la France. » Addington ne voulait rien entendre sur cet article, non plus que sur celui de Terre-Neuve. « Il s'est appliqué à captiver la confiance du public, et surtout du commerce, et c'est sur cette confiance que repose son autorité... » ; il se croirait *déshonoré*, s'il encourait le blâme de la Cité, et « ce dévouement s'étend jusqu'à certains préjugés commerciaux, avoués comme tels par lui-même, mais respectés parce qu'ils appartiennent à une grande masse d'habitants qu'il s'est fait la loi de ménager ».

Le contre-projet sur l'Inde, dit-il à Otto, a causé à Londres « la sensation la plus vive ». Il n'en parlait qu'avec « une sorte d'anxiété dans le regard ». — « Tous les articles qui concernent la pêche, la cession d'une partie de Terre-Neuve et la libre navigation de l'Inde lui paraissent également inadmissibles, et tellement contraires à l'opinion et aux prétentions du public anglais, que le Cabinet ne pourrait les accueillir sans se perdre... En supposant même que le refus du Cabinet devint la cause d'une nouvelle guerre, il m'a déclaré qu'elle serait généralement approuvée par le Parlement et par le peuple. Ces sortes d'arrangements, poursuit-il, pourront devenir, dans des temps plus calmes des objets de négociation entre les deux gouvernements[1]. » Le renvoi des prisonniers devint un objet de trafic. Otto désirait qu'il s'opérât avant le traité; le ministère anglais y mit son prix : la cession de Tabago en paiement des frais d'entretien de ces malheureux. « Il est impossible, mandait Otto, le 4 janvier 1802, de jeter les yeux

[1] Rapport d'Otto, 6 janvier 1802.

sur les dépôts de nos prisonniers, sans frémir d'horreur; mais, quand j'ai vu que Tabago devait être le prix de ce sacrifice apparent, j'ai dû considérer les prisonniers comme les soldats d'une place assiégée, dont les privations et les souffrances sont sans doute extrêmes, mais qui se dévouent pour la gloire et l'honneur de leur pays. »

A Amiens, l'Espagne discute la cession de la Trinité : la Hollande demande une compensation pour Ceylan. Les Anglais répliquent par la demande d'une indemnité pour le roi de Sardaigne, « moyennant quoi, écrit Joseph, ils adhéreraient par un article patent à tous les arrangements que la République française jugerait à propos de faire en Italie ». Joseph interroge Talleyrand : « La reconnaissance de la Cisalpine et du roi d'Étrurie est-elle une condition *sine quâ non* du traité définitif? » Enfin, Malte, sur quoi l'on discute toujours, et sur quoi l'on se sépare aussitôt que l'on croit s'être mis d'accord [1].

Bonaparte jugea imprudent d'insister sur les concessions qu'il avait réclamées dans l'Inde. « Il faut tout faire, écrivait d'Hauterive à Joseph, pour obtenir de pouvoir améliorer et étendre notre position dans cette partie du monde, telle qu'elle avait été déterminée en 1783; mais il n'en faut pas faire un motif d'empêcher ni de retarder la paix [2]. »

Le premier Consul en avait d'autres raisons, les articles de commerce, le renouvellement du traité de 1786 dont il ne voulait pas entendre parler. Les Anglais lui donnaient une leçon d'économie politique, et lui fournissaient le meilleur prétexte pour décliner toute convention sur ce sujet; très résolu, d'ailleurs, à ne pas transformer la France agrandie en une de ces colonies de commerce britannique, que l'Angleterre entendait se réserver aux Indes.

Le 18 janvier, les négociateurs purent se croire à point. Joseph proposa que Malte fût remise à l'Ordre « sous la protection et la garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de

[1] Rapports de Joseph, 19 et 22 janvier 1802.
[2] 29 décembre 1801, sur les instructions du premier Consul.



l'Autriche, de la Russie, de l'Espagne et de la Prusse ». Cornwallis « ne cacha point que ce projet lui semblait convenable ». Joseph ajouta que les troupes françaises n'évacueraient le royaume de Naples qu'à l'époque de l'évacuation de Malte par les Anglais. Cornwallis référa du tout à Londres, et, le 30, il reçut la réponse : Addington « se plaignait beaucoup de l'assentiment que Cornwallis semblait avoir donné au projet relatif à Malte ».

La négociation se remit à couler en digressions et périphrases. C'est que Bonaparte avait cessé d'y tenir la main. Il s'était flatté d'abord d'en finir, d'un trait de plume, en changeant le temps d'un verbe, et il avait ajourné son voyage à Lyon : la paix signée, il eût paru, devant les Italiens, en souverain maître des affaires. Les Anglais se retirant, il changea de tactique, leur tourna le dos, les laissa délayer leurs objections et se mit en posture de leur montrer, par un nouvel exemple, le danger de traîner en longueur avec un homme qui savait, comme lui, tirer parti du temps.

II

Bonaparte avait, le 18 décembre 1801, envoyé à Lyon Talleyrand. Talleyrand devait travailler les députés italiens, disposer toutes choses, y compris le traité d'alliance entre les deux républiques, et ne réunir la *Consulte* que quand il serait sûr de la majorité. Arrivé dans les derniers jours de décembre, il dispersa le commun des députés dans des comités où ils s'occupèrent à discuter des articles de Constitution, et il prit à part les principaux, les hommes de confiance et les endoctrina. La Constitution, élaborée sur un plan arrêté par Bonaparte avec les *quatre* à Paris, établissait un Sénat de huit membres, un Conseil d'État de dix, un Corps législatif de soixante-quinze; pour l'exécutif, un président et un vice-



président, élus pour dix années, et choisissant les ministres. Les élections seraient faites, dans l'avenir, par un corps électoral permanent, divisé en trois collèges formés de propriétaires, de commerçants et de *dotti*, ou citoyens exerçant des professions libérales. Mais, dans le présent et pour la mise en œuvre de la Constitution, Bonaparte se réservait de désigner le président, le vice-président, les membres du gouvernement, ceux du Sénat et ceux du Corps législatif, les magistrats, les principaux fonctionnaires.

Toute la politique consistait dans le choix du président. Soufflé par Talleyrand, Bonaparte, pour ménager l'opinion en Europe, avait pensé à confier le proconsulat d'Italie à Joseph. Ce frère fit le difficile. « Il est vrai, raconta-t-il plus tard, qu'*il* m'a offert ce poste brillant, et qui flattait réellement tous mes désirs ; mais il voulait, en même temps, m'y enchaîner, m'y faire jouer le rôle que joue M. de Melzi ; et moi, qui connais parfaitement mon frère, qui sais tout ce que son joug a de pesant, qui ai toujours préféré une obscure existence à celle d'un mannequin politique, j'ai dû refuser. » Cependant, il avait fait ses conditions et débattu le prix auquel il estimait le sacrifice de « son obscure existence », de « sa considération d'homme simple et modéré » : — « J'exigeais que le Piémont fût réuni à la République italienne, qu'on me laissât la liberté d'en rétablir les principales forteresses [1], qu'on retirât du territoire de la République les troupes françaises et surtout le général Murat. En obtenant ces concessions, j'étais véritablement le maitre. Je dépendais de la France par le cabinet, par les relations politiques, mais je n'en dépendais pas matériellement. Mon frère, dont l'ambition est sans bornes, n'eut garde de consentir... »

Bonaparte ne s'était point encore aveuglé au point de substituer aux rois vaincus et balayés par la République des rois nouveaux, tirés des rangs républicains, plus vains, plus

[1] C'est-à-dire les forteresses du côté de la France, car pour celles du côté de l'Autriche, Bonaparte ne songeait point à les démanteler. Comparez, ci-après, liv. III, chap. II : le royaume d'Italie, 1805.



rétifs que les autres parce qu'ils apportaient dans leur souveraineté la superbe révolutionnaire jointe à l'arrogance corse. Joseph prétendait jouer, en Italie, le personnage de premier consul. Bonaparte se le réserva pour lui-même, combinaison plus simple et infiniment plus sûre. Mais il importait que les Cisalpins parussent au moins lui déférer ce consulat. Talleyrand y prépara les esprits. « Je vis, raconte-t-il, M. de Melzi que je connaissais depuis longtemps, et je m'ouvris à lui, non pas sur ce que le premier Consul désirait, mais sur ce qu'il fallait que la République cisalpine désirât. » Le 3 janvier 1802, il écrivit à Bonaparte : « Ils feront ce que vous voudrez, sans que vous ayez besoin de leur montrer même une volonté. Ce que l'on croira que vous désirez deviendra sur-le-champ une loi... Vous, à la tête du pays avec un délégué établi par vous, en flatterait un grand nombre, et, je crois, la majorité. Joseph serait reçu avec plaisir. Melzi a un parti... Tout est faisable en vingt-quatre heures. »

Le 6 janvier 1802, Bonaparte déclara à l'envoyé suisse, Reding : « Citoyen, depuis deux ans, vos compatriotes m'ont quelquefois consulté sur leurs affaires. Je leur ai parlé comme l'aurait fait le premier magistrat des Gaules dans le temps où l'Helvétie en faisait partie. » Ainsi fit-il, en César parlant aux envoyés de la Gaule cisalpine réunis dans la Gaule transalpine, à Lyon. Il s'y rendit le 11 janvier, précédé du ministre de l'Intérieur; accompagné de Joséphine qui, peu à peu, s'insinuait dans la République; escorté de sa maison militaire ; entouré de son gouvernement civil, dans son double appareil de magistrat et de chef d'armée. La garnison de Lyon comprenait des troupes « point mauvaises, mais un peu bavardes » ; des soldats revenus d'Égypte, mal habillés, plus mal disposés encore. Bonaparte annonça qu'il les passerait en revue le 12. Les populations accoururent à ce spectacle, qui remplaçait les pompes révolutionnaires avec leurs symboles de carton et de plâtre, leurs défilés de figurants, leurs maquillage et truquage de théâtre. Ici, tout était réel, vivant; tout parlait au peuple de sa propre gloire ; c'était « la Grande



nation » qui se donnait, dans sa représentation la plus illustre, en spectacle à soi-même.

Le 23 janvier, tout le travail constitutionnel était achevé. Restait la désignation du président. Talleyrand convoqua le Comité de constitution pour un scrutin officieux. Le nom de Melzi sortit des urnes. Talleyrand félicita les députés de leur choix ; mais, leur dit-il, « vous en pourriez faire un plus heureux encore, tout en assurant à Melzi le rôle qui lui convient ». Ces Italiens, serviables et subtils, comprirent que Bonaparte voulait la présidence. Ils la lui offrirent, et il l'accepta « jusqu'à ce qu'il jugeât convenable de se nommer un successeur ». Les listes étaient prêtes ; il organisa le gouvernement et l'administration. Le 26 janvier, la Consulte se réunit solennellement et Bonaparte s'y rendit. Reçu par les acclamations des Cisalpins, il leur dit, en italien :

« La République cisalpine, reconnue depuis Campo-Formio, a déjà éprouvé bien des vicissitudes. La protection de la France l'a emporté. Nous m'avez donné les renseignements nécessaires pour remplir la tâche auguste que m'imposait mon devoir comme premier magistrat du peuple français, comme l'homme qui a le plus contribué à votre création...

« Vous n'avez que des lois particulières ; il vous faut désormais des lois générales. Votre peuple n'a que des habitudes locales ; il faut qu'il prenne des habitudes nationales. Enfin, vous n'avez pas d'armée... mais vous avez ce qui peut la produire, une population nombreuse, des campagnes fertiles et l'exemple qu'a donné, dans toutes les circonstances essentielles, le premier peuple de l'Europe. »

Les Italiens prirent à leur compte ces derniers mots, et se virent, du coup, égalés aux Romains, « leurs pères dans le passé », et à la « Grande nation », leur sœur et tutrice dans le présent. « Ce langage superbe, rapporte un Italien, fut accueilli par les acclamations répétées des Français et des Italiens. La servitude, chez les premiers, était tempérée par le sentiment de la domination sur les étrangers ; chez les seconds, elle aurait dû sembler plus amère ! » Mais elle ne le



sembla point : le premier chapitre de l'histoire de l'Italie nouvelle étant de vivre, et Bonaparte lui apportait la vie.

Il fut donné lecture de la Constitution. *Costituzione della Republica... cisalpina ?... italiana ?...* « Voulez-vous », dit Bonaparte à ces Italiens, les conviant, en leur langue maternelle, à devenir une nation ; « voulez-vous que l'on écrive *cisalpine* ou *italienne?...* » Quelques-uns, battant des mains, crièrent : « Italienne ! italienne ! » Et le lecteur reprit : « Constitution de la République *italienne.* » Elle fut ainsi proclamée, et les patriotes virent en ces mots tout un programme d'avenir, le commencement des temps prédits par Alfieri : *Italia virtuosa, magnanima, libera è una!* — La vertu qui fait les peuples libres, la magnanimité qui les fait illustres, l'unité qui les fait puissants.

« Cette séance a eu de la majesté », manda Bonaparte à ses collègues, les consuls Cambacérès et Lebrun. Et les prélats au pape : « Nous avons été appelés à Lyon par le premier Consul, l'immortel Bonaparte, acclamé, pour la gloire et l'avantage universel, président de notre République... ce héros du siècle! » Bonaparte notifia au Pape l'établissement de cette République : « Il a été reconnu que la religion catholique, apostolique et romaine était la religion de l'État... » Il nomma Melzi vice-président « pour remplir les fonctions attribuées au président », et Marescalchi ministre des relations extérieures.

III

Alors, il se retourna vers Amiens. Mais il éprouva des résistances auxquelles il ne s'attendait point. Tandis qu'il chargeait Joseph de notifier à Cornwallis la constitution de la République italienne, qu'il la notifiait lui-même à Alexandre ; qu'il annonçait à cet Empereur l'évacuation prochaine de la Suisse, la remise de Malte à l'Ordre, la signature imminente de la



paix [1], Joseph, malgré son optimisme, était contraint d'écrire, le 12 février : « Mes dépêches précédentes doivent vous avoir mis à portée d'apprécier les difficultés qui retardent la conclusion. L'article de Malte n'est pas réglé. Lord Cornwallis m'a proposé de déclarer le traité de paix commun à la Turquie. » Ces difficultés provenaient de l'effet produit en Angleterre par la Consulte de Lyon, la présidence de la République italienne, l'occupation de l'île d'Elbe [2], l'expédition de Saint-Domingue, surtout le bruit des préparatifs maritimes en France, en Hollande, et le retentissement des entreprises coloniales dont l'acquisition de la Louisiane annonçait le dessein.

Les Anglais démêlaient ces desseins de Bonaparte sur la paix, et ils les jugeaient infiniment plus redoutables que la guerre même. Quoi ! il n'obtiendrait ce domaine magnifique des Pays-Bas et de la rive gauche du Rhin, cette suprématie de la Hollande et de l'Italie, que pour développer aux deux Indes la puissance française! Il ne faisait la paix que pour centupler les bénéfices de la guerre! Après les conquêtes, le commerce; après la terre ferme, des îles, des comptoirs; après l'Escaut et le Rhin, le Mississipi! On chassait les Français d'Égypte, ils s'installaient à Livourne, à Gênes; on rendrait Malte, ils prenaient l'île d'Elbe! La faiblesse du cabinet de Londres leur avait permis d'envoyer à Saint-Domingue une armée, un de leurs meilleurs généraux, le propre beau-frère du Consul, celui qui avait forcé le Portugal à se fermer aux Anglais; un tel choix trahissait des projets étendus : un futur Clive français, un futur Wellesley, destiné à conquérir un autre Empire, celui des Indes occidentales. Après Saint-Domingue et la Louisiane, la Guyane, la Floride, le Mexique; le golfe immense entamé sur toutes les côtes, entrepris par toutes les îles! Pour leur interdire les Pays-Bas et les expulser de l'Inde, l'Angleterre a soutenu deux grandes guerres ; elle

[1] Talleyrand à Joseph, 14 février; Bonaparte à Alexandre, 16 février 1802.
[2] Retenue par Bonaparte lors de l'attribution de la Toscane à l'infant de Parme. De Clercq, t. I, p. 431. — Ci-dessus, p. 107, 113.



leur a pris le Canada : c'est pour les voir maintenant établis à Anvers, à la Nouvelle-Orléans! Que reste-t-il du traité de 1763, le seul, le vrai traité de la paix britannique? Si encore, et pour compensation, ils se prêtaient à renouveler le traité de commerce de 1786, qui vaudrait, aux yeux des Anglais, un autre empire des Indes et un autre Canada; si cette vaste étendue de côtes, qu'il leur faut reconnaître à la France, s'offrait comme un filtre absorbant; si ces embouchures de fleuves s'ouvraient comme autant d'entonnoirs énormes aux produits anglais? Mais Bonaparte s'y refuse.

Bonaparte, héritier de l'esprit de domination du Comité de salut public et du Directoire, l'est aussi de leurs systèmes économiques. En même temps qu'il fait des « limites naturelles » une loi de l'Europe, il maintient la loi draconienne du 10 brumaire an V, reproduction aggravée, si c'est possible, de la loi terroriste du 19 vendémiaire an II, cette loi des suspects économique, qui assimile les négociants anglais aux émigrés, déclare leurs marchandises ennemies et en prohibe l'importation et la vente « dans toute l'étendue de la République française [1] ».

Addington et ses collègues se persuadent qu'ils n'obtiendront pas du Parlement la ratification du traité, s'ils n'obligent pas les Français à abandonner quelques-uns des articles essentiels des préliminaires, et ils croient pouvoir les y contraindre par le péril où une brusque reprise de la guerre placerait, sans secours possible, la flotte française en route pour les Antilles.

Bonaparte voit le péril; mais il préfère la guerre immédiate à une transaction chimérique qui remettra aussitôt tout le traité en question; car, à la moindre coupure sur les bords, la trame se déchire, et les Anglais tireront toujours plus fort, jusqu'à rompre l'étoffe [2]. Il mande à Joseph de rédiger un projet *ne varietur* et de s'y tenir aussi près que possible des

[1] Voir le précédent du Directoire lors de la négociation de Malmesbury, tome V, p. 116.

[2] *Journal de Malmesbury*. Notes du 2 mai 1802, sur les propos tenus par Jackson, qui était à Paris au temps des négociations. — Boulay de la Meurthe, t. V. p. 220, note.



préliminaires. Il écrit ou dicte des notes sur Malte, sur la Porte, sur les Barbaresques, pour servir d'instructions dernières à Joseph et à Otto[1]. Dans l'une, il pose le principe, qui est, qui sera un des principes directeurs de sa politique, et qu'il tient de Colbert et du Comité de salut public : « La Méditerranée est à la France et à l'Espagne par leur position topographique. » Mais il se montre accommodant pour les arrangements de Malte; il cherche un *mezzo termine* pour la remise de l'île à l'Ordre, sous la protection du roi de Naples. «L'Angleterre pourrait garder cette île encore six mois après la signature du traité; bien entendu que, de notre côté, nous garderons Tarente. » Il ne parle plus des comptoirs des Indes, du Gange ni de Terre-Neuve. Quant aux États nouveaux de l'Italie, la République italienne, la Ligurie, l'Étrurie, il n'insiste plus; mais il avertit : l'Angleterre peut les exclure du traité, soit; ils seront exclus de la paix[2].

« Si l'Angleterre refuse de reconnaitre trois puissances qui tiennent une place aussi distinguée, elle renonce donc à prendre aucun intérêt aux peuples qui composent ces trois Etats. Cependant, comment admettre que le commerce anglais soit indifférent au commerce de Gênes, de Livourne, des bouches du Pô et de la République italienne? Et si son commerce souffre des entraves dans ces trois États, à qui Sa Majesté Britannique aura-t-elle à s'en prendre?

« Et si ces trois puissances, frappées de voir qu'elles ne sont pas reconnues par les grandes puissances, font des changements dans leur organisation et cherchent un refuge dans une incorporation avec une grande puissance continentale, Sa Majesté Britannique se refuse donc aussi le droit de s'en plaindre? »

Il terminait par ces mots, gros d'avenir et qui rappellent ses déclarations à Cobenzl, lorsque, à Lunéville, l'Autriche se dérobait encore : « Ne considérerait-on la paix que comme une trêve? Perspective affligeante, décourageante pour l'homme de bien, mais qui aurait pour effet infaillible

[1] Talleyrand à Joseph; notes de Bonaparte pour Otto; Bonaparte à Talleyrand, 19 février 1802.

[2] Projet de note pour Joseph, à insérer au protocole, 19 février 1802. Elle est au protocole du 21, en substance.

de produire des résultats que l'on ne saurait calculer. »
Talleyrand ajoutait ce commentaire significatif : « Nous sommes faciles sur tous les points, mais ce n'est point par crainte. Je vous envoie le *Moniteur*, qui vous portera des nouvelles de l'arrivée de la flotte à Saint-Domingue... Finissez, finissez donc ! [1] »

Mais on ne finissait pas, bien que l'arrivée de Leclerc à Saint-Domingue enlevât aux Anglais un appoint redoutable. On disputa sur les notes présentées par Joseph, et une semaine s'écoula en protocoles dilatoires, allées et venues de courriers entre Amiens et Paris. Le 6 mars, un projet approuvé par Bonaparte fut communiqué à Cornwallis : il se composait des articles des préliminaires auxquels s'ajoutaient ceux que l'on avait formellement arrêtés à Amiens. Cornwallis produisit un contre-projet sur Malte. La conférence dura près de sept heures. Cornwallis ne cacha point que « ses instructions étaient beaucoup plus précises depuis quelques jours, et qu'on lui laissait beaucoup moins de latitude ». Les ministres, ajouta-t-il, lui avaient adressé un projet d'article sur l'indemnité du prince d'Orange, qu'il ne remettait même pas, par esprit de conciliation : on y faisait le procès à la Révolution française.

Bonaparte perdit patience. Il se flattait d'avoir la paix le 10 mars et de la publier en même temps que le Concordat : cette convention était enfin pourvue de son passeport près des grands corps de l'État, les *articles organiques ;* mais il ne voulait la présenter aux républicains que dans ce cadre magnifique : la paix européenne dans les limites de César. « Si lord Cornwallis est de bonne foi, la paix doit être signée avant le 19 ventôse-10 mars », écrit-il, le 8, à Joseph. Les Anglais sont donc pris de l'esprit de vertige ! Si la paix n'a pas lieu sur-le-champ, je ne redoute pas la guerre. Expliquez-vous-en fortement, et que, le 19, à midi (10 mars), je sache à quoi m'en tenir, car, comme il paraît que les Anglais ont donné

[1] A Joseph, 22 février 1802.



des ordres d'armer à Plymouth, il est convenable que je puisse prendre des précautions pour nos flottes. » Ce jour-là, il refusait encore de comprendre la Turquie dans le traité, tout en y insérant la garantie de l'intégrité de cet Empire. Le lendemain, il consentit à écrire : « La Sublime Porte est invitée à accéder au présent traité », et il ajouta : « Je vous donne toute la latitude convenable pour signer dans la nuit. Faites donc tout ce qu'il est possible pour terminer, et signez... » — « Si le courrier qui apportera la nouvelle arrive à Paris le 10, avant neuf heures, il aura six cents francs. »

Mais la journée du 10 s'écoula sans nouvelles. Le 11 mars, à cinq heures du soir, rien n'est encore arrivé d'Amiens. Il est venu, au contraire, des rapports d'Otto, de Londres, datés du 6 et du 8 mars : l'opposition a incriminé les ministres au Parlement; des ordres d'armement ont été envoyés dans les ports; les journaux sont violents; ils publient une lettre d'un des négociateurs d'Amiens, Merry, qui accuse Bonaparte de ne pas vouloir la paix. Hawkesbury, interrogé, a répondu que les négociations ne pouvaient se traîner plus longtemps, que le gouvernement était obligé de prendre des précautions. « Il est de mon devoir d'ajouter, écrit Otto, que l'opinion des hommes les plus influents et les mieux instruits est qu'il est impossible que la guerre ne recommence dans dix jours, à moins que le traité définitif ne soit signé dans cet intervalle. »

Bonaparte sent tous les fils se tendre dans ses mains. Il en est aux tiraillements, aux soupçons, même graves, avec Markof. La Russie se dérobe, tourne à l'aigreur, aux remontrances : les menaces s'annoncent. On reparle de complots dans l'armée. Le premier Consul est engagé dans une affaire compliquée d'*épuration* du Tribunat et du Corps législatif, de transformation de ses pouvoirs.

Les retards de la paix le compromettent. Mais il comprend, ainsi qu'il l'a dit des Anglais, qu'il faudrait, pour se rejeter dans la guerre, « être pris d'un esprit de vertige ». Aussi fait-il grand état de ses armements; en réalité, il n'est pas prêt et ne se prépare même pas. Il se contente d'éperonner, à



Londres, Otto, à Amiens, Joseph « Le moindre retard est préjudiciable et peut être d'une grande conséquence pour nos escadres et nos expéditions maritimes. » Il demande deux courriers par jour, par inquiétude, pour inquiéter aussi. Il fait envoyer à Londres ; il fait insérer dans le *Moniteur*, le 13, le 14, le 17 mars, des notes destinées à remuer l'opinion en Angleterre : — Aucune puissance n'est disposée à soutenir les Anglais; l'organisation de la République italienne est approuvée par le Pape, l'Autriche, la Russie, la Prusse; Lucchesini a exprimé le plaisir qu'avait éprouvé son roi des opérations de la Consulte de Lyon; Cobenzl déclare que son Empereur approuve tout ce qui s'est fait en Cisalpine, en Helvétie, en Batavie ; les réponses de l'Empereur de Russie sont « plus satisfaisantes encore », et il s'y réunit des idées de liaisons particulières. « L'Empereur Alexandre, écrit Bonaparte à Joseph, est plus disposé que jamais à marcher de concert avec la France pour toutes les grandes affaires de l'Europe. »

Rien de moins exact; rien de moins conforme aux instructions données à Markof; rien de positif non plus dans les correspondances de Cobenzl et de Lucchesini ; mais il n'existait pas alors de télégraphe électrique pour transmettre, le matin, des extraits de ces articles à Pétersbourg, Berlin, Vienne, et pour en rapporter à Paris, le soir, le démenti, par les feuilles officieuses de ces capitales. D'ailleurs, l'Autriche et la Prusse se trouvaient alors fort engagées dans l'affaire des indemnités d'Allemagne, et ce n'était point le cas, avant d'avoir touché leurs lots, de se brouiller avec le Consul.

Après quelques dernières escarmouches, sur les termes, à propos de Malte et de la Hollande, le traité fut signé, en minute, le 25, et en forme authentique, le 26 mars, tel, sauf de légères différences, que Joseph l'avait proposé le 6. Il se résume ainsi :

Il y a paix entre la République française, le roi d'Espagne, la République batave, d'une part, et, d'autre part, le roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande. L'Angleterre garde Ceylan et la Trinité,



restitue les autres colonies de la France et de ses alliés. L'intégrité de la Porte est garantie. Le prince d'Orange recevra une indemnité. Malte sera rendue à l'Ordre, neutre et indépendante, sous la garantie des grandes puissances, avec une garnison napolitaine pour un an ou plus, s'il est nécessaire. L'Angleterre évacuera l'île dans les trois mois qui suivront la ratification du traité. La France évacuera Tarente et les Etats romains. L'Angleterre évacuera tous les points qu'elle occupe sur l'Adriatique ; la Méditerranée, dans le mois qui suivra les ratifications ; les colonies dans les six mois.

IV

La paix générale est conclue. C'est la splendeur de la République ; mais ce n'est qu'un spectacle de théâtre et tout d'illusion. Parce que l'attention du lecteur d'histoire a ses limites et qu'elle aime à se fixer sur quelque belle image ; parce que nombre d'historiens ont fermé leur livre à cette page et mis au bas le mot *fin*, on se figure que l'histoire s'arrête aussi et que quelque chose s'est achevé ce jour-là qui, couronnant l'édifice, pouvait et devait subsister. Illusion aussi vaine que celle du machiniste qui, pour tirer le cordon et baisser le rideau qui voile la scène, s'imaginerait avoir amené le dénouement de la pièce. La tradition part de haut. « A Amiens, disait plus tard Napoléon, je croyais, de très bonne foi, le sort de la France et le mien fixés... J'allais me dévouer uniquement à l'administration de la France, et je crois que j'eusse enfanté des prodiges. J'eusse fait la conquête morale de l'Europe, comme j'ai été sur le point de l'accomplir par les armes... » Il le disait à Sainte-Hélène, où il recommençait les batailles perdues, Leipzig et Waterloo, les regagnait et recréait sa vie dans ses rêves de proscrit. Ainsi le peuple, éternel rêveur et inventeur de sa propre légende, imagine, dans le passé, son histoire telle qu'il l'aurait voulue, pliant à son désir ses propres destinées, dépouillant ses propres

passions qu'il ne comprend plus, et bordant ses chemins de décors en carton, comme on faisait pour la grande Catherine lorsqu'elle s'en allait à la découverte des pays conquis par Potemkine.

Certes, l'heure était belle et radieuse; mais, si c'était un motif pour désirer qu'elle durât, ce n'était pas de quoi suspendre la marche de la nature et renouveler le miracle de Josué. Bonaparte essaya, c'était son intérêt, de maintenir le continent dans la soumission où il l'avait placé et d'user de la liberté de mouvements qu'il s'était donnée pour chercher aux Indes et en Amérique les avantages de la paix. Il le tenta; mais ce fut précisément cet effort pour s'arrêter sur la paix d'Amiens en Europe, et la développer en France, par le commerce et l'industrie, par l'expansion aux colonies, qui décida l'Angleterre à la rompre. De ce que la guerre avait été extraordinaire, il ne s'ensuivait point que la paix le dût être aussi. Le traité d'Amiens a été, comme beaucoup d'autres, une œuvre précaire, édifice d'argile sur le sable mouvant. Pour le juger, il faut le replacer dans sa perspective, dans l'entre-deux de ses causes et de ses conséquences, qui ne furent que la continuation de ses causes. Ce n'est qu'un passage dans l'histoire de France, un degré de progrès des affaires qui ne fut atteint que pour un instant. Il suffit d'avoir suivi les négociations pour discerner comment cette paix se rompit. Toutes les avenues par où elle s'était acheminée deviennent, en se prolongeant, autant d'issues par où elle s'échappe.

Pour que la paix d'Amiens durât, il aurait fallu que l'Europe y reconnût un caractère que n'avait présenté aucun des traités précédents, ni celui de Nimègue, ni celui de Ryswick, ni ceux d'Utrecht, d'Aix-la-Chapelle, de Paris, et les derniers, ceux de Campo-Formio et de Lunéville. Il eût fallu que cette Europe, trois fois liguée contre Louis XIV, parce que ce roi avait ambitionné une partie des conquêtes accomplies en 1802, liguée de nouveau, en 1792, pour refouler la France qu'elle jugeait trop puissante, et rompre, selon le mot d'un



Autrichien, le ressort de cette formidable machine d'État, acceptât comme un établissement définitif ce qu'elle avait combattu comme un monstre, le Léviathan, dans les desseins et dans les tentatives.

Il aurait fallu une France, encore exaltée de sa Révolution, refrénant tout à coup et apaisant les passions qui la poussaient depuis dix ans à déborder sur l'Europe, et qui précisément l'avaient portée à ce triomphe; tournant son enthousiasme en sagesse, sa superbe en modestie, son impétuosité en prudence; ne songeant plus qu'à jouir dans son magnifique territoire des bienfaits de la liberté, des produits de son travail, du génie de ses peuples, qu'à s'enrichir, à créer des chefs-d'œuvre; se désintéressant même de ses conquêtes; renonçant à l'Égypte; renonçant aux Indes, aux Antilles, à la Méditerranée, pour ne point offusquer les Anglais; ouvrant, par un traité de commerce, son marché à leur industrie, sauf à ruiner la sienne, afin de les consoler de la conquête d'Anvers et de Cologne; désertant ses arsenaux, rentrant ses flottes, reculant devant l'Angleterre sur tous les océans; reculant devant l'Autriche en Italie et lui restituant la Lombardie; reculant devant la Prusse en Allemagne; abandonnant à la Russie la suprématie du Saint-Empire et la tutelle de l'Empire ottoman. Et, ce qui est plus invraisemblable encore, une Europe, fascinée par tant de modération, renonçant à envahir à mesure que la France recule. La France gardant assez de prestige et l'Europe assez de réserve pour que Français républicains et rois coalisés contre la Révolution missent l'arme au pied, chacun sur leur rive du Rhin, respectant les indications de « la nature » telles que les avait prescrites la Convention.

Il aurait fallu une Autriche sans regrets de la Belgique, sans prétentions à la suprématie de l'Italie; une Prusse sans avarice et sans prétentions à l'hégémonie de l'Allemagne; une Russie se détournant de l'Europe pour ne s'occuper que de l'Asie; et la plus paradoxale de toutes les métamorphoses, une Angleterre cessant d'être anglaise, exclusive et acharnée,

pour se faire cosmopolite avec délices, ne disputant plus ni l'empire sur la Méditerranée, ni la souveraineté des mers; il eût fallu engourdir cette Angleterre surabondante de force, d'activité, avec ses traditions, ses passions, son orgueil, ses banques, ses mines, ses fourneaux, ses milliers d'émigrants, ses flottes, ses négociants, sa cité qui trafique, son *mob* qui hurle, son parlement qui réclame la guerre à outrance, son crédit inépuisable, sa contrebande aussi lucrative que son commerce patent, sa constance indomptable, son génie d'entreprise et de combinaisons; l'Angleterre de la guerre de Cent ans, de Guillaume III, de Chatham, de Pitt. C'est-à-dire qu'il aurait fallu une autre Europe, une autre France, d'autres peuples, d'autres gouvernements; l'histoire de cette Europe se déroutant de la voie où elle marchait depuis le quatorzième siècle, et la Révolution française refluant sur son cours.

Ajoutons l'homme enfin, Bonaparte, dont la personne et le caractère comptent en ces conjonctures autant que ceux de Pitt en Angleterre et d'Alexandre en Russie, et que l'on ne peut pas plus ôter des événements qui suivent que l'on ne le peut ôter des événements qui précèdent : les campagnes d'Italie, l'expédition d'Égypte, Marengo et le traité de Lunéville. Les amateurs de spéculation, qui disposent si aisément de son génie, exigent de ce génie même une œuvre plus prodigieuse que toutes celles qu'il a accomplies : non seulement se transformer lui-même, mais modifier la nature des choses, devenir un autre homme, dans une autre Europe. « Ce sont des miracles, disait-il au Directoire, et je ne sais pas en faire ! » Et plus tard, de très loin : « Je puis avoir eu bien des plans, je ne fus jamais en liberté d'en exécuter aucun. J'avais beau tenir le gouvernail, quelque forte que fût la main, les lames étaient bien plus fortes encore. Je n'ai jamais été véritablement mon maître ; j'ai toujours été gouverné par les circonstances. »

Les circonstances, il les jugeait pour ce qu'elles étaient, convaincu que, s'il reculait d'un pas il serait, du même coup, envahi par l'Europe et renié par la France. Sa suprématie en

Europe et sa popularité en France lui semblaient indissolublement liées. Son génie n'était point d'attendre les événements qu'il redoutait. Son art était de les prévenir. La politique de la France dans la Révolution qui l'avait suscité, qui avait fait sa gloire et qui demeurait sa raison d'être, l'affrontait inexorablement à l'Angleterre. C'est ainsi que, pour conserver la paix formidable, il fut amené à pratiquer, comme Louis XIV, la paix envahissante. « Exagérer est la loi et le malheur de l'esprit de l'homme : il faut dépasser le but pour l'atteindre », déclare un philosophe. « Pour l'Empereur, a dit un soldat, le maximum des conséquences suivait toujours les événements[1]. »

V

La manière dont la paix fut accueillie à Londres ne laissa aucune illusion sur ce point fondamental : il fallait que la paix d'Amiens rapportât à l'Angleterre tous les profits de négoce qu'elle en attendait; sinon, à bref délai, ce serait la guerre. Tout est récriminations contre le ministère, réclamations contre le traité, contre les vides qu'il présente. C'est une grille par où s'échappera la suprématie maritime, industrielle, coloniale de l'Angleterre. Les ministres sont persuadés que Bonaparte recommencera la guerre dès que sa marine, celle de l'Espagne et celle de la Hollande seront en mesure. Bonaparte n'a traité que pour gagner du temps ; ils ne cherchent, à leur tour, qu'à gagner le temps de le prévenir, le temps de recommencer le manège des diversions continentales, le temps que l'Autriche se réveille, que la Russie revienne à ses vrais intérêts et à sa tradition : l'alliance commerciale et politique avec l'Angleterre. En attendant, pour apaiser l'opinion, Hawkesbury essaie d'amorcer une négociation de commerce.

[1] TAINE, *Essai sur Tite-Live*. — CASTELLANE, *Mémoires*.

Il n'y croit plus guère. « Je vous ai parlé quelquefois, disait-il à Otto[1], non d'un traité de commerce, chose impossible, mais de quelques relations partielles de commerce à établir entre les deux nations. Ce n'est pas pour ouvrir un nouveau marché à nos manufactures, mais pour intéresser plusieurs classes nombreuses à la conservation de la paix. » Puis, espérant flatter l'imagination du premier Consul, il insinue l'idée d'un immense *condominium* du monde : « Il nous est impossible de vous nuire essentiellement. Vous êtes destinés à être sur le continent la puissance prépondérante, comme nous le sommes sur mer. »

C'est que le traité va être mis en délibération au parlement. Il faut trouver des arguments à opposer aux critiques, d'une violence croissante, qui s'élèvent de toutes parts. « Le ministère, écrit Otto, se croit fort sur tous les points, à l'exception de ceux qui touchent le commerce... L'opinion générale en Angleterre est que la paix ne sera qu'une trêve, si le commerce de l'Inde n'est pas établi sur des bases équitables; si les douaniers et la contrebande des deux nations continuent à se faire la guerre à mort ; si, dans ce siècle où tout est nouveau, le code politique et commercial ne subit pas une réforme totale ; si de nouvelles maximes ne sont pas mises à la place de celles qui ont constamment compromis le repos des nations... M. Addington voit, de même que nous, qu'il serait absurde de songer à un traité de commerce; mais il désire ardemment se rapprocher graduellement de nous par des échanges partiels et limités, par de simples essais à terme fixe ou révocables à volonté. » Mais, sur ces « préliminaires » de commerce, on n'arrivait point à s'entendre. Hawkesbury demandait, « avec une sorte d'inquiétude », à Otto, s'il « n'avait aucune réponse aux ouvertures qu'il l'avait prié de faire à ce sujet[2] ».

On ne parlait déjà plus de traité. L'acte d'Amiens était qualifié de trêve. « La paix honteuse perd ses adorateurs, écrivait l'ambassadeur de Russie, Simon Woronzof; on s'aperçoit

[1] Rapport d'Otto, 10 avril 1802.
[2] Rapport d'Otto, 2 mai 1802.



qu'elle est mauvaise. » On colportait ce propos de Nelson : « Peu importe comment on pose le tisonnier. Si Bonaparte disait : il faut qu'il soit placé dans ce sens, nous devrions aussitôt insister pour qu'il fût placé dans un autre. » Le 8 avril, Pitt rencontra Malmesbury : « Avec Bonaparte, lui dit-il, nul traité ne peut être sûr. Cependant on a bien fait de traiter avec lui. L'Angleterre avait besoin d'un repos, si court fût-il. Mais, bien que l'opinion soit à la paix, il faut que tout ait l'air d'être à la guerre, dans notre diplomatie, et, avant tout, dans nos mesures militaires et maritimes ; que Bonaparte sache bien que l'Angleterre ne souffrira ni outrage ni offense, c'est-à-dire rien qui puisse directement ni indirectement nuire à sa dignité, à son honneur, à sa sûreté, à sa véritable grandeur. » Comme Malmesbury lui demandait de définir ces expressions, il reprit : « L'inertie et l'infamie des grandes cours européennes ne nous permettent pas de nous opposer aux tentatives d'agrandissement de Bonaparte sur le continent ; mais toute tentative de contestation, d'empiétement, toute entreprise contre nos intérêts commerciaux ou coloniaux, directs ou indirects, comme une usurpation de la Hollande, de la République cisalpine, comme une attaque contre l'Amérique espagnole, devrait provoquer de notre part une résistance immédiate, et être considérée comme une cause véritable de guerre. Quelques années de paix, ajouta-t-il, suffiraient à mettre l'Angleterre en état de poursuivre la guerre beaucoup d'années, et, durant ce temps, on peut espérer que plusieurs des grandes puissances continentales auront assez le sentiment de leur honneur et de leur intérêt pour nous prêter l'aide qui nous manque en ce moment. »

Que « l'opinion fût à la paix », c'était l'euphémisme officiel d'un homme d'État qui parle toujours en homme de gouvernement, même éloigné du pouvoir. Le fait est que Pitt s'en rapprochait chaque jour. La réaction contre la paix le portait. Malgré le désordre de ses affaires, on parlait de l'imposer à la couronne, comme le seul homme en état de sauver le pays, disait, avec ironie, Sheridan. Les débats du parlement sur le



traité tournèrent à la réhabilitation de la guerre et à l'apologie de Pitt[1]. Ses amis imposèrent son inflexible hauteur à la condescendance pusillanime de ses successeurs ; et quel prix obtenaient-ils de cette condescendance? « Nous avons, s'écria Grenville, confirmé à la France la possession de l'Italie et la domination du continent ! » Il montre « les périls qui résultent du traité, les moyens de salut qui restent : les ministres n'ont rien fait pour affaiblir la France sur le continent ; ils lui fournissent les moyens de ruiner nos colonies. Cette paix est plus désavantageuse que la guerre ». Il réclame « l'établissement d'un pied de guerre proportionné au danger que court la patrie ». Nous avons, ajoute lord Carnavon, entassé honte sur honte : « Une telle paix est contraire à la sécurité, à l'honneur du pays. »

Aux Communes, Windham se montre aussi agressif, aussi violent. Lord Grenville et lui, mande Otto, le 10 mai, « se sont efforcés d'établir que la guerre politique n'a été terminée que pour mieux commencer une guerre de commerce et de douane ; que l'intention du premier Consul est d'exclure le commerce anglais de toutes les parties de l'Europe où peut s'étendre notre influence, et que la paix actuelle n'est qu'une trève qui donne à la France le temps et les moyens de réorganiser ses colonies ».

Hawkesbury plaida non coupable, ménageant, en ses adversaires, des successeurs inévitables : « Fallait-il continuer la guerre pour la République italienne? Mais cette République a été reconnue à Vienne, à Pétersbourg, à Berlin... D'ailleurs, même sous les Bourbons, la France aurait été notre ennemie. Quel que soit son gouvernement, son ambition est la même. » Castlereagh se rallia au traité. La guerre, dit-il, ne saurait être reprise dans des conditions favorables que si un changement survenait en Europe. Addington exprima le regret que lui causaient les agrandissements de la France ; mais ce n'était pas à l'Angleterre de réparer ce mal. « Pour l'instant, notre

[1] 29 avril-13 mai 1802.



devoir est de garder nos forces ; réservons-les pour des occasions futures, alors qu'on pourra reprendre l'offensive avec espoir de succès... Ne les gaspillons pas sans aucune chance d'avantages. » Le traité fut ratifié dans ces termes.

VI

S'il est vrai que Bonaparte ne croyait point à la durée de la paix, personne n'avait plus d'intérêt que lui à la prolonger le plus longtemps possible, à tirer au moins la rupture en longueur. Il avait à prendre possession des colonies acquises ou restituées, à asseoir sa domination en Italie, à terminer les affaires d'Allemagne, complément du traité de Lunéville ; à se pousser et se retrancher si fortement sur le continent qu'une nouvelle coalition devînt, sinon impossible, du moins très difficile. Il avait à établir son gouvernement en France ; il était en train, sous le titre de consul à vie, de s'élever au pouvoir suprême. La ratification nationale ne s'obtiendrait que par les bienfaits : la paix en était le premier. La France entière se remettait au travail avec autant d'ardeur qu'elle en avait apporté dans la guerre, aussi empressée de redevenir prospère qu'elle l'avait été de se rendre indépendante, aussi avide de « jouir de la Révolution » que, naguère, de l'accomplir, de la défendre et de la propager. Bonaparte la poussait aux métiers. Il entreprenait, partout à la fois, de renouveler l'outillage du labeur national : routes, canaux, ports. Les chantiers maritimes se couvraient d'échafaudages énormes ; on voyait s'élever des carcasses de vaisseaux. Il n'était bruit que d'expéditions maritimes, pour les « Iles », pour la Louisiane, pour l'île de France, Madagascar, les Indes ! Mais tout était à reconstruire, à réorganiser, les navires et les équipages. La guerre maritime eût tout rompu. Bonaparte croyait pouvoir gagner le temps de se mettre en mesure ; il tenait le conti-

nent par les affaires d'Allemagne, immense marché de terres et d'hommes qui allait s'ouvrir. « Prétendre que la France ait une marine égale à celle de l'Angleterre avant dix ans, c'est une chimère », écrivait-il à Decrès [1]. La France y épuiserait ses ressources, et, pour gagner sur mer une prépondérance qu'elle n'obtiendrait point, elle négligerait son armée et compromettrait sa prépondérance sur le continent, car, si la guerre recommence avec l'Angleterre, c'est encore sur le continent que la France la devra terminer. Mais il faudra, ce faisant, distraire les Anglais par des diversions. Il ne prévoit pas que l'Angleterre rompe la paix avant l'an XIII (septembre 1804), et il estime qu'alors elle sera trop occupée dans les Indes, en Amérique, sur ses propres côtes, pour maintenir plus de trente-cinq vaisseaux dans la Méditerranée. « Ce que nous pouvons donc espérer, c'est, avant dix ans, de pouvoir lutter avec quelques chances de succès, la France, l'Espagne et la Hollande se trouvant réunies. » Les trois nations auraient en mer cent vaisseaux. Les Anglais seraient tenus en respect, et, « avec un peu de prépondérance sur terre, il serait facile, à la seconde campagne, de rendre inutile son intervention dans la Méditerranée ». Alors, « maîtres de Venise », ce qui serait l'effet de la première campagne, « assurés de la neutralité de Naples ou maîtres de cette ville, l'Angleterre n'aurait point d'intérêt à sacrifier cent millions pour rester sans but maîtresse de la Méditerranée ».

La paix ainsi prolongée devait tourner à la suprématie de la France sur le continent, au relèvement de son industrie et de son commerce. D'où le refus persistant que Bonaparte opposait à tous les arrangements qui ouvriraient aux produits anglais le marché français et celui des républiques alliées. Les Anglais réclamaient un traité de commerce parce qu'ils le jugeaient propre à enrichir l'Angleterre et que c'était pour eux l'objet même de la paix; Bonaparte le refusait parce qu'il le jugeait de nature à appauvrir la France, à suspendre et

[1] Note pour le ministre de la Marine, 1802. *Correspondance*, n° 5968.



arrêter sa renaissance industrielle. Le traité de 1786 demeurait un des ouvrages les plus impopulaires de l'ancien régime, dénoncé comme aussi néfaste que l'alliance autrichienne. En matière de crédit et de commerce, les vues de Bonaparte étaient tout empiriques. Pour le crédit, l'argent dans les caves, l'encaisse métallique, les contributions de guerre; pour l'industrie et le commerce, le système protecteur, la prohibition. Il s'en tenait aux exemples des maîtres en prospérité d'État : Richelieu, Colbert, le grand Frédéric.

Ni le décret de vendémiaire an II-10 octobre 1793, œuvre de la Convention; ni la loi de brumaire an V-16 novembre 1796; ni celle de pluviôse an V-février 1797, véritable code de prohibition des marchandises anglaises, n'étaient abrogés, et il n'entra pas dans l'esprit de Bonaparte de les rapporter; la seule politesse qu'il fit aux Anglais fut d'enlever à ces mesures leur apparence de mesures de guerre contre les seuls Anglais : une loi du 19 mai 1802 donna au gouvernement la faculté de hausser provisoirement ou baisser le tarif des douanes, d'ouvrir ou de fermer les entrepôts, prohiber ou autoriser l'importation ou l'exportation de toute espèce de marchandises. Le 20 mai, le traité d'Amiens, ainsi enveloppé et muni de ses « articles organiques », fut promulgué en France. Le 18 juin, le général Decaen fut nommé capitaine général des possessions françaises dans les Indes; l'ancien conventionnel Cavaignac fut envoyé, le 20 juin, en mission près de l'iman de Mascate. La guerre est finie, avaient déclaré les consuls, « mais d'autres succès doivent marquer l'existence des nations et surtout l'existence de la République. Partout l'industrie s'éveille, partout le commerce et les arts tendent à s'unir pour effacer les malheurs de la guerre... Le gouvernement remplira cette nouvelle tâche avec succès [1] ».

« La France, écrit un historien anglais, restait dangereusement forte, et ce n'était pas seulement l'ardeur de Bonaparte pour les conquêtes qui assombrissait alors l'aspect des affaires,

[1] Message au Corps législatif, le 6 mai 1802

c'était la rivalité de la France et de l'Angleterre, éclatant plus violemment que jamais[1]. » Comment attendre que, dans ces conditions, l'Angleterre évacuât Malte? Quels ministres eussent osé abandonner cette position dominante de la Méditerranée et livrer aux Français cette mer dont ils tenaient la clef par Gibraltar? La lutte pour l'exploitation de la paix s'engageait plus acharnée que la guerre même. La lutte pour ouvrir des débouchés aux produits anglais, pour refouler aussi le commerce français et écraser l'industrie française renaissante, s'annonçait plus âpre, plus populaire aussi que la lutte contre la Révolution. « L'Angleterre, mandait Otto, s'agitera moins quand la diminution graduelle de ses bénéfices aura diminué ses moyens de recommencer la guerre. »

C'est la pensée directrice de Bonaparte. Comment attendre, dès lors, qu'il se dépouille des moyens qu'il s'est procurés de les réduire à ce point et de les contraindre à abdiquer la rivalité? Il les tient par la Hollande, par l'Espagne, par le Portugal, par l'Allemagne, par l'Italie, par le Piémont et par la Suisse enfin qui occupent les passages de France et d'Allemagne en Italie. Il a promis à l'Empereur de Russie, qu'il ménage, d'évacuer Rome et Naples; il le fait. « Toutes les troupes françaises, lui écrit-il le 23 mai, ont, dans ce moment-ci, évacué le royaume de Naples et les États du pape. » Raison de plus, pour lui, de réclamer l'évacuation de Malte par les Anglais, stipulée formellement au traité. Il s'y est conformé, que les Anglais s'y conforment. Pour le reste, rien n'a été promis, rien n'a été écrit. Ainsi tout le débat se ramène à cette île de Malte. La lutte pour ce petit rocher va devenir le symbole de la rivalité séculaire, exaltée par la Révolution, enflammée par la concurrence du travail national. Malte est la bicoque dont la prise, dans les grandes batailles, décide de la victoire.

[1] SEELEY, *Napoléon Ier*.



CHAPITRE III

LA RIVALITÉ DANS LA PAIX

1802

I

Le spectacle de 1802, cette année triomphale, où la France atteignit l'apogée de sa puissance dans le monde ; où le gouvernement français s'édifia, dans ses lois civiles, dans son administration et ses finances pour près d'un siècle, ne prend sa grandeur que dans la perspective, dans le recul de l'histoire et par le jeu des comparaisons. On s'étonne, à lire les lettres des contemporains, du peu d'effet que produisaient, de près, des choses qui, de loin, semblent si grandes. Cette paix si souhaitée, si glorieuse, le contemporain refuse d'abord d'y croire; puis, à peine éprouvée, il s'y habitue, il n'y songe plus; elle semble si naturelle qu'il l'estime à la fois facile à conclure et plus facile encore à conserver. L'œuvre principale de Bonaparte, à côté de la paix, œuvre d'État plus durable et autrement profonde, le *Code civil*, c'est-à-dire la Révolution réalisée dans sa donnée fondamentale, la liberté des personnes et des biens, s'arrête, comme au temps du Directoire, dans les chicanes des juristes et les broussailles de la jurisprudence. Le titre préliminaire et les trois premiers livres, essence de l'ouvrage, préparés au Conseil d'État sous la présidence, avec la participation constante de Bonaparte, sont contestés au Tribunat, rejetés par le Corps législatif. Ces muets parlent par gestes, et le geste est un acte d'opposition. La grande cérémonie de Notre-Dame, le *Te Deum* du Concordat,

en réalité le *Te Deum* de la paix, disposé le 18 avril, jour de Pâques, avec l'appareil le plus imposant des pompes catholiques et des pompes militaires, se déroule comme une représentation de gala, un spectacle auguste et officiel devant un public de badauds. Tout est apprêts, curiosité; point d'effusion, point d'élan. Des gendarmes à tous les carrefours, « qui imposent, dit un diplomate, beaucoup plus que sous l'ancien régime »; — « une tranquillité, un silence », fort éloignés « du bruyant de l'ancien temps ». — « Belle capucinade, dit un général à Bonaparte. Il n'y manque que le million d'hommes qui ont été tués pour détruire ce que vous rétablissez! »

La satisfaction, la reconnaissance sont partout, dans la grande France, parmi les petites gens, les paysans, les bourgeois laborieux : ceux-là se taisent. Ils sont la force du Consulat. Les observateurs étrangers ou les correspondants des agences ne les connaissent point[1]. Ils ne considèrent, et c'est l'intérêt de leur profession, que Paris, et dans Paris, ce qu'on appelle le « monde », le monde officiel, le monde des affaires, les états-majors. Le mécontentement n'est que là, mais il est aux premiers rangs; il s'affiche, et on le grossit en le décrivant. « Quelques généraux qui se croient négligés, rapporte Cobenzl[2]; quelques pillards dont on croise les spéculations, des jacobins contraires au rétablissement de la religion, des démocrates outrés qui crient contre la rentrée des émigrés, des tribuns... tout cela se réunit sourdement et fait parti contre Bonaparte. » — « Nous sommes tellement obérés par la rentrée de toutes les armées sur le territoire de la République, qu'il nous est impossible de lui envoyer un sou », écrivait Bonaparte, le 5 avril 1801, à propos de Murat qui criait misère. Avec la paix générale, l'embarras augmente

[1] Voir la correspondance royaliste publiée par Remacle et attribuée à un certain Veldené; les lettres de l'*ami* et de l'*amie* de d'Antraigues, dans Léonce Pingaud; les bulletins de Jakson, dans Martel, *Conspiration de Georges*; les rapports de Ph. Cobenzl, Lucchesini, Markof, publiés par Boulay de la Meurthe, Bailleu, Tratchewsky; les études de Guillon, Henri Welschinger; les récits de Gilbert Augustin-Thierry.

[2] 15 décembre 1801.



et, par suite, le mécontentement. Lucchesini mandait, en septembre : « Les généraux rentrés et forcés de ployer devant les autorités civiles l'habitude de dix années d'indépendance et de déprédations demandent à haute voix, à leur ancien compagnon d'armes et de fortune, ou la guerre ou des récompenses qui les consolent de l'élévation à laquelle ils l'ont porté par l'opinion des armées. »

Ce sont des militaires qui mènent le plus grand train de manifestations républicaines; mais leur civisme est surtout fait d'irréligion et leur libéralisme se déclare à grand fracas de sabres et d'éperons sur le pavé. L'armée n'était point dévote sous l'ancien régime ; l'officier affectait l'esprit fort; la Révolution le fit décidément impie, et ce fut là, après 1800, pour beaucoup d'entre eux, avec leur haine et leur jalousie des émigrés, le plus clair de leurs passions républicaines : orgueil de conquérants, de vainqueurs de rois, d'arracheurs de prêtres, de chasseurs de moines, metteurs à sac de couvents et grands liquidateurs; quelques-uns déjà collectionneurs d'images, tableaux, joyaux sacrés; blasphémateurs de profession et athées déclarés, autant par goût que par fanfaronnade soldatesque. Ils en veulent à Bonaparte, tout en faisant fortune pour son compte et en comblant ses favoris, d'obliger les prévaricateurs à dégorger les millions. Ils ne lui pardonnent pas de les tenir dans le rang, au port d'armes ; de les mettre aux arrêts. Ils subiraient encore le commandement d'un compagnon d'armes. Mais le caractère même du nouveau pouvoir les offusque. S'ils ont *balayé* les Clichyens en Fructidor et « défenestré » les avocats en Brumaire, ce n'est pas pour élever, au-dessus de l'armée, un magistrat romain, entouré de ci-devant magistrats royaux, de conseillers d'État, de légistes, de contrôleurs, qui s'habille en membre de l'Institut, ravale le militaire en le subordonnant au pouvoir civil. C'est, au fond, la cabale de tous les Bonapartes « ratés » contre le Bonaparte qui a réussi. Ils se jugent lésés par lui ; il a usurpé leur place dans la République. « Il n'y a pas de général qui ne se croie les mêmes droits au trône que moi », dira



plus tard Napoléon. Et s'ils rêvent de le renverser, c'est pour revenir à un Directoire ouvert aux factions, un gouvernement à journées et à proconsulats; s'ils pensent à élever l'un d'eux au pouvoir, c'est qu'ils l'estiment mou, aveugle, débonnaire, prêt à capituler entre leurs mains, comme un roi fainéant de Pologne au milieu des magnats. Quand ils parlent de rétablir la République et de renverser le tyran, ils ne l'entendent point en vue de fonder le règne des lois, ni celui de la tolérance, ni celui de la paix; ils n'ont qu'un objet, rendre aux généraux, par l'anarchie et l'impuissance du pouvoir civil, la prépondérance et la licence que leur ont procurées les factions depuis 1795; en un mot, la dictature de la République[1]. La paix! C'est, contre Bonaparte, l'argument sans réplique invoqué par l'auteur des *Libelles* de 1802[2] : « Il semblerait que les généraux et les armées qui ont vaincu en Italie, en Helvétie et à Hohenlinden sont disparus et dissipés comme de la fumée : le premier Consul, Lunéville, Amiens; Amiens, Lunéville, le premier Consul : voilà donc tout ce qui constitue la nation française... Soldats! vous n'avez plus de patrie, la République n'existe plus, et votre gloire est ternie, votre nom est sans éclat et sans honneur! » Ces turbulents poussent donc à la guerre; ils la réclament et ils la rendent nécessaire pour les occuper, débarrasser d'eux la République, et les rejeter dans l'héroïsme et la conquête qui sont leur élément. Si la paix d'Amiens leur déplait, c'est parce qu'elle est la paix, improfitable et oisive, et surtout qu'elle ne laisse d'autres aventures à courir que celles des colonies, dont ils ne veulent pas. Ils ont eu assez de l'Égypte. Lorsque Leclerc fut envoyé à Saint-Domingue, sa mission, dans le monde des opposants, fut considérée comme un assassinat. Lorsque le général Decaen partit pour les Indes et l'île de France, Moreau, son ami, le plaignit de partir pour l'exil. C'était une disgrâce quand ce n'était point pris pour une déportation, quelque chose comme le Sinnamari de « fructidorisés » militaires.

[1] Cf. t. IV, p. 378-381; t. V, p. 310, 321, 362, 365, 383.
[2] *Appel aux armées françaises par leur camarade.* Mai-juin 1802.

Mais si l'on frondait, si l'on continua de cabaler dans l'armée consulaire, ainsi que l'on avait cabalé, de tout temps, dans l'armée royale, la grande majorité se ralliait déjà et se rallia de plus en plus au Consul, parce qu'il était la plus haute gloire de l'armée, qu'il menait l'armée à la gloire, et que la fortune des militaires leur paraissait intimement liée à la sienne. A part quelques philosophes à épée comme Paul-Louis Courier, quelques héros récalcitrants comme Lecourbe, quelques spéculatifs vertueux, à la Catinat, comme Drouot, les uns et les autres, d'ailleurs, citoyens et hommes de devoir, il ne resta bientôt plus, pour mener cette Fronde militaire, que les chefs de file, ceux qui se flattaient d'évincer Bonaparte et de s'attribuer le Consulat. Ceux-là demeurèrent irréconciliables, que Bonaparte les ait proscrits, comme Moreau, ou comblés, comme Bernadotte.

Bernadotte est un Pichegru de belle tenue, et qui a réussi. Cet ancien sergent, devenu ambassadeur et ministre du Directoire, se tenait aux aguets, le 19 brumaire, prêt à reprendre l'opération, avec les jacobins, et à la retourner en un autre Fructidor. Il se pose en victime du coup d'État; il se présente en vengeur de la République; il caresse, il embrigade, il anime tous les mécontents de l'armée, des anciens clubs, des salons où l'on intrigue, sauf, le coup fait, à les jouer tous et à se débarrasser d'eux. D'ailleurs n'ayant garde de se livrer à un complice ni de se dérober à une faveur. Il est du sang de Gascogne qui, pour trouver les passages, partir à point, arriver à temps, éviter les mauvaises rencontres, découvrir la bonne place, s'y asseoir et s'y tenir vaut tous les sangs du monde. Moreau ne possède ni cette emphase, ni ce panache, ni cette politique. C'est un Breton hésitant et têtu, qui rumine son ambition et rêvera toute sa vie d'avoir la main forcée. Il joue la même partie que Bernadotte, sournoisement, de mauvaise humeur, se prêtant aux commérages de ses familiers, mais répugnant à se livrer. Il affecte d'ailleurs, en toute chose, de prendre le contre-pied du Consul. Bonaparte se pose en homme d'État, parle législation, finances, haute politique;

Moreau, de petite mine, s'efface, par timidité autant que par orgueil; militaire républicain, mais purement militaire, et ne révélant sa valeur que quand il parle de ses campagnes. « En politique, rapporte un royaliste qui l'a connu de près, il n'avait aucune prétention; il est vrai qu'il était enclin à en faire peu de cas, la jugeant très inférieure à l'art militaire. » L'avenir devait juger de ces deux généraux, espoir des « patriotes », en 1802, et qui passaient pour représenter l'esprit des armées de la Révolution. Ils finirent, l'un poussant l'autre, dans les rangs ennemis, reprenant le rôle que Dumouriez avait manqué en 1792, l'un à titre de prince coalisé, l'autre à titre de conseiller d'état-major de la coalition; on verra par quels chemins sinueux, mais par quelle pente continue, ils en arrivèrent là.

La plupart, d'ailleurs, de ces opposants militaires, s'ils censurent la politique du Consul ce n'est pas parce qu'ils la jugent trop envahissante et surtout trop hostile aux Anglais. Il n'en est pas de même des coteries et des cénacles où l'on critique le traité d'Amiens, parce qu'il est trop onéreux à l'Angleterre et où l'on prend, ouvertement, fait et cause pour les griefs de Londres contre Paris. Ces opposants-là se rencontrent, se coudoient dans les salons, aux dîners, à la Bourse et confondent leurs récriminations. Mais il importe de démêler, dans leurs cabales, les motifs et les actes. Il y a les *illusionnés* et les *intéressés* qui n'ont entre eux d'autre lien que leur haine commune du Consul et l'acrimonie de leurs critiques.

Les *illusionnés* sont ceux qui, tout à la fois, admirent, en Angleterre, la Constitution qu'ils souhaitent à la France, mais le roi remplacé par quelque Washington, à la mode de Paris, Moreau ou Bernadotte; qui, se forgeant une Angleterre selon leur idéal, n'en veulent connaitre que Fox et ses harangues généreuses. Ils transportent aux Anglais et à leur parlement la faveur que les « philosophes » et les « hommes éclairés », sous Louis XV, professaient pour le grand Frédéric, la Prusse et son gouvernement. A les lire, à lire les historiens qui se sont faits leurs disciples, on croit relire Favier se cons-



truisant une Europe pour la plus grande confusion du système autrichien et de l'*infâme* traité de 1756[1]. Ils sont entêtés de cette chimère qui les possédera jusqu'en 1815, après l'épreuve et la déception de deux invasions : une Angleterre ne demandant qu'à donner à la France la paix dans la frontière du Rhin. Dès lors que les Anglais sacrifient de la sorte leurs traditions, leurs passions, leurs instincts, la jalousie et la rivalité séculaires, quels sacrifices ne sont-ils pas en droit d'attendre, de réclamer de la part de la France? Tout refus est une injustice, presque une ingratitude, et n'a d'autre motif que l'ambition démesurée de Bonaparte. Tous les torts en retombent sur sa personne, comme, rétrospectivement, sur celle de Louis XIV dans la lutte contre Guillaume d'Orange, restaurateur des libertés anglaises, modérateur de l'Europe, pacificateur du continent. — « J'étais, raconte Mme de Staël, chez le ministre d'Angleterre (en Suisse) lorsqu'il reçut les conditions de la paix. Il les lut à tous ceux qu'il avait à dîner chez lui, et je ne puis exprimer quel fut mon étonnement à chaque article. L'Angleterre rendait toutes ses conquêtes. Je retardai mon retour à Paris pour ne pas être témoin de la grande fête de la paix. » Convaincus d'ailleurs que l'Angleterre est d'une parfaite bonne foi. « Bonaparte aurait pu se contenter de gardes nationales pour la défense du Rhin et des Alpes... Sûre d'obtenir son indépendance avec la barrière du Rhin et des Alpes, la France ne souhaitait que la tranquillité. » Ainsi l'entourage de Mme de Staël et celui de Joseph, les Benjamin Constant, les Rœderer, les Miot, et tous ceux qu'on nommait les « affidés » de Talleyrand, qui recueillaient les oracles du ministre et pouvaient insinuer au besoin qu'ayant tout prévu il avait, dès le début de la guerre, conseillé la renonciation aux Pays-Bas et la conclusion d'un traité de commerce avec l'Angleterre, c'est-à-dire le contraire de l'œuvre de la Convention et du premier Consul.

[1] « L'infâme traité d'Amiens », écrit Joseph de Maistre, — *Mémoires et correspondance*, p. 94. — Cf. tome V, p. 121.



C'est dans cet esprit que Joseph se faisait gloire d'avoir négocié le traité; c'est dans cet esprit qu'il se flattait de l'appliquer, si les événements le portaient au pouvoir. Il serait le Consul selon la paix d'Amiens, comme plus tard, sous Charles X, Louis-Philippe s'annoncera comme le roi selon la Charte. Cette opposition de salon pouvait profiter à la politique anglaise, et elle y profita; mais ces croyants ingénus au désintéressement britannique s'imaginaient travailler dans l'intérêt bien entendu de la France; si l'étranger se servait d'eux, ils ne servaient point sciemment l'étranger.

Les « affidés » de Talleyrand avaient pied dans un autre camp d'opposants, infiniment plus redoutables, les gens d'affaires, les *intéressés,* ceux que l'on appelait communément « les amis de l'Angleterre [1] ». Ils forment un groupe remuant, actif, machinant dans les souterrains et creusant insidieusement la mine qui, tôt ou tard, engloutira le Consul, le Consulat, l'Empire et l'Empereur. « Les fortunes scandaleuses, raconte un contemporain [2], celles qui sortent de dessus et de dessous l'échafaud, ou des proconsulats, ou de la violation des dépôts, ou de l'abus des procurations des émigrés, ou enfin du rachat et du prix du sang, qui avaient, avec audace et intelligence, exploité, escompté, liquidé les circonstances. » Ce sont les spéculateurs enrichis par les fournitures, la détresse publique, et qui, fortune faite, désirent conserver et « faire valoir » le bien mal acquis. Parti qui a des adhérents et des associés partout où il y a de l'argent à placer, des biens nationaux à exploiter; parti d'empiriques et d'habiles, qui occupent, par la Trésorerie et ses innombrables dépendances, toutes les avenues de l'État; par leurs banques ils ont des correspondants dans tous les foyers d'agio, qui sont en même temps des foyers de conspiration; ils ont leurs entrées aux Affaires étrangères par les lettres de change des diplomates, aux Finances par les emprunts, à la Guerre, à la Marine par les marchés; ils les ont aux ambassades enfin où ils tra-

[1] Sur les origines de cette faction, voir t. V, p. 123, 350.
[2] NORVINS, *Mémoires.*



fiquent de nouvelles autant que de monnaie et font commerce d'avances et des renseignements. Ils forment la grande source d'où Sandoz, puis Lucchesini, puis Markof tirent leurs informations [1].

Tel Ouvrard, qui fut légion, et qui disait à Norvins : « Je puis, d'un trait de plume, envoyer deux ou trois millions en Angleterre. » Tels les affidés de Fouché, toujours tenté par les incursions policières dans la diplomatie et attiré vers Londres [2]. Telle la compagnie intime de Talleyrand : Laborie, Montrond. Tel le mystérieux Vannelet, correspondant de d'Antraignes à Paris, sous le Directoire, qui se disait tantôt commissaire des guerres, tantôt receveur-caissier à la Caisse des comptes courants ; qui se vantait de placer 1,500,000 francs en Angleterre [3]. Tel l'énigmatique *ami de Paris* qui remplit, sous le Consulat, l'emploi de Vannelet [4] ; qui a, dit-il, deux millions à faire valoir ; qui se montre, dans ses lettres, en familiarité avec Durant, chef de la première division, celle du Nord, aux relations extérieures ; avec Talleyrand, dont il a été, affirme-t-il, l'agent d'affaires. Il écrit à d'Antraignes, pour le compte de la Russie, des lettres que reçoit Czartoryski ; mais cette correspondance n'est qu'une doublure de « la besogne de Londres », ainsi qu'il la qualifie. « Les Anglais, dit-il, le premier peuple du monde pour établir et conserver des amis et des intelligences, ont ici la machine la mieux montée qui existe sûrement [5] ; celle-là, rien ne la ferait sortir de son orbite et de la main du premier sous-secrétaire d'État (M. Hammond). — *On est sûr de cela ici*. Quand ils font des

[1] Voir ci-dessus, p. 110, 146.

[2] Ouvrard eut toujours des accointances en Angleterre. On les retrouvera, en 1809 et en 1810, lors des mystérieuses intrigues de Fouché. Voir MADELIN, *Fouché ; Mémoires de Pasquier ;* DE MARTEL, *Walcheren*. On les retrouvera en 1815. Voir les rapports de Pozzo di Borgo, octobre-novembre 1815 ; *Correspondance diplomatique*, publiée par la Société d'histoire de Russie.

[3] Cf. t. V, p. 351.

[4] Léonce PINGAUD, *Un Agent secret*, 2e édition. Appendice, p. 368, 395. — Voir dans mes *Lectures historiques :* Une agence d'espionnage sous le Consulat.

[5] « La cour de Londres sacrifie des sommes immenses à des dépenses secrètes, c'est-à-dire à la corruption des employés. » Panine à Woronzof, 21 août 1801.

entreprises, jamais ils n'y mêlent en rien ni pour rien la tête de la machine; elle reste toujours intacte, isolée, *sans qu'il y ait possibilité physique qu'elle puisse être compromise.* » Un certain Latour, qui se dit ami de Fox, sert d'intermédiaire entre Londres et Paris [1].

Il leur faut la paix avec l'Angleterre et la paix durable. Or, celle d'Amiens ne l'est pas. L'Angleterre, ils le savent, ne la gardera point; c'est pourquoi ils reprochent à Bonaparte cette paix anti-anglaise; ils lui reprochent surtout, par les conséquences qu'il en tire, de la rendre insupportable aux Anglais : les limites, la ceinture des républiques, les prises sur la Méditerranée, tout ce que l'Angleterre veut anéantir, ils souhaitent de le voir tomber pour que la paix enfin se consolide et dure. L'Angleterre, qui demeure pour les survivants de 1789, une Staël, un Benjamin Constant, l'arche sainte de la liberté, est pour les « nouveaux riches » la caisse centrale du trésor européen : elle est sacrée. « Une Angleterre puissante, écrit l'*ami*, est nécessaire afin d'empêcher Bonaparte d'être un fléau chez lui et chez les autres. » Le premier article de leur plan politique est de renverser Bonaparte, obstacle vivant à la paix anglaise. Et ils le croient aisé. Ils ont persuadé, par Hammond, leurs amis de Londres, par d'Antraignes et Czartoriski, leurs amis du second degré, ceux de Pétersbourg, que la rupture d'Amiens portera à Bonaparte un coup mortel, et d'autant plus sûr que l'on aura su travailler à en rejeter toute la responsabilité sur son insatiable ambition [2]. Ce Consulat, qui fait trembler l'Europe, apparaît dans leurs lettres comme un gouvernement d'aventure, méprisé, détesté, précaire, tout de fantasmagorie et d'escamotage politique, miné par les complots; Bonaparte, petit homme, petite âme méconnue, faux

[1] Cf. Alfred STERN, *Briefe von Gentz*, 1803-1808 : *Mittheilungen für œsterreischiche Geschichtsforschung*, t. XXI. C'est à M. Hammond que Gentz adresse ses lettres.

[2] Kolytchef écrit le 25 mars 1801 : « Les gens *bien intentionnés* désiraient que la France, en assurant une paix durable à l'Europe, parvint à un accord intime avec la Russie et consacrât la liberté à étendre ses richesses par l'agriculture et le commerce. L'ambition illimitée de Bonaparte poursuit un but différent... »



génie, joueur heureux, tricheur de victoire; effaré, tremblant à la pensée des assassins, environné de gardes, barricadé dans son palais [1], enivré de lui-même, fou d'orgueil, déséquilibré; sa femme endettée, embarrassée de son rang, souhaitant le retour des rois, une bonne place sûre, pour son mari et pour elle; la famille, tribu besogneuse, avide, prodigue, les femmes à prendre, les hommes à acheter, dissolus, divisés, jaloux du frère, inquiets du lendemain: les serviteurs, les familiers trahissant ou prêts à trahir; la France disposée à acclamer en libérateurs les rois d'Europe qui lui assureront la paix; une prospérité d'apparence et très menteuse; les finances délabrées; l'armée indisciplinée, rompue par les factions. En résumé, un pouvoir aussi redoutable, tant qu'il est debout, que facile à détruire par la mort du Consul, par la chance d'une bataille, ou tout simplement par l'action de ses vices et les suites de ses excès.

Bonaparte soupçonna, flaira plus d'une fois cette conspiration latente; il ne l'atteignit jamais. L'opposition l'impatiente ; il devine que ses desseins sont trahis et il s'en exaspère; les menaces perpétuelles d'assassinat l'énervent. « On me parle toujours de ma mort, disait-il à Rœderer. C'est une triste pensée à me mettre toujours sous les yeux. » Ajoutez les attaques de la presse anglaise, les commérages des salons de Paris qui lui reviennent par la police et le cabinet noir, et qu'il prend en tragique : « Je suis soldat, enfant de la Révolution, sorti du sein du peuple : je ne souffrirai pas qu'on m'insulte comme un roi [2]. » Il veut s'envelopper de l'horreur sacrée des conventionnels; se faire une loi de lèse-majesté qui, si elle ne le met pas à l'abri du poignard, le débarrassera au moins des éternels murmures de complots. Il veut, à défaut de l'illusion de la vie inattaquable, se donner au moins l'illusion de la police infaillible, et, à défaut de son

[1] Correspondance de Lucchesini; — FOURNIER, t. II, chap. II. — Lettres publiées par Pingaud, 2e édition, p. 248. — Lettres de l'agence royaliste. — HOLZHAUSEN, *Der erste Consul und seine deutschen Besucher*. Bonn, 1900.

[2] RŒDERER, t. III, p. 515, 377.

existence dont il n'est pas le maître, prolonger la durée légale, la perspective de son pouvoir. Il veut enfin étouffer la critique. « Il n'en faut point, dit-il au Conseil d'État, le 7 janvier 1803... Ce sont les anciens privilégiés et les jacobins qui forment l'opposition [1]. »

II

Contre les factions, les cabales, les complots, il ne connaît qu'une panacée, celle que lui ont léguée les gouvernements qui l'ont précédé, du Comité de salut public de l'an II à la République constitutionnelle de l'an III : « épurer » les corps de l'État, « concentrer » le pouvoir dans ses mains. Le peuple fut consulté sur cette question : *Napoléon Bonaparte sera-t-il élu consul à vie*[2]*?* Le peuple répondit : Oui, et le Sénat coucha la volonté du peuple en sénatus-consulte, le 2 août. « La cause est dans ma volonté. C'est assez pour satisfaire le Sénat[3]. » Le Sénat devint le premier corps de l'État. En théorie, il est le gardien des institutions; en fait, il sera le destructeur légal, servile et solennel de toutes, à commencer pas le Consulat pour finir avec l'Empire même qu'il en aura tiré; après quoi, il n'aura plus qu'à s'anéantir soi-même, ce qu'il fera, pour accomplir sa destinée. C'est à la fois le *lit de justice* où le roi commandait au parlement l'enregistrement des édits souverains, et la *journée* de Brumaire passée à l'état d'institution : en réalité, une sorte de Convention à résurrections intermittentes, où sommeille la souveraineté nationale. Il opère, par des *sénatus-consultes* — nom majestueux, emprunté de Rome — qui ne sont, à vrai dire, que des lettres de cachet démesurément étendues. Le Tribunat est réduit à cinquante membres, les collèges électoraux sont nommés à vie. Le pre-

[1] THIBAUDEAU, *Consulat*, p. 226, 230.
[2] AULARD, 4e partie, chap. IV.
[3] SHAKESPEARE, *Jules César*, acte II, scène II.



mier Consul présente son successeur au Sénat qui le désigne [1].

La Constitution de l'an X-4 août 1802 faisait de Bonaparte le maître de la République, on pourrait dire la République même : il la représentait et la dominait à la fois. Il se jugeait dans la tradition de l'État français [2]. Avec son armée nationale, hiérarchie militaire; ses magistrats et ses fonctionnaires, hiérarchie civile, incessamment créée par l'État; avec sa Légion d'honneur [3], hiérarchie décorative, ouverte à tous; son clergé nommé par l'État, salarié par l'État employé à la pacification sociale [4]; avec sa haute police universelle, sa censure des écrits, ses corps intermédiaires subordonnés, ses conseillers d'État en mission [5], ses préfets, ses aides de camp courant toutes les routes de la République, le Consul pensant à tout, prévoyant tout, présent partout, réalise, en un degré de perfection qu'elle n'a jamais atteinte, cette dictature monarchique qui s'était établie en France après toutes les grandes crises, avait assuré les réformes possibles et remis l'État en équilibre. Il n'est que de comparer le Consulat de l'an X à la démocratie royale que Mirabeau proposait à Louis XVI, pour s'expliquer comment Bonaparte put croire, put dire et faire croire que, loin de dérouter la Révolution, il en suivait et ordonnait le courant, et le ramenait aux directions de l'ancien gouvernement français [6]. La raison d'État avait mené toute la politique de la Révolution : le premier Consul incarna la raison d'État en sa personne. « Les idées de centralisation, écrit un ancien conventionnel, étaient tellement en vogue que, si l'on avait osé, ou si le premier Consul l'avait voulu, on aurait réuni, de droit comme de fait, tout le pouvoir sur sa tête [7]. » César était *imperator*. Le premier

[1] Sénatus-consulte du 16 thermidor an X-4 août 1802. — Voir Frédéric MASSON, *Napoléon et ses frères*, t. II, chap. XIII : la lutte pour l'hérédité.

[2] Voir tome I, p. 194. — FUSTEL DE COULANGES, *Gaule romaine*, p. 149.

[3] 19 mai 1802.

[4] A l'archevêque de Lyon, 2 novembre 1802.

[5] Décembre 1802. *Corr.*, t. II, p. 137. Cf. t. I, p. 226.

[6] Voir tome I, p. 190-193; tome II, p. 35; les plans de Mirabeau.

[7] THIBAUDEAU, *Consulat*, chap. XIX. — « Un de ses plus grands soucis fut de

Consul ayant revêtu la dignité d'*imperator*, en exerçant les pouvoirs, en prendrait naturellement le titre. La République qui avait eu un Consul aurait un *Empereur*, et le mot d'Empire, usité depuis longtemps pour désigner l'État, se confondait dans le langage et les chants populaires, aussi bien que dans la rhétorique officielle, avec la République. Le mot d'*Empire des Gaules*, déjà insinué, se répandit tout à coup. Il parut une brochure, que la police n'arrêta point, et qui exhortait Bonaparte à se déclarer *Empereur des Gaules*. Markof l'annonce, le 5 juin 1802 : « Bien des personnes sont persuadées qu'après ce pas Bonaparte prendrait un autre titre et se ferait appeler *Empereur des Gaules*. Ce ne serait pas un vain titre, car, en effet, il les a toutes réunies pour la domination française. » Joséphine en parle ouvertement à Thibaudeau : « J'ai dit à Bonaparte : Eh bien! quand me fais-tu impératrice des Gaules? » L'envoyé prussien Lucchesini écrit, le 20 juillet : « Il veut reproduire *Charlemagne, éclairé par les lumières de notre siècle*... Nul doute qu'il n'en ait formé le projet, sans fixer l'époque de sa réalisation. »

Il revient au costume civil, qu'il avait abandonné depuis Marengo [1]. On remarqua, dans l'audience diplomatique où il annonça la paix d'Amiens, qu'il portait un habit de soie, bas blancs, boucles aux souliers. On annonça que, désormais, il garderait cette tenue. Avec la tenue, il reprend les propos, dont il ne s'était d'ailleurs jamais départi [2]. « Premier Consul, je gouverne; mais ce n'est pas comme militaire, c'est comme magistrat civil... C'est par les qualités civiles que l'on commande... Une qualité d'un général, c'est le calcul : qualité civile; c'est la connaissance des hommes : qualité civile... Je gouverne parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement. Si elle n'avait pas cette opinion, le gouvernement ne se soutiendrait pas... Je savais bien ce

faire goûter aux Romains le bonheur du gouvernement. » SAINT-ÉVREMOND, *Réflexions sur le génie du peuple romain*, chap. XVI, d'*Auguste*.

[1] Cobenzl à Colloredo, 27 mars 1802.

[2] Au Conseil d'État, 4 mai 1802. RŒDERER, t. III; — THIBAUDEAU, chap. V, p. 78; Cf. chap. XIV. — CHAPTAL.



que je faisais lorsque, général d'armée, je prenais la qualité de *membre de l'Institut;* j'étais sûr d'être compris par le dernier tambour. » — « Il faut que le camp aide à la cité. Il est donc nécessaire d'organiser la cité. » Et faisant allusion aux complots : « César a été tué pour avoir voulu rétablir l'ordre civil par la réunion de tous les partis... »

C'est l'époque de ses séances de cinq et six heures au Conseil d'État; l'époque de la rédaction du Code, de l'élaboration des grands règlements d'administration publique. Il interroge : « Comment cela était-il autrefois? Comment cela est-il maintenant? Comment cela est-il ailleurs? » — « Cela est-il juste, cela est-il utile? » Et tout lui devient Conseil d'État. Le sénatus-consulte du 26 avril, qui accorda une amnistie conditionnelle aux émigrés, remit entre les mains du Consul la fortune des royalistes, leur rentrée dans la patrie, leur rentrée au service, leurs mariages, leur carrière. Il en use, les émigrés en profitent. En apparence, la soumission se fait partout. La grande masse est gagnée. Ceux qui voient de près subissent l'ascendant et le charme [1]. Les agités ont peur. Le peuple admire. Bonaparte s'est « emparé de la confiance [1] ». Il a pour le servir cette race incomparable de serviteurs de l'État, modestes, tenaces, intelligents, dévoués jusqu'à l'usure d'eux-mêmes, qui apportent à la République, à la splendeur de l'État, ce dévouement, ce zèle, cet orgueil des vieux serviteurs de grandes maisons, des vieux contremaîtres d'usines, des comptables de banque. Ce sont les grenadiers et les grognards du gouvernement civil aussi fidèles, aussi efficaces que les autres [2].

« La France a repris son rang entre les nations, écrit Rœderer; les choses ont repris leur place en France. Toutes les ruines se relèvent; tous les débris se raccordent. » Le duc Victor de Broglie porte le jugement définitif, témoin, histo-

[1] Mot de Mme de Rémusat.

[2] BALZAC : *Un Ménage de garçon*, Bridau le père. Comparez avec MICHU, *Une Ténébreuse affaire*. C'est le même génie, c'est l'excellence du Français vraiment peuple, qu'il soit serviteur, sujet ou citoyen. — BIRÉ, *Balzac historien*, p. 48 et suiv.



rien, homme d'État, homme de l'ancienne France et serviteur de la nouvelle : « Ces quatre années sont, avec les dix années du règne de Henri IV, la meilleure, la plus noble partie de l'histoire de France[1]. » Les diplomates étrangers, si volontiers prophètes de mésaventures, ruines et banqueroutes, sont forcés d'en convenir : « Il connaît et juge à merveille la nation qu'il gouverne, écrit Lucchesini. Il les contient et les maîtrise tous les uns par les autres. » — « On parle de partis, de factions, de haines et de jalousies, écrit Markof. Mais tout est muet, tout fléchit sous la volonté du maître le plus absolu... » Aucune faction n'est capable de culbuter Bonaparte, aucun factieux de taille à prendre sa place.. On croit, en Europe, facile de le renverser; à Paris, on ne le croit pas : « Il est l'homme de la Révolution », et, par là, « le premier homme de France[2] ».

Mais cet ouvrage qui est, en partie, l'effet de la paix veut, pour se consolider, le maintien de la paix. Personne n'en tire plus grand parti que Bonaparte; personne n'a plus d'intérêt à la conserver, à la consolider, à en obtenir tous les avantages qu'elle comporte.

III

Pour prolonger et exploiter la paix, la première opération était d'étendre et consolider autant que possible les contreforts et postes avancés de la France en Allemagne. Il s'agissait de reprendre, en grand, l'ouvrage de la paix de Westphalie et

[1] *Souvenirs*, t. I, chap. I. Comparez PASQUIER, *Mémoires*, t. I, chap. VII : « Jamais Bonaparte ne m'a paru plus grand... » — RŒDERER, *Tableaux de l'an X*, t. III, p. 385 et suiv. — « Il avait usé de son autorité de manière à la rendre utile, même à la faire aimer. L'influence salutaire qu'il avait acquise donnait au Consulat, en Europe, la consistance d'un gouvernement ancien. » TALLEYRAND, *Mémoires*, t. I, p. 287. — Voir SAINTE-BEUVE, *Nouveaux Lundis*, t. XII, article Camille Jordan, p. 284. — NORVINS, t. I, p. 295 et suiv., prospérité publique : « La plus glorieuse année de l'histoire », etc.

[2] Rapports de Lucchesini, avril 1802; de Markof, 13 octobre, 25 décembre 1801.



de le consommer selon « les lumières du siècle », pour la plus puissante suprématie de la République. « Voulez-vous, disait Turenne, défendre la rive gauche du Rhin, passez sur la rive droite. » Mazarin avait combiné sa Ligue du Rhin pour garder l'Alsace. Bonaparte, suivant les desseins du Comité de l'an III et du Directoire, entendait, par la confiscation des territoires ecclésiastiques, constituer à la République un système d'alliés, de clients, d'enrichis et d'arrondis, quelque chose comme les ci-devant régiments du Royal-Bavière, du Royal-Deux-Ponts et autres mercenaires de qualité, transformés en armée du dehors, en armée de confins militaires, montant, pour le compte de la République, la garde sur leur propre territoire. Tous tendaient la main; Paris devint une immense Bourse de terres ecclésiastiques, où les princes d'Allemagne mirent aux enchères les dépouilles du Saint-Empire. Bonaparte signa, le 23 mai, avec la Bavière, qui fit une opération, un « arbitrage » magnifique : elle abandonnait sur la rive gauche 12,000 kilomètres carrés et 700,000 habitants, détachés de son corps d'État, exposés aux prises de la France; elle recevait, sur la rive droite, 17,000 kilomètres carrés et 900,000 habitants, contigus, homogènes [1]. Ainsi le Wurtemberg, qui reçoit neuf villes libres et nombre d'abbayes. Ainsi Bade et la Hesse. Ainsi et surtout la Prusse : pour se payer de 2,750 kilomètres carrés et d'environ 125,000 sujets, disséminés, en petits paquets, sur le bas Rhin, loin de la capitale et du gros de la monarchie, elle s'incorpore, au cœur de l'Allemagne, formant, en Westphalie, comme une seconde Prusse, satellite de l'autre, enveloppant, tournant toute l'Allemagne du Nord, menaçant l'Allemagne du Sud, 12,000 kilomètres carrés et 500,000 habitants; plus pour sa cliente, la maison d'Orange, Fulda, Dortmund, 2,600 kilomètres carrés et 120,000 habitants. Il n'aurait tenu qu'à Frédéric-Guillaume, assouvi d'évêchés et d'abbayes, d'acquérir encore davantage. Talleyrand, reprenant le thème que, malgré les refus réitérés de la

[1] Voir HIMLY, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, t. II.

Prusse, tous les gouvernements de France s'entêtaient à développer depuis 1792, disait à Lucchesini : « Les projets de votre agrandissement entrent dans nos calculs ; vous devez dominer dans le Nord de l'Allemagne... Il faudrait remanier toute cette Allemagne. » Et Bonaparte écrivant au roi, le 23 mai : « Je regarderai toujours comme politique pour la France et extrêmement doux pour moi de faire quelque chose qui puisse accroître la puissance et la force de son royaume [de Votre Majesté], et de réunir par des liens plus étroits la Prusse et la France. » Le même jour, à l'Empereur Alexandre, qui devait se rencontrer alors avec Frédéric-Guillaume, à Memel : « Les affaires d'Allemagne ont été pesées et discutées avec le ministre de Votre Majesté, et je crois que, sous peu de jours, nous présenterons conjointement une note à la Diète de Ratisbonne, dans laquelle nous demanderons le bonnet électoral pour le margrave de Bade et le duc de Wurtemberg, avec tout ce qui peut arranger les différents princes. »

L'acte signé par Markof et Talleyrand le 3 juin fut porté à la Diète le 18 août et forma la base du fameux *Recès de l'Empire* du 25 février 1803[1]. Les princes ecclésiastiques étaient supprimés, sauf trois : l'électeur de Mayence, baron de Dalberg, réduit à ses possessions de la rive droite, avec l'évêché de Ratisbonne et la présidence de la Diète ; le grand maître de l'ordre teutonique et le prieur de Malte. Les villes libres étaient réduites de cinquante et une à six, par médiatisation. En revanche, le nombre des électeurs était porté à dix, dont quatre nouveaux : Salzbourg-Toscane, Bade, Wurtemberg, Cassel ; en résumé : six protestants contre quatre catholiques. L'Allemagne sortait de là étrangement concentrée ; la poussière d'État s'agglomérerait entre les mains des princes laïques, et tous ces « nouveaux riches », gorgés de terres et d'hommes par la République, semblaient à la discrétion de la France.

La considération de la Russie entrait pour beaucoup dans

[1] Voir HIMLY, t. I, p. 292, 321 et suiv.



ces accommodements. Bonaparte savait qu'Alexandre et Frédéric-Guillaume devaient se rencontrer alors : il tenait à ce que les affaires fussent finies, à l'avantage de la Prusse et d'accord avec la Russie, ce qui, peut-être, les amènerait à une triple alliance tournée contre les Anglais et favorable aux vues de la France sur la Méditerranée.

Le roi de Prusse était à Memel quand il reçut la lettre de Bonaparte et la convention signée par Lucchesini. Il se hâta de la ratifier. Sans doute, l'Empire n'existait plus que de nom ; mais la Prusse, fortifiée, arrondie, avec des avant-postes dans le sud, des forteresses dans le centre de l'Allemagne, se sentait les mains libres ; elle pouvait les étendre, reprendre ses desseins d'hégémonie de l'Allemagne du Nord et trouver dans les agrandissements mêmes qu'elle tenait de la France les moyens de se soustraire à la suprématie française. Frédéric-Guillaume comptait sur la Russie pour garantir à la Prusse ses nouvelles acquisitions, et sur l'amitié d'Alexandre pour le protéger lui-même contre la hauteur, l'esprit de domination de Bonaparte. Cette amitié le relèverait, devant ses propres sujets, devant l'Europe, de ce rôle fâcheux de client où sa neutralité lucrative l'avait abaissé [1].

Frédéric-Guillaume et Alexandre se rencontrèrent, pour la première fois, le 10 juin 1802, dans ces pays de la Prusse orientale dont les noms, Memel, Polangsen, Tilsit, devaient si souvent figurer dans leur histoire [2]. Frédéric-Guillaume avait alors trente-deux ans : timide avec beaucoup de susceptibilité ; souverain effacé, irrésolu, avec l'amour-propre du pouvoir ; assez gauche, avec cette bonhomie qui, en Allemagne, s'accommode de tous les caractères, sauf de l'esprit à la Méphistophélès et à la Frédéric. La reine Louise avait vingt-six ans. Elle était l'orgueil des cours d'Allemagne. On vantait son éducation parfaite, à la française, c'est-à-dire qu'elle écrivait

[1] Mémoire de Haugwitz, 21 mai 1802. BAILLEU.

[2] Souvenirs de la reine Louise publiés par BAILLEU : *Correspondance inédite du roi Frédéric-Guillaume et de la reine Louise avec l'empereur Alexandre Ier*. — Souvenirs de la comtesse de Voss.

correctement cette langue et traduisait, en des thèmes français, l'âme la plus allemande qui fût jamais. Elle aimait les lettres, cultivait les arts et adorait son intérieur : elle fut une mère parfaite ; mais elle se savait belle ; on lui répétait qu'elle était irrésistible ; elle avait cette coquetterie que Corinne nomme « la coquetterie de l'enthousiasme » ; elle avait l'autre aussi, celle de « sa forme angélique », de « l'apparition céleste » de sa personne, de son charme, de sa majesté, de sa « vertu » enfin qui lui permettait, impunément, de bouleverser les cœurs et « d'ensorceler » l'univers [1].

Alexandre avait vingt-cinq ans, des sens, de la passion, un engagement très tendre [2], beaucoup de caprices ; svelte, élancé ; une figure d'ange, un peu efféminée, un peu poupine, ange de salon ou d'église de jésuites ; les cheveux bouclés et poudrés ; le front s'élevant, comme dans l'empyrée, en un nuage d'encens ; un voile de mélancolie et de deuil sur les yeux ; le regard fuyant, noyé d'émotion ; on ne sait quoi d'ondoyant dans toute l'allure ; le geste ouvert, le sourire doux et captivant, la distraction intime, le recueillement que donne une surdité légère ; un air d'être ailleurs, malgré lui, avec l'effort d'être présent, et tout à ceux auxquels il parle ; conviant le monde à l'aimer, à se laisser aimer de lui, à recevoir de ses mains le bonheur ; confondant en une sorte de piété envers lui même sa gloire, sa mission, ses amours ; s'excusant presque de gouverner en autocrate le plus puissant Empire de la terre ; déployant, en effusions d'humanité, l'art suprême de mettre du cœur dans la diplomatie et de l'imagination dans la politique ; mélange de belles qualités de souverain et de faiblesse féminine ; engoué de théories ; méfiant des hommes ; vague dans ses discours ; subtil et suivi dans ses actes ; plus enclin aux favoris qu'aux conseillers ; mobile comme la nue et comme elle dessinant, au passage, des figures merveilleuses,

[1] Expressions de Gœthe, de Ségur, de Mme Vigée-Lebrun, d'Arnim. Arthur-Lévy, *Napoléon et la Paix*, p. 55, 79.

[2] Avec Mme Narichkine. Voyez les *Mémoires de Mariolles*, p. 250 et suiv. — Czartoryski, *Mémoires*. Le mot de Napoléon à Gourgaud, à propos de Tilsit : « Il est bien matérialiste. »

ouvrant des perspectives infinies : les idées, chez lui, ne se contredisent point ; elles flottent, elles se fondent, elles s'offusquent, elles s'entr'ouvrent en traînées lumineuses, elles passent ; par-dessus tout, l'instinct, le goût, le génie de la séduction.

Le roi de Prusse le gagna par sa gaucherie même, l'embarras qu'il montrait en toute sa personne, de son règne, de son État, de sa politique ; cet air de « benêt », cette prud'homie guindée enfin qui le rendirent insupportable à Napoléon. Alexandre conçut pour lui une prédilection secrète qui procède du même sentiment que son antipathie pour Bonaparte. Il est jaloux du premier Consul et, quand il pense à ce rival, il se sent élève, disciple, personnage de second plan : ce parvenu lui découvre son absence réelle de titre à l'admiration des hommes, au gouvernement de l'univers. Avec Frédéric-Guillaume, il se trouve Empereur et ce lui est une flatterie, infiniment caressante, d'arriver avec ce prestige de rang, de protectorat déguisé sous l'alliance, dans cette cour où Frédéric le Grand avait mené si longtemps et de si haut les affaires du Nord. Les deux princes se vouèrent une amitié qui dura autant que leur vie. La *Sainte-Alliance* se noua spontanément entre eux, dès la première accolade, et avec les nuances qu'elle conserva toujours : une condescendance attendrie de la part du roi de Prusse, un attendrissement dans la supériorité de la part d'Alexandre. Ils inaugurèrent ce système de correspondance intime et de négociations directes qui déconcerta tant de fois leurs propres ministres. Ils se quittèrent ravis l'un de l'autre[1] ; convaincus qu'une entrevue de quelques heures résoudrait, entre eux, toutes les questions embrouillées par la diplomatie ; qu'une parole donnée vaudrait tous les traités du monde ; Alexandre, que Frédéric-Guillaume l'accompagnerait partout, à sa gauche, en loyal chevalier ; Frédéric-Guillaume, qu'Alexandre marcherait fidèlement à sa droite en loyal frères d'armes et ne l'abandonnerait jamais.

[1] 16 juin 1802.



Quant à la reine qui croyait éblouir l'Empereur, elle en fut fascinée. « Je n'ai pas vu les Alpes, écrivait-elle à son frère; mais j'ai vu les hommes, ou plutôt un homme dans toute la signification du mot... L'entrevue de Memel a été divine. Les deux monarques s'aiment tendrement et sincèrement [1]. » — « Ci-joint mon *Journal* de Memel, le dépôt le plus sacré que je possède. Renvoie-le moi tout de suite, je t'en prie, au nom des plaies du Christ... »

Le ton de la reine est d'un mysticisme sentimental, et il s'y mêle une note, légèrement émue, de tendresse; une nuance de jalousie, très féminine, de jalousie de sœur aînée, le tout fort ingénu, et où le mauvais goût, l'écho de la mauvaise littérature ne doivent point nous induire en équivoque. La pauvre reine de Prusse, avec sa « coquetterie de l'enthousiasme », fut aussi méconnue et calomniée que Marie-Antoinette l'a été pour sa gaieté moqueuse et son laisser-aller viennois. On s'expliquera les faux jugements portés par ses ennemis lorsqu'on verra comment parlaient d'elle les serviteurs les mieux placés pour la connaître. « Vous concevez », écrivait, de la « divine entrevue », Pierre Lombard, frère du secrétaire intime du roi, « Vous concevez que l'*enchanteresse* n'a pas peu contribué à resserrer les liens qui lient actuellement les deux princes : c'est une fée qui soumet tout au pouvoir de ses *enchantements*. » Cette lettre fut, très vraisemblablement, interceptée au cabinet noir de Paris, auquel tout porte à croire, d'ailleurs, qu'elle était destinée, et il n'en faut pas plus pour expliquer comment, plus tard, Napoléon, qui comparait Marie-Caroline de Naples à *Médée*, fit de la reine Louise de Prusse une *Armide*.

L'Empereur et le roi avaient parlé du péril commun dont les menaçaient l'extension de la République française et l'ambition du premier Consul. Ils se promirent mutuellement con-

[1] Comparez avec le *Journal* de Memel, dans Bailleu, les impressions de Mme de Staël, en 1812 : « *Il y a du génie dans la vertu*... L'Empereur me parla avec enthousiasme de sa nation... — Sire, lui dis-je, votre caractère est une Constitution pour votre Empire, et votre conscience en est la garantie. » *Dix années d'exil.*



fiance absolue, fidélité à toute épreuve. Leurs vues, cependant, demeuraient singulièrement divergentes. Alexandre regardait et voyait de loin ; Frédéric-Guillaume, de tout près. Sa politique était, selon l'expression allemande, toute territoriale, c'est-à-dire qu'elle ne visait qu'à la conservation et à l'arrondissement. Frédéric-Guillaume concentrait tous ses desseins sur l'annexion du Hanovre ; tout son art tendait à s'en emparer sans se fâcher avec l'Angleterre, à se le faire attribuer par la France et à se le faire garantir par la Russie, le tout sans effusion de sang, sans dissipation de thalers et seulement par les moyens insidieux de procédure que fournit la neutralité. Alexandre visait à l'hégémonie de l'Europe et à la reconstitution entre ses mains de la Pologne ; il s'en serait fait le roi et aurait ainsi réparé, pensait-il, l'odieux des partages. C'était sa façon de rétablir la justice dans l'Europe et de restituer aux nations l'indépendance. Cette combinaison l'amènerait à dépouiller, au moins par voie d'échange, son frère et ami d'une partie de ses possessions polonaises : Posen et surtout Varsovie. Mais Frédéric-Guillaume n'en soupçonnait rien et, sûr de sa neutralité qu'il avait rivée à l'âme, sûr de sa défensive qu'il savait appuyée par la Russie, sûr enfin d'être garanti par Alexandre des bénéfices que lui attribuait son traité avec la République, il se mit en possession, sans même attendre les ratifications de la Diète de l'Empire[1].

Alexandre marchait à la rupture avec la France, persuadé qu'il y entraînerait la Prusse. L'Autriche se tenait en réserve, avec la discrétion que lui inspirait le souvenir des défaites récentes et aussi le désir de tirer de la paix tous les avantages possibles et d'obtenir une part, aussi large que faire se pourrait, dans la grande curée de l'Allemagne[2]. Les pensées de derrière la tête percent dans des instructions données au jeune comte Clément de Metternich qui faisait alors ses

[1] 3 avril 1802. Treitschke, t. I, p. 183. — Lombard à Lucchesini, 12 juillet 1802; lettre à Kotschoubey à Woronzof, de Memel, 14 juin 1802.
[2] Convention de Paris du 26 décembre 1802. Himly, t. I, p. 477.



débuts dans la légation de Dresde. Il les rédigea, parait-il, lui-même, et c'est la préface de sa politique future qu'il écrit à ce propos[1]. « Nous sommes loin de voir rétablir l'équilibre européen et avec lui le repos général. Il faut que l'extension extraordinaire de la France subisse des modifications... Bien arrondis, nous entrons dans des conditions toutes nouvelles. Actuellement, notre devoir politique est de nouer des relations nouvelles, utiles..., de refaire nos forces..., d'arriver à une situation qui nous laisse libres, autant que le permettront des circonstances impossibles à prévoir maintenant, de choisir un rôle en harmonie avec l'étendue et la situation d'un État de premier ordre. » En Allemagne, contenir la Prusse; en Italie, contrarier la France, agiter la Cisalpine; tâcher, à propos de l'exécution de la paix de Lunéville, de recommencer le manège de Rastadt et de Selz et de reprendre pied dans les Légations, voilà pour le moment tout leur plan de diplomatie. Lorsque le traité d'Amiens leur fut connu, ils jugèrent que ce traité serait lettre morte et que la paix qui y était annoncée ne serait que le masque officiel d'une fort courte trêve[2]. On écrivit, de Vienne, à Philippe Cobenzl, à Paris : « Comment ce qui reste en Italie d'étrangers à la France peut-il espérer d'échapper à sa domination? Où s'arrêtera donc ce torrent plus rapide et plus dévastateur dans la paix que dans la guerre? »

IV

La paix dévastatrice! voilà le grand épouvantail consulaire et la grande nouveauté de l'année 1803, l'an X de la Répu-

[1] *Mémoires de Metternich*, édition française, t. II, novembre 1801. — C'est, presque mot pour mot, le programme de 1809.
[2] Voir MARTENS, t. XI, p. 67. — Cobenzl à Collorodo, 31 mai 1802.

blique, comme on disait encore. L'Europe, qui avait eu peur et horreur de la Révolution, en désirait d'autant plus la fin que l'horreur avait été plus forte et la peur plus durable. Mais elle s'étonnait qu'un homme eût pu ordonner ce chaos, éteindre ce volcan qui menaçait d'ensevelir le vieux monde sous la lave et les cendres. Elle demeurait stupéfaite de cette rénovation de la France qui, d'après toutes les prévisions, aurait dû, depuis longtemps, disparaître dans l'abîme. Le fait est que le spectacle, ainsi considéré, avait de quoi surprendre et dérouter.

Une nation que l'on disait naguère abaissée par la monarchie absolue, usée par le bien-être, amollie par le luxe, dépravée par les excès de la pensée, débauchée par la littérature, sans religion, sans mœurs; distraite de soi-même par les spéculations sur l'humanité; oubliant les conditions rudes de la vie d'État pour se lancer dans le rêve d'une liberté chimérique, d'un cosmopolitisme plus chimérique encore; conduite par la ruine de ses finances, les abus et l'impéritie de son gouvernement, à une révolution universelle; qui ne s'échappait de l'utopie que pour tomber dans l'anarchie sanglante; enveloppée, envahie par tous les États qui, depuis deux siècles, jalousaient sa grandeur et guettaient sa décadence, se retrouve, se rassemble, se régénère par cette révolution même qui semblait la devoir dissoudre; tire de l'anarchie le pouvoir le plus centralisé que la vieille Europe eût connu depuis le Sénat romain; tire des doctrines cosmopolites la notion la plus concrète, la plus réelle, la plus élémentaire aussi du patriotisme; tire de l'utopie de la fraternité des armées conquérantes; se défend, envahit à son tour; montre au monde, par son exemple, comment un peuple sauve son indépendance, réclame ses droits, les impose à ses ennemis et les propose aux autres peuples; joignant, dans la guerre, l'enthousiasme humanitaire à la magnificence de la conquête, et, chez elle, reconstituant dans ses lois et sa constitution sociale renouvelées, par le principe de la liberté civile et de l'égalité, le gouvernement le plus actif, le plus fort qu'elle ait



possédé, par l'étendue et la profondeur de ses réformes, et par l'ampleur des conquêtes : une république démocratique dans le cadre de l'empire de Charlemagne et, pour la conduire, un consul de trente-trois ans, dans tout l'élan du génie, dans tout l'éblouissement et toute la séduction de la jeunesse! « Cette nation recommençait le monde [1]. » Et ce spectacle se déployait devant des hommes pour lesquels Voltaire avait été un prophète et Frédéric un demi-dieu.

Le gouvernement que Bonaparte installait en France réalisait les conceptions favorites des hommes d'État du continent [2] : le despotisme éclairé entre les mains d'un homme supérieur. Contenue et réglée par Bonaparte, la Révolution française leur redevenait intelligible. Le monstre reprenait figure humaine; le mystère se dissipait; la France rentrait dans l'ordre de l'histoire, tel qu'ils étaient capables de le comprendre. Mais ils ne la comprenaient que pour le redouter davantage. Ajoutez la comparaison avec toutes ces monarchies détraquées, vermoulues, inertes. Une seule, l'Angleterre, reste debout, malgré son roi fou; c'est que précisément, comme la France, elle s'est trempée dans les révolutions, et que de grands gouvernants, de Cromwell à Guillaume d'Orange, à Chatham, à William Pitt, les ont tournées au bénéfice de l'État. Mais les autres : l'Espagne en pourriture de Godoy; l'Autriche sans empereur, sans conseil, déchirée, rapiécée; l'Italie en lambeaux; Naples gouvernée à coups de hache; l'Empire, rongé aux extrémités, atterré, se dévorant soi-même; la Prusse en décadence; la Russie jetée par un attentat aux mains d'un jeune homme indécis; nulle part l'éperon, nulle part le guide et le cavalier.

Depuis que la France est rouverte, les étrangers y affluent, impatients de voir ce qui en subsiste encore, après tant de catastrophes, et ce que tant de gloire et de si prodigieuses aventures ont pu y changer. Surprise, admiration, gêne, jalousie,

[1] Chateaubriand, *Mémoires*, t. II, p. 220.

[2] Voir tome I, p. 107 et suiv. — Cf. Ranke, *Hardenberg*, t. I, liv. III; chap. vi.

ce sont les impressions dominantes dans les notes des Allemands [1]. Ils s'étaient figuré une autre France, plus commode à l'Allemagne, plus flatteuse aussi à leur amour-propre, surtout moins dominatrice, moins « grande nation » . Ces perspectives de Charlemagne, ce rappel de l'empire d'Occident les déroutent, les inquiètent, les scandalisent. Ce n'était point ce qu'ils espéraient de la Révolution ni ce qui les y avait attirés. Une France s'offrant en holocauste à la régénération des peuples, sacrifiant son orgueil et ses ambitions à l'œuvre de la justice universelle; faisant comme une nuit du 4 Août de sa gloire, de ses traditions politiques, de ses passions de suprématie, de ses prétentions à l'empire des Gaules, à la limite du Rhin ; puis, après avoir affranchi les peuples, se retirant modestement, se tenant humble devant les pouvoirs établis en Europe ; une France victime expiatoire du vieux monde, prêtresse auguste, charmante et désarmée du dieu nouveau, Iphigénie des nations, joie des yeux, consolation des cœurs, exhortation vivante à l'idéal, voilà ce qu'ils désiraient. Voilà aussi d'où provenait, depuis le jour de la première rencontre, en 1792, le grand malentendu, et des républicains mayençais avec le Comité de salut public, et des Cisrhénans avec le Directoire, et de tant d'Allemands « éclairés » — demeurés très Allemands — avec le premier Consul. D'ailleurs, sous le prestige. Les Tuileries, écrit l'un, « sont le cœur de Paris, Paris dans Paris. Là se manifeste, apparente et sensible, la force centrale du nouveau soleil ». — « Là, écrit un autre, le bon père du peuple, le pacificateur des discordes, Henri IV, reconnaîtrait un esprit de la famille du sien. » — « Le premier homme dans la première monarchie du monde. » — « L'homme le plus extraordinaire » , — « le plus grand homme du monde » .

On prétend qu'il y eut, un moment, en France, en 1802, jusqu'à 20,000 étrangers à la fois. Sur ce nombre, on comp-

[1] Paul HOLZHAUSEN, *Der erste Consul Bonaparte und seine deutschen Besucher*, d'après les lettres et journaux des voyageurs. — REICHARDT, *Lettres* traduites par Laquiante. — *Denkwürdigkeiten des Grafen de Bray*.



tait 16,000 Anglais[1]. Ils se pressent, attirés, quelques-uns, l'élite, comme Fox, par une curiosité sympathique, le désir de connaitre de près, dans la vie réelle, ces républicains et cette République qu'ils avaient admirés, de loin, dans l'idéal. La plupart étaient poussés par le *spleen*, l'ennui de leur île, la badauderie transcendante. Ils venaient visiter les ruines et les femmes déclassées, la revue du Consul au Carrousel et les galeries de bois de l'ex-Palais-Royal. Ils ne trouvèrent pas ce qu'ils cherchaient. Paris ne leur apprit rien, en fait de débauche, pas même l'ivresse gaie. Si l'on y mangeait fort et si l'on y buvait sec, on y riait peu. A force de déloger les gentilshommes d'Allemagne et de prendre leur place à leur table ainsi que dans leur lit, les jeunes Français en avaient adopté les mœurs de hobereaux, lourdes et peu sobres. D'ailleurs, la consigne d'en haut était de tout prendre au sérieux. Le gouvernement de Bonaparte n'était pas, à l'image du Directoire de Barras, un gouvernement de tripot, la République consulaire une république pour étrangers, c'est-à-dire un pays à mépriser en le pourrissant. Ce n'est pas, à proprement parler, de la déception qu'ils éprouvent; c'est l'étonnement, la contrariété, l'inquiétude de trouver le pays et l'homme autres qu'ils ne se les étaient figurés : le pays dévasté et couvert de guinguettes; des auberges somptueuses, des bals publics, des maisons de jeu ; un défilé de nymphes demi-nues, des cortèges d'*incroyables;* une bande de flibustiers dépensant en orgies les richesses dérobées à toute la vieille Europe. Ils voient des terres cultivées, le bétail abondant et bien tenu, les chaumières propres, des fabriques qui se bâtissent; partout de l'ordre, du travail, du contentement honnête, le bien-être qui revient, une nation en croissance, un corps sain, des organes puissants qui fonctionnent allégrement. Ils se représentaient le Consul, soldat de fortune, comme la plupart de ses lieutenants, traînant le sabre, agitant le panache. Au lieu d'un parvenu militaire, ils

[1] CARR, *les Anglais en France après la paix d'Amiens*, traduction française. — REMACLE, *Correspondance royaliste*. — REICHARDT, *Un Hiver à Paris sous le Consulat.*

voient un homme d'État, et de la plus grande allure. Les plus favorablement prévenus attendaient quelque intermédiaire entre Cromwel et Washington ; les plus lettrés et les plus ingénieux aimaient à se peindre le gentillâtre corse sous les traits d'un condottiere italien du quatorzième siècle, devenu, par le plus étrange des jeux de prestige, le dictateur d'une révolution née, en France, du souffle de Jean-Jacques, de Diderot et de Voltaire. Ils entrevoient, ce qui est infiniment plus naturel en France, le génie d'État de l'éternelle rivale ressuscité en un seul homme qui est en train de reconstituer, pour la plus grande gloire de la « grande nation », l'État de Louis XIV.

Les Anglais, les mieux disposés pour la République et pour la paix, les plus connaisseurs en matière d'État, admirent, mais s'alarment. Tel Fox, « plus Anglais encore que whig ou philanthrope », juge que la France se tourne trop à la puissance et que le maître qu'elle s'est donné devient trop envahissant, non seulement sur les terres du continent, mais dans l'économie d'État, les métiers, le travail qui produit la richesse. Et l'Angleterre se met en garde, décidée à pratiquer dans les luttes industrielles le même système que dans la lutte pour les colonies, la guerre préventive.

V

Bonaparte ignorait la puissance du crédit [1] ; il méconnaissait la transformation qui s'opérait en Angleterre dans le travail industriel ; il ne se rendait pas compte du ressort prodigieux de ce grand peuple ; il ne savait pas quelle grande chose, quelle chose nationale était pour les Anglais le commerce, et que cette chose était capable de provoquer chez

[1] Voyez Thibaudeau, Miot. Discours au Conseil d'État, 8 février 1802.



eux la même énergie que l'esprit d'indépendance, l'ambition des conquêtes, la propagande de la foi ou des idées, l'honneur et la magnificence. Il n'imaginait pas, d'ailleurs, que la paix serait rompue avant 1804, et, d'ici là, il se flattait d'avoir le temps de coaliser le continent, de refaire la marine française, d'organiser les manufactures en France, grâce à Chaptal et à Berthollet, de les mettre en mesure de soutenir la concurrence, et, en attendant, de reprendre Saint-Domingue, de se réinstaller dans les comptoirs de l'Inde et de s'établir dans la Louisiane [1]. Il s'occupa donc d'établir avec l'Angleterre des rapports réguliers. A l'image des Anglais mêmes, qui possédaient en France un service de renseignements et une agence d'émissaires parfaitement montée, il remonta celle de la France en Angleterre et y détacha un essaim d'observateurs politiques et commerciaux, parmi lesquels un voyageur intellectuel, Fiévée, des policiers et contre-policiers pour les émigrés de Londres [2]. Il fallait un ambassadeur en titre. Il fit choix du général Andréossy, et Talleyrand s'occupa de dresser les instructions [3].

Le premier soin d'Andréossy sera de « s'appliquer toujours à réclamer et à promettre l'exécution littérale des stipulations arrêtées » par le traité d'Amiens. Pour ce qui est de Malte, il lui « sera donné des instructions spéciales et successives ». Le second objet de sa mission sera « d'éloigner, en chaque occasion, toute intervention du gouvernement britannique dans les affaires continentales ». Le troisième sera le commerce. Le premier Consul considère qu'un traité de commerce « ne peut être que l'ouvrage de beaucoup de méditations et de temps ». Il ajourne toute convention de ce genre; mais il est disposé à négocier « une série d'arrangements particuliers et de compensations calculées d'après les intérêts respectifs du commerce des deux nations... Le gouvernement français ne peut

[1] Message du 6 mai 1802. — Lettres à Decrès, 15 avril; à Talleyrand, 21 avril 1802. — *Souvenirs* de Chaptal.

[2] Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, t. V, article Fiévée. — Rœderer, t. I, p. 468. — Lettres à Rœderer, 16 mars 1802. — Lanfrey, t. II, p. 467.

[3] Elles portent la date du 1er juillet 1802.

lever subitement toutes les prohibitions établies sur le commerce anglais et ouvrir la porte aux produits de l'industrie anglaise, sans porter un notable préjudice aux manufactures nationales qui, depuis quelques années, ont reçu, il est vrai, une impulsion favorable, mais qui n'ont encore eu, soit en capitaux, soit en approvisionnements de matières premières, aucun des moyens qui peuvent les mettre à même de rivaliser avec les manufactures anglaises ». Andréossy devait surveiller de très près tout le mouvement du commerce, des fabriques, des banques en Angleterre. Il devait enfin provoquer l'expulsion des princes de la maison de Bourbon, de Georges et de ses amis, des évêques non démissionnaires ; bref de tous les réfugiés et émigrés hostiles à la République et au premier Consul.

Andréossy ne partit point. Les Anglais n'annonçaient pas le départ de leur ambassadeur, et les rapports d'Otto, les extraits de gazettes ouvraient de moins en moins d'espérances à une reprise des relations pacifiques. Les ministres, avec une certaine discrétion ; les gazettes, en termes fort libres et de plus en plus violents, se plaignaient de tout, récriminant sur le traité et sur ses conséquences. Bonaparte y faisait répondre, par ordre, dans le *Moniteur,* et du même style, employant à cette polémique, où parfois on reconnait sa griffe, la plume toujours officieuse de Barère, qui sortait de ses tiroirs ses *carmagnoles* de l'an II et les transposait du ton qui convenait au pontificat de Robespierre au ton du consulat de Bonaparte. En fait de liberté de presse, le premier Consul ne s'éleva jamais au-dessus des idées d'un jacobin de 1793 et d'un fructidorien de 1797 ; il n'admettait pas qu'un pays étranger eût des lois différentes de celles de la République française, ni que les convenances de la politique française ne fussent point, pour les étrangers, la règle des libertés publiques. A ses réclamations, les ministres anglais objectaient leur législation, c'est-à-dire leur indépendance, et les immunités d'une presse dont ils étaient les premiers à subir les attaques ; puis ils réclamaient contre les diatribes du *Moniteur* qui, disaient-ils, n'est



dirigé que par le bon plaisir du Consul et dont le Consul, par suite, est l'éditeur responsable. D'où le conflit le plus insoluble, le débat le plus mal posé du monde : chacun exigeant de l'autre qu'il change de caractère et de génie, sacrifie ce qu'il juge être sa dignité, abroge ses lois, renonce à ses coutumes. « Le gouvernement français, disait Hawkesbury, doit avoir conçu une idée bien fausse du caractère de la nation anglaise, s'il imagine que nous puissions consentir à violer les droits sur lesquels reposent nos libertés. »

Les « réfugiés » ne s'en tenaient point aux épouvantails de papier. Le ci-devant rédacteur des *Actes des apôtres*, Peltier, provoquait dans son libelle périodique, *l'Ambigu*, « les derniers Romains » à faire au nouveau César « l'apothéose de Romulus ».

Georges Cadoudal n'entendait point en laisser l'honneur aux « derniers Romains ». Dès l'année 1800, il avait projeté le « coup essentiel, le coup sur la capitale », qu'il tenta en 1804. Marengo avait rompu ce dessein. En août 1802, il retourna voir l'ancien collègue de Pitt, Windham, avec qui il demeurait en rapports, réclamant, pour sa milice de forbans, des subsides et des barques. « Évidemment, écrit Windham après la visite, il a en vue quelque changement qui, il le pense, doit arriver en France et pour lequel il désire que *ses officiers* soient libres de leurs mouvements. » Le *changement*, c'est celui que Georges essaya d'opérer, deux ans plus tard, sur la route de Malmaison. Sur ces entrefaites, et pour prévenir l'effet, peut-être favorable, de l'arrivée prochaine, disait-on, d'Andréossy, les ennemis de la France montèrent une machine analogue à celle qui, en 1792, avait fait échouer la mission du comte de Ségur à Berlin. Ce sont de prétendues instructions à Andréossy qui, par une prétendue indiscrétion, sont lancées dans le public[1]. Elles portent, dans les libelles, la signature de Talleyrand et la date de messidor an X. L'objet, très grossièrement souligné, en est de froisser l'honneur

[1] Affaires étrangères, correspondance d'Angleterre, en copie : *Extrait des papiers anglais*. Voir t. II, p. 339.



anglais et particulièrement la dignité de la couronne. « Les Pitt, les Grenville, les Windham, les Bourbons et leurs amis les chouans sont autant les ennemis des ministres et les ennemis de la paix que ceux du gouvernement actuel. » Et voilà, dès la première donnée de cette feinte instruction, le cabinet Addington posé comme l'associé de la République française, invité à en devenir le complaisant. Voici mieux, et c'est ici que se découvre l'imitation de l'apocryphe de Berlin, qui déclarait tout à vendre en Prusse, prescrivait à Ségur de tout acheter et désignait les personnes sinon de la plus haute valeur, au moins les plus vénales. Le prince de Galles, dit l'instruction, vit dans le désordre; sa dette immense est un scandale, même à Londres. Andréossy doit circonvenir ce prince; insinuer « qu'il souffre de le voir dans une situation si peu brillante et que, quoique sans pouvoir, il prendrait sur lui, d'après les sentiments connus du premier Consul, si le prince y donnait son consentement, de demander une somme que Son Altesse Royale fixerait, à titre d'emprunt, payable quand le prince succéderait au trône ». Lors du premier payement, quand le prince offrirait de signer son obligation, Andréossy, magnifique, ainsi qu'il convient au messager de César, se récrierait : « Le premier Consul s'en rapporte entièrement à l'honneur du prince ! » Toutefois, cette part faite à la générosité, « le premier Consul éprouverait la plus grande satisfaction si Son Altesse Royale l'assurait, par une lettre écrite de sa main, qu'elle cesserait par degrés toute liaison future avec les Bourbons, et qu'à son avènement au trône elle ne permettrait ni à eux ni aux autres émigrés de résider davantage dans ses États ». Suivaient des articles tout aussi perfidement combinés : procurer toutes les informations possibles sur les parties vulnérables de l'Inde, sur la haine qu'on y porte aux Anglais, l'affection qui y subsiste pour les Français; sur les dispositions du Canada, les perspectives d'un soulèvement en cas de guerre; on montrerait aux Canadiens la reprise de la Louisiane comme un exemple et une garantie. Andréossy devait se procurer tous les plans, toutes les cartes

des côtes d'Angleterre; espionner à fond la marine, les arsenaux, le militaire; enfin faire parler les Anglais, dans les rencontres, et surtout éviter de boire à table, « mettre de l'eau dans son verre tandis que les autres boiront leur vin pur »; flatter les mécontents, les plaindre; leur dire que, « dans une république, ils seraient peut-être chefs d'État »; caresser les illusions des libéraux : Bonaparte, « si la Providence lui conserve la vie », s'honorera de ne « laisser exister en Europe d'autre gouvernement que celui d'une République universelle ».

La touche du pastiche est lourde, mais ce n'est point de l'ouvrage pour les connaisseurs. Il s'agit de jeter des fagots sur le feu de houille qui brûle dans les foyers anglais et d'allumer une forte flambée, qui se voie de loin.

VI

La France est trop forte par ses conquêtes, par ses ressources internes, par son Consul; c'est la conclusion dernière. Il s'ensuit une jalousie d'autant plus inquiète que rien ne permet d'espérer, comme sous Louis XIV, quelque détente du ressort et détraquement de la machine par le faste de la Cour, l'excès des bâtiments, les prodigalités aux maîtresses; tout est État, tout est puissance, tout est utilité. Que cela dure — et cela durera si le Consul ne meurt point de quelque mal soudain ou de quelque attentat — l'Europe est sous le joug, et l'Angleterre menacée de pléthore, d'apoplexie, de concurrence et peut-être de révolution. La République consulaire produit sur les Anglais cet effet inattendu de rapprocher les intérêts nouveaux, ceux de l'industrie urbaine, des intérêts anciens, ceux de la propriété rurale; et voici que les aristocrates et les oligarques ne s'effraient pas moins que les négo-



ciants et les manufacturiers de la prospérité et de l'essor de la France.

La classe gouvernante, celle des grands propriétaires, a accaparé les grands privilèges et les grands emplois attachés à la propriété ; ils s'insinuent à la Chambre des Lords, ils dominent aux Communes, ils sont maîtres de l'État par le parlement; ils administrent par la justice locale, par les pouvoirs locaux. Ils entendent garder leur prépondérance, leurs sièges, leurs terres ; dévorer l'Irlande et mener le peuple, patriote et chrétien, par les grands mots d'honneur, d'indépendance, de christianisme, de liberté. Ils ont lutté avec acharnement contre la France révolutionnaire ; mais la Révolution organisée, ordonnée, leur semble un ennemi bien autrement dangereux que la Révolution anarchique, la Révolution en piques et en haillons, avec son Être suprême, ses guillotines et ses sans-culottides. Antichrétienne, niveleuse, déprédatrice, elle se dressait comme un épouvantail. La République consulaire dégage une contagion plus menaçante et plus insidieuse. L'exemple que donne la France de l'éviction légale d'une aristocratie terrienne par le paysan et le petit bourgeois, d'un immense transfert de la propriété, divisée et démocratisée, réalise, pour le peuple anglais, une propagande singulièrement plus alléchante que l'égalité dans la misère. L'intérêt des paysans et des bourgeois anglais travaillait contre la Révolution française ; il menace désormais de parler pour elle, et d'autant plus que cette révolution, avec ses bienfaits pratiques et tangibles, se transforme en une machine d'État plus productive et mieux combinée pour le bien-être du petit peuple laborieux.

Or, l'Angleterre semble mûre pour une révolution de ce genre. « Elle était imminente, dit un historien anglais. L'esprit public était excité; les passions démocratiques commençaient à s'agiter; le désir du pouvoir, sous le nom de réforme, s'était répandu parmi les classes moyennes, et les institutions de notre pays étaient menacées d'un choc aussi violent que celui qui venait de bouleverser la monarchie en France. Le seul

remède était d'engager le pays dans une guerre étrangère; elle renouvellerait l'antique valeur et ferait oublier les réformes. »

Avant tout, elle rompra les communications avec la France. L'aristocratie dérivera de la sorte l'inondation qui la menace. Elle montrera au peuple des manufactures que la guerre seule peut assurer à l'industrie, qui le fait vivre; les débouchés dont elle a besoin sur le continent, et, aux colonies, l'expansion qui lui est nécessaire. En gouvernant selon les passions et les intérêts immédiats de cette classe, chefs d'usines et ouvriers, négociants et banquiers, l'aristocratie les intéressera au gouvernement et, du même coup, les en tiendra pour longtemps éloignés.

De cette politique va sortir une nouvelle économie d'État : l'accroissement des impôts qui n'appauvrit point une nation, quand les ressources de cette nation augmentent par son travail. Du temps de Pitt, durant la guerre, disait-on communément, si le sujet anglais payait plus à l'Etat, il gagnait davantage. La crise qui commence ne provient que de la paix. L'Angleterre ne peut, sans se ruiner, exécuter le traité d'Amiens. De sorte que, la paix apparaissant comme de plus en plus désastreuse, la violence des intérêts ranime la vieille rivalité, à peine étouffée, nullement éteinte. Elle se réveille comme au temps de la lutte pour la *merluche* et le Canada. C'est un thème inépuisable pour les opposants, un programme populaire pour le gouvernement de demain; un programme à longue échéance, un gouvernement de longue durée, aussi durable que sera le pouvoir de Bonaparte et, par ce pouvoir, la prospérité de la France. Plus la France paraîtra riche et puissante, plus l'Angleterre se jugera lésée et menacée. Ce n'est pas, en réalité, pour « délivrer » le continent, qui n'a jamais été libre, pour « affranchir » les peuples dont l'indépendance lui importe peu si leurs maîtres ouvrent leurs ports, que l'Angleterre va entamer cette lutte sans merci : c'est pour arracher à la France cette magnifique étendue de côtes, les embouchures de tant de fleuves, les chantiers de tant de vais-



seaux, les entrepôts de tant de produits, le marché de tant de denrées, et pour imposer, par les canaux de la Hollande, par le Rhin, par l'Escaut, par la Méditerranée, le monopole de l'industrie et du commerce britanniques.

Mais les combinaisons de la guerre sont limitées et définies. Celles de la guerre pour le commerce seront les mêmes que, sous Louis XV, celles de la guerre pour les colonies : les diversions continentales. C'est par le continent que la France menace l'Angleterre, qu'elle l'isole, qu'elle prétendra la bloquer et l'affamer. Le remède se tire du mal même. Il faut lier la France au continent; il faut la contraindre à se dissoudre par son extension même, à se ruiner par la conquête continue. Elle n'est point de taille à faire double irruption, à la fois par les côtes et par les frontières de l'Est. Avant que sa marine soit en état de prendre la mer, la guerre de terre suspendra toutes les réformes de l'État, et la mer demeurera libre pour les Anglais. Découragée des coalitions, désabusée des subsides après la paix de Lunéville, l'Angleterre y revient, à mesure qu'elle discerne, à Vienne, à Pétersbourg, contre la paix de Lunéville, les mêmes griefs, les mêmes mécontentements qui se manifestent à Londres contre la paix d'Amiens. Dès que le marché des abbayes et des villes libres sera clos et que l'Autriche aura son lot, que la Prusse sera nantie, le revirement s'opérera, et ces cours songeront à tirer, des compensations et accroissements que leur a procurés leur paix avec la France, les moyens de reprendre à la France les territoires qu'elle leur a si largement payés. Les Prussiens louchent toujours vers le Bas-Rhin, la Hollande même et la Belgique; l'Autriche n'a pas cédé la Belgique sans l'arrière-pensée de la recouvrer, au moins pour la revendre; elle pense et pensera désormais sans cesse à réunir la Lombardie qu'elle a eue, à Venise qu'elle a prise en échange, et à s'étendre sur les Légations qu'elle convoite depuis que la République en a dépouillé le Pape et les a ainsi jetées dans le trafic européen; elle y songe, ainsi qu'au temps de Marie-Thérèse, prenant toujours et abhorrant toujours « le partage inique, si inégal » !

« M. Philippe Cobenzl s'est fait jouer une seconde fois comme un enfant, ainsi qu'il l'avait fait par Haugwitz au second partage de la Pologne », écrivait, à propos du traité de compensation en Allemagne, Thugut, retiré, mais non désintéressé des affaires. Il ajoutait, remontant au traité de Lunéville : « On ne nous a jamais laissé aucune possibilité de paix en dehors de ces deux conditions : rompre avec nos alliés, consentir à la cession de la rive gauche du Rhin. Je n'ai jamais eu, moi, personnellement, le courage de conseiller à Sa Majesté de se soumettre aveuglément à des conditions aussi funestes qu'avilissantes[1]. »

En Russie, le parti « anglomane » domine dans le conseil intime de l'Empereur. A mesure qu'Alexandre sort de la chrysalide, l'ambition se dégage en lui sous forme de jalousie, et la jalousie se colore d'un libéralisme de parade. Cet autocrate disserte sur les libertés françaises en des termes que ne désavouerait pas Benjamin Constant. On croit entendre un commensal de Mme de Staël, qui condamne les envahissements de la dictature. « Je suis bien revenu, avec vous, mon cher, sur notre opinion sur le premier Consul, » écrit-il à son précepteur, le républicain suisse La Harpe, le 7 juillet 1802. « Depuis son consulat à vie, le voile est tombé... Il s'est privé de la plus belle gloire réservée à un humain, et qui seule lui restait à cueillir : celle de prouver qu'il avait travaillé sans aucune vue personnelle, pour le bonheur et la gloire de sa patrie, et, fidèle à la Constitution qu'il avait jurée lui-même, remettre, après les dix ans, le pouvoir qu'il avait en main. Au lieu de cela, il a préféré singer les cours, tout en violant la Constitution de son pays. Maintenant, c'est un des tyrans les plus fameux que l'histoire ait produits. » Et cette phrase est bien un des pastiches les plus divertissants que la *singerie* littéraire ait inspirés !

La diplomatie russe agit en conséquence. « Il serait bien singulier, écrivait Kotchoubey à Woronzof, à Londres, si l'on

[1] Thugut à Colloredo, 23 janvier 1803.



allait encore travailler en Europe à remettre la puissance française sur mer. Les Anglais seuls balancent, par leur prépondérance sur cet élément, la suprématie des Français sur terre. Que cette balance disparaisse et rien ne s'oppose plus à ce géant. » Sur la foi de Woronzof, les Russes voient dans le traité d'Amiens une œuvre de faiblesse, de « lâcheté », impopulaire en Angleterre, dangereuse, inexécutable. Ils mandent à Markof de surveiller de près le premier Consul, principalement sur l'article de la Méditerranée. Markof, fort antifrançais, se pique d'y mettre aussi peu de bonne grâce que possible. A lire ses entretions avec Bonaparte, en 1802, on croit se tromper de date et tenir le volume de 1808. Ce ne sont que bienfaits reprochés et réclamations de reconnaissance insuffisante. Puis se déroulent des remontrances sur les excès de la conquête, le respect des droits et des traités. Vergennes, ministre intègre du vertueux Louis XVI, n'eût point exhorté en d'autres termes les copartageants de la Pologne. Bonaparte répond du ton dont la grande Catherine eût relevé le ministre du Roi Très Chrétien qui eût osé lui parler de la sorte. « Le roi de Sardaigne, restauré dans ses États, n'eût été qu'un préfet français, exposé à être destitué au premier sujet de mécontentement; » qu'attend-on du Consul? « il lui laisse encore l'île de Sardaigne; » — « il a laissé » subsister le royaume de Naples; en Allemagne, il a balancé la puissance de l'Autriche et celle de la Prusse par la création d'une puissance tierce, la Bavière; l'Autriche, d'ailleurs, ajoute-t-il, « n'est déjà que trop puissante et le deviendra encore davantage lorsqu'elle sera appelée au partage de l'Empire ottoman, menacé d'une dissolution prochaine [1]. » Une autre fois, sur le même sujet du Piémont, il avait déclaré : « La justice des États est leur intérêt et leur convenance [2]. Je ne me dessaisirai pas du Piémont aussi longtemps que les Autrichiens

[1] Rapport de Markof, 20 octobre 1802.

[2] « Les convenances de l'Europe sont le droit », dira Alexandre à Talleyrand, à Vienne, en 1814, à propos de la Pologne qu'il veut prendre pour lui et de la Saxe qu'il veut confisquer pour la Prusse.

garderont un pouce de terrain en Italie [1]. » Sur quoi, Alexandre de lui écrire, 21 octobre 1802 : « Aussi longtemps que cet ordre de choses subsistera, il me sera impossible, quel que soit, au reste, mon désir sincère de vous faire plaisir, de reconnaître le roi d'Étrurie et les républiques d'Italie. »

VII

Ce sont là des propos de guerre, des avant-coureurs de coalition. Bonaparte se fortifie, assure les communications entre les *marches* de la République, pousse ses lignes d'investissement, ses têtes de pont, ses avancées. Le voilà rejeté sur le continent et par la politique des coalisés d'hier, coalisés de demain, et par l'échec de ses diversions coloniales. L'expédition de Saint-Domingue a tourné au désastre. En juillet, l'armée est réduite à 8,000 hommes anémiés, éreintés par la fièvre. En septembre, ils ne sont plus que 3,000. Leclerc meurt, désespéré. Bonaparte ne veut plus entendre parler de Saint-Domingue : c'est une faute qu'il ne se pardonne pas. Avec cette expédition, tombe le grand dessein sur la Louisiane et le Mississipi. Il n'a plus de prises sur l'Angleterre que par l'Europe ; il faut qu'il y prévienne les manœuvres de la politique anglaise et de la politique russe dont tout décèle le rapprochement. Il publie, le 11 septembre, la réunion du Piémont, disposée et annoncée depuis plus d'un an. Les Bataves réclament l'évacuation de leur République par les troupes françaises, l'occupation devant cesser avec la guerre à l'Angleterre. Ils se font appuyer par les Anglais et par les Russes. Bonaparte répond qu'il ne rappellera ses troupes que quand les Anglais auront exécuté le traité d'Amiens, et qu'il sera sûr qu'ils n'intriguent point à la Haye. Il invite les

[1] Rapport de Markof, 11 avril, 5 juin 1802.



Bataves à se tenir en éveil, comme il s'y tient lui-même, « sur les dangers de tout genre que pourrait entraîner le départ subit des troupes françaises [1] ».

Ce danger est apparu en Suisse. Les troupes françaises qui occupaient cette République se sont retirées en juillet; aussitôt l'anarchie y éclate; aristocrates et démocrates, fédéralistes et unitaires se disputent le pouvoir, et les manèges des étrangers, Autrichiens, Anglais surtout, recommencent. Bonaparte ne les pouvait tolérer. Les Suisses tiennent une des clefs de l'Italie : qui veut dominer la Péninsule et gouverner la Cisalpine doit être maître du Piémont et assuré des Cantons. C'est un motif pour l'Angleterre de s'y faire des amis, d'y élever quelques barricades et de rompre les passages. La Suisse est, pour les agents anglais, un théâtre classique d'espionnage et de complots, admirablement dressé pour surveiller l'Italie, l'Allemagne du Sud, la France de l'Est, relier les mécontents, semer des manifestes, lancer des émissaires.

Bonaparte connaît l'importance de ce poste; il se rappelle Wickham; les conspirations qui, de 1794 à 1799, ont menacé la Franche-Comté, et tout ce qu'il a fallu d'efforts à Masséna pour nettoyer cette frontière [2]. « Quant à la Suisse, écrit-il à Talleyrand, nous ne souffrirons pas que l'Angleterre s'en mêle, parce qu'elle ne s'en occuperait que pour y semer le désordre ; ce serait un nouveau Jersey d'où l'on fomenterait des troubles contre la France [3]. » — « J'ai besoin, par-dessus tout, d'une frontière qui couvre la Franche-Comté ; un gouvernement stable et solide, ami de la France : c'est le premier vœu que je forme ; si celui-ci ne peut avoir lieu, l'intérêt de la France me dictera la conduite à tenir. » Il fait inviter le Sénat de Berne à députer près de lui. Le 30 septembre, il notifie sa médiation aux Suisses ; Ney, avec 30,000 hommes, est prêt à entrer dans les Cantons. Les Suisses se soumettent. Peu auparavant, Bonaparte avait proclamé (28 août 1802) l'indépen-

[1] Talleyrand à Sémonville, 9 janvier 1803.
[2] Cf. t. IV, p. 325, 349, 351, 412; t. V, 45, 293, 312.
[3] A Talleyrand, 4 novembre 1802.



dance du Valais, sous sa garantie, celle de la Suisse et de la République italienne ; la route du Simplon et celle du Gothard étaient assurées.

Il s'occupe de la Méditerranée. Il réunit l'île d'Elbe à la France (26 août 1802). Il envoie à Constantinople, en ambassade, le plus turbulent, le plus gênant aussi des mécontents et des politiques de l'armée, Brune. « L'intention du gouvernement, lui mande-t-il le 18 octobre, est que l'ambassade à Constantinople reprenne, par tous les moyens, la suprématie que la France avait depuis deux cents ans dans cette capitale. La maison qui est occupée par l'ambassadeur est la plus belle. Il doit tenir constamment son rang au-dessus des ambassadeurs des autres nations. Il doit reprendre sous sa protection tous les hospices et tous les chrétiens de Syrie et d'Arménie, et spécialement toutes les caravanes qui visitent les lieux saints. » Il menace de représailles et met à la raison les Barbaresques, le dey d'Alger, dont les pirates insultent encore et effraient les côtes de Provence. Puis, la Louisiane étant désormais interdite, il revient au rêve favori, au rêve tenace, au premier rêve de grandeur, formé dès 1797, l'Égypte. Il y dépêche un officier dont il apprécie l'intelligence et la dextérité, le colonel corse Sébastiani [1]. Cet envoyé touchera en Tripolitaine, y fera reconnaître le pavillon de la République italienne; puis il passera en Égypte, s'y rendra compte de l'état des choses, après le départ des Anglais, et reviendra par la Syrie. Le général Decaen recevra une mission analogue pour les Indes.

C'étaient des mesures que ni l'Angleterre ni la Russie n'entendaient tolérer de la part d'un gouvernement quelconque de la France, Monarchie ou République, mais République surtout. Un gouvernement de cette étiquette ne leur paraissait conforme à sa nature, à sa raison d'être, à leurs convenances, que modeste, humble même, subalterne et subordonné : telle la République des Provinces-Unies sous

[1] Instructions de Sébastiani, 5 septembre 1802.



l'ancien régime, et, actuellement, la République batave. Voilà le vrai de l'indignation d'Alexandre sur le Consulat à vie. C'est en cela qu'il ne pardonnait point à Bonaparte de « singer les cours », et que ce pur républicain de Moscovie proclamait le Corse « un des tyrans les plus fameux ». Il en pensait tout juste ce que Pierre le Grand pensait de Louis XIV.

Les Anglais relèvent le ton. « Nous n'avons pas fait la moitié de ce qu'on voudrait nous voir faire, disait Hawkesbury à Otto. Quoique je doive vous rassurer sur le passé, je ne puis en dire autant de l'avenir[1]. » L'ambassadeur pour la France était choisi, lord Whitworth; ses instructions avaient été dressées, le 10 septembre. La réunion de l'île d'Elbe, la réunion officielle du Piémont suspendent son départ. La proclamation de Bonaparte aux Suisses, du 30 septembre, fournit le prétexte à tout remettre en question : on disputera sur l'équivoque des préliminaires et du traité d'Amiens.

Le traité, dit Hawkesbury, a été basé sur un système de compensations et de restitutions. Or, depuis le traité, la position respective n'a pas cessé de se modifier, et toujours à l'avantage de la France. « Le Piémont a été réuni : vous êtes sur le point de disposer du sort de l'Allemagne, de la Suisse, de la Hollande. Malgré la détermination que nous avons prise de ne nous mêler en aucune manière des affaires du continent, nous y sommes entraînés malgré nous, autant par les plaintes qui nous sont adressées que par l'opinion qui se prononce ici avec une énergie sans exemple. »

En fait, ils connaissaient parfaitement, lors des préliminaires, les vues de Bonaparte sur le Piémont. La transformation de ce pays en division militaire et préfectures françaises, la constitution de la République italienne sont antérieures au traité d'Amiens; les opérations territoriales en Allemagne sont l'exécution du traité de Lunéville. La vérité est qu'ils sont décidés à ne point exécuter le traité d'Amiens dans les

[1] Rapports d'Otto, 3 et 18 octobre 1802.



articles essentiels pour eux : les Indes et Malte. Le 17 octobre, lord Howard écrit à Wellesley, gouverneur de l'Inde : « Certaines circonstances rendent désirable un délai pour la restitution de plusieurs possessions des Indes orientales, qui, d'après les clauses du traité d'Amiens, devaient être remises aux gouvernements français et batave. Je dois signifier à Votre Seigneurie l'ordre de Sa Majesté que telles de ces possessions, qui seront encore occupées par ses troupes au moment où vous recevrez cette lettre, ne soient pas évacuées sans de nouveaux ordres. » Le 10 octobre, une note est envoyée à Merry, le chargé d'affaires à Paris, protestant contre l'intervention en Suisse, déclarant que la neutralité des Cantons est liée à la paix et à l'équilibre de l'Europe, et par suite au traité d'Amiens. Otto écrit, le 26 octobre : « L'opinion générale est que l'évacuation de Malte dépendra de la discussion touchant la Suisse. »

Talleyrand a beau jeu pour répondre à ces arguments : le traité ne parle ni de la Suisse ni du Piémont; il parle au contraire, très expressément, et de l'évacuation de Naples par les Français et de l'évacuation de Malte par les Anglais. « Vous devez dire, écrit Talleyrand à Otto, qu'il est impossible qu'une puissance ne remplisse pas des engagements stipulés par un traité formel[1]. » La France a évacué Naples, elle attend que l'Angleterre évacue Malte : les deux actes sont corrélatifs. Et voilà le conflit ouvert entre les deux chancelleries, comme il l'était entre la presse de Londres et le *Moniteur* de Paris. A la coalition qu'il soupçonne, s'ajoute chez Bonaparte une injure personnelle ; car non seulement sa politique est contrariée, sa personne outragée, mais, chose plus insupportable, il voit tous ses desseins, tout l'avenir immense conçu et préparé par lui, suspendus au hasard d'une embuscade de brigands, au couteau d'un assassin, ou, ce qui est pire, étant bête et humiliant, à un enlèvement, à quelque séquestration comme celle du sénateur Clément de Ris. Il se sait traqué, il s'entoure de policiers et de sentinelles, et il se sent ridicule devant l'Europe.

[1] 23 octobre 1802.

Cette figure d'aigle en cage est-elle la figure qui convient au vainqueur de Castiglione et d'Arcole ? Il s'en prend aux Anglais, aux provocations de leurs journaux, à leur refus d'expulser Georges, aux complicités qu'il prête à leurs ministres, de la rage qu'il en éprouve.

En même temps, il arme très ostensiblement, car, pour armer à fond, il n'est pas en mesure, et, faute de pousser des préparatifs secrets et efficaces en vue d'un grand coup de surprise, il tâche d'effrayer par le roulement des canons sur les routes et le marteau des charpentiers dans les arsenaux. « Les régiments, rapporte Marmont, alors en grande faveur et fort au courant, n'étaient pas au complet, la cavalerie manquait de chevaux, l'artillerie n'était pas dans un état satisfaisant. » Le Consul se flatte que, devant les précautions qu'il prend, devant les mesures qu'il menace de prendre, l'Angleterre, qui n'obéit qu'à l'intérêt, jugera son intérêt en péril et s'arrêtera. La combinaison hyperbolique, qui sera le colossal expédient de sa politique en 1806, s'est déjà présentée à son esprit ; il la médite, il la voit, il la dessine ; mais, hors d'état de l'exécuter encore, espérant s'y soustraire, il en fait un épouvantail : c'est le blocus continental et, comme condition première, la suprématie du continent pour la France.

Il dit à l'ambassadeur d'Autriche : « L'Angleterre veut la guerre, elle l'aura! » Il caresse Fox qui le vient visiter; il oppose au ministère anglais le grand orateur de la paix de l'Europe, mais il ajoute : « Il n'y a plus que deux États au monde, l'empire d'Orient et l'empire d'Occident. Celui qui veut troubler la paix de l'Europe veut la guerre civile. » Toutefois il ne craint encore que la réunion de la Russie et de l'Angleterre. Il compte sur le traité de Lunéville et sur les arrangements d'Allemagne pour contenir l'Autriche : « Toute coalition avec l'Autriche est impossible pour cinquante ans », disait-il, très haut, pour qu'on le crût, afin de s'en persuader lui-même. Et à Rœderer[1] : « La maison d'Autriche me lais-

[1] Conversation du 30 décembre 1802.



sera faire tout ce que je voudrai. » Mais malheur à elle, si l'Angleterre l'induit en tentation et l'entraine à de nouvelles aventures! Et que l'Angleterre ne se paye point d'illusions : il se charge de lui dévoiler l'avenir qu'elle se prépare, qu'elle prépare à l'Europe.

C'est alors que, sous le coup de quelque note de Hawkesbury ou de quelques articles de gazette, il dicte à Talleyrand cette dépêche du 23 octobre, d'une précision de visée, d'une impulsion de pensée prodigieuses, programme formidable de l'avenir[1]. Si, comme il l'a répété si souvent, il ne fit qu'obéir aux circonstances et « subir sa destinée », jamais homme ne se fit, à ce point et avec cette clairvoyance, le prophète de son destin :

« Toutes les fois que les ministres vous parleront, directement ou indirectement, de la guerre, vous devez y répondre d'un ton très élevé. S'agit-il d'une guerre maritime? Que produirait-elle, sinon d'empêcher le développement [d'une marine] qui n'est rien encore? S'agit-il d'une guerre continentale? Ce n'est probablement ni la Prusse ni la Bavière qui marcheront avec les Anglais. L'Autriche est décidée, quoi qu'il arrive, à ne se mêler de rien...

« Et si l'Autriche se mêlait de quelque chose, ce serait alors l'Angleterre qui nous aurait forcés de conquérir l'Europe ; car, au premier coup de canon, nous serions maitres de la Suisse, de la Hollande, et, pour nous épargner tous les embarras dont ces pays sont la source et l'occasion, nous pourrions les réunir à la France. Nous pourrions en faire autant des républiques italienne et ligurienne, au lieu de les laisser dans cet état métis qui paralyse des ressources immenses. Le Hanovre et la Prusse seraient également perdus, et toute l'Angleterre devrait se mettre sous les armes pour parer aux projets de descente qu'immanquablement on tenterait. Et si le premier Consul se transportait à Lille ou à Saint-Omer et faisait réunir tous les bateaux plats de la Hollande et 100,000 hommes sur les côtes, l'Angleterre serait dans des alarmes continuelles, joint à cela que, dans les deux premiers mois de la guerre, elle aurait perdu le Hanovre et le Portugal et constitué véritablement cet *Empire des Gaules* dont elle cherche à effrayer l'Europe. »

Le premier Consul ne songe pas à opérer pour la Suisse ce

[1] Talleyrand à Otto : « Après une conversation avec le premier Consul. »



qu'il a opéré à Lyon pour l'Italie ; mais, « si le ministère britannique fait faire la moindre notification officielle d'où il puisse résulter qu'il (le premier Consul) n'a pas fait telle chose parce qu'il ne l'a pas osé, à l'instant même il la fera ». On prétend qu'il redoute la guerre. Si les Anglais le croient, « ils apprendront à leurs dépens qu'il aura été plus facile au premier Consul d'avoir 800,000 hommes par un seul appel, qu'il ne l'est peut-être de les faire revenir aux travaux de l'agriculture et du commerce ». Il veut la paix, « car la nation française peut trouver autant d'avantages dans le commerce que dans l'extension de son territoire » ; mais il n'abandonnera pas la Suisse au parti salarié par l'Angleterre ; « il ne livrera pas à tous les promoteurs de troubles et de guerre de formidables bastions dont les innombrables armées russes et autrichiennes n'ont pu s'emparer pendant l'an VII et l'an VIII ».

« Appliquez-vous à faire ressortir de toute manière cette fierté qui doit animer tous vos discours, tantôt par le raisonnement, tantôt par des images. Laissez entrevoir que le premier coup de canon peut créer subitement l'*Empire gaulois*. Donnez à entendre jusqu'à quel degré une nouvelle guerre peut porter la gloire et la puissance du premier Consul. Il a trente-trois ans et il n'a encore détruit que des États de second ordre ; qui sait ce qu'il lui faudrait de temps, s'il y était forcé, pour changer de nouveau la face de l'Europe et ressusciter l'*Empire d'Occident ?* »

Cet étonnant *ultimatum* passerait pour la fanfaronnade gigantesque de quelque matamore politique, si toutes les menaces qu'il contient n'avaient été exécutées en moins de cinq années et ne représentaient qu'une partie de la grande destruction d'États qui commençait. Bonaparte conclut : *Tout le traité d'Amiens, rien que le traité d'Amiens*, c'est-à-dire l'évacuation de Malte, qui est au traité, et nulle réclamation sur le Piémont, la République italienne, la Ligurie, l'Étrurie, la Suisse, qui n'y sont pas. A quoi Hawkesbury, lorsque, le 29 octobre, Otto lui communique cette terrible note, répond par cette injonction non moins péremptoire : *L'état du continent, tel qu'il était alors* (au moment du traité), *et rien que cet*



état; c'est-à-dire point de Piémont annexé, ni de Ligurie, ni d'Helvétie en tutelle ; sinon, l'Angleterre gardera Malte.

VIII

Bonaparte ne connaissait pas, il ne connut jamais les Anglais. Il le montra en deux circonstances solennelles de sa vie, le 23 octobre 1802, où il crut leur faire peur, avec son *Quos ego*, les traitant comme Neptune les divinités inférieures de la mer, et le 14 juillet 1815, où il leur parla comme Thémistocle, et fit appel à leur magnanimité. Grave erreur qui fut la sienne de croire qu'on peut effrayer les Anglais par des paroles, les contenir par des menaces, et les réduire à la banqueroute en leur fermant le continent. Il s'imagina vraiment les avoir atterrés, et, se figurant qu'il avait gagné le répit qu'il lui fallait, il se remit à son œuvre de réorganisation pacifique de la France, qui était son intérêt capital. Son gouvernement s'y était engagé à fond et venait d'y engager le pays; sous son impulsion, sur sa garantie, la France s'anime, travaille, entreprend.

Des navires de commerce arment, dans tous les ports de l'Ouest, pour le long cours et les colonies. On se croit revenu à cette période de renaissance qui a suivi, sous Louis XVI, la guerre des États-Unis et le traité de 1783. Des expéditions militaires sont en route ou vont partir pour les Indes. Les Anglais auraient trop beau jeu à saisir tant de proies! « Je suis convaincu que Bonaparte désire la paix », écrivait un gentilhomme normand, chevalier de Malte, passé au service bavarois ; « et que, malgré l'éloignement que lui inspirent pour l'Angleterre les injures grossières qu'on lui prodigue dans ce pays, il fera la paix, s'il voit qu'on la désire de bonne foi. — Toutes les notions que je me suis procurées m'ont convaincu que Bonaparte voulait décidément la paix. — C'était surtout

pour se livrer entièrement aux grands travaux que Bonaparte désirait conserver la paix [1]. »

Mais telle est la fatalité qui poussait la France et l'Angleterre à renouveler leur querelle, aussi ancienne que leur histoire : les travaux principaux de Bonaparte, ceux qui lui rendaient la paix la plus précieuse, étaient justement de nature à précipiter la guerre, car ils affermissaient Bonaparte dans sa résistance à tout accommodement commercial. Au mois de novembre 1802, il alla visiter la Normandie. Il découvrit cette province riche en hommes, en fruits, en chevaux, en bétail de toute sorte; ce fleuve à la vaste embouchure, qui met un port de mer à quelques heures de Paris ; tant de ports, tant de pêcheurs, de pilotes, de nids de corsaires et de recrues pour les vaisseaux ; cette race de colons qui avait en partie peuplé le Canada, la Louisiane, qui ne demandait qu'à repartir aux terres lointaines pour relever les fortunes anéanties par la guerre et reconquérir les colonies au travail français ; cette entente pour le travail qui rappelle l'entente de 1789 pour la révolution ; cette « réunion » des forces depuis le négociant le plus riche jusqu'au dernier homme du peuple ; ces draperies, ces tissages, ces usines qui s'élevaient, à l'image et à la concurrence immédiate de celles de l'Angleterre; nulle part, sauf à Lyon, il n'avait constaté cette confiance en son gouvernement, cet empressement aux métiers ; nulle part cette rivalité tenace, héréditaire, rivalité de congénères, avec les Anglais.

« Tout est ici consolant et beau à voir, et j'aime vraiment cette belle, bonne Normandie ; c'est la véritable France [2]. » Mais nulle part aussi l'esprit de protection ne se déclarait avec plus d'âpreté. Le traité de 1786 y laissait le souvenir d'un Rosbach économique [3]. « Il faut, disait Bonaparte au préfet

[1] Mémoire du comte de Bray, 1803.

[2] Lettres à Cambacérès et à Joseph, 30 octobre, 2, 3, 6 novembre 1802.

[3] « L'Anglais, observateur infatigable et sans distraction, a connu parfaitement, avant le traité, nos moyens et nos ressources ; et, en les comparant à la situation actuelle de son pays, il en a saisi facilement l'insuffisance... il a prévu la privation subite de nos débouchés par l'accroissement des siens. » *Observations de*



de Rouen, Beugnot, que la nation s'adoucisse dans les jouissances de la paix. » Beugnot admira, en fonctionnaire docile, mais il doutait. — « Quoi ! reprit Bonaparte, vous croyez que l'Angleterre me fera la guerre ; vous le croyez sérieusement ? — Je le crois. — J'en doute encore ; mais si l'Angleterre m'attaque, reprit-il avec vivacité, elle ne sait pas à quoi elle s'expose ; non, en vérité, elle ne le sait pas... Vous verrez ce que sera cette guerre ! Je ferai tout pour l'éviter ; mais, si l'on m'y force, je renverserai tout ce que je trouverai devant moi. Je ferai une descente en Angleterre, j'irai à Londres, et si cette entreprise devait manquer, je bouleverserai le continent ; j'asservirai la Hollande, l'Espagne, le Portugal, l'Italie ; j'attaquerai l'Autriche, et j'irai jusqu'à Vienne détruire toute espèce d'appui de cette odieuse puissance ; on verra ce que je peux faire et ce que je ferai. J'en frémis d'avance, mais on me connaîtra. » Il s'était animé en lançant sa tirade. Il s'apaisa : « Au surplus, je n'en continuerai pas moins de travailler à assurer la prospérité de la France ; à faire fleurir son commerce, son agriculture, son industrie, et nous serons heureux en dépit de nos rivaux. »

C'étaient de ces ressauts de l'esprit guerrier auxquels il fallait toujours s'attendre avec lui. L'homme d'État, en Bonaparte, était l'homme appris, l'homme civilisé, sa conquête sur lui-même, la maîtrise de son génie, et il en tirait son principal orgueil ; mais le guerrier, le conquérant étaient l'être

la Chambre de commerce de Normandie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre. Rouen, 1788. Dans les *Éphémérides du citoyen*, lettre à la Chambre de commerce de Normandie, Dupont de Nemours avait défendu le traité de 1786, et l'avait présenté comme « peut-être le seul garant de la paix entre les deux Empires ». La Chambre de commerce de Rouen lui répond : « Loin de tout cœur français le désir de cette scandaleuse et sacrilège compensation ! La guerre, notamment de nos jours, n'est qu'un fléau passager, qui réveille même l'esprit patriotique et l'énergie de la nation. Mais un tribut payé par la lâcheté ou l'ignorance pour obtenir la paix minerait sourdement notre industrie, notre marine ; et, en avilissant la génération actuelle, ne préparerait pour la génération future que l'inertie, la misère, l'esprit de servitude et de dégradation. » *Réfutation des principes et assertions contenus dans une lettre qui a pour titre : « Lettre à la Chambre de commerce de Normandie »*, par la Chambre de commerce de Normandie. Rouen, 1788.



primitif, l'être d'instinct, l'expansion naturelle de son génie. Il sentait les coalitions se nouer sous terre, comme d'autres, dit-on, entendent l'herbe pousser. Et il était toujours prêt à partir, se trouvant à la guerre, dans son élément, sûr de lui, maître des affaires, avec un objectif, la bataille, et une solution, la victoire. L'y provoquer fut toujours chose trop facile à ses adversaires, et le moyen le plus sûr était de paraître croire et surtout de dire qu'il redoutait la lutte. Les Anglais, en 1802, se servirent de ce moyen avec une habileté consommée.

La polémique se continua sur les envahissements que l'Angleterre reprochait à Bonaparte. « Le roi d'Angleterre, répondait le Consul, n'ayant voulu reconnaître ni la République italienne, ni la République helvétique, l'état du continent ne pouvait être garanti par l'Angleterre puisqu'elle ne le connaissait pas... A l'époque de la paix d'Amiens, et un mois après, nous avions en Suisse 10,000 hommes, en Piémont 30,000 hommes, et, dans la République italienne, près de 40,000 hommes; par conséquent, en demandant l'état tel qu'il était à la paix d'Amiens, ils ne peuvent pas se plaindre de l'état d'aujourd'hui. » Les Anglais, ajoutait-il, n'ont pas laissé, de leur côté, d'opérer des changements aux Indes, depuis le mois de mars 1802. Il serait alors en droit de réclamer l'état des Indes à l'époque de la paix. Il poursuivait : « Quant à la Suisse, elle nous est nécessaire; ce serait un nouveau Jersey, et c'est trop d'un seul avec les émigrés qui y complotent, avec la protection accordée aux brigands, aux évêques rebelles, aux Bourbons [1]. »

La Suisse était le point faible de son argumentation, car, si le traité n'en parlait point, la médiation était notoirement postérieure à la paix. Les Anglais ne manquèrent pas d'en tirer argument. Mais ils ne se sentaient pas en condition de déclarer la guerre; ils se flattaient d'y obliger Bonaparte et d'en rejeter la responsabilité sur son inquiétude et son ambi-

[1] A Talleyrand, 4 novembre 1802.



tion. Ils comptaient, pour l'amener là, sur les incidents de procédure, et ils se décidèrent, avant d'en venir aux mains, à entamer le procès en formes solennelles. C'est ainsi qu'après une première crise, qui avait rempli les mois d'été et d'automne 1802, on en vint à échanger les ambassades. Whitworth et Andréossy rejoignirent leurs postes, moins comme des arbitres de la paix que comme des hérauts d'armes qui vont entamer le duel de paroles, ou plus exactement comme des huissiers, très augustes, qui vont porter de part et d'autre les exploits, commandements et significations comminatoires.

CHAPITRE IV

LA RUPTURE

1802-1803

I

En arrivant à Londres, Andréossy apprit que les ministres demandaient un subside pour porter le nombre des marins de 30,000 à 50,000. Le 14 novembre 1802, Hawkesbury écrit à Whitworth[1] : « Si le gouvernement français engage avec vous un entretien au sujet de l'île de Malte, il est de la plus grande importance que vous évitiez de révéler quoi que ce soit des intentions de Sa Majesté en ce qui regarde l'île. » Le roi déclare, le 16 novembre, qu'il réglera sa conduite sur la situation de l'Europe. Dans la discussion de l'adresse, aux Lords, Grenville dit : « Le royaume est placé dans la plus terrible, la plus critique des situations. Il ne lui reste plus que deux alternatives : préparer la guerre ou se courber sous la volonté de celui qui préside aux destinées de la France. » — « Il vaut mieux, dit Windham, aux Communes, prévenir le coup que le parer. » Canning réclame de vigoureuses mesures de défense. Fox ose démontrer que l'extension de la puissance française a été prévue par les négociateurs du traité ; que ce ne sont point des nouveautés ; que c'est le développement d'un état de choses connu : on ne l'écoute pas. Le ministère demande, le 8 décembre, que le pied de paix soit porté à 130,000 hommes. « La destruction de notre pays est

[1] Oscar Browning, *England and Napoleon in* 1803, Despatches of lord Whitworth. Londres, 1887.



la première vision qui pénètre Bonaparte avec le premier rayon du matin, s'écrie Sheridan ; c'est sa dernière pensée le soir, à quelque déité qu'il s'adresse, Jupiter, Mahomet, la déesse des batailles ou celle de la raison. »

Pitt n'a pas encore reparu au Parlement ; mais il remonte sur la scène, il écrit, il cause. Il dit à Malmesbury : « La France est une puissance factice, cela ne peut pas durer, mon temps reviendra. Quelque grande que puisse être la France, notre revenu égale celui de l'Europe, notre marine est supérieure à celle de toute l'Europe. » Canning incrimine le ministère : « Tôt ou tard, il faudra qu'il agisse, sans quoi le pays est perdu... Il n'y a autre chose que concession, concession, concession ! [1] »

Sur ces entrefaites, Whitworth arrive à Paris. C'est un homme de cinquante ans : « grand, parfaitement beau », de tournure noble, représentant, avec magnificence, un pays prospère et un État altier. Un de ses premiers rapports est pour signaler les vues persistantes de Bonaparte sur l'Égypte et recommander la vigilance. Il tient pour la paix agitée. « Chaque nouvelle année de paix, écrit-il le 1er décembre, tout en affaiblissant le gouvernement consulaire, donnera de la force et du courage à ceux dont c'est le but et l'intérêt de le renverser. De fait, nous entretenons, en maintenant la paix, un état de guerre, contre ce gouvernement, qui est plus décisif et plus dangereux par lui-même que des hostilités déclarées. »

Bonaparte ne s'y trompe pas : l'Angleterre ne rendra pas Malte. Les prétextes de ne point rendre cette ile changent avec les époques : naguère c'était la République italienne, désormais ce sera la Suisse. Bonaparte apprend qu'à Londres les ci-devant fabricants de faux assignats se mettent, chose plus redoutable, à fabriquer de faux billets de la Banque de France ; que les émigrés complotent à Jersey ; que des émissaires anglais parcourent les ports d'Italie ; que les partisans

[1] Canning à Malmesbury, 14 décembre 1802.



de l'Angleterre s'agitent en Hollande et, sous le couvert d'une neutralité louche, travaillent à rompre l'alliance française. Il excite sa polémique, éperonne ses espions ; il refuse d'entendre parler de relations commerciales. « Nous ne paraissons pas être en paix », écrit-il à Talleyrand. La conduite de l'Angleterre est « une injure perpétuelle au peuple français ». Il faut en finir, cependant. C'est une phrase qui revient en tous ses discours : « Le temps de la tranquillité est arrivé en Europe[1]. » Il dit à Markof : « Les flots excités par le dernier orage ne sont pas encore assez calmés pour ne pas faire craindre une nouvelle tempête, et, dans le cas d'une nouvelle explosion, mon parti est pris de faire proclamer l'Empire des Gaules et de marcher à nos ennemis. » C'est l'épouvantail césarien : il se flatte d'en terrifier le continent.

L'acte de médiation de la Suisse se prépare, ostensiblement. Le 10 décembre, Bonaparte adresse aux délégués ce discours qui porte loin : « La neutralité convient seule à la nature de votre pays et à vos intérêts » ; mais, ajoute-t-il : « Je dois vous parler comme magistrat d'un grand pays et ne pas vous déguiser que jamais la France et la République italienne ne pourront souffrir qu'il s'établisse chez vous un système de nature à favoriser nos ennemis. » L'histoire a placé la Suisse entre la République italienne et la France ; l'Angleterre n'a rien à y prétendre. « Je ne puis souffrir que la Suisse soit un autre Guernesey du côté de l'Alsace. Il faut que l'Angleterre ne puisse entretenir en Suisse un seul homme suspect. »

Toutefois, il croyait la guerre sinon évitable, au moins éloignée. Il fait partir l'expédition de l'Inde, et il donne, dans les derniers jours de janvier 1803, ces instructions à Decaen, qui en a le commandement : « Le capitaine général arrivera dans un pays où nos rivaux dominent, mais où ils pèsent également sur les peuples de ces vastes contrées. Il doit donc s'attacher à ne leur donner... aucun motif de discussion et à

[1] Bonaparte à Talleyrand, 18 et 28 décembre ; rapports de Markof, 13 décembre ; de Whitworth, 23 décembre 1802.



dissimuler le plus possible les vues du gouvernement. » Tout en cherchant à lier des relations « avec les peuples ou les princes qui supportent avec le plus d'impatience le joug de la Compagnie anglaise », il s'étudiera à ne donner à cette compagnie aucune inquiétude. « Les Anglais sont les tyrans des Indes; ils sont inquiets et jaloux; il faut s'y comporter avec douceur, dissimulation et simplicité. » Decaen indiquera quelles forces il faudrait pour aider les princes hindous à chasser les Anglais. Puis, revenant à une date qu'il avait déjà plus d'une fois marquée : « Si la guerre venait à se déclarer avant le 1er vendémiaire an XIII-23 septembre 1804..., le capitaine général a carte blanche et est autorisé à se replier sur l'île de France. » Il termine par ces mots qui décèlent sa pensée secrète : « La mission du capitaine général est d'abord une mission d'observation; mais le premier Consul, bien instruit par lui et par l'exécution ponctuelle des observations qui précèdent, pourra le mettre à portée d'acquérir un jour cette gloire qui prolonge la mémoire des hommes au delà de la durée des siècles [1]. »

Le bruit se répand qu'un corps de débarquement de 8,000 hommes se réunit en Corse, noyau d'une future armée d'Égypte. Le retour de Sébastiani confirme ces nouvelles. Sébastiani, important, bourdonnant, arrogant, volontiers enflé de sa personne et boursouflé dans ses discours, a rempli sa mission avec éclat ; il revient avec tapage. Ses propos circulent dans tout Paris. Le 30 janvier 1803, le *Moniteur* publie le mémoire qu'il a adressé, sur sa mission, au premier Consul. Il y accuse les Anglais de différer à dessein l'évacuation d'Alexandrie ; il accuse le général anglais Stuart de l'avoir voulu faire assassiner; il peint l'armée anglaise « un ramassis d'hommes mal armés, sans discipline, usés par les excès de débauche » . — Six mille Français suffiraient aujourd'hui pour reconquérir l'Égypte. Ce pays est resté très favorable à la France. La veille, Bonaparte adressait cette allo-

[1] Henri PRENTOUT, *l'Ile de France sous Decaen*. Paris, 1901.



cution aux délégués suisses : « L'Angleterre n'a rien à faire avec la Suisse ; si elle avait exprimé les craintes que je voulusse me faire votre *landammann*, je le devenais. On a dit que l'Angleterre s'intéressait à la dernière insurrection : si son cabinet avait fait à ce sujet une démarche officielle, s'il y avait eu un mot dans la *Gazette de Londres*, je vous réunissais ! »

Ces mots sont colportés dans toutes les ambassades, en attendant que les journaux les publient. L'effet en est déplorable et très différent de celui qu'en attendait Bonaparte. « On se réunit communément, écrit Markof, à attribuer ces incohérences à un esprit qui a de la tendance vers un égarement complet ; c'est communément l'opinion du principal ministre de tous ses plans politiques. » C'est en Angleterre surtout que le coup porte à faux.

Les politiques voient l'Égypte menacée, la Suisse fermée, c'est-à-dire une porte de côté par où ils exploraient et machinaient en France. Les négociants voient un entrepôt de plus enlevé aux affaires. La Cité lit le discours aux Suisses et le rapport de Sébastiani : le Corse les défie d'agir ici, il menace de les déloger de là ! Le sang monte à la tête de John Bull, il voit rouge, il ferme les poings, et sir John Falstaff cogne sa cuirasse de si formidables coups d'épée que le retentissement en fera évanouir le matamore du continent ! Le ministère Addington se guinde à la hauteur du public. Hawkesbury mande, le 9 février, à Whitworth de déclarer que l'Angleterre ne se dessaisira pas de Malte avant d'être rassurée sur les intentions de Bonaparte au sujet de l'Égypte et de l'empire ottoman. Malte est le gage universel et la garantie de toute réclamation. Whitworth, stylé à Londres par Simon Woronzof, s'était mis en confiance avec Markof, le consultait, lui communiquait tout, et Markof, de ces confidences, nourrissait ses rapports, attisant la jalousie d'Alexandre, aigrissant l'hostilité des ministres.

Whitworth avait conféré avec Talleyrand sur ses instructions du 9 février. Le 18, Bonaparte le fit prier de se rendre



aux Tuileries[1]. Ce fut une de ces grandes scènes de tragédie historique que Bonaparte admirait tant chez Corneille et par lesquelles il se donnait, et donnait, à la postérité, le spectacle, souvent le secret de sa vie. La France, dit-il, a une armée de 480,000 hommes, préparée aux entreprises les plus hardies. L'Angleterre possède une flotte qui la rend maîtresse des mers et que la France n'égalera pas avant dix ans : ces deux puissances sont capables de gouverner le monde, par leur entente, et de le renverser par leurs discordes. « Depuis la paix d'Amiens, j'ai senti, en toute occasion, l'inimitié. Pour avoir la guerre, il suffit de déclarer qu'on la veut... » Il reprit, un par un, les griefs de l'Angleterre : — Le Piémont, la Suisse, ce sont des bagatelles. Tout cela était dans l'ordre naturel des choses et facile à présumer, lorsqu'on traitait à Amiens; il ne fallait pas conclure alors, ou tenir ce qu'on avait promis, nommément à Malte. Quant à l'Égypte : « Si j'avais senti la moindre inclination à m'en emparer par la force, je l'aurais fait, il y a un mois; mais, tôt ou tard, l'Égypte appartiendra à la France, soit par la chute de l'Empire ottoman, soit par quelque arrangement fait avec la Porte. » La France y conserve des intelligences; c'est pour les entretenir qu'il y a envoyé Sébastiani, mission nécessaire à cause des obstacles que l'Angleterre apportait à la paix, c'est-à-dire après le refus d'évacuer Malte. Ces mots le conduisirent à parler de la guerre : une descente était le seul moyen de vaincre les Anglais; mais comment croyait-on qu'arrivé à la hauteur où il était, il risquerait sa réputation, sa vie, dans une entreprise aussi hasardeuse? Si on l'y pousse, toutefois, ce sera une guerre d'extermination, où la France entière le suivra. Il fit alors le tour du continent, montra l'Angleterre sans alliés, dépeignit l'Europe subjuguée par lui : l'Empereur de Russie est très pacifique, l'Autriche ne compte plus! « Il n'a tenu qu'à moi de coucher à Vienne dans le lit impérial! » il discourut, de la sorte, près de deux heures. A peine Whit-

[1] Rapports de Whitworth, 21 février; de Markof, 28 février 1803, d'après le récit direct de Whitworth.

worth put-il placer quelques répliques, mais très affirmatives. « J'ai cru, raconte-t-il, entendre plutôt un capitaine de dragons que le chef d'un des plus puissants États de l'Europe. »

Bonaparte, improvisant son rôle, avait dépassé le personnage qu'il voulait jouer. Talleyrand, en son commentaire, tâcha d'adoucir l'algarade. La dépêche qu'il écrivit à Andréossy, le jour même, n'en concluait pas moins à des propositions fort pressantes : évacuation de Malte et d'Alexandrie, expulsion de Georges, répression de la presse. Le lendemain, 20 février, le *Moniteur* inséra l'*Acte de médiation du premier Consul entre les partis qui divisent la Suisse*. Le *Recès*, acte par lequel la Diète germanique consacrait le remaniement de l'Allemagne, était prêt et la signature n'en était plus qu'une formalité [1]. Ce même jour, 20 février, Bonaparte publia, sous forme de message adressé au Sénat et au Corps législatif, un exposé de la situation de la France. C'est la plus splendide revue politique que jamais chef d'État ait passée en Europe. Toutefois, pour célébrer la paix magnifique, il ne la présentait encore qu'à titre d'espérance. « Le gouvernement garantit à la nation la paix du continent, et il lui est permis d'espérer la paix maritime. » Il y fera tous les sacrifices compatibles avec l'honneur. Mais si un parti, en Angleterre, a conclu la paix et désire la maintenir, un autre « a juré à la France une haine inplacable » ; d'où une attitude à la fois pacifique et menaçante. — « Tant que durera cette lutte des partis, il est des mesures que la prudence commande au gouvernement de la République ; 500,000 hommes doivent être et seront prêts à la défendre et à la venger. » Il répondait d'ailleurs du triomphe final, et en une phrase aussi présomptueuse de sa part que méprisante pour les Anglais : « Quel que soit à Londres le succès de l'intrigue, elle n'entraînera point d'autres peuples dans les ligues nouvelles ; et le gouvernement le dit avec un juste orgueil : seule l'Angleterre ne saurait aujourd'hui lutter contre la France. » Et l'Angleterre sera seule à lutter!

[1] Il fut signé le 25 février 1803.



II

Cependant, ce jour-là même, Bonaparte reçut un avertissement significatif. C'était une note de Markof, sur des instructions qui lui arrivaient de Pétersbourg. L'Empereur est surpris du ton que prend le premier Consul : « Ce n'est pas celui qui doit exister entre des États indépendants. Sa Majesté ne veut ni commander, ni que personne lui commande. » Puis, cette allusion directe à l'Égypte : « L'Empereur, satisfait du lot que la Providence lui a assigné, ne songe à s'agrandir d'aucun côté : il entend que personne ne s'agrandisse aux dépens de la Turquie. Que le premier Consul rassure sur cet article, la paix avec l'Angleterre sera facilitée. » Et, en attendant, la Russie rassure les Anglais. Le chancelier de l'Empire mande à Simon Woronzof, à Londres : « Les intérêts de la Russie et ceux de l'Angleterre ont tant de points communs entre eux que ces deux puissances peuvent se considérer comme alliées sans avoir besoin de l'écrire sur le papier [1]. »

Les « amis de l'Angleterre » travaillent à semer l'alarme, à montrer la guerre imminente, à en rejeter toute la responsabilité sur Bonaparte ; et ils y réussissent. Talleyrand, qui les fait souffler par ses « affidés », qui ménage Londres, qui cherche surtout à s'insinuer près d'Alexandre, est représenté par eux, comme il se représentera lui-même dans ses Mémoires, comme « un homme d'un très grand esprit... ayant dans la tête le courage que l'on a dans le cœur » ; conseiller sage, mais peu écouté, d'un maître très imprudent ; modérateur de la France en Europe ; déplorant les actes auxquels il collabore, la politique dont il est l'instrument, et insinuant que dans l'intérêt même de la France une résistance de l'Angle-

[1] Novembre 1802. MARTENS, t. XI.

terre, une résistance surtout de la Russie, seraient un bienfait pour le monde et sauveraient la paix.

Joseph Bonaparte, toujours aux aguets de la diplomatie, gémissant du joug qu'il subit de son cadet, colporte, en les blâmant sournoisement, les intempérances de langage du Consul, les emportements de sa polémique. Il condamne une guerre qui menace d'ensanglanter l'Europe, une guerre que l'on peut éviter; que, dira-t-il peu après, « sans l'extravagante mission de son Sébastiani, nous n'aurions jamais eue » . Il laisse fronder autour de lui. Il écoute volontiers son confident et ami, Miot, lui répéter : « La France ne partage pas cette susceptibilité politique, seul motif qu'on produise et qui tend à rallumer un nouvel incendie... La paix est le véritable objet de la nation. » Et Joseph se sent l'homme de la nation. Il ne lui déplaît point qu'on le murmure dans les salons où fréquentent les diplomates. « Le traité d'Amiens, écrit Mme de Staël, fut conclu lorsque les succès de Bonaparte en Italie le rendaient déjà maître du continent; les conditions en étaient très désavantageuses pour les Anglais, et, pendant l'année qu'il subsista, Bonaparte se permit des empiétements tellement redoutables, qu'après la faute de signer ce traité, celle de ne pas le rompre eût été la plus grande. »

Les Anglais sont persuadés que la guerre détruira le charme et déchirera le voile qui cache aux yeux des Français l'égoïsme et l'ambition outrée de Bonaparte; ils cesseront de voir en lui l'héritier de la Révolution; ils découvriront le condottiere qui en abuse. Les complots contre son gouvernement et contre sa personne en seront facilités. On parle de factions dans l'armée, notamment dans celle de l'Ouest, où commande Bernadotte, et c'est précisément dans ces pays, où la sédition couve toujours, que les émigrés méditent un débarquement, quelque coup fourré sur Brest : l'Angleterre y recommencerait le jeu de Toulon, en 1793. Ce n'est pas le cas d'expulser Georges et « ses officiers » . Un agitateur, intrigant et policier, Méhée de la Touche, se présente au *Foreign Office*, voit M. Hammond, livre des papiers qu'il a volés à Paris et offre



ses services. On l'éconduit « vu l'état de paix » ; mais, « si les circonstances changeaient », on accepterait ses offres avec plaisir. Or les « circonstances » tendent à changer. Comment les Anglais proscriraient-ils les Bourbons, quand ils se figurent que tant de Français sont résignés à la paix, même sans la Belgique et sans le Rhin; que la « faction des anciennes limites » fait cause commune avec celle des « amis de l'Angleterre » et que tous les opposants au Consul, républicains, royalistes ou constitutionnels, communient dans la même foi et la même complaisance à l'Angleterre? Cette « paix anglaise », les Bourbons seuls la signeraient, et l'Angleterre se trouve avec Louis XVIII et Bonaparte dans les conditions où se trouvait Louis XIV avec Jacques II et Guillaume III : les droits sacrés de l'hospitalité couvrent les calculs de la politique. Talleyrand adresse, le 1er mars, à Andréossy un mémoire sur les mesures que l'Angleterre réclama de la France, pour l'expulsion des Stuarts, en vertu de l'article 19 du traité d'Aix-la-Chapelle : « Il vous sera facile, dans vos conversations, d'établir l'analogie des circonstances. » L'analogie la plus claire, c'est que la paix ayant été signée le 18 octobre 1748, le 16 avril 1755, avant que la guerre fût déclarée, l'amirauté anglaise ordonnait aux marins d'attaquer, capturer et détruire les vaisseaux français qu'ils rencontreraient [1].

Ce n'est plus du Canada qu'il s'agit, ni même directement des Indes; les Anglais en sont maîtres; mais ils veulent tenir les embarcadères et les routes : Amsterdam, Anvers du côté des Indes occidentales; la Méditerranée, l'Égypte du côté des orientales. Pour Nelson, la Méditerranée est la cause vraie du conflit, le champ de rivalité, le champ de bataille. Il voit, il montre trois points sur la carte : Gibraltar qu'ils tiennent, Alexandrie qu'ils auraient tort d'évacuer, Malte qu'ils ne rendront pas. « Je considère, dit-il, Malte comme une station des plus importantes sur la route de l'Inde... J'espère que nous ne l'abandonnerons jamais. » Et Simon Woronzof : « Tel qu'il

[1] Richard Waddington, *Louis XV et le renversement des alliances.*



soit (le ministère anglais), son système sera toujours celui d'anéantir la France, comme son unique rivale, et régner après despotiquement sur l'univers entier. Il a laissé faire Bonaparte pour avoir un prétexte à déclarer la guerre. Il veut garder Malte et l'aura ; et, à la chute de l'Empire ottoman, il s'emparera de l'Égypte. » Markof enfin, après l'événement accompli et le rappel de l'ambassadeur anglais à Paris : « Ce fut un dernier trait de lumière pour moi que l'Angleterre voulait fortement, sinon la guerre, du moins l'annulation du traité d'Amiens, qui serait l'effet du premier coup de canon tiré de part et d'autre. »

III

Au reçu du rapport de Whitworth sur la scène du 18 février, Hawkesbury, très ému, se demanda s'il ne convenait pas de publier le récit. Malmesbury l'en détourna, sauf à élever le ton et à montrer les dents. « Bonaparte, lui dit-il, est un spadassin ; il recule quand on avance ; il avance quand on recule. » — « Il doit être fou », opina Hawkesbury. « L'extravagance et la violence qui se montrent dans sa conversation gouvernent sa conduite, et le jetteront dans les dernières extrémités, peut-être contre son jugement », écrivait Pitt. Et après la lecture du rapport de Sébastiani : « Je le tiens pour un exposé authentique et public des plans de Bonaparte ; de l'espoir qu'il nourrit de se trouver en mesure d'ordonner en maître... Nous devons nous attendre, si nous lui cédons maintenant, à nous voir obligés, au bout de quelque temps, de lui laisser prendre l'Égypte et les Sept-Iles... Je ne puis m'empêcher de conclure qu'une guerre immédiate et certaine serait un moindre mal qu'une concession aussi dangereuse et aussi honteuse. » Il concluait : « Nous devons être préparés à la possibilité d'une rupture immédiate, et, tout de suite

après, ou plutôt en même temps, à une tentative de sa part pour nous frapper, dès le premier abord, à quelque endroit sensible[1]. »

De là à prendre les devants, il n'est qu'un pas. Ils le franchirent, et d'autant plus délibérément qu'ils étaient avertis par Simon Woronzof de la note remise par Markof à Talleyrand : ils se savaient soutenus par la Russie, et ils ne doutaient pas de l'entrainer. Ajoutez les « amis » de Paris et les rapports de Whitworth. Andréossy lui-même confesse que le peuple est contre la guerre, que la moitié de l'armée est jacobine, que Bonaparte est hors d'état de faire campagne. L'occasion est bonne, note Malmesbury dans son *Journal*.

Les ministres, qui désormais ne font rien sans Pitt, découvrent leur jeu. Alexandrie est évacuée, mais ils réclament Malte à titre de compensation et à titre de gage, qu'ils garderont tant que le premier Consul ne les rassurera pas sur l'Égypte[2]. On parle du retour de Pitt au ministère. Pour répondre au message de Bonaparte du 10 février, à ses 500,000 hommes, à sa déclaration insolente que l'Angleterre seule n'est pas de taille, le roi, le 8 mars, demande de nouveaux subsides. Alors qu'ils savent par Whitworth lui-même qu'il ne se fait aucun armement dans les ports de France, le 10 mars, ils rappellent la milice ; le 11, le Parlement vote une levée de 10,000 marins. Les émigrés bourdonnent, remuent, paradent. Le comte d'Artois joue au souverain au milieu de ses fidèles, toujours à la veille de l'héroïsme, de l'embarquement, de la restauration. Bonaparte leur avait fait passer des offres assez étranges : une indemnité, une satisfaction quelconque, en argent, moyennant quoi le prétendant renoncerait, en forme, à ses droits ; son frère et ses neveux se retireraient loin, très loin, à Moscou. Il en avait été question, en août 1802, entre Talleyrand et Markof. Le propos

[1] Pitt à son frère, 28 février ; 2 mars ; *Journal de Malmesbury*, 16, 20, 26, 27 février ; 2, 9 mars 1803.

[2] Rapports d'Andréossy, 24 février, 1er mars ; Hawkesbury à Whitworth, 28 février 1803.



reprit, en février 1803, par l'entremise du roi de Prusse. Ce n'était pas l'heure, pour les Bourbons, de se désavouer eux-mêmes, de s'*avilir*, comme le disait crûment Talleyrand, jugeant de ce mot l'acte qu'il était chargé de procurer. Ils ont tout refusé, écrit le roi de Prusse [1].

Andréossy, fort novice aux escarmouches d'ambassade, se sent quelque peu étourdi et chancelant. De sa personne, d'ailleurs, il incline aux opinions des entours de Joseph, de Miot, et ses propos intimes concordent singulièrement avec ceux qu'échangeait, au mois d'août précédent, son collègue de Vienne, Champagny, avec le plus enragé et acharné ennemi de la République et de Bonaparte, le comte d'Antraigues. Un camarade de jeunesse d'Andréossy, le comte de Guilhermy, homme de confiance de Louis XVIII, le vient visiter en son ambassade. Andréossy lui confie ses inquiétudes sur l'instabilité des choses de France. Il croit, en cas d'événement, que les jacobins reprendront le pouvoir si les royalistes ne sont pas en mesure. Il fait grand cas de Pichegru. Il estime d'ailleurs, prenant à la lettre les déclarations officielles qu'il reçoit à Londres, que Bonaparte seul pousse à la guerre et qu'il ne tiendrait qu'à lui de l'éviter, ce qui est précisément le jeu joué par les Anglais. « Tel est, citoyen ministre, écrit-il à Talleyrand, le 17 mars 1803, l'état des esprits et des choses. Je crois qu'on peut encore tout ramener à la paix. Les mesures que prendra la France et la détermination du premier Consul décideront du sort du monde. »

IV

Après divers retardements, Bonaparte s'était décidé à faire partir Decaen. Ce général quitta Paris le 16 février, et Brest

[1] Rapports de Markof, 21 avril, 16 octobre 1802. Lettres de Frédéric-Guillaume à Alexandre, 11 février, 29 mars 1803. Bailleu.



le 6 mars, avec la petite expédition destinée à reprendre possession des comptoirs des Indes que les Anglais devaient restituer. Bonaparte croyait donc encore à la prolongation de la paix; il ne se disposait certainement point à la rompre : c'eût été livrer aux Anglais Decaen, ses soldats et l'escadre qui les portait. Le 11 mars, au matin, il reçut le texte du message royal du 8. C'était la guerre, et très prochaine. A la précipitation, à la complexité de ses mesures dans cette matinée du 11, on voit bien qu'il est pris au dépourvu. Il piétine la terre, comme pour en faire sortir des marins, des soldats, des auxiliaires. Il commande à Decrès des bateaux plats, qui devront être réunis à Dunkerque, à la fin de septembre. Il rassemble les pièces de la lourde machine de guerre, la machine toujours branlante et disloquée des alliances, tâchant de déjouer la diplomatie anglaise, de la prévenir partout. Il écrit au roi d'Espagne, il le presse de mettre en état sa flotte désarmée : « L'Angleterre veille toujours; elle n'aura de repos qu'elle ne se soit emparée des colonies et du commerce du monde. » Il harcèle les Bataves; il avertit Melzi, qu'il trouve mou.

Il ne suffit pas de crier aux alliés : Garde à vous! Il faut occuper les positions offensives. Bonaparte n'a garde de méconnaître le conseil que Frédéric soufflait, en 1755, aux ministres de Louis XV, aveugles et sourds : « Toute leur conduite de modération ne leur fera différer ni éviter la guerre générale que l'Angleterre leur destine... Savez-vous le parti que je prendrais dans les circonstances présentes, si j'étais le roi de France? Je ferais marcher, dès que la guerre serait déclarée ou que les Anglais auraient commis quelque hostilité contre la France, un corps considérable de troupes en Westphalie pour les porter tout de suite sur l'électorat de Hanovre. C'est le seul moyen de faire chanter ce... » Ici, un mot fort libre, désignant le roi d'Angleterre. Au lieu de dissimuler ses troupes et de les engager dans le nord de l'Allemagne, Bonaparte préférerait — c'est une tradition du Comité de salut public — y placer le roi de Prusse, ce qui serait du même coup



le lier à la France et l'engager contre l'Angleterre. Il envoie Duroc à Berlin, avec cette instruction : « Il faut trancher le mot; le projet du premier Consul, si le cabinet britannique persévère, est d'envahir sur-le-champ le Hanovre. » Mais Duroc fera entendre le fin des choses, le sens caché de la lettre que le premier Consul adresse à Frédéric-Guillaume : « Votre Majesté sait combien je désire, dans toutes les circonstances, lui être agréable... »

En même temps que la Baltique, la Méditerranée. Bonaparte réoccupera Otrante et Tarente si les Anglais n'évacuent pas Malte. Le roi des Deux-Siciles en est prévenu. Le général Colbert part pour Pétersbourg avec une lettre qui en avertit Alexandre et réclame « son intervention ».

Ces lettres au roi d'Espagne, au roi de Prusse, à l'empereur de Russie, à Melzi, sont écrites dans la matinée du 11 mars. Ce jour-là, Talleyrand dinait chez le ministre de Prusse, Lucchesini, avec Whitworth, Berthier et Decrès. Au sortir de table, Talleyrand, non sans quelque solennité voulue, invita les ministres de la guerre et de la marine à retourner à leurs ministères où des ordres pressants les attendaient; puis il emmena Whitworth dans un salon voisin. Il lui signifia que, si l'Angleterre ne fournissait pas des explications sur ses armements, le premier Consul ferait entrer 20,000 hommes en Hollande, formerait un camp sur les frontières du Hanovre, un autre à Calais, et occuperait Tarente. On remarqua que Whitworth, en entrant au salon, paraissait fort ému [1].

Le 13 mars, il y avait réception chez Mme Bonaparte. Whitworth s'y rendit, paré pour la bataille, en gentilhomme qui va sur le terrain, parfaitement calme, hautain, d'une impertinence à peine voilée par les formes d'une extrême courtoisie; lent de paroles, sobre de gestes, magnifiquement vêtu, la distinction même, un lord de la tête aux pieds [2].

[1] Rapports de Lucchesini, 12 mars; note de Talleyrand à Withworth, 12 mars; Talleyrand à Andréossy, 12 mars 1803.

[2] Relations de Whitworth, 13 mars; de Markof, 16, 17 mars; de Talleyrand à Andréossy, 13 mars; à Hédouville, 16 mars; à Bignon, à Berlin, 16 mars.

Bonaparte l'aborde, agité : « Ainsi vous voulez la guerre ! — Non, premier Consul ; nous sommes trop sensibles aux avantages de la paix. — Nous nous sommes battus pendant quinze ans. — C'en est déjà trop. — Mais vous voulez faire la guerre quinze années encore, et vous m'y forcez... Le roi d'Angleterre a dit dans son message que la France préparait des armements offensifs ; il a été trompé : il n'y a dans les ports de France aucun armement considérable, étant tous partis pour Saint-Domingue. Il a dit qu'il existait des différends entre les deux Cabinets. Je n'en connais aucun. Il est vrai que l'Angleterre doit évacuer Malte ; Sa Majesté s'y est engagée par le traité. » Whitworth explique les intentions du roi : le message est une forme constitutionnelle, il n'a rien d'une provocation ; tout s'arrangera, il l'espère, par des explications amicales. « Il n'y a pas à en donner, reprend Bonaparte, sur des stipulations aussi claires et aussi positives que celles du traité d'Amiens. » Puis, se détournant : — « Très bien ! Nous nous battrons dans quinze jours ! » — Markof se trouvait près de lui, il avait tout entendu ; il insinue quelques phrases de politesse, conciliantes. Azara, l'ambassadeur d'Espagne, se tenait près de Markof. Bonaparte reprend, s'adressant aux deux : — « Je ne demande pas mieux ; mais : Malte ou la guerre ! » Alors, élevant la voix comme indigné : — « Les Anglais veulent la guerre ; mais s'ils sont les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la remettre. Ils ne respectent pas les traités. Il faut dorénavant couvrir les traités du crêpe noir. » Après cette sortie, il s'adoucit, s'entretint avec Markof du départ de Colbert pour Pétersbourg, revint à Whiworth et, d'un ton de courtoisie, s'informa de la santé de lady Whittworth. « Elle est restée à la maison pour garder un de ses enfants malade, répondit l'ambassadeur. — Vous avez, repartit Bonaparte, passé ici une mauvaise saison ;

Mémoires de la duchesse d'Abrantès. Les textes fondamentaux sont ceux de Whitworth et de Talleyrand, du 13 mars, écrits sous l'impression même. Les autres sont recomposés, des discours. — Portrait de *Whitworth*, par Turner, au Louvre.



je souhaite que vous restiez la bonne. » Mais, s'agitant de nouveau : « Il n'y a pas d'apparence après ce qui vient d'arriver. » Et ne se contenant plus : « Pourquoi des armements ? Contre qui des mesures de précaution? Je n'ai pas un seul vaisseau de ligne dans les ports de France; mais, si vous voulez armer, j'armerai aussi; si vous voulez vous battre, je me battrai aussi. Vous pourrez peut-être tuer la France, mais jamais l'intimider. — On ne voudrait, dit Whitworth, ni l'un ni l'autre; on voudrait vivre en bonne intelligence avec elle. — Il faut donc respecter les traités. Malheur à ceux qui ne respectent pas les traités ! Ils en seront responsables à toute l'Europe. » Sur ces mots, il rompit le cercle qui s'était formé autour de lui, et, « suffoquant de colère », sortit en criant : « Malte ou la guerre, et malheur à ceux qui violent les traités ! »

Plus de cinquante personnes assistaient à la scène. Les courriers diplomatiques en portèrent des relations à Berlin, à Pétersbourg, à Vienne. Il ne fut bruit d'autre chose dans Paris. Le 15 mars, au Conseil d'État, on discutait un projet de loi sur la Banque de France. Un ancien membre, très modéré, du Comité de l'an III, Defermon, exprima la crainte que les circonstances ne nuisissent au succès de la Banque. « Les Romains assiégés envoyèrent une armée en Afrique, dit Bonaparte. Si nous avions la guerre, ce qui ne paraît pas présumable, je voudrais diminuer les impôts de trente millions. Nous vivrions en Europe, en Hanovre. » Le roi d'Angleterre payerait les frais de la guerre. Il rapporta les paroles qu'il avait adressées à Whitworth et il ajouta : « La France ne peut reculer là-dessus — Malte — sans reculer sur tout le reste. Ce serait contraire à l'honneur. Il vaudrait mieux périr. Si l'on cédait sur ce point, ils demanderaient Dunkerque. Ces temps-là sont passés, nous ne sommes plus ce que nous étions. Nous ne serons pas les vassaux de l'Angleterre... Les Anglais ont été habitués à mener le continent, et, pour peu qu'ils trouvent actuellement de résistance, ils y sont très sensibles. Tant pis pour eux ! »



Dans le même temps, Markof écrivait à Pétersbourg après une conversation avec l'un « des plus affidés » de Talleyrand, Choiseul-Gouffier : « L'*explosion* sera sous peu, on en sera quitte pour le fracas. Bonaparte est hors d'état de porter à son ennemi aucune atteinte directe. Tout ce qu'il peut exécuter, au moins cette année-ci, est de vexer le royaume de Naples en y faisant subsister un corps d'armée. » Les Anglais ne céderont point[1]. « Je pense, disait Whitworth à son collègue de Russie, que ma cour voudrait peut-être se prévaloir des avantages dans la position actuelle, qui la mettent à même de porter à la France des coups très sensibles, sans en avoir rien à craindre, pour demander, en Italie, et même ailleurs, un ordre de choses plus tolérable. Trop convaincue des vastes projets que l'ambition insatiable de Bonaparte lui suggère, elle est déterminée à saisir le moment actuel pour y mettre des bornes. » Joseph Bonaparte en convient. « Mon frère, dit-il à Whitworth, a trop abusé de son ascendant. » Joseph a essayé de le modérer, mais il s'est fait éconduire ; il a dû se retirer à Mortefontaine. Néanmoins, poursuit Markof, l'attitude de l'Angleterre a produit déjà deux très bons effets : « abattre l'orgueil du premier Consul et désabuser les puissances de l'opinion où elles étaient tombées que rien ne pouvait lui résister. »

On lit dans la correspondance royaliste (4-12 avril) : « Les nouvelles sont à la guerre. Il est certain que Bonaparte ne la veut pas ; mais il paraît que l'Angleterre la veut. » Bonaparte écrivait à Melzi, le 2 avril : « Je vous dis, pour vous seul, que je ne pense pas que ce commencement de querelle ait de suite, et que je présume que tout s'arrangera suivant la teneur du traité d'Amiens. » Cependant, il avait envoyé un navire à la recherche de Decaen, avec l'ordre pour le général de s'arrêter à l'île de France (25 mars 1803). Et Markof concluait, au milieu d'avril : « Je suis très porté à croire qu'il cédera à l'Angleterre sur l'article de Malte, dans la crainte de

[1] Rapports de Markof, 17 mars, 4 avril 1803.



voir la guerre se renouveler, événement qu'il redoute, à cause du manque absolu des moyens à parer les premiers coups, qui mettraient dans le plus grand danger les restes de la marine française, la sûreté de ses possessions et particulièrement celles de l'Amérique espagnole... Les fonds continuent à baisser. »

Malte devenait le point de mire de toute l'Europe, le rocher où s'accumulent les nuages et qui annoncent, selon la direction qu'ils prennent, le beau temps où la tempête. Si les Anglais l'abandonnent, la France écrase l'Europe, Bonaparte se proclame empereur d'Occident! Si Bonaparte y laisse les Anglais, c'est la retraite qui commence, et bientôt la déroute de la Révolution : il aura suffi, comme à Saint-Jean-d'Acre, de lui tenir tête pour déshabiller le fantoche et dissiper l'épouvantail! Le prestige repasse à l'Angleterre, qui paraît se cramponner avec le plus d'acharnement, qui parle avec moins d'emphase, mais avec plus d'autorité. Si l'Angleterre est encore isolée, le continent tourne à la neutralité bienveillante. Duroc est éconduit à Berlin, très poliment; mais ils sont repus, ils tiennent à digérer en repos. « Que les Anglais exercent le despotisme sur les mers, c'est un très grand inconvénient, je l'avoue, dit Haugwitz; mais le despotisme continental est infiniment plus dangereux. » Et voilà le fruit, très mûr désormais, de tant de sollicitations, d'offres de suprématie, d'Empire même; de tant de lieues carrées de terre allemande, de tant d'âmes d'Allemands, promises par tous les gouvernements de la République depuis dix ans et distribuées naguère par Bonaparte.

La Prusse demeure ce qu'elle a toujours été. La Russie indique ce qu'elle sera. Alexandre diffère de répondre : c'est le carême, temps d'abstinence; puis viennent les pieux devoirs de la Semaine sainte! Quand il écrit, à la fin d'avril, c'est pour se dérober : « Quoique la conduite de l'Angleterre paraisse, en ce moment, contraire à la lettre du traité d'Amiens, je ne me permettrai ni de la défendre, ni de la blâmer. » Il regrette, toutefois, qu'elle se soit mise dans son tort, et il le

mande à Simon Woronzof : « Je dois avouer que dans cette occasion, du moins en apparence, le gouvernement anglais a agi contre la lettre du traité d'Amiens, et que, juridiquement, il n'a pas le droit en sa faveur, s'étant obligé à l'évacuation de Malte en des termes déjà remplis ou qui peuvent l'être quand il voudra. » Il offre une médiation, qui serait « franche, si l'Empereur n'était pas influencé par son ministère », mande Hédouville, enguirlandé, comme le devaient être tous les envoyés français près d'Alexandre, et entêté de cette chimère : deux Russies, l'une hostile à l'alliance française, et c'est tout le monde; l'autre favorable, et c'est l'Empereur tout seul. A la vérité, cet autocrate est incapable ou de vouloir par lui-même ou d'accomplir ce qu'il veut!

En Batavie, la France récolte ce qu'elle a semé depuis que Pichegru a conquis et Sieyès régenté cette République. Ils ne rêvent que neutralité. Sous le manteau, ils négocient avec Londres. Sémonville les soupçonne de vouloir livrer Walcheren aux Anglais. Ce n'est pas un allié sur qui la France puisse compter; c'est un avant-poste que l'armée française doit occuper très fortement si elle ne veut en être délogée, et l'ennemi est dans la place.

Il faudra donc, sur terre et sur mer, procéder à de formidables armements : envoyer en Hollande, à Tarente bateaux plats, canons et régiments; opérer, en cas de guerre continentale, contre l'Autriche et la Russie, diversion classique; il faudra des millions, et le Trésor n'en a point. Les ressources extraordinaires sont taries avec la guerre. La nation française, à peine remise au travail, se rebellerait contre de nouveaux impôts. Tout l'édifice financier, à peine construit, s'écroulerait. Le billet de banque tomberait dans la banqueroute, se ravalerait à la valeur des assignats. Un seul moyen de se procurer de l'argent : céder des terres. Bonaparte n'a plus la ressource des biens nationaux, mais il a les terres conquises. L'échec de l'expédition de Saint-Domingue l'a détourné pour jamais de l'Amérique. La Louisiane n'a plus pour lui de raison d'être. Les vues qu'on lui prête sur le Mexique inquiètent les États-



Unis, et il a besoin des États-Unis contre l'Angleterre. « Le jour où la France s'emparera de la Louisiane, avait dit le président Jefferson, elle prononcera la sentence qui la renfermera pour toujours dans la ligne tracée le long de ses côtes par le niveau des basses mers; elle scellera l'union de deux peuples qui, réunis, peuvent être maîtres exclusifs de l'Océan ; elle nous contraindra à nous marier avec la flotte et la nation anglaises. » Bonaparte avait besoin d'argent, ils en avaient à placer; ils le placèrent « en propriétés », dont Bonaparte avait de quoi revendre. Ainsi fut conclu, à Paris, le 28 avril 1803, le traité de cession de la Louisiane aux États-Unis, pour 80 millions de francs. On a beaucoup dit que Bonaparte vendit des hommes ; il faut dire aussi que Jefferson en acheta ; l'un toucha l'argent, l'autre prit les âmes; il y eut trafic, où l'on est toujours au moins deux à compter, et l'intérêt de cette opération est qu'elle se fit entre deux Républiques, démocratiques toutes deux et qui, toutes deux, avaient affiché sur les murs, à côté de leur acte de naissance, une Déclaration des droits des hommes ! Décidément le partage de la Pologne, conçu et accompli par deux princes philosophes, Frédéric et Catherine, demeurait, en matière de droit public, le dernier mot du siècle des lumières. La République française, après s'être identifié cette politique, à Rastadt, venait de la consacrer en Allemagne par le grand *Recès* de Ratisbonne, et c'était le seul lien de droit entre les pouvoirs sortis de l'ancien régime et les pouvoirs issus de la Révolution, entre la vieille Europe et la jeune Amérique!

La cession de la Louisiane, ainsi vendue aux Yankees, avant même que la France en eût pris livraison, parut une offense aux Espagnols, qui l'avaient, en gentilshommes, restituée à la France... en échange de l'Étrurie. Ce fut un motif de plus pour eux de se dérober à une alliance aussi humiliante, pensaient-ils, pour leur honneur qu'onéreuse à leurs finances et dangereuse pour leur domination dans l'Amérique du Sud. Godoy négociait à la Beaumarchais : servile, bavard, hâbleur, insaisissable. Il montrait les arsenaux vides, les vais-

seaux désemparés; étalant la misère de l'État, comme d'autres leurs richesses et, sous le manteau, il causait de neutralité avec les agents d'Angleterre. Autant de motifs pour Bonaparte de « filer » les négociations et d'ajourner la rupture: autant de motifs pour les Anglais de la précipiter.

V

« Je rencontre chez Bonaparte, écrivait Whitworth, un grand désir de négocier » et « d'éviter la rupture si c'est possible [1] ». Mais le cabinet anglais y mettait des conditions que Bonaparte, on le savait à Londres, n'accepterait jamais : Malte, à perpétuité à l'Angleterre ; évacuation par la France de la Hollande et de la Suisse ; en compensation reconnaissance de l'acquisition de l'île d'Elbe par la France, du royaume d'Étrurie, de la République italienne et de la République ligurienne, moyennant une indemnité au roi de Sardaigne, en Italie [2]. Bonaparte refuse Malte ; mais il fait insinuer par Talleyrand et Joseph la cession d'une autre île : Lampedusa, Corfou, Chypre même. Le cabinet anglais réplique : il lui faut être maître de Malte pour se sentir rassuré sur l'Égypte; il propose ou le gouvernement civil de l'île donné à l'Ordre, avec une garnison anglaise à perpétuité, ou la cession pure et simple de l'île à l'Angleterre pour dix années : dans l'une et l'autre combinaisons, Bonaparte s'emploierait à leur procurer Lampedusa [3]. Cette ouverture officielle se double d'une négociation secrète qui montre à quel point les ministres anglais se croyaient sûrs des partisans qu'ils avaient à Paris, de leur zèle et de leur influence.

Un sieur Huber, citoyen suisse, ami de lord Auckland et

[1] Rapports des 27, 29 avril, 4 mai 1803.
[2] Note à Andréossy, 2 avril; Hawkesbury à Whitworth, 4 avril 1802.
[3] Rapport de Whitworth, 11 avril ; Hawkesbury à Whitworth, 13 avril 1803.

qui entra plus tard dans le service de la trésorerie, résidant alors à Paris et fort répandu dans le monde des *amis de l'Angleterre*, fut chargé d'insinuer que si Bonaparte cédait sur l'article de Malte, le cabinet de Londres ne s'opposerait pas à la transformation de son Consulat à vie en pouvoir héréditaire : à cette insinuation se joignait l'arrière-pensée d'un traité de commerce. Huber porta ces paroles à Regnaud de Saint-Jean-d'Angély et à Joseph Bonaparte qu'il supposait, naturellement, intéressé dans l'affaire, puisque de frère du consul, de citoyen frère, il passerait altesse, *Monsieur*, et prince du sang! Mais Bonaparte n'en voulut rien entendre. Il lui parut que ce mélange de couronne et de tarifs, de trafic de dynastie et de commerce le ravalerait devant la nation; que la France qui l'élèverait peut-être au trône pour combattre les Anglais, surtout pour les avoir vaincus, ne lui pardonnerait pas de céder Malte pour acheter la reconnaissance par l'Angleterre de sa « promotion » à l'Empire. L'*Empire des Gaules*, dans sa pensée, était sa grande machine de guerre contre les Anglais, non un titre de courtoisie octroyé par le roi George. Enfin, persuadé que les Anglais ne rendraient point Malte, la proposition lui parut un piège. « Malte ou rien » demeura donc sa maxime.

Le 23 avril, Hawkesbury renouvela ses réclamations, et sa dépêche prit la forme d'un *ultimatum*. Whitworth, en cas de refus, demanderait ses passeports. Le premier Consul aurait jusqu'au 2 mai pour faire connaître sa réponse.

Whitworth reçut cette dépêche le 25 avril et, le 26, en remit la teneur à Talleyrand. Le 28 avril, fut portée une loi sur les douanes qui ne laissait point jour à des arrangements de commerce avec l'Angleterre. Ce fut une perturbation générale dans le monde des affaires et parmi les « amis de l'Angleterre ». — « Ce qui restait d'amis de la liberté, rapporte Miot, n'envisageaient, dans les revers que la guerre pourrait amener, que ruines et désastres, et, dans les succès, qu'un moyen de plus pour le premier Consul d'arriver au terme de son ambition. » — « Ce ne sont, mande Lucchesini, que

« récriminations » contre « les trop vastes projets de domination du Consul ». C'est lui seul qui s'est attiré cette redoutable réplique ; on envisage la note de Whitworth « avec plus de regrets que d'animosité ». — « Le gouvernement anglais, écrivait quelques mois après un autre ami de Joseph, est le seul obstacle qui s'oppose encore à l'exécution des projets ambitieux : il faut le renverser[1] ! »

Voilà tout ce monde en mouvement, en intrigues. Huber écrit à Whitworth, le 3 mai, après une tournée chez les partisans de la paix : « Votre Seigneurie sait que, comme caractère, situation et facultés, ils forment une très forte phalange et une très avantageuse association. Joseph Bonaparte, le meilleur de la famille... Regnaud de Saint-Jean d'Angély, son intime ami et confident, sont en fureur contre le premier Consul... M. Malouet, homme de moralité, de caractère, est un membre essentiel de cette petite phalange. Le sénateur Fouché, homme très différent des précédents au point de vue de la moralité, est notoirement remarquable par ses facultés, son énergie, son indépendance d'esprit ; en cette occasion, il a été un grand et hardi avocat de la paix, et il osa seul combattre l'orgueil aveugle et l'ambition du Consul. Quant à M. de Talleyrand, vous savez, milord, que son intérêt comme ministre et comme individu est si décidément lié à la paix qu'on peut compter sur son aide, si quelque incident lui donne cette influence que son manque d'énergie lui refuse. »

Lucchesini écrit, dans le même temps et sous la même inspiration : « Talleyrand ne conseilla ni n'approuva la mission du colonel Sébastiani, et moins encore la publication des rapports insultants et indiscrets. » Il s'est opposé, jusqu'à offrir sa démission, au projet de présidence de la République helvétique; il a tâché de faire supprimer dans l'*exposé de la situation* le passage provocant sur l'Angleterre. « Il n'y a pas, poursuit Lucchesini, un ministre, pas un conseiller d'État et presque point de généraux qui ne soient accablés de la pers-

[1] Stanislas Girardin à Rœderer, juin 1804.



pective d'une guerre maritime... Les deux frères du premier Consul et l'aîné surtout, dont la modération a souvent désapprouvé les élans trop ambitieux du général, auraient voulu qu'on renonçât à Malte... » Et Lucchesini transcrit ces mots, qui viennent tout droit de Talleyrand, qui seront toute la raison de sa conduite à Erfurt et tout le fond de son apologie future ; parlant du plan de descente de Bonaparte : « Il serait aussi funeste à sa sûreté d'échouer, que fatal à celle de l'Europe de réussir. » Lucchesini conclut, s'adressant à un des prétendus amis de la République, celui, à coup sûr, qu'elle a le mieux payé, tandis qu'elle s'est fait payer l'alliance par les autres : « Le trésor public est dans l'impossibilité de faire les moindres avances. Les alliés de la France sont sans ressources, sans disposition et sans intérêt pour la secourir. Les Français sont haïs en Hollande. La Suisse n'est pas encore tranquille. » Bonaparte s'attire la guerre parce qu'il ne se contente pas d'être le premier sur le continent et le second sur mer. « Telle est l'opinion que portent sur l'affaire du moment les hommes qui ne laissent s'en imposer ni par les *formes illégales* que donne à sa conduite diplomatique le ministère anglais, ni par les *récriminations irréfutables* qu'y oppose le gouvernement français. »

C'est donc, et de l'aveu des partisans mêmes des Anglais, une guerre préventive, une guerre comme celle qu'ils ont faite à Louis XV en 1755, et que Frédéric a engagée en 1756 contre la France et l'Autriche. Mais, forts de ces précédents qui leur ont rapporté la paix de Paris, en 1763, la vraie paix anglaise ; se sentant soutenus à Pétersbourg, à Berlin, à Vienne à la Haye, même à Madrid, à Paris enfin par le gouvernement presque entier du Consul, par sa famille, par l'armée, par ce qu'ils croient l'opinion ; voyant Bonaparte blâmé, espionné, desservi sinon encore trahi, au sens propre du mot ; convaincus qu'un échec le perdra, que la guerre ébranlera son pouvoir si elle ne le renverse ; sûrs enfin que cette guerre leur procurera les bénéfices que la paix leur refuse, le monopole du commerce et la suprématie des mers, les Anglais poussent leurs



sommations, et, puisqu'ils le croient facile, entreprennent d'intimider la France, d'humilier et de déconcerter Bonaparte.

Le 1er mai était le jour de la réception ordinaire des diplomates. Whitworth s'abstint d'y paraître. On raconta qu'il faisait ses malles. Bonaparte aurait désiré le retenir : si Whitworth retardait son départ, des ouvertures étaient encore possibles. Il le dit à Markof, ajoutant toutefois : « L'Angleterre en agit avec la France comme si c'était une puissance du dernier ordre. » Et à Lucchesini : « Le cabinet de Saint-James a pris le ton et les allures qui lui réussirent pendant les négociations du traité d'Utrecht. Pour calmer ses inquiétudes, il faudrait admettre de nouveau un commissaire anglais à Dunkerque et à Boulogne, combler les ports de la France et brûler tous les ateliers de ses manufactures ; il faut supposer aux Français une âme de boue et point de sang dans les veines pour les traiter de la sorte... »

Puis, les diplomates s'étant retirés, Bonaparte retint les sénateurs, les conseillers d'État. Il les harangue avec véhémence : « Les ministres anglais veulent nous faire sauter le fossé, et nous le sauterons... L'indépendance des États marche avant la liberté, avant la prospérité du commerce et de l'industrie... Admettre une modification au traité d'Amiens, c'est le premier anneau de la chaîne... » Accorder Malte, c'est l'asservissement complet, le traité de 1786 aggravé, le droit de visite! « Nous avons acquis une assez grande étendue de côtes pour nous rendre redoutables ; nous ajouterons encore à cette étendue ; nous formerons un système de côtes plus complet, et l'Angleterre finira par pleurer en larmes de sang la guerre qu'elle aura entreprise. »

C'était le blocus, c'est-à-dire le retour à la politique formidable du Comité de salut public, la guerre sans fin, les assignats! Tout ce qui s'était placé, classé, installé, enrichi dans la Révolution, consolidé dans le Consulat ; tout ce qui se figurait aussi que, pour gagner l'Angleterre à la paix française, il suffisait de lui abandonner Malte, que la France n'avait pas su défendre, et l'Égypte que la France avait dû évacuer, se

remit de plus belle en campagne pour retenir Whitworth.

Cet ambassadeur avait réclamé ses passeports pour le 2 mai. Talleyrand le traîne jusqu'au soir et, au lieu de passeports, lui envoie une note, raccrochant la procédure : avant de répondre à l'*ultimatum* et de rompre la paix d'Amiens, la France doit consulter l'Espagne et la Hollande, ses alliées. qui ont signé avec elle au traité ; la Russie, la Prusse, l'Autriche, ses amies, qui ont garanti la restitution de Malte aux chevaliers. Le 3 mai, à minuit, Whitworth attendait toujours ses passeports. Il veillait, causant avec ses secrétaires et quelques personnes. Un domestique annonce que l'on demande Huber, qui était là. Huber sort et trouve Malouet avec Regnaud, dépêchés par Joseph : ils offrent de remettre Malte, en dépôt, à la Russie. Huber rapporte leurs paroles à Whitworth qui répond : « L'Angleterre désire Malte pour sa propre sécurité, et non pour la donner à quelque autre puissance, si amie qu'elle soit. Cette proposition ne justifie pas la plus légère désobéissance aux ordres de Sa Majesté. » Les visiteurs nocturnes se retirent, décontenancés. Le 4, Talleyrand invite Whitworth à une conférence, il offre la remise de Malte à l'une des trois puissances garantes, et il demande que Whitworth en réfère à Londres. Whitworth refuse ; mais, voyant que l'on recule, insiste pour la cession de Malte à l'Angleterre pour dix années. Talleyrand y consent, et Whitworth promet d'envoyer un courrier à Londres. La promesse faite, il se la reproche. Il confie ses scrupules à Markof. Ce Russe lui répond que l'ouverture de Talleyrand « tend visiblement à déjouer le but que se proposait la cour de Londres » ; c'est un témoignage de plus « de l'hésitation du premier Consul, suite naturelle du désir qu'il a d'éviter la guerre de ce moment-ci ». Whitworth, cependant, envoie son courrier.

Bonaparte a donné le mot d'ordre, et, quoi qu'ils en pensent au fond, ses ministres, ses agents le répètent. Il n'est question que du blocus. « Il n'y a qu'une voix en France sur la nécessité de fermer à l'Angleterre tous les ports du continent de l'Europe et toutes communications avec le commerce de

ces pays. Le système favori du premier Consul, écrit Lucchesini, est l'exclusion de toute autre puissance que la France du commerce étranger et de l'industrie nationale. » La réponse de l'Angleterre arrive le 9, à Whitworth, qui la communique aussitôt à Joseph Bonaparte : l'Angleterre maintient son *ultimatum :* refus de confier Malte à la Russie ; l'Angleterre conservera cette île jusqu'à ce que Lampedusa lui soit remise et soit fortifiée ; évacuation de la Suisse et de la Hollande ; indemnité au roi de Sardaigne. Joseph rapporte, de mémoire, cette réponse à Bonaparte. Whitworth demande à Talleyrand une audience pour le 10. Point de réponse. Il envoie l'*ultimatum* par un secrétaire : Talleyrand est absent. Le secrétaire remet le pli à Durant. A quatre heures, Whitworth, impatienté, se rend au ministère. Talleyrand est à la campagne ; on ignore quand il rentrera. De retour à l'ambassade, Whitworth y reçoit, non décacheté, le pli remis à Durant. Durant demande s'il faut l'envoyer à Talleyrand, à la campagne. Sur quoi, Whitworth écrit à ce ministre, atteint si soudainement de fantaisie bucolique et d'humeur printanière, qu'il se mettra en route le jeudi 12 au matin, si d'ici là « la négociation n'est pas terminée favorablement ».

Le 11, Talleyrand, rendu à la vie citadine, reçoit tour à tour Whitworth qui lui remet l'*ultimatum*, et Markof qui offre la médiation du tsar. Bonaparte rassemble un conseil privé : les deux consuls, les ministres de la guerre, des affaires étrangères, de la marine, et Joseph Bonaparte. Il s'emporte contre l'*ultimatum*. Talleyrand et Joseph parlent pour la paix. Il les invective. Berthier, en bon militaire, et Decrès qui, n'ayant point de vaisseaux ni de marins, doit payer de paroles, soutiennent le Consul en criant plus fort que lui. L'*ultimatum* est repoussé, les passeports sont signés et, après avoir vu Joseph, qui le prie de ne s'en aller ni vite ni loin, Whitworth part, dans la nuit du 12 au 13, pour Chantilly, où il s'arrête.

Bonaparte voudrait se renseigner sur la médiation russe. Le tsar prendrait-il Malte en dépôt? Mais les événements le

pressent. Il fait rédiger, tandis que Talleyrand s'en explique avec Markof, un *memorandum* destiné à rejeter tous les torts de la rupture sur l'Angleterre. Il ordonne l'embargo sur les navires anglais dans les ports de la Hollande, de la Toscane, de la Ligurie. Le *Moniteur*, le 14, annonce le départ de l'ambassadeur d'Angleterre, et une communication extraordinaire au Sénat et au Corps législatif. Puis la convocation est contremandée. Whitworth, qui s'est acheminé doucement jusqu'à Breteuil, y reçoit une note, datée du 13 mai, dernière concession : Malte aux Anglais pour dix ans, et, durant ces dix années, occupation d'Otrante et de Tarente par les Français. En même temps, des lettres d'Huber, des avis de Regnaud, ce billet de Joseph : « Rien n'est encore désespéré... Quelque résolu que l'on soit à la guerre, on désire toutefois la paix, plus qu'on ne l'espère. » Whitworth envoie le tout à Londres, et continue sa route, sans se hâter.

Mais Bonaparte est au bout de sa patience. Les petites manœuvres des pacifiques lui paraissent désormais oiseuses et compromettantes. Il réunit le Conseil d'État, informe les grands corps de l'État des négociations, reçoit les adulations optimistes de Fontanes, ce Barère académique du nouveau régime : « Un grand peuple est capable de tout avec un grand homme ! » Joseph, désappointé, repart pour Mortefontaine. Talleyrand dit à Huber : « Je vous répète que nous voulons la paix, que nous la voulons plus que jamais ; que, si elle nous échappe, ce sera par le simple effet du peu de ménagements que vous avez pour l'amour-propre du premier Consul... Il ne peut pas souffrir de se voir dicter sur tout, et il répète sans cesse que l'Angleterre le traite comme une garnison qui demanderait à capituler... Ce sera l'amour-propre blessé qui décidera la guerre. Car, pour le fond, il est impossible de ne pas s'entendre, et nous nous entendrons... » Vains propos que le Suisse Huber prise à leur néant. Whitworth est parti, la rupture est consommée, l'honnête courtier change de ton : « Que signifie ce langage, à présent que vous avez laissé partir milord Whitworth ? Qu'est-ce que cet enfantillage du Consul



qui demande des bonbons pour ne pas mettre l'Europe en feu? J'ai laissé lord Whitworth dégoûté, jusqu'à satiété, de procédés si peu analogues aux siens et qui annoncent simplement le désir de gagner du temps. — Gagner du temps! » s'écrie Talleyrand; et, ingénument : « Pour quel objet? — Mais je ne le comprends pas trop, je l'avoue, à moins que vous ne vous flattiez que l'Angleterre vous donnerait le temps de voir rentrer votre escadre de Saint-Domingue. »

« J'ai été poussé à bout », écrit Bonaparte au Pape, le 17 mai. Le 19, on apprend que les deux ambassadeurs ont passé le détroit, Andréossy revenant de Londres; Whitworth, de Paris. Le 21, le *Moniteur* publie un message du Consul aux corps de l'État et des pièces de la négociation. Puis, apprenant que, même avant que la guerre soit officiellement déclarée, des bâtiments français ont été, dès le 20 mai, capturés, dans la baie d'Audierne, par des navires anglais; en outre, que l'embargo a été mis en Anglerre sur des navires français et que des lettres de marque seront données, le 26 mai, Bonaparte commande, le 22, de mettre, en France et dans la République italienne, l'embargo sur les marchandises anglaises; des lettres de marque seront données, les corsaires sont invités à courir sus aux navires anglais; tous les Anglais de dix-huit à soixante ans qui se trouvent en France sont prisonniers de guerre.

Paris ne manifesta point. Il y eut seulement quelques murmures dans le peuple des Halles. Les gendarmes faisaient peur; on n'osait blâmer. Mais on n'approuvait point, et la police dut déployer un zèle extraordinaire pour provoquer quelques apparences de démonstrations favorables. La masse des Français demeurait, par tradition, hostile aux Anglais, les jugeant jaloux et acharnés contre la prospérité de la France; elle se laissait assez docilement entraîner à la guerre, comme en 1797, après Campo-Formio, pour en finir. Mais, en finirait-on jamais? Et, pour réduire l'Angleterre à capitulation, n'était-ce pas, comme en 1799, la guerre continentale qui allait recommencer?

VI

A Londres, les passions se débordèrent violemment, belliqueuses, orgueilleuses, intéressées.

Le 16 mai, le roi annonça la rupture; il déclara l'embargo, les lettres de marque. Ni consternation, ni même inquiétude; c'est une affaire, une immense opération de commerce, à coups de canon, la lutte pour la vie qui se continue en lutte pour la suprématie. Les politiques reprochent au cabinet sa trop longue condescendance : il s'est prêté trop complaisamment au jeu des Français. « C'est un fait acquis, note Malmesbury; Bonaparte souhaite encore ardemment la paix, il redoute la guerre, et j'ai le pressentiment qu'aujourd'hui encore, 17 mai, à neuf heures du matin, il consentira à toutes nos propositions et que, pour le moment, nous allons ajourner la guerre, *remise, mais non perdue.* » Whitworth arrive; il raconte que la France n'est pas prête; elle aurait cédé sur Malte si l'Angleterre y avait mis quelque obligeance. Il témoigne du désarroi où la mort du premier Consul jetterait la République : le 10 mai, Bonaparte est tombé de sa voiture, on l'a cru en péril; Lucien a rassemblé ses fidèles, on a délibéré; ils étaient une cinquantaine; vingt à vingt-cinq se prononcèrent pour une candidature de Lucien; dix à douze pour un prince étranger, le reste pour Cambacérès... L'anarchie des factions, l'incapacité des gouvernants, un Directoire très probablement, un triumvirat de généraux peut-être, désiré par les militaires qui se donneraient licence, voilà la perspective du lendemain de cette mort, tant souhaitée. Un Directoire, ce serait le salut, et aussi la revanche de l'Europe : remonter de Lunéville, conclu, au congrès de Rastadt, dissous, le Rhin menacé, l'Italie en feu, la Suisse envahie, une descente en Hollande...

Le 23 mai, en réponse à un message de la couronne, aux Lords, Stanhope exprima le regret que le cabinet n'eût pas

accepté l'offre de Malte pour dix années. La Chambre presque entière protesta contre cette opinion. « Il faut châtier la France! s'écria le duc de Clarence. — Il faut, ajouta le duc de Cumberland, s'opposer aux débordements d'une ambition sans frein. » Lord Melville se félicite de savoir que l'article 10 du traité d'Amiens ne sera pas exécuté : l'Angleterre est la gardienne naturelle de Malte, et Malte vaut qu'on la revendique, même par la guerre. Rendre Malte à l'Ordre, c'était livrer l'Égypte aux Français. C'est pour l'Angleterre qu'il faut garder Malte; tous les raisonnements, ou plutôt toutes les exclamations tournaient autour de ces deux idées. Le duc de Norfolk essaie de recommander la médiation russe. « La guerre est indispensable », réplique lord Spencer. — La guerre est une « nécessité », ajoute lord Grenville, et lord Ellenborough : « Si nous n'avons plus les héros de Crécy et d'Azincourt, il reste encore ceux du Nil et de Saint-Jean-d'Acre. » Castlereagh écrivit, quelque temps après : « Il sera difficile de persuader le monde que nous ne combattons pas exclusivement pour Malte. »

La guerre ménageait à Pitt une rentrée triomphale. Il n'avait pas, depuis des mois, reparu aux Communes. Le 24 mai, l'on discutait l'adresse, en réponse au message. Hawkesbury parlait depuis une heure, essayant l'apologie du cabinet. Pitt entra. « Grand et maigre, en habit noir, épée à poignée d'acier, chapeau sous le bras, montant, enjambant deux ou trois marches à la fois; un regard dédaigneux, un air triste et moqueur... le nez au vent, la figure pâle;... mal vêtu, sans plaisir, sans passion, avide seulement du pouvoir, méprisant les honneurs, ne voulant être que William Pitt... [1] », celui qu'on appelait « le maître des rois de l'Europe », gagna sa place. Après Hawkesbury, la Chambre écoutait impatiemment Whitbread. Pitt se leva. De toutes parts, on s'écria: « Monsieur Pitt! Monsieur Pitt! » Et il parla. Son élocution était monotone, son geste insensible; mais « la fluidité de ses pensées, la logique de

[1] Chateaubriand, *Mémoires*.

ses raisonnements, subitement illuminés d'éclairs, faisaient de son talent quelque chose hors de ligne [1] ». Bien que la fatigue fût évidente chez lui, que le souffle de sa poitrine semblât défaillir à « ces phrases prodigieuses qu'il lançait jadis sans effort et que les autres hommes n'ont ni l'esprit de concevoir ni la vigueur de prononcer », son discours parut un des plus beaux que le Parlement eût entendus. « Bonaparte absorbant tout le pouvoir de la France; la *flamme liquide* des principes jacobins dévastant le monde »! les sarcasmes impitoyables déversés sur Erskine, sa conscience et ses scrupules! Il parla près d'une heure et demie. Il se rassit, salué par une triple salve d'applaudissements, approbation insolite, et la plus bruyante que, de mémoire d'homme, on eût manifestée aux Communes.

Le lendemain, on entendit Fox : riposte de haute éloquence, mais qui n'eut point d'écho. Vainement, Fox et ses amis montrèrent-ils, dans la réunion du Piémont, un fait antérieur au traité; dans le rapport de Sébastiani, une réponse aux polémiques de la presse anglaise; ils n'apprenaient rien de nouveau à leurs collègues, et la majorité n'admettait plus d'objections. « La guerre pour Malte, s'écria un député; non pour Malte, mais pour l'Égypte: non pour l'Égypte, mais pour l'Inde; non pour l'Inde, mais pour l'Angleterre, pour la cause de la justice, du bien, de la bonne foi, de la liberté dans le monde! » Canning vint à la rescousse : « La paix d'Amiens, de tous ses nombreux avantages, célébrés sur tous les tons, n'en garde qu'un aujourd'hui, celui de montrer qu'une paix de cette sorte, basée sur un tel système, ne peut convenir au pays. » — Alors, s'écria Fox, « tout progrès que fera la France, au dehors et même à l'intérieur, commerce, manufactures, sera une cause de guerre, une injure pour nous! » On l'applaudit, parce qu'il était homme de cœur et de parole vibrante; mais, au vote, 367 voix contre 67 lui prouvèrent que, dans son ironie et croyant les flétrir, il avait exprimé les sentiments et traduit les passions de ses compatriotes.

[1] Récit d'un témoin, dans STANHOPE, *William Pitt.*

Pour comprendre qu'en raison de ses causes mêmes, causes séculaires, la lutte était sans issue par les seuls moyens de force; qu'aucune des deux nations ne pourrait exterminer ni même ruiner l'autre; qu'il faudrait nécessairement concilier les différends; se connaître au lieu de s'espionner, se fréquenter au lieu de s'envahir, respecter chez autrui ce que l'on voulait qu'autrui respectât; accorder le travail, les métiers, les banques, au lieu de se battre à coup de blocus, de banqueroutes, de prohibitions ou de monopoles comme, autrefois, à coups de séditions et à coups de prétendants, Écossais, Irlandais, Vendéens, Bourguignons et Stuarts; tourner enfin la rivalité pour la suprématie commerciale ou politique, en concurrence d'idées et de travail pour la direction intellectuelle et l'approvisionnement du monde civilisé, des années d'expérience sanglante étaient encore nécessaires, et les préjugés ne se purent dissiper que par un épouvantable gaspillage d'hommes et d'argent. C'était un ordre de pensées aussi étranger à William Pitt et à Bonaparte qu'à l'immense majorité des hommes qui se mêlaient alors des affaires publiques, dans les deux pays. William Pitt comprit que l'Angleterre devait à l'Irlande le droit à la patrie, le droit à la foi, le droit à la justice, et en cela, il se montra le premier homme d'État de l'Angleterre contemporaine. Bonaparte comprit que la France sortie de la Révolution demeurait la France, et que la Révolution s'y devait organiser en gouvernement puissant et bienfaisant, donnant, au dehors, le prestige, au dedans la paix sociale et la paix religieuse, garantissant le travail national, et cette vue politique le fit Empereur. Mais, lorsque Bonaparte et William Pitt parlaient de paix et de commerce entre la France et l'Angleterre, c'était pour qu'elles se dominassent l'une l'autre par la paix et par les traités de commerce; l'Anglais afin d'absorber le marché de la France et étouffer l'industrie française renaissante; le Français afin de fermer son marché aux produits anglais, de forcer les manufactures anglaises à éteindre leurs feux et faire sauter les banques d'Angleterre.

La lutte finit, mais elle finit aux conditions posées par l'*ul-*

timatum de 1803, aux conditions que, dès 1792, l'Angleterre avait décidé de faire prévaloir : la France refoulée dans ses anciennes limites, l'Angleterre établie à Malte; plus de Français aux Pays-Bas, 1814; plus de Français en Égypte, 1840 : la France substituant à la politique de suprématie continentale, la guerre d'équilibre, désintéressée, 1853, et le traité de commerce, enfin, 1860. Pour dériver et retenir paisibles, derrière ces écluses, des eaux lourdes de tant de tempêtes, que d'efforts, que d'expériences il fallut; que de ténacité, d'une part, et de l'autre que de catastrophes, de déceptions et de résignation! Or, en 1803, les catastrophes, la France les infligeait à ses ennemis; de résignation elle n'en connaissait d'autre que celle qu'elle exigeait d'autrui.

Un seul homme, Talleyrand, avait prévu et prédit les conditions de la paix anglaise : les anciennes limites et le traité de commerce; il était le ministre de la politique de Bonaparte et il ne le fût pas resté une minute, congédié par le maître, désavoué par l'opinion, s'il avait osé reproduire, à titre de programme du Consulat, le mémoire qu'il envoyait de Londres, pour Danton, en 1792.

En réalité, ce sont sept cents ans d'histoire d'Angleterre qui continuent la lutte avec sept cents ans d'histoire de France. Les armes portent plus loin, les machines produisent plus vite, les meneurs d'État conçoivent plus en grand, opèrent à plus longue distance, avec de plus grandes masses d'hommes; mais le fond, le mobile initial, l'allure générale demeurent les mêmes. William Pitt et Bonaparte ne sont que les noms nouveaux de ces coryphées de la guerre de sept siècles, qui se sont appelés Guillaume le Conquérant et Henri Plantagenet, le Prince Noir et Duguesclin, Louis XIV et Guillaume d'Orange, Chatham et La Fayette. L'esprit perturbateur du vieux monde dans la Révolution française, l'esprit conservateur de « l'Europe établie » chez les Anglais; le prosélytisme conquérant de la France, l'expansion commerciale et mercantile des Anglais, ne firent que renouveler, sous une forme plus passionnée, cette rivalité séculaire.

LIVRE III

LA COALITION

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE ET LA RUPTURE DE LA PAIX

1803-1804

I

La guerre ne fut une surprise pour personne en Europe, et soit pour s'y engager, soit pour s'y laisser entraîner, chaque État n'eut qu'à continuer la politique qu'il suivait depuis la paix; mais la guerre était prématurée pour tout le monde, on n'y était pas prêt : d'où la continuation des manœuvres diplomatiques, qui occupent plus d'une année. Les faits s'y déroulent avec quelque monotonie. C'est, de la part de Bonaparte, les préparatifs d'une sortie formidable, la recherche de diversions à longue portée; de la part de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche un mouvement tournant, un investissement progressif de la France. L'intérêt de cette période est de faire voir, par quelques épisodes saillants, la permanence de la coalition qui a menacé la France en 1793 et en 1798; qui la menacera en 1805, en 1809, en 1813, se reproduisant sans cesse, jusqu'à la catastrophe, tout dépendant toujours du génie d'un homme, de la ténacité d'une armée, d'une journée de bataille.

L'Angleterre porta les premiers coups, frappa les alliés de la France, saisit les bâtiments hollandais, menaça les Espa-



gnols et se mit en quête d'alliés. Avant tout, la Russie [1]. L'amiral Waren, envoyé anglais à Pétersbourg, fut chargé de démontrer aux Russes que « Malte devait rester pour toujours à la Grande-Bretagne, comme nécessaire à son commerce, à la sécurité de ses possessions indiennes et à son rapprochement avec le sud de l'Europe ». Malte n'est pas moins nécessaire « au bonheur de l'Italie, à l'indépendance de la Méditerranée et du Levant ». Hawkesbury le déclare à Simon Woronzof, en juin, et il ajoute [2] : « Si la France refuse cette île à l'Angleterre, si l'Angleterre s'obstine à la garder, c'est que si les Français reprennent jamais leurs vues d'usurpation sur l'Égypte et la Syrie, Malte est sur la route, et, de Malte, une escadre anglaise pourra facilement les arrêter. Cette île, entre les mains des Anglais, protégera l'Égypte, la Syrie, la Morée, l'Archipel, l'Italie méridionale et la Méditerranée entière des tentatives françaises. » Que ne protégera-t-elle pas?

Cette ouverture à la Russie se faisait à propos; Alexandre se trouvait d'humeur et en condition de l'accueillir. Il avait essayé de gouverner selon ses rêves et avec ses amis; il avait connu, peu à peu, les assassins de Paul et les avait écartés du gouvernement. Mais ses nouveaux ministres ne furent que des prête-noms : ce fut le conseil secret, le comité des confidents, le « Comité de salut public », comme il l'appelait, qui réellement exerça le pouvoir, travaillant directement avec l'Empereur [3]. Les quatre : Adam Czartoryski, Novossiltsof, Kotchoubey, Strogonof. Czartoryski, très politique, né diplomate, ignore la Russie, l'estime peu, et tire tout vers les affaires étrangères : c'est le chemin de la Pologne, la pensée directrice et maitresse de toute sa vie. Kotchoubey avait

[1] Lefebvre, t. II, chap. vii et chap. viii. — Oncken, t. II, liv. VI, chap. i.

[2] Rapport de Woronzof, 24 juin 1803. Martens, t. XI, p. 74.

[3] *Mémoires de Czartorisky*, — Bernhardi, Rambaud; lettres de Woronzof et de Rostopchine; *Revue historique*, t. XXXII : article sur le livre de Pypine : *le Mouvement dans la société russe sous Alexandre Ier*. — Le Grand-duc Nicolas de Russie, Strogonof: Texte, en français, des procès-verbaux des conférences avec l'Empereur, avril 1801, et du comité de réformes, juin 1801-novembre 1803.

étudié à Londres et à Genève : de l'acquis européen, de belles manières; doux, pratique en affaires, il manquait de connaissances. Strogonof avait passé par Genève et Paris et reçu les leçons de l'ex-montagnard Romme. Le plus habile des quatre, Novossiltsof, ancien officier, avait séjourné en Angleterre et en était revenu anglomane. Les jaloux le raillaient : « le grand homme, l'homme universel, le génie à toutes sauces. » Il agitait de vastes projets, toute une refonte de la législation, un code russe, et il annonça longtemps une grande carrière qu'il n'accomplit jamais. Tous les quatre *constituants* dans l'âme, têtes à principes et à *déclarations de droits*. Ils se proposaient, rapporte l'un d'eux, d'aider l'Empereur dans un travail systématique « pour réformer l'édifice informe du gouvernement de l'empire », « mettre un frein au despotisme de notre gouvernement », couronner l'ouvrage par une Constitution réglée d'après le véritable esprit de la nation. Ils tinrent des conférences avec procès-verbaux, rédigèrent des mémoires, opérèrent des réformes : la suppression des peines corporelles pour les nobles, l'adoucissement de la servitude pour le bas peuple; l'Empereur promit de ne plus distribuer d'« âmes »; on parla même de tolérance religieuse. On essaya de transformer le sénat russe, corps purement judiciaire, en une assemblée qui tiendrait à la fois de l'ancien Parlement de Paris, de la Chambre des lords et du Conseil d'État de Bonaparte. Mais comme le Sénat était incapable de donner une impulsion, même de la recevoir, rien n'en sortit, tout juste l'obéissance. Les ministres reçurent des attributions définies et distinctes. On créa un ministère de l'instruction publique, ce qui était, à soi seul, l'ouverture d'un monde.

Pour les vieux Russes, c'était un abîme. Ils blâmaient, le clergé surtout, ces réformes imitées de l'étranger, effets « des funestes lumières », disait Rostopchine; ils reprochaient à l'Empereur ses penchants, ses propos « républicains », son dédain affecté pour l'antique gâchis national, ses amitiés avec des francs-maçons avérés, sa religiosité sans dogmes, presque

sans pratiques ; ils l'accusaient de ne point saluer les icônes, d'éviter les génuflexions et les signes de croix, et ces éternels prophètes du passé opposaient à sa frivolité, à son libertinage, l'exemple de son illustre grand'mère, l'amie de Voltaire, de d'Alembert, de Diderot ! Les magnats cabalaient contre les étrangers, qui captaient toute la faveur et occupaient les places : le Polonais Czartoryski ; les Français : Richelieu, Saint-Priest, Langeron ; et toute la tribu des Allemands des provinces baltiques. Ils dénoncent l'esprit perturbateur et révolutionnaire de la jeunesse « pire que la française », « la société infernale de la jeunesse de Pétersbourg » ; des fils adoptifs de Robespierre et de Danton ; qui pis est, des admirateurs de Bonaparte ! « Vous serez atterré en arrivant à Pétersbourg », écrivait Rostopchine. Et il concluait : « Excepté les polissons... on ne rencontre que des mécontents[1]. »

« L'Empereur, mandait Joseph de Maistre, représentant du roi dépossédé de Piémont, n'a que deux idées : paix et économie... Toutes les nations ne peuvent pas supporter toutes les vertus. » Celles-là n'étaient point dans les traditions de la Russie. Donc, au bout de deux ans de règne, Alexandre devint parfaitement impopulaire. Ni l'orgueil national, ni l'avidité des grands, ni la turbulence de tous ne trouvaient leur compte à ce gouvernement de sensibles philanthropes. « Il se forme, avait écrit un agent français, un parti autour de Constantin... Il pourrait bien encore arriver une révolution en Russie. » On colportait ce mot de Markof, à propos de la politique étrangère : « L'Empereur a son opinion et les Russes ont la leur. » Alexandre n'avait pas seulement le goût de la popularité, il en avait la coquetterie. Il flaira le péril. La lenteur, l'insuccès de ses réformes le découragèrent. Il ne renonça point à ses « belles idées », mais il les relégua : ce fut, comme pour Louis XVI, son atelier de serrurerie, sa forge secrète ; ce devint surtout un instrument de prestige, un moyen de séduction à l'égard des Français.

[1] Lettres de Rostopchine à Woronzof, septembre 1803. Voyez dans *la Guerre et la Paix*, première partie : Pierre Bésoukhof



Peu à peu il modifia l'assiette de son gouvernement, et, pour employer le mot de Markof, il inclina de plus en plus à l'opinion des Russes. Son ambition changea de cours, il se guida sur d'autres étoiles. Il revint, pour le dehors, à la politique de Catherine, ce qui, par contre-coup, le rejeta, au dedans, à l'autocratie. Faute de régénérer la Russie, il sera le restaurateur de l'ordre en l'Europe. Le Saint-Empire s'écroule, l'empire des Gaules, dont on parle beaucoup [1], s'il sort du chaos, y rentrera tout aussitôt. Le tsar de Russie a la mission de régenter le vieux monde. A l'empire d'Occident, il opposera l'empire d'Orient; au Charlemagne corse, l'autocrate slave. Cette politique sera aussi populaire en Russie que l'autre, celle de la paix et des réformes, l'était peu. « Nous sommes aujourd'hui tout à la guerre, écrivait Kotchoubey à Simon Woronzof, le 23 avril; et l'empereur y paraît tellement porté qu'il serait, je crois, fâché qu'elle n'eût pas lieu. Le mouvement guerrier peut produire un grand bien, celui de faire voir que l'Empereur a plus d'énergie qu'on ne lui en suppose et que M. Duroc ne lui en attribue. » Les Russes, d'ailleurs, font bon marché de Bonaparte, de ses grenadiers et de ses généraux. Il n'a triomphé, répètent-ils, que par son astuce, la lâcheté, la faiblesse du peuple français, la sottise de ses adversaires, S'il eût rencontré Souvorof, il était perdu, car « tout Joubert avait plus de talent que lui ». — « Il tire toute sa gloire, militaire et politique, écrit Simon Woronzof, de l'absurde politique et trahison des cours de Berlin et de Vienne, de la stupidité de l'Espagne et de la stupidité mêlée de trahison des généraux autrichiens qu'il a eu à combattre... Quand on lui a montré de la fermeté, comme à Saint-Jean-d'Acre, il a échoué contre une poignée de monde qui défendait une misérable bicoque... Avec toutes les qualités d'un vrai scélérat qu'il possède en perfection, il finira mal, faute de bon sens. » Et, lui disparu, rien ne subsistera de la France, de sa Révolution,

[1] Remacle, *Correspondance royaliste*, juin et juillet 1803 : « L'Empire de Charlemagne... » « Napoléon, Empereur... » p. 330, 363.

de sa République : « L'armée française... où règne une abominable corruption des mœurs..., est une armée d'assassins et d'incendiaires, dont les soldats sont si peu braves que, quand les généraux voient qu'il faut combattre un ennemi résolu à outrance, ils les enivrent ! »

C'est alors qu'arrivèrent les propositions des Anglais. L'Angleterre se releva au premier plan. « Je le redis avec satisfaction, écrit de Maistre, la déclaration de guerre efface l'infamie du traité d'Amiens. » Si les Russes redoutaient « l'injuste spoliation » de l'Empire ottoman en Égypte, en Syrie, Alexandre la redoutait en Grèce, en Albanie, sur le Danube. Il voyait l'Empire d'Allemagne réduit à la vassalité française, comme une autre Italie. La France devenait, à ses yeux, la « puissance monstrueuse[1] » qu'était la maison d'Autriche aux yeux des Français du dix-septième siècle. L'occupation du Hanovre produisit sur lui une impression violente et contribua fort à le pousser à la guerre. En principe, il y était déjà résolu. Mais il ne se sentait pas en mesure, et il lui fallait gagner le temps de rassembler ses armées et de nouer une coalition.

Il propose aux Anglais une « alliance sans traité[2] », propre à se transformer, l'heure venue, en « traité de subsides ». Il offre, en attendant que l'heure vienne, une médiation, qui se transformerait en intervention armée, lorsqu'on serait en armes. Puis il s'adresse à la Prusse. Cette cour le sollicitait. Ayant reçu de Bonaparte ses indemnités, elle en réclamait d'Alexandre la garantie, couvant le dessein de reprendre avec l'alliance russe les provinces qu'elle venait de se faire usurairement payer par la France. L'occupation du Hanovre qui offusquait à Pétersbourg, effrayait à Berlin. Le Hanovre, c'était le salaire que la Prusse réservait à sa défection à la cause de l'Europe, si elle se tournait vers Bonaparte, ou à sa défection à la France, si elle se tournait vers l'Angleterre et la Russie. En prenant ce pays, Bonaparte usurpait le « gage »

[1] Mot de Woronzof.
[2] MARTENS, t. XI, p. 68.



de la Prusse, et, de plus, il la tenait sous le canon. Comment, disait Haugwitz, « lorsqu'ils seront aux portes de Magdebourg, éviter le dangereux honneur de devenir l'allié de la République »? Il s'en ouvrit à Alopeus[1] : « Je ne me dissimule pas le danger que nous prépare, à l'un comme à l'autre, l'ambition démesurée de Bonaparte. Nous serons les derniers à être mangés, voilà le seul avantage de la Prusse... L'affermissement du nouvel ordre de choses en Allemagne, le sort de l'Europe dépendent du parti que prendra votre auguste maître. »

A Pétersbourg, on raillait sans gêne « la conduite équivoque, la plate soumission de la Prusse envers la France ». Alexandre ne s'en offensait point. Il lui plaisait de considérer en Frédéric-Guillaume un client et un satellite, et son amitié ne souffrait point du personnage piteux ou pitoyable de son ami. Il eut toujours la magnanimité politique et profitable. Il manda à Alopeus qu'il partageait les appréhensions d'Haugwitz et chargea son ministre, « en présence du danger immédiat qui menace cette partie de l'Europe, d'entamer immédiatement une négociation secrète avec le cabinet de Berlin, en vue d'un plan général d'action contre la France[2]. » Il écrivit au roi, le 4 juillet : « Monsieur mon frère, dans un moment aussi important et critique, qui décidera en grande partie de la situation à venir de l'Europe..., je vous conjure de prendre en sérieuse considération mes propositions et de ne pas vous y refuser... Je ne puis voir indifféremment tout le Nord de l'Allemagne dépouillé, ravagé, mis sens dessus dessous pour une querelle qui lui est si étrangère... » Un rescrit fut adressé à Alopeus le 30 juin, et des pleins pouvoirs le 5 juillet : la Russie fournirait 25,000 hommes, au besoin 50 à 60,000 ; la Prusse, autant; la Saxe, de 10 à 20,000; Cassel, de 12 à 13,000, et d'autres en proportion. Les deux puissances se garantiraient l'inviolabilité de leurs territoires.

L'Autriche, sondée, dans le même temps, par les Anglais

[1] Rapport d'Alopeus, 19 mai 1803. MARTENS, t. VI, p. 309 et suiv.
[2] MARTENS, t. VI, p, 299, 313 et suiv. Lettres dans Bailleu.



et par les Russes, atermoya. Elle demandait à la Russie de lui procurer le temps de s'armer, et à l'Angleterre de lui en procurer les moyens. Jusque-là, elle ne pouvait que travailler à endormir, à force de protestations et d'effusions de neutralité, la vigilance de Bonaparte [1].

II

Cette vigilance était toujours en éveil, et il aurait fallu marcher d'un autre pas pour la surprendre ou la prévenir. Bonaparte pressentit ces mouvements et jugea que, s'il ne les rompait, la France se retrouverait aux prises avec la coalition de 1798. Il lui faudrait donc, pour conserver la paix de Lunéville, soutenir les mêmes luttes qu'alors pour imposer la paix de Campo-Formio. Malgré le remaniement de l'Empire et les fameuses sécularisations qui, d'après tant de docteurs, devaient cimenter la paix, la République se retrouvait au même point que cinq ans auparavant, lorsque Bonaparte, revenant de Rastadt, prenait le commandement de l'armée d'Angleterre. C'était, comme alors, l'Angleterre à envahir, la Russie à détourner, l'Autriche à terrifier, Naples à dominer, l'Italie à défendre, la Suisse à protéger, l'Allemagne à neutraliser, la Prusse à gagner, la Hollande et l'Espagne à entraîner. Mais les positions occupées par Bonaparte étaient autrement fortes que celles qu'occupait le Directoire, son activité autrement efficace. D'ailleurs, même échiquier, mêmes pièces, même jeu.

Il interdit l'entrée dans les ports de la République et des pays alliés de toutes marchandises ou denrées coloniales venant directement de l'Angleterre ou de ses colonies [2]. Il

[1] Beer; correspondance de Stahrenberg. Mars-mai 1803.

[2] Lefebvre, t. I, chap. vii et viii. Arrêtés des 10 et 20 juin 1803; *Mémoire d'un Irlandais*, 25 mai; Talleyrand à Bonaparte, 5 août 1803.



s'occupa d'agiter l'Irlande. Il transforma toutes les côtes en chantiers de bateaux plats. Il forma son camp à Boulogne et y réunit une armée d'invasion. A partir de la fin de mai, cette opération envahit sa correspondance. La campagne de Russie seule, à la fin de 1811 et au commencement de 1812, occupe autant de place, en préparatifs multiples, infinis; en ordres minutieux, réitérés. Cette expédition dans sa pensée, pouvait, d'un coup, couronner à jamais toutes ses entreprises.

Mais elle dépendait de la mer, du vent, choses indomptables et changeantes. Bonaparte, poursuivant ce dessein hasardeux, en considérait l'avortement possible, les contre-manœuvres de l'Angleterre, une contre-descente et une contre-invasion de la France, une diversion sur le continent, par l'Allemagne et par l'Italie. Le camp de Boulogne fut pour lui une mesure à double effet; il se prépara, en cas de coalition, à prévenir le rassemblement des coalisés, Autrichiens, Russes, Prussiens peut-être; à porter son armée au devant d'eux et à les battre en détail. Mais, de préférence, il songeait à former lui-même, contre l'Angleterre, un système continental : l'empire d'Occident ne serait que la forme magnifique d'une coalition. L'Angleterre conservait, sur la mer, la supériorité de l'offensive ; il s'agissait de la paralyser, en lui fermant le plus possible de côtes, de ports, d'embouchures de fleuves. « L'Océan, formidable huissier du roi, semble lui ouvrir le chemin », disait Shakespeare, du roi Henri V. Bonaparte allait établir, aux points de débarquement, de formidables barricades.

Il contraint les Bataves[1] : 38,000 hommes, toute leur flotte, des chantiers de bateaux plats. Il pousse les Espagnols; fait occuper par Gouvion Saint-Cyr, avec 13,000 hommes, Otrante, Tarente, Brindisi : les positions évacuées après le traité d'Amiens; il y restera tant que les Anglais resteront à Malte. Livourne est mis en état de siège. Un corps de 20,000 hommes occupe le Valais. « Cette guerre, dit-il à Phi-

[1] Convention du 25 juin 1803.

lippe Cobenzl[1], entraînera nécessairement après elle une guerre sur le continent; pour ce cas, je devrai avoir de mon côté l'Autriche ou la Prusse; il me sera toujours plus facile de gagner la Prusse en lui donnant un os à ronger; je n'ai en Europe que l'Autriche à redouter... La Russie restera toujours inactive... Il ne viendra plus un Paul qui fasse la folie d'envoyer jusqu'en Piémont des troupes. »

L'os à ronger, ce sera le Hanovre[2]. Il commence par s'en emparer. Les 16,000 hommes de l'Électorat reculent devant les 12,000 de Mortier. Le 3 juin, ils se retirent sur l'Elbe. Mortier s'établit dans le pays. Il n'y avait ni gouvernement ni nation, aucune entente entre la régence de l'Électorat et le cabinet de Londres, aucune attache du peuple au souverain : pays vacant en quelque sorte, disponible et divisible, ainsi que naguère les évêchés et les abbayes. Les compliments et les insinuations se multiplient, à Paris, à Berlin, envers les Prussiens. Talleyrand écrit à Laforest, le 17 mai : « Nos vœux tendent à nous lier plus intimement avec la Prusse. C'est le but constant de notre politique... » Cambacérès évoque, devant Lucchesini, les souvenirs du Comité de l'an III, qu'il a présidé. Lebrun dit : « C'est pour Sa Majesté prussienne que nous ferons la conquête du Hanovre. » Enfin, le premier Consul[3] : « Nous touchons à un bouleversement auquel aucune des révolutions précédentes n'a ressemblé. Je vais hasarder l'entreprise la plus difficile, mais la plus féconde en résultats effrayants que la politique ait conçue. Je puis échouer, les armes sont journalières; mais je puis réussir aussi, et, en trois jours, un temps brumeux et des circonstances un peu favorisantes, peuvent me rendre maître de Londres, du Parlement, de la Banque. Jugez du chaos qui en résultera pour le commerce et les fortunes !... Londres conquise ne me soumet pas l'Angleterre; il faut, pour conquérir la nation, une révolution

[1] Rapport de Philippe Cobenzl, 1er juin 1803.

[2] THIMME, *Die inneren Zustände des Kurfürstentum Hannover*, 1806-1813 T. I, introduction.

[3] Rapports de Lucchesini, 16, 29 mai, 9 juin 1803. BAILLEU.

qui parte de sa capitale... Une révolution ! Ce mot me fait trembler d'avance pour la France, comme pour l'Europe entière. Les contre-coups, je le sais, sont incalculables, mais qu'y faire! »

Il s'entêtait à cette vieille illusion des conventionnels, qu'une armée française paraissant devant Londres, Londres aussitôt ferait une révolution, non certes, comme Paris, le 10 août, pour répondre au manifeste de Brunswick, mais pour s'ouvrir à l'étranger ; il s'imaginait qu'au lieu d'unir les Anglais, l'invasion les diviserait. Bref, il en raisonnait comme faisaient les Russes quand ils entrèrent en Pologne et les Prussiens quand ils entrèrent en France, en 1792. « Croyez, disait-il à un ambassadeur, que rien n'est plus facile que d'arriver à Londres, à l'aide de tant de mauvais sujets dont cette ville fourmille [1]. » — « Mon entreprise, reprenait-il, échouera peut-être... La séduction serait des plus fortes pour les ennemis de la France. » Et, revenant aux Prussiens : « Je n'ai rien à craindre de vous, je le sais ; mais l'Autriche peut saisir ce moment fatal pour se livrer à l'Angleterre. Il me faut, de toute nécessité, ou une alliance avec la Prusse, qui me garantisse contre les attaques de l'Autriche, ou une alliance avec l'Autriche qui me garantisse de l'Autriche même... Mes relations avec la Russie sont de luxe... Que penser d'une cour où les ministres pensent autrement que leur maître et où ils changent tous les ans ? » — « Cette montagne de neige ne saurait nous intimider [2]. »

Il tâchait de les attirer dans la médiation russe et de dériver ainsi cette médiation de son côté. « Je n'ai pas le choix des moyens. Je voudrais que la Russie et la Prusse me sauvassent de cette cruelle nécessité en me dictant la loi, mais en la dictant aussi à l'Angleterre. » Il en entretint Markof, le 12 juin, à Saint-Cloud, après un spectacle, où l'on avait entendu une cantate de Fontanes, « poète du gouvernement », sur la con-

[1] Conversation avec Markof, 12 juin 1803.
[2] Conversations rapportées par Lucchesini, 30 mai ; par Lombard, 30 juillet 1803.

quête du Hanovre. L'entretien dura de minuit à trois heures du matin[1]. Bonaparte offrit la paix à ces conditions : Malte en garde à la Russie, Lampedusa aux Anglais ; évacuation de la Hollande, de la Suisse et du royaume de Naples dès que Malte serait évacuée ; indemnité au roi de Sardaigne. Il se prêterait à tout, même à une sorte de congrès où siégeraient la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse, etc. ; mais surtout à l'arbitrage du tsar, « le plus illimité », pourvu que le *statu quo* de la France fût maintenu dans les points essentiels. « Si l'Empereur adjugeait Malte à l'Angleterre, à perpétuité ou pour un temps, dit-il à Markof, il s'y résignerait comme on se résigne à la perte d'un procès que l'on croyait bon ; mais il tenait à honneur et à devoir de ne pas la céder de son propre mouvement et de sa propre détermination. » — « Pourquoi, lui demanda Markof, ayant tant de côtes et de ports sur la Méditerranée, ne voulez-vous pas que les Anglais en aient un seul ? — Parce que, répondit-il, les Anglais ruineraient notre commerce dans le Levant ; parce qu'ils feraient des nababs de tous les pachas maritimes... qui feraient toutes sortes d'avanies à nos commerçants et finiraient par les expulser ; que cela exciterait des clameurs contre moi, et que je m'exposerais à perdre ma place. » ... « C'est avec regret, avec horreur que je fais la guerre... Car, parlant en Européen plutôt qu'en Français, je serai tout aussi affligé que vous, si, en vous levant un beau matin, vous appreniez que l'Angleterre n'existe plus... Je ne suis point sûr de la paix, et je dois me préparer à la guerre. Ce n'est pas par des raisons qu'on y dispose les Français, il faut les échauffer, les irriter par toutes sortes d'imputations aux adversaires qu'ils ont à combattre ; en un mot, mettre en jeu leurs passions. On me croit fou, inconséquent, mais je sais ce qu'il y a à faire mieux que ceux qui me jugent... »

Il n'attendait guère que la Russie le prendrait au mot ; c'eût été une singulière fortune, car il eût obtenu du même coup l'humiliation de l'orgueil britannique, la garantie de la

[1] Markof à Simon Woronzof, 13 juin ; rapport officiel, 24 juin 1803. TRATCHEWSKY.



paix d'Amiens et un système fédératif contre l'Angleterre. Mais si la Russie refusait, il se faisait honneur devant les Français, de sa modération ; il rejetait l'odieux de la guerre sur les Anglais et leurs alliés, il démasquait la coalition et montrait clairement que les coalisés en voulaient « au *statu quo* essentiel » de la France, c'est-à-dire aux limites naturelles et à la Méditerranée.

Sur sa demande, Markof en écrivit à Simon Woronzof, à Londres, et, pour être plus sûr de sa rédaction, Markof la soumit à Talleyrand. La réponse du premier Consul au sujet de Malte, disait-il, « me parut si noble, si loyale, si généreuse, que c'est avec un redoublement de zèle et de chaleur que je m'acquitte de la commission qu'il me donne ». Mais en même temps, dans le double fond du portefeuille, et dans le chiffre secrétissime : « Plus les offres du premier Consul me paraissent libérales, et plus leur sincérité me paraît suspecte. Dans celle de se soumettre à l'arbitrage illimité de l'Empereur, je ne vois que l'envie de renchérir sur l'Angleterre et l'espoir qu'elle n'y adhérera pas, et qu'alors il aura acquis un nouvel avantage tant auprès de sa propre nation qu'auprès de la Russie. Cette opinion est celle de tout le monde, car cette offre d'arbitrage est déjà publique et connue de tout le corps diplomatique. » Markof envoya un compte rendu détaillé de la conversation à l'Empereur. Le même courrier emportait, sur l'état de l'armée française, des renseignements qu'Alexandre avait démandés. — « Qu'il n'en parvienne rien à Hédouville ! » l'envoyé de la République, ajoutait Markof, « car il serait très facile de découvrir ici le bureau duquel je les ai tirés et même l'intelligence que je m'y suis ménagée [1]. »

[1] « J'ai eu occasion de connaître un des employés du bureau du ministre de la guerre et j'ai eu par son canal divers rapports dressés par le premier Consul... l'état général et détaillé des forces de la République depuis les mouvements auxquels la guerre actuelle a donné lieu... » Au chancelier Woronzof, 12, 14 juin ; à l'Empereur, 14 juin 1803. — TRATCHEWSKY, t. II, p. 201-202. — Comparez PINGAUD, p. 231. — En septembre 1803, un agent secret russe, Christin, fut arrêté, et l'on en mena grand scandale en Russie. Markof protesta. « Un bel espion, dans le fond », écrit Joseph de Maistre, à propos de la note « impertinentissime » de Markof. Voir TRATCHEWSKY, t. II, p. 349 et suiv.



III

Cette médiation russe remplit les cartons des chancelleries, fastidieuse, fallacieuse comme comme un dossier de procédure[1]. Les Anglais ne s'y méprirent pas un instant. Markof écrivait, de Paris, que Bonaparte n'était pas sincère, en demandant l'arbitrage; l'amiral Waren écrivait, de Pétersbourg, qu'Alexandre ne l'était pas davantage en proposant sa médiation. On arme; on appelle des volontaires. Pitt, pour son compte, en équipe 3,000 qu'il exerce, en qualité de colonel. Les côtes se hérissent de batteries, de palissades. Et le plus admirable est que la banque et le commerce se félicitent : les affaires reprennent! « Venez donc ici, écrit Simon Woronzof à son fils[2]; vous aurez plaisir à voir comment John Bull défend son pays et sa liberté. Vous trouverez les troupes qui ont battu les Français en Égypte et qui ont pour eux beaucoup de mépris. »

Ce Russe conseille finement aux Anglais d'accepter la médiation sur les points « qui étaient hors des atteintes de l'Angleterre, qu'elle ne possédait pas et que la France possédait » : le Piémont, l'Italie, la Hollande; au contraire : « Vous exceptez Malte dans tous les cas possibles, et vous mettez l'Empereur à même de démasquer le Corse. » Ainsi fut fait le 27 juin. Le lendemain, Woronzof reçut une dépêche de Pétersbourg où le tsar offrait de prendre Malte en dépôt : les Anglais refusèrent et, peu après, Hawkesbury écrivit à Waren que l'Angleterre était décidée à garder Malte et que si la Russie, l'Autriche et la Prusse voulaient se liguer contre la France, il signerait un traité de subsides[3].

[1] MARTENS, t. XI, p. 53, 104 et suiv. — Rapports de Simon Woronzof. — Jacques POTREL, *la Russie et la rupture de la paix d'Amiens*. Documents anglais et russes, inédits. Annales de l'École des sciences politiques, 1897.

[2] Juin 1803.

[3] 12 juillet 1803.

En même temps que l'on organisait les volontaires anglais, on animait les Français de bonne volonté. La mécanique des complots et des diversions se remit à marcher. Addington projetait de débarquer 20,000 hommes en Portugal. Le comte d'Artois demandait 40,000 livres pour rassembler une armée et rétablir la monarchie. Il faisait à Moreau le compromettant honneur de penser à lui et de le signaler aux Anglais. Un agent royaliste mandait à un de ses amis, à Paris : — L'Angleterre est sûre de la Russie et de l'Autriche, elle fera la guerre à la Révolution et la portera au cœur de la France, avec une armée de Français fidèles et d'Anglais, sous le commandement de Pichegru et sous les ordres du comte d'Artois; l'Autriche entrera en Italie, coupera la retraite à l'armée qui occupe Naples ; la Prusse, entrainée, marchera sur la Hollande et la Belgique, négligeant l'armée du Hanovre; des Russes débarqueront en Vendée [1]. Quant à la paix qui couronnerait cette nouvelle coalition, c'était celle de 1713, celle qui prévalut en 1814 : le retour aux anciennes limites, avec de puissantes barrières. Celles du traité d'Utrecht semblaient insuffisantes. On formerait un royaume des Pays-Bas, Belgique et Hollande réunies, et on en confierait la garde à la Prusse; l'Autriche prendrait ses compensations en Lombardie et la Russie où elle voudrait [2].

Talleyrand n'était que clairvoyant quand il demandait à Markof ce que signifiaient ces points à réserver dans la médiation, ces points à y comprendre, et sur lesquels on évitait de s'expliquer : « S'agirait-il, par hasard, de la Belgique et des pays de la rive gauche du Rhin et de ceux qui composent la République italienne [3]? » Markof n'eut garde de répondre à cette question embarrassante. Il se disait malade. Le jour même où Talleyrand l'interrogeait, il partit pour les Pyrénées. Il se sentait *brûlé*. Son manège avec Woronzof était percé à jour. Bonaparte n'attendait plus rien de la Russie.

[1] 4 juillet 1803. REMACLE.
[2] *Journal de Malmesbury*, 12 juillet 1893, t. IV, p. 284.
[3] A Markof, 23 juillet 1803.

Son humeur retomba sur Markof, son anglomanie trop déclarée, ses fréquentations suspectes à Paris. Talleyrand insinua que le rappel de cet ambassadeur serait un signe des intentions du tsar[1].

Bonaparte était alors en tournée d'inspection des côtes et chantiers du Nord et de visite aux pays réunis[2]. Nulle part les bienfaits de son gouvernement ne se manifestaient avec plus d'éclat. Ces populations semblaient conquises à jamais; mais elles faisaient mieux que se soumettre, elles s'affectionnaient : elles étaient entrées dans la paix romaine; elles entraient dans la patrie. Les attaches qui se sont formées dans les pays allemands de la rive gauche du Rhin datent surtout de cette époque-là. Les Rhénans étaient mûrs pour la liberté, à la française, de l'an IX et de l'an X. Les Belges, si longtemps rétifs, s'adoucissaient. Un préfet mande qu'à son arrivée il n'avait trouvé que des *sujets :* il commençait à se sentir au milieu de Français. « Le Concordat a réuni tous les cœurs, accordé tous les esprits, fondu toutes les opinions. » Bonaparte voyageait en souverain avec Joséphine, les deux consuls, des dames d'honneur, des ministres, un état-major, une chancellerie et jusqu'à un légat du Pape. A Bruxelles, il trouva un envoyé du roi de Prusse qui le venait saluer au passage. C'était ce même Lombard, secrétaire intime du roi, qui, en 1792, avait amorcé avec Dumouriez des pourparlers d'alliance.

La perplexité était grande à Berlin. Le roi se trouvait trop rassuré par la Russie : des garanties, il n'en aurait jamais assez; mais des alliances, il n'en souhaitait aucune, ni de Paris ni de Pétersbourg. Sa neutralité avait été trop lucrative pour qu'il ne craignît point d'en perdre les avantages. Il écrivait à Haugwitz le 8 juin : « Les ouvertures de la Russie sont précieuses; elles m'assurent, à l'instant où le choix des maux serait le plus douteux, tous les moyens de mon puissant

[1] Bonaparte à Alexandre, 29 juillet; Talleyrand à Hédouville, 18 juillet 1803.

[2] *Mémoires du comte de Bray :* Bonaparte à Amiens; rapport d'ensemble du 30 juin 1803.

allié... Mais... je vous le confie... il n'y a plus que des hostilités effectives de la France contre le territoire de Prusse qui puissent me faire prendre les armes... » Les Français en profitèrent pour commencer la conquête du Hanovre, s'y installer, s'y faire nourrir et ravitailler, comme en Hollande [1]. Ils occupèrent Ritzelbuttel et Cuxhaven, ces embouchures que Frédéric-Guillaume tenait tant à garder ouvertes. Ils mirent garnison à Hambourg, exigèrent des villes hanséatiques un emprunt de trois millions et mirent le séquestre sur les marchandises et les fonds anglais. Le roi de Prusse se demandait avec inquiétude, et non sans quelque honte secrète, où l'entraînerait sa condescendance aux faits accomplis et ses refus réitérés aux offres d'alliance de Bonaparte : était-ce une politique que de tout refuser et de tout laisser faire? Il tâcha au moins de s'éclairer. Il écrivit au Consul une lettre de haute courtoisie, mais timide, mais douce, humble même, et chargea Lombard de la porter [2].

Bonaparte reçut ce secrétaire, à Bruxelles, le 23 juillet. Il vit à quel caractère de badaud officiel il avait affaire. Frédéric avait raffiné sur ces jeux d'artifice et plus d'un Français, même des plus qualifiés sur l'article de l'esprit, s'y était laissé enjôler. Bonaparte parut prendre l'homme au sérieux et en confiance, il l'initia à ses desseins, et de toutes les séductions, c'était la plus irrésistible. Lombard, petit scribe et petit souffleur de cabinet, nature de conseiller intime, tempérament d'officieux et de gendelettre en mission, gonflé de son importance, impatient de trouver enfin son personnage et de supplanter des ministres de surface, demeura confondu devant « le grand homme » ; l'admirant, s'admirant davantage d'être là, recueillant de si graves confidences; insinuant, avec un sourire entendu, des questions très fines qui provoquaient de si importantes réponses; ébloui, sans doute, par le Consul, mais bien davantage par le reflet de sa propre figure, çà et là,

[1] Capitulation de l'armée hanovrienne, 5 juillet 1803. En moins d'un an, au 21 mai 1804, le Hanovre paya 25,597,000 francs.
[2] 7 juillet 1803.



dans les miroirs. Bonaparte le tint sous le charme « de ce ton de bonté et de noble franchise ». Il le reçut une seconde fois et compléta l'ouvrage, laissant discourir Lombard et semblant s'intéresser à ses dissertations subtiles et pédantesques. « On a tort, écrivait le secrétaire de cabinet[1], d'incriminer la violence de son caractère, la précipitation de ses jugements. Il est, dans la discussion, calme, attentif, ayant toujours l'air de vouloir s'instruire et ne s'irritant pas de la contradiction. Voilà du moins ce qu'il a été constamment à mon égard. » Il ne pense qu'à l'Angleterre, à cette guerre « qu'il croit la dernière ». Il ne voit qu'un moyen « qui d'un coup réduirait l'Angleterre, c'est la clôture du Sund ». C'est l'idée du *blocus* qui monte. Bonaparte y revient « avec acharnement ». Et de là, d'un pas, à l'alliance : la Prusse, si elle la refuse, va perdre sa considération en Europe ; elle forcera la France à se rejeter sur l'Autriche : « Je le prévois, dit Bonaparte; j'en suis au désespoir, car je n'estime et n'aime véritablement qu'une seule puissance au monde, et c'est la Prusse. »

Il remit à Lombard, le 29, une lettre pleine d'effusion pour Frédéric-Guillaume, dans l'esprit de l'alliance. Le même jour, il écrivit à Alexandre une lettre sèche, trahissant la déception. Il partit de Bruxelles le 30 juillet, méfiant de l'Autriche, irrité contre la Russie, ayant besoin de la Prusse et désireux de l'avoir.

Lombard s'en alla rempli d'illusions, avec une miniature de Bonaparte, par Isabey; il reçut, de Paris, les compliments de Talleyrand. Il voyagea lentement, en porteur de reliques, n'arriva à Potsdam qu'au commencement d'août et y passa trois jours à « raconter » Bonaparte au roi Frédéric-Guillaume. Il conclut que l'on pouvait se fier au Consul et qu'en cas d'orage on aurait toujours le temps de se retourner vers la Russie. Puis, on délibéra. Le roi s'en tenait à la neutralité permanente, absolue. La reine et Hardenberg, très Hanovrien au

[1] Rapports de Lombard, 24, 30 juillet 1803. BAILLEU.

fond, et, par suite, complaisant aux Anglais, penchaient vers la Russie; Lombard inclinait vers la France. La noblesse, les généraux, la cour gardaient leurs préventions antirépublicaines. Le vieux Mœllendorf, qui perdait 33,000 livres de revenu au blocus, recouvra sa « vertu » des temps frédéricides; il pestait contre l'Angleterre, contre la Russie qui la soutenait : « La France étant la plus forte, disait ce guerrier philosophe, l'on n'a plus de raison de louvoyer [1]. » Haugwitz présenta, le 12 août, un mémoire : il proposait de garantir la France contre l'Autriche, moyennant quoi Bonaparte garantirait à l'Allemagne du Nord sa neutralité. De Paris, Lucchesini peignait la France plus prussienne que jamais [2] : « Les républicains, soit animosité contre les derniers alliés de la monarchie — l'Autriche — soit calcul de politique plus éclairée, ont popularisé en France l'idée de l'alliance avec la Prusse. Le premier Consul, qui a été un des derniers à adopter cette opinion, semble l'avoir consacrée » par les sécularisations. « Si quelque chose offre la perspective d'une stabilité constante par le sentiment presque unanime de la nation qui la provoque de toutes parts, ce serait, sans contredit, l'existence d'un système de liaisons politiques entre la Prusse et la France [3]. »

Hardenberg annota ce mémoire : « La Prusse n'a eu en partage que de misérables parties éparses de territoire », qui, au lieu de la fortifier, la compromettent. « Sa puissance, et, avant

[1] Rapport de Laforest, 2 août 1803.

[2] RANKE, *Hardenberg*, t. V, p. 111. Pièces.

[3] Lucchesini jugeait bien du passé, et discernait l'avenir. Voir t. I, p. 304 : *les Mémoires de Favier*; t. II : les missions de Ségur et de Custine; t. III : les plans d'alliance, en 1792, et suivre ces projets, en 1795, puis sous le Directoire, t. IV et V. On sait que l'illusion dura. En 1815, nombre de personnes, dont de Pradt, Chateaubriand, Pasquier, etc., reprochèrent à Talleyrand d'avoir combattu la politique prussienne. En 1829, la Prusse était le *pivot* du grand dessein de Polignac. Les républicains, après 1830, soutenaient que la Prusse seule pouvait nous procurer la rive gauche du Rhin. (Louis BLANC, *Histoire de dix ans*.) En 1848, ils la recherchent; Louis-Napoléon la caresse, l'introduit au congrès de Paris. En 1860, Thiers reprend la campagne contre la politique de Talleyrand (*le Consulat et l'Empire*, t. XVIII), et l'aveuglement qui gouverna la politique de 1865-1866 dura jusqu'en 1867 (affaire du Luxembourg).

toute chose, sa puissance!... Une alliance, sans vue d'agrandissement pour la Prusse, devenait illusoire... *Hinc illæ lacrymæ!*... Il s'agirait d'acquérir assez de force pour être toujours indépendant et redoutable, même à notre alliée... sans quoi, point de salut! » Ne pas rompre avec l'Angleterre, se méfier de Bonaparte, et, si l'on s'accorde avec lui, que ce ne soit que pour se fortifier contre lui. Ainsi spéculaient ces honnêtes négociants d'alliance et trafiquants de territoire; mais, voulant gagner, à coup sûr, sans risquer de rien perdre, si tout était tentation pour eux, tout leur semblait obstacle, et c'est pourquoi ils demeuraient en leur neutralité oscillante.

Cependant, Alexandre avait dépêché à Markof un projet de paix générale, sous la médiation russe[1] : Lampedusa aux Anglais; un royaume, en Italie, au roi de Sardaigne; neutralité des Républiques batave, suisse, italienne, ligurienne et ionienne; garantie des rois de Sardaigne, d'Étrurie, des Deux-Siciles, du corps germanique; évacuation, par les Français, du Hanovre, de la Hollande, du royaume de Naples; évacuation, par les Anglais, des colonies bataves; intégrité de l'empire ottoman, et congrès général, pour accommoder le tout. Le courrier alla chercher Markof à Barèges, d'où il revint à Bourbon-l'Archambault, où se trouvait Talleyrand, qui y faisait sa cure. Talleyrand renvoya, le 21 août, à Bonaparte, ces papiers inutiles. « Il est ridicule, répondit Bonaparte, que ce polisson, qui est aux eaux de Barèges, devienne le centre de toutes nos affaires. Je ne serai pas assez lâche pour faire une paix plâtrée que la nation désavouerait. Je laisserai tomber la médiation qui ne peut plus mener à rien...[2] »

Peu après, Markof revint à Paris. Il n'y entendit parler que de son rappel réclamé par Bonaparte[3]. Il avait hâte d'en obtenir la confirmation. Il reçut une invitation à dîner aux Tuileries et se rendit à la réception diplomatique qui précédait ce dîner. Il redoutait quelque algarade à la Whitworth. Bona-

[1] 19 juillet 1803.
[2] A Talleyrand, 23 août 1803.
[3] Rapport du 30 septembre 1803.



parte l'aborda, s'informa de sa santé, de son voyage; puis, au moment où Markof commençait à se rassurer, il changea de ton, l'assaillit, emporté, les traits décomposés, les lèvres tremblantes, la voix oppressée, et le força d'essuyer « un orage, auquel, dit Markof, je n'aurais jamais cru qu'un ministre de Russie pût être exposé ». Il poussa jusqu'aux extrêmes : il parla de la Pologne! Markof n'en dîna pas moins, mais il quitta les Tuileries dès qu'on se fut levé de table.

L'orage passé, le manège des officieux et des politiques commença; les uns pour atténuer les effets de la colère du premier Consul, les autres pour se dégager d'une mauvaise affaire et se ménager l'avenir. Talleyrand envoya sa femme — cette mission était dans les moyens de la personne — déjeuner avec la fillette de Markof, une enfant de cinq ans et demi. Lucien Bonaparte dit au ministre russe que « lui et son frère Joseph n'avaient rien négligé pour empêcher le premier Consul de commencer la guerre, en lui conseillant même de ne pas s'opiniâtrer sur Malte ». Puis il le loua d'être le seul, du corps diplomatique, à ne point fléchir devant le Consul; « le seul qui fît son métier; les persécutions du Consul et celles de Talleyrand étaient le plus grand témoignagne d'estime qu'il pût recevoir... »

Ces compliments avaient de quoi délecter un roué de la force de Markof. Mais le temps n'était point aux jeux d'ironie. Markof se sentait surveillé; il redoutait un terrible scandale, si l'on découvrait ses opérations dans les bureaux de la Guerre. Il se demandait d'ailleurs, ayant peu de goût aux mesures violentes, et préférant les espions aux spadassins, si Bonaparte et Talleyrand s'en tiendraient aux injures et aux procédés de police. « Je les crois capables d'avoir recours pour se débarrasser de moi à des moyens plus expéditifs... » Il sollicite « sa délivrance ». « Le seul vœu que j'ose former, c'est que je puisse esquiver de prendre congé de la clique infernale [1]... » Quant au choix de son successeur : « C'est un effet de votre

[1] Rapport du 1er octobre 1803.



indulgence pour moi que de croire que je sois difficile à remplacer. Ce poste-ci ne l'est pas du tout. S'agit-il des faits? Ils sont tous aussi publics que l'intention qui les enfante. S'agit-il des dispositions et des volontés? Il est inutile et impossible de les suivre. Inutile, parce qu'elles naissent de fantaisies et d'imagination exaltée qu'aucune sagacité humaine ne peut calculer. Impossible, parce qu'elles sont aussitôt exécutées que conçues. Elles se réduisent d'ailleurs à une seule, celle de tout dominer. Lucien m'a dit que c'est un trait de ressemblance que son frère avait avec Alexandre le Grand. Quant au pouvoir et aux moyens, ils sont tous calculés; et il n'y a qu'à trembler ou à s'occuper, sans perdre un instant, des mesures actives pour les borner. Le Midi et l'Occident de l'Europe sont déjà subjugués, le Nord est entamé et l'Orient prêt à crouler. »

On était mûr, à Pétersbourg, pour entendre ces avis. Hédouville s'étant rendu à « la grande parade » du dimanche, et s'y tenant un peu à l'écart, le tsar l'appela : « Pourquoi ne vous approchez-vous pas, monsieur d'Hédouville? Je ne vous ferai pas de scène comme celle que le premier Consul a faite à mon ministre à Paris. » Hédouville remit à l'Empereur la lettre où Bonaparte se plaignait de Markof. Alexandre s'en étonna : « Je n'ai jamais aperçu dans ce ministre qu'une conduite conforme à ses instructions. » Il le rappela, mais en lui envoyant, par le même courrier, le grand cordon de Saint-André, qui témoignait publiquement de son approbation et de sa faveur. On apprit bientôt que des armements étaient ordonnés. On parla d'un rapprochement avec Vienne. « Les choses se gâtent », écrivait Kotchoubey [1].

Alexandre estima que, pour avoir refusé sa médiation et « cru devoir lever le masque », Bonaparte s'était, sans doute, assuré de la Prusse. Il en écrivit à Frédéric-Guillaume, le 6 octobre, s'efforçant de lui ouvrir les yeux : « Sire, vous

[1] Rapports d'Hédouville septembre, 11 octobre, 1er novembre; le chancelier à Markof, 24 octobre; Alexandre à Bonaparte, Alexandre à Markof, 28 octobre 1803. Lettre de Kotchoubey, 11 novembre 1803.



favorisez l'ambition de Bonaparte. Étant hors d'inquiétude du côté du continent, il pourra porter toutes ses forces contre l'Angleterre. Je souhaite que les assurances et les protestations rapportées par M. Lombard ne soient pas trompeuses, et que Votre Majesté n'ait pas à se repentir du système qu'elle a adopté. » Alors, il se retourna vers l'Autriche. Anstett, son envoyé, eut l'ordre « d'entrer en pourparlers avec le gouvernement autrichien sur les mesures à prendre, de concert avec la Russie, contre l'ennemi commun ». Et le chancelier Woronzof écrivit à Londres : « Le danger que la France fait courir à toute l'Europe rend plus forte encore l'amitié qui unit la Russie à l'Angleterre[1] » Un agent de Talleyrand lui rapporte, le 8 novembre, que le tsar lève deux hommes sur cinq cents.

Markof, en attendant « sa délivrance », occupait ses loisirs et se distrayait de ses anxiétés en cabalant de plus belle, avec les affidés de Talleyrand, avec Choiseul-Gouffier, avec Miot, avec Joseph. Choiseul-Gouffier lui portait les compliments de Talleyrand sur sa médiation, sa bonne tenue, la tournure élégante de ses notes. D'ailleurs, Talleyrand se lavait les mains de celles qu'il composait. Il donnait à entendre que l'Empereur trouverait à Paris un homme capable de l'entendre. Markof, très adroitement, encourageait chez tous, chez les frères en particulier, l'illusion que *sans* Bonaparte la Russie, comme l'Angleterre, serait la meilleure amie de la République pacifiée, prospère et modérée. Il reçut ses lettres de rappel, les présenta au Consul, paré de son cordon de Saint-André, accrédita d'Oubril, en qualité de chargé d'affaires, et quitta Paris le 18 décembre. « En sortant de la France, j'ai cru quitter la Corse, Alger, Tunis et le Maroc, tant le gouvernement qui y est présentement en activité rappelle l'image de ces pays barbares. On n'y voit que des lois arbitraires et les mœurs les plus dépravées...[2] » Ce ministre de la grande Catherine en parlait à son aise. Il laissait, tout permet de le

[1] Le chancelier à Anstett, 18 octobre; à Simon Woronzof, 9 novembre 1800. — MARTENS, t, III, p. 299; t. XI, p. 76 et suiv.

[2] Rapports de Markof, 4, 28 novembre; 27 décembre 1803.

soupçonner, un service de renseignements bien organisé, que ses successeurs retrouvèrent et mirent à profit, au temps de l'alliance; il laissait un groupe d'*amis de la Russie* qui valaient presque, pour l'influence et l'activité, les *amis de l'Angleterre ;* enfin, une correspondance secrète, confiée au baron de Dalberg, ministre de Bade, lequel vivait déjà dans la familiarité de Talleyrand [1].

Quelques mois après, Hawkesbury, causant avec Simon Woronzof, tira toute la moralité et dit le dernier mot de toute cette comédie d'arbitrage et de médiation : « L'Angleterre doit se servir de tous les moyens qui peuvent être bons pour la lutte avec Napoléon. Ce serait un péché devant Dieu ; ce serait une honte devant les hommes et la postérité, si l'Angleterre, que la Providence a dotée de forces suffisantes à contrecarrer les forces de la France qui aspire à la domination du monde, ne les employait pas au renversement de ce colosse qui est prêt à fouler aux pieds l'Europe souffrante et opprimée. » Et Rostopchine : « Tel qu'il soit, le système de l'Angleterre sera toujours celui d'anéantir la France, comme son unique rivale, et régner après despotiquement sur l'univers entier [2]. »

IV

Bonaparte croyait très sérieusement à la possibilité de l'invasion de l'Angleterre. « C'est un fossé qui sera franchi lorsqu'on aura l'audace de le tenter [3] ». — « Il n'a jamais rien tant désiré au monde », déclare Marmont, et c'est pourquoi on le voit, avec tant d'ardeur, rajuster, renouer, resserrer la grande

[1] VITROLES, *Mémoires*, t. I, p. 35. — PINGAUD, *D'Antraigues*, p. 235, 292, 384, 392; 231. Lettre de l'*amie de Paris*, 6-11 décemdre 1804. — *Mémoires de Pasquier*, t. I, p. 519. — Dalberg eut son audience le 19 juin 1803.

[2] MARTENS, t. XI, p. 77. — Lettre de Rostopchine, août 1803. *Archives Woronzof*, t. VIII.

[3] A Cambacérès, 16 novembre 1803.

machine de guerre, l'échafaudage toujours branlant et détraqué des alliances, qui doit lui assurer la paix du continent le temps qu'il lui faudra pour profiter du brouillard et du vent d'est. Mais à mesure qu'il élève cet échafaudage et qu'il l'étaye, les pièces, de trop longue portée, trop tendues et trop chargées, craquent et se disloquent par le travail même qu'il en exige. L'alliance, pour ces pays, l'Espagne et la Hollande surtout, c'est le blocus, le commerce ruiné, les prises, les corsaires, les vides du Trésor, les revenus taris, les contributions accrues; ce sont des vaisseaux à armer, des troupes d'occupation à nourrir, ravitailler, rhabiller; c'est le mécontentement du peuple lassé, humilié, ruiné; c'est l'impopularité du gouvernement taxé de servitude aux étrangers; c'est le vœu universel de la chute d'un allié détesté, de la victoire d'un ennemi caressé : nos amis les ennemis! Pour y remédier, Bonaparte n'a d'autres moyens que la peur, la force, la confiscation, l'annexion qui étouffent les plaintes, assurent l'obéissance immédiate, mais attisent la révolte. Ainsi, il lui faut des alliés pour vaincre l'Angleterre et l'Europe; il lui faut vaincre l'Angleterre et l'Europe pour conserver ses alliés : contradiction fondamentale qui dure depuis 1795, avec la Hollande, depuis 1796, avec l'Espagne, qui s'en ira toujours croissant, car la France et Bonaparte marchent à ce paradoxe : plus ils réussissent, plus il leur devient difficile d'assurer leur succès.

Cette conséquence se déclare en Espagne [1]. Godoy traînait tout en longueur. L'agent anglais, Frère, travaillait la cour, les ministres, les grands, soufflant le feu, semant l'argent, promettant la neutralité. Les Espagnols n'avaient qu'un désir, supprimer le traité de Saint-Ildefonse. Bonaparte les avertit qu'il ne s'y prêtera point. Si Charles IV écoute « les calculs perfides d'homme qui, insatiables d'or, ont vendu les intérêts de leur prince et de leur pays à l'Angleterre »; si l'escadre française qui mouille à la Corogne est insultée, l'outrage « sera vengé par la chute de la monarchie espagnole »; 20,000 hom-

[1] Lefebvre, t. I, chap. viii. — Baumgarten, t. I, liv. I, chap. iii. — Grandmaison, chap. viii. — Fournier, t. II, chap. i.



mes entreront en Navarre et 15,000 dans la Catalogne, soutenus par une réserve de 35,000 hommes. Il y en aura 100,000 en octobre[1]. Sa tactique dans ce premier investissement de l'Espagne est celle qui consommera, en 1808, la chute de cette monarchie; celle qu'il suivra, en 1806, avec la Prusse, et avec Naples. Il somme les Espagnols de se livrer les mains liées, avec toutes leurs ressources : armée, flotte, trésor; s'ils hésitent ou refusent, il les mettra en demeure de désarmer, les envahira, les discréditera par des polémiques sans merci, et, jetés à terre, impuissants, dans l'humiliation, dans le scandale, il les déclarera déchus, les frappera de mort politique, les bannira, les enfermera.

Il écrit à Charles IV, le 18 septembre; il lui dénonce l'ignominie de sa couronne, « l'espèce de détrônement dans lequel le prince de la Paix se plaît à le présenter à tous les gouvernements ». Il exige l'éloignement de Godoy; le licenciement des milices, hostiles à la France; l'ouverture du Ferrol aux flottes françaises; la guerre à l'Angleterre ou le payement de six millions par mois; il donne huit jours pour répondre. Godoy connaît, le 2 octobre, et la lettre et l'ultimatum. Il biaise, s'épuise en paroles, en faux-fuyants; puis, le 7, à bout d'arguments, promet tout; c'est pour se dédire aussitôt. Beurnonville avait affecté des formes de courtoisie. Il se fâche et revient aux façons soldatesques, ses façons naturelles. Il parle à Godoy du ton qui convient : il le traite de pair à compagnon, en vieux sous-officiers qu'ils sont tous les deux, matamore de caserne parisienne à hidalgo de caserne madrilène. Le futur marquis force la porte de ce prince d'hier, l'invective, l'agonise, et sort sans le saluer. Il exige une audience du roi, afin de lui remettre la terrible lettre : l'audience est accordée pour le 11, au matin. L'aventure tourne au drame; mais le théâtre espagnol est plein de tiroirs, fécond en changements à vue; et c'est Figaro qui va faire le dénouement. Godoy prend les devants, se concerte avec la

[1] Ordres à Talleyrand, 14, 16, 18 août 1803. Pour la lettre du 14, voir FOURNIER, *Zur Textkritik*.



reine, entreprend Charles IV; il a lu la lettre du Consul : « Si Votre Majesté en prend connaissance, rejeter les demandes de Bonaparte, c'est perdre l'Espagne; les accepter, c'est humilier la couronne. Sire, recevez cette lettre, mais ne la lisez pas. »

Le 11 octobre, Beurnonville, en habit de gala, est reçu avec le cérémonial des audiences solennelles. La reine se tient aux côtés du roi. Charles IV prend la lettre; puis, sans l'ouvrir, avec cette majesté de geste que, dans les rencontres, les Bourbons, même les plus dégénérés, ont su retrouver; presque imposant, à force d'indifférence et d'ineptie : « Dites au premier Consul que j'aime la France beaucoup plus que l'Angleterre, et que je donnerai tout ce qu'il me sera possible de donner;... mais je ne consentirai pas à l'éloignement d'Emmanuel, parce qu'on ne peut pas s'opposer à ce que j'aime un homme qui se conduit bien, et de la société duquel je me suis fait un besoin. »

Godoy sauvé, l'Espagne pouvait payer. Une convention fut signée, à Paris, le 19 octobre : 6 millions par mois, ouverture des ports aux vaisseaux français. C'était, au vrai, payer pour n'être point neutre, et, sous le prétexte de s'en tirer les mains, s'engager dans l'engrenage. Bonaparte compléta cet arrangement par un autre qu'il fit avec le Portugal, le 19 décembre : 16 millions de francs, neutralité, avantages à l'industrie française. De Gênes, il tire 6,000 matelots; de la République italienne, 5 à 6,000 soldats et de l'argent. Il menace la cour de Naples. « Écrivez à Alquier que j'ai plus de troupes en Italie qu'il n'en faut pour conquérir l'Italie entière... Ce qui est important, c'est qu'à l'extrémité de la Calabre on n'arme point les paysans, et si le roi de Naples se montre de cette manière, avant de passer en Angleterre, on pourrait bien s'assurer de Naples[1]. » Il voyait juste : c'est de Calabre qu'était parti, en 1799, « le torrent de révolutions » qui avait chassé les Français d'Italie; c'est là que devait

[1] A Talleyrand, 8 novembre 1803.



recommencer, contre la France, cette guerre de paysans qui gagna le Tyrol, l'Espagne; mina, rongea par la base l'échafaudage formidable; blessures au pied les plus dangereuses de toutes et qui s'enveniment le plus.

Il réitère les insinuations à la Prusse. Le 27 novembre, après la soirée de Mme Bonaparte, il garde Lucchesini aux Tuileries et l'entretient une partie de la nuit[1]. Que veut la Prusse? La neutralité de l'Allemagne : elle serait funeste pour la France. « C'est sur le chemin, qui mène de Strasbourg à Vienne, que les Français doivent aller forcer l'Autriche à la paix, et c'est le chemin que vous voudriez nous interdire, en nous privant de nos alliés naturels : Bade, Wurtemberg et l'électeur de Bavière... » ... « Si la France ne doit de reconnaissance à personne, n'est-il pas à prévoir qu'elle ne ménagera pas plus la Prusse que tout autre État? » Si, au contraire, la Prusse se décide, elle a tout à gagner. « Je n'ai pas été content des indemnités que la Prusse a obtenues. J'eusse voulu qu'elle eût un million d'âmes de plus, mais vos amis les Russes et vos rivaux les Autrichiens s'y opposaient... » Il conclut : une liaison sincère, qui garantirait la France d'une attaque des Russes et des Autrichiens, en Allemagne et en Italie, et procurerait à la Prusse des avantages proportionnés aux services qu'elle rendrait.

Mais il est, il sera toujours loin de compte avec la Prusse. Il veut bien, comme le Comité de salut public, comme le Directoire, renforcer la Prusse pour en faire une avant-garde contre la Russie, un auxiliaire contre l'Autriche, une aile de son armée, une dépendance de ses douanes, un garde-côtes contre l'Angleterre : qu'elle se livre, qu'elle contracte « une association évidente, pleine, forte, telle que sa seule publication soit pour l'Europe continentale le gage de la stabilité et de la permanence du *status præsens* des parties qui la composent », et il fera d'elle une puissance de premier rang! Il se déclarera pour le parti protestant, assurera à ce

[1] Rapport de Lucchesini, 30 novembre; Talleyrand à Laforest, 30 novembre 1803.



parti la prépondérance; il ne disposera du Hanovre que de concert avec la Prusse; au besoin, par un article secret, il lui promettra ce pays; bien plus, l'Empire venant à vaquer, il est disposé « à diriger les esprits des électeurs afin... que la couronne impériale aille se placer sur la tête du roi de Prusse »; et, pour témoigner de ses intentions, il évacuerait même les embouchures de l'Elbe et du Weser; mais il exige auparavant la réalité de l'alliance et la garantie de l'Italie[1].

Le roi de Prusse voudrait, au contraire, que Bonaparte commençât par l'évacuation. Il n'entend point devenir, en Allemagne, le vice-roi de la République française, le proconsul de Bonaparte; il voudrait s'y assurer la suprématie par le bienfait de la neutralité qu'il assurerait aux Allemands, se faire le vice-Empereur, au moins le vicaire de l'Empire et son protecteur contre la France, et se faire confirmer par les princes d'Allemagne les accroissements qu'il s'est procurés aux dépens de l'Empire. Il consentirait tout au plus un *à peu près* d'alliance, mais sans les obligations, sans le mot surtout. C'est ce mot, dit Haugwiz, qui arrête le roi[1]. Bonaparte en conclut que le roi ne se sentait pas libre du côté de la Russie. Il voyait juste. Frédéric-Guillaume mandait au tsar, le 21 février 1804 : « J'ai perdu à peu près l'espérance de m'entendre avec le premier Consul... Jusqu'à quel point pourrais-je, sire, compter sur votre secours et sur la coopération de vos alliés?... Je compterai sur un mot de votre bouche comme on ne compte pas sur des traités solennels, et je serai tranquille sur les destinées de la Prusse, dès que la Russie y associera les siennes. » Sans se donner encore, les Prussiens s'associent aux Russes; ils s'éloignent de plus en plus de la France, se rapprochent de plus en plus de la Russie, et cette tentative d'alliance prussienne avorta, comme toutes les autres, depuis dix ans.

Mais la Prusse n'est ni aimée, ni redoutée; ni, par suite,

[1] Dépêche à Lucchesini et projet de traité, 15, 17 décembre 1803. Rapport de Lucchesini, 30 décembre. Rapport de Laforest, 30 décembre 1803, 21 janvier 1804. Rapport de Lucchesini, 4 février 1804. BAILLEU.



considérée dans l'Empire. L'influence passe à Bonaparte. L'Allemagne est encore muette : toute dans la pensée, dans la littérature ; réfugiée dans la poésie, la musique, la science, la philosophie. Le patriotisme, qui tend à se réveiller, est encore à l'état d'archéologie, d'anachronisme ; il ne vit, il ne se connait que dans le passé. Bonaparte, complétant, en cela, l'œuvre extérieure de la Révolution, supprime des frontières, comble des fossés, abat des fortifications et des murailles ; il abaisse les obstacles qui s'opposaient à la réunion de ces peuples. Il leur permet de se rencontrer ; les penseurs, les savants leur créent une âme commune qui leur permettra de se reconnaître quand ils se rencontreront. Mais c'est œuvre d'avenir ; le conquérant défriche, laboure, dresse le champ ; les penseurs, les poètes, les artistes l'ensemencent. Il n'y a pas de nation allemande apparente, et la vieille Allemagne disparaît. C'est le temps où l'on y voyage pour apprendre à penser la pensée universelle avec Kant, Herder ; goûter la poésie « romantique » avec Gœthe, Schiller ; écouter Beethoven et ses poèmes sans paroles qui emportent au delà du monde où rampent les diplomates ; « voir les grands génies », se refaire les esprits, se rafraîchir le sang par le grand air intellectuel, les grands contrastes. Ceux qui souffrent de la liberté perdue, de la belle utopie de 89 évanouie, de l'Empire des Gaules qui s'annonce, y vont trouver, toute vivante, cette *Germanie* que les derniers républicains de Rome étaient réduits à ne visiter que d'imagination, dans les écrits de Tacite. L'attrait de cette Allemagne, c'est son infirmité même et son assujettissement. L'idéal est la consolation des peuples affligés dont le royaume n'est point ou n'est plus de ce monde. C'est cet idéal que Mme de Staël va chercher en Allemagne [1] : une nation qui ne prétend être grande que par l'esprit ; où l'on ne trouve ni guerriers empanachés et cuirassés, ni canons, ni Romains, ni raison d'État, au moins dans le monde intellectuel.

[1] Elle part en décembre 1803. Voir mon *Etude sur Mme de Staël :* chap. III et IV : l'exil, voyage en Allemagne.



Dans les gouvernements, cette raison d'État règne seule, et souverainement. Tout l'objet est de s'accroître en territoire et en puissance : acquérir, concentrer, recevoir les terres des mains de la France et gouverner à la française. Ils légifèrent, réglementent, taxent, enrégimentent sur le modèle de Bonaparte, comme, au dix-septième siècle, ils élevaient des palais, se ruinaient en bâtisses et jouaient le monarque absolu, sur le patron de Louis XIV. C'est le printemps de la suprématie française. Il reste beaucoup à gagner avec la France : toutes les terres seigneuriales, les terres de l'ordre équestre, de la noblesse immédiate[1]; le vaste champ de la Souabe, de la Franconie, mosaïque de seigneuries. Le Bavarois, le Wurtembergeois, le Hessois, le Badois, le Saxon, brûlent de compléter l'œuvre d'un « siècle de lumières »; de s'inspirer à la fois des rois de France et de la Révolution française, en imitant Bonaparte qui résume, à leurs yeux, l'ancien régime et le nouveau. Après avoir dévoré les terres ecclésiastiques, ils ont soif d'absorber dans l'État, en transformant les seigneurs quasi souverains en sujets, les innombrables comtés, baronnies, terres seigneuriales : après la *sécularisation*, la *médiatisation*.

Les désirs aidant, l'occasion surgit. L'Électeur de Bavière ouvrit la campagne, fit occuper les seigneuries immédiates enclavées dans ses États, suspendit la justice seigneuriale, saisit les revenus[2]. L'Autriche avait grand intérêt à arrêter le mouvement. Cette noblesse immédiate formait sa dernière clientèle dans l'Empire. Les nobles en appelèrent au conseil aulique; l'Empereur les soutint. Il fit, à son tour, occuper par ses troupes des seigneuries de la Bavière et du Wurtemberg. Puis, comme dans les affaires d'État, la justice se porte toujours où l'appelle la convoitise, le Tyrol se garnit de soldats autrichiens, menaçant d'un côté la Bavière et de l'autre la République italienne.

[1] C'est-à-dire des comtes, barons et membres de l'ordre équestre qui relevaient directement l'Empire.

[2] LEFEBVRE, t. I, p. 337 et suiv. — HAÜSSER, t. II, p. 480 et suiv. — RANKE. t. I, p. 492 et suiv.

Bonaparte notifia à Vienne que, faute de rapporter ces mesures et de retirer ces troupes, l'Autriche verrait 40,000 Français entrer en Allemagne. Cette cour prit peur, s'effaça, louvoya [1]. Ses forces, malgré tant de ressources de peuples et tant d'obéissance, ne se relevaient que lentement. Les finances, avec le papier-monnaie discrédité, demeuraient « la partie honteuse » de l'État. Il fallait, pour agir, de l'argent qui ne pouvait venir que de Londres, une alliance qui ne pouvait venir que de Pétersbourg. On les appelait. Il se formait, à Vienne, dans l'aristocratie, un parti anglais, un parti russe, qui cabalaient de concert et poussaient sourdement à la guerre. Les anglomanes se retrouvaient chez l'ancien ministre russe Panine, en « déplacement » à Vienne, déblatérant contre la paix de Lunéville et prêchant la guerre. D'autres entouraient l'ambassadeur d'Alexandre, Rasoumowky, chez les grandes dames russes et polonaises où il fréquentait. L'ambassadeur anglais, sir A. Paget, s'affilia à ces coteries, où il rencontrait le général suédois Armfeld, ardent, intelligent, ouvert, agent dévoué de Gustave IV, adversaire acharné de Bonaparte; un agent des princes d'Orléans, Frohberg; des émigrés français, des royalistes travaillant pour le prétendant, Pozzo di Borgo entre autres; des Suisses, des Allemands dépaysés, sans patrie. Frédéric de Gentz, anglomane déclaré, correspondant de M. Hammond [2], était l'intelligence de ce petit monde agité, qui ne voyait de salut que dans la coalition de l'Angleterre et du continent contre la France. D'Antraignes y avait ses yeux, ses oreilles, pour surprendre les propos; ses mains pour dérober les papiers d'État. Jean de Müller lui écrivait; traversant les salons, les antichambres, historien distingué, écrivain réputé, mais vénal, sans dignité, sans mœurs, « grec en fait d'amour », avouait-il cyniquement ; il renseignait l'ambassadeur de France Champagny sur les Autrichiens, les Autrichiens sur la France,

[1] FOURNIER, *Napoléon*, t. II, p. 55. — BEER, p. 40. — FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*, p. 51, 103 et suiv. — PERTHES, t. II, liv. V, chap. I.

[2] Lettres publiées par Stern.

et, par d'Antraignes, la Russie sur tout le monde [1]. Bonaparte était moins bien informé par Champagny sur ce foyer d'intrigues que, par ce même Champagny, et à son insu, les Russes ne l'étaient sur les intentions de Bonaparte et les faiblesses intimes de son gouvernement. Mais il en savait assez pour se méfier de l'Autriche et ne plus la perdre de vue, persuadé, d'ailleurs, que, sans la Russie, elle n'oserait rien faire. C'est alors que les propositions d'alliance russe arrivèrent à l'Autriche.

V

« Dès la fin de l'année 1803, nous lui avons offert de se concerter avec elle pour agir contre les Français, dit une note russe de 1805; et nous n'avons trouvé en elle que des marques de son peu d'énergie et de ses désirs de louvoyer [2]. » Bonaparte, disaient les Russes, ne peut s'arrêter sur la pente où il s'emporte; la force des choses l'oblige à avancer jusqu'à ce qu'il rencontre un obstacle insurmontable : la Russie offre de mettre sur pied 90,000 hommes, suivis d'une réserve de 80,000. Ils n'oublient pas l'article essentiel, les dédommagements. Ils les offrent aux dépens des Républiques d'Italie, le roi de Sardaigne redevenant « le gardien des Alpes [3] ». Les Autrichiens demandaient à réfléchir. « Tous ces peuples, sans doute, sont fatigués du joug français, disait Cobenzl, mais il faut que la musique soit commencée avant de les mettre en danse. » ... « Nous sommes à la bouche du canon; nous serons anéantis avant que vous puissiez nous secourir. » Néanmoins ils se préparaient : au commencement de 1804, ils auront 385,000 hommes [4]; mais, à la moindre menace de

[1] Pingaud, 2e édition, chap. v, paragraphe 3.
[2] Martens, t. II, p. 399 et suiv. — Tratchewsky, t. II, et III.
[3] Woronzof à Anstett, 30 décembre 1803; note de Woronzof, 1er janvier 1804.
[4] Rapports d'Anstett, 16 novembre 1803; de Rasoumowsky, 22 mars 1804.



Bonaparte, les recrues se disperseront, sauf à se rassembler aussitôt ailleurs. Ils multipliaient les platitudes, refusaient des passeports à Mme de Staël; composaient, selon les vieilles recettes, des dépêches destinées au cabinet noir de Paris[1]. Et le peu sagace Champagny, se leurrant de leurs bonnes paroles, écrivait à la fin de 1803 : « L'Empereur François et ses ministres, pleins d'une admiration inviolable pour le premier Consul, consentent à lui laisser le sceptre du monde, pourvu qu'il veille bien épargner la monarchie et lui accorder son amitié. »

Dans le même temps, le comte Clément Metternich s'installait à Berlin en qualité de ministre d'Autriche; fort hostile à la Prusse, fort méprisant des Prussiens, de leur monarchie, de leur cour, mais infiniment plus hostile à la France; croyant à la guerre, travaillant à y attirer la Prusse, mais aussi à l'amoindrir dans l'Allemagne, à la discréditer en Russie; bref à la mettre à la suite, subalterne des deux Empires[2]. Il faudra lui forcer la main. Les Russes en sont convaincus. Anstett le dit, rudement, à Cobenzl : « Ni parenté, ni aucun lien n'empêchera la Russie de convenir de la façon dont, en cas de guerre, nos armées devraient agir en Allemagne, c'est-à-dire, imiter les Français dans leur manière de vivre aux dépens du pays, et employer la force pour entraîner tout le monde dans notre parti. C'est surtout vis-à-vis du roi de Prusse... Il ne faut pas négocier avec la cour de Berlin, ne pas même lui parler d'avance; mais, au moment où les troupes russes seraient au moment de fondre sur son pays, ne lui laisser que l'alternative d'être avec les deux cours impériales, ou avec la France, sans admettre sa neutralité[3]. »

Les desseins qui s'élaborent à Pétersbourg, en cet hiver de 1803-1804, sont gros d'avenir : la politique russe se dégage avec ses idées maîtresses et ses lignes directrices. La concep-

[1] Cobenzl à Colloredo, 21 décembre 1803. — FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*.
[2] Voir ses instructions dans FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*, 5 novembre 1803. — ONCKEN, t. II, p. 167. — *Mémoires de Metternich*, t. I, p. 37.
[3] Cobenzl à Colloredo, 24 janvier 1804. Voir, ci-après, l'exécution de ce plan en 1805, p. 443.



tion d'ensemble paraît appartenir au prince Adam Czartoryski. Il sera tout-puissant, écrivait de Maistre : « Il est haut, dissimulé et passablement repoussant [1]. » Adjoint au ministère des affaires étrangères, titulaire en février 1804, il est le confident des secrets, l'affilié et le manipulateur des mystères. C'est lui qui reçoit la correspondance de d'Antraignes et règle les mouvements de la « machine » montée par les *amis* de Paris [2]. Il est le souffleur des grandes chimères et le metteur en œuvre des entreprises pratiques. Il spécule dans l'idéal et travaille dans le réel [3]. « Je croyais fermement qu'il me serait possible de concilier la tendance russe avec les idées généreuses, faisant servir ainsi au bien général de l'humanité le besoin avide qu'ont les Russes de gloire et de suprématie. J'aurais voulu qu'Alexandre devînt, en quelque sorte, un artisan de la paix pour le monde civilisé ; qu'il fût le protecteur du faible et de l'opprimé, le gardien de la justice parmi les nations ; que son règne, enfin, commençât une ère nouvelle dans la politique européenne, politique désormais basée sur le bien général et le droit de chacun. » Ce système le conduisait par conséquence logique au rétablissement de la Pologne. Il en composa un bel exposé, mais il eut soin que le nom de la Pologne n'y figurât point ; il la fondit, pour ainsi dire, dans la politique générale de la Russie en Orient. Il ne parla expressément que de « l'émancipation progressive » des peuples injustement privés de leur existence politique, les Grecs et les *Slaves*, assujettis par les Turcs. Le système comportait quatre conditions : guerre avec la France inévitable ; alliance avec l'Angleterre, indispensable ; entente avec l'Autriche, désirable ; hostilité avec la Prusse probable. Cette dernière hypothèse, pénible au « cœur » d'Alexandre, devait, cependant, faciliter étrangement les vues de Czartoryski sur la Pologne, dont la Prusse détenait une si grande partie et, spé-

[1] 29 septembre 1803. *Mémoires et correspondance*, par Charles Blanc.

[2] Pingaud, p. 229. 395, 411, 413.

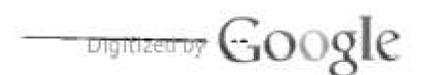
Mémoires de Czartoryski, t. I, chap. xi. — Oncken, t. II, p. 144, 151 et suiv.

cialement, la capitale. La réorganisation future de l'Europe reposait sur cette idée : indépendance des États et concentration des territoires. On s'attacherait, pour la formation de ces États « à suivre les limites que la nature a elle-même indiquées soit par des chaînes de montagnes, soit par des mers, soit par des débouchés;... à les composer de peuples homogènes ». Mais Czartoryski n'entendait point par là reconnaître à la France « les limites naturelles » telles que la Convention les avait définies. Il trouvait l'ancienne France suffisamment homogène; il voyait dans les Pyrénées, les Alpes et le Rhin jusqu'à la Lauter, une nature conforme aux convenances de l'Europe.

Czartoryski soumit ses plans aux ministres ses collègues. Il écoutèrent, dit-il, avec faveur tout ce qui concernait l'émancipation des Grecs et des Slaves de Turquie, l'extension de la suprématie russe dans le monde; mais aux chapitres des devoirs, quand il s'agit de respecter les droits d'autrui, de mettre un frein à l'ambition de chacun, de protéger les faibles, « je remarquai que l'approbation devenait rare, contrainte et froide ». Et comme le système fut compris ce jour-là, il fut consigné en articles de traité en 1805, en 1807, en 1813 et prévalut en 1814. « Ce plan dit très justement l'homme d'État qui en était l'auteur, contenait des points qui se reproduisirent chaque fois qu'il fut question de reconstituer la carte de l'Europe. Soit du côté de l'Allemagne, soit du côté des Pays-Bas et de l'Italie, on est revenu maintes fois à ces idées... Elles devaient se reproduire, étant dans la nature même des choses. »

Pitt, dans ce même temps, arrêtait ses vues, encore dans l'opposition, mais s'apprêtant à reprendre le pouvoir. En ce qui concernait la France, elles répondaient entièrement à celles de Pétersbourg. Il les avait jetées sur le papier, dans les derniers mois de 1803 [1] : en Italie, coaliser les Napolitains, débarquer 15,000 Anglais et 15,000 Russes; insurger l'Al-

[1] *La Guerre*. La date du papier est de 1803. *Allemagne*, date du papier 1803. STANHOPE, t. IV, p. 223-224.



banie, lever des corps francs; dans le Nord de la Péninsule, 60,000 Russes; dans le Nord de l'Allemagne, 40,000 Russes, un corps de Hanovriens, une armée suédoise, une division anglaise ; marcher sur les Pays-Bas. Quant aux arrangements, ils seraient réglés « en vue de la sécurité future de l'Europe et selon le zèle » des alliés. La Prusse, alors fort neutre, ne recevrait rien que les territoires cédés naguère par elle à la France sur la rive gauche du Rhin : l'Autriche se contenterait — ne prenant point de part à la guerre — d'arrondissements en Allemagne et en Italie. Le roi de Sardaigne serait rétabli et accru; de même la Suisse, de même la Hollande. L'Allemagne formerait une confédération plus compacte.

Voilà où en étaient, en mars 1804, la Russie et l'Angleterre, et ce qu'elles projetaient d'accomplir par leur alliance. Les négociations se nouaient dans le secret. C'est alors que se produisit un de ces incidents tragiques qui attirent, concentrent tout d'un coup, sur un point, l'attention du spectateur, parce qu'ils tournent l'histoire au drame et en bouleversent les perspectives. Cet incident, dont l'horreur ne saurait être atténuée, mais dont on a exagéré l'importance politique, fournit aux adversaires de Bonaparte et de la France une occasion de déclarer, avec de nobles motifs de justice et de droit, des projets déjà formés, mais inavoués encore; il leur permit de rejeter sur Bonaparte, plus que jamais confondu avec la Révolution, l'odieux d'une guerre désirée par eux et destinée non seulement à refréner l'ambition du Consul et à restreindre la puissance de la République, mais à refouler la France dans ses limites de la paix d'Utrecht et à l'y enchaîner.

VI

Les maximes du Salut public demeuraient à l'ordre du jour dans les chancelleries. Tous pensaient que le mal résidait en

Bonaparte seul, et disparaitrait avec lui : « Je vois, disait Pitt, toutes les grandes et toutes les petites passions fatales à la tranquillité publique réunies dans le sein d'un seul homme [1]. » On s'occupe d'extirper le mal. En premier lieu, solliciter « la destinée », et sinon pactiser avec des meurtriers — rien ne prouve qu'il ait jamais été parlé de meurtre à un ministre anglais — faciliter « l'accident heureux » qui mettrait la France aux abois, et donner la chiquenaude qui ferait choir en poussière le colosse d'argile. Georges, éconduit dans les derniers temps, revient, offre ses services et ceux de ses « officiers », 1er juin 1803 : les chevaliers d'aventure, comme le célèbre chouan, gardent pour eux seuls leur pensée de derrière la tête et ne demandent point que l'on avoue d'avance leurs desseins ; ils se présentent en fauteurs de guerre civile, en francs-tireurs de la politique et ce genre d'auxiliaires a, de tout temps, paru bon à stipendier. C'est la guerre à coups de révolutions. « Sûrement, écrira quelque temps après, l'*ami de Paris,* si la chose avait réussi et que l'on eût voulu mettre un roi, la chose était faisable ; mais la *chose* n'était point le but principal de l'Angleterre ; le but était de se délivrer de Bonaparte et de traiter de la paix avec le nouveau gouvernement sans le gêner en rien sur ce qu'il aurait voulu établir [2]. »

Georges est à Paris depuis le 31 août 1803. Il s'agit d'attaquer le premier Consul sur la route de Malmaison, de l'enlever et de le porter, de gîte en gîte, jusqu'à la côte où croisent des bateaux anglais. Le comte d'Artois, informé du dessein, l'approuve. Il promet même aux conjurés de leur envoyer, quand l'affaire sera mûre, son fils le duc de Berry. La présence de ce prince du sang transformera, par un effet de la grâce royale, le guet-apens en combat singulier et l'assassinat en meurtre politique [3]. Ils en étaient tous, plus ou

[1] Pingaud, p. 314. — Stanhope, t. IV, p. 224.

[2] Lettre du 14 février 1804. *La Chose* en 1803 ; *le Coup essentiel* en 1800. Voir ci-dessus, p. 34, 49, 245.

[3] On raconte que, Louis XVIII causant avec le duc d'Orléans des États de Blois, ce prince parla de l'*assassinat* du duc de Guise. « Dites le *meurtre*, mon cousin », repartit le roi.

moins, à l'état de conscience d'un Pahlen ou d'un Panine, à la veille de la mort de Paul Ier, et il ne manquait point, parmi eux, de Bennigsen pour faire le coup. Ceux-là, non plus, ne se disaient pas entre eux qu'ils tueraient le tsar : ils l'obligeraient à abdiquer; mais Paul leur força la main! Ainsi Bonaparte, s'il s'avisait de résister. Ils s'estimeraient alors en cas de légitime défense.

Les agents royalistes étaient unanimes : la France n'attendait qu'un signal pour s'affranchir; mais qui donnerait ce signal? Il fallait un général. On en nommait plusieurs : Masséna, toujours frondeur; Suchet, dont le nom se trouve mêlé par d'Antraigues à ses intrigues; mais, à l'approche, ils se dérobaient. Bernadotte, toujours prudent, se refusa, comme en brumaire, attendant le lendemain. Moreau demeurait le plus en vue et, croyait-on, le plus accessible [1].

Sa disgrâce, très dorée, le grandissait; sa retraite, très savante, l'élevait, en contraste avec Bonaparte; plus le Consul prenait de puissance, pour en user, plus Moreau, à s'abstenir, gagnait de popularité. « Protecteur des peuples, ami du soldat, la gloire militaire sans apparat, la probité sans subterfuge, en lui la bourgeoisie française reconnaissait avec orgueil un étudiant en droit qui, ceint de l'épée du chevalier, avait vaincu les archiducs... [2]. » C'est le propre de ces caractères cauteleux et indécis, qui ne pensent, qui n'agissent que par opposition, de se prêter à toutes les espérances. Moreau devenait l'homme nécessaire de tous les partis, et chacun lui prêtait ses propres desseins, les uns de rétablir la Constitution de l'an III, les autres de restaurer la monarchie. Il n'est pas jusqu'à Napoléon qui, se mettant à la place de Moreau et, rétrospectivement, conspirant contre lui-même, n'ait fait de ce fantôme un conspirateur à sa propre taille, à la romaine, et à l'italienne, de la Renaissance [3].

[1] Voir Fauriel, *les Derniers Jours du Consulat*. Cette chronique, d'un littérateur fort répandu, est favorable à Moreau.

[2] *Mémoires de madame de Chastenay*, t. II, p. 474.

[3] Voir *le Journal de Gourgaud*, t. I, p. 39, 399. Rien de plus singulier que ce

Pichegru mène le complot. Il se porte fort de rétablir les Bourbons, avec l'aide de Moreau et des mécontents de l'armée, coalisés contre Bonaparte. L'opération n'était point impossible, puisqu'on la verra se réaliser en 1814; mais il y faudra la défaite. Un ex-abbé David, devenu médecin, puis avocat, toujours brouillon, se charge de ménager un rapprochement entre Pichegru et Moreau. Il passe en France; il assure que Moreau se prête aux projets de Pichegru, au moins jusques et y compris le renversement de Bonaparte. Pichegru garantit aux Anglais ses dispositions. Et l'affaire prend corps. Le 6 septembre, Simon Woronzof adresse ce billet à M. Hammond : « Le comte Woronzof fait bien des compliments à M. Hammond et le prie de vouloir bien avertir milord Hawkesbury qu'il accepte son invitation à Coombe-Wood pour vendredi prochain, pour rencontrer le général Pichegru. Il envoie par le courrier le billet à ce général, selon le désir de M. Hammond... En vous écrivant ce billet confidentiel, d'ami à ami, permettez-moi de vous demander encore en ami s'il est vrai, ce que je viens d'apprendre, que Dumouriez est venu ici. Serait-il possible que vous puissiez vous fier à un coquin comme lui [1]? » Se fier? M. Hammond avait trop de politique pour tomber en ce travers; mais *coquin* lui importait sans doute fort peu; ce genre d'opérations de police ne se pratique point avec les honnêtes gens. Pichegru se chargea de gagner Moreau, ou tout au moins de l'engluer, s'il se peut dire, si insidieusement dans la conjuration que, pour tout le public, il y parût acquis et que, l'affaire entreprise, il se trouvât contraint de la conduire [2]. Le jeu le plus fin en cette « ténébreuse affaire » fut joué par Louis XVIII, qui s'accommoda de façon à se servir de Moreau et à se débarrasser de lui, et par Fouché qui machina de manière à le perdre et à le livrer, déshonoré, à Bonaparte.

complot refait par Napoléon. — *Revue historique*, 1901, p. 262 et suiv. Étude de Caudrilier.

[1] Jacques Potrel, *la Russie et la rupture de la paix d'Amiens*. (*Annales de l'Ecole des sciences politiques*, 15 janvier 1897.)

[2] Voir dans Remacle les lettres de janvier, février, 14 mars, et celles de Vernègues, dans Tratchewsky.

Il n'était alors bruit, en Europe, que de complots, d'embuscades, d'espions. Un agent anglais, Drake, ci-devant consul à Livourne, transporté à Munich, y renouait les fils autrefois disposés, en Suisse, par Wickham : il servait d'intermédiaire à d'Antraigues, à l'affût dans son officine de Dresde, sous le couvert de la Russie. Il tripotait avec Méhée et, par cet équivoque « gendelettre », avec la police française qui jouait Méhée et que Méhée croyait jouer. L'*ami de Paris* écrit à d'Antraigues, le 29 décembre 1803[1] : « L'Angleterre a ici des gens de talent, employés en chef dans l'armée, qui abhorrent cette guerre de descente et la veulent empêcher pour en faire une sur le continent, où ils puissent piller, saccager, s'enrichir à moins de risques. Ceux-là devinent le plan général de Bonaparte, d'après ce qu'ils entrevoient, et ils avertissent à Londres. » Malgré tous ses efforts, il ne peut terminer ses préparatifs contre l'Angleterre, mande Oubril, le 26 décembre : « Il se manifeste un mécontentement général parmi les troupes. On assure que les troubles de la Vendée prennent un caractère très sérieux... Avant-hier, on a arrêté un émissaire du comte d'Artois. » Il apportait 200,000 livres sterling en or. « La conspiration serait très avancée. » Et Lucchesini, le 6 septembre : « La crise est violente à l'intérieur. Le premier Consul se lance dans la guerre pour étouffer sous de nouveaux lauriers le mécontentement de ses nombreux ennemis. » On prêta ce mot à une femme célèbre : « La France est perdue si Bonaparte ne l'est pas bientôt... Ma vie, ma fortune... oui ! le mortel généreux qui aurait frappé ce tyran, pourquoi n'ai-je qu'un cœur à lui offrir? Je l'adore, je l'épouse!... » Mme de Staël jouait volontiers la tragédie de salon. On ne peut voir ici qu'une réminiscence de Chimène, un peu forcenée, et d'assez mauvais goût. Mais Barras, qui recueillit le propos, et qui connaissait peu ses classiques, le

[1] Communiqué par M. PINGAUD, — DE MARTEL, *Conspiration de Georges*. — REMACLE. — Dans mes *Lectures historiques*, les études intitulées : *Une Agence d'espionnage sous le Consulat*, *le drame de Vincennes*, *Talleyrand et ses mémoires*.



prit au sérieux[1]. On colporte des propos étranges, émanés du frère même de Bonaparte. « Je me réunirai, aurait dit Joseph, à Sieyès, à Moreau même s'il le faut, à tout ce qui reste en France de patriotes et d'amis de la liberté, pour me soustraire à tant de tyrannie[2]. »

Le 16 janvier 1804, Pichegru débarqua au Havre; il était à Paris le 24. Il y vit Georges. Par un intermédiaire plus que suspect, Lajolais, il se ménagea une rencontre avec Moreau, promettant d'y venir seul. Il y vint avec Georges, le 27 janvier. Moreau se retira. Ils se revirent en tête-à-tête, le 2 février; puis encore une fois, dans la maison même de Moreau. *Oui*, contre Bonaparte; *non*, pour les Bourbons, aurait répondu Moreau aux insinuations de Pichegru. La police, qui filait Pichegru, ne quittait pas Moreau des yeux, et le complot faisait la conversation de toutes les chancelleries.

En Allemagne, on annonce une journée qui rejettera la France dans l'anarchie. A Berlin, on se dit à l'oreille que les mouvements de troupes de l'Autriche dans le Tyrol et la Souabe n'ont qu'un objet : se mettre en mesure de frapper dès qu'on connaîtra l'événement de Paris, la mort ou l'enlèvement de Bonaparte[3]. En Angleterre, on considère le succès comme immanquable : dès que les conjonctures le permettront, un envoyé spécial, lord Hertford, paraîtra sous le double caractère de négociateur de la paix et de restaurateur de la dynastie; et, le coup fait, le duc d'Angoulême passera en France[4]. D'après les correspondances, tout le monde est du complot, comme au temps de Brumaire; officiers, fonctionnaires, agio-

[1] A tous vos cavaliers je demande sa tête;
Oui, qu'un d'eux me l'apporte, et je suis sa conquête;
Qu'ils le combattent, sire, et, le combat fini,
J'épouse le vainqueur...

BARRAS, *Mémoires*, t. IV, p. 184. A vrai dire, M. de Staël était mort en mai 1802. « Je l'épouse » était possible. — Cf., pour le ton, la lettre de l'*amie*, PINGAUD, p. 376.

[2] MIOT, t. II, p. 107.

[3] LEFEBVRE, t. I, p. 328-9.

[4] MALMESBURY, *Journal*, janvier-février 1804. — Mémoires de Guilhermy, de Tercier.

teurs, et Sieyès et Masséna ; on nomme Souham, Lecourbe, Delmas, Laborie, Suchet, Dessoles, une partie du Sénat ; Brumaire, Fructidor et Thermidor coalisés ; la police même : Réal, « plus enfoncé que tout autre par des lettres de sa main à Pichegru [1] » . Quant aux Russes, voici ce que l'*ami* de Paris écrit pour leur information, à d'Antraigues, le 14 février : « Il est sûr que Georges est à Paris.... Je le connais... c'est la tête la plus forte, la plus riche en moyens, le cœur le plus élevé que j'aie rencontré depuis cinquante ans que je vois les hommes et que je peux les juger ; et, s'il était pris, ce serait un malheur... L'homme est unique... Lui seul est un peu plus connu ici des *amis de l'Angleterre*. Il a le secret de tous, mais personne sûrement n'a le sien. On ignorera toujours les partisans qui sont jusque dans le ministère [2], jusqu'au conseil d'État, et dans le Sénat. On ignorera ceux qui sont dans les armées... Ceci n'est pas une conspiration de roman ; le fond est vrai... Pour cette fois, Bonaparte a raison, le péril est grand... [3] »

L'affaire était mûre, en effet. La police l'avait remise toute dressée et assaisonnée à Bonaparte, et il s'était résolu à sévir, à se débarrasser, du même coup, des chouans, des royalistes et des républicains ; à supprimer Georges, à détruire Pichegru, à perdre Moreau. Les dernières semaines avaient été le pire temps de sa vie, insupportables et humiliantes aussi : « Je vis dans une défiance continuelle, disait-il à Joseph ; chaque jour voit éclore de nouveaux complots contre ma vie, chaque jour des rapports alarmants me parviennent. Les partisans des Bourbons, les jacobins, me prennent pour leur unique point de mire [4]. »

[1] Voir DE MARTEL, *Conspiration de Georges*, p. 42, 46, 49, 53, 71. — PINGAUD, 2e édition, p. 250.

[2] Ce n'est pas Talleyrand ; car il dit, plus haut : « Talleyrand ne savait rien. »

[3] Comparez la lettre de Joseph de Maistre, de Pétersbourg, le 3 avril 1804 : « On rira beaucoup en Europe de la conspiration de Paris ; c'était cependant une machine bien montée. Hommes, argent, tout était prêt. Bonaparte devait être enlevé vivant et mené, comme l'éclair, de poste en poste, jusqu'à la mer et à la flotte anglaise... Je suis inconsolable du coup manqué. »

[4] MIOT, t. II, p. 122. — MENEVAL, t. I, p. 264.

Le sang-froid qu'il gardait, tout naturellement, dans le grand jeu des batailles, lui manquait ici, comme il lui avait manqué à Saint-Cloud, le 19 brumaire ; comme il lui manqua plus tard, sur la route de l'île d'Elbe. Il se révoltait de vivre dans une alerte continuelle, dans l'anxiété d'un coup qu'il ne verrait point venir ; d'un ennemi qu'il ne pouvait devancer, envelopper, écraser ; dans le souci misérable des briseurs de serrures, des voleurs de papiers, des assassins. A la lecture des rapports de la police, il s'emportait hors de lui-même, battant les buissons, frappant à l'aveugle, furieux et honteux, autant de sa fureur même que de son impuissance. L'*ami* d'Antraigues le montre tremblant, dans son palais, malgré le triple cordon de sentinelles, les gardes de confiance dans la chambre à coucher, les escortes sur les routes et les essaims de policiers tourbillonnant partout autour de lui[1]. Il décrit ses accès de rage, à découvrir ainsi le complot d'assassinat, le complot de trahison ; l'écoulement des notes, des idées, des desseins. On le croirait fou. « Cela ne peut être autrement ; il voit l'Angleterre savoir tous ses plans sans avoir aucune possibilité d'aller à la source. Malgré son travail le plus secret, celui même qu'il fait seul, une partie s'échappe toujours hors du cabinet. » Il soupçonne les royalistes, les agents anglais, Vernègues, Drake, Rumbold : il quête sur la piste de Wickham et d'Antraigues, des évêques et des émigrés réfugiés en Espagne[2]. Des débarquements sont signalés sur la côte normande, à Biville : il met en mouvement tous les gendarmes d'élite[3]. Il écrit à Soult le 13 février : « Nous sommes depuis huit jours à la poursuite de quarante brigands », Georges et sa bande,

[1] Cf. lettres de l'*ami*, 29 décembre 1803 ; de l'*amie*, 4 février 1804. PINGAUD ; DE MARTEL, p. 17-19. Cf. Bonaparte à Barbé-Marbois, 18 mars ; à Talleyrand, 23, 31 mars 1803.

[2] Lettre à Talleyrand, 10 février 1804, sur les menées des émigrés en Europe. Dire à Godoy « que, s'il veut fomenter des troubles en France, il a affaire à un homme qui saura bien en porter en Espagne ». Cf. supplément à la correspondance et à Réal, 8 février 1804.

[3] Ses lettres à Soult, alors au camp de Boulogne, forment une sorte de bulletin du complot, destiné à l'armée. Compléter la correspondance par le supplément de LECESTRE, t. I, p. 43-44.



qui ont débarqué en trois fois, entre le Tréport et Dieppe. Contre les espions anglais, à Boulogne, il prescrit des mesures de terreur, de cruauté même; on sent qu'avec l'impatience du mystère, « la question » est proche.

Le 14 février, après trois journées d'hésitation, il donne l'ordre d'arrêter Moreau. Il fait, le même jour, une scène à d'Oubril et réclame le désaveu d'Antraigues par la Russie, son expulsion de Dresde. Le 15, Moreau est conduit au Temple et interrogé. Il a « l'indigne et maladroite faiblesse » de nier des faits avérés et sur lesquels il devra se rétracter plus tard. Un rapport du grand juge l'incrimine gravement. Mais le public refuse de le croire coupable; il ne voit, dans cette mise en scène, qu'un coup de jalousie de Bonaparte. Il ne croit pas au complot : c'est une invention de la police! « Moreau, écrit l'*ami* d'Antraigues, a infiniment d'amis qui ne cesseront de l'être que quand ils verront l'évidence de sa manœuvre » ; mais les preuves juridiques manquent : il n'y a rien d'écrit, et les témoins, les complices échappent encore. Leurs personnes sont mises à prix. Les barrières de Paris sont fermées. On retombe en pleine Terreur. Toute personne qui cachera Georges sera punie de mort[1]. Pichegru est pris le 29 février.

Cependant le Bourbon annoncé manquait, dont la participation devait mettre dans l'affaire la main de la Providence et le jugement de Dieu. Le 1er mars, un rapport de police dénonça de prétendues menées du duc d'Enghien, à Ettenheim, dans le duché de Bade. Bonaparte tenait ce prince pour très suspect. Il passait pour héroïque, chevaleresque, capable de séduire les Français. Il semblait avoir sa place marquée et son rôle dans une entreprise dont l'objet, public désormais, était la contre-révolution totale et le rétablissement de la monarchie[2].

[1] Voir les détails de son arrestation dans le récit de Lenôtre. « Il fut livré par un de ses amis qui le vendit 100,000 écus. » Bonaparte à Gourgaud. T. I, p. 190.

[2] Henri WELSCHINGER, *le Duc d'Enghien*. Paris, 1888. — BOULAY DE LA MEURTHE, *les Dernières années du duc d'Enghien*. Paris, 1886.

La vérité est que ce prince vivait à Ettenheim, dans le repos et l'enchantement d'un roman d'amour. Il avait son rôle dans la guerre civile qui devait suivre la « journée » de Malmaison; mais on n'avait eu garde de le convier à l'embuscade. Ce sont, disait-il de projets de ce genre, si souvent agités, « des mesures indignes de la cause que nous servons ». Bonaparte prescrivit une enquête. Le gendarme qui en fut chargé apprit que le duc avait auprès de lui un émigré, qualifié de général, Thumery, un inconnu. La prononciation badoise dénaturait ce nom. Le gendarme en crut reconnaître un très retentissant, Dumouriez, et l'écrivit à Paris. Dumouriez après Pichegru et Moreau! Et la police ne s'en doutait pas, et la diplomatie ne savait rien. Bonaparte apostropha Réal : « Suis-je donc un chien qu'on puisse assommer dans la rue? Mes meurtriers sont-ils des êtres sacrés? » Réal n'était pas tranquille; le bruit courait qu'il trempait dans l'affaire, affilié par Pichegru : il voulut se laver à force de zèle; il tira de son portefeuille des rapports où l'on représentait Ettenheim comme un foyer de conspiration. Avec Talleyrand, ce fut pire encore : que faisait-il? que faisaient ses agents?

Talleyrand se trouvait en fâcheuse posture : il avait patronné trop de royalistes, servi de courtier à trop de transactions, tenu trop de propos équivoques à Markof, à Lucchesini; il comptait, parmi ses affidés et familiers, trop de gens compromis ou compromettants. Et pourtant, il se sentait trop loin de compte avec les Bourbons : les chemins couverts par où il les rejoignit, il ne les soupçonnait guère encore. Quelque avenir qu'il eût dans l'esprit, ses visées ne perçaient pas jusque-là. Il regarde au plus près. Il a lié sa destinée à celle du premier Consul. La mort de Bonaparte amènerait, ou un retour des Bourbons qu'il redoute, ou, plus vraisemblablement, un retour du Directoire qu'il redoute davantage. Les calculs de sa politique personnelle soutiennent ici les conseils de la raison d'État. Il ne cherchera pas à retenir Bonaparte; il se perdrait inutilement. Il le voit décidé à sévir, il se fera un mérite de lui en proposer les motifs et de l'y aider.

Enfin, l'heure est venue de donner le gage irrévocable, de *voter* la mort, comme tant de ses amis, au 20 janvier. Il conseille, le 7 mars, dans l'entretien qu'il a avec Bonaparte; il va plus loin; il recommande, le 8, par une note autographe, de frapper un exemple terrible. Comme Mazarin et Retz, ses ancêtres politiques, il sait faire la part du feu et même la part du sang[1] : le salut de l'État commande de saisir partout et de détruire sans miséricorde les instigateurs d'un crime qui, par sa nature, met hors du droit des gens « tous ceux qui manifestement y ont pris part[2] ».

Pour des motifs sensiblement différents, Fouché apporte les mêmes conseils. Il n'avait pas à se défendre de connivence avec les royalistes. Il avait *voté*, il avait terrorisé, le sang était ce qui manquait le moins dans ses titres. Il craignait même qu'on en trouvât trop, et il cherchait des garanties. Il voyait le premier Consul marcher à l'Empire, il était prêt à y marcher du même pas ; mais il lui importait que les régicides trouvassent leur place de sûreté dans la future Constitution. Il jugea opportun que Bonaparte subît l'initiation révolutionnaire, reçût la marque ineffaçable et fit, de ses propres mains, le sacrifice d'un Bourbon. Enfin, après s'être montré clairvoyant, il se rendait indispensable et forçait la porte du ministère où il se retrancherait. Talleyrand et lui avaient trop d'esprit et de diplomatie pour croire qu'il leur suffirait, s'ils voulaient attacher Bonaparte à leur fortune, d'un dévouement auquel ils ne croyaient pas eux-mêmes. Il y fallait une complicité. L'occasion s'en offrait, et cette occasion leur commandait, pour leur sûreté, d'agir selon leurs intérêts. C'étaient les motifs politiques du 20 janvier. Bonaparte y arrivait par ses propres voies.

[1] Sur cette fameuse note du 8 mars, si contestée, voir *Lectures historiques*, p. 52-56, et la discussion, selon moi décisive, de H. Welschinger. Cf. *Mémoires du chancelier Pasquier*.

[2] A rapprocher, pour le ton et l'esprit, aussi, cette phrase de Champagny, dans une lettre du 30 mars à Talleyrand : « L'arrestation de Georges légitime parfaitement celle du duc d'Enghien. On arrête un ennemi là où on le trouve, surtout quand on le saisit le bras déjà levé pour frapper. »

Ce serait mal le connaître que d'attribuer, dans la décision qu'il prit, trop de part aux impatiences de sa sécurité personnelle, à sa jalousie des Bourbons, à la vengeance. Il est homme et il est Corse; mais ce n'est pas là ce qui emporte la balance. Il veut régner, et il ne peut régner qu'au milieu d'une Europe subjuguée, sur une France assujettie. Il doit compter, en Europe avec les cours, en France avec les royalistes et les républicains. Les cours, il les gouverne par la peur et par la cupidité; mais il n'aura de sécurité de leur part que quand il les aura obligées à rompre ouvertement avec les Bourbons. « Qui n'est pas avec moi est contre moi ! » Il en avertira les rois d'Europe et les royalistes de France. Il forcera ces royalistes, courbés mais non soumis, solliciteurs mais non ralliés, payés mais non gagnés, à opter entre une fidélité ruineuse à leurs princes déchus et une soumission aveugle au nouveau maître. Il les abaissera et les liera en les contraignant, par une défection scandaleuse, à briser avec la royauté. Quant aux républicains, ralliés au Consulat, il importe, pour les rallier à l'empire, de leur prouver que ce règne sera un obstacle insurmontable au retour des Bourbons. Le meurtre d'un Bourbon produira toutes ces conséquences. Bonaparte trouve un Bourbon sous sa main, il le condamne à mort. « J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris; dans une semblable circonstance, j'agirais de même [1]. » Du même coup, et par l'exemple de Moreau, il avertira les militaires.

Le 8 mars, Moreau, de sa prison, lui écrit une lettre où il avoue ses relations avec Pichegru, les propositions qui lui ont été faites : il les a déclinées. Il se fait petit : « Moi, particulier isolé, n'ayant voulu conserver aucune relation dans l'armée!... On a tiré des indications bien fausses et bien hasardées de démarches et d'actions qui, peut-être imprudentes,

[1] Testament de Napoléon, 15 avril 1821.

étaient loin d'être criminelles, et je ne doute pas que si vous m'aviez fait demander sur la plupart de ces faits des explications, je me serais empressé de vous les donner... Je ne suis pas un conspirateur... » Cette justification humiliée ruinait en Moreau le Romain, le citoyen sans peur et sans reproches : les aveux de Pichegru et de ses complices, dans le procès, achèveraient de le perdre ; s'il n'était convaincu de haute trahison, il le serait de félonie.

Le 9 mars, Cadoudal fut pris. Il avoua son intention d'attaquer le premier Consul ; il attendait « pour agir, qu'un prince fût revenu à Paris, et ce prince n'y était pas encore ». Bonaparte décida que ce devait être le duc d'Enghien. « C'est le reste du sang de Condé, c'est le dernier héritier du plus beau nom de cette maison. Il est jeune, brillant, valeureux, et, par conséquent, mon plus redoutable ennemi. C'était le sacrifice le plus nécessaire à ma sécurité et à ma grandeur [1]. »

Un conseil de gouvernement se réunit le 10 mars : les Consuls, le grand juge Régnier et Talleyrand. L'enlèvement du duc d'Enghien fut résolu. Caulaincourt fut chargé de diriger des patrouilles sur Ettenheim et de porter au duc de Bade des explications sur la violation de son territoire. Le prince arrêté, il serait livré à un conseil de guerre qui constaterait tout crûment sa qualité d'émigré ayant porté les armes contre la République et appliquerait la loi, c'est-à-dire la peine de mort : meurtre juridique en réponse au prétendu duel judiciaire de Cadoudal, parodie de la justice comme ce guet-apens l'était d'une affaire d'honneur. L'opération fut faite dans la nuit du 14 au 15 mars. Le 20, à cinq heures du soir, Enghien fut amené à Vincennes ; le conseil de guerre se réunit à neuf heures ; l'arrêt était dicté, une fosse était creusée. Le procès commença à onze heures du soir ; à deux heures et demie du matin, on conduisit le prince dans les fossés du château, où le peloton d'exécution l'attendait. Il demanda un prêtre. « Veut-il donc mourir en capucin ? » cria un officier

[1] Conversation avec Joseph. MIOT, t. II, p. 215.

qui avait autorité dans ce lieu sinistre. Voilà de ces traits par où se trahissaient encore l'opposition au Concordat et la rancœur du *Te Deum*. Mais la besogne avait de quoi réconcilier ces soudards terroristes : Vincennes effaçait Notre-Dame; ils reconquéraient leur Bonaparte. Quant aux évêques, la leçon était faite d'avance : « Dieu punira dans l'autre monde, mais César doit punir dans celui-ci [1]... » Eternel évangile de toutes les tyrannies, que ce soit celle du Saint-Office ou celle du Grand Roi.

Le 21, Paris apprit le péril de la République et la mesure de salut. Les courtisans, les grands corps se précipitèrent à Malmaison, comme naguère, après les journées de proscriptions des Girondins, d'Hébert, de Danton, de Robespierre, les sections venaient défiler à la barre de la Convention et déclamer leurs adresses emphatiques. Le soir, Bonaparte sentit dans son entourage intime, parmi ses plus dévoués, ceux qu'il estimait le plus, la déception, le blâme, l'horreur même. Tous se taisaient. Il parla longtemps, seul, avec des mots à la Danton : « Ces gens-là voulaient mettre le désordre dans la France et tuer la Révolution dans ma personne; j'ai dù la défendre et la venger. J'ai montré ce dont elle est capable... Nous avons passé le temps de l'étiquette... J'ai versé du sang, je le devais, j'en répandrai peut-être encore... Je suis l'homme de l'État, je suis la Révolution française et je la soutiendrai... » Il dit à Joseph : « Je ne serai tranquille que lorsqu'il n'existera plus un seul Bourbon, et celui-ci en est un de moins. » Puis il rejeta tout l'odieux sur les Anglais. La police avait saisi des papiers de Drake, pleins de révélations, pleins de complots; il les fit communiquer au Sénat le 23 mars et notifier aux diplomates étrangers [2].

A Paris, dans le monde consulaire, ce fut quelque chose de la stupeur qui frappa le monde de la Régence lorsqu'il apprit la conspiration de Cellamare, le lit de justice du roi, l'arrestation du duc et de la duchesse du Maine. Parmi les émigrés

[1] A Regnier, au sujet de la rébellion de quelques prêtres, 7 avril 1804.
[2] Miot, t. II, p. 215. — *Mémoires de madame de Rémusat*, t. I, p. 328, 340.

rentrés, parmi les *amis de l'Angleterre*, la terreur domina d'abord. Chacun ne pensa qu'à soi-même. Tous tremblèrent, beaucoup se crurent perdus. Un seul des ralliés, Chateaubriand, alors secrétaire d'ambassade dans le Valais, eut le courage de son blâme : il envoya sa démission. Les autres baissèrent la tête. Ne pardonnant ni la peur éprouvée, ni l'humiliation subie; se jugeant, dès lors, délivrés de toute reconnaissance, ils reprirent leurs services, leurs sollicitations, « la morgue déposée, polis, caressants, mangeant dans la main[1] », mais la défection, si ce n'est la trahison, dans l'âme. Les jacobins se félicitaient. Le Consul leur revenait. Ils relevèrent la tête. Les modérés se sentirent plus atteints que les autres et comprirent qu'il n'y aurait plus ni tempéraments ni barrières. Puis on s'efforça de se distraire des transes avec des bons mots, murmurés à l'oreille : — « C'est plus qu'un crime, c'est une faute! » Enfin l'on s'accommoda pour oublier. Décrétons l'oubli ! C'est le mot des lendemains de coups d'État. D'ailleurs personne ne connaissait ce Bourbon, et tant d'autres émigrés étaient tombés depuis dix ans! — « Êtes-vous fou, disait Talleyrand à d'Hauterive. Y a-t-il de quoi faire tant de bruit? Un conspirateur est saisi près de la frontière; on l'amène à Paris, on le fusille : qu'est-ce que cela a d'extraordinaire? » Bonaparte se rendit à l'Opéra. On craignait quelque manifestation. Il ne s'en produisit aucune. « Il se peut, écrivait Lucchesini[2], que Bonaparte connaisse les Français mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes, et que l'exemple du cardinal de Richelieu lui ait prouvé qu'en France les coups d'État les plus hardis, au lieu d'ébranler l'autorité suprême, la consolident. »

Cependant, le coup aurait pu réussir, et, au lieu du duc d'Enghien, dans le fossé de Vincennes, Bonaparte aurait pu choir dans le fossé de la route de Malmaison, sous les balles des chouans, ou étouffer sous le bâillon de l'enlèvement, ou tomber à l'eau par mégarde, ou goûter de l'hospitalité anglaise.

[1] SAINT-SIMON, *Conspiration de Cellamare.*
[2] 24 mars 1804.

Ce qui avait manqué en mars 1804 pouvait s'accomplir plus tard. Les habiles — et c'étaient les plus compromis — s'accommodèrent, le cas échéant, pour se disculper, sinon devant les Bourbons, auxquels ils ne croyaient guère, au moins devant les chancelleries et les cours de l'Europe, avec lesquelles ils tenaient à demeurer en commerce de bons offices et de courtoisie. Ainsi Murat, qui commandait la place de Paris et avait convoqué le conseil de guerre[1]; ainsi Caulaincourt, que cette inquiétude tourmenta toute sa vie. « Ce qu'il y a de mieux à faire, disait à Molé le sage Cambacérès, c'est d'oublier tout ce qui s'est fait à cette époque, » et il n'avait point *voté la mort* : « Je sais, dans ma conscience, que je ne l'ai point votée, Dieu m'est témoin que je n'ai pas cru la voter... » ; et il avait détourné Bonaparte de frapper Enghien : « Qu'allez-vous faire? vous êtes assez heureux pour avoir été étranger aux crimes de la Révolution, et vous allez vous associer à tous...[2]. » Talleyrand « inspira » nne lettre de *l'ami* d'Antraigues, destinée, il le savait bien, à passer sous les yeux de Czartoryski et d'Alexandre : loin d'avoir contribué à l'enlèvement du prince, on le voit, avec le fidèle Durant, occupé à le sauver; il envoie au prince un émissaire, le propre neveu de l'*ami*, avec cet avis : « Partez à l'instant. » La terrible note du 8 mars disparait, remplacée par une sorte de placet, « une lettre superbe », au Consul. Puis c'est Joseph qui intervient et qui parle « avec un courage de lion[3] » : — « Vous serez le Robespierre et le Marat de la France... »

Moreau bénéficia de l'indifférence générale pour la personne du duc d'Enghien, de l'horreur que l'on n'osait témoigner pour le procès de Vincennes. Il parut que l'on pouvait, sans se trop compromettre, plaindre, en ce républicain, le vainqueur de Hohenlinden. Moreau devint la victime expiatoire du droit, le libérateur des consciences. La faiblesse

[1] Frédéric Masson, t. II, chap. xiii et xiv, p. 319, 397 et suiv.

[2] *Fragments de mémoires du comte Molé*, publiés par *la Revue de la Révolution*.

[3] La lettre dans Pingaud, p. 251. — *Lectures historiques*, p. 145, 148 et 59, note. — *Mémoires de Pasquier*, t. I, p. 198-199.

même de sa défense apitoya : ce guerrier parut plus grand, enveloppé dans les filets de la police, naïf en sa confiance dans le Consul. Jusqu'à la fin, il eut pour lui « l'incrédulité publique ». Le roman policier qui fermente toujours dans les imaginations parisiennes tourna en sa faveur. Le seul témoin redoutable pour lui disparut.

Le 16 avril, au matin, le bruit se répandit que Pichegru avait été trouvé mort dans sa prison. La police déclara qu'il s'était étranglé; tout Paris s'écria qu'il l'avait été par la police. Au lendemain de l'affaire de Vincennes, Bonaparte et ses sbires paraissaient capables de tout, tout le monde les accusa [1]. L'impression fut immense. La plupart des Parisiens ignoraient la conspiration de 1795; Pichegru demeurait, dans les imaginations, le conquérant légendaire de la Hollande, le général qui prend les flottes avec de la cavalerie, sur les golfes glacés; la persécution qu'il souffrait le réconciliait presque avec les jacobins; les modérés, les *libéraux*, les royalistes espéraient encore en lui.

Pichegru s'est-il étranglé? a-t-il été étranglé? Un agent, très zélé, prévint-il, en le tuant, des révélations qui auraient découvert, avec trop de scandale, la haute main des affidés de Fouché dans cette partie du complot? Il se peut; mais il est permis de croire aussi que Pichegru, jugeant la partie irrévocablement perdue, tout avenir fermé, fût pris de désespoir sur lui-même, la vanité, l'impossibilité de sa vie. Survivre, c'était déchirer le voile qui dérobait encore sa trahison

[1] Voir FAURIEL, les *Mémoires de Marbot, de madame de Rémusat, de madame de Chastenay, de Barante, de Pasquier*. Gourgaud, à Saint-Hélène, croyait à l'assassinat. T. I, p. 63-64. « Je rembarre vigoureusement Las-Cases : je n'approuverai jamais la mort du duc, ni celle de Pichegru. » Bonaparte demandait à Reubell : « Le connaissez-vous; est-ce un homme de talents? — Je ne le crois pas absolument sans mérite, répondit Reubell, mais il cachait beaucoup de nullité sous un air taciturne. C'est d'ailleurs un vilain crapuleux, n'aimant vivre qu'avec des gueuses, des juives, et dans la basse ivrognerie. Je crois que sa réputation est bien au-dessus de son mérite réel, et peut-être ne la doit-il qu'au parti qu'il a pris de s'enrôler dans l'armée royale. S'il était resté général républicain, il ne serait peut-être plus question de lui. » *Conversation avec Bonaparte, du 3 ventôse an X*, 22 février 1802. Manuscrit de Reubell. Cabinet de M. Victorien Sardou.

aux yeux du public, c'était dissiper les illusions dont il bénéficiait encore ; c'était découvrir les misères, les abaissements successifs d'une vie de sous-officier d'ancien régime, poussé par la Révolution jusqu'à la gloire ; les cabales avec Saint-Just contre Hoche, les menées avec Condé contre Jourdan, et, pour finir, le banc des accusés, entre des émigrés et des chouans, à côté de spadassins payés par l'Angleterre pour la débarrasser du vainqueur de Marengo ! Un suicide devenait la seule fin décente d'une vie brillante sur le point de sombrer dans l'ignominie.

Ce qui est sûr, c'est que Moreau gagnait tout à la mort de Pichegru, et que si quelqu'un avait intérêt à sa vie, c'était Bonaparte. Pichegru disparaissant, Moreau s'évanouissait, rejetant sur le Consul l'odieux d'une condamnation sans preuve, désormais, et sans autre motif apparent que la jalousie et la haine. Pichegru comparaissant et parlant, c'était le scandale des intrigues de 1796, la camaraderie et la complaisance de Moreau, à la veille de Fructidor, tournant à la complicité[1] ; je ne sais quoi de louche et d'équivoque remontant de ce passé sur sa figure ; les préventions fortifiées, et Moreau entraîné, non à l'échafaud, mais dans l'impasse, éclaboussé, embourbé, tombant très bas, de toute la hauteur des illusions du public, et livré, pour sa perte définitive, à la clémence de Bonaparte ; démasquant le fond aride qui ne parut aux yeux de tous qu'à dix ans de là, lorsqu'il revint d'un exil et sortit d'un silence, qui l'avaient grandi, pour se rejeter dans les mêmes aventures, mais cette fois s'y perdre, consommer la trahison et révéler ce qu'il était réellement, un bon général d'armée et un pauvre homme.

[1] Voir tome V, p. 45, 272. — *Bonaparte et Hoche*, p. 101.



VII

« Il a fallu, dit Bonaparte[1], faire voir aux Bourbons, au cabinet de Londres, à toutes les cours de l'Europe, que ceci n'est pas un jeu d'enfant... Les circonstances dans lesquelles nous nous sommes trouvés n'étaient point de nature à être traitées chevaleresquement. Cette manière, dans les affaires d'État serait puérile. » Mais, l'exemple donné, il convenait que la leçon en fût tirée dans les formes. Talleyrand qui, douze ans auparavant, avait préparé l'apologie du 10 août, se chargea de pallier, notifier ou simplement imposer, selon les lieux et les personnes, l'incorrection, pire que le meurtre aux yeux des chancelleries, la violation de la frontière de l'Empire et l'atteinte portée aux droits du duc de Bade. Il se surpassa, dans cette rencontre, par l'impertinence supérieure avec laquelle il opposa aux vieilles chancelleries leur unique maxime, tout leur droit et toute leur justice : la raison d'État[2]. Prenant hardiment l'offensive, il dénonça les manœuvres de Drake et des espions anglais, dénonça d'Antraigues, dénonça Vernègues, réclama l'expulsion des émigrés; bref, s'employa à tirer de l'affaire de Vincennes, suivant la méthode de son maître, le « maximum des conséquences ».

A Paris, dans le corps diplomatique, la première impression fut : ce sera la guerre. On voyait « la Russie en mouvement, l'Autriche poursuivant la direction guerrière qu'elle imprime à ses opérations, et toute l'Europe en feu... » C'était mal connaître l'Europe[3]. Lucchesini écrivait le 24 mars : « Le

[1] Paroles à Le Couteulx de Canteleu, vice-président du Sénat, 27 mars 1804. BOULAY DE LA MEURTHE.

[2] Voir t. I, p. 6. — Lire les curieuses dépêches de mars et avril 1804, dans BOULAY DE LA MEURTHE, et WELSCHINGER, *le Duc d'Enghien* et le curieux appendice : *l'Europe et l'exécution du duc d'Enghien*.

[3] Rapports de Lucchesini, 24 mars; de Cobenzl, 22 mars; d'Oubril, 24 mars 1804.

sieur de Talleyrand a été chargé de donner un grand bal ce soir; les étrangers s'y rendront le cœur serré, et il ne sera pas peu remarquable d'y voir le marquis de Gallo, un ambassadeur de famille (Naples), qui ne devrait y paraître qu'en deuil. » Ils y vinrent, chacun tenant et soignant son personnage devant les autres. Ce n'était point, au demeurant, l'affaire du deuil qui les préoccupait, mais des propos que l'on colportait dans Paris et qui formaient un étrange commentaire aux communications de Talleyrand. Bonaparte aurait dit au Conseil d'État, ce jour-là même : « Si le duc de Berry, si un Bourbon était caché chez M. de Cobenzl, non seulement je l'aurais fait saisir, mais j'aurais, dans la journée, fait fusiller lui et M. de Cobenzl lui-même [1]. » A Paris, les immunités diplomatiques menacées; par delà le Rhin, la violation du territoire : voilà de quoi agiter vraiment les cours et les chancelleries.

Mais, en l'expression, tous mesurèrent leurs principes à leur politique, et ce fameux attentat ne fit tant de bruit que parce qu'il fit sauter une mine déjà chargée. Il donna un prétexte à ceux qui se préparaient à rompre, il lia davantage ceux qui avaient intérêt à demeurer liés, il jeta les incertains dans de pires incertitudes et poussa chacun du côté où il penchait. Il fallait que l'ironie eût sa part en l'aventure. L'indignation contre cet acte de lèse-majesté du Saint-Empire se déclara avec d'autant plus de véhémence que l'on s'éloignait davantage du territoire violé et des prises de Bonaparte [2]. Le prince qui était le plus en droit de se plaindre, le duc de Bade, le fit avec modestie, en s'excusant de la grande audace : il protesta contre la violation de son territoire; il protesta surtout de sa déférence envers le premier Consul. L'Électeur de Bavière expulsa Drake. Le duc de Wurtemberg félicita Bonaparte d'avoir échappé au poignard des assassins et déjoué

[1] Miot, t. II, p. 145. Rapport d'Oubril, 24 mars 1804 : « Si un ambassadeur ou tout autre agent diplomatique se permettait de se mêler des complots qui se trament en France, il le ferait fusiller comme un simple particulier. »

[2] Ranke, t. I, p. 486. — Oncken, t. II, p. 110. — Perthes, t. II, p. 233. — Häusser, t. II, p. 498.

les conspirateurs : ils étaient trop près, ils avait trop peur, ils avaient trop à perdre à l'inimitié de Bonaparte, trop à gagner à sa faveur.

A Vienne, il se manifesta quelque pitié pour le prince, quelque déception peut-être de l'échec de la conspiration. Mais, officiellement, on se tut. « On doit savoir à Vienne, écrivait Talleyrand à Champagny [1], que la politique du gouvernement français a toujours été de faire passer le Rhin à ses troupes le même jour où celles de l'Empereur passeraient l'Inn... » Cobenzl se répandit en politesses et protestations. « Si vous n'êtes pas content de mes ministres, dit l'Empereur à Champagny, adressez-vous à moi, je les ferai marcher... » Les émigrés compromettants furent expulsés, les troupes se dispersèrent. « Nous sommes donc entièrement sous le joug de la France », murmurait-on dans les salons où fréquentaient les amis de la Russie et ceux de l'Angleterre. Ce n'était que des murmures.

A Berlin, la réprobation perça, au moins dans le premier moment. Mme de Staël, alors en passage dans cette ville, raconte qu'un matin, à huit heures, on lui remit un billet commençant par ces mots : « *Le nommé Louis de Prusse* fait demander à Mme de Staël... » C'était le prince Louis-Ferdinand, le héros de roman de cette cour, qui était à cheval sous ses fenêtres et la priait de lui venir parler. Elle se lève, accourt : « Il avait singulièrement bonne grâce à cheval et son émotion ajoutait encore à la noblesse de sa figure... » — « Savez-vous que le duc d'Enghien a été enlevé sur le territoire de Baden, livré à une commission militaire et fusillé ? » Elle refuse d'y croire. « Je vais vous envoyer le *Moniteur* », dit le prince. Elle y lit le jugement porté contre le *nommé Louis d'Enghien...* [2]. La reine s'exalta « mourant d'envie de prendre le deuil ». C'est de « la fureur dans les coteries anglaises », écrit Laforest. Haugwitz témoigne à l'envoyé français « quelque solli-

[1] Dépêches des 19 et 23 mars 1804.

[2] *Dix années d'exil*, chap. xv. — Welschinger, p. 20-22. — Ranke, t. I, p. 475. — Rapport de Laforest, 3 avril. Lombard, 8 mai 1804. Bailleu.

citude sur les reproches qui pourraient être suscités contre la forme, quoiqu'en Allemagne il y ait des exemples de tout... » Le roi fait réitérer par son ministre l'expression de son désir : « que le premier Consul déracine l'horrible combinaison acharnée contre sa personne et son gouvernement... »

Mais la sympathie, qui n'était pas grande, fait place, désormais, à l'aversion. Frédéric-Guillaume reçoit une lettre d'Alexandre, datée du 15 mars, avant l'affaire de Vincennes. Elle emprunte à cet événement une signification singulière : « Je ne vous cache pas que, d'un côté, je vois l'honneur, la gloire et l'intérêt véritable de votre couronne ; de l'autre, après beaucoup de complaisances très chères, et avec le reproche éternel d'avoir donné, à qui le mérite si peu, la monarchie universelle, je vois la ruine totale et inévitable de la vôtre. » Mais, « si je vois Votre Majesté engagée pour la défense de l'indépendance et du bien de toute l'Europe, je l'assure bien qu'elle me retrouvera à l'instant à ses côtés... » Ces paroles sont un baume pour le roi qui venait de donner acte d'une déclaration comminatoire de Laforest[1]. Il écrit au tsar, le 8 avril : « Votre lettre respirait un sentiment qui fait mon bonheur. Mes résolutions ont été prises à l'instant. Il n'est plus question d'un concert avec la France ; je n'ai pas laissé de doute au premier Consul sur la manière dont j'envisagerais de nouvelles usurpations... A côté de Votre Majesté, je ne craindrais point l'avenir... » Le ministère prussien n'avait « filé » la négociation de « l'alliance gigantesque » proposée par Bonaparte que pour laisser aux courriers de Pétersbourg le temps d'arriver ; la négociation se rompit. L'événement de Vincennes y ajouta quelque couleur de loyauté monarchique ; mais, en soi-même, il ne décida rien[2]. « Puis donc que la Prusse ne veut pas étendre son avenir... et préfère son oisive neutralité, demeurons réciproquement où nous en étions », écrivit Talleyrand, le 21 avril.

S'il y avait une cour au monde où l'on dût montrer de la

[1] Talleyrand à Laforest, 24 mars 1804. BOULAY DE LA MEURTHE.
[2] Haugwitz au roi, 30 mars 1804.



réserve, c'était celle d'Alexandre ; l'événement de Vincennes coïncidait, presque jour pour jour, avec l'incident du palais Michel, trois ans auparavant. Mais, rapporte Czartoryski, toutes les démarches du cabinet partaient du principe que la guerre était inévitable..., de la nécessité de ne pas se laisser prévenir par Bonaparte... La négociation des subsides était engagée avec l'Angleterre. « Tous nos préparatifs guerriers sont à peu près exécutés », écrivait Kotchoubey à Woronzof[1] : 50,000 hommes sur la frontière de Prusse, 40,000 qui peuvent marcher sur Varsovie ou Cracovie ; l'armée de réserve prête à partir dès que la saison le permettra ; 6,000 hommes s'embarquent dans la mer Noire pour Corfou... On cherchait un motif de rupture, un noble et retentissant motif à la croisade « pour le maintien de l'ordre, de la justice et du repos en Europe[2] », sous la suprématie russe.

La nouvelle arriva le 17 avril. Alexandre parla de renvoyer Hédouville, sur l'heure, et de rappeler Oubril. Un conseil convoqué immédiatement se réunit au Palais d'Hiver, et Czartoryski lut une note rédigée à la hâte[3] : « Sa Majesté répugne à conserver plus longtemps des rapports avec un gouvernement qui ne connaît ni frein ni devoirs d'aucun genre, et qui, entaché d'un assassinat atroce, ne peut plus être regardé que comme un repaire de brigands. » Toutefois, informations prises, les armées n'étaient pas prêtes à se mettre en marche le lendemain ; les subsides n'étaient pas assurés. L'attentat se produisait prématurément. « Si, disait Czartoryski, un événement pareil à celui qui vient d'arriver avait eu lieu trois mois plus tard, quelque triste et malheureux qu'il soit en lui-même, il serait pour ainsi dire survenu à point

[1] A Woronzof, à Londres, 23 avril 1804. — *Archives Woronzof*, t. XVIII. — Martens, t. XI, p. 78 et suiv.

[2] Alexandre à Frédéric-Guillaume, 21 avril 1804.

[3] Martens, t. II, p. 402; t. XI, p. 78. — Fournier, t. II, p. 54. — Ranke, t. I, p. 501. — Lefebvre, t. I, p. 366-7. — *Revue historique*, t. XLIX, p. 236. — *Mémoires de Czartoryski*, t. I, chap. xii. — Rapports d'Oubril et notes de Talleyrand, 12 mai et suiv.; notes et dépêches de Pétersbourg; rapports d'Hédouville, 17 avril 1804 et suiv. Tratchewsky.

nommé afin de déterminer une démarche d'éclat de la part de la Russie. Les sentiments de l'Autriche et de la Prusse auraient été alors plus éclaircis et certains... » Le moment n'étant point propice « aux illustres vengeances », le conseil décida de graduer les signes d'indignation officielle, et, dans la protestation que l'on adresserait aux chancelleries, de ne mentionner que l'enlèvement du prince sur territoire neutre. Il y avait des raisons de ne point parler du fossé de Vincennes, « notre cour, disait Czartoryski, n'ayant jamais avoué la mort violente de Paul ». On s'en tenait toujours à l'*apoplexie* officielle. Le tsar et son ministre comptaient que « le gouvernement français ne se soumettrait pas à l'humiliation de donner une satisfaction qui pût être mise en parallèle avec ses torts »; que Bonaparte prendrait la responsabilité de la rupture, mais que les pourparlers permettraient cependant « de trainer encore environ deux mois, et de prendre ce temps pour se mettre davantage en mesure dans le Nord et dans le midi de l'Europe ». La combinaison échouera si « l'on permet à Bonaparte de prévenir la Russie par une décision pareille à celle que Sa Majesté médite, et si, au lieu d'en être décontenancé, il a l'air de nous narguer aux yeux de sa nation et de toute l'Europe ». « C'est, déclara le futur chancelier, Roumiantsof, alors ministre du commerce, une décision à prendre, non pas en vue des principes abstraits, mais avec la prévision des avantages. »

Toutefois, comme on se sentait hors d'atteinte, on ne ménagea point les démonstrations. Le lendemain, qui était un dimanche, la cour prit solennellement le deuil; l'impératrice-mère avec lamentations, tout le monde à grand spectacle, qui s'étala à la sortie de la messe officielle. Alexandre affecta de ne point voir Hédouville; les courtisans, les généraux l'évitèrent; le soir, on se détourna ostensiblement de sa femme « qui eut le front de venir chez le prince Belosecki[1] ». Le bruit courut que Louis XVIII était invité à se rendre à

[1] Lettre de Joseph de Maistre, 30 avril 1804

Moscou; on annonça l'arrivée prochaine de Bennigsen à Pétersbourg. Il fallait un homme de main pour venger le droit des couronnes, et nul ne paraissait mieux désigné que le meurtrier de Paul Ier pour faire justice du meurtrier du duc d'Enghien ! Le tsar écrivit au roi de Prusse lui demandant son alliance, promettant la sienne : « La terreur panique que Bonaparte a su inspirer à tous les gouvernements est la base principale de sa puissance... [1] »

Hédouville parla haut, réclama le rappel des émigrés au service russe, Vernègues à Rome, d'Antraigues à Dresde. Czartoryski, tout en observant les formes, car il tenait à gagner du temps, déclina toutes les observations, refusa tous les désaveux. Il lisait les lettres de l'*ami* de Paris : il connaissait, mieux que personne, la nature de l'emploi que d'Antraigues tenait à Dresde; il répondit, non sans impertinence : « Le ministère impérial peut assurer que d'Antraigues ne s'est mêlé d'aucune intrigue contre la France depuis qu'il est au service de la Russie. »

Oubril reçut l'ordre de demander « une explication satisfaisante »; explication, avouait Czartoryski, « évidemment impossible à donner ». A cette indiscrétion orgueilleuse, Bonaparte répondit par la plus terrible et la plus cruelle des insolences [2] : « La plainte que la Russie élève aujourd'hui conduit à demander si, lorsque l'Angleterre méditait l'assassinat de Paul Ier, on eût eu connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, on n'eût pas été empressé de les faire saisir. » Le lendemain, il ordonna à Hédouville de demander ses passeports et de laisser les affaires au secrétaire de la légation, Rayneval. Le 7 juin, Hédouville quitta Pétersbourg.

Le Pape s'attrista, perdant sur Bonaparte une illusion de plus. A Naples, où l'on n'en était point aux scrupules sur les

[1] Lettres du 21 avril et du 4 mai 1804. Bailleu.

[2] Notes d'Oubril, 12 mai; rapport d'Oubril, 13 mai; Bonaparte à Talleyrand, 13 mai; Talleyrand à Oubril, 16 mai; à Hédouville, 17 mai. — Czartoryski, t. I, p. 379 et suiv.



assassinats juridiques ou autres, le roi, bon homme, au fond, regretta la mort du prince. « Je connaissais ce pauvre diable, dit Marie-Caroline, c'était le seul des princes français qui eût de l'élévation et du courage... Je me console néanmoins de ce qui est arrivé, parce que j'espère que cela nuira au Consul... » Ils s'abstinrent de prendre le deuil et firent prudemment. Au moindre signe d'hostilité, Bonaparte leur déclarait la guerre [1]. La cour d'Espagne se montra digne de Godoy. « Les anglomanes ont clabaudé, écrit Beurnonville. Le prince de la Paix m'a rajeuni, à ce sujet, le mot déjà usé, que lorsqu'on a du mauvais sang, il faut s'en défaire. Il est clair, d'après cela, que la cour d'Espagne a envisagé cet événement sous le jour où votre instruction m'aurait fait un devoir de le lui présenter... [2] » Louis XVIII renvoya la Toison d'or à ce Bourbon dégénéré, Charles IV; mais les cours de Vienne et de Berlin lui renvoyèrent, à son tour, sans même les ouvrir, ses lettres de protestation : protestation assez molle d'ailleurs et de pur cérémonial.

La mort du duc d'Enghien demeura un de ces secrets sur lesquels les princes de la maison de Bourbon ont gardé le plus profond silence [3]. « Sa Majesté a voulu que le passé restât dans l'oubli », répondit, en 1823, Villèle à Talleyrand qui, publiquement accusé, sollicitait une enquête. Peut-être le secret de l'indifférence du roi, comme celui de l'animosité de Bonaparte, se trouve-t-il dans ce propos étrange de Champagny à d'Antraigues, en 1802 : « J'ai vu quantité de sénateurs, de généraux, de ministres... plutôt décidés à choisir un Bourbon qu'un autre; mais je n'ai vu balancer qu'entre deux personnes, le *duc d'Enghien* et le duc d'Orléans... Mais *on préféra Enghien*. On l'a même pressenti à ce sujet : Barthélemy a eu des moyens de le faire tâter [4]... »

[1] WELSCHINGER, p. 32, d'après les rapports d'Alquier. — HELFERT, p. 8, 117-11. — Bonaparte à Talleyrand, 20 avril 1804.

[2] 12 avril 1804. GRANDMAISON.

[3] BALZAC, *Une Ténébreuse Affaire*.

[4] Conversation entre Champagny et d'Antraigues, chez l'abbé Maydieu, à Vienne, 21 août 1802. PINGAUD.

Restait la violation de l'Empire. L'Empereur Alexandre, seul au monde, en prenait encore souci. Le 6 mai, une note fut remise de sa part à la Diète; il réclamait, à titre de garant du Saint-Empire, de ses droits et de sa Constitution, une protestation énergique. Les princes allemands ne songeaient alors qu'à rendre des services et la Diète germanique qu'à gagner sa vie, comme Sieyès durant la Terreur. Le duc de Bade, sur l'instigation de Talleyrand, demanda que l'Assemblée passât à l'ordre du jour, ce qui fut fait le 2 juillet. A cette époque, un nouveau changement, qui devait avoir son contre-coup en Allemagne, venait de se produire en France : la République avait un Empereur et les princes allemands s'attendaient que l'Empereur se montrerait aussi généreux en couronnes et en médiatisations de terres nobles, que la République l'avait été en sécularisations de biens d'Église.

VII

L'Empire avait échappé après nivôse ; après le complot de Georges, Bonaparte le réclama. « Il faut un chef héréditaire à la nation française », dit-il le 29 mars, à Le Couteulx, vice-président du Sénat. Le lendemain, le Sénat vint, en corps, demander à Bonaparte d'être ce chef. Il se déclara prêt. « Mon sang, après tout, valait le leur », dit-il plus tard, à propos des Bourbons. Il s'agissait d'en faire le sang de France, d'y attribuer la majesté sacrée, celle du peuple souverain, celle de la grande nation elle-même. Les esprits s'y étaient acheminés insensiblement, et cette transformation parut une dernière et naturelle métamorphose. En 1792, le peuple avait fait la table rase; il avait délégué sa souveraineté à une Convention de sept cents membres; cette Assemblée en avait délégué l'exercice à un Comité de neuf membres; puis on était passé, à travers les plébiscites, à un Directoire



de cinq, à un Consulat de trois : l'évolution aboutissait à l'unité.

« L'Empire, a dit un des plus profonds historiens de Rome, était la collection des intérêts de tous gérés par un seul homme. On l'appelait *respublica*... Sous ce mot, il y avait toute une conception de l'esprit... On l'employait en parlant aux empereurs, et les empereurs eux-mêmes l'employaient. *Respublica* était un terme aussi officiel qu'*imperium*. Tous les deux désignaient le même gouvernement par deux côtés divers. Le pouvoir appartenait à un seul, mais le gouvernement était la chose de tous [1]. » *République française, Napoléon Empereur :* cette légende de la monnaie de l'Empire en définit l'esprit et en résume l'histoire.

Bonaparte entend que cet Empire qui consacrera, à l'intérieur, l'égalité, consacre, au dehors, la *pax Gallica*, la suprématie de la France sur l'Europe refondue par les armées de la Révolution. Ainsi fut établi, sur les ruines de l'État romain, l'Empire d'Occident « lorsque Charlemagne fut obligé de conquérir une partie de l'Europe pour y placer la France au premier rang et l'y mettre en sûreté [2]. »

Les difficultés ne vinrent pas du peuple, qui ne refusait rien, ni des grands corps qui souscrivaient à tout; elles vinrent de la famille du Consul, et c'est le revers caricatural de la médaille [3]. C'était peu de chose de mettre l'hérédité dans le sénatus-consulte; mais qui hériterait? Les frères, les neveux? Il y avait contradiction entre la conception de l'Empire, émanant du peuple, et la constitution d'une famille impériale tirant ses prétentions du hasard de la naissance. Bonaparte, Empereur de la République, s'entendait du vainqueur de Lodi; mais Joseph, mais Lucien, mais Louis, mais Jérôme, pourquoi eux plutôt que le premier venu des serviteurs de la République et des soldats de la Révolution? Avec son génie tout

[1] Fustel de Coulanges, *les Transformations de la royauté*. Liv. I, chap. II.

[2] Rœderer, t. III, p. 524. Discours à Joseph, roi de Naples, au nom du Sénat, 1806.

[3] Toute cette partie de l'histoire a été élucidée pour la première fois, à fond, et parfaitement par Frédéric Masson, t. II, chap. XIII, *la Lutte pour l'hérédité*.

romain, Bonaparte aurait incliné vers l'adoption. Mais, s'il conçut ce dessein, le seul conforme à l'esprit de l'institution, il n'eut pas le courage de l'exécuter. Il transigea et s'imposa de choisir son héritier dans la descendance de ses frères. C'était l'hérédité de droit qu'ils auraient voulue. Joseph, dans la colère de la déconvenue, trahit son secret : « Il voyait là, rapporte un de ses confidents, le renversement de tout son avenir... écarté pour toujours des affaires, privé des droits qu'il aurait eus par lui-même et par la seule affection qu'on lui portait au Sénat, de succéder à son frère... » Il maudit l'ambition du premier Consul et souhaita sa mort comme un bonheur pour sa famille et pour la France [1]. Et il se tint en réserve pour le jour où la France entendrait que l'Empire eût sa révolution de 1688. Bonaparte pensait à adopter le fils de Louis et d'Hortense. Louis refusa. « Pourquoi faut-il donc, dit-il à son frère, que je cède à mon fils ma part de votre succession? Par où ai-je mérité d'être déshérité? » Ajoutez les bruits odieux d'un inceste entre Bonaparte et Hortense, pour expliquer cette préférence du Consul. Joseph en parla, crûment à Louis, et tout Paris se gaussait d'eux, sur l'éclat de leurs disputes [2].

En réalité, Bonaparte en les dotant, titrant, couronnant bientôt, s'apprêtait à créer contre son pouvoir une coalition de mécontents insatiables, intéressés à sa mort et, croyaient-ils, à la chute même de son Empire, prêts à renouveler les rivalités et les coalitions désastreuses des anciens apanagés de la couronne.

Le sénatus-consulte, préparé par le Conseil d'État, fut présenté, le 16 mai, au Sénat qui le vota le 18. Le jour même, Bonaparte prit le titre d'Empereur et le nom de Napoléon Ier. Le changement dans le langage et dans les mœurs fut immédiat. Le 18, Bonaparte mandait à Cambacérès « : Citoyen Consul, votre titre va changer; » le 21 mai, il lui écrivit : « Mon cousin l'archichancelier de l'Empire. » Il y eut une cour,

[1] Miot, t. II, chap. v, p. 170 et suiv.
[2] Voir le rapport d'Oubril, 4 mai 1804.



avec une étiquette très serrée, et très nécessaire, d'ailleurs, si l'on y voulait de la tenue. Les Bonaparte devinrent Altesses, avec des palais, beaucoup d'argent et des titres pompeux : Joseph, grand électeur; Louis, connétable ; Murat, grand amiral; Eugène Beauharnais, archichancelier d'État. Lucien, seul, n'eut rien : seul aussi, des Bonaparte, en cette prodigieuse aventure, il resta libre et garda sa dignité. Napoléon, pour l'admettre à sa cour, exigea qu'il répudiât une femme épousée par amour et toujours aimée. Lucien refusa, quitta Paris, et fit une belle sortie quand les autres s'habillaient, dans la coulisse, pour leur *entrée* de théâtre. Des deux Consuls, Cambacérès devenait archichancelier de l'empire, Lebrun architrésorier. Fouché eut le ministère de la police. Talleyrand garda les affaires étrangères; il aurait voulu davantage, être compris dans les grands dignitaires; il fit le mécontent et se consola en pensant qu'il acquérait des droits à l'indépendance, c'est-à-dire à l'ingratitude, que les dignités arriveraient par surcroît, assez tôt pour qu'il en profitât, trop tard pour l'engager à la reconnaissance. Napoléon créa vingt charges de maréchaux de France : quatre honoraires, Lefebvre, Kellermann, Sérurier, Pérignon; et seize titulaires, dont quatorze furent seuls nommés, en cette première promotion : Jourdan, Masséna, Augereau, Brune, Bernadotte, parmi les mécontents; et, parmi les zélés : Berthier, Lannes, Ney, Murat, Bessières, Moncey, Mortier, Soult, Davout. Des illustres guerriers de la République, quatre restaient à l'écart, « Spartiates de l'armée du Rhin » : Macdonald, Gouvion-Saint-Cyr [1], réputés pour frondeurs ; Lecourbe, républicain en disgrâce, et Moreau qui était en prison.

Le travestissement hâtif de la famille Bonaparte, malgré la beauté des femmes et leur grâce naturelle à porter la parure, jetait sur le nouvel Empire un vernis de mauvais goût. Le procès de Moreau y ajouta je ne sais quoi de mesquin et de piteux. Maintenant qu'il était Empereur par le glaive et par

[1] Tous deux servirent les Bourbons; Louis XVIII les fit pairs de France.



le Sénat, Napoléon, entouré de ses maréchaux, n'avait plus rien à craindre de Moreau. Lequel des maréchaux, lequel des généraux aspirant à la dignité nouvelle et aux dotations qui y étaient jointes, eût renoncé à de si lucratives dignités pour servir Moreau et retomber, de la France de Louis XIV ressuscitée à leur profit, dans l'Amérique austère et parcimonieuse de Washington? Napoléon possédait un sens assez élevé de la grandeur et, en même temps, il était trop homme de théâtre, égal, dans la mise en scène politique, à Corneille et à Shakespeare, pour ne pas comprendre quel lustre un coup de magnanimité donnerait à son Empire encore postiche et de peinture encore trop fraîche. Mais il fallait que Cinna se reconnût coupable ou fût convaincu de félonie. Or, Moreau s'était repris, sous l'influence de la sympathie générale, dans la certitude aussi que l'accusation demeurait sans preuves, Pichegru n'étant plus là pour le dénoncer ou le confondre. Il fit une belle défense républicaine, rappelant son origine plébéienne, son départ de volontaire, ses grades conquis à coups de services rendus à la patrie ; il répudia le rôle de Monck ; il revendiqua sa part dans l'acte, encore républicain, de Brumaire : cette profession de foi que tout portait à croire sincère, mais que l'acte de 1813 devait si impudemment démentir, porta loin dans le public.

Napoléon avait soustrait Moreau à ses juges naturels. Il eut la confusion de voir les juges, commis par lui, après un délibéré de vingt heures et l'intrusion scandaleuse de Savary, prononcer la peine dérisoire de deux années de prison suivies d'un bannissement perpétuel. L'acquittement, car c'en était un déguisé, fut accueilli par une « joie insultante pour l'Empereur[1] », disaient très haut les courtisans, une timide revanche de la justice, disaient tout bas les autres. Napoléon le gracia de la prison. Le 25 juin, le *Moniteur* annonça que Moreau partait pour l'Amérique. Il n'était plus que le fantôme errant d'un héros mort le lendemain de Hohenlinden. Georges fut

[1] Mot de Mme de Rémusat. Voir FAURIEL, p. 471. — *Mémoires de madame de Chastenay*, t. I, p. 478.

condamné à la peine capitale, exécuté avec douze de ses complices.

Pendant toute la durée du procès, une fermentation singulière avait régné dans Paris. « Je n'ai jamais vu, écrivait Rœderer, de dispositions plus sinistres pour le gouvernement. En 87, 88, 89, j'ai suivi tous les mouvements du barreau et du peuple; l'esprit n'en était pas plus farouche... [1] » Pichegru assassiné; la torture appliquée aux accusés, aux témoins; la corruption des juges : « Il n'est pas de chose horrible qui ne se soit dite... Toutes les traductions de Tacite qu'on a pu trouver ont été achetées... » Mais les temps étaient bien changés et ce qui, en 1788, 1789, décelait les agitations profondes ne trahissait, en 1804, qu'une houle passagère, des vagues de surface. Napoléon n'était point Louis XVI et il ne s'agissait plus d'accomplir une révolution, il s'agissait, la révolution opérée, de s'y installer et d'en jouir. C'est pourquoi, de nouvelles places s'offrant, tout le monde s'y empressa : les ci-devant républicains pour y asseoir, en leurs personnes, et y sauvegarder ce qui subsistait encore de la république; les ci-devant royalistes pour rentrer chez eux et préparer les logis du roi [2]. C'est une légende que les chambellans malgré eux et les dames du palais par violence. « Les personnes *tombées* prétendaient avoir été *forcées*, dit Chateaubriand, et l'on ne *forçait*, disait-on, que ceux qui avaient un grand nom ou une grande importance, et chacun, pour prouver son importance ou ses quartiers, obtenait d'être *forcé*, à force de sollicitations. »

L'opposition avait progressivement disparu dans l'armée. Les philosophes, à la Paul-Louis, s'isolaient de plus en plus : « Un homme comme lui, Bonaparte, soldat, chef d'armée, le premier capitaine du monde, vouloir qu'on l'appelle Majesté! Être Bonaparte et se faire roi! Il aspire à descendre [3]. » La

[1] A Joseph, 14 juin 1804. — *OEuvres*, t. III, p. 504. — Le tableau, dans Fauriel.

[2] Voyez Barante, *Mémoires*, t. I, p. 134. — Norvins, t. III, p. 111. — Rémusat, t. I, p. 345 et *passim*. — Ségur, t. II, p. 309.

[3] Lettre de P.-L. Courier, mai 1804.

grande majorité des officiers aspirait à avancer. Ils étaient jeunes; ils se disaient qu'il y aurait « grand nombre de brillants emplois [1] ». Le blâme n'est venu qu'après la catastrophe. Thiébault avoue que sa conscience ne s'est réveillée pu'alors... « Qui donc, en 1804, pouvait avoir de pareilles pensées, alors que l'étonnement et l'extase, la confiance, le respect et l'obéissance subjuguaient irrésistiblement presque tous les sujets de l'empire? Quel exemple que celui de mon chef Murat... général en chef, maréchal d'empire, grand-croix dans la Légion d'honneur, grand amiral, prince, altesse impériale! Qui n'eût été aveuglé par le spectacle de cette éclatante fortune?... A dater de ce jour, l'ère s'ouvrait pour nous, l'ère de la foi nouvelle. » Au surplus, les pères de la Révolution, les philosophes, s'étaient prosternés devant Frédéric et Catherine la Grande; comment les fils n'auraient-ils pas acclamé ce César, sorti de leurs rangs, qui faisait mieux que d'héberger les hommes de lettres errants à Potsdam ou à l'Ermitage, que de doubler la population de la Prusse et de pousser la Russie au cœur de l'Europe, qui faisait des Français les princes du continent et couronnait leur Révolution en sa personne?

Toutefois, si les complots s'arrêtèrent, la trahison continua, en particulier la correspondance des *amis* de l'Angleterre avec M. Hammond, et celle des *amis* d'Antraigues avec le chef de l'espionnage russe en France. Le redoutable écumeur de secrets qui signait l'*ami de Paris* mourut dans l'été de 1804. Son fils, le *fils de l'ami*, le remplace, se vantant d'avoir ses entrées dans le cabinet de l'Empereur, chez Talleyrand, dont il se prétend un des « faiseurs » attitrés, intime avec Durant qui lui communique, assure-t-il, ou lui laisse surprendre les pièces secrètes, familier dans les bureaux de la Guerre où il place, en avances, son argent à 12 pour 100 et se trouve, en posture de saisir, au passage, mainte note utile sur les mouvements des armées. Qui le pousse à ces trahisons, qui le meut

[1] *Mémoires de Macdonald*, p. 122; *de Thiébault*, t. III, p. 359; *de Marbot*, t. III, p. 204; *de Bigarré*, p. 145; *Corr. de Davout*, t. I, p. 62, 78 et suiv.

en ces effroyables besognes où il joue sa tête, sa fortune, son honneur? Il le dit à d'Antraigues : « Mon père abhorrait Bonaparte et cet héritage est le mien, et mon père était dans l'opinion du parti très considérable ici qui pense que l'Angleterre est surtout nécessaire à la France pour empêcher la tranquillité d'un règne qui, s'il était paisible, ressemblerait à celui de Néron... Je tiens fortement, par principe et par dévouement, à tous les chefs du parti de l'Angleterre en France, en réduisant nos principes à celui-ci : sans l'Angleterre, la France serait un enfer. Et il faut être ici pour savoir les plis et replis de cette opinion; je ne les abandonnerai jamais, et, puisque le hasard m'a mis en état et à même, il faut aller tant que cela peut aller... J'ai une grande fortune, mais je ne la maintiens que par mon crédit, et on n'a de crédit que dans la machine... Voilà, monsieur, les clous qui m'attachent à la chose. » — « Du côté de l'Angleterre, il y a impossibilité à eux de me compromettre... Je mesure, dans ce que je leur dis, toutes les possibilités, et ce que je leur fais savoir peut laisser, même en cas d'indiscrétions vagues, le soupçon sur bien des gens. Il faut aussi leur rendre cette justice; rien n'échappe de ce qu'on appelle secret du cabinet qui passe par le seul sous-secrétaire d'État Hammond; jamais il n'y en a eu un seul exemple. » Il réclame le même secret pour les lettres que d'Antraigues reçoit et transmet en Russie, « parce que, vous disant des choses que je peux seul savoir, il serait trop aisé de remonter à la source et d'entraîner ma ruine totale [1] ».

[1] PINGAUD, appendice : lettre du 1er mars 1805; cf., *id.*, p. 230, 234, 260. Fragments inédits. Comparez avec la lettre de Markof, du 12 juin 1803, ci-dessus, p. 222 la lettre du père.

CHAPITRE II

LES TRAITÉS

1804-1805

I

Dans le même mois où Bonaparte se fait empereur, en mai 1804, Pitt revient au pouvoir, maître des affaires en Angleterre. La nécessité, le péril du royaume l'imposent au roi Georges; mais Pitt aurait voulu revenir tout entier, avec ses compagnons de lutte, ses lieutenants, Grenville, Windham; il aurait voulu former un ministère national, avec Fox et des whigs; le roi refuse Fox, et, sans Fox, Grenville et Windham refusent le ministère. Pitt se trouva de la sorte isolé dans son propre cabinet, au milieu des débris du ministère Addington. Il était visiblement fatigué; la mort le guettait, mais l'énergie de l'âme demeurait intacte. La confiance du pays lui revenait, pleine, admirative. La lutte va recommencer à mort, entre ces deux insulaires, le Corse et l'Anglais, les deux plus puissants meneurs d'hommes et chefs d'État du monde. Pitt retournera contre Napoléon la fameuse maxime : « Dans tous les pays, la force cède aux qualités civiles; le gouvernement actuel est le représentant du peuple[1] » C'est parce qu'il personnifiait la France et sa Révolution que Napoléon menait la France et, par la France, l'Europe; c'est parce qu'il personnifia l'Angleterre et sa constitution que Pitt faillit arracher à Napoléon la suprématie de l'Europe et le gouvernement de la France.

[1] Thibaudeau, p. 79, 227. — Cf. ci-dessus p. 217, 227.



Pitt est convaincu, d'après ses correspondants, que Napoléon, enivré, ne se soutient que par la terreur; que son prestige ne survivra pas à ses défaites; que la France est lasse de sa tyrannie, de ses levées d'hommes; que tout ce qui pense, tout ce qui aime la liberté, forme un complot permanent contre lui; que s'il succombe, un parti nombreux, à la tête duquel est Joseph, suivi de presque tout le Sénat, est prêt à signer la paix, plein de foi dans la magnanimité de l'Angleterre; que l'Angleterre a des *amis* puissants, nombreux qui travaillent pour elle; qu'à défaut de Joseph, elle traiterait avec les Orléans, les Bourbons; qu'il suffira de mettre la France en adjudication et qu'il se trouvera toujours un preneur au plus grand rabais, c'est-à-dire avec la renonciation aux « limites naturelles »; et il combine en conséquence.

L'essentiel était de prévenir l'invasion. Toutes les ressources de l'Angleterre y doivent passer. Le ministère a la flotte, il a Nelson, il a le crédit. Il peut tout demander aux Anglais, et avec ce qu'ils donnent, tout payer en Europe. A force de subsides, il armera le continent; il stipendiera ceux qui fournissent les hommes; il effrayera les neutres, menacera leurs ports d'incendie, leurs navires de confiscation; tout lui sera de bonne prise qui détachera de la France quelque intérêt ou quelque affection; il fomentera une coalition formidable, enchaînera Bonaparte à ce continent d'Europe où il peut vaincre mais où, à force de vaincre, il usera les moyens de la victoire; il ne lui laissera pas un jour de repos, pas une place de sûreté; il l'inquiétera, le sollicitera partout aux diversions, l'obligera à se disperser. Napoléon, pour franchir le détroit, est contraint de construire une machine colossale, disproportionnée : il s'agit de détraquer cette machine aux complications infinies, mal liée, sans unité, qui doit accomplir ponctuellement à des distances énormes, des mouvements combinés, qui doit menacer à la fois les Indes, l'Égypte, les Antilles; paralyser la Russie, contenir l'Autriche, contraindre la Prusse, tirer à soi l'Espagne, le tout pour gagner trois journées, le passage libre et le vent favorable. Il suffit

d'arrêter un courrier, de retarder une négociation, de multiplier les obstacles pour que, le jour où la mer serait libre, la terre ne le soit plus. Soit que le vent contraire l'arrête, soit que la flotte anglaise lui barre la route, soit que la Russie et l'Autriche le forcent à se retourner, Napoléon ne passera pas.

Le premier article de ce plan est de neutraliser la Hollande : les intérêts et les passions des Hollandais y suffisent. Le second, est de paralyser l'Espagne, d'empêcher que par la jonction des flottes espagnoles aux flottes françaises, Napoléon ne se trouve, un jour, dans la Manche, égal ou supérieur même à la flotte anglaise. Pitt spécule sur les dissensions misérables de la famille royale, sur la corruption de Godoy, l'hostilité de la nation à l'alliance française. Il leur en fera sentir le poids, arrêtera les galions chargés d'or et détournera ainsi le peu de fonds que l'Espagne tire encore de ses colonies, harcelant ses navires, bloquant ses ports, et si elle ne se rend pas, si elle ne se décide pas à l'alliance anglaise, au moins à la neutralité, il aura toujours procuré à l'Angleterre l'avantage de ruiner un État maritime, d'ouvrir des débouchés au commerce anglais, de révolter les colonies de l'Amérique du Sud, de soulever une partie considérable du peuple contre la France et de susciter une diversion plus redoutable à Napoléon que la flotte espagnole ne saurait l'être aux Anglais.

Le troisième article est de traiter avec la Russie, et, par la Russie, d'entrainer l'Autriche, qui menacera l'Italie, la Prusse qui menacera le Bas-Rhin, Naples qui inquiétera la Méditerranée; tous, bataillon par bataillon, éparpilleront, absorberont les hommes, envelopperont le corps de l'Empire par un demi-million de soldats et créeront, aux extrémités, des plaies insidieuses et mortelles.

Le secrétaire d'État aux affaires étrangères, lord Harrowby, secondait Pitt, fort intelligemment, conseillé lui-même par Malmesbury. Il s'agissait de ramener l'Europe à l'état où elle se trouvait lors des grandes coalitions de 1689, de 1701-1703, de 1793, de 1798. Si Napoléon avait l'imagination obsédée

de Charlemagne, Pitt l'avait de Louis XIV et de la guerre de succession.

Alexandre est décidé. S'il retarde encore sa rupture avec la France, c'est pour compléter « les armements et mouvements de troupes considérables » qu'il a commencés et pour combiner son système avec les deux voisins sur le territoire desquels il devra passer : l'Autriche et la Prusse [1]. Il estime qu'à part la question des neutres qui tombera de plus en plus au second plan, et qu'il faudra bien sacrifier, les intérêts de la politique russe et ceux de la politique anglaise sont identiques, comme les intérêts économiques des deux peuples sont solidaires. Il pense avec Simon Woronzof « qu'un bon Anglais doit être bon Russe, et, qu'un bon Russe doit être bon Anglais [2] », et que le Russe et l'Anglais unis terrasseront le « colosse de puissance, d'ambition et de despotisme ».

Il écrivit à l'empereur François, le 24 mai : « L'influence prépondérante exercée par le gouvernement français sur les États circonvoisins et le nombre de pays occupés par ses troupes inspirent de justes inquiétudes pour le maintien de la tranquillité et de la sûreté générale de l'Europe [3]. » Il propose de concerter « incessamment » un plan d'opérations; il fournira 100,000 hommes, plus sa flotte; il demande 200,000 hommes à l'Autriche, plus un corps d'observation qui contraindra la Prusse à la neutralité; si la Prusse attaque l'Autriche, il fera marcher contre elle 80,000 hommes. L'objet de la guerre ne sera point d'opérer une contre-révolution en France, « mais uniquement de remédier aux dangers com-

[1] Colloredo à Metternich, 15 novembre 1804 : rétrospectif. ONCKEN, *Oesterreich und Preussen*, t. II, p. 542.

[2] « Ces deux pays n'ont et ne peuvent avoir aucune jalousie entre eux : la Russie n'a aucune colonie et n'est pas voisine de la Grande-Bretagne. Nos productions respectives nous sont réciproquement nécessaires et trouvent l'une chez l'autre les meilleurs et les plus avantageux marchés de l'univers. Nous sommes si formidables par nos forces de terre qu'il n'y a aucune puissance qui puisse nous égaler de ce côté; et vous êtes la première puissance maritime du monde. » Simon Woronzof à Pitt, 3 juin 1804.

[3] FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*, annexe, p. 220. — FOURNIER, *Napoléon*, t. II, p. 56 et suiv. — BEER, *Zehn Jahre*, p. 48 et suiv. — MARTENS, t. II, p. 404 et suiv. — ONCKEN, t. II, p. 152 et suiv.



muns de l'Europe... » Il s'engage à ne traiter de la paix que d'un commun accord.

C'était aller trop vite, au gré des Autrichiens. « Les Français ne m'ont rien fait, et je suis fort content d'eux », dit François à Rasoumowsky. D'ailleurs, il n'était pas prêt, et, pour se préparer, il lui fallait endormir les Français. Il considérait, cependant, que Napoléon ne lui donnerait jamais rien en Italie. Si donc la Russie et l'Angleterre entraient en guerre contre la France, il importait que l'Autriche fût dans l'affaire et il convenait qu'elle s'assurât, à cet effet, et les subsides de l'Angleterre et « une indemnisation convenable aux dépens de l'Italie ». C'étaient, depuis 1791, les prolégomènes de toute alliance autrichienne. François demandait, en outre, qu'on ne signât point de traité formel, qu'on se contentât d'une déclaration ministérielle, permettant d'affirmer à Napoléon qu'il n'existait point d'alliance. Enfin, il réclama 150,000 Russes au lieu de 100,000[1]. Le sort futur de la République italienne sera, aux yeux des Autrichiens, la pierre de touche des intentions de Napoléon. S'il la réunit à son Empire ou s'il l'attribue à un de ses frères, ce qui reviendrait au même, toute l'Italie y passera, et « la planche serait mise à l'envahissement de la Grèce et de l'Égypte ». En ce cas, il est indispensable de s'assurer de la Prusse[2].

Les Russes s'y emploient, mais les vues diffèrent singulièrement entre l'Empereur et son ministère. Alliance ou contrainte? Alexandre préférerait l'alliance, avec ses spectacles chevaleresques, une entrée impériale dans Berlin, une chevauchée triomphale en Allemagne, ayant à ses côtés son ami de cœur, le roi Frédéric-Guillaume, et la belle reine de Prusse, héroïne de la croisade. Czartoryski pense surtout à la Pologne; il préférerait la guerre qui permettrait d'envahir, sous prétexte de soutenir la Prusse, les provinces acquises par elle en 1793

[1] Rapport de Rasoumowsky, 3 juin 1804.

[2] Mémoire sur un rapprochement avec la Prusse, 1er septembre 1804. FOURNIER, *Gentz und Cobenzl.* — ONCKEN, *O. und P.*, t. II : rapport de Metternich, 24 septembre 1804.

et en 1795, d'arracher Varsovie à ces Prussiens plus exécrables à un Polonais que les Russes mêmes, et de restaurer entre les mains d'Alexandre le royaume des Jagellons. C'est pourquoi l'on verra, durant toute une année, Czartoryski dénoncer la duplicité prussienne, les armements prussiens, pousser aux menaces, puis aux mesures d'exécution; Alexandre, méfiant du ministère de Berlin, mais, confiant en « son frère et ami », désireux de l'associer à sa gloire, et travaillant directement par ses lettres intimes, à nouer l'alliance que son ministre, par ses négociations officielles, travaille à empêcher.

Ce sont des « pourparlers sans fin » pour obliger Frédéric-Guillaume à se compromettre avec lui-même, à s'arracher à sa neutralité[1]. Mais si Alexandre promet un secours, Napoléon passe la frontière avec une armée. Une guerre exposerait l'existence même de la monarchie : une médiation opportune entre Alexandre et Napoléon pourrait peut-être, sans endommager les superbes grenadiers et la somptueuse cavalerie prussienne, procurer le Hanovre et l'hégémonie de l'Allemagne du Nord. Le roi se mit secrètement « en état d'attendre les événements de pied ferme ». Il n'eut garde de décliner les garanties que lui offrait Alexandre, mais il se ménagea de façon à passer, le cas échéant, du rôle de *garanti* à celui de médiateur. Pour les mêmes motifs de duplicité que François II, il recourut au procédé des *déclarations*. L'échange en eut lieu à Berlin, le 24 mai, dans le plus grand secret[2]. « On s'opposera de concert à tout nouvel empiétement du gouvernement français sur les États du nord de l'Empire, étrangers à la querelle avec l'Angleterre. » C'était accepter le fait accompli, « l'occupation du Hanovre et son résultat indirect, la clôture du fleuve ». Si une nouvelle usurpation se produit, point de « demi-moyens », mais une marche commune « avec des forces proportionnées à la puissance immense de la République ». La Prusse compte sur les 50,000 hommes offerts par Alexandre, et

[1] Alexandre à Frédéric-Guillaume, 2 mai 1804.
[2] MARTENS, t. VI, p. 341 et suiv.



aussi sur l'exécution du traité d'alliance [1] « qui lie tellement la destinée des deux empires que, dès qu'il s'agit de l'existence de l'un, les devoirs de l'autre n'ont plus de bornes ». On ne fera la paix que de concert; « après avoir purgé le nord de l'Allemagne de la présence des troupes étrangères », on avisera à y établir un ordre de choses qui la préserve des inconvénients dont elle a eu à souffrir depuis le commencement de la guerre actuelle.

C'était un pas vers la coalition; mais ce n'était point encore le pas décisif. La déclaration reconnaissait le fait accompli en Hanovre; le *casus fœderis* ne se poserait que si Napoléon passait le Weser. Frédéric-Guillaume espérait décider Napoléon à s'arrêter au Weser et, protégé désormais contre une attaque de la France, il ne désespérait pas de reprendre, plus avantageusement, les propos sur le Hanovre.

Ses sentiments, la force des choses, l'influence de la reine, des princes, de la plupart des généraux le portaient vers la Russie. Le Hanovre le tentait, le Hanovre le tenta jusqu'à la fin. Mais il en ressentait le péché, la « coulpe »; il attendit toujours que le tentateur lui fît violence, il ne sut jamais céder à la tentation dans le moment opportun : elle le sollicitait, il détournait les yeux, plein de confusion, et l'instant d'après, la convoitise le travaillait de nouveau, tour à tour bourrelé de scrupules et honteux de sa timidité. De même du côté de la Russie, il ne signerait l'alliance que la main forcée. Alexandre le comprit. « Frédéric II, écrivait finement Metternich [2], n'eût point perdu l'Europe entière par la paix de Bâle, mais serait sorti de la lutte inégale, qui en a été le résultat, le roi le plus puissant du continent. » C'est ce que va essayer l'auteur même de la paix de Bâle, Hardenberg, qui arrive alors au ministère, où il remplace Haugwitz; mais gauchement, timidement; entreprenant cette tâche qu'un Frédéric seul aurait peut-être pu accomplir, de se faire le plus fort en jouant au plus fin avec deux politiques aussi rusés que Napo-

[1] Celui du 28 juillet 1800. MARTENS, t. VI, p. 270 et suiv.
[2] Rapport du 14 septembre 1804. ONCKEN.



léon et Alexandre, et de chercher à s'agrandir en s'interposant entre ces deux masses, l'Empire russe et l'Empire français, l'Orient et l'Occident, prêts à en venir aux mains.

II

Toute la politique, tous les préparatifs militaires de Napoléon se tournaient à deux fins : empêcher, retarder la coalition; tenir, à coups de prestige, à coups de promesses l'Europe en suspens, jusqu'au jour de passer en Angleterre; ou s'il n'y pouvait passer, s'il se jugeait menacé sur le continent, prévenir les ennemis, se rejeter sur l'Allemagne, s'en rendre maître, écraser l'Autriche avant l'arrivée des Russes, rendre à jamais toute coalition impossible contre la France, et puisqu'il n'aurait pu anéantir la puissance anglaise à Londres, enlever aux Anglais toutes prises sur le continent, les reléguer dans leur île et retourner contre eux la coalition. Il tirera des alliés de la France « tout ce qu'on en peut tirer[1] », enchaînera et bâillonnera les ennemis sournois.

Au moment de recommencer la guerre de 1798, il veut immobiliser les Napolitains. Alquier lui dénonce leurs armements secrets, la perfidie d'Acton, plus anglomane que jamais; une correspondance avec Vienne et avec Madrid; une conspiration de femmes, Marie-Caroline avec ses filles, l'impératrice d'Autriche et la femme de Ferdinand prince des Asturies; avec Marie-Louise d'Espagne enfin, du même tempérament et agitée des mêmes passions[2]. Napoléon exige le départ d'Acton. Les Anglais et les Russes conseillent de céder. Acton part pour Palerme le 31 mai, décoré du titre de prince, avec une pension de 30,000 ducats. Alquier est reçu, le 31 juillet, en sa qualité de ministre de l'Empereur Napoléon. Il inaugure

[1] A Talleyrand, 2, 27 août 1804. — Ligurie, Hollande, Cisalpine.
[2] Lettres de Marie-Caroline, 16, 24 avril 1804. HELFERT.

sa nouvelle mission par cet avis que si un seul Russe débarque dans le royaume, Napoléon y verra une déclaration de guerre.

Avec la Suède, la rupture est consommée; elle s'est relevée d'injures, à la manière antique, Gustave IV qualifiant, pour toute forme de reconnaissance, l'Empereur des Français de *Monsieur Napoléon*, et le *Moniteur* réplique sur le même ton.

Depuis que le roi de Prusse a décliné les offres de quasi-alliance et l'insinuation du titre impérial, Napoléon soupçonne une entente plus intime entre Frédéric-Guillaume et Alexandre. Talleyrand pose à Lucchesini cette question catégorique : « Si, dans le cas que la cour de Russie demandât au roi le passage à travers ses États pour des troupes russes destinées contre la France, le roi s'engagerait à le refuser? » Lucchesini recueille des impressions inquiétantes : une guerre en Allemagne, écrit-il, « offrirait au général et à l'homme d'État des chances bien moins douteuses que les entreprises maritimes contre l'Angleterre... Elle dégage son honneur, compromis dans la descente, avec trop de solennité... Elle offre aux généraux une nouvelle perspective de gloire et surtout de fortune... » Talleyrand avait dit à Oubril : « Vous nous déclarerez la guerre, et, en envoyant 30,000 hommes en Allemagne, vous tâcherez d'y former une nouvelle coalition contre nous. La France emploiera l'immensité de ses forces à l'écraser dans son origine. La Russie retirera de suite son épingle du jeu et l'Allemagne nous payera les frais de la guerre [1]. »

Ces rapports de Lucchesini arrivèrent à Berlin dans le temps où l'on négociait avec la Russie. Il entrait dans le caractère du vertueux successeur de Frédéric de calmer ses scrupules avec des équivoques; il entrait dans ses goûts de recevoir des deux mains et dans sa chevalerie de se garder de tous les côtés. Ses ministres et confidents ne laissèrent point de lui faire, auprès de Laforest, un mérite d'avoir écarté les

[1] Rapports de Lucchesini, 20 avril, 17, 26 mai 1804. BAILLEU.



offres pressantes de la Russie, et d'avoir ainsi empêché la guerre. Il manda, le 24 mai, de la main qui venait, ce jour-là même, de signer la déclaration d'entente éventuelle contre la France, cette instruction à Lucchesini, qui est un joli chef-d'œuvre dans l'art des doubles sens et restrictions mentales : « Le projet dont on suppose que le comte de Markof est l'auteur, d'une réunion des puissances continentales contre la France, pour un nouvel équilibre de pouvoir en Europe, n'existe point... Je n'ai reçu, ni par le canal du sieur d'Alopetus, ni de la part du ministère britannique, aucunes insinuations tendantes au but susindiqué, et le premier Consul a *ma parole sacrée*, sanctionnée de nouveau par la présente, de n'entrer dans aucun projet dérogatoire à ma neutralité, si, à son tour, il remplit la sienne, à l'égard des deux suppositions sur lesquelles ma parole repose : 1° que les troupes françaises ne seraient point augmentées dans le pays de Hanovre, ni rassemblées d'une manière alarmante aux frontières du Nord de l'Allemagne; 2° qu'on ne ferait point peser la guerre actuelle sur les États neutres de cette partie de l'Empire. » Sous cette réserve, il promet de fermer sa frontière aux troupes qui seraient dirigées contre la France, et, cela fait, il reconnaît l'empereur Napoléon Iᵉʳ [1].

Talleyrand fit assaut de courtoisie, et le rassura au sujet des rassemblements sur le Bas-Rhin et en Hanovre. La finesse parfaite de cette réplique échappa sans doute aux Prussiens, trop confits en leur duplicité pour imaginer qu'on la pût percer à jour. Les rassemblements, dit Talleyrand, « n'auraient pas pu avoir de direction alarmante pour une puissance que la France considère comme alliée et dont elle connaît assez les grands moyens pour ne pas vouloir la provoquer de gaieté de cœur [2] ».

Napoléon le prit de plus haut avec l'Autriche. La reconnaissance de l'Empire traînait, moins toutefois par humeur belliqueuse que par calcul de politique. François II avait dis-

[1] A Lucchesini, 24 mai; à Napoléon, 28 juin 1804.
[2] Rapport de Lucchesini, 20 juillet 1804.

loqué son armée du Tyrol et ajourné l'invasion de la Bavière. Il ne pouvait refuser cette politesse à Napoléon. Mais il réfléchit que le Saint-Empire sortait de là singulièrement affaibli, qu'il menaçait ruine et que même, s'il subsistait, la dignité impériale y étant élective, elle pourrait passer à quelque autre maison plus favorisée, à Paris, que celle des Habsbourg. Dans ce cas, réduit à la qualité de roi de Bohême et de Hongrie, il ferait maigre figure entre les deux Empereurs, de Paris et de Pétersbourg, sans parler d'un Empereur de la main gauche, à Berlin. Il décida de prendre par provision le titre d'Empereur d'Autriche, le 10 août 1804.

Napoléon s'impatientait. Il écrivait à Champagny, le 3 août : « Vous direz qu'ayant accordé à l'Autriche toutes ses demandes, ces délais ne tiennent qu'à d'autres principes ; qu'il y a un commencement de coalition qui se forme, et que je ne donnerai pas le temps de la nouer ; qu'on se tromperait étrangement si l'on pensait que je ferai aucune descente en Angleterre, tant que l'Empereur n'aura pas envoyé sa reconnaissance... Si l'on est assez insensé à Vienne pour vouloir recommencer la guerre et prêter l'oreille aux suggestions de Londres, tant pis pour la monarchie autrichienne... » Du reste, et comme toujours, après les menaces, les séductions. Comme il tient le Hanovre, en appât, pour la Prusse, il lance en avant, pour l'Autriche, si elle veut s'allier et donner un blanc-seing, la Valachie, la Bosnie, la Serbie, en échange de la Vénétie qui passerait à la « patrie italienne [1] ».

Il voit juste dans son dessein de prévenir la coalition, et il spécule justement sur leurs retards, leurs précautions, leurs méfiances réciproques et leurs calculs secrets ; mais quelqu'un est là qui lit, sinon dans sa pensée, du moins dans ses lettres. Le *fils de l'ami* écrit à d'Antraigues, le 31 juillet : « Au nom du ciel, que l'on (la Russie) forme une alliance avec l'Autriche, offensive ou défensive n'importe ; cela est égal pour l'effet. C'est parce qu'on ne craint que cela qu'il faut le faire.

[1] Rapport de Lucchesini, 25 août 1804.



Ces maudits ministres autrichiens ignorent-ils que l'hiver ne se passera pas sans qu'ils soient attaqués?... Je vous en supplie, engagez la Russie, par pitié pour ces sots, à signer l'alliance qui seule peut la sauver[1]. »

La machine des chroniques scandaleuses, des détournements de pièces, continuait à fonctionner[2]. Napoléon flaire l'ennemi caché. « Il y a certainement, écrit-il à Fouché, à Paris, un foyer d'intrigues, qu'il faudrait découvrir. » — « Les Anglais ne sont pas les seuls qui agitent la France. » — « Nous n'avons pas la conspiration tout entière. » Il cherche, il brûle, il ne touche pas : « J'imagine que vous n'avez pas perdu le nom du banquier, que je vous ai envoyé de Mayence, et qui est un courtier d'intrigues attaché à Durant, des relations extérieures. » Oubril a donné des passeports à des officiers russes qui visitent les ports de la Manche : Napoléon prescrit qu'on les arrête. Il fait la chasse aux espions anglais. Un courrier qui portait des ordres relatifs à une expédition maritime a perdu en route une dépêche qui contenait le secret. Si on ne la retrouve pas, tout est à recommencer[3].

Les deux desseins : la descente en Angleterre, le choc en retour formidable sur l'Allemagne, se développent parallèlement dans l'esprit de l'Empereur. Il écrit, du Pas-de-Calais, à Brune, ambassadeur à Constantinople, le 27 juillet : « J'ai ici, autour de moi, près de 120,000 hommes et 3,000 péniches qui n'attendent qu'un vent favorable pour porter l'aigle impériale sur la tour de Londres. » Il mande, le 3 septembre : « Il faudra causer avec Villeneuve sur le grand projet auquel est destinée son escadre. » C'est une diversion lointaine qui doit attirer les Anglais hors de la Manche. La grande armée débarquera dans le comté de Kent; Augereau et Marmont en Irlande; 18,000 hommes partant de Brest, 20,000

[1] Pingaud, 2e édition, p. 267.

[2] Voir, dans Tratchewsky. les derniers rapports d'Oubril, juin-août 1804. — Pingaud, p. 231, 246-247. — Lettre de l'*amie de Paris*, 18 octobre 1804, p. 268. — *Lectures historiques*, p. 122, 144-145. — Sur Durant, Pingaud, p. 407, 413, 418-419.

[3] A Fouché, 6, 10 août; 1er, 5 septembre; 3, 7 octobre 1804.

du Texel. « Une des deux opérations doit réussir ; et alors, soit que j'aie 30 ou 40,000 hommes en Irlande, soit que je sois en Angleterre et en Irlande, le gain de la guerre est à nous. » En même temps, Lauriston commandera une expédition à Surinam, Reille une autre à Sainte-Hélène, Lagrange à la Martinique. « Les Anglais se trouveront en même temps attaqués en Asie, en Afrique et en Amérique ; et accoutumés, comme ils sont depuis longtemps, à ne pas se ressentir de la guerre, ces secousses successives sur les points de leur commerce leur feront sentir l'évidence de leur faiblesse[1]. » Il espère être prêt pour la fin d'octobre.

Cependant, « le temps et le destin seul savent ce qu'il en sera[2] ». C'est pourquoi, il prépare non moins attentivement le grand coup de revers. « Malheur à ceux qui nous chercheront, écrit-il, dès le 3 juin, à Soult, au camp de Saint-Omer. Il pose ses jalons, le long des routes. Il entreprend, dans les pays du Rhin, un voyage d'apparat ; c'est aussi une revue de ses alliés. Parti d'Arras, le 21 août, par la Belgique, il arrive, le 2 septembre, à Aix-la-Chapelle. Là, il apprend qu'Oubril a quitté Paris, après avoir demandé ses passeports, qu'il attend à Mayence. Sur quoi, songeant à la guerre continentale peut-être imminente, il écrit à Decrès, le 4 septembre : « Il est incalculable ce qui peut arriver d'ici à trois mois. Contremandez donc toutes vos affaires du Nord, et mettez à l'abri tout ce que vous pourrez. » Et d'Oubril, toujours bien renseigné par les *amis de la Russie*[3] ? : « Il se répandait que Bonaparte rassemblait des forces sur le Rhin, qu'il était prêt à lever le camp de Boulogne », à marcher contre l'Autriche.

L'Autriche s'incline. Elle envoie à Napoléon et sa reconnaissance du titre impérial et des assurances de paix. Le 21 septembre, à Mayence, où douze ans auparavant le Saint-Empire

[1] A Decrès, 3 septembre ; à Ganteaume, 6 septembre ; à Decrès, 27 et 29 septembre ; à Berthier, 27 septembre 1804.
[2] A Brune, 27 juillet 1804.
[3] De Mayence, 5 septembre 1804.

fêtait le dernier Empereur et se préparait, au milieu des fêtes, à envahir la France [1], Napoléon tient cour somptueuse de ses alliés d'Allemagne. Ils apprennent à le connaître : s'ils obéissent, il les comblera ; sinon, ils seront anéantis. A l'oreille on leur parle de couronnes royales, grand-ducales, selon les rangs ; on parle aussi d'une nouvelle ligue du Rhin, renouvelée de celle de Louis XIV. Ils tendent leurs têtes au faiseur de rois et de grands-ducs ; ils protestent de leur dévouement ; ils dessinent, en gestes onctueux, les arrondissements convoités, et dans l'intimité, les portes calfeutrées et les fenêtres closes, ils maudissent l'usurpateur et conjurent la Providence de précipiter sa chute, aussitôt qu'elle lui aura permis de les combler. Tel ce duc de Bade, l'hôte commode du Bourbon fusillé, qui recevra beaucoup parce qu'il sollicite davantage, qui se jette en sanglotant dans les bras de Dalberg — un des futurs bénéficiaires de Napoléon — et pleure sur les ruines de la patrie allemande, sur cette mascarade corse de l'Empire de Charlemagne [2]. Mais ce sont choses de l'autre monde. Le présent est à Napoléon. Leur choix est fait. Les ducs passeront grands-ducs, les électeurs rois, le roi sera promu Empereur : Napoléon adresse à Frédéric-Guillaume une lettre de congratulation pour le bon procédé de la reconnaissance [3]. Il l'envoie par M. d'Arberg, « auditeur en son Conseil d'État ». D'Arberg exprimera le désir où est Napoléon de contribuer « à l'éclat de la couronne de Prusse » : c'est en réalité l'insinuation de se faire *Empereur* aussi, à l'exemple du roi de Bohême et de Hongrie. Plus il se fera ainsi d'Empereurs satellites et secondaires, plus la Russie, plus le Saint-Empire en seront diminués, et plus grandiose, par comparaison, paraîtra le seul Empereur véritable, le seul successeur de Charlemagne, l'Empereur d'Occident.

[1] Voir t. III, p. 493.

[2] Sur ce voyage : RAMBAUD, *les Français sur le Rhin*, chap. VIII et XIV. — PERTHES, t. I, p. 331 et suiv. — HAÜSSER, t. II, p. 520 et suiv. — TREITSCHKE, t. I, p. 117 et suiv. — HESSE, *Bonn*, p. 223. — BOCKHEIMER, *Mayence*, p. 82. — ARNETH, *Wessenberg*, t. I, p. 65 et suiv.

[3] 30 avril 1804. — BAILLEU, t. II, p. LI, 392 et suiv.

Il se sait le plus fort ; il deviendra le plus auguste. Il va se procurer la consécration suprême, l'onction de l'Église universelle qui manquera toujours à ses rivaux : le tsar de Moscou qui n'a que le sacre d'un évêque schismatique ; l'Empereur de Vienne, Empereur de protocole en Autriche ; l'Empereur prussien, s'il éclot, Empereur de complaisance, de troisième classe, hérétique. Depuis le mois de mai, Talleyrand négocie avec le Saint-Siège [1] ; il s'agit d'inviter le pape à venir à Paris pour sacrer l'Empereur : *sacrer et couronner*, écrit le légat Caprara [2] ; la nuance ne laisse pas d'avoir son importance et d'emporter ses difficultés. Sacrer, c'est imposer les onctions saintes ; commander aux peuples et aux rois la révérence souveraine envers l'Empereur ; transformer la lèse-majesté en sacrilège ; couronner, c'est placer l'Église au-dessus de l'État ; déclarer, par la voix du seul représentant de Dieu, l'œuvre de la Providence. Napoléon ne l'entend point de la sorte ; comme les Empereurs du moyen âge, il veut ne tenir sa couronne que de sa propre main et ne relever, sur terre, que de lui-même, lieutenant de la Providence qui l'a délégué au règne, et l'a proclamé par la voix du glaive : *ore gladii*. Il en pensait, comme Louis XIV [3] : « Charlemagne, dit ce roi en ses mémoires, était monté à un si haut point de gloire, non par l'élection de quelque prince, mais par le courage et par les victoires qui sont l'élection et les suffrages du ciel même, quand il a résolu de soumettre les autres puissances à une seule. » Napoléon confond, à dessein, les deux consécrations, comme naguère, lors du Concordat, quand il s'agissait de la *religion dominante*. Le double caractère de la cérémonie décidera le pape à faire le voyage ; puis à Paris, on lui démontrera que s'il doit officier dans l'une, il ne saurait qu'assister à l'autre. Caprara n'avait point laissé d'ailleurs d'alléguer

[1] Lefebvre, t. I, chap. x. — D'Haussonville, *l'Église romaine et le premier Empire*, t. I, chap. xv : négociations du sacre, et appendice.

[2] Lettres du 10 mai 1804, de Caprara. Napoléon lui aurait dit : « Toutes les autorités constituées me font sentir combien il serait glorieux que mon sacre et mon couronnement fussent faits par les mains du Pape. »

[3] Voir t. I, p. 12-13.

l'exemple fameux « de ce premier roi d'une race nouvelle que la nation française avait substitué à son roi légitime, Childéric, et que le pape était venu sacrer lui-même [1] ».

Oindre du saint chrême le meurtrier encore tout chaud du sang d'un fils de saint Louis! Consacrer la Révolution en la personne de celui qui s'en déclare le fils! Élever cet aventurier au-dessus des princes fidèles! Et comment expliquer au monde catholique cet acte extraordinaire de condescendance? « Il y faut absolument un motif religieux très sérieux. » Pie VII réunit vingt cardinaux qui en délibérèrent. Ces habiles casuistes posèrent d'abord une distinction : « La reconnaissance ne concerne que le fait; le couronnement consacre le droit, la légitimité. » La légitimité n'est pas absolument manifeste; quelques brouillards l'obscurcissent; ils viennent des sénatus-consultes : c'est le *serment de respecter et faire respecter la liberté des cultes*; c'est l'autre serment, pire, de *faire respecter les lois du Concordat*, ce qui implique *les lois organiques*. Que ces serments disparaissent et la légitimité commencera d'apparaître; mais voici qui fera la pleine lumière. « Le nouvel Empereur a privé le Saint-Siège de la moitié de ses États — les trois Légations d'Avignon et le Comtat. S'il n'a été que l'exécuteur de la volonté d'autrui pour la conquête, il ne les a pas restitués, il n'a pas donné de compensation depuis qu'il tient les rênes du gouvernement. » Qu'il répare, et la légitimité deviendra, pour les plus scrupuleux, au moins une « opinion probable ». Elle paraîtrait l'évidence même si, au lieu de faire venir le pape à Paris, Napoléon, comme Charlemagne, venait lui-même à Rome, *ad limina*, solliciter la consécration et recevoir la couronne.

Caprara n'obtint rien que des explications très équivoques, et des injonctions, qui ne l'étaient pas. « Tous les obstacles apportés à la venue du pape à Paris ne paraissent que des prétextes à mensonges », écrit-il à Consalvi, le 8 juillet. Après avoir disputé sur les mots, argumenté, subtilisé, le pape céda

[1] Lettre de Caprara, 9 mai 1804.



pour ménager l'Église en France, pour ménager surtout la faveur de César. Il se flatta qu'à Paris il obtiendrait des adoucissements dans la forme et des récompenses pour le fond. Il annonça, le 2 septembre, que sur l'invitation de Napoléon « il se rendrait à Paris *pour sacrer et couronner* l'Empereur ». L'invitation partit le 15 septembre : « Je prie Votre Sainteté de venir *donner, au plus éminent degré, le caractère de la religion à la cérémonie du sacre et du couronnement* du premier Empereur des Français. » Et pour que l'acte portât sa complète signification, il écrivit à Fesch, son ambassadeur à Rome : « Je désire que le pape soit arrivé le 18 brumaire [1] ; » et à Cambacérès : « Je désire beaucoup que la cérémonie puisse se faire le premier dimanche après le 18 brumaire. » C'était la véritable date de son avènement et la Noël du nouveau Charlemagne.

III

Oubril quitta Mayence le 3 octobre; Rayneval, dans le même temps, sortit de la Russie. Les relations étaient officiellement rompues. Alexandre avait arrêté ses vues. Il juge le moment venu de faire grand, de se révéler au monde ; de forcer l'admiration des Russes qui s'ennuient, qui le jugent dégénéré de sa grand'mère Catherine; le trouvent mou, d'une pâleur allemande. Il passe pour négliger les affaires; se dissiper en galanteries, non seulement près de la belle Narichkine, mais avec des maîtresses subalternes, des actrices françaises ; il fréquente des négociants anglais, s'abaisse à de petites intrigues avec de petites gens [2]. En réalité, il tue le temps de l'attente, et il cache son jeu : Czartoryski seul, peut-être, est dans la confidence des pensées et le secret du travail. Il faut

[1] A Fesch, 16 septembre; à Cambacérès, 8 octobre 1804, de Cologne et de Trèves.

[2] *Mémoires de Moriolles.*

se les représenter, le maître et le ministre, tels qu'on les pouvait alors voir passer dans le palais. « Il — l'Empereur — semblait embarrassé; son excessive politesse avait quelque chose de banal, et tout, jusqu'à la raideur du plus *serré* des uniformes, lui donnait l'aspect d'un charmant officier infiniment plus que celui d'un jeune monarque. » Près de lui, « l'homme en habit civil, de haute taille, à figure intelligente, et dont la mâchoire proéminente, loin d'enlaidir ses traits, y ajoutait, au contraire, beaucoup de vivacité et de mobilité... un des hommes les plus remarquables et les plus antipathiques, le prince Adam Czartoryski », disaient les Russes, jaloux et inquiets de voir ce Polonais à l'oreille du maître [1].

Le départ de Novossiltsof pour Londres est décidé. Les instructions que Czartoryski lui dresse, sous l'inspiration de l'Empereur, contiennent en substance tout le plan politique d'Alexandre pour délivrer l'Europe, abattre Napoléon, anéantir la Révolution, se faire roi de Pologne, devenir l'idole des Français libéraux en rognant leurs frontières et réduisant la France au rôle de satellite de la Russie [2]. Elles forment le dessous permanent de la politique russe dans la nouvelle période de guerres qui va s'ouvrir; faute de bien les connaître, on s'expose à prendre pour des consentements au fait accompli des compromis qui sont tout superficiels et éphémères, et à donner le caractère de traités définitifs à des actes qui ne sont que de simples suspensions d'armes.

L'objet de la négociation est de conclure une alliance qui soit « réellement utile et bienfaisante ». Pour y arriver, il convient de porter ses vues au delà de la guerre prochaine, de considérer l'avenir de l'Europe et de gagner à l'œuvre que l'on se propose d'accomplir l'opinion européenne. « L'arme la plus puissante dont se soient servis jusqu'à présent les Français, et avec laquelle ils menacent encore tous les pays,

[1] *Mémoires de la comtesse Potocka*. — *La Guerre et la Paix*, édition de 1879, t. I, p. 320.

[2] Instructions secrètes à M. de Novossilstof, 23 septembre 1804. — Czartoryski, *Mémoires*, t. I, chap. XI; pièces, t. II, p. 29 et suiv. — Martens, t. XI, p. 84 et suiv. — Cf. Bernhardi, t. II, p. 514 et suiv.

c'est l'opinion universelle, qu'ils ont su répandre, que leur cause est celle de la liberté et de la prospérité des peuples. »

« Répugnant, poursuit le tsar, à faire rétrograder l'humanité, je voudrais que les deux gouvernements convinssent, entre eux, que, loin de prétendre rétablir dans les pays qu'il faudra affranchir du joug de Bonaparte, d'anciens abus et un état de choses auquel des esprits qui ont goûté des formes de l'indépendance ne pourraient se faire, on s'efforcera, au contraire, de leur assurer la liberté fondée sur de véritables bases. » Comparez ce langage avec celui que tiendra Koutousof aux Allemands en 1813, avec celui qu'Alexandre tiendra aux libéraux français en 1814, vous y reconnaîtrez le développement d'un même programme. Il en sera de même des mesures proposées en 1804 et en 1814 pour la reconstitution de l'Europe continentale.

En premier lieu, la France. Ici perce la double équivoque dont la coalition se servira, jusqu'à la fin, pour attirer les Français, les désarmer, et dont il leur conviendra de se leurrer, tant elle répond à leurs propres illusions : la liberté laissée à la France de choisir son propre gouvernement, la reconnaissance de ses « limites naturelles », de la « limite du Rhin ».

Alexandre répugnait à rétablir les Bourbons : il n'aimait ni la personne du prétendant ni le principe dont Louis XVIII se déclarait le représentant. La maison de Bourbon s'estimait trop auguste pour devenir la cliente de qui que ce fût, et la *légitimité* toute pure, outre ce qu'elle avait de contrariant pour l'ordre de succession suivi en Russie depuis Pierre le Grand, ne se prêtait point aux clientèles. Alexandre, comme beaucoup de monarchistes français, voulait un roi de sa façon, qui lui devrait tout : c'était son lien avec les constitutionnels, et c'est par là que sa politique, toute russe, s'accordait avec son goût pour la liberté. « Posant comme décidé que, pour le bien de l'Europe et de la France, il est nécessaire que la Constitution y soit monarchique, c'est de la part de la nation qu'on devra en attendre la proposition ; on pourra tâcher de

la faire naître, mais nullement déclarer cette intention trop tôt. Les cabinets s'entendront sur l'individu et la famille qui pourrait être appelée à régner en France. Si c'est les Bourbons, lequel d'entre eux, et dans quel moment on l'en informera, la conduite qu'on exigera de lui, les conditions auxquelles il devra souscrire, et dont la plus essentielle serait de se soumettre à la constitution qui aurait été adoptée. »

Cette constitution sera l'appât offert à la nation française. « On déclarera à cette nation que ce n'est pas à elle que l'on en veut, mais uniquement à son gouvernement, aussi tyrannique pour la France que pour le reste de l'Europe. Loin de vouloir lui imposer des chaînes, c'est pour les briser qu'on s'est uni. » Les Français, flattés et séduits par ce discours, renonceront à une lutte aussi funeste qu'inutile ; ils se fieront aux intentions des alliés ; ils abandonneront Bonaparte et, la paix conclue, ils n'auront plus qu'à se soumettre aux conditions au prix desquelles leur roi aura dû payer sa couronne.

Ces conditions seront rigoureuses. Les instructions du 23 septembre ne les définissent pas, elles parlent simplement de « restreindre la puissance française dans de justes limites » ; mais un *article pour l'arrangement des affaires en Europe à la suite d'une guerre heureuse*, joint aux instructions, et les déclarations verbales de Novossiltsof permettent de préciser. « La France conservera pour frontière les Alpes et *le Rhin jusqu'à une certaine hauteur*. » Et c'est là tout le fin de l'affaire. Aux Français on dira simplement : *le Rhin*, et on les laissera libres de l'entendre à leur manière, de Bâle à l'embouchure ; sauf, la conquête accomplie, à leur déclarer qu'il s'agit de l'ancienne limite du Rhin, de Bâle au confluent de la Lauter. L'*article* ajoute : « La Hollande redeviendra république avec un stathouder héréditaire et avec la réunion d'une partie des Pays-Bas autrichiens. » Lorsque Novossiltsof exposera cette combinaison à Pitt, il lui dira :

« Le premier objet, suivant les idées de Sa Majesté impériale, est celui de *faire rentrer la France dans ses anciennes limites* ou toutes autres qui paraîtront convenir le mieux pour

la tranquillité générale de l'Europe. Le second objet est de mettre des barrières naturelles à l'ambition de Bonaparte, lesquelles, maintenant la France dans ses limites, s'opposeraient à son agrandissement futur. » Après l'avoir restreinte, il s'agit de « l'enchainer [1] ». Au nord, elle trouvera la Hollande, agrandie de la Belgique et confédérée avec l'Allemagne; à l'est, la Suisse également unie à cette nouvelle confédération germanique; au sud-est, le Piémont rendu au roi de Sardaigne et augmenté de Gênes et d'une partie de la Lombardie. La Prusse sera accrue du Mecklembourg, de Fulda, d'Anspach, etc. (*sic*). La Suède aura une principauté en Allemagne. L'Autriche, qui conservera une partie du Vénitien, recevra la Bavière et telle frontière qui lui conviendra en Souabe et en Franconie, plus le Tyrol; le reste de l'Allemagne formera l'empire germanique, masse intermédiaire entre la France, l'Autriche et la Prusse. On y pourra tailler dans le grand et trouver le dédommagement des cessions que l'Autriche et la Prusse seront dans le cas de faire à la Russie : l'*article* ne les détaille point; il est permis de penser qu'il s'agit dès lors, comme il s'agira en 1813 et en 1814, de provinces polonaises. L'empire turc, lorsque son jour viendra, pourrait être divisé en « États séparés, gouvernés d'après les localités et liés par une fédération commune sur laquelle la Russie pourrait s'assurer une influence décisive et légale au moyen du titre d'Empereur des Slaves et d'Orient ». La Russie prendrait pour elle la Moldavie, Constantinople, Corfou, Cattaro. L'Autriche, si l'on avait besoin de son assentiment, pourrait avoir la Croatie, une partie de la Bosnie et de la Valachie, Belgrade, Raguse. Quant à la Prusse, si l'Allemagne ne la rassasiait pas et « s'il le fallait absolument », on pourrait encore lui offrir le royaume de Hollande. « Dans un arrangement de l'Europe

[1] MARTENS, t. XI, p. 87. — Ces idées d'enchainer et limiter la France étaient tellement dans l'air, qu'en 1804, Dalberg, ministre de Bade à Paris, c'est-à-dire représentant d'un des princes qui sollicitaient le plus et qui obtinrent le plus de Napoléon, composa, dit-on, un mémoire sur la restriction de la France, qui servit de base au traité de la coalition du 11 avril 1805 et au traité du 30 mai 1814. *Biographie universelle*, article Dalberg.

comme nous le concevons, concluait l'*article*, la Russie aurait une prépondérance marquée dans les affaires, et qui serait d'autant plus sûre que la France et l'Angleterre se disputeraient alors son amitié [1]. »

Toutes ces combinaisons trouveraient leur consécration et leur garantie dans un système de traités « qui deviendrait la base des relations réciproques des États européens » ; un acte plus étendu que les traités de Westphalie et les traités d'Utrecht, et qui serait la charte de la nouvelle Europe. L'Empire turc y trouverait son rôle qui serait d'être dépecé pour rétablir l'équilibre, ou conservé pour éviter que l'équilibre ne fût rompu : la saison, en septembre 1804, était celle de la conservation, des soins et de la tutelle.

Tout le monde, à Pétersbourg, attendait de grands effets de la mission de Novossiltsof. Pendant qu'il gagnait l'Angleterre, le tsar, sous l'impulsion des avis reçus de Paris, prescrivit à Rasoumowsky de secouer l'inertie autrichienne, et d'exiger une réponse « catégorique et définitive ». Il l'obtint. La convention d'alliance fut signée à Pétersbourg le 6 novembre, sous la forme de *déclaration* afin que l'Empereur et ses ministres pussent donner au besoin leur parole, impériale ou ministérielle, qu'il n'existait point de traité [2]. Par cette *déclaration d'alliance intime* les deux États s'engagent à concerter un plan d'opération ; ils mettront en mouvement 350,000 hommes, dont 235,000 Autrichiens, de plus un corps d'observation russe, et 80,000 hommes, sur les frontières de Prusse. Ils se réservent de s'entendre avec d'autres puissances; ils considèrent toute augmentation des forces françaises à Naples comme un *casus fœderis*, ainsi que toute extension de la France en Allemagne ; ils garantissent l'intégrité de l'Empire turc, s'engagent à le défendre de concert ; la Russie s'emploiera à procurer des subsides anglais à l'Autriche, au moins deux millions de livres, pour l'entrée en campagne. Les alliés

[1] Article pour l'arrangement des affaires de l'Europe à la suite d'une guerre heureuse, 1804. — CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. II, p. 62 et suiv.

[2] MARTENS, t. II, p. 406 et suiv. Voir, pour la Prusse, ci-dessus, p. 276.

ne poseront les armes et ne feront la paix que d'un commun accord. Leur objet n'est pas de « vouloir contraindre les libres vœux de la nation française », ni « d'opérer la contre-révolution », mais uniquement de remédier aux dangers communs de l'Europe. L'Autriche, pour se dédommager « des immenses pertes qu'elle a essuyées », obtiendra, en Italie, la limite de l'Adda, à l'ouest, et celle du Pô, au midi; le grand-duc de Toscane retournera à Florence, ou quelque part ailleurs en Italie. Salzbourg et Passau reviendront à l'Autriche. Le roi de Sardaigne sera indemnisé. Enfin, comme il semble aux alliés utile « de reculer autant que possible l'époque d'une guerre ouverte avec la France », la Russie engagera le roi de Naples, sous peine d'abandon de sa part, à ne point provoquer le gouvernement français, tant par des proclamations que par des armements ou des séditions, dans la Pouille ou les Abruzzes.

Cependant qu'ils retenaient Naples, les menaces des Anglais, leurs insultes au pavillon espagnol, la prise et la confiscation des galions jetèrent la cour de Madrid hors des mesures où elle désirait tant se renfermer. L'honneur national était atteint, et la nation espagnole ne l'a jamais souffert; le Trésor était entamé et c'était pour l'alimenter que Godoy et ses maitres ménageaient encore l'Angleterre. « Je monterai à cheval, s'écria Godoy, et je conduirai une armée à l'Empereur au camp de Boulogne. » Tout marcha dès lors à la guerre, qui fut déclarée par l'Espagne aux Anglais, le 4 décembre.

IV

Il s'en fallut de peu qu'un acte de violence de Napoléon, inspiré par des considérations du même genre, ne jetât, à la même époque, la Prusse dans la coalition. Frédéric-Guillaume était aux manœuvres quand M. d'Arberg arriva à Berlin. Lorsqu'il connut les insinuations de l'Empereur au sujet de



la couronne impériale, le roi commença par s'en effaroucher; puis il s'en ouvrit à la reine, « dans des termes de la plus grande modestie[1] ». Hardenberg fit le politique. « L'Autriche et la Russie, dit-il, ont pour principe que la maison de Brandebourg est suffisamment accrue. Un titre impérial peut seul déjouer leur politique en élevant les rois de Prusse plus haut que leur fortune actuelle. » Hardenberg l'entendait d'une couronne à fleurons abondants; ce fut une occasion de remettre le Hanovre sur le tapis, et de témoigner du désir constant du roi de prendre cet électorat sous sa garde; le sort s'en réglerait à la paix, d'accord avec l'Angleterre « Le roi s'est persuadé que celui — le roi — d'Angleterre prendrait à la paix le titre impérial que son parlement à déjà pris et mettrait l'objet en négociation. Il lui paraît que ce moment serait le plus favorable pour y songer. » C'était revenir à l'éternel refrain : le Hanovre en dépôt, le Hanovre en gage, le Hanovre en provision, le Hanovre en récompense de la neutralité, mais point de guerre aux Anglais. « Si l'on avait, écrit Hardenberg à Lucchesini, le 22 octobre, une juste confiance dans le système du roi, ne pourrait-on et ne devrait-on pas se reposer sur sa garantie et en revenir au plan de remettre le pays de Hanovre en dépôt à la Prusse; au moins diminuer considérablement l'armée qui l'occupe? » Avec ces arrière-pensées réconfortantes, Frédéric-Guillaume chargea le colonel Knobelsdorf de le représenter au sacre de Napoléon, et lui donna des instructions en conséquence.

Imaginer que Napoléon évacuerait le Hanovre, conquis par ses troupes, et le livrerait à la Prusse par mesure de courtoisie et pour la seule fin de montrer sa confiance « dans le système du roi », c'était s'abuser de la façon la plus étrange sur sa politique. S'il payait les gens et les gratifiait, c'était pour qu'ils le servissent. Il eut l'occasion de montrer aux Prussiens jusqu'où il pourrait, le cas échéant, pousser avec eux les exigences et de quelle façon il entendait en être servi.

[1] Rapports de Laforest, 16 et 19 octobre 1804.



La guerre de police qu'il menait contre les correspondants, espions, émissaires et agents anglais demeurait impuissante. L'expulsion de Drake, ministre anglais à Munich, et de Smith, ministre anglais à Stuttgart, semblait n'avoir produit aucun effet. Drake s'était réfugié à Dresde, où il avait retrouvé d'Antraigues, couvert par la Russie et insaisissable en son repaire. Le bureau central de l'espionnage et des agences anglaises; quelque chose, pensait-on à Paris, comme l'office de Wickham, sous le Directoire, s'était transporté à Hambourg. Napoléon avait déjà menacé cette ville libre de la livrer à une puissance monarchique « qui y fera la police contre les Anglais[1] ». La menace n'opéra point. Les agents anglais continuèrent leur manège. Napoléon s'emporta et résolut de frapper un nouvel exemple, un 23 mars diplomatique[2].

Le 7 octobre, il écrivit à Fouché : « Je désire faire enlever le ministre anglais — Rumbold — à Hambourg, ainsi que ses papiers, et, immédiatement après, je ferai notifier cet enlèvement aux cours de l'Europe en le justifiant d'après la note de Hawkesbury. » C'était une circulaire par laquelle ce ministre des affaires étrangères avait prétendu justifier la conduite de Drake. Napoléon continuait : « On m'assure qu'il (Rumbold) est logé sur la rivière. Il serait facile au général Bernadotte de le faire enlever... Deux bâtiments, chargés de quelques hommes d'infanterie et de douze ou quinze gendarmes déguisés suffiraient pour cette expédition. Nous trouverons dans cette correspondance des lumières intéressantes. » C'étaient les raisons d'État de l'enlèvement par les Autrichiens de Maret et de Sémonville en 1793, sur le territoire neutre des Grisons, et des plénipotentiaires français à Rastadt, en 1799, sur territoire neutralisé.

Un courrier extraordinaire fut envoyé à Bernadotte et l'opé-

[1] A Talleyrand, 29 août 1804.

[2] RANKE, t. I, p. 492 et suiv.; et t. II, *Mémoires de Hardenberg*, p. 51; MALMESBURY, *Diaries*, t. IV, journal de décembre 1804; HÜFFER, *Lombard*, p. 142 et suiv.; ONCKEN, t. II, p. 155; LEFEBVRE, t. II, chap. XI; LANG, *Reinhard*, p. 289-292.



ration se fit dans la nuit du 25 octobre. Rumbold fut emmené à Hanovre et, de là, sous escorte, conduit à Paris. L'émotion, à Berlin, dépassa beaucoup les prévisions de Napoléon. Il entendait faire un exemple, donner un avertissement, porter un coup de sonde : il se trouva provoquer une guerre. Hambourg était placée sous la garantie de la Prusse; Rumbold était résident près du Cercle de la Basse-Saxe et accrédité, en cette qualité, près de Frédéric-Guillaume, directeur du Cercle. L'acte qui venait de s'accomplir était précisément de ceux que prévoyait la déclaration secrète du 24 mai entre la Prusse et la Russie. Le *casus fœderis* existait. La protection russe était assurée à Frédéric-Guillaume; mais toute la politique prussienne était en jeu, puisque toute cette politique se ramenait à la neutralité du Nord de l'Allemagne. Si la Prusse tolérait cette insulte, c'en était fait de son prestige dans l'Empire et dans l'Europe.

Il ne s'agissait plus, comme dans l'affaire du duc d'Enghien, d'un margrave de Bade et d'un émigré français, d'un principicule et d'un proscrit; il s'agissait de l'agent d'une grande puissance européenne, placé sous la protection du droit des gens, et sous la sauvegarde directe du roi de Prusse; la couronne insultée était celle du grand Frédéric, et l'armée prussienne, intacte, était debout. Le Sénat de Hambourg invoqua la garantie du roi. Le ministre d'Angleterre à Berlin réclama réparation. L'envoyé russe, Alopeus, avait pour mission de compromettre la Prusse, de quelque façon que ce fût; il multiplia les démarches, cria au scandale, attisa le feu. Il en conféra avec l'envoyé d'Autriche, Metternich, qui travaillait au même ouvrage : « Le moment actuel semble plus propice que nul autre, écrit Metternich ; toute confiance dans les promesses du gouvernement français paraît détruite ici, et je ne saurais rendre, dans toute son étendue, l'effet que vient de produire l'horrible événement de Hambourg[1]. »

Le roi et son ministre se sentaient ridicules. Hardenberg,

[1] Rapport de Metternich, 29 octobre 1804.



très entêté de son génie et menacé d'une chute piteuse devant l'Europe, la vraie : la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, paya de contenance et se prononça énergiquement pour la guerre. « Il est clair, dit-il à Metternich, que le fou qui se trouve à la tête du plus puissant Empire du continent, tend à une monarchie universelle ; il veut nous accoutumer tous à nous regarder comme faisant partie de son domaine et devant nous plier au gré de toutes ses conceptions extravagantes [1]. »

Le départ de Knobelsdorf fut ajourné. Un conseil se réunit le 30 octobre à Potsdam. Hardenberg y développa un projet énergique : des mesures militaires, des protestations pressantes, la mise en liberté de Rumbold, l'évacuation du Hanovre [2]. Le roi fut d'avis de temporiser, de ne réclamer de Napoléon que les égards dus à la dignité royale, le respect du droit des gens. Lombard, qui était l'homme des échappatoires et des doléances, rédigea, dans cet esprit, une lettre à l'Empereur. Le roi la signa le jour même. Elle était modeste : « Je suis compromis, monsieur mon frère, et je le suis de la manière la plus sensible. Je le suis, parce que j'ai dû répondre de la sûreté d'un ministre accrédité près de moi et que le maintien de la police générale du Cercle est mon premier devoir comme directeur. Je le suis dans ma relation avec vous, parce que je ne vais plus la juger. Je le suis envers mes autres voisins... parce qu'en déclarant pour vous à la Russie que je ne permettrais point le passage de ses troupes, j'ai répondu, par cela même, de la sûreté du Nord. Cette sûreté n'existe plus, et pour que vous soyez le bienfaiteur de l'Europe, comme vous voulez l'être, vous avez besoin qu'on y croie... Ce sera me donner la mesure du prix que vous mettez à l'amitié de la Prusse et de la sagesse du système que j'ai suivi. »

La lettre partie, Frédéric-Guillaume se mit à consulter. Il écrivit à Haugwitz. « Si Bonaparte n'accorde point l'extradi-

[1] Rapport de Metternich, 28 octobre 1804 ; Metternich à Colloredo, 17 novembre 1804 ; BEER, p. 114, note.

[2] *Mémoires de Hardenberg*, RANKE, t. II, p. 88 et suiv

tion de Rumbold, en se servant de subterfuges, que doit faire la Prusse pour maintenir sa dignité et pour remplir ses engagements, tant vis-à-vis de la Russie, en conformité de l'accord existant, tant vis-à-vis de ses co-États dans le Nord de l'Allemagne?... Il y a plusieurs personnes qui votent en faveur de la guerre, moi pas. » Il espérait encore éviter cette extrémité, si redoutée. Il manda à Lucchesini de le prendre, avec Talleyrand, sur « un ton solennel », mais en bannissant la menace : laconisme dans le langage, attitude d'un homme profondément blessé; « mais laisser à l'orgueil de son maître toutes ses ressources ». Et Hardenberg, par le même courrier : « Le grand homme voudra-t-il forcer ses meilleurs amis à se déclarer contre lui? » Lombard enfin : « Voici ou le moment d'un grand triomphe, ou, peut-être, le dernier de votre séjour à Paris! » Bref, ils disposèrent eux-mêmes à l'Empereur une mise en scène de magnanimité dont il leur ferait les honneurs. Knobelsdorf emporta le tout[1].

Cette fois, ils avaient touché juste. Au premier mot que Talleyrand lui dit d'une résistance possible de la Prusse, Napoléon s'était irrité : — « Personne ne voudrait me forcer à remettre en liberté cet intrigant : si je croyais devoir le faire, j'enverrais dix gendarmes enlever son collègue Jakson, aux portes de Berlin, et le roi de Prusse n'enverrait pas 50,000 hommes pour le ravoir[2]. » Mais la colère épanchée en discours, il se ravisa. L'époque fixée pour le sacre approchait. Le pape, précisément en ces jours-là, se mettait en route pour Paris[3]. Les invitations aux princes étaient lancées, les ambassades annoncées. Une levée de boucliers de la Prusse paraissait, en toute circonstance, une affaire sérieuse. Napoléon faisait grand cas de l'armée prussienne, et l'on ne savait jusqu'où l'honneur froissé, l'orgueil du nom et des armes, l'esprit national pouvaient pousser Frédéric-Guillaume; ce roi,

[1] Le roi à Lucchesini, Hardenberg à Lucchesini, Lombard à Lucchesini, 2 novembre 1804. — Rapport de Laforest, 6 novembre 1804.

[2] Récit de Lucchesini; rapport du 26 décembre 1804. HÜFFER, p. 153, note.

[3] Il partit de Rome le 2 novembre 1804.

pusillanime dans la négociation, passait pour brave à la guerre. Ce serait, dans tous les cas, le jeter dans les bras de la Russie. La politique commandait de le ménager, pour peu qu'il s'y prêtât.

Rumbold était arrivé à Paris le 9 novembre. Ce diplomate, — trente-neuf ans, baronnet — ne se sentait point né pour l'héroïsme. Quand on l'arrêta, dans son lit, sa première pensée fut que l'on allait le fusiller. L'officier qui, dit-il, avait exécuté sa consigne « avec une précision bien rare dans ce genre d'opération[1] », le calma « autant qu'il put ». A Paris, on le conduisit dans une dépendance de l'hôtel de Fouché, puis au Temple. Écroué dans cette prison sinistrement célèbre, Rumbold ne cessa de craindre l'exécution du duc d'Enghien que pour redouter le « suicide » de Pichegru : on s'introduirait dans sa chambre, on le tuerait, on accommoderait le cadavre, on mêlerait à ses papiers des documents forgés pour le déshonorer, et l'on motiverait ainsi son acte de désespoir! Il s'en ouvrit au gouverneur du Temple qui en avisa Fouché. Ce ministre s'empressa de rassurer Rumbold. « J'abandonne mes soupçons », répondit le prudent Anglais; et il se commanda un dîner copieux, largement arrosé, pour témoigner de sa confiance.

Le jour même, Lucchesini se rendit chez Talleyrand et s'expliqua de l'affaire « avec autant de chaleur que de ressentiment ». Talleyrand lui promit de plaider sa cause auprès de l'Empereur et assura même, sur sa parole, que satisfaction serait donnée au roi de Prusse. Le lendemain, 10 novembre, Lucchesini reçut le courrier de Berlin, du 2 novembre, et retourna aussitôt chez Talleyrand qui avait déjà pris, le matin à Saint-Cloud, les ordres de Napoléon. Il répondit, avec toute la courtoisie possible, que l'Empereur défèrerait au désir du roi, d'autant plus volontiers que la réclamation serait moins comminatoire. Elle ne l'était en aucune façon, tournée en

[1] Récit de Rumbold, dans MALMESBURY, *Journal*, 6 décembre 1804. — Pièces publiées par Léon GRASSILIER, *Revue rétrospective*, juin 1901. — Rapport de Lucchesini, 12 novembre 1804. BAILLEU.



supplique beaucoup plus qu'en menace. Napoléon lut le soir la lettre de Frédéric-Guillaume, s'en montra satisfait. Il lui écrivit sur-le-champ que Rumbold était remis en liberté et qu'il l'ordonnait par considération pour lui. Le *Moniteur* le déclara très clairement le lendemain. Quant à Rumbold, Fouché l'avisa qu'il serait conduit à Cherbourg et embarqué pour l'Angleterre sur la promesse qu'il ferait de ne point approcher à plus de cinquante lieues des armées françaises durant la guerre entre l'Empereur et le roi d'Angleterre. « Cela vaut mieux que le Temple, lui dit Fouché, et vous avez l'alternative. » Rumbold choisit l'éloignement des armées françaises et signa le papier; mais rassuré dès lors sur son « suicide », et recouvrant le sang-froid, il substitua aux mots : *Sa Majesté l'Empereur des Français*, ceux-ci : *le gouvernement français*[1]. C'eût été, en effet, un commencement de reconnaissance de l'Empire. Fouché n'y daigna prendre garde. Rumbold, emmené à Cherbourg, y fut embarqué la nuit, sur une grève qui, pour sa tranquillité, n'était point assez déserte : des douaniers y veillaient, il se figura voir des assassins apostés. « M. Rumbold se crut à sa dernière heure et s'imagina qu'on allait le fusiller[2]. » Il débarqua le 18 décembre à Londres, sain et sauf de sa personne, mais allégé de son portefeuille. Fouché avait tenu à garder les correspondances.

Dans sa lettre à Frédéric-Guillaume, Napoléon se montra tout pénétré de considération pour « la loyauté de son caractère et ses éminentes vertus ». C'est dans cette lettre qu'à propos de la politique d'Alexandre il écrit cette phrase fameuse : « Sans doute qu'un jour cette puissance (la Russie) sentira que, si elle veut intervenir dans les affaires d'Europe, elle doit adopter un système raisonné et suivi, et abandonner des principes uniquement dérivant de la fantaisie et de la pas-

[1] « La présente déclaration d'honneur m'oblige pendant tout le temps de la présente guerre entre *le gouvernement français* et S. M. le roi de la Grande-Bretagne. — Fait à Paris, le 12 novembre 1809. George RUMBOLD. »

[2] *Rapport de l'adjudant-major de la légion d'élite Meckenem*, 2 frimaire an XIII. GRASSILIER.

sion, *car la politique de toutes les puissances est dans leur géographie*[1]. »

Cette maxime avait depuis longtemps cours d'État à Berlin. Le roi et ses conseillers y virent une invite à reprendre le propos sur le Hanovre : si la géographie de la Prusse dégageait quelque leçon, c'était évidemment l'annexion de cet électorat. Mais, aux premiers mots qu'en toucha Lucchesini, Talleyrand le refroidit, « ne laissant aucun espoir pour l'évacuation absolue ». Sur quoi Lucchesini écrivit, avec grande sagesse[2] : « L'événement a fait ici et fera partout la plus vive sensation. Il nous faut songer aujourd'hui à ne pas irriter l'orgueil de l'Empereur en donnant trop d'éclat à l'effet de nos démarches. » Knobelsdorf n'en eut garde : il obtint, le 17 novembre, son audience où tout se passa le plus correctement du monde.

C'était, au demeurant, la première *reculade* de Napoléon. L'homme qui, selon un mot courant, répété par Lucchesini, « n'avait trouvé de résistance que dans le désespoir des défenseurs de Saint-Jean-d'Acre », s'était adouci, jusqu'aux réparations, devant « les éminentes vertus » de Frédéric-Guillaume, et, l'on n'en doutait pas à Berlin, devant le prestige de l'armée prussienne. Aussi, de très bas, où l'on était déchu dans la neutralité stagnante, on rebondit très haut par ce coup de résolution. « Le roi est aux nues ! » écrivit Lombard, au reçu du courrier de Lucchesini. « J'aurais cru à la chute du ciel avant de croire à cette issue. » Et après l'arrivée de la lettre de Napoléon : « Le triomphe d'aujourd'hui surpasse tout ce que l'on avait droit d'attendre... En vérité, Napoléon mérite bien qu'on aille au-devant de lui... » — « Surtout, dit le prudent Frédéric-Guillaume, éviter la jactance et ne pas se donner l'air d'un triomphe[3]. » Mais franchirait-on les limites de la discrétion en insinuant, au milieu des effusions, cette

[1] 10 novembre 1804.
[2] 12 novembre 1804.
[3] Lombard à Hardenberg, 19-20 novembre. Le roi à Lucchesini, 21 novembre 1804.

modeste requête : l'évacuation du Hanovre par l'armée française et l'autorisation « d'y stationner un petit corps de nos troupes destiné à y maintenir l'ordre et la police » ? Veillez, écrivait par le même courrier Hardenberg à Lucchesini, « veillez, je vous en conjure, à ce que le Hanovre ne tombe jamais en partage qu'à la Prusse, si les événements le font changer de maître. » Le roi l'échangerait contre les provinces de Westphalie très volontiers. « Cela assurerait notre union avec la France. »

Ils avaient plus de motifs qu'ils ne croyaient de se montrer modestes. Ils avaient donné leur mesure, et Napoléon, à leurs congratulations obséquieuses, à cette joie de n'être point écrasés, à cet étonnement d'avoir obtenu égards et justice, à cette main quittant si vite la garde de l'épée pour se tendre et solliciter, jugea qu'il leur avait fait la partie trop belle et jura bien de ne s'y plus laisser prendre. « Le roi de Prusse, dit-il, m'a fait passer un mauvais quart d'heure ; je pourrais bien le lui rendre avec usure. »

Mais on arrivait à l'époque du sacre. Un exemple de modération donné solennellement au monde, rehausserait d'un reflet de grandeur d'âme ces fêtes où se mêlaient tant d'apparat théâtral et tant de puissance réelle, où se trahissaient tant de misères intimes sous un décor de tant de splendeur.

V

Le 25 novembre, Pie VII arriva à Fontainebleau ; l'Empereur l'amena, dans sa voiture, à Paris [1]. Le 1er décembre, le Sénat apporta, solennellement, le vote plébiscitaire. La cérémonie de Notre-Dame était fixée au lendemain. Dans la journée, le pape fit connaître à Napoléon qu'il refuserait de le sacrer s'il ne réhabilitait immédiatement son mariage avec

[1] Frédéric MASSON, t. II, chap. XIV : l'Empire et le sacre. — Dans mes *Études de littérature et d'histoire* : Napoléon et sa famille.



Joséphine. Joséphine, toujours discrète, toujours adroite, politique même, à force de nonchalance, trouva ainsi moyen de se faire épouser, entre deux portes; épouser pour de bon, pensait-elle, devant l'Église. Elle avait, elle-même, assure-t-on, confessé ses scrupules au pape [1]. Vers quatre heures de l'après-midi, le cardinal Fesch, muni des pouvoirs du saint-père, procéda au mariage dans un appartement des Tuileries : il n'y avait point eu de publications, il n'y eut pas de témoins, le propre prêtre n'assistait pas; les casuistes de chancellerie purent soutenir, plus tard, qu'ayant eu le choix entre un scandale public qui eût été une sorte d'attentat à l'honneur, à la sûreté de l'Empire, et un mariage qu'il réprouvait dans son âme, l'Empereur n'avait pu donner un consentement libre. Cependant, il tint le mariage pour valable puisqu'il le présenta comme tel au pape, et le pape l'estima valable puisqu'il consentit à officier le lendemain. C'est ainsi que la veillée des armes de Charlemagne eut pour intermède une représentation du *Mariage forcé*.

On raconte que, le 2 décembre, dans la galerie du Louvre, tout étant disposé, Napoléon, au moment de donner le signal de la marche, se tourna vers son frère aîné et, tout bas, lui dit ce mot très humain, mot de piété filiale et d'orgueil tout ensemble, où se mesuraient tout l'extraordinaire de l'événement et le chemin parcouru de la maisonnette d'Ajaccio à la basilique de Philippe-Auguste : « Joseph! si notre père nous voyait! »

Il posa de sa main la couronne sur sa tête et ne reçut du pape que les onctions. L'essentiel de la cérémonie, il l'accomplit, ne laissant au pontife que les textes et les symboles.

Le sacre fut un spectacle de haute politique; il s'accomplit dans un décor de théâtre : mélange de tragédie, pour les rites; d'opéra, pour les cortèges [2]. La façade triomphale et sa

[1] Sur ce mariage, ses conditions, ses conséquences, les contestations auxquelles il a donné lieu : D'HAUSSONVILLE, t. I, chap. XVI. — Henri WELSCHINGER, *le Divorce de Napoléon*. — Frédéric MASSON, *Joséphine répudiée*.

[2] Voir FONTAINE et PERCIER : *Sacre de Napoléon*. — DELESCLUZE, *l'Atelier de David*



théorie de rois disparaissent sous un portique postiche ; les ogives mystiques se masquent de toile peinte, s'abaissent en cintres de carton ; le long des travées, les colonnettes sveltes s'épaississent en pilastres, s'encombrent de tentures de velours encadrant des loges et deux étages de galeries. C'est le déguisement des cathédrales quand les rois y viennent consacrer leur règne tout terrestre [1] ; il convient que la grandeur sacrée du sanctuaire où tout parle de la misère humaine et de la seule grandeur de Dieu s'abaisse au niveau des acteurs de passage, qu'elle disparaisse sous le fard du badigeon et le costume d'apparat, qu'elle conforme enfin son caractère à son office, et se profane.

La scène est disposée, les acteurs sont groupés avec un art supérieur. Le régicide et terroriste David en a laissé un tableau qui est un chef-d'œuvre. Tout s'y décèle de cette représentation unique, la réalité, l'artifice et la magnificence : malgré la somptuosité des étoffes et l'harmonie des couleurs, le mauvais goût, troubadour et rococo, des acteurs attifés comme l'édifice et dénaturés comme l'église ; l'exquise comédie de Joséphine, triomphante, artiste parfaite, mais actrice, et en scène ; la grâce et la coquetterie des princesses, leurs gorges irrévérencieuses, leurs pierreries qui éteignent les lumières de l'autel ; puis les « nouveaux grands », les dignitaires : Cambacérès, empanaché, ventru, mollets énormes dans les bas de soie, mais *considérable*, d'aplomb en toute sa personne, la tenue des anciens parlements ; la dignité dans la draperie, la servitude dans l'âme ; Talleyrand, au bas de l'autel, à profil perdu, s'effaçant et se détachant, le seul à son aise, chez soi, sarcastique, imperturbable, se rappelant peut-être son évêché, la messe sacrilège de la Fédération, entrevoyant dans l'avenir toute une succession étrange de déchéances et de sacres nouveaux : toute l'impiété, tout le mépris, toute la corruption et tout l'esprit de l'ancienne cour. La tribune des diplomates, la niaiserie béate, l'ironie de convention, raccourci de l'Europe

[1] Ainsi Reims pour le sacre de Louis XV, de Louis XVI (dessins de Moreau), de Charles X.



vaincue, assujettie, n'ayant rien compris, ne comprenant pas encore et raillant l'aventure pour n'en point paraître confondue. Les sénateurs, les conseillers d'État, survivants des Comités de la Convention, les guerriers de l'époque héroïque, tous raides, forcés, hors de leur naturel, engoncés, empesés, empruntés; les civils madrés et les soldats vulgaires sous les toques et les chapeaux à plumes de marchands d'orviétan; toutefois, à y regarder de près, on retrouve la rude énergie bourgeoise des uns, la vaillance populaire des autres; ce sont gens à voir à la tribune, à cheval, au grand air, en uniforme; ils sont de l'étoffe des hommes qui font les révolutions, recommencent les dynasties et renouvellent les croisades[1]. La Révolution se trahit en eux dans la brusquerie du mouvement qui fait craquer le satin des costumes, secoue l'épée de cour, défonce le décor et bouscule l'auguste tableau vivant.

Elle triomphe dans le geste, dans la figure de l'Empereur, nu-tête, quand les autres sont poudrés, emperruqués, emplumés; en costume romain, quand les autres semblent sortir d'une illustration de *la Henriade;* rayonnant d'intelligence et de force consciente de soi. *Me, me : adsum qui feci!* la seule liturgie qui convienne en ce jour. Et la Révolution triomphe encore davantage sur ce pape assis, affaissé, inutile, comparse quand il est venu pour consacrer et bénir, humilié dans sa personne qui n'est rien, mais ce qui est tout, à ses yeux, en son Église, en son Dieu; consommant une œuvre impie et donnant en spectacle à des incrédules l'abaisse-

[1] Comparez, au musée de la ville de Paris, la méchante peinture, mais prodigieusement suggestive du sacre de Charles X : comme tous ces figurants sont à leur aise, chez eux! qu'ils portent bien l'habit et la parure! Quelle distinction dans l'allure, mais aussi dans la sottise! Quelle infirmité fondamentale : les uns bouffis, mais avec grâce; l'élégance maigre des autres; les profils moutonniers, les crânes aplatis, évidés, l'ineffable et transcendante niaiserie des figures, du roi au dernier figurant, sauf Louis-Philippe qui joue là le personnage de Talleyrand en 1804. C'est le repoussoir qui, dans l'ordre de ces spectacles, remet en sa perspective le couronnement de Napoléon. « L'avantage, dit Chateaubriand, demeurera à Napoléon qui envoie ses comparses à Charles X. La figure de l'Empereur domine tout désormais. Elle apparaît au fond des événements et des idées. » *Mémoires :* sacre de Charles X.



ment de la papauté [1]. C'était peu de chose de l'avoir, par la force soldatesque, chassé du Vatican, au temps du Directoire; d'en avoir fait un proscrit, presque un martyr. Mais l'avoir amené là... aumônier du dieu Mars et de la déesse Raison!

Le véritable caractère de l'événement se dégage, non des spectacles, mais des paroles; celles-là furent vraies, et elles portent loin : « Je monte au trône, dit Napoléon au Sénat, le 1er décembre, le cœur plein du sentiment des grandes destinées de ce peuple que, du milieu des camps, j'ai, le premier, salué du nom de Grand. » C'est tout l'esprit de l'Empire, et en voici, dans le serment prononcé à Notre-Dame, le 2 décembre, la couronne en tête, la main levée sur l'Évangile, toute la réalité :

> Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République; de faire respecter les lois du Concordat et de la liberté des cultes; l'égalité des droits; la liberté politique et civile; l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux; de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la loi; de maintenir l'institution de la Légion d'honneur; de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français [2].

Un seul mot détonne : la *liberté politique;* la vérité voulait qu'elle demeurât absente des discours comme elle l'était des pensées. Trois jours après, dans une cérémonie au Champ de Mars, aussi sincère que l'autre était artificielle, Napoléon compléta son intronisation en distribuant des *aigles* aux régiments. Ici, le symbole devenait vivant; ces aigles d'or étaient des dieux, comme ceux de Rome, des dieux sortis de l'homme et nourris de sang humain; c'étaient des êtres que chaque soldat animait du souffle de son âme : « Soldats! voilà vos drapeaux; ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement; ils iront partout où votre Empereur les jugera nécessaires pour

[1] « Les forfaits d'un Alexandre Borgia sont moins révoltants que cette hideuse apostasie de son faible successeur. » Lettre de Joseph de Maistre, décembre 1804.

[2] Comparez, pour le développement, le discours du 27 décembre 1804 à l'ouverture de la session.



la défense de *son* trône et de *son* peuple[1]. » Et ce seront, pour les soldats, des dieux, aussi longtemps que les soldats voudront et pourront vaincre en leur nom.

Napoléon crut utile de compléter les bulletins du sacre que les *Gazettes* portaient à toute l'Europe, par des messages qu'il adressa aux rois. Il leur offrit solennellement la paix : à François d'Autriche, le 1er janvier 1805 ; à George d'Angleterre, à Ferdinand de Naples et Marie-Caroline, le 2 janvier. A François, il annonce l'intention de renoncer à l'Italie du Nord, de la donner en royaume à Joseph ; mais, si l'Autriche arme, il armera. Au roi de Naples, il déclare qu'il demeurera dans les Calabres, tant que les Anglais seront à Malte et les Russes à Corfou ; il flatte la vanité de Marie-Caroline, il la traite en femme d'État, en égale ; mais il exige le renvoi du ministre anglais, Elliot ; mais il menace : si la reine veut la rupture, elle en sera la première victime : « A la première guerre dont elle serait cause, elle et sa postérité auraient cessé de régner. »

Napoléon qui, pour son compte, n'y croyait guère, attribuait à la cérémonie de Notre-Dame une mystérieuse influence sur l'âme des autres hommes. Il avait reçu la consécration du peuple français par le plébiscite, celle du pape par les onctions. Il se crut, un instant, inattaquable, protégé contre les révolutions populaires par le vote national et, par le sacre, contre la coalition des rois. Il devenait l'un d'eux et le peuple s'incarnait en lui. Mais le peuple se reprend toujours, et les rois ne se donnent jamais. Il se jugea plus fort ; en quoi il se trompait étrangement, comme il se trompa toujours sur l'état d'âme et les vertus professionnelles des rois. Pour s'être déclaré Majesté sacrée, il crut que la *majesté* résidait en autre chose qu'en les sept lettres d'un mot de protocole, et que ce mot de *sacrée* portait en soi une grâce politique capable d'opérer la soumission des hommes. Il se retrouva le 3 décembre, ce qu'il était la veille, en présence d'une Europe où

[1] « Mon Conseil d'État », discours du 27 décembre 1804. C'est désormais le protocole.



rien n'avait changé. Le couronnement de Notre-Dame, aux yeux des rois et de leurs ministres, n'était qu'une cérémonie de plus et dont plus rien ne subsistait. Pour l'Anglais et le Prussien hérétiques, pour le Russe schismatique, l'évêque de Rome n'avait pu imprimer à l'Empereur de Paris un caractère d'inviolabilité dont il ne disposait pas; pour les catholiques, ceux de Vienne, ceux de Naples, c'était tout simplement la faiblesse d'un pontife déchu et la profanation d'un mystère. La *Majesté* de Napoléon n'en ressortait pas plus sacrée que n'avait été celle de Charles Ier, de Jacques II, de Louis XVI, de Pierre III et de Paul Ier; que celle de tant de princes détrônés et de souverainetés détruites : le roi de Pologne, la Sérénissime République de Venise et le pape lui-même qui avait sacré le spoliateur de sa propre monarchie. Ce que le glaive avait élevé, le glaive l'abaisserait un jour, car ils ne connaissaient point d'autre signe manifeste des arrêts de la Providence, arrêts toujours frappés d'appel quand ils déclaraient leur défaite, et définitifs seulement, à leurs yeux, quand ils consommaient leur victoire.

Ce n'était pas pour rétablir la monarchie française en son honneur, puissance et dignité, ni pour restaurer les Bourbons, jalousés et redoutés naguère, qu'ils se décidaient à recommencer, et formidablement, la guerre. Le sacre de Napoléon, par contre-coup, leur donna l'occasion de le manifester. Louis XVIII et sa monarchie errante ne furent jamais si abandonnés qu'en ce temps-là. Quand le prétendant proscrit voulut lancer sa protestation contre l'Usurpateur de Paris, ne trouvant aucune terre d'où il pût la dater, sans compromettre le seigneur du lieu, « ce sera, dit-il, du sein même de la mer que je la daterai ». C'est la pièce connue sous le nom de Déclaration de Calmar, du 2 décembre 1804[1]. Il promettait une amnistie générale, leurs emplois aux fonctionnaires, leurs grades aux officiers, leurs propriétés aux acquéreurs de biens nationaux : quant à la liberté, moins encore que dans le ser-

[1] Ernest Daudet, *les Bourbons et la Russie*, chap. xvi-xviii. — Oncken, t. II, p. 124.



ment de Napoléon. Il envoya cette déclaration aux souverains qui l'accueillirent par le silence. Alexandre lui-même, qui, rentré en hostilité avec la France, rouvrit sa frontière à Louis XVIII et lui permit d'hiverner à Mittau, répondit qu'il avait résolu « de ne prendre aucune part aux affaires de la France ». Cette prudence, ce dédain, ces arrière-pensées de politique parurent à Louis XVIII une injure à sa personne, un reniement du principe qu'il représentait. Dépouillant l'emphase officielle et le style convenu, il écrivit à ces renégats de leur propre cause :

« En 1793, je représentai inutilement à l'Empereur François que s'il prenait Valenciennes et Condé, au nom du roi, mon neveu; s'il mettait en avant le dépositaire de l'autorité royale, il aurait pour alliés tout ce qu'il y aurait de bons Français, tandis que s'il prenait ces places en son propre nom, il aurait pour ennemis l'universalité des habitants de la France. En 1795, je recommençai mes efforts avec aussi peu de succès. En 1796, la même politique annula l'effet de ma présence sur les bords du Rhin. En 1799, je redemandai vivement à Paul Ier de paraître aux premiers rang de son armée... *Ainsi, jamais on n'opposa le droit au crime, le successeur de trente rois à des tyrans éphémères, la Légitimité à la Révolution*[1]. »

Rendre la Pologne aux Polonais, restaurer la république à Venise, restituer les Légations au pape, les évêchés et abbayes d'Allemagne aux princes ecclésiastiques étaient des pensées qui n'entraient dans l'esprit ni du tsar restaurateur de la justice, ni des augustes assesseurs de son tribunal, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. C'est pourquoi les protestations de Louis XVIII contre le sacre de Napoléon demeurèrent parfaitement vaines, mais l'événement contre lequel il protestait demeura plus vain encore.

[1] C'est ici que, pour la première fois, je crois, paraît le mot de *légitimité* au sens qu'il devait prendre en 1814. L'honneur du mot revient au roi et non, comme on l'a dit, à Talleyrand.



VI

Novossiltsof était arrivé à Londres le 16 novembre, convaincu qu'il allait y mener toutes les affaires, endoctriner Pitt, mettre le cabinet à la discrétion de sa politique et de sa personne [1]. Cette confiance n'était point de trop, car le diplomate russe manquait totalement de séduction. « La nature, dit une contemporaine [2], avait disgracié cet homme, comme si elle eût voulu que l'expression repoussante de sa figure servît d'avertissement à ceux que son adresse et sa duplicité pouvaient induire en erreur. Il louchait d'une façon toute particulière : tandis qu'un de ses yeux flottait, l'autre scrutait au plus profond de l'âme la pensée qu'on cherchait à lui dérober. »

Lord Mulgrave avait remplacé Harrowby aux Affaires étrangères, homme de second plan, qui laissait à Pitt toutes les grandes affaires. Novossiltsof conféra directement avec Pitt. Les deux partenaires se trouvaient d'accord pour renverser Bonaparte, supprimer l'Empire d'Occident, refouler la France; mais, sur le lendemain de la victoire, ils ne s'entendaient plus. Alexandre voulait la paix russe et prétendait substituer sur le continent sa suprématie à celle de Napoléon; Pitt ne comprenait au monde qu'une suprématie, celle de l'Angleterre sur les mers et dans les Indes; la paix anglaise, c'était l'ouverture du continent aux produits anglais, et, dans tous les ports de l'Europe, dans tous les entrepôts, sur tous les marchés, la domination du commerce britannique. Alexandre avait sa pensée de derrière la tête, l'Orient, pour en devenir l'arbitre, et Pitt, la sienne, qui était de l'en empê-

[1] MARTENS, t. XI, p. 89 et suiv. — CZARTORYSKI, t. II : papiers relatifs à la mission de Novossiltsof.

[2] *Mémoires de la comtesse Potocka*, p. 366.

cher. Alexandre nourrissait sa chimère, la confection d'un nouveau code de droit international, maritime, en particulier, afin de prévenir la guerre et de protéger les droits des nations [1]. Parmi ces droits, figurait, en première ligne, celui des neutres : Alexandre aurait aimé introduire dans le droit des gens la fameuse Ligue de Catherine, et faire garantir par l'Angleterre la liberté des neutres. Pitt aurait voulu se faire garantir par la Russie l'intégrité de l'Empire ottoman.

Novossiltsof commença par les « principes », c'est-à-dire par le Code. « C'est, dit-il, une affaire de principe, presque d'honneur pour la Russie qui vise à la suprématie du Nord ; c'est une affaire d'intérêt direct pour l'Angleterre qui vise à la suprématie universelle du commerce et de la mer. » Pitt écouta silencieusement, et, quand le Russe eut dévidé son écheveau, il se contenta de répondre que, sans discuter ni la méthode à suivre pour rédiger ce code, ni les principes que l'on y introduirait, l'Angleterre ne s'y soumettrait pas. Ils passèrent alors à la question d'Orient. Pitt laissa paraître quelque scepticisme sur le zèle d'Alexandre à défendre cet Empire. « Au besoin, dit Novossiltsof, il défendrait les Turcs malgré eux » ; mais, reprit-il aussitôt, « si aucune autre puissance s'en emparait, la face des choses changerait du noir au blanc ». Pitt n'en demanda pas davantage. Il s'agissait de se coaliser contre la France, et il suffisait que l'on fût d'accord pour ajourner la question d'Orient tout le temps qu'il faudrait pour renverser l'Empire français [2].

Les préliminaires réglés, on en vint à la grande affaire devant laquelle les autres s'effaçaient. Novossiltsof précisa les vues de son maître : « Le premier objet est celui de faire rentrer la France dans ses anciennes limites ou toutes autres qui paraîtront convenir le mieux pour la tranquillité de l'Europe ; le second, de mettre des barrières naturelles à l'ambition

[1] Comparez la conférence de Bruxelles et celle de la Haye, 1874, 1899.

[2] Ainsi, dans une affaire moindre, en 1839-1840, Palmerston et Nicolas, d'accord pour défendre... en Égypte, contre la France, l'intégrité de l'Empire ottoman.



de Bonaparte, lesquelles, maintenant la France dans ses limites, s'opposeraient à son agrandissement futur, et, finalement, le dernier est celui de consolider l'ordre de choses qu'on établirait, par une alliance des plus intimes, faite à perpétuité, entre la Russie et la Grande-Bretagne, — d'assurer, enfin, la tranquillité générale de l'Europe sur des bases solides et durables. » — L'Europe, disait Pitt à Simon Woronzof, traverse une crise pareille à celle de la fin du seizième siècle, sous le règne de Louis XIV. Le sauveur de l'Europe, à cette époque, fut Guillaume d'Orange qui « électrisa toutes les cours » et arrêta la marche de Louis XIV, entraîné par la *rage des conquêtes*. Seul, l'Empereur Alexandre est capable de devenir un second Guillaume d'Orange pour l'Europe. C'est à lui d'électriser la Prusse et l'Autriche; les autres nations suivront ces puissances.

Pitt insista sur la nécessité « d'enchaîner » la France, « réintégrée dans ses anciennes frontières, de l'entourer de grands et puissants États » : une Italie confédérée, avec un Piémont agrandi et une Autriche plus étendue; une Allemagne confédérée, avec l'Autriche et la Prusse, ce dernier État augmenté de « toutes les terres situées au nord de la France entre la Meuse, la Moselle et le Rhin, y compris le Luxembourg ». Novossiltsof estima cet accroissement prussien excessif. Pitt ne s'y entêta point; mais la combinaison fut reprise, en partie, en 1814. Quant à Malte, Pitt ne voulut rien entendre : ni cession définitive, ni abandon temporaire. « C'est, disait-il, une chose qui ne dépend pas de Sa Majesté ni d'aucun de ses ministres, vu que le Parlement et la nation ne le souffriraient pas... L'administration serait renversée, le traité désavoué, et la nation toute occupée de la vengeance contre les fauteurs d'un tel arrangement... La France, poursuivit-il, étend sa domination de Cadix à Civita-Vecchia; elle fait son possible pour transformer la Méditerranée en mer fermée française. Elle se propose de conquérir tout l'Empire ottoman; elle aspire à chasser les Anglais des Indes. Si les Français y réussissent, l'Angleterre sera définitivement ruinée. La liberté de



la Méditerranée, l'indépendance du Levant et de l'Égypte, la sûreté de l'Italie, des îles Ioniennes et de l'empire ottoman sont essentiellement liées à ce que Malte reste à l'Angleterre. »

Ils parlèrent, sans y insister, du pacte général d'équilibre futur : pour Pitt, c'était affaire d'avenir; on la réglerait selon les événements. Novossiltsof aurait préféré que l'on traçât d'ores et déjà un plan « de réorganisation de l'Europe après sa libération du joug de Sa Majesté corse », « l'anéantissement de Bonaparte » étant chose inévitable, à ses yeux. Mais Pitt ajourna; il ajourna aussi la désignation de la personne qui serait appelée à régner en France. Il put deviner qu'Alexandre préférait un candidat de sa main, un roi ou un président de république, un Moreau; par exemple, qui ferait de la France une autre Pologne, sous la tutelle russe. Novossiltsof put pressentir que Pitt inclinerait vers les Bourbons qui représentaient un principe plus stable et lui paraissaient les seuls capables d'accepter sincèrement, de subir avec dignité le retour aux anciennes limites, condition qui primait toutes les autres.

Ils en vinrent alors aux subsides. L'Autriche demandait deux millions sterling pour l'entrée en campagne; quatre millions par an pendant la guerre. Alexandre réclamait 1,600,000 livres par an pour les 115,000 hommes qu'il mobiliserait. Pitt offrit, en tout, 5 millions sterling.

Puis, pour calmer les scrupules d'Alexandre que l'idée de déclarer la guerre offusquait, que la chimère des arbitrages agitait, en son « âme de couleur changeante [1] », il convint que le tsar tenterait une entremise entre la France et l'Angleterre, laquelle, bien entendu, échouerait et conduirait forcément à la guerre. Pitt s'en remit à Novossiltsof du soin de représenter, à Paris, les intérêts anglais, si Napoléon acceptait la proposition. « Personne, mandait Novossiltsof à Czartoryski, ne serait plus propre à cela que moi. » Il partit pour la Russie,

[1] Czartoryski à Novossiltsof. MARTENS, t. II, p. 103.



emportant un projet de traité, rédigé d'accord avec Pitt, et ce ministre envoya des pleins pouvoirs à lord Gower, ambassadeur en Russie, pour signer ce traité. Le 18 février, il demanda au Parlement cinq millions et demi de livres de fonds secrets « pour que Sa Majesté puisse apporter un concours efficace là où elle trouvera nécessaire de le prêter... Vous savez, messieurs, que nous avons été obligés d'entretenir des rapports et des correspondances sur le continent ». Le Parlement les vota.

Entre temps, l'Angleterre et la Russie, chacune de son côté, avaient traité d'alliance et de subsides avec la Suède. Moyennant 80,000 livres sterling par an, Gustave IV mettait à la disposition des Anglais, à titre de places d'armes et d'entrepôts de commerce, le port de Stralsund, en Poméranie, et l'île de Rügen.

Le traité d'alliance entre l'Angleterre et la Russie fut signé à Pétersbourg, peu de temps après le retour de Novossiltsof, le 11 avril 1805. « Ce traité, dit Alexandre, doit être considéré comme la pierre angulaire de l'édifice qui va s'élever par les soins communs de la Russie et de l'Angleterre pour la prospérité de l'Europe [1]. » Il fut, en effet, comme le moule de tous les autres ; il en donne le prototype, il en trace la méthode, il en découvre l'esprit.

Il se compose de sept articles patents, destinés à être communiqués à l'Autriche, à la Prusse, à la Suède et à tous les États invités à entrer dans la coalition, plus onze articles séparés et deux articles séparés et secrets.

L'objet déclaré de l'alliance est « de rendre à l'Europe la paix, l'indépendance et le bonheur dont elle est privée par l'ambition démesurée du gouvernement français ». Les alliés formeront un concert politique et une alliance militaire destinés ostensiblement à obtenir l'évacuation du Hanovre et du nord de l'Allemagne, l'indépendance de la Hollande et de la Suisse, le rétablissement du roi de Sardaigne, la sûreté du

[1] Martens, t. IX, p. 102 et suiv. — Texte, *id.*, t. II, p. 433 et suiv. — Cf. Stanhope, t. IV, p. 306. — Ranke, t. I, p. 504. — Oncken, t. II, p. 177.



royaume de Naples; l'évacuation entière de l'Italie; la garantie de la sûreté et de l'indépendance des États; l'établissement d'une barrière solide contre les usurpations futures[1]. Les alliés établiront, à cet effet, une Ligue de 500,000 hommes, effectifs, afin d'amener, « de gré ou de force, le gouvernement français à souscrire au rétablissement de la paix et de l'équilibre de l'Europe ». L'Angleterre fournira ses flottes, plus un subside annuel de 1,250,000 livres sterling par 100,000 hommes (art. III et IV du traité patent). La Russie s'engage à porter 60,000 hommes sur les frontières d'Autriche, 80,000 hommes sur les frontière de Prusse, plus des corps de réserve et d'observation. L'Autriche sera invitée à adhérer au traité et recevra, dès son adhésion, un million sterling, à titre d'entrée en campagne. La Prusse recevra la même invitation, sauf, si elle refuse, à voir les alliés faire cause commune contre elle, ainsi que contre tout État qui, « par l'emploi de ses forces ou par une union trop intime avec la France, prétendrait élever des entraves essentielles au développement des mesures » que prendront les alliés. L'Espagne et le Portugal seront invités à adhérer au concert, dans les trois mois qui suivront l'entrée en campagne. La Suède est comprise dans le traité. L'Angleterre s'engage à payer les subsides « si dans l'espace de *quatre mois*, à compter du jour de la signature du présent acte, la Russie et l'Angleterre, ou l'une d'elles, faisait agir ses forces contre la France ». Cette action aurait lieu « dès que l'on pourrait opposer à la France une force active de 400,000 hommes », savoir : 250,000 Autrichiens, 115,000 Russes; plus les Napolitains, Hanovriens, Sardes et Anglais[2].

Des « bases de pacification » ostensibles seront notifiées à Napoléon, savoir : « Une barrière entre la France et l'Italie; une barrière entre la France et la Hollande; la neutralité et l'indépendance absolue de la Suisse entière, de la Hollande,

[1] Article II du traité patent. Ce sont les conditions, ostensibles également, de Prague et de Tœplitz, en 1813.
[2] Articles séparés 1, 2, 4, 5, 8.



de l'Italie, et de l'Empire germanique », c'est-à-dire l'évacuation de ces pays par les troupes françaises. Mais ce n'est qu'un minimum, ce ne sont que des *bases* de négociation; ces *bases* seront susceptibles de développement selon les circonstances de la guerre. Il est très vraisemblable que Napoléon ne les acceptera point et, d'ailleurs, « une négociation, si favorable qu'elle soit, ne peut procurer les mêmes résultats qu'une guerre heureuse ». Dans cette prévision, les alliés arrêtent les données qui, selon eux, devront lors du congrès général qui suivra cette guerre régler l'équilibre et former le système de l'Europe[1].

On a vu, par les instructions de Novosiltsof et par ses entretiens avec Pitt, que l'objet réel de l'alliance était de « faire rentrer la France dans ses anciennnes limites »; toutefois si c'était déjà, si ce fut jusqu'au bout, et notamment en 1813, la pensée de derrière la tête qui gouverne tout le reste et par laquelle tout le reste doit être interprété, on ne jugea pas opportun, on jugea même dangereux de l'insérer littéralement dans le traité. Comme plus tard, en 1813, on n'y libelle que le *minimum*, le terme premier et prochain des concessions à exiger. Mais après les avoir stipulées[2], les alliés ajoutent : « Ces points ne sauraient être pleinement obtenus tant que les limites de la France ne seront pas bornées à la Moselle et au Rhin, aux Alpes et aux Pyrénées[3]. » Ainsi, les ci-devant Pays-Bas autrichiens, la Belgique, « en tout ou en partie », seront réunis à la Hollande qui s'étendra jusqu'à l'Escaut, possédera Anvers et formera une monarchie puissante, avec une ligne de forteresses. La République helvétique sera augmentée de Genève et de la Savoie; le Piémont le sera de la République italienne jusqu'au Pô, de Parme, de Plaisance, de Gênes ou tous autres territoires que l'on jugera opportun de lui attribuer. Les pays ci-devant prussiens de la rive gauche du Rhin, seront restitués à la Prusse avec un arrondissement « qui

[1] Article séparé 6.
[2] Voir ci-dessus, p. 414-415.
[3] MARTENS, t. II, p. 449. Cf. ci-dessous, p. 390.

pourrait même s'étendre jusqu'à la frontière qui serait laissée à la France du côté des Pays-Bas » moyennant que la Prusse s'entende avec la Hollande pour former une barrière « au débordement de la puissance française ». Enserrée de la sorte, la France ne conservera, tout au plus, de ses conquêtes, que la ligne de l'Escaut au nord, et à l'est, peut-être, si la Prusse ne s'en empare pas, le pays entre Rhin et Moselle. Quant à la République italienne, dépecée déjà au profit du Piémont, les alliés consentiraient à en composer un royaume pour un des frères de Bonaparte, pourvu que l'État, ainsi réduit, jouît d'une indépendance absolue et ne pût jamais être réuni à la France[1]. Ce serait la récompense de Joseph, dont les dispositions pacifiques sont connues et appréciées à Londres aussi bien qu'à Pétersbourg.

Les alliés posent en principe, et en reconnaissent « la justice et l'avantage », une restauration générale des princes dépossédés; mais ils se réservent de ne négocier sur ce principe « qu'autant que les circonstances et la sécurité future des différents États de l'Europe le permettront ». Dès à présent, l'Angleterre s'attribue Malte; l'Autriche, ainsi que le stipulait le traité du 6 novembre 1804, sera indemnisée de « ses immenses pertes » dans le nord de l'Italie, et à Salzbourg; la Prusse pourrait obtenir Fulda; et « s'il le fallait absolument et si l'Angleterre y consentait, le royaume de Hollande[2] ».

Quant à la Russie, elle trouverait ses satisfactions morales dans la suprématie de l'Europe reconstituée sous sa direction, selon sa politique et ses convenances; elle se réservait de chercher ses satisfactions matérielles dans la Pologne, dont le tsar serait roi, et dans l'empire turc où il prendrait le titre « d'Empereur, ou de protecteur des Slaves d'Orient[3] ». La guerre lui procurerait, en Allemagne et sur le Pô, de quoi

[1] Bases de pacification arrêtées entre la Russie et l'Angleterre. MARTENS, t. II, p. 448 et suiv., texte.

[2] Bases, MARTENS, t. II, p. 450-455; *id.*, traité du 6 novembre 1804, art. XII, p. 413. — Articles pour l'arrangement des affaires de l'Europe. CZARTORYSKI, t. II, p. 62-65. — Ci-dessus, p. 392.

[3] CZARTORYSKI, *Mémoires*, t. I, p. 396-7; t. II, p. 65. — Ci-dessus, p. 334.

payer en terres italiennes et en terres allemandes les parties de la Pologne qu'elle se ferait céder, de gré ou de force, par l'Autriche et par la Prusse. La Prusse sur le Rhin, l'Autriche à Milan et à Venise, les Russes à Varsovie, le royaume des Pays-Bas, garde-barrière de la France, la France dans ses anciennes limites, Alexandre arbitre du continent, c'est le fond des traités de Vienne et l'aboutissement destiné, dès 1805, à la coalition qui se noue.

Donc on n'exigera, pour amorcer la négociation, que l'évacuation de l'Allemagne, de l'Italie, de la Hollande, de la Suisse, c'est-à-dire de l'excédent et de l'excès qu'en France même nombre de personnes jugent dangereux et inutile. La négociation entamée de la sorte, et l'opinion, en France, gagnée par la « modération » des alliés, on découvrira, par gradations, selon le progrès de la guerre, selon le possible, les prétentions, jusqu'à la dernière : « les anciennes limites, ou toutes autres qui pourront convenir mieux. » Les conditions ostensibles semblent conserver à la France les *limites naturelles*, les limites de Lunéville ; elles ne parlent que d'une barrière, sans la déterminer, et l'on peut croire que ce serait, comme en 1713, une barrière de forteresses. Les articles secrets refoulent la France derrière l'Escaut et la Moselle. On n'en écrit point davantage dans le traité afin de pouvoir, en équivoquant sur les termes, insinuer que le traité laisse à la France ses « limites naturelles » ; afin surtout de laisser aux Français l'illusion nourrie par les *amis de l'Angleterre* et les *amis de la Russie*, flatteuse à l'amour-propre national, insidieuse aux intérêts, au désir de la paix, que les alliés ne combattent que la personne de Napoléon, ne veulent réprimer que ses ambitions personnelles ; qu'ils respectent, sans les définir d'ailleurs, et l'indépendance et l'intégrité de la France. Il en devait être des frontières comme du gouvernement intérieur de la France : « C'est, portait l'article premier secret du traité, par des proclamations publiées à mesure que les événements de la guerre assureront leur poids, qu'ils (les souverains alliés) chercheront à la disposer à écouter leurs conseils. »



Et voilà par quelles nuances graduées ils arriveront de l'offre ostensible, à Napoléon, de la paix dans les limites de Lunéville, au renversement de l'Empire et à la paix dans les anciennes limites. Cette procédure astucieuse, destinée à séparer la cause de Napoléon de la cause de la nation française et à dépopulariser la guerre, sera celle de 1813. La France en sera la dupe jusqu'à l'entrée des alliés à Paris en 1814; elle formera le fond des fameuses négociations de Prague et de Francfort et elle se dévoile tout crûment dans les articles secrets du 11 avril 1805.

Mais il faut relever dans ce traité d'avril 1805 une dernière forme de procédure, qui en contient toute la finesse. Le traité est conclu entre l'Angleterre et la Russie, et elles y introduisent ces deux clauses : 1° qu'il sera tenu à l'issue de la guerre « un congrès pour discuter et fixer sur des bases plus précises qu'elles n'ont malheureusement pu l'être jusqu'ici les prescriptions du droit des gens... et d'en assurer l'observation par l'établissement d'un système fédératif calculé sur la situation des différents États de l'Europe »; 2° que l'Angleterre et la Russie « ne feront la paix avec la France que du consentement commun de toutes les puissances qui seront parties dans la Ligue [1] ». Il s'ensuit cette conséquence, subtile à discerner, mais juridique et certaine, que si par exemple la Russie ou tout autre membre de la Ligue offre à Napoléon, pour l'attirer à la paix, des conditions plus acceptables que celles que l'Angleterre stipule dans le traité du 5 avril; que si Napoléon les accepte et que si la négociation s'engage sur ces bases, rien ne sera fait, encore que d'autres belligérants paraissent accepter aussi; car, le moment venu de signer, l'Angleterre apparaîtra, exigera le *congrès*, invoquera la clause portant que la paix ne doit être conclue que « du consentement commun », et tout sera remis en question : mais l'effet d'optique sera produit, et Napoléon ne pourra plus, sans se perdre, recommencer la guerre.

[1] Article VI du traité, article VI séparé. MARTENS, t. II, p. 437, 443.



Ce sera le jeu de la Prusse ou de l'Autriche de le prendre à cet appât[1]. Mais l'Autriche, qui formait une des pièces principales de la coalition, hésitait à s'engager. Toutes les forces de la Prusse lui semblaient nécessaires pour opérer la grande diversion, la seule puissante et décisive, l'attaque des Pays-Bas et de la Hollande, et la Prusse ne se prononçait pas : peut-être même négociait-elle avec Napoléon? La peur d'être devinés, prévenus, attaqués avant d'être prêts, avant le payement des subsides anglais et l'arrivée des contingents russes, commandait aux Autrichiens d'endormir l'Empereur des Français, de ne lui donner aucun sujet de plainte ou d'agression jusqu'à ce qu'on se crût en mesure de l'écraser[2]. Si, écrivait Cobenzl, le ministre des affaires étrangères, à l'archiduc Charles, le 4 décembre 1804 : « si l'Empereur des Français soupçonne que l'union des puissances (Angleterre, Russie, Autriche) ne tend pas seulement à s'opposer à de nouveaux empiétements de sa part, mais aussi à saisir la première occasion pour culbuter son gouvernement et pour réduire la France à ses anciennes limites, de sorte qu'il se verrait forcé de les prévenir, en saisissant l'occasion de tomber sur nous omme la puissance la plus exposée à ses coups... cette supposition exige que notre cour... se conduise avec tant de prudence et de modération que Napoléon se persuade qu'elle n'entrera jamais dans des vues dirigées contre sa personne et son Empire », et que ce ne serait qu'en présence de nouveaux empiétements de sa part, « par une sorte de désespoir et de nécessité », que l'Autriche se joindrait contre lui aux deux autres puissances. Ils ajournent donc. Pour mieux « endormir » Napoléon, ils le sollicitent, ils le tâtent sur les avantages dont il payerait, le cas échéant, leur neutralité. « Il est facile de sentir, dit une note contemporaine, que nos propositions devront être assez diverses, si la réunion avec la cour de Berlin devient invraisemblable, ou si nous devons en aban-

[1] Ce sera le fond de la fameuse médiation prussienne de novembre 1805. Voir ci-après, p. 483, 498.

[2] Voir les lettres de Gentz à Hammond. STERN.

donner l'espoir, si Napoléon entre dans les voies d'explication et de conciliation sur l'arrangement des affaires d'Italie, ou s'il les rejette et n'a recours qu'aux menaces et aux armements. Quand il n'y aurait que le point infiniment délicat d'un amendement de notre frontière d'Italie... cet objet seul doit influer très différemment sur nos ouvertures avec la Russie, devenant aussi essentiel de s'y préparer, s'il peut en être question avec la France, que de l'ensevelir dans un profond silence, en cas contraire. » Philippe Cobenzl, l'envoyé à Paris, fut chargé de tâter le terrain; on « abandonnait à son jugement et à sa dextérité de faire naître des explications... »[1] Elles ne naquirent point, car on voit que le 22 avril, malgré les représentations de l'archiduc Charles qui prêchait encore la prudence, Mack, passé tout à fait grand homme, répond de tout, et est nommé général quartier-maître. De ce jour-là, la décision est prise : si l'Autriche retarde encore la signature du traité définitif, c'est qu'elle entend se réserver jusqu'à la dernière heure le moyen de jouer Napoléon, et qu'elle ne veut signer qu'au moment d'entrer en campagne.

Et ils pressent la Prusse. « Ce n'est que la Russie qui parviendra jamais à la forcer d'agir malgré elle », écrit Metternich. Gustave IV s'est engagé à livrer Stralsund et Rügen aux Anglais. La Prusse ne le peut permettre sans manquer à l'engagement qu'elle a pris envers Napoléon de maintenir la neutralité de l'Allemagne du Nord; elle notifie à la Suède que si le roi Gustave agit contre la France, elle occupera la Poméranie, ce qui d'ailleurs l'acheminera vers le Hanovre. Il s'ensuit quelque humeur à Pétersbourg, une crainte d'entente entre Paris et Berlin, et des soupçons que Czartoryski trouve son intérêt à entretenir.

« Sire! écrit-il à Alexandre le 4 janvier 1805, il n'y a pas une arrière-pensée pour vous dans ma politique. Mes

[1] Beer, liv. I, chap. iv. — Fournier, *Gentz und Cobenzl*, pièces. — *Napoléon*, t. II, chap. ii. — Oncken, t. II, liv. VI, chap. ii. — *O. und P.*, t. II, pièces. — *Mémoires de Metternich*.



engagements sont formels, je suis incapable d'y manquer [1]. » Toutefois il s'inquiète de l'approche des troupes russes. Il n'est bruit que d'invasions et de démembrements, de la Russie en Pologne, de Napoléon en Allemagne. Metternich leur montre le nouveau Charlemagne, marchant « par les mêmes principes politiques qui ont porté l'Empire romain à la monarchie universelle ». Mais les Prussiens raisonnent de l'Allemagne, comme les Autrichiens de l'Italie : ils éprouvent les mêmes velléités de laisser faire, pourvu qu'on les laisse prendre. Ils ruminent la maxime de Napoléon : *la politique des États est dans leur géographie*. Ils ignorent les desseins que méditent, pour leur agrandissement, la Russie et l'Angleterre et il leur semble que, pour le moment, Napoléon, étant seul en voie de beaucoup conquérir, serait seul en condition de beaucoup donner. « Jetons les yeux sur la carte », écrit Hardenberg à Lucchesini, le 25 décembre 1804, pour qu'il le répète à Talleyrand; « la Prusse ne peut pas s'arrêter là où elle est, sans compromettre son existence. Plus de concentration, une autre frontière qui écarte toute collision avec la France, dont nous voulons faire notre amie... voilà à quoi nous devons tendre, si nous ne voulons reculer rapidement. » Puis, aussitôt, la bascule du roi. Le ministre insinue à Paris que tel pays, bon à prendre en dépôt, serait meilleur à garder, la Poméranie, le Hanovre.

Le roi occupera donc la Poméranie; mais c'est en tout honneur et toute fidélité envers la Russie; c'est une façon d'assurer la neutralité de l'Allemagne du Nord. Comment croire qu'il va « se déclarer contre un ami avec lequel il espérait n'avoir jamais qu'une pensée [2] »? Il lui dépêche un de ses officiers de confiance, le général Zastrow, qui s'expliquera : « Il fallait agir en grande puissance, dicter également la loi

[1] Voir la correspondance de Frédéric-Guillaume et d'Alexandre, décembre 1804-janvier 1805. Bailleu. — Czartoryski, t. I, chap. xii; t. II, p. 66 et suiv. — Oncken, t. II, liv. VI, chap. i. — Ranke, t. I, liv. III, chap. xi. — Hüffer, *Lombard*, chap. vi. — Martens, t. II, p. 358, 427 et suiv.

[2] Lettres du 27 janvier, 16 mars, 12 avril 1805. Bailleu. — Instruction de Zastrow, dans Ranke, t. V, pièces.



aux deux États — France et Suède. — Occuper la Poméranie, c'était la défendre ! »

Quand Zastrow arriva à Pétersbourg, il y trouva le tsar décidé à forcer la main à son ami ; toutefois le tsar donnait au roi une belle occasion de manifester son humeur pacifique ; le jour même où il avait signé avec l'Angleterre, il écrivit à Frédéric-Guillaume : « J'ai promis à Sa Majesté Britannique d'offrir moi-même à Bonaparte la paix avec franchise et loyauté... J'adresse à Sa Majesté la demande d'informer Bonaparte que, s'il transmet des passeports nécessaires à cet effet, une personne qui jouit de ma confiance particulière sera envoyée à Paris pour lui offrir la paix, mais directement à lui-même, sans intermédiaire[1]. » L'objet est de proposer à Napoléon les conditions *ostensibles* stipulées dans le traité du 11 avril, afin, si Napoléon refuse, de rejeter sur lui, devant son propre peuple, la responsabilité de la guerre. Le roi de Prusse, ayant porté le message, se trouvera, bon gré mal gré, compromis dans l'affaire et poussé par ce refus de Napoléon du côté de la Russie. Comment pourrait-il, en effet, rester neutre dans une guerre dont la délivrance et l'indépendance de l'Allemagne seraient le prétexte ostensible ? Mais Frédéric-Guillaume n'en sait rien. Il ignore les articles secrets et tous les dessous de l'alliance du 11 avril, et le voilà réduit pour « agir en grande puissance », à remplir, les yeux bandés, l'office de parlementaire aux avant-postes. Tandis qu'il s'occupe ainsi d'amorcer cette fallacieuse négociation, 80,000 Russes s'approchent de ses frontières, prêts à *défendre* ses provinces polonaises, comme il *défend* lui-même la Poméranie suédoise, à le protéger ou à le démembrer, amis ou ennemis, selon l'occurrence, en tout cas, résolus à exiger le passage et à passer quand même.

[1] Alexandre à Frédéric-Guillaume, 11 avril 1805.

VII

Napoléon connaissait le jeu des Prussiens ; il ne s'y abusait pas ; mais il avait trop d'intérêt à s'assurer leur neutralité pour ne point chercher à les gagner et à les lier. Il le tenta jusqu'à la dernière heure. Convaincu de l'astuce des Autrichiens, il perçait leur politique ; il ne se laissa ni « endormir » par leurs protestations, ni surprendre à leurs insinuations d'entente. Elles revenaient toutes, d'ailleurs, à se faire attribuer un lot de l'Italie. Si Napoléon le leur concédait, ils le prendraient, sans doute, mais ils passeraient aussitôt du côté des alliés, afin de régulariser la cession et d'enlever le reste ; puis ils tourneraient contre la France les forces qu'elle aurait eu l'imprudence de leur procurer. L'intérêt de Napoléon n'était point de leur assurer des avantages réels en compensation des promesses trompeuses, sur un papier d'État discrédité, des traités qui valaient des assignats ; son intérêt était de les affaiblir, et, s'il le pouvait, de les obliger à désarmer. Ce serait un coup de prestige, une victoire sans combat qui dépasserait en conséquences la victoire la plus chèrement payée, et qui déconcerterait la coalition, livrerait la Prusse et l'Allemagne à la France, obligerait la Russie à s'arrêter en route. Il sommera donc l'Autriche de mettre bas les armes, de dissoudre ses corps d'armée, de renvoyer ses recrues dans leurs villages. Si l'Autriche refuse, il l'abattra avant qu'elle soit prête : il lève son camp, passe le Rhin et marche sur Vienne ; si le prestige opère, il passe la Manche et marche sur Londres.

En vue de l'une comme de l'autre conjonctures, il machine des diversions contre la Russie et contre l'Angleterre. Il tire aux extrémités. Il écrit au roi de Perse : « J'ai partout des agents qui m'informent de tout ce qu'il m'importe de connaître. Je sais à quels lieux, et dans quels temps je puis

envoyer aux princes, aux peuples que j'affectionne, les conseils de mon amitié et les secours de ma puissance. » Les secours, il pense sérieusement à une expédition; les conseils, c'est de s'armer contre le Russe et contre l'Anglais. Il écrit au sultan des Turcs, en un style emphatique qu'il croit oriental : « J'ai voulu être ton ami... As-tu cessé de régner? Réveille-toi, Sélim. Confie-toi à tes vrais amies, la France et la Prusse. Redoute les Russes qui veulent Constantinople. Soutiens la Perse. Si tu l'abandonnes, je comprendrai que le destin qui t'a fait si grand veut détruire l'empire de Soliman; car tout change sur la terre, tout périt. Dieu seul ne périra jamais [1]. »

Il envoie Junot à Madrid et à Lisbonne. De l'Espagne Junot exigera six vaisseaux et trois frégates, au Ferrol, du 20 au 30 mars; un vaisseau et trois frégates à Cadix, sous Gravina, prêts à mettre à la voile et à se joindre à la flotte française. Du Portugal, la fermeture des ports aux Anglais, l'expulsion des agents anglais avant le 22 mars; sinon, la guerre immédiate. « Alors je fournirai, avant l'automne, les forces que l'Espagne voudra, et nous nous emparerons du Portugal. » Junot, en cette hypothèse, « est autorisé à s'entendre avec Godoy sur la destinée future du Portugal [2] ».

Ce sont les combinaisons du Comité du salut public lorsqu'en 1795, la paix conclue avec la Prusse, il se disposait à tomber sur l'Autriche et à forcer l'Angleterre; ce sont celles du Directoire, en 1796, lorsqu'il songeait à marcher sur Vienne par les Alpes, et au lendemain du traité de Campo-Formio, lorsqu'il nomma Bonaparte général en chef des armées d'Angleterre; ce sont celles du premier Consul pour obliger l'Angleterre à consentir la paix et à reconnaître les limites de Lunéville. Napoléon y revient parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de con-

[1] A Sélim, 30 janvier; au roi de Perse, 16 février, 30 mars; à Talleyrand, 19, 20 mars; à Decrès, 28 mars 1805. Il renonça à cette expédition de Perse, ayant trop besoin de ses vaisseaux. Lettre à Decrès, 13 avril 1805.

[2] Lettres des 19 et 22 février; instructions de Junot, 23 février 1805; à Decrès, 4 janvier; note pour Gravina, 30 février; à Talleyrand, 12 janvier 1805. — *Revue des Deux Mondes*, janvier 1894 : étude du comte de Mouy.

traindre l'Angleterre et que la paix, rompue par l'Angleterre, ne peut être renouée que par les mêmes moyens qui avaient forcé en 1802 l'Angleterre à la signer.

Avec la même analogie, et comme sur le même rythme, se succèdent en Hollande et en Italie les mesures qui ont tant de fois mis les Bataves à la question et révolutionné la Cisalpine. Seulement, ce n'est plus l'effort maladroit et incohérent du Directoire; la main qui a pétri la République française en Empire, modèle, avec la même puissance, cette argile molle de la Hollande et de l'Italie. La Hollande continue ses doléances. Le Corps législatif refuse le don gratuit de 40 millions réclamés par l'Empereur. Les employés bataves, notamment le fisc et les douanes, n'obéissent point aux agents civils de la France. « Il n'y a qu'une chose à faire, dit Napoléon à Marmont qui commande l'armée d'occupation : ou la réunir à l'empire, ou lui donner un prince français[1]. » La réunion, le Comité du salut public pour les mêmes motifs y pensait dès 1795; un prince français c'est sous la forme impériale ce qu'étaient les épurations périodiques, et les *journées* du Directoire. Mais l'Europe n'est pas mûre à cette révolution : ce serait précipiter, étendre la guerre. Napoléon se contente d'une demi-mesure : un consulat, qui se transformera, le moment venu, tout naturellement en monarchie. La suppression des provinces et, avec elles, de l'autonomie nationale; huit départements; la centralisation à la française; un Corps législatif comme à Paris, après Brumaire; un grand pensionnaire élu par ce Corps législatif et concentrant tous les pouvoirs. Cette Constitution dictée de Paris, comme les précédentes et imposée par les mêmes moyens, fut votée par les députés bataves, le 22 mars, soumise au peuple les 9 et 16 avril : sur 353,322 citoyens inscrits, 14,093 votèrent *oui*, 136 *non*[2]. Le Corps législatif choisit pour grand pensionnaire Schimmelpenninck, que Napoléon croyait à sa discrétion[3].

[1] Marmont, t. II, liv. VII. — Legrand, chap. x.
[2] Cf. t. V, p. 225, 314.
[3] Lettre à Schimmelpenninck, 12 mai 1805.

« Le pays, dit Marmont, était dans un grand état de souffrance, et il était au-dessus des forces du grand pensionnaire d'y remédier. Le mal était au cœur et semblait sans remède. » Il provenait de l'alliance même.

La République italienne, objet des convoitises de l'Autriche, objectif de ses armées, était la forteresse de la domination française en Italie. Napoléon entendait y concentrer le pouvoir comme en France même. Une *consulte* réunie à Paris y travaillait sous sa direction. Le vœu des Italiens eût été « que la Lombardie, gouvernée par un prince indépendant, se séparât entièrement de la France, garantie contre les excès de pouvoir du prince par une Constitution, contre les abus de la suprématie française, par un traité ». Napoléon pensait à la donner à son frère Joseph. Les goûts qu'affectait ce prince pour la liberté, ses sentiments « républicains », son « humanité » très étalée, son indépendance jalouse, dénigrante même à l'égard de l'Empereur, devaient rassurer les Italiens et sur l'article de la Constitution et sur celui de l'indépendance. Pour Napoléon, c'était à la fois un acte de munificence impériale et une sorte d'ostracisme doré; il y mettait une condition expresse : Joseph, selon les précédents des Anjou pour la France et des Orléans pour l'Espagne, renoncerait à toutes prétentions, à tous « droits » à l'Empire, car Joseph possédait désormais sur la France des *droits* auxquels il pouvait renoncer. Illuminé un instant de la grâce royale il consentit, et une sorte de pacte de famille fut signé, en conséquence, dans les derniers jours de décembre 1804[1]. Le 1er janvier 1805 Napoléon en informe l'Empereur François : « De concert avec le gouvernement de la République italienne, j'ai cédé tous mes droits sur ce pays à mon frère Joseph, que j'ai proclamé roi héréditaire de cette contrée. » La même notification fut faite à l'Empereur de Russie[2].

Mais soudain, Joseph se ravise. La grâce impériale l'emporte

[1] Texte : Frédéric MASSON, t. III, p. 11 et suiv. — RŒDERER, t. III, p. 520 : propositions faites à Joseph Bonaparte. — BEER, p. 85.
[2] Cf. lettre à Alexandre Ier, 14 janvier 1805.

définitivement sur la royale. C'est à la couronne de France qu'en veut décidément ce parvenu, si fier, dix ans auparavant, de son beau mariage avec une jeune fille de Marseille qui lui apportait 150,000 francs de dot, des relations dans les « Échelles du Levant » et les moyens d'exploiter « les vastes domaines de l'Empire ottoman ». L'ex-négociant s'était engoué désormais de la succession de Louis XIV et il n'en démordait pas. La couronne d'Italie, secondaire et subordonnée, lui semblait payée trop cher au prix de ses « droits ». Il préférait attendre l'accident, une mort « prématurée » de son frère cadet, mort subite aussi, sans testament ni adoption. Il sut d'ailleurs colorer son refus de motifs propres à rendre souhaitable aux Français, le cas échéant, la réclamation de ses « droits » : il ne voulait régner, disait-il, que sur un peuple à lui, *son* peuple ; il aurait exigé l'évacuation de toutes les forteresses italiennes par les armées françaises. Cobenzl en reçut la confidence, d'autres aussi, et l'on s'explique comment, dans les traités du 11 avril, la Russie et l'Angleterre se montrèrent si conciliantes à l'égard de ce Bonaparte et si disposées à lui attribuer une part des dépouilles de la République et de l'Empire français [1].

Déçu de la sorte, et, à vrai dire, joué par Joseph, Napoléon se rejeta sur Louis. Ce prince malgré son hypocondrie, se montra tout aussi jaloux que son aîné de régner sur les Français et tout aussi dédaigneux de la couronne de fer. Les voyant si peu dociles à le servir durant sa vie, si âpres à spéculer sur sa mort, Napoléon se reporta sur Eugène Beauharnais et songea un moment à l'adopter. Il y prépara les esprits. Le 1er février, il annonça au Sénat qu'il avait promu Eugène à la dignité d'archichancelier d'État. « Élevé par nos soins et sous nos yeux, depuis son enfance... nous le considérons... comme un des soutiens de notre trône et un des plus habiles défenseurs de la patrie. Au milieu des sollicitudes et des amertumes inséparables du haut rang où nous

[1] Voir ci-dessus, p. 417. — Cf. *la République italienne en* 1802, p. 191.



sommes placé, notre cœur a besoin de trouver des affections douces dans la tendresse et la consolante amitié de cet enfant de notre adoption... »

Mais le moment venu de signer, il hésita. Il avait le préjugé, la fierté, l'amour de la famille dans le sang, dans la tête, dans le cœur, et toutes les raisons d'État s'évanouissaient devant cette idole. L'esprit de clan se transformait spontanément chez lui en esprit dynastique : ajoutez-y la complaisance envers des gens que l'on a tirés du néant, la partialité de Louis XIV pour ses légitimés. Comme il ne pouvait laisser l'Italie en suspens, il décida de se l'attribuer, au moins provisoirement. Il se fit donc offrir par la Consulte la couronne des rois lombards, et l'accepta. Le 17 mars, il en informa le Sénat et fit publier le statut du nouveau royaume. « Nous avons conquis la Hollande, les trois quarts de l'Allemagne, la Suisse, l'Italie tout entière... nous n'avons gardé que ce qui était nécessaire pour nous maintenir au même point de considération et de puissance où a toujours été la France. Le partage de la Pologne, les provinces soustraites à la Turquie, la conquête des Indes et de presque toutes les colonies avaient rompu, à notre détriment, l'équilibre général... » Il va ceindre la couronne de fer et la gardera « tant que la Méditerranée ne sera pas rentrée dans son état habituel » . C'est par ces raisons qu'il motiva son avènement dans les lettres aux souverains et qu'il réclama la reconnaissance du nouveau royaume d'Italie [1].

En même temps, il fit sa sœur Élisa princesse de Piombino, commencement d'une féodalité nouvelle, première application d'un système d'apanages, compléments de l'Empire français. Puis il annonça qu'il se rendrait en Italie pour y organiser le gouvernement et qu'il y comptait faire un séjour prolongé. Il s'y disposait, en effet, mais à deux fins : celle qu'il déclarait, et l'autre qu'il ne disait point, et qui était de détourner l'attention du dessein de guerre, dès lors arrêté dans sa pensée,

[1] Au roi de Prusse, 16 mars; à l'empereur d'Autriche, 17 mars 1805.



et qui ne pouvait aboutir qu'à l'été. Ce dessein — l'*immense projet* — comme il le désigne [1], il le couvait depuis des mois. Il le croit mûr. C'est par des diversions maritimes simultanées, mystérieuses dans leur objet, déroutantes par leur divergence, d'inquiéter l'Angleterre, de la provoquer, de l'appeler partout, de la disperser sur toutes les côtes de l'univers, des Indes aux Antilles et à l'Égypte. Cependant que, menacée de la sorte, elle se portera partout où elle soupçonnera les Français de l'attaquer, les flottes françaises obéissant à un ordre concerté d'avance, virant de bord tout à coup, feront voile vers la Manche où elles rejoindront les flottes de la Hollande et de l'Espagne, et en un nombre tel de vaisseaux et de frégates que soutenu par cette *armada* formidable, Napoléon sera le maître du passage, où les Anglais n'auront laissé que des forces insuffisantes.

Le 2 mars, Napoléon mande à Ganteaume, à Brest, d'appareiller le plus rapidement possible, avec ses vingt et un vaisseaux et ses six frégates; il se rendra au Ferrol, le débloquera, emmènera Gourdon avec quatre vaisseaux, deux frégates et l'escadre espagnole. Il conduira le tout à la Martinique où il trouvera Villeneuve et Missiessy. Il réunira ainsi quarante vaisseaux de ligne. Aussitôt il fera voile sur l'Europe « en s'éloignant le plus possible de la route ordinaire et ne reconnaissant aucune terre »; il se dirigera sur Boulogne, où il sera du 10 juin au 10 juillet. Des instructions conformes sont envoyées à Villeneuve, à Toulon. Mais, à cet amiral, dont il redoute les hésitations, Napoléon adjoint, pour le tenir « en énergie et décision » et le pousser droit au but sans se laisser intimider par les Anglais, le général Lauriston. Cet officier sera porteur d'un pli cacheté qu'il n'ouvrira qu'après être sorti de la Méditerranée et qui contient le secret de l'expédition [2]. Le 3 mars, Junot est invité à presser le départ de

[1] A Decrès, 11 avril 1805. — Projets de Napoléon sur les Indes orientales, été 1804-février 1805; voir Prentout, *l'Ile de France sous Decaen*, Liv. III, ch. III, p. 401 et suiv. — Roloff, *Die kolonial Politik Napoleons I*, p. 161, 169, 177.

[2] A Lauriston, 2, 16, 22 mars 1805; à Decrès, 11 avril, 4 mai 1805.

la flotte espagnole : « Tout est prévu, lui écrit l'Empereur; tous les ordres cachetés ont été remis. Ces ordres doivent être donnés secrètement et sans délai. » — « Si la jonction est opérée, les deux nations — française et espagnole — auront vengé les insultes qu'elles ont reçues de ces fiers Anglais depuis des siècles... » — « Je ferai une telle peur aux Anglais qu'ils seront forcés d'y tenir — dans la Méditerranée — une force imposante, car je menacerai l'Égypte de tant de manières et si évidemment qu'ils craindront un grand coup; ils croiront que nos escadres vont aux Indes orientales... [1] »

« La raison, les circonstances, écrit-il à Decrès, tout indique que l'escadre de Missiessy est destinée pour les Indes orientales. » L'amiral Cochrane ira aux Grandes-Indes, s'il ne reçoit pas de renseignements. « C'est tout ce qu'un amiral et un officier général sensé doit faire dans sa position. » Nelson, toujours préoccupé de l'Égypte, inquiet pour la Sicile, fouillera la Méditerranée. Quand ils seront détrompés, quand ils apprendront le grand rassemblement aux Antilles, ils s'y porteront à toutes voiles; mais il sera trop tard; la flotte française sera en route pour l'Europe. « Le but principal de toute l'opération est de nous procurer la supériorité pendant quelques jours devant Boulogne. Maître du détroit pendant quatre jours, 150,000 hommes, embarqués sur 2,000 bâtiments, achèveraient entièrement l'expédition [1]. » Il fait répandre le bruit d'une expédition aux Grandes-Indes, qu'il veut reconquérir. On raconte que Lauriston se rend dans ces contrées où son père a servi; qu'un débarquement de 10,000 hommes a eu lieu en Égypte. Napoléon écrit à Cambacérès, qui n'est point dans le secret et dont les confidences prendront d'autant plus d'autorité : « Les Anglais seront bien plus inquiets aujourd'hui, lorsqu'ils sauront le départ de mon escadre de Toulon... Si elle arrive à destination elle pourra leur faire aux Grandes-Indes un mal

[1] A Decrès, 12 avril; 4 mai; à Villeneuve, 8 mai 1805.

plus considérable, car j'y ai des intelligences avec les Mahrattes...[1] »

Mais pour le succès, le secret est nécessaire. Or, le secret est trahi. Les lettres signées le 2 mars, et expédiées le 3 à Ganteaume, Villeneuve, Lauriston, Junot ont été surprises, à la copie, dans les bureaux, ou quelqu'un a parlé, de qui l'Empereur se croyait en droit d'attendre le silence. *Le fils de l'ami* écrit à d'Antraignes, le 1er mars. Il l'informe des desseins nouveaux sur le royaume d'Italie, et il ajoute : « Si la flotte de Toulon — Villeneuve — peut sortir, elle ira s'unir à Gravina — la flotte espagnole... si celle de Rochefort peut sortir, elle se réunira à Gravina... Elles doivent se porter aux Indes occidentales et attaquer la Jamaïque... *Ils iront ravager les Antilles* et les rançonner, et finiront par se porter à la Martinique... Dès lors, la vengeance sera implacable, et si l'Angleterre ne s'abuse, la clef du Mexique est dans sa main... » Et un peu plus haut, dans la même lettre : « L'Angleterre saura dans huit jours le précis de ce que je vous dis là... Elle ajoute une foi entière à ces sources, à Paris; elle s'en est trop bien trouvée pour ne pas le faire. Gravina... est à Bonaparte; il suivra ses instructions, et elles sont extravagantes d'une manière indissoluble; la rage seule les a dictées et la négligence la plus coupable de l'Angleterre peut seule y donner du succès... Le successeur de Latour[2] n'a rien eu de plus pressé que d'avertir. » Les mouvements commencés, un autre avis, parti de Paris, le 23 avril, confirma celui du 1er mars : « On ne sait pas positivement la destination de l'escadre de Toulon qui est ressortie de Cadix; on s'accorde après à l'envoyer aux Antilles[3]. » C'est alors que Napoléon

[1] A Decrès, 12 avril; à Cambacérès, 13 avril; à Decrès, 13 avril, 23 avril; à Barbé-Marbois, 24 avril; à Fouché, 30 mai 1805.

[2] Nom ou pseudonyme de chef de l'espionnage anglais en France. PINGAUD. Voir ci-dessus, p. 222. *Le Fils de l'ami*, p. 369.

[3] Pour les conséquences et la portée de ces avis, notamment sur les mouvements de Nelson qui alla chercher Villeneuve en Sicile, et, jusqu'au 9 mai, fit fausse route, voir l'intéressante et précise étude : *la Campagne maritime de* 1805, publiée dans la *Revue d'histoire* rédigée à *l'Etat-major fançais*, août-décembre 1901. Voir ci-après, p. 438.



partit pour l'Italie, décidé à donner au séjour qu'il y ferait tout le retentissement, tout l'apparat possible ; mais, en réalité, prêt au premier signal du retour des flottes à courir en poste à Boulogne où tout serait disposé pour l'embarquement. « Monsieur Decrès, écrivait-il quelques semaines après, je ne sais pourquoi vous désirez tant mon retour à Paris. Rien n'est plus propre que mon voyage à cacher mes projets et à donner le change aux ennemis qui, lorsqu'ils sauront que je suis arrêté pour messidor et thermidor, prendront davantage confiance et lâcheront quelques vaisseaux de plus dans les mers éloignées[1]. » Et à Cambacérès, le 1er juin : « Je crains d'être retenu hors de Paris tout l'été. »

[1] A Decrès, 30 mai 1805.

CHAPITRE III

LA GUERRE

1805

I

Napoléon fit son entrée à Milan le 10 mai. « Son voyage est une course triomphale ; un appareil magnifique l'environne[1]. » Les diplomates encombrent les salons du palais ducal. Lucchesini apporte les deux aigles de Prusse, le rouge et le noir ; puis, ce sont les envoyés de l'Empire germanique, du Valais, de l'Espagne, de Lucques, de la Toscane, de Gênes. L'Autriche n'a député personne ; mais l'Empereur François a fait savoir qu'il accepte « les nouveaux arrangements de l'Italie[2] ». Le couronnement eut lieu le 26 mai, par un temps merveilleux. La couronne de fer avait été tirée du trésor de Monza. Napoléon, ceint de la couronne impériale, entra dans la cathédrale, cette couronne de fer à la main, suivi des dignitaires portant les honneurs de Charlemagne, de l'Italie et de l'Empire. Caprara et son clergé le conduisirent au sanctuaire ; Napoléon monta sur le trône et, posant la couronne de fer sur son front, prononça les paroles traditionnelles : « Dieu me l'a donnée, gare à qui la touche ! » ramenées par lui à leur sens primitif, à leur pleine réalité. Puis, un héraut dit : *Napoléon, Empereur des Français et Roi d'Italie, est couronné, consacré et intronisé. Vive l'Empereur et Roi !* Les acclamations éclatèrent et retentirent

[1] Botta, liv. XXII.
[2] Napoléon à Barbé-Marbois, 3 mai 1805.

de l'église sur la place, dans les rues. « Les femmes, les enfants », rapporte un soldat français qui sortait de la Révolution, un des « sauveurs » de la République en Fructidor[1], « les femmes, les enfants pleuraient dans les rues; le délire était à son comble. Les plus grands seigneurs de l'Italie se disputaient à qui lui baiserait les mains le premier, à sa descente de voiture; il y eut des Italiens du peuple qui se mirent à plat ventre dans une des rues où passa sa voiture, briguant d'être écrasés par elle... » Tout n'était point servilité en cette exubérance : l'homme était le plus grand que l'Italie eût vu passer depuis Charlemagne, et cet homme, né de sang italien, parlant la langue italienne, rendait à l'Italie son nom dans l'univers : en lui, c'était une patrie ressuscitée, leur avenir de nation que saluaient les Italiens. « A Milan, dit un poète, un grand peuple réveillé ouvrait un moment les yeux. L'Italie sortait de son sommeil et se souvenait de son génie comme d'un rêve divin[2]. »

Napoléon estimait Gènes aussi nécessaire à la sûreté de l'Empire du côté de la mer, que le Piémont du côté de la terre[3]. Les Anglais à Gênes, c'était la Provence menacée. En outre, il avait besoin de matelots exercés. Les Liguriens comprirent qu'ils avaient le choix entre la destruction ou la vie tolérée : ils choisirent la vie. Leur doge en tête, ils vinrent solliciter leur réunion à l'Empire. Napoléon la motiva sur les représailles provoquées par l'Angleterre et, pour la première fois, il prononça, dans un manifeste, ce mot qui devait recevoir une si prodigieuse extension dans sa politique, le *blocus*[4] : « Le droit de blocus que les Anglais peuvent étendre aux places non bloquées, et même à des côtes entières et à des rivières, n'est autre chose que le droit d'anéantir à leur

[1] *Mémoires de Bigarré.*

[2] CHATEAUBRIAND, *Mémoires.*

[3] Vue déjà formée sous le Directoire, selon Michelet, t. III, p. 21.

[4] Peu de temps après, Montgaillard adressa à l'Empereur un mémoire où la théorie du blocus continental est développée. — LUMBROSO, *Napoleone I° et l'Inghilterra*, p. 107, 111, 113. — Clément LACROIX, *Mémoires de Montgaillard*. — Mémoire du 25 juillet 1805, p. 71-72.

volonté le commerce des peuples[1]. » Lucques fut ajoutée à l'apanage d'Élisa. Le royaume d'Étrurie fut organisé à la française et rangé sous la suzeraineté[2]. Ainsi se dessinait dans la pensée de Napoléon et se réalisait dans sa main l'idée d'un grand Empire; de cet Empire d'Occident, dont il menaçait l'Angleterre en 1803; suzerain des terres, des armées et du commerce de l'Europe centrale; flanqué de ses États vassaux; opposant leur coalition à celle des Anglais, coalisé contre leur blocus, arrivant à les bloquer eux-mêmes, à les ruiner dans leur commerce, à leur rendre la mer inutile et stérile, à leur interdire tous les atterrissements : mesure de guerre, transformée en système politique, où s'ajustent étrangement les propositions de la propagande républicaine, les ambitions de l'Empereur, l'hégémonie de la République française sur les républiques satellites, de la « grande nation » sur les nations subalternes. La formule de 1804 : *République Française, Napoléon Empereur*, s'étend ainsi du gouvernement intérieur de cette République à la constitution de l'Europe sous la suprématie française.

Un de ces idéologues que Napoléon dénigrait si volontiers, rallié, d'ailleurs, et absorbé dans le Sénat, Garat, ministre du Directoire à Naples en 1798, écrivait alors au général Bonaparte[3] : « Je vous avoue, général, que l'idée d'une révolution en Italie par les Italiens me fait horreur... La seule chose qui serait bonne et qui le serait certainement, ce serait de donner ici à la France une influence très prépondérante... Le résultat de toutes mes méditations a été de me persuader profondément qu'avec de la force et du pouvoir, en prenant l'espèce humaine telle qu'elle est, on pourrait en créer une autre, en quelque sorte, dans laquelle on ne verrait presque rien de la stupidité et des folies de la première... C'est à vous de multiplier les essais pour multiplier les

[1] Message au Sénat, 18 mars; discours aux Génois, 4 juin; au gonfalonier de Lucques, 23 juin; décret sur Piombino, 18 mars; sur Lucques, 4 juin 1805.

[2] MARMOTTAN, *le Royaume d'Etrurie*.

[3] 30 juin 1798. *Corr. inédite* : Égypte, t. I, p. 186-188. — Cf. t. V.

méthodes... » Ainsi spéculaient, en leur âge héroïque, ces hommes qui, en 1805, gémissaient, à huis clos, sur la liberté perdue et la destruction des titres du genre humain. Cette philosophie se retrouve presque mot pour mot dans les *Instructions* que Napoléon dressa pour le prince Eugène, le jour, 7 juin 1805, où il le déclara vice-roi d'Italie. Il écrivit là, en quelques lignes, son traité du *Prince*[1] :

« Il viendra un temps où vous reconnaitrez qu'il y a bien peu de différence entre un peuple et un autre...

« Montrez, pour la nation que vous gouvernez, une estime qu'il convient de manifester d'autant plus que vous découvrirez des motifs de l'estimer moins.

« Dans toute autre position que celle de vice-roi d'Italie, faites-vous gloire d'être Français ; mais vous devez ici le faire oublier, et vous n'aurez réussi qu'en persuadant que vous aimez les Italiens. Ils savent qu'on n'aime que ce qu'on estime. »

Les dominer en les méprisant, ainsi qu'on les avait conquis : cette domination engendre la haine, comme cette conquête la révolte. Napoléon l'éprouva en Italie à la longue, en Allemagne plus tôt, en Espagne immédiatement.

A Naples, Marie-Caroline lui donne toujours de l'inquiétude. Il envoie « un avertissement pour contenir cette furie[2] ». Si elle bouge, il la traitera comme une simple Mme de Staël. Sa police intercepte des lettres de cette reine avec l'infante d'Espagne, femme de Ferdinand. Napoléon les communique à Godoy. Ce ministre y apprend que, si Charles IV meurt — le roi était alors malade — il sera, dans les vingt-quatre heures, conduit en prison. A Paris, les agents français complotent avec Izquierdo l'exhérédation de Ferdinand.

Cependant, la pensée de Napoléon vole sur l'Océan. Il calcule, il conjecture les mouvements de l'ennemi, les évolutions de ses vaisseaux[3]. Il se représente les Anglais éperdus

[1] Discours au Corps législatif d'Italie; décret; instructions, 7 juin 1805. — Cf. au prince Eugène, 12 juin : détails d'application.

[2] A Talleyrand, 3 juin 1805.

[3] Amiral JURIEN DE LA GRAVIÈRE, *Guerres maritimes de la République et de l'Empire*, t. II, chap. IX et suiv.; THIERS, t. V, p. 436 et suiv.



sur toutes les mers. « Ils se voient pris corps à corps; ils craignent pour les Indes, pour l'Amérique et pour leur propre patrie... » — « Soyez certain qu'ils vont faire des expéditions de troupes et de vaisseaux pour l'Amérique et qu'ils ne garderont pas plus de vingt et un ou de vingt-deux vaisseaux devant Brest... Défalquez des vaisseaux anglais qui sont en Amérique les six qui poursuivent Missiessy qu'on croit aux Indes, et que vingt vaisseaux poursuivant Villeneuve s'éloignent pour quinze jours, les Anglais n'en pourront plus réunir que quarante, et la flotte française, retour des Antilles, en réunira soixante-cinq dans la Manche. » Mais Missiessy est-il en route? Où est Villeneuve? Ganteaume ne sort pas! « Vous avez mis des *si*, des *car*, des *mais*. J'ai étouffé d'indignation. Il faut agir, agir! » N'importe par où, n'importe comment, jeter la confusion en Angleterre. « C'est un gouvernement occupé de chicanes intérieures et qui porte son attention où il y a du bruit[1]. » Mais il manque aux marins le génie, l'audace, la confiance que dix années de guerre et tant de victoires ont développés chez les généraux de la République. Puis, le secret a transpiré. Le 30 mars, Villeneuve a pris la mer. Nelson, qui le guettait à Palma, en est averti et, le 3 avril, se met à sa poursuite, tâtonnant sur les eaux désertes et sans sillage : « épuisant travail de doutes, de suppositions, d'appréciation de vagues indices, qui devait durer plus de trois mois[2]. » Il suppose que Villeneuve est parti pour l'Égypte, menaçant peut-être la Sicile, au passage. Il l'y cherche. Le 9, il est devant Palerme. Le 19, il apprend que la flotte française a passé le détroit de Gibraltar, mais où va-t-elle? au sud, aux Indes? à l'ouest, en Amérique? au nord, en Angleterre? « Ma bonne fortune semble envolée, écrit-il le 20 avril. Je ne puis avoir un vent qui ne me soit contraire... Le fait qu'ils ont rallié les vaisseaux espagnols de Cadix semble me prouver qu'ils n'ont pas l'intention d'aller aux Indes occidentales, ni au Brésil, mais bien de débloquer le Ferrol et d'aller de là en

[1] A Decrès, 25, 26, 27, 29 mai; 9, 14, 22 juin 1805.
[2] MAHAN, *Life of Nelson*. — *Corr. de Nelson*. — *Revue d'histoire*.

Irlande ou à Brest. » Il pense à les y poursuivre. Mais son instinct de chasseur de mer lui suggère l'idée des Antilles. Il écrit, le 5 mai, de Tetouan, côte du Maroc : « Je ne puis pourtant pas aller aux Antilles sur de simples suppositions, et, d'autre part, si je tarde, *la Jamaïque* peut être perdue. » Le 10 mai, par le travers du cap Saint-Vincent, il reçoit cette information : « Les opinions au sujet de la destination de l'armée combinée sont diverses; d'après les unes, elle va en Irlande; d'après les autres, aux Indes occidentales, en particulier à la Jamaïque. » Le même jour, le contre-amiral Campbell, alors au service du Portugal, donna l'assurance formelle que Villeneuve était parti pour les Indes occidentales. Nelson n'hésita plus et fit voile sur les Antilles. Le vent favorable, son audace habituelle, il surprend Villeneuve, le déconcerte, lui barre le chemin! Cependant les Anglais qui, un instant, avaient craint d'être forcés de lever les blocus, demeurent devant Brest. Ganteaume ne sort pas. Les flottes anglaises continuent de croiser dans la Manche; elles s'y concentrent, au lieu de se disperser. C'en est fait de l'immense projet de Napoléon!

Londres se rassure. L'alarme y a été chaude, à la pensée que la flotte de Toulon, « après avoir dégagé les escadres de Cadix et du Ferrol et balayé tous les blocus, pourrait se joindre à la flotte de Brest pour venir ensuite occuper le canal, tandis que la flottille de Boulogne amènerait en Angleterre une armée de 100,000 hommes ». — « Pendant les huit jours qui viennent de s'écouler, dit le *Morning Chronicle* du 3 mai, personne n'a dormi tranquille. »

Or, le temps approche où cette combinaison, la plus vaste qu'ait formée Napoléon, devrait s'accomplir si ses calculs sont justes, si Villeneuve a compris et exécuté ses instructions. Le 6 juin, il écrit à Decrès : « Je serai à Fontainebleau, mais pour vous seul, le 20 messidor-9 juillet. » — « Je ne compte donc sur Villeneuve que du 1er au 10 thermidor-du 20 au 29 juillet, devant le Ferrol, du 10 au 20 devant Brest,



et du 20 au 30-8, 18 août, devant Boulogne [1]. » Il prescrit, en conséquence, des mesures et des préparatifs d'embarquement, un embarquement simulé, les 29 et 31 juillet [2].

Cependant, Lucchesini lui avait remis une lettre de Frédéric-Guillaume, demandant des passeports pour Novossilstof. Napoléon les envoya, mais par courtoisie pure envers le roi de Prusse. Il pensait, de cette négociation, tout justement ce que l'on en pensait à Pétersbourg. « La négociation n'aboutira à rien, écrivait Joseph de Maistre le 11 juin. Novossiltsof me l'a dit sans détour, et le prince Czartoryski plus ouvertement encore, s'il est possible. » Napoléon partit de Turin, le 8 juillet. Le 11, il arrivait à Paris, et il en était temps, s'il voulait prévenir la coalition.

II

Tandis que Nelson travaille à faire avorter le grand dessein maritime, le cercle se resserre autour de la France. Les ratifications du traité du 11 avril s'étaient traînées, quelques semaines, en difficultés d'à côté [3] : Malte que les Anglais n'entendaient évacuer dans aucune conjoncture, et que les Russes auraient voulu remettre à l'Ordre, sous leur protection ; le fameux « code maritime international ». Pitt déclara qu'il romprait le traité plutôt que de céder sur l'article de Malte : « Ce qu'on demande du roi est une chose qui ne dépend pas de Sa Majesté, ni d'aucun de ses ministres, vu que le Parlement et la nation ne le souffriraient pas. » — « La France, dit-il encore, prétend transformer la Méditerranée en lac français, conquérir l'Empire ottoman, chasser l'Angleterre des Indes. Si les Français y réussissent, l'Angleterre sera définitivement ruinée. Voilà pourquoi elle est obligée de con-

[1] A Decrès, 28 juin 1805.
[2] A Marmont, 27 juin ; à Berthier, 28 juin 1805.
[3] MARTENS, t. XI, p. 106 et suiv. — STANHOPE, t. IV, p. 305 et suiv.

server Malte. L'indépendance du Levant et de l'Égypte; la sûreté de l'Italie méridionale, des îles Ioniennes et de toutes les possessions de l'empire ottoman sont essentiellement liées à ce que Malte reste à l'Angleterre. » Malte est indispensable pour la protection de l'Égyte, dont l'importance est telle pour l'Angleterre qu'elle doit risquer dix guerres plutôt que de voir les Français s'en rendre maîtres[1]. — Il faudra donc renoncer à l'alliance conclue pour le salut de toute l'Europe, dit Woronzof. — C'est, s'écria Pitt, que l'Europe ne serait pas sauvée... Avec quelque douleur que ce soit... nous continuerons donc la guerre seuls; elle sera maritime. » Et Pitt refusa d'accepter, pour l'article séparé, la rédaction qu'Alexandre proposait d'y insérer.

Quant au code maritime, Pitt n'en voulut pas même entendre parler[2]. « Ces prétendus droits, disait-il, ont été déduits par Grotius pour avantager ses compatriotes, les Hollandais; il a composé son ouvrage sur la liberté des mers dans l'intérêt de la France. » A ce *droit de la nature et des gens* qui n'existe que dans les livres, l'Angleterre oppose le droit *naturel* tout cru — *salus publica suprema lex*. « Elle périra peut-être, mais honorablement et avec gloire, plutôt que de consentir à cet abandon qui amènerait sa chute. Quel est le ministre qui oserait songer même à une telle dégradation criminelle? Il ne s'en trouvera jamais, car qui le ferait saurait parfaitement que cela lui coûterait sa tête et que sa mémoire serait un objet de haine pour la postérité. »

A la lecture de ces rapports, Alexandre éprouva une déception amère et cet étonnement réservé tant de fois à tant d'alliés de l'Angleterre, que l'Angleterre voulût rester soi-même et refusât de transiger sur les articles qui étaient précisément pour elle l'objet de l'affaire où elle s'engageait. C'en était fait de la mission de Novossiltsof et de tout ce bel artifice imaginé pour forcer Napoléon à reculer, ou à prendre sur lui-même les responsabilités apparentes de la guerre.

[1] Rapport de Woronzof, 5 juin 1805. — Pitt à Novossiltsof, 7 juin 1805.
[2] MARTENS, t. XI, p. 112-115.



La mauvaise humeur passée, le tsar et son ministre n'étaient pas hommes à renoncer, pour cette chevalerie de Malte, renouvelée de Paul Ier, et pour cette théorie du droit maritime, renouvelée de Catherine II, au magnifique et profitable dessein de sauver l'Europe et de la placer sous l'hégémonie russe [1]. La Pologne valait bien l'ordre de Saint-Jean et l'œuvre de « justice », qui s'accomplirait à Varsovie par le couronnement d'Alexandre, compenserait quelques abus du droit de visite, quelques captures de neutres et quelques blocus fictifs. D'ailleurs, les esprits étaient montés à Pétersbourg et, à les décevoir, Alexandre eût non seulement perdu le prestige qu'il recouvrait, mais joué le jeu le plus dangereux.

La réunion de Gênes décida les Anglais à ratifier le traité du 11 avril. Gênes à la France, c'était la Méditerranée à Napoléon. Les ratifications furent échangées à Pétersbourg, le 16 juillet, « sans y comprendre l'article X et son annexe », c'est-à-dire l'article de Malte [2]. Novossilstof, cependant, était arrivé à Berlin. Mais sa mission, qui n'avait jamais été qu'une feinte, n'avait plus de raison d'être. Il reçut l'ordre de rentrer en Russie et quitta Berlin le 18 juillet. « Les troupes sont en pleine marche », écrit Czartoryski, le 19 juin. Et, le 22 juillet, le chancelier Woronzof : « Si Bonaparte acceptait les bases qu'on lui offre pour la paix et dont M. de Novossiltsof est le porteur, l'Europe serait, en quelque façon, rassurée, et à l'abri de nouveaux bouleversements. Mais il faudrait une espèce de miracle pour lui inspirer une pareille déclaration, et nous n'en voyons plus dans ce siècle, je veux dire de miracles... » Ce qui le décidera, « ce n'est pas la proposition de paix que Bonaparte ne peut même pas admettre sans se reconnaître pour un pleutre... Ce n'est qu'une guerre heureuse

[1] Sur l'état des esprits à Pétersbourg, voir TOLSTOÏ, *la Guerre et la Paix*, la soirée chez Mlle Scherer, en juillet 1805. « C'est la Russie toute seule qui délivrera l'Europe, s'écrie une femme. Notre bienfaiteur a le sentiment de sa haute mission et il y sera fidèle... C'est à nous de racheter le sang du juste. L'Angleterre a l'esprit trop mercantile pour comprendre l'élévation d'âme de l'Empereur Alexandre. Elle a refusé de céder Malte... »

[2] STANHOPE, t. IV, chap. XLIII.



contre lui et la reprise de tous les pays qu'il s'est adjugés qui pourraient l'y forcer... Les cabinets de l'Europe jugeront que Bonaparte ne pouvait accepter les conditions qu'on lui offre. Quant au motif et à la justice d'une coalition contre lui, elle ne peut être reconnue que comme juste et nécessaire par ses infractions des traités d'Amiens et de Lunéville, sa royauté de l'Italie, l'usurpation de Gênes, et enfin tout ce qu'on peut attendre de son audace et de la puissance énorme et gigantesque qu'il s'est formée et qui menace toute l'Europe[1] ». — « Sans espérer de la modération de la part de Bonaparte, écrivait le tsar[2], il faut lui prouver que 200,000 Prussiens, 200,000 Russes et 300,000 Autrichiens, réunis aux forces de l'Empire germanique, sont prêts à l'attaquer... »

Les Russes poussent donc à fond la Prusse, Czartoryski avec l'arrière-pensée de l'envahir, le tsar avec l'espoir de la rallier[3]. Dans tous les cas, en amis ou en ennemis, il fallait s'assurer le passage[4]. Ce serait la pierre de touche de la politique prussienne. Le tsar écrit au roi, le 19 août : « Le danger est parvenu à son comble... Votre Majesté a bien voulu d'avance m'assurer de son assistance pour ce cas, et je ne balance pas à vous le demander maintenant. » Mais, si la Prusse se dérobe, tout un plan, très insidieux, est arrêté pour lui forcer la main. Le jour même où Alexandre adresse cette réclamation à Frédéric-Guillaume, une note circonstanciée est envoyée à Alopeus : « Une armée rassemblée à Brody est destinée à entrer dans les États autrichiens le 22 août. C'est à dater de ce jour que doivent être calculées toutes les mesures,

[1] Le chancelier Woronzof, 5 août 1805.

[2] A Frédéric-Guillaume, 19 août 1805.

[3] Czartoryski, t. II, p. 141 et suiv; t. I, p. 396 et suiv. — Oncken, t. II, p. 159. — Ranke, t. I, p. 504. — Hüffer, p. 111 et suiv. — Martens, t. VI, p. 360. — Tratchewsky, t. III.

[4] « S'il en résultait une rupture avec la Prusse, non seulement il faudrait renoncer au projet de réduire la France à de justes bornes, mais aussi changer les opérations et la destination de nos armées puisqu'il est à supposer qu'on dirigerait nos opérations dans le royaume de Prusse et qu'il faudrait lui enlever les acquisitions que cette puissance a faites sur la Pologne. » Lettre du chancelier à Woronzof, 6 juin 1805.

tant militaires que diplomatiques, tendant à persuader ou à contraindre la Prusse à faire cause commune avec la Russie et l'Autriche. » Les Prussiens connaîtront l'entrée de l'armée russe en Autriche vers le 28 août. Alopeus recevra, dans le même temps, la lettre de l'Empereur pour le roi, avec une copie des traités signés par la Russie. Il les lira, s'en inspirera, mais il ne les communiquera à personne. Il invitera le roi à se coaliser, tout au moins à poser une médiation armée. Si le roi atermoie, donne une réponse dilatoire, Alopeus refusera de la transmettre. On compte que ces pourparlers traîneront du 28 août au 16 septembre. Cependant, les armées russes s'approcheront, 40,000 hommes destinés à opérer en Hanovre et réclamant le passage, 60,000 prêts à soutenir cette réclamation. Ces troupes seront prêtes à franchir la frontière prussienne le 28 septembre. Alors, une seconde lettre de l'Empereur sera remise au roi par Alopeus; si le 23 septembre le roi ne s'est pas décidé à se coaliser et à donner le passage, les armées russes le forceront : « Le parti est irrévocablement arrêté. » — « La cour de Berlin cédait-elle? écrit Czartorysky, le succès du plan de la Russie cessait d'être problématique... » Résistait-elle? alors Koutousof la surprenait en pleine neutralité, « ses armées entièrement sur le pied de paix », et occupait la Pologne. Nantis de la sorte de leur récompense future dans l'œuvre de *justice*, les Russes se trouvaient en bonne posture pour attendre Bonaparte. S'il venait au secours de la Prusse, il se divisait, laissait à l'Autriche le temps de respirer; s'il poussait droit sur l'Autriche, il s'exposait singulièrement, et peut-être réfléchirait-il au danger où il courait. Alors peut-être concevrait-il l'idée de traiter avec la Russie et « de partager la domination de l'Europe ». « La Russie, tenant son lot, eût négocié avec tous les avantages [1]. » Cette arrière-pensée de haute politique doit être notée ici; elle éclaire l'avenir; la fameuse révolution de Tilsit ne surprendra que les badauds, épris de coups de théâtre.

[1] Czartorysky. Mémoire à l'Empereur du 5 avril 1806, rétrospectif, t. II, p. 143.

Restait à s'entendre avec l'Autriche. Le 29 juin, Rasoumowsky remet à Cobenzl une note pressante : la situation est décisive; que l'Autriche se prononce, on forcera la Prusse à marcher, on aura 500 à 600,000 hommes. Les Autrichiens hésitent encore. Peuvent-ils compter à fond sur la Russie? N'est-il pas à craindre que, tout d'un coup, Alexandre ne trouve son avantage à traiter avec Napoléon, à lui abandonner l'Occident, moyennant que Napoléon lui abandonne l'Orient[1]? La réunion de Gênes emporte la balance. « Nous ne pouvons faire des acquisitions en Italie que par une guerre heureuse ou par l'appareil de forces capables d'en imposer à Napoléon », écrit Cobenzl à Colloredo. Mais il convient de filer les choses jusqu'à la réunion de cette force imposante; de laisser, ce qui serait une étrange fortune, Napoléon s'embarquer pour l'Angleterre, en le berçant d'une fausse sécurité. Alors on serait maître du continent, et il périrait bloqué dans sa conquête. D'où l'obligeance de l'Autriche à reconnaître les « nouveaux arrangements d'Italie » : son empressement à rassurer, sur tout les tons, le chargé d'affaires de France à Vienne, La Rochefoucauld. « C'est pour prolonger la sécurité de Bonaparte jusqu'au temps où il apprendra la marche des Russes que nous tenons vis-à-vis de lui une conduite assez modérée pour ne pas trahir le secret de nos vues », écrit Cobenzl; et Gentz, dans un de ses rapports à Hammond : « Il vous est connu, monsieur, par quels artifices nous avions trompé Bonaparte sur nos véritables intentions et avec quel bonheur nous y avions réussi jusqu'au commencement du mois d'août[2]. »

Des conférences militaires eurent lieu à Vienne, entre Schwarzenberg et Mack, pour l'Autriche; Winzingerode, pour la Russie : on y concerta le plan d'opérations[3]; l'accord

[1] Cobenzl à Colloredo, 12 juin 1805. FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*, p. 153, note.

[2] Lettre de Cobenzl, 22 août; de Gentz, 23 octobre 1805, rétrospectif. — FOURNIER, *Gentz*, p. 175. — STERN, *Lettres de Gentz*.

[3] Dans un plan russe, élaboré en juin et communiqué à Vienne, l'Autriche devait surtout opérer en Italie, joindre ses forces à celles des Russes en Alle-

était formé le 16 juillet. Le 9 août, l'Autriche accéda officiellement au traité du 11 avril[1]. Ils se croyaient sûrs de leur fait. « Bonaparte, écrit Cobenzl le 2 août, si même il veut mettre ses armées en mouvement à l'instant où il recevra la nouvelle de l'entrée des troupes russes dans les pays héréditaires, ne peut arriver jusqu'à nous avant que nos alliés nous aient rejoints et soient déjà avec nous sur le territoire de l'Empire. Ceci est calculé de manière qu'il n'y a aucune crainte à avoir à cet égard, surtout depuis que les troupes françaises sont dans un si grand nombre sur les côtes opposées à l'Angleterre. »

Les alliés pressaient Naples de se préparer, de se déclarer. Un négociateur russe, Lacy, y était arrivé depuis le milieu de mai, secrètement, et, peu après, un officier, Oppermann, sous prétexte de santé[2]. On épurait l'armée, on agitait le peuple, ainsi qu'en 1798. Les Anglais disposaient une expédition maritime en Sicile. Les Autrichiens estimaient que Naples mettrait en ligne de 30 à 40,000 hommes, qui joints aux Anglais, venus de Malte, et aux Russes, venus de Corfou, formeraient une armée de 60,000 hommes, qui écraserait le petit corps de Gouvion-Saint-Cyr. En réalité, les Napolitains n'avaient rien, ni argent, ni soldats; mais ils se compromettaient et se livraient aux coups de Napoléon qui, victorieux en Allemagne, ne leur pardonnerait pas. Les avertissements ne leur manquaient point, et on le savait chez les alliés. « Depuis son retour de Milan, écrit un Russe[3], le sieur Alquier, ayant demandé une audience à la reine..., déclara que si elle ne se retirait des affaires, le général de Saint-Cyr marcherait sur Naples au nom du prince héréditaire, qu'il l'y proclame-

magne; d'autres Russes, appuyés par les Suédois, opéreraient en Hanovre et en Hollande; les Prussiens feraient le siège de Mayence et opéreraient sur le Rhin, et, après avoir pris Mayence, se porteraient en Belgique « si cette partie, comme la cour de Londres l'avait proposé, doit être leur récompense ». TRATCHEWSKY. — Ils s'indemniseraient là de ce que la Russie leur prendrait en Pologne.

[1] MARTENS, t. II, p. 428 et suiv.

[2] HELFERT, p. 166 et suiv.

[3] Lettre de Tatistchef, 3 août 1805. *Archives Woronzof*, t. XVIII.

rait roi, ou un infant d'Espagne, en cas que ce prince refusât... Ayant eu, ces jours-ci, un entretien avec le comte de Kaunitz, ministre d'Autriche, il l'invita à écrire à sa cour que, si elle s'intéressait véritablement à la conservation des jours de la reine, elle ferait bien de l'engager à changer d'air. »

Ainsi, trait pour trait, de Pétersbourg à Naples, c'était l'entreprise de 1798 qui recommençait. Les alliés comptent que la ruine de l'Empire des Gaules entrainera la chute de Napoléon; que la République — si elle se rétablit — ne survivra pas à la perte du Rhin; qu'une monarchie seule sera capable d'organiser une France assez libre pour se consoler de son effacement, assez faible pour rassurer l'Europe, et cette couronne sera réservée au plus modeste, à celui qui signera le traité le plus rigoureux pour la France et donnera à l'Europe les gages les plus satisfaisants : Bourbon, Orléans, Bonaparte ou autre; ces enchères renversées en décideraient.

Moreau, qui n'avait pas encore quitté le continent et rôdait en Espagne, s'offrait à commander un corps auxiliaire, « armée royale de France ». Les offres en parvinrent à Novossiltsof, à Berlin, en juillet; en avril, l'envoyé russe à Madrid reçut l'ordre d'offrir à Moreau un asile et le rang de général, au titre français, dans l'armée russe qui se préparait à entrer en campagne[1]. Dumouriez, enfin, se tenait aux aguets. Toute cette machine formidable devait entrer en jeu dans quelques semaines. Le 23 août, les Russes seraient en Galicie; le 28 septembre, ils forceraient la frontière prussienne : « Encore trois semaines et tout secret sera superflu », déclarait Cobenzl. Ces trois semaines conduisaient l'Autriche au 12 septembre, et Cobenzl écrivait ces lignes le 22 août. Ce jour-là Napoléon avait pris son parti, renoncé à l'expédition d'Angleterre et décidé la marche sur Vienne.

[1] Pingaud, *les Dernières Années de Moreau*. (*Revue de Paris*, 15 décembre 1899.)

III

Napoléon ne se vantait pas quand il faisait dire par un des agents : « L'Empereur pénètre toutes les vues de ses ennemis et en embrasse d'un coup d'œil rapide les conséquences les plus éloignées [1]. » Avant quatre semaines, il passera en Angleterre ou il se portera sur le Danube. S'il passe en Angleterre, il lui faut retenir l'Autriche; s'il lui fait la guerre, il lui faut la prévenir. Dans l'un et l'autre cas, terrifier, gagner, neutraliser la Prusse le temps d'aller à Londres, ou d'aller à Vienne, sauf à l'anéantir ensuite d'un coup de revers. Les trois affaires s'ordonnent dans son esprit sans se confondre [2]. D'abord, la descente prime les deux autres; puis, peu à peu, à mesure qu'approche le terme fixé et que nul guetteur ne lui signale les voiles de Villeneuve, sa préoccupation se détourne vers l'Allemagne; le reflux de la grande armée se prépare sourdement, et degré par degré, précautions d'abord, puis ordres de marche se succèdent, se précipitent, et cette combinaison, accessoire encore dans les trois dernières semaines de juillet, devient principale dans les trois premières semaines d'août. Les mouvements ne s'accomplissent avec cette sûreté de méthode, ne se découvrent avec cette rapidité de coup de foudre, que parce qu'ils ont été médités, concertés de longue main. Il n'y eut, en cette évolution, ni jeu de scène, ni coup de théâtre, ni prestige de génie : il y eut clairvoyance, prévoyance, conseil et enchaînement. « Je ne me butais pas à plier les circonstances à mes idées; je me laissais, en général, conduire par elles. Qui peut,

[1] Paroles de Laforest à Hardenberg, 5 août 1805.

[2] Le lieutenant-colonel Rousset, *l'Art de Napoléon*. — E. Desbrière, *Projets et tentatives de débarquement aux îles britanniques*, 1793-1805, t. III et IV. — Alambert et Colin, *la Campagne de 1805 en Allemagne*.

à l'avance, répondre des circonstances fortuites, des accidents inopinés? Que de fois j'ai donc dû changer essentiellement. Aussi ai-je vécu de vues générales, bien plus que de plans arrêtés [1] ! »

Le 20 juillet, il appelle devant Boulogne Ganteaume resté à Brest [2]. Tout est préparé..., tout sera embarqué, embossé hors de rade, de sorte que, « maitre trois jours de la mer, nous n'avons aucun doute de la réussite... vous nous mettrez à même de terminer le destin de l'Angleterre ». A Villeneuve, le 26 juillet : « Ralliez les Espagnols à Cadix, au Ferrol et arrivez devant Boulogne. Si vous me rendez maitre pendant le seul espace de trois jours du Pas-de-Calais, avec l'aide de Dieu, je mettrai un terme aux destins et à l'existence de l'Angleterre... » Il estime que cette lettre trouvera Villeneuve à Cadix et que cet amiral rejoindra Ganteaume dans la Manche.

Tandis que les courriers se hâtent vers Brest et vers Cadix, il se reporte vers l'Allemagne. Pour lui, comme pour Alexandre, la Prusse est la pièce principale à pousser, et c'est le même jeu de la part des deux Empereurs : la gagner, sauf à la payer très cher, si elle les sert bien, ou à la détruire si elle les contrarie ou les combat.

Talleyrand presse Lucchesini; il offre le Hanovre : que la Prusse l'occupe pendant la guerre, elle le gardera lors de la paix; Napoléon la défendra avec 80,000 hommes si la Russie et l'Autriche l'attaquent; mais, par compensation, il exige qu'elle reconnaisse l'état dernier des choses en Italie : la réunion de Gênes, la libre disposition de Parme et de Plaisance. Laforest en compose un long mémoire qu'il remet à Hardenberg, le 8 août [3]. « La Prusse ne doit point espérer de pouvoir rester spectatrice paisible des événements. Entrainée dans

[1] *Mémorial. Corr.*, t. XXXII, p. 313.

[2] A Villeneuve, 16 juillet; à Ganteaume, 20 juillet; à Decrès, 26 juillet, 27 juillet et jours suivants; à Berthier, 25 juillet; à Villeneuve, 26 juillet 1805. — JURIEN DE LA GRAVIÈRE, t. II, chap. X : Mouvements de Villeneuve du 12 mai au 25 juillet, combat du cap Finistère, le 22, retour au Vigo.

[3] Rapport de Lucchesini, 29 juillet; Talleyrand à Laforest, 30 juillet 1805. — Mémoire de Laforest, 8 août 1805.

le tourbillon, obligée de combattre sur le terrain que le hasard lui aura assigné, parce qu'elle ne sera plus à temps de choisir, elle regrettera vainement de n'avoir point prévenu des maux qu'il ne sera plus en son pouvoir d'empêcher. »

Le Portugal tombera de soi-même si l'Angleterre succombe; il le faut faire tomber, si l'Angleterre subsiste. Napoléon voudrait que l'Espagne se chargeât de la besogne. Le grand chancelier de la Légion d'honneur, Lacépède, continuateur de Buffon dans l'histoire naturelle, émule de Cuvier dans les hauts emplois et la politique, mène cette affaire, à Paris, avec Izquierdo : « Il me semble que 60,000 Français sont trop considérables; 16,000 Français et 60,000 Espagnols devraient être suffisants pour venir à bout du Portugal[1]. »

Nouvelles des flottes, réponses de Berlin et de Madrid, il décide de les attendre à Boulogne, au milieu de son armée. Les temps sont proches, et l'événement décidera de ses résolutions. Il part de Paris, le 2 août. Le 3, de Boulogne il expédie à Talleyrand le canevas d'un discours à tenir à Louis Cobenzl, à Vienne : — L'Autriche arme, elle menace les frontières du royaume d'Italie; « il est impossible que j'obtienne la paix avec l'Angleterre, si l'Autriche n'est pas véritablement pacifiée »; si elle ne l'est pas, si elle ne rassure ni ne désarme, « dans l'impossibilité de soutenir sa guerre maritime, l'Empereur marchera en Allemagne pour pacifier intérieurement l'Autriche ». Que la cour de Vienne y réfléchisse. « On ne peut plus se battre raisonnablement que pour les affaires qui sont à Constantinople; c'est une pomme de discorde, pour laquelle il est très probable que la France et l'Autriche marcheront réunies[2]. » Pour Berlin, il adresse des insinuations plus claires : Rien ne peut empêcher l'Autriche de gagner encore beaucoup à la chute de l'Empire ottoman; Serbie, Bosnie, Herzégovine, Croatie turque sont sous ses prises,

[1] A Lacépède, 26 juillet 1805.

[2] Texte rectifié d'après l'original qui est à Vienne. FOURNIER, *Zur Textkritik der Korrespondenz Napoleons I.* Vienne, 1903.

s'ouvrent à elle[1]. Enfin, au prince Eugène : « Vous dites que tous les bruits sont à la guerre. Il ne faut pas combattre ces bruits-là. Ce que fait l'Autriche, elle le fait vraisemblablement par peur[2]. » Donc, l'épouvanter.

C'est qu'il espère passer. « L'heure de l'Angleterre a sonné, dit-il, le 4 août. Nous avons à venger les défaites de Poitiers, de Crécy et d'Azincourt. Il y a cinq cents ans que les Anglais commandaient dans Paris... Les Anglais sont maîtres de l'univers. On peut, en une nuit, se mettre à leur place. Ils ont conquis la France sous un roi fou ; nous conquerrons l'Angleterre sous un roi en démence[3]. » — « Si nous sommes maîtres douze heures de la traversée, l'Angleterre a vécu[4]. » Le 7, enfin, il apprend que Villeneuve a battu les Anglais devant le Ferrol, le 22 juillet[5] ; la jonction entre la flotte française et la flotte espagnole est opérée ! Trente-cinq vaisseaux sont réunis au Ferrol. Les capitaines, les matelots sont parfaits, écrit Lauriston ; mais Villeneuve est mou, indécis, perplexe, sans audace. « Cette bête de Gravina, au contraire, n'est que génie et décision au combat. [6] » Vont-ils venir? Ganteaume sortira-t-il de Brest? Ces journées des 9, 10, 11, 12 août marquent le point culminant de la crise, le tournant décisif des choses.

Jusqu'au 12 août, Napoléon se débat avec ses illusions ; il interroge la mer, scrute l'horizon, harcèle les vigies. A partir du 12, les illusions s'évanouissent ; il se reporte à la carte d'Allemagne, s'y absorbe de plus en plus. Villeneuve n'a pas paru. Le destin se déclare ; les probabilités tournent à la guerre continentale et, dès lors, le grand revirement conçu par lui, en ses heures de perplexité, va se disposer avec

[1] Talleyrand à Laforest, 30 juillet ; note de Laforest à Hardenberg, 8 août 1805.

[2] A Eugène, 27 juillet 1805.

[3] SÉGUR, t. II, p. 331-332.

[4] A Decrès, 4 août 1805.

[5] THIBAUDEAU, *Histoire de la France* : Empire, t. I, p. 366 et suiv. — JURIEN DE LA GRAVIÈRE, t. II, chap. XI : Villeneuve au Ferrol, 2 août, jusqu'à sa sortie, le 21 août 1805, p. 127-136.

[6] A Schimmelpenninck, à Decrès, 11 août 1801.



méthode, s'opérer par progrès et se dérouler par flots et vagues qui se poussent, ainsi que monte la marée, poussée par le vent, sous l'impulsion lointaine de l'Océan qui oscille dans ses masses.

Le 12 août, il écrit à Cambacérès : « L'Autriche arme ; je veux qu'elle désarme ; si elle ne le fait pas, j'irai avec 200,000 hommes lui faire une bonne visite dont elle se souviendra longtemps. » Il envoie, le même jour, à Talleyrand, la matière d'une note à passer à Philippe Cobenzl, à Paris : « On ne peut pas aller plus loin ; j'attends une réponse catégorique, sans cela je ferai entrer des troupes en Suisse, et je lèverai mes camps des côtes de l'Océan [1]. » A Eugène, le 13 : « Je marcherai sur Vienne avec 200,000 hommes ; rien n'est beau comme mon armée ici. » Puis une nouvelle instruction à Talleyrand, celle-là embrassant l'ensemble de la politique : « Mon parti est pris ; je veux attaquer l'Autriche et être à Vienne avant le mois de novembre prochain pour faire face aux Russes... » Toutefois, il préférerait que l'Autriche désarmât. Talleyrand doit graduer les réclamations. « Vous savez qu'il est assez dans mes principes de suivre la marche que tiennent les poètes pour arriver au développement d'une action dramatique, car ce qui est brusque ne porte pas à vrai... » Que l'Autriche désarme, retire ses troupes en Bohême et en Hongrie, nous laisse « faire tranquillement la guerre avec l'Angleterre » ; sinon, « elle aura la guerre dans un mois. L'Empereur n'est pas assez insensé pour donner le temps aux Russes d'arriver... Si votre maître veut la guerre, dira Talleyrand à Cobenzl, il ne fera pas les fêtes de Noël dans Vienne ». Il exige une réponse dans quinze jours ; sinon il lève les camps. Talleyrand, du même coup, mettra la Bavière en demeure : « Je ne souffrirai pas qu'elle reste neutre. » De même le Wurtemberg, de même Bade. Il déclare, d'ailleurs, qu'il ne gardera rien au delà du Rhin. Que toute l'Allemagne soit avertie, « afin que l'inquiétude générale du

[1] Cf. note de Talleyrand à Cobenzl, 13 août 1805. Tratchewski, t. III, p. 107-114.



danger saisisse ce squelette de François, que le mérite de ses ancêtres a placé sur le trône [1] ».

Traiter avec la Bavière sera facile. L'Électeur convoite la couronne royale; il a tout à gagner avec Napoléon, tout à perdre en se prononçant contre lui. Le Wurtemberg suivra, et par les mêmes passages. Veut-on « obliger l'Empereur à détrôner le roi de Naples »? Il y songe, mais il n'y viendra que par contre-coup; il ordonne qu'Alquier se retire si les armements continuent. Le procès est ouvert [2].

Cependant, il se reprend à espérer. « Villeneuve est un pauvre homme qui voit double, et qui a plus de perception que de caractère. » Nelson n'a que douze vaisseaux. Si Villeneuve possédait un peu de l'entreprise de Nelson! Il essaie de le galvaniser. « Pour le grand objet... nous pourrions tous mourir sans regretter la vie [3]. » Le 22 août, arrive une dépêche de l'amiral, datée du 10 : il a renoncé à forcer l'entrée du Ferrol. Napoléon le croit à Brest, il l'appelle. Il appelle Ganteaume : avec leurs cinquante vaisseaux de ligne, il aura la supériorité. « Partez, ne perdez pas un moment... entrez dans la Manche. L'Angleterre est à nous! Nous sommes tous prêts, tout est embarqué. Paraissez vingt-quatre heures, et tout est terminé [4]. » Mais une dépêche, envoyée par le télégraphe, annonce que Villeneuve s'est réfugié, le 20, à Cadix. Napoléon écrit en hâte à Decrès : « Je vous prie de m'envoyer, dans la journée de demain, un mémoire sur cette question. Dans la situation des choses, si Villeneuve reste à Cadix, que faut-il faire! Tenez-vous à la hauteur des circonstances... Pour moi, je n'ai qu'un besoin, c'est celui de réussir [5]. »

Le même jour, 22 août, un courrier de Talleyrand lui apporte des nouvelles de Berlin. On a tout offert à la Prusse : « Le Hanovre, tel autre avantage, arrondissement, prérogative ou influence en Empire que le roi pourrait trouver à sa

[1] A Talleyrand, 16 août 1805.
[2] A Talleyrand, 26 juillet, 4 août; à Eugène, 9 août 1805.
[3] A Decrès, à Villeneuve, 13 août 1805.
[4] A Villeneuve, à Ganteaume; 22 août 1805.
[5] Thibaudeau; l'Empereur à Decrès, 22 août 1805.



convenance. » Le roi écoute, prend conseil et revient à sa manie : la neutralité qui lui procurerait des bénéfices de toutes mains sans se compromettre avec personne [1]. Pressé entre ces deux géants, la France et la Russie, il cherche un défilé par où échapper à l'étreinte. S'il passe à la Russie, c'est la possession des Pays-Bas, d'une partie de la rive gauche du Rhin ; mais Napoléon peut l'anéantir [2]. S'il passe à la France, c'est le Hanovre, mais c'est la guerre avec la Russie qui s'apprête à l'envahir et à lui prendre Varsovie. « Il est prêt, répond-il, à négocier pour le Hanovre ; mais il demande des explications au sujet de l'Italie, de la Hollande, de la Suisse, et il se flatte de transformer ainsi l'alliance, qu'il redoute, en une médiation pacifique et lucrative qu'il souhaite [3].

Napoléon était un homme qu'il fallait prendre au mot; porté à donner, et largement même quand il attendait beaucoup en retour, mais se repentant aussitôt, désirant reprendre ses promesses ou, pour les accomplir, exigeant davantage. « En donnant le Hanovre à la Prusse, écrit-il le 22 août à Talleyrand, je lui donne un bien qui, sans exagération, augmente ses forces de 40,000 hommes et améliore la situation de ses États, de la même manière que Gênes améliore le Piémont... Je lui garantirai l'intégrité de ses États; mais j'entends aussi que la Prusse me garantira l'intégrité de mes États actuels, sans que je veuille m'engager avec elle pour la Suisse, la Hollande ou les États de Naples... Le roi de Prusse me garantira, à moi et à mes descendants, mon royaume d'Italie... Je ne veux pas entendre parler du roi de Sardaigne, je tranche le mot, pas plus que des Bourbons... [4] Quant à la Hollande, je ne veux donner aucune garantie... C'est une

[1] Rapport de Lucchesini, 12 août 1805.

[2] Fournier, t. I, p. 67 et suiv. — Hüffer, p. 161 et suiv. — Bailleu, t. II, p. LVI-LXI, et pièces. — Ranke, t, I, p. 506 et suiv. ; t. II, p. 178 et suiv. ; t. V, p. 145.

[3] Hüffer, p. 112. *Mémoires de Hardenberg*. — Ranke, t. II, p. 143. Instructions à Lucchesini, 17 août; rapport de Laforest, 14 août; Ranke, t. V et Bailleu, t. II.

[4] Comparez Sieyès en 1795, t. IV, p. 357.

offre que je ne referai plus dans quinze jours... Une fois que j'aurai levé mon camp de l'Océan, je ne puis plus m'arrêter; mon projet de guerre maritime est tout à fait manqué; alors, je ne gagnerai plus rien à donner le Hanovre à la Prusse. Il faut donc qu'elle se décide sur-le-champ. » Je suis obligé de marcher du 7 au 12 septembre : que la Prusse menace l'Autriche et entre en Bohême si l'Autriche passe l'Inn; sinon, rien!

Le 23 août, la réponse de Decrès arrive. Elle laisse peu d'espoir que Villeneuve sorte de Cadix[1]. Toutefois, il reste encore une chance, Napoléon la suppute; mais déjà tout son esprit, toute sa volonté se portent vers la terre : « Si mon escadre suit ses instructions, se joint à l'escadre de Brest, il est encore temps : je suis le maître de l'Angleterre[2]. » Mais les vents sont contraires; s'ils le demeurent et si les amiraux hésitent : « Je cours au plus plus pressé; je lève mes camps et, au 1er vendémiaire-23 septembre, je me trouve avec 200,000 hommes en Allemagne et 25,000 hommes dans le royaume de Naples. Je marche sur Vienne, et ne pose les armes que je n'aie Naples et Venise, et augmenté tellement les États de l'Électeur de Bavière que je n'aie plus rien à craindre de l'Autriche. »

Son plan est double : politique et militaire. En politique, il lui faut gagner quinze jours; c'est à Talleyrand de filer la rupture en conséquence. Il envoie Duroc à Berlin : « Vous conclurez le plus promptement possible le projet d'alliance... Ma conduite sera celle du grand Frédéric au commencement de sa première guerre[3]. » A Naples, où l'on annonce le débarquement de 6,000 Anglais, il exige qu'Acton et Damas soient chassés de la Sicile, que les troupes napolitaines soient placées sous le commandement d'un officier français, que les milices soient licenciées : « Alors je conclurai un traité de neu-

[1] Thibaudeau. — Thiers, t. V, p. 463.
[2] A Talleyrand, à Berthier, 23 août 1805.
[3] A Talleyrand, 23 août; au roi de Prusse, 23 août; instructions à Duroc, 24 août; à Talleyrand, 24 août 1805.

tralité avec la reine de Naples, qui assurera la tranquillité. » Mais il n'y croit pas, et il se précautionne. Ses exigences ont pour objet ou de mettre les Napolitains à genoux, désarmés, déshonorés, ou de les pousser à des imprudences qui donneront prétexte à la guerre : et il y compte tellement qu'il la commence. Gouvion-Saint-Cyr est prévenu qu'avant le 25 septembre il peut recevoir l'ordre de marcher sur Naples et, en huit jours, de s'en rendre maître, de désarmer les milices et de lever des troupes régulières qu'il fera entrer dans son armée [1]. Puis, la mise en marche sur le Rhin se dispose. Marmont et l'armée de Hollande doivent s'apprêter à débarquer, dans les vingt-quatre heures, au premier ordre qu'ils en recevront, et à gagner Mayence. Cependant, Bernadotte s'acheminera sur Gœttingue, « le tout, dans un secret impénétrable ». — « *Si le cas arrive*, je veux me trouver dans le cœur de l'Allemagne avec 300,000 hommes, sans qu'on s'en doute. »

Ces ordres sont arrêtés le 23 août. Les lettres pour Marmont et Bernadotte sont expédiées le jour même. Napoléon écrit à Dejean, adjoint au ministère de la guerre à Paris, que les vivres soient prêts à Strasbourg et à Mayence pour le 23 septembre. Le 24 août, il donne à Berthier des instructions détaillées pour la formation des divisions et leur marche sur Strasbourg. Il écrit à Talleyrand : « Je fais descendre mon armée de Hanovre en Bavière. » Il croit tenir les Prussiens ; il est résolu à courir les grands risques à les laisser dévorer déjà leur proie ; à leur abandonner le Hanovre, qu'il leur offrait à un si haut prix, sauf, l'Autriche « pacifiée », sans eux ou malgré eux, à le leur reprendre et à les « pacifier » à leur tour.

Si le cas arrive, écrivait-il le 24 août ; le 25, il estime que *le cas est arrivé* : « Tous les renseignements que je reçois par mes courriers me font prendre le parti de ne pas perdre un jour. Le moment décisif est arrivé », mande-t-il à Berthier. Derrière le décor qui demeure immobile et la figuration qui se continue, tout le fond, tous les dessous du théâtre s'ébran-

[1] A Talleyrand, à Berthier, 23 août ; ordres définitifs à Gouvion-Saint-Cyr, 2 septembre 1805.

lent et se retournent. Il écrit, le 25, à Talleyrand : « Mon parti est pris. Mon mouvement est commencé. Dès ce moment, je change de batteries; il ne faut plus d'audace, il faut de la pusillanimité, afin que j'aie le temps de me préparer. Il s'agit de me gagner vingt jours et d'empêcher les Autrichiens de passer l'Inn pendant que je passerai le Rhin. » Il connaît, en partie, imparfaitement, les mouvements de l'Autriche; il s'en étonne, ignorant l'arrivée des Russes : « Je n'aurais jamais cru les Autrichiens si décidés... Mais ils ne s'attendent pas... avec quelle rapidité je ferai pirouetter mes 200,000 hommes... » Il envoie en poste — sous le nom du colonel Beaumont — Murat, qui commande l'avant-garde, reconnaître les pays limitrophes de la Bohême, se rendre compte des passages, tout étudier, la carte et le précis des campagnes de Belle-Isle à la main[1].

Il dépêcha Thiard à Bade, avec pouvoirs et instructions pour traiter. Il traitera aussi avec le Wurtemberg, non avec l'Électeur, qui est tout Autrichien, mais avec son fils, qu'il pense à substituer au père : ce fils aura le grade de général français, et le grand aigle. « Arrivé à Stuttgart, je mets tout entre ses mains : je lui donne ce que l'Autriche a en Souabe. » Le général Bertrand part pour Munich avec une lettre à l'Électeur; il fera une reconnaissance en règle, notamment sur la route d'Ulm, à Donauwerth; il étudiera la place d'Ulm en grand détail. « Peut-on aller à Prague par cette route? » A l'Électeur, il confie le secret « qui n'est connu d'aucun de mes ministres, qui est encore dans ma plus arrière-pensée ». — « La Bavière y gagnera l'accroissement et la splendeur que lui réservent l'ancienne amitié de la France et la politique actuelle de mon Empire. » L'esprit agité de la Bohême, il s'imagine si peu que les Autrichiens le devanceront à Ulm et qu'il les y investira, qu'il demande à l'Électeur d'y faire confectionner cinq cent mille rations de biscuit et autant à Würzbourg[2].

[1] Mission analogue à Savary, le 28 août, pour la vallée du Danube.

[2] A Talleyrand, à Berthier, à Bertrand, à l'Électeur de Bavière, 25 août 1805.



Le 26, il fait préparer les ordres de marche pour Marmont, Bernadotte, Davout, le prince Eugène ; pour le grand déménagement des provisions et munitions embarquées. Il envoie Masséna en Italie, où Jourdan lui semble insuffisant. Ces ordres sont signés et expédiés le 27 [1]. Il divise l'armée, qu'il appelle la grande armée, en sept corps [2] : la lettre, où il donne à Berthier les instructions nécessaires, est datée du 29 ; mais la mesure était connue de Berthier le 28, car, ce jour-là, Napoléon écrit à Dejean [3] : « Le ministre de la guerre vous aura envoyé l'organisation de la grande armée en sept corps. » Et il mande à Duroc « : L'armée est en plein mouvement... L'armée de Hanovre n'a encore reçu que l'ordre de se rendre à Gœttingue. Si je m'arrange avec la Prusse, je n'ai pas besoin de penser au Hanovre ; si je ne m'arrange pas avec elle, je laisserai, dans la place forte, des vivres pour un an, un bon commandant et de l'artillerie ; et si quelqu'un vient l'assiéger, je reviendrai, avant que la tranchée soit terminée, tomber sur l'armée assiégeante... Frédéric allait bien, rapidement, de Prague à Rosbach... Il est possible que d'ici cinq à six jours j'envoie l'ordre au corps du maréchal Bernadotte de se rendre à Würzbourg. Il devra alors traverser un pays neutre. Commencez à faire les premières démarches pour obtenir une facilité pour le passage, par l'intermédiaire de la Prusse. L'Autriche m'insulte trop et d'une manière trop évidente ; dans le fait, elle a déjà déclaré la guerre... »

Toutefois, il ajourne à expédier cette lettre. Qu'attend-il ? Des nouvelles décisives, les nouvelles dernières et irrémédiables de la flotte. Le 31, il les a et il envoie le courrier à Duroc avec ce post-scriptum : « Mon escadre est entrée à Cadix, gardez le secret. » — « Tout est parti ; je serai en mesure le 5 vendémiaire-27 septembre [4]. » Le 2 septembre, il est encore à Boulogne ; le 4, il rentre à Malmaison. C'est là qu'il

[1] A Berthier, 26 août ; à Eugène, à Lebrun, 27 août 1805.
[2] Sur cette formation, voir l'étude du lieutenant-colonel Rousset, p. 541-544.
[3] Méneval, t. I, p. 408 et suiv.
[4] A Duroc, 31 août 1805.

reçoit les courriers d'Espagne, les rapports de Decrès, et que sa colère éclate. « L'amiral Villeneuve vient de combler la mesure... Cela est certainement une trahison... Villeneuve est un misérable qu'il faut chasser ignominieusement. Sans combinaison, sans courage... Au lieu de venir sur Brest, il s'est dirigé sur Cadix, violant ainsi ses instructions positives [1] ». Villeneuve était un marin sans génie et sans audace; mais il ne craignait point la mort. Il n'avait pas pu soutenir la responsabilité du commandement; il ne supporta pas le soupçon de lâcheté, et l'horreur qu'il en eut le jeta bientôt dans un coup de désespoir [2]. Telle fut la fin de « l'immense projet » qui devait, en vingt-quatre heures, anéantir l'Angleterre. Napoléon ne pouvait plus désormais que la bloquer dans son île, l'affamer, la ruiner, lui faire la guerre de banqueroutes, à l'intérieur, et la prendre, à revers, par l'Europe d'abord jusqu'en Autriche, en Pologne, en Russie, puis jusqu'aux Indes : « l'immense hyberbole » commençait; à la diversion fantastique par l'Amérique, succède le mouvement tournant par l'Asie, à l'infini.

IV

La première négociation à conclure, à brusquer au besoin, était celle de la Bavière : un pays par lequel, de part et d'autre, on voulait passer. Maximilien, l'Électeur, beau-frère d'Alexandre, endoctriné par sa femme, tiraillé par les ministres de Suède et de Russie, pressé par Otto, se débattait entre ses désirs — la couronne royale — et ses affections de famille, ballotté entre la crainte et l'avidité. Napoléon l'emporta : il semblait plus redoutable, il ne menaçait de rien prendre et il promettait de donner beaucoup. Le traité d'al-

[1] A Decrès, 4 septembre 1805. Cf. 6 septembre, 8 septembre 1805 : « L'infâme Villeneuve! »
[2] Jurien de la Gravière, t. II, p. 137, et chap. xii : Villeneuve à Cadix.



liance fut signé à Munich, le 24 août. Le 6 septembre, Schwarzenberg somme l'Électeur de joindre ses troupes à celles de François II, sinon il le traitera en ennemi. Maximilien s'effare, se désespère. Otto accourt, le console, l'exhorte, le secoue; il lui montre la couronne royale perdue, l'Électorat avili, la sujétion autrichienne, la vengeance de Napoléon. Maximilien le crut et s'en trouva bien. Cette confiance fit de lui un roi. Toutefois, il doit commencer par où les autres finissent. Dans la nuit du 8 au 9 septembre, il déménagea en hâte avec ses ministres, sa cour, son trésor et ses troupes[1]. Le 9, les Autrichiens franchissent l'Inn; mais ils ne trouvent que des arsenaux vides, une capitale évacuée, ni prince à lier, ni armée à enrôler. La Bavière se laissait enlever, tout bonnement, sur simple promesse de mariage.

La Prusse exigeait au préalable une constitution de douaire, des articles de reprise, des réserves de divorce et tout un sous-contrat de secondes noces. Il y avait, à Berlin, à l'armée, à la cour, un parti de la guerre, un parti de l'alliance russe, de la « grande alliance » qui régénérerait l'Europe, purifierait l'atmosphère politique et reléguerait, à leur place, les parvenus et les usurpateurs : la reine y inclinait, et aussi le jeune héros de la famille royale, le prince Louis-Ferdinand, tête chaude, cœur ardent, esprit rapide, mais très mobile aussi; le tempérament d'un artiste, sensible à tout ce qui lui semblait beau, noble, grand; littéraire, mélomane, romantique, amoureux, dissipé de cœur, frivole et enthousiaste; le panache, les séductions et les échappements d'un Polonais de 1830; ce qu'il faut pour s'emporter aux grands coups de tête, faire une belle mort et disparaître dans un brouillard lumineux d'espérances.

Frédéric-Guillaume fit ce que font les généraux nés pour les capitulations; il tint conseil et consulta les plus perplexes des hommes, après lui-même : Brunswick, Schulenburg, Hardenberg, sans parler des sous-consultations secrètes de Haug-

[1] Lefebvre, t. II, chap. xiv. — Comeau, *Souvenirs des guerres d'Allemagne*. Tableau pittoresque du déménagement.



witz. Ces conseillers conférèrent le 22 août ; après quoi Hardenberg fit à Metternich cette déclaration remarquable : — « Nos principes sont inébranlables. Le roi ne se départira pas de la plus stricte neutralité [1]. » Mais s'entêter à la neutralité dans un pays sans frontières, entre deux Empires qui se poussent l'un vers l'autre, c'est se jeter inévitablement dans les conflits, et ce roi, le plus indécis des princes, s'y précipitait par l'effet même de son indécision.

Le 27 août, Alopeus reçut, ainsi qu'il avait été décidé à Pétersbourg et qu'il en avait été averti, une lettre d'Alexandre, pressant Frédéric-Guillaume à se joindre à lui. Alopeus devait, en même temps, annoncer des mesures tant militaires que diplomatiques, tendant à persuader ou à contraindre la Prusse de faire cause commune avec la Russie et avec l'Autriche [2]. L'armée russe était en marche et approchait des frontières. Trois jours après, le 1er septembre, Duroc arriva avec la lettre de Napoléon, réclamant aussi alliance et passage. Duroc vit Hardenberg, le 2 septembre, et fut reçu, le 3, par le roi [3]. Ce prince parut fort ému de la communication, mais il déclina les offres : « Ce projet a dû être jugé entièrement inadmissible, puisqu'il ne tend à rien moins qu'à m'enchaîner pieds et poings liés à la cause et aux intérêts de la France, et à m'entraîner dans une guerre offensive, incalculable dans ses effets et ses bornes... »

D'ailleurs, si Napoléon propose un traité, Alexandre en possède un : la déclaration du 24 mai 1804 ; elle porte : « Le *casus fœderis* aura lieu à la première entreprise des Français contre un État de l'Empire situé sur la rive droite du Weser. » Lié de la sorte, Frédéric-Guillaume pourrait-il, sans félonie, s'engager contre les Russes avec Napoléon, ou simplement

[1] Protocole de la conférence, RANKE, t. V, pièces. — Rapport de Metternich, 28 août 1805.

[2] Voir ci-dessus, p. 443. — MARTENS, t. VI, p. 364 et suiv. — ONCKEN, t. II, p. 160. — Lettre d'Alexandre, 19 août 1805.

[3] Duroc à Talleyrand, 3 septembre ; dépêche à Lucchesini, 9 septembre ; RANKE, t. I, p. 516 et suiv. ; t. II. *Mémoires de Hardenberg*, p. 205 et suiv. — LEFEBVRE, t. II, p. 107 et suiv. — ONCKEN, t. II, p. 160.

faciliter à Napoléon les moyens d'une invasion que l'alliance du 24 mai avait précisément pour objet d'empêcher? Dans cette extrémité, il ne trouvait plus de recours qu'à Vienne; il y envoya un courrier, et Hardenberg s'occupa, jusqu'à la réponse, de tenir Duroc et Alopeus en suspens. Si le roi se berçait encore de neutralité, Hardenberg ne s'en flattait plus guère; ses propres fils lui semblaient trop ténus pour résister à de telles bourrasques. « Les espérances de paix ont encore plus diminué et la guerre paraît décidée », écrit-il, le 8 septembre à Brunswick. « En attendant, nous ne sommes rien moins que sûrs du côté de la Russie. Il paraît qu'on veut nous forcer à nous unir à la coalition... »

Ils s'imaginèrent qu'en sonnant du fifre, battant le tambour et traînant les sabres sur le pavé, le tapage détournerait, de part et d'autre, les violateurs de neutralité; ils mirent des troupes sur pied, le 7 septembre : « Une armée de 80,000 hommes qui, au premier signal, pourra être portée à un nombre beaucoup plus considérable[1]. » Devant ce déploiement de forces, et pour s'en débarrasser, Napoléon les laisserait dériver vers le Hanovre; ils occuperaient ce pays, de son consentement tacite, sans traité, ce qui éviterait le conflit d'engagements avec la Russie. Mais en auraient-ils le loisir?

La marche des Russes prenait un aspect d'invasion. Hardenberg s'en explique avec Alopeus. « Le roi, dit-il, ne se décidera jamais pour la France, si la Russie ne l'oblige pas à sortir de ses principes... Qui tentera de lui faire violence le verra certainement passer du côté de l'adversaire. » Et le 12, il remet une note à Laforest[2] : « Le roi est très fermement décidé à s'en tenir au système de neutralité, le seul conforme aux intérêts de sa monarchie et à ceux de ses voisins... Il maintiendra la tranquillité et le repos du nord de l'Allemagne... C'est... le système le plus favorable à la France;

[1] Le roi à Lucchesini, 9 septembre 1805.

[2] RANKE, *Mémoires*, t. II, p. 215; datée, par erreur, du 16. — HÜFFER, p. 165, note. — BAILLEU, t. II, p. LX.



mais on ne peut se dissimuler qu'il devient très difficile et presque impossible de le soutenir, si l'Électorat de Hanovre reste occupé par les troupes françaises... Que la France remette donc, sans la *moindre perte de temps...*, le pays de Hanovre à la Prusse; qu'elle en retire ses troupes qu'elle emploiera beaucoup plus utilement ailleurs... »

Cette neutralité qu'ils cotaient encore à un si haut prix, ils n'en disposaient plus. Le 15 septembre, Alopeus reçut une seconde lettre d'Alexandre pour le roi, la seconde sommation annoncée; le tsar l'avait signée à Pétersbourg, le 4 septembre, avant de quitter sa capitale. Malgré les instances de Czartoryski, il répugnait à violenter un ami si doux, si touchant, si angoissé. Il insistait sur la nécessité de menacer et d'entamer Napoléon de tous les côtés à la fois; il réclamait l'alliance et, en attendant, le libre passage, pour ses troupes à travers les États prussiens; il annonçait son arrivée et il demandait une entrevue « pour nous concerter avec détail sur l'ensemble de nos vues... Je vous garantis maintenant des dispositions de l'Autriche... Le sort de l'Europe est entre vos mains...[1] » Le 16, cette missive, *ultimatum* fraternel et caressant, était entre les mains de Hardenberg. Alopeus supplia ce ministre de la remettre au roi le plus tôt possible. Hardenberg fit un beau geste : — « Vous connaissez depuis longtemps tous mes principes. J'ai déclaré au roi qu'il ne lui restait plus que le parti de lever le bouclier. — Et contre qui? interrompit Alopeus — Eh! pouvez-vous le demander? contre la France. » Alopeus déclara qu'il attendrait la réponse jusqu'au 23; c'était le terme fixé par la procédure russe, et tout, dans ce plan, s'exécutait avec méthode. Merveldt, envoyé de Vienne pour concerter une entente, arriva sur ces entrefaites, et Metternich en profita pour pousser à fond Hardenberg et son maitre.

[1] BAILLEU. — CZARTORYSKI, t. II, p. 72 et suiv.; t. I, p. 398. — MARTENS, t. II, p. 479. — RANKE, t. II, p. 214. — ONCKEN, t. II, p. 162, 165 et suiv. — Rapport de Metternich, 16 septembre 1805. ONCKEN, *O. und P.*, t. II, p. 579. — HÜFFER, p. 166.



Mais, le lendemain 17 septembre, Duroc et Laforest reçurent des instructions de Napoléon : Bernadotte passera, de gré ou de force, par les États de l'Électeur de Cassel. « Tâchez de conclure ; pourvu que votre traité ne me lie pas les mains pour marcher de suite, je passerai par-dessus tout le reste. » Que Laforest « n'épargne point les espions; qu'il envoie des officiers, prussiens ou autres, pour observer ; qu'il prodigue l'argent, si cela est nécessaire [1] ».

Le 19, il se tint une grande conférence entre Brunswick, Hardenberg, Haugwitz, Moellendorf, Kalkreuth, Kleist [2]. Ce conseil délibéra d'armer très ostensiblement et de différer tout le reste : neutralité maintenue contre tous, alliance avec personne, médiation *in petto* et le Hanovre de toutes mains. Ni Duroc, ni Metternich, tirant chacun de son côté, n'obtinrent davantage [3]. Le 21 septembre, Frédéric-Guillaume écrivit à Alexandre en termes pathétiques : « Et vous, à qui je tiens par des traités solennels que j'ai remplis, par une amitié qui fait mon bonheur..., c'est par vous que mes premiers droits de souverain pourraient être compromis ! » Il refuse le passage, il décline l'alliance ; il accepte l'entrevue, « une de ses idées les plus chères, » depuis Memel ; au fond, il la subit ; il ne s'y rend qu'avec anxiété, redoutant le prestige, les séductions d'Alexandre. Il tremble pour sa neutralité, ainsi qu'une prude pour sa vertu, trainée, comme malgré elle, au rendez-vous.

Le courrier s'en allait à la rencontre du tsar quand, le 23, Alopeus, exécutant ses instructions, annonça que n'ayant point obtenu le passage, à la date indiquée par lui, les Russes entreraient de gré ou de force : 50,000 hommes par Varsovie, marchant sur Breslau ; 47,000 par Grodno, marchant sur la Prusse ; 25,000 en Poméranie, par mer. Ils sont annoncés pour le 28. Hardenberg se trouble. Les adju-

[1] A Talleyrand, 5 septembre ; à Duroc, 11 septembre ; Talleyrand à Duroc, 4 septembre ; rapport de Lucchesini, 13 septembre 1805. — RANKE, t. II, p. 217.

[2] Protocole dans RANKE, t. V, pièces.

[3] Rapports de Duroc, 18 septembre ; de Metternich, 20 septembre 1805.



rations du roi, l'armement de la Prusse n'ont donc point arrêté Alexandre ! Il prie Alopeus de le venir voir ; il le supplie d'éviter « la plus terrible des catastrophes » . Alopeus répond que les choses militaires échappent à sa compétence, et rompt l'entretien au bout de quelques minutes [1].

En rentrant chez lui il trouve un de ses attachés, qui arrive de Pétersbourg avec des ordres datés du 18 ; et tout est renversé. Alexandre charge Alopeus de déclarer que, « dans l'espoir de voir accepter par le roi le rendez-vous qu'il lui a proposé, il a suspendu l'entrée de ses troupes jusqu'à cette époque, convaincu que le roi n'hésitera pas à faire cause commune avec lui » . Alopeus court chez Hardenberg, où l'on fait quelques difficultés à l'introduire. C'est que Duroc et Laforest sont attendus d'un instant à l'autre. Hardenberg reçoit Alopeus dans un petit salon. Il traversait une de ces crises où tout moment de répit semble le salut ; il fit le Russe, il fit l'empressé, annonça qu'il se trouvait désormais à l'aise avec les Français ; qu'il aurait de quoi leur répondre ; qu'il attendait tout le bien possible de l'entrevue. Sur quoi, le voyant si disposé aux expansions, Alopeus lui demanda si l'on parlait toujours du Hanovre : « Ah ! répondit Hardenberg, il est question de bien plus ; on nous propose une alliance et beaucoup en sus ! » Mais il était impatient de voir débarquer les Anglais : « Personne ne peut les empêcher de reprendre leur propre pays. » Et, revenant à l'entrevue : « J'espère que nous pourrons en tirer parti. Qui sait si on n'entrainera pas le roi ?... »

Alexandre avançait à travers la Pologne. « L'enthousiasme était général, rapporte Czartoryski ; toute la Pologne était prête à se lever en masse » , à acclamer le tsar pour roi. Lord Gower, qui rejoignit le quartier général russe, dit que l'Angleterre ne s'y opposerait point, dans le cas où il s'agirait d'une reconstitution totale de la Pologne. Alexandre songeait aux compensations qu'il offrirait à l'Autriche pour la Gallicie,

[1] Ces détails, d'après le rapport de Metternich, du 27 septembre 1805.



qu'il lui prendrait. « Si je puis vous faire avoir la Silésie, vous pouvez compter sur moi », disait-il à l'envoyé autrichien. Mais comment compenser à la Prusse Varsovie et Posen, et cette Silésie dont on l'expulserait pour la donner à l'Autriche[1] ? La guerre en fournirait les moyens, aux Pays-Bas, en Hollande, sur la rive gauche du Rhin. Mais ces pays, bons à partager, étaient encore à conquérir ; pour en chasser Napoléon, le concours de la Prusse semblait nécessaire ; en commençant par la démembrer, n'allait-on pas la jeter dans l'alliance française qui, au lieu de l'exproprier, lui procurerait le Hanovre[2] ?

Dans les châteaux où il logeait, Alexandre charmait ses hôtes par sa courtoisie, parlant beaucoup, jamais d'affaires, empressé près des femmes. « Sa conversation, dit l'une d'elles, était simple et réservée ; on ne pouvait présumer qu'il eût de grands moyens, mais il était impossible de ne pas lui accorder de l'élévation dans les idées et une mesure infinie. » Ses officiers en observaient beaucoup moins ; hâbleurs, avantageux, ils demandaient aux belles Polonaises leurs commissions pour Paris... et au delà. Mais à mesure qu'il s'approchait de la frontière prussienne, Alexandre se sentait pris d'inquiétudes, de remords, de scrupules : violer le droit, rompre l'amitié, précipiter le bon roi dans le désespoir, perdre son renom chevaleresque aux yeux de la belle reine ; se jeter sur la Prusse, brutalement, à la Bonaparte ; humilier, arracher des pleurs ; provoquer, au lieu des embrassades émues, des regards de haine, des gestes d'horreur ; dépouiller cet Alexandre, le tendre et le magnanime, pour découvrir le machiavéliste et le conquérant ! Et pourquoi ? Si la Pologne était disposée à se donner, il la recevrait des mains mêmes du roi de Prusse, allié, reconnaissant et largement rémunéré aux dépens de la France et de ses auxiliaires allemands, traîtres à leur patrie !

[1] Czartoryski, t. I, p. 397-398 ; t. II, pièces. Mémoire de 1806, p. 143-147. — Oncken, t. II, p. 164-165. — *Mémoires de la comtesse Potocka*, p. 89. — Martens, t. II, p. 479. — Beer, p. 172, note.

[2] On retrouvera tous ces problèmes lors de la marche des Russes sur l'Allemagne en janvier 1813.



Il eut à Brzest, en Lithuanie, la lettre du 6 septembre, où Frédéric-Guillaume annonçait son acceptation de l'entrevue. Dès lors, les autres desseins se subordonnèrent à celui-là. Alexandre préférait ces jeux de théâtre à toutes les combinaisons des diplomates. Il en aimait les émotions, l'imprévu ; il en savourait le succès, où le charme de la personne opérait au moins autant que le prestige du souverain, la force des armées, l'habileté de la dialectique. C'était sa vocation d'artiste en l'art de mener les hommes. Il écrivit, le 27 septembre, à « son frère », et le mot ici n'était point seulement de protocole, qu'il suspendait momentanément la marche de ses troupes, « demandant au roi d'accélérer, autant que possible, le moment où elles pourraient traverser ses États ». Il expédia cette lettre par son aide de camp, le prince Dolgorouki. Le 30, il était à Pulavy, chez les Czartoryski : les Polonais lui préparaient un accueil enthousiaste à Varsovie. Il n'avait plus qu'un pas à franchir, Czartoryski le faisait roi de Pologne; la Prusse était sacrifiée : le cœur défaillit décidément au tsar. Il reçut la lettre de Frédéric-Guillaume, du 21 septembre, douloureuse, humble, mouillée de larmes : « Pardon, sire, si je vous ai peiné un moment, mais il ne m'est pas possible de conserver une arrière-pensée pour vous ! » Comment spolier ce suppliant? Il le relèverait, lui tendrait les bras, et, du même coup, lierait à l'armée russe les 200,000 Prussiens. C'en serait fait de Bonaparte, de sa fausse gloire, de ses usurpations et de la Révolution française. Alexandre médita cette phrase où Frédéric-Guillaume avait mis tout son secret : « A quelques destins qu'elle [votre route] vous conduise, on ne me fera jamais ni craindre votre puissance, ni bien moins encore mettre en doute votre loyauté ; » il répondit par cette autre où il enfermait toutes ses pensées de derrière la tête : « C'est sur une conformité absolue de principes et sur une amitié inébranlable de la part de Votre Majesté que tous mes plans ont été calculés... J'envisagerai le moment [de l'entrevue] comme un des plus heureux de ma vie; mais si mon cœur désire qu'il ne soit pas retardé, la situa-



tion des affaires ne le demande pas moins... » — « Forgeons le fer pendant qu'il est chaud », dit-il quelques jours après, et il résolut de partir pour Berlin. Enveloppée par les armées russes, enguirlandée par le tsar, la Prusse était prise ; mais elle ne se livrait pas encore. Napoléon, en la heurtant, la jeta dans les bras d'Alexandre.

V

Avant de quitter Paris, Napoléon organisa une sorte de régence. Il comptait gouverner de loin, en marchant, par les courriers, par les « portefeuilles » gonflés de rapports, bourrés de notes de police, qu'apporteraient des auditeurs au Conseil d'État ; mais il se pouvait présenter des conjonctures urgentes ; il fallait, *en cas d'événement*, pourvoir au nécessaire : ces mots s'entendaient alors de la mort de l'Empereur. Le « grand électeur », Joseph, ayant avec la présidence du Conseil d'État l'extérieur du pouvoir, l'ancien président du Comité du salut public, Cambacérès, en eut la réalité. Le 17 septembre, l'Empereur réunit le Conseil d'État en séance extraordinaire. Son langage rappela les temps de la Révolution et c'était bien celui d'un Empereur de la République française : « J'irai, à la tête [de mes armées], briser cette odieuse maison d'Autriche que je n'aurais pas dû épargner. Je la réduirai au rang de puissance secondaire... Mes alliés verront que... ma protection n'est pas vaine. Je ferai de la Bavière un grand État interposé entre l'Autriche et moi, et j'irai signer une nouvelle paix dans le palais de l'Empereur d'Allemagne. » Il annonce des rappels de réserves, des levées anticipées, la réorganisation des gardes nationales. Et, pour déjouer la politique des alliés qui consiste à séparer, aux yeux des Français, son ambition des intérêts de la France : « J'ai tout ce qu'il me faut, mais il faut prévoir les besoins d'une guerre qui peut se prolonger deux ou trois ans ; il faut, tandis

que je serai engagé au fond de l'Allemagne, que la nation me réponde d'elle-même, qu'elle garde ses places; qu'elle repousse, s'il est nécessaire, une descente, une tentative de l'ennemi sur nos côtes. Il faut donc ranimer son ancienne énergie, faire voir à l'Europe entière qu'elle s'associe à son chef... Je ne suis sur le trône que par sa volonté... Je suis son ouvrage, c'est à elle de le maintenir. » Ce n'étaient point des paroles de rhétorique. Les périls qu'il prévoyait ne se réalisèrent que quatre ans plus tard, à la suite du premier échec grave de ses armes, à Essling; mais il se rendait compte qu'un échec, toujours possible, entraînerait les conséquences qui se produisirent alors, le désarroi dans l'État, les Anglais sur les côtes, la nécessité d'en appeler au peuple et de mobiliser les gardes nationales.

La campagne de 1798 recommence. C'est sur Naples, comme alors, que porteront les premiers coups. Il importe de se libérer aux extrémités et de se concentrer en Italie, où Eugène et Masséna ne sont pas en force, devant les Autrichiens. Napoléon compte que Gouvion entrera à Naples dans le temps où lui-même passera le Rhin, entre le 23 septembre et le 7 octobre. Gouvion sera maître de Naples avant que le gouvernement sache même que les hostilités sont commencées. Il attendra, tenant les gens en peur et en soumission. Ce qu'il attendra, c'est un traité que Talleyrand dictera, à Paris, à M. de Gallo, et qui arrivera à Naples peu de jours après Gouvion Ce général aura disposé les esprits à le ratifier. Talleyrand fait venir Gallo et lui pose un ultimatum [1]. Le roi de Naples s'engage à observer la plus stricte neutralité, sur terre et sur mer; il repoussera les alliés, s'ils tentent de débarquer; il ne tolérera dans son armée ni Russes, ni Autrichiens, ni Anglais, ni émigrés français : à ces conditions, et dans le délai d'un mois après les ratifications, Napoléon évacuera le royaume. Gallo signe et expédie, en hâte, le traité le 21 septembre. Et Napoléon, le considérant comme acquis, écrit à Gouvion de

[1] Talleyrand à Napoléon, 21 septembre. — HELFERT, p. 180 et suiv. — LEFEBVRE t. II, p. 130 et suiv. — Texte dans DE CLERCQ, t. II, p. 124.

rejoindre Masséna, dès que les ratifications seront signées[1].

Ainsi fut fait. Gouvion reçut ses premiers ordres le 7 septembre, et se mit aussitôt en marche. Son approche terrifia la cour de Naples. Cette cour était alors en pleins pourparlers avec l'envoyé russe, Tatistchef; le 10 septembre, elle avait décidé de livrer toutes les places aux alliés. Elle n'eut plus qu'une pensée, se débarrasser de Gouvion-Saint-Cyr et le renvoyer à l'armée de Masséna : les Autrichiens s'en accommoderaient. Le 4 octobre, Alquier reçut le traité signé à Paris : il en exigea la ratification dans les vingt-quatre heures. Refuser, c'était la guerre immédiate; ratifier, c'était congédier Saint-Cyr et faire la place nette aux Russes et aux Anglais. On ratifie le 8 octobre et, le 14, Saint-Cyr se met en marche vers le nord. Le 11, par une déclaration signée de ses ministres, Luzzi et Circello, le roi avait fait connaitre à l'envoyé russe que le traité, imposé par la force, était vicié et nul de plein droit, et que, « loin de vouloir l'exécuter, il attendait avec impatience le moment où, avec l'aide de son fidèle allié, l'Empereur de Russie, il serait en mesure de mettre son royaume à l'abri des agressions de son ennemi naturel ». Napoléon ne s'en faisait aucune illusion. Alquier, d'ailleurs, l'en avait averti[2] : « Si les choses sont mal ici, ce mal est dans les maîtres. Il n'y a rien non plus à attendre du prince héréditaire : l'avenir est fermé pour nous; on sera constamment opposé à notre système ; il est donc désirable que le gouvernement de ce pays passe en d'autres mains. » Donc un coup de prestige. Gouvion va rejoindre Masséna; s'ils battent les Autrichiens, Napoléon fera bon marché de ces Bourbons ; mais si Masséna succombe, les Napolitains se lèvent, les Russes et les Anglais débarquent et montent au nord, et c'est, comme en 1799, la perte de l'Italie.

Jusqu'au 15 septembre, Napoléon n'avait disposé que la marche de son armée sur le Rhin et le Mein. C'est à partir de cette date que ses combinaisons se formèrent, d'après les

[1] A Gouvion, 23 septembre 1805.
[2] Rapport du 31 août 1805.



nouvelles qu'il recevait d'Allemagne et les mouvements de l'ennemi. Le 27, il écrivit à Bernadotte : « Avant le 12 octobre, l'Autriche sera déchue » ; et le 30, à Augereau : « Je vais partir cette nuit..., tourner Ulm. Malheur aux Autrichiens, s'ils me laissent gagner quelques marches ; ... mais je suppose qu'ils vont s'empresser d'évacuer la Bavière. »

Les alliés comptaient attaquer partout à la fois, à Naples, en Lombardie, en Allemagne; disperser ainsi les forces de Napoléon; battre, détruire ses lieutenants; jeter le désarroi en France; recommencer la campagne de 1799, Novi, en Italie, contre Eugène et Masséna; en Allemagne, Napoléon enveloppé, écrasé entre les Autrichiens, les Russes qui arrivent, les Prussiens que l'on se croit sûr d'entraîner et qui se jetteront sur ses flancs, lui couperont la retraite ; les Russes et les Anglais marcheront sur la Hollande ; une révolution à Paris, un débarquement des Anglais; des soulèvements en Vendée, en Belgique, suivront les premières nouvelles des défaites et précipiteront la catastrophe.

En Italie, où ils n'ont que 80,000 hommes, les Autrichiens envoient leur meilleur général, l'archiduc Charles[1]. En Allemagne, la direction supérieure est livrée à Mack : « l'idole du pays, le premier homme de la monarchie », aux yeux des Autrichiens[2] ; un niais militaire, aux yeux des Russes; présomptueux et malheureux, disait Napoléon.

Mack spéculant sur la politique et sur la guerre, en grand homme qu'il se figurait être, imagina que Napoléon laisserait une partie de son armée à Boulogne pour s'opposer à un débarquement des Anglais, et une autre, à Paris et dans l'Ouest, pour contenir les insurrections annoncées par tous les agents. Dans ces conjonctures et fort exposé, d'ailleurs, en Italie, il n'arriverait en Allemagne ni à temps, ni en force. Les Russes l'y devanceraient ; les alliés le pousseraient devant eux et le refouleraient sur le Rhin, et peut-être envahiraient-ils la France avant que les Français ne se fussent con-

[1] Ainsi, en 1866, l'archiduc Albert en Italie, et Benedek en Bohême.
[2] Lettres de Gentz, 21 octobre 1805, rétrospectif. STERN.



centrés [1]. Napoléon ne s'y méprend pas. Pour prévenir le coup et « environner l'ennemi de tous côtés [2] », il faut passer sur le territoire du Wurtemberg et il y passe; sur le territoire prussien d'Anspach, il y passe du même pas. Il est sûr de la tolérance du Wurtembergeois; mais le Prussien protestera, sans doute. Il fait compulser les précédents [3] : il s'en trouve toujours d'innombrables pour les violations du droit et dans le Saint-Empire plus qu'en aucun lieu du monde. Il écrit à Duroc, à Otto, à l'Électeur de Bavière, et le prie de s'entremettre [4]. Il ne doute pas que les Prussiens ne s'apaisent, aux raisons qu'il leur donnera. Il suppose que les menaces et les mouvements de la Russie vont les décider en faveur de la France. Il les juge perplexes, inertes, pusillanimes. Duroc a écrit, de Berlin [5] : « Certes, l'armée prussienne n'est rien moins que prête à entrer en campagne. » Napoléon la sait à la merci de l'événement, et l'événement, il le précipite.

Le 5 octobre, il apprend l'arrivée des Russes à Vienne; il a peine à y croire; mais il se hâte, en conséquence. Ce jour-là même, il signe le traité d'alliance avec le Wurtemberg, qui fournira de 8 à 10,000 hommes [6]. Quelques jours après, le traité avec la Bavière est ratifié et procure 20,000 auxiliaires bavarois. Mais, par contre-coup, il a décidé les Prussiens contre lui. Le point d'honneur a opéré ce que n'avaient pu produire ni la peur ni l'intérêt.

Le 6 octobre, Frédéric-Guillaume, assisté de Hardenberg, avait reçu, à Potsdam, à dix heures du matin, Dolgorouki, porteur du message d'Alexandre du 27 septembre [7]. Dolgorouki promit, au nom de son maître, de procurer un subside

[1] FOURNIER, *Napoleon*, t. II, p. 71 et suiv.

[2] A Bernadotte, 2 octobre; à Soult, 3 octobre 1805.

[3] Sur ces précédents, voir ONCKEN, t. II, p. 182, note. — RANKE, t. I, p. 153. — HÜFFER, p. 167-168.

[4] 2, 3, 4 octobre 1805.

[5] Rapport du 18 septembre 1805.

[6] DE CLERCQ, t. II, p. 126.

[7] *Mémoires de Hardenberg*, RANKE, t. II, p. 253 et suiv. — ONCKEN, t. II, p. 189. — HÜFFER, p. 166 et suiv. — METTERNICH, *Mémoire*, t. I, p. 44, et rapport du 7 octobre 1805.

anglais de 1,250,000 livres par an pour 100,000 hommes : il demanda une médiation de la Prusse, d'abord; une alliance ensuite, si la médiation échouait. Le roi demeura impassible; rien ne put l'arracher « à son rêve chéri de neutralité ». — « Retournez près de l'Empereur votre maître, et faites-lui connaître mon inébranlable résolution, dit-il à Dolgorouki. Je serai contre quiconque rompra, par la violation de mon territoire, ma neutralité. » Hardenberg qui s'était fait fort de la médiation, sinon de l'alliance, sortit de cette audience, profondément déçu.

Il traversait les salles du palais, méditant une démission, lorsque, tout à coup, le roi le fit rappeler dans son cabinet. Une estafette venait d'arriver, apportant la nouvelle de l'entrée des Français à Anspach, le 3 octobre. Le roi lui dit : « Les choses ont changé de face; allez de ce pas chez le prince Dolgorouki. Je le chargerai d'une lettre par laquelle j'annonce à l'Empereur que je lui ouvre les frontières de mon royaume[1]. » Il s'emporta d'abord d'une colère d'homme faible qui se voit jugé à sa mesure, que le mépris encore plus que l'insulte jette hors de lui-même, et qui ne se reconnait plus. Son premier mouvement fut d'envoyer sur l'heure des passeports à Duroc et à Laforest. Ce fut à Hardenberg de le retenir; l'armée n'était pas prête, les Russes n'étaient pas arrivés. Le roi se radoucit, s'enorgueillissant, au fond, qu'on eût désormais à le modérer. Napoléon forçait Frédéric-Guillaume à vouloir; mais il dégageait, en ce roi, une disposition cachée plutôt qu'il ne la suscitait. Frédéric-Guillaume se décida, sans doute, sous l'affront, mais l'affront le poussa du côté où il penchait.

La nouvelle de la violation de territoire se répandit dans Berlin et l'opinion, du coup, se prononça. Les militaires se déclarèrent aussi violemment antifrançais que, naguère, ils se montraient antirusses. On se fit gloire de ne point imiter la conduite honteuse du Wurtemberg, de la Bavière, la grande

[1] Rapport de Metternich, 7 octobre; d'Alopeus, 6 octobre; de Laforest, 9 octobre.

trahison de l'Allemagne par ses princes : la Prusse, au moins, resterait fidèle à « la patrie » .

Un conseil de ministres et de généraux se réunit le lendemain, 7 octobre ; il émit l'avis que l'acte de Napoléon déliait la Prusse de tout engagement avec la France ; qu'il en serait donné avis à Napoléon, qu'Alexandre en serait informé ; que le passage serait accordé aux Russes, que les troupes prussiennes occuperaient le Hanovre. Le 9, les mêmes conseillers se prononcèrent pour la neutralité armée, et le roi écrivit à Alexandre : « Un événement inattendu a donné à toute ma manière d'envisager les affaires une tendance nouvelle, mais décisive... Tous mes devoirs sont changés. Si quelque chose me console, sire, c'est qu'ils vont s'identifier aux vôtres. J'ignore si, à la suite des premières mesures que j'ai prises, la rupture formelle éclatera sur-le-champ, ou si j'aurai le temps encore d'en concerter l'époque avec Votre Majesté. »

Prévenus par leurs informateurs, Duroc et Laforest payèrent de contenance. Mais les précédents allégués par Napoléon parurent une impertinence ajoutée à l'outrage [1]. « Sa Majesté, répondit Hardenberg à Laforest, ne sait si elle doit s'étonner davantage des violences que les armées françaises se sont permises dans ses provinces, ou des arguments inconcevables par lesquels on prétend les justifier... Le roi se considère comme libre de toute obligation antérieure au moment présent... Il n'a plus d'autres devoirs que ceux de sa propre sûreté et de la justice universelle. Voir l'Europe partager la paix qu'il aspire à conserver à ses peuples... consacrer à ce grand ouvrage sa *médiation active*, tel sera son premier devoir. » Quant au Hanovre, il ordonne à Brunswick de l'occuper, et charge Hardenberg d'en avertir verbalement Laforest quand l'opération sera en train. Brunswick prit aussitôt ses mesures. « Hardenberg m'a informé confidentiellement que le roi a passé de notre côté avec toutes ses forces

[1] Lettres de Napoléon à l'Électeur de Bavière, à Duroc, à Otto, 12-13 octobre ; rapport de Laforest, 19 octobre 1805. — Note prussienne à Laforest, 14 octobre. BAILLEU. Cf. RANKE, t. II, p. 288, 292.

militaires, écrivait Metternich, le 15 octobre. Il faut quatre à cinq semaines pour que l'armée puisse être réunie dans le pays de Bayreuth. C'est à cette époque que la colonne russe qui traverse la Silésie peut également avoir atteint les frontières de Bohême, et que les armées réunies pourraient, de ce côté, agir dans un sens offensif convenu. »

Mais ils comptent sans Napoléon. Le 8 octobre, ses marches ont été si précises, si rapides, que Mack est coupé de Vienne ; toutefois l'approche des Russes se confirme, et l'armée française court le risque d'être prise entre deux feux. Napoléon se couvre du côté des Russes et marche sur Mack. « Il ne s'agit pas de battre l'ennemi, il faut qu'il n'en échappe pas un... Cette journée doit être dix fois plus célèbre que celle de Marengo...[1]. » Le 14 octobre, Ney bat les Autrichiens à Elchingen ; Ulm est investi.

Le lendemain au soir, arrivèrent à Berlin des courriers de l'armée autrichienne : la défaite d'Elchingen, Mack enveloppé dans Ulm. Le roi se sent troublé, il retombe dans ses perplexités, il regrette la neutralité. Hardenberg qui s'est trop avancé, qui a trop poussé à la guerre, se sent ébranlé. Lombard, qui avait tâché, en vain, d'accommoder le différend, remonte en crédit. Haugwitz, qui passe pour l'homme de la paix, ou tout au moins de la neutralité, rentre en qualité d'adjoint au ministère des affaires étrangères. Il y aura désormais deux ministres comme il y a deux tendances : l'un, Haugwitz, pour la conciliation ; l'autre, Hardenberg, pour la lutte. L'un négociera avec Napoléon, l'autre avec Alexandre. Ce dédoublement du ministère sauvera les apparences de la duplicité. Metternich qui confère avec Hardenberg, le 17 octobre, le trouve tout changé, atermoyant, parlant de médiation. « Laquelle ? demande Metternich. Celle que nous avons proposée, dans le sens du traité du 11 avril ? Le roi a donc l'air de vouloir être médiateur dans sa propre cause ! [2] »

[1] A Soult, 12 octobre 1805.
[2] Rapport de Metternich, 18 octobre 1805.



« Nous sommes déjà, pour ne pas nous faire d'illusion, sur un pied de guerre avec la France », dit le roi à Lombard [1]. Mais les ardents insistent : la Prusse assurerait la victoire des alliés ; en différant, elle se voue aux vengeances de Napoléon. S'ils désarment, ils se livrent, ils se déshonorent! Ils dérivent ainsi vers la guerre, en soupirant et détournant les yeux. Frédéric-Guillaume avait accordé le passage aux Russes, accepté l'entrevue avec Alexandre. Il voudrait maintenant retenir les Russes à la frontière, ajourner l'entrevue. Alexandre ne le permet pas. Au reçu de la lettre du roi, le 19 octobre, il lui répond : « Pardonnez, sire, si je mets de côté toutes les formalités; mais, c'est mon cœur qui a besoin de vous parler... Sire, il lui est impossible de renoncer à la jouissance de vous exprimer de bouche [ma reconnaissance]... Je sens parfaitement toutes les raisons qui rendent votre présence à Berlin indispensable et, pour concilier les deux choses, c'est moi, sire, qui viendrai me présenter chez vous. »

Pendant qu'il s'y achemine, Napoléon a frappé. Le 19 octobre, Mack a capitulé avec 32,000 hommes. Le plan des Autrichiens est bouleversé. Ils rappellent, en hâte, d'Italie, l'archiduc Charles.

C'est, pour Napoléon, un grand succès de prestige. Un instant, il se flatte d'en tirer une combinaison qui, en quelques semaines peut-être, achèverait la campagne et le rendrait maître des affaires. La capitulation de Mack l'a trompé sur la valeur des Autrichiens : il les croit plus désarmés, plus accablés qu'ils ne le sont en réalité. Il se flatte de les amener à traiter : « Je donne un conseil à mon frère d'Allemagne. Qu'il se hâte de faire la paix. C'est le moment de se rappeler que tous les Empires ont un terme; l'idée que la fin de la dynastie de la maison de Lorraine serait arrivée doit l'effrayer. Je ne veux rien sur le continent. Ce sont des vaisseaux, des colonies, du commerce que je veux, et cela vous est avantageux comme à nous. » Il le dit à Mack ; il le publie dans le *IX[e] Bulletin*, le

[1] Lombard à Hardenberg, 19 octobre 1805.

21 octobre, ignorant qu'à cette heure la France n'a plus de marine et que le grand dessein sur les colonies s'est évanoui à Trafalgar[1]. S'il effraie ainsi et attire du même coup François II, il le sépare d'Alexandre; alors, n'ayant plus devant lui qu'un corps russe qu'il estime à 30,000 hommes, il le détruit, offre la paix, l'alliance même à Alexandre et le gagne au prix de la Pologne, au prix de l'Orient. Czartoryski l'avait prévu[2]. Quant à la Prusse, instruit que décidément elle refuse l'alliance, il se flatte de la tenir en respect le temps nécessaire pour en finir avec les Autrichiens, par les armes ou les négociations, pour isoler ou enchaîner les Russes. « Ayez soin de respecter le territoire prussien, écrit-il à Murat. J'ai déjà des querelles assez sérieuses avec cette puissance... J'ai de grands intérêts à la ménager[3]. » Et il marche sur Vienne : le 22 à Augsbourg; le 24 à Munich où la société l'acclame, à l'Opéra; le 28, il passe l'Inn, le 29 il occupe Salzbourg.

Mais, à mesure qu'il s'enfonce en Autriche, il se sent plus menacé par les Prussiens, il juge l'ennemi plus redoutable. Le Russe a l'élan, l'audace; l'Autrichien recule, mais ne s'égare point en déroute. Le Prussien est arrogant. Ses troupes sont intactes : c'est une armée que Napoléon a devant lui, s'il ne prévient la jonction des Russes et des Autrichiens; c'est une autre armée, la prussienne, qui le menace sur ses flancs. Le 27 octobre, il écrit à Joseph : « Avant quinze jours, j'aurai en tête 100,000 Russes et 60,000 Autrichiens, venus soit d'Italie, soit des autres corps... La Prusse se conduit d'une manière assez équivoque... Si la guerre se prolonge, il faut que je calcule sur une forte armée à laisser dans le Nord, pour protéger la Hollande. » C'est que, de Berlin, on ne lui écrit plus; depuis quinze jours, il est sans nouvelles. Il décide de rappeler Duroc, l'alliance étant manquée; mais, en se retirant, Duroc fera un dernier effort d'accommodement, doublé

[1] 20 octobre; Nelson détruit les flottes française et espagnole.

[2] Voir ci-dessus, p. 444.

[3] Talleyrand à l'Empereur, 4 et 10 octobre, BERTRAND : *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon*. — Napoléon à Murat, 20 octobre 1805.

de menaces. Il demandera une audience de congé et dira au roi : « Sire, vous avez dans l'Empereur un ami capable de venir des extrémités du monde à votre secours. L'Empereur est peu connu en Europe : c'est plus un homme de cœur encore qu'un homme de politique. » Laforest remettra une note à Hardenberg : « L'Empereur ne tient pas au Hanovre, mais il faut qu'on y mette des formes... il est incalculable ce que peut faire l'Empereur;... l'Empereur sait bien que Frédéric, avec la Prusse, a résisté à l'Europe entière; il vaut mieux que Frédéric, et la France que la Prusse; le Comité de salut public a résisté aussi à l'Europe entière, et tout le monde sait que l'Empereur a des armées différentes de celles du Comité de salut public. »

Craignant un coup de main sur le Hanovre, il ordonne au général Barbou, qui y commande, de s'enfermer dans les forteresses, de n'en laisser approcher personne, de ne rendre Hameln que sur un ordre de lui, porté par un de ses aides de camp. — « Je ne pense pas, écrit-il à Otto, à Munich, que les Prussiens aient l'audace de se porter en Hanovre pour arracher mes aigles ; cela ne pourrait se faire sans du sang. Les drapeaux français n'ont jamais souffert d'affront. Je ne tiens pas au Hanovre, mais je tiens à l'honneur plus qu'à la vie [1]. »

Ce même sentiment, l'honneur des armes, l'honneur monarchique, jetait alors la Prusse dans la coalition.

VI

Alexandre arriva, le 25 octobre, à Potsdam. Il y trouva la nouvelle de la capitulation d'Ulm. Sa seule apparition rasséréna tout le monde. Il ôta le poids qui pesait sur les cœurs,

[1] A Duroc, à Otto, 24 octobre 1805. — Voir le projet de lettre à Frédéric-Guillaume, 27 octobre.



tant d'années de neutralité rampante! Dans la fierté où les monte cette puissante alliance, leur présomption naturelle se ranime : la capitulation de Mack, qui rendit pensifs les politiques, ne parut plus à la cour, à l'armée, qu'un incident fâcheux, une mésaventure à l'autrichienne. Ils étaient si certains, désormais, de couper Napoléon, de l'envelopper, de le saisir au filet, entre deux feux! Frédéric-Guillaume ravi, hors de lui-même, emporté dans le tourbillon, plus confus encore du personnage subalterne qu'il joue en son propre royaume; sans fierté de vouloir parce qu'il ne veut que par la volonté d'autrui; gauche, mélancolique, prend la place qu'il occupera désormais, celle de *roi à la suite* dans les coalitions et de *roi à côté* dans le cortège d'Alexandre. La reine, exaltée, le croit transfiguré comme elle l'est elle-même; enguirlandée et captivante, enchantée « des procédés délicats et généreux de l'adorable souverain[1], » elle s'élance, avec son désir passionné de plaire, dans une carrière nouvelle, flatteuse à son âme, la coquetterie de l'héroïsme après la coquetterie de l'enthousiasme; entrainant le roi, la cour, l'armée; acclamée par le peuple, le beau rôle que Marie-Antoinette aurait voulu jouer pour sauver le trône de son mari, l'héritage de son fils!

Alexandre occupa tout de suite, naturellement, la première place, au centre de la cour, au centre des affaires; recevant, commandant, négociant, non en voisin ou en allié, mais en empereur, en suzerain chez le premier de ses grands vassaux. Tandis que la famille royale redouble de prévenances et Alexandre de courtoisie chevaleresque, les ministres confèrent. Czartoryski accompagnait le tsar, Alopeus et Dolgorouki étaient à Berlin : ils travaillent avec Hardenberg et Haugwitz. Metternich se tient aux aguets, surveillant, conseillant. Pénétré de son propre génie, et comme infatué déjà de la brillante destinée qu'il se ménage, c'est un de ces Autrichiens souples, intelligents et tenaces, qui ne renoncent

[1] Lettre de Memel, 1807, rétrospective. *Société d'histoire de Russie*, tome LXXXIX.



jamais. Plein de mépris pour les principicules félons de Wurtemberg, de Bade, de Bavière, ces monarques inavouables qui ont « répudié » l'Allemagne, il tient l'alliance prussienne pour nécessaire « au grand objet de toute réunion raisonnable contre la France » ; jugeant comme tout le monde à Vienne, à Pétersbourg, à Londres, à Berlin, que « sans le concours complet et constant de la Prusse, la France ne peut pas être renvoyée dans ses anciennes frontières » ; que la France ne succombera que si elle est attaquée simultanément sur ses deux flancs, par l'Autriche et par la Russie, en Suisse, en Italie, dans le sud de l'Allemagne; au nord, par l'Angleterre, la Suède et 150,000 Prussiens; que la guerre enfin ne se fera pas pour « maintenir le *statu quo*, mais pour le changer » ; et que ce doit être le principe fondamental de toute entreprise de l'Europe contre la France.

Il reçoit, le 26, un courrier de Vienne avec une lettre pour le tsar. Il sollicite une audience et l'obtient pour le 27. Les souverains sont venus à Berlin où « il y a grand couvert sur le service d'or, auquel sont admises toutes les personnes ayant le titre d'Excellence ». A quatre heures, Alexandre tient un cercle où Alopeus lui présente tous les ministres, sauf les envoyés de France, de Bavière et de Wurtemberg. Il reçoit Metternich « dans son appartement [1] ». C'est la première rencontre entre ces deux hommes, dont l'un est déjà le maître omnipotent de la Russie, dont l'autre deviendra le meneur tout-puissant de l'Autriche, destinés à combattre Napoléon, à l'abattre, à accomplir l'œuvre qu'ils méditent et concertent, dès lors : refouler la France dans ses anciennes limites, anéantir la Révolution française dans ses effets; tour à tour alliés contre Napoléon ou alliés avec lui l'un contre l'autre, mais dans l'hostilité même ne se nuisant jamais, trompant toujours Napoléon; plus redoutables peut-être à la France amis qu'ennemis; souvent en rivalité, en lutte de prestige et d'influence, mais rivalisant aussi de souplesse, d'astuce, de ténacité dans

[1] Rapport de Metternich, 29 octobre 1805. ONCKEN, *O. und. P.*, t. II, p. 582 et suiv.



l'entreprise ; l'un, sous les apparences du mysticisme romanesque; l'autre, sous le masque de la galanterie et frivolité mondaines; tous les deux « féministes », hommes à bonnes fortunes; mais, dans les affaires politiques, raffinés, et partenaires d'une suprême élégance dans cette partie où se joue, avec la destinée de l'Europe, l'existence de milliers d'Européens.

Alexandre vint au-devant de Metternich. « Vous êtes, sire, dit l'Autrichien, à la suite de la plus généreuse, en même temps que la plus heureuse des résolutions, sur les lieux mêmes de nos longues et arides négociations : ce qui ne nous était pas réservé, a dû l'être au sauveur de l'Europe... — Cela ira, répondit Alexandre... Vous avez parfaitement bien mené la barque; il s'agit maintenant de lui donner le dernier coup. J'ai trouvé beaucoup de bonnes dispositions. Moellendorf pense à merveille; même Haugwitz s'est très franchement expliqué vis-à-vis de moi, il est enchanté de votre Empereur. J'ai surtout trouvé la reine plus courageuse que je ne croyais... Tout doit se faire. Ils tiennent à leur idée de médiation; nous verrons : cette médiation ne saurait être qu'un *ultimatum* que Bonaparte, assurément, n'acceptera pas, et nous en tirerons, dans ce cas, une insolente réponse, avant les trois semaines qu'il leur faut pour avoir ici toutes leurs armées sur les lieux [1]. » Metternich presse le tsar de leur forcer la main. Il lui dénonce « la constante envie de cette cour de trainer en longueur ce qu'elle voit ne plus pouvoir refuser ». Le tsar atténue les défaites, Elchingen, Ulm : « Vingt mille hommes ne font pas la puissance autrichienne! » — « Les causes, dit Metternich, tiennent en grande partie à l'inconcevable défection d'un des plus puissants princes de l'Europe, et à un procédé de Bonaparte qui, à ce qu'il faut espérer, lui sera payé à usure. — Ah! reprit le tsar, avec vivacité, quant à l'Électeur de Bavière, mon cher parent, nous le pincerons, j'espère,

[1] Ainsi, en 1813, au temps de l'armistice et du congrès, juin-août, les rôles étant renversés, la Prusse liée à la Russie et l'Autriche jouant, mais très habilement, le jeu que la Prusse tente, faiblement et gauchement, en 1805.

d'importance ; il n'y a pas un exemple plus infâme dans les annales de la guerre. »

Le soir, toute la cour se rendit à l'Opéra où l'on donna *Armide* « avec ses ballets ». La salle acclama le tsar et le roi. Les envoyés de France et de Bavière assistaient, dans leurs loges, à ces démonstrations, sur le sens desquelles ils ne pouvaient se méprendre[1]. Duroc, cependant, se flattait que la modération l'emporterait encore ; que la médiation prussienne n'exigerait de Napoléon que les concessions décidées par Napoléon lui-même, dupé, comme le furent tant d'autres, jusqu'à la fin, par les propos équivoques et vagues, par l'artifice qui consistait à présenter comme l'*ultimatum* de la paix immédiate et définitive ce qui n'était que le *minimum* des conditions exigées, le moyen de suspendre la marche de guerre, d'amorcer les négociations de la paix, où se découvriraient, au fur et à mesure, les exigences réelles. Le 30 octobre, on vit apparaître l'archiduc Antoine porteur d'une lettre de François II, appel désespéré au roi. Le lendemain, Duroc reçut les dernières instructions de Napoléon et prit congé du roi dans les termes qui lui étaient prescrits.

Alexandre aurait désiré une accession pure et simple de la Prusse au traité du 11 avril[2]. Les Prussiens s'y refusèrent avec obstination. L'aventure d'Ulm leur donnait à réfléchir. Ils tenaient à leur médiation qui leur procurerait le temps d'armer et leur laisserait la faculté de n'intervenir qu'au bon moment, presque à coup sûr, après un échec des Français : ils décideraient alors de la défaite complète de Napoléon, se feraient les pacificateurs de l'Europe, les sauveurs de l'Allemagne. Si Napoléon continuait de l'emporter ou s'il bâclait sa paix avec l'Autriche, pour se rejeter sur les Russes ou traiter avec eux, ils sauraient, par cette même médiation, adroitement déguisée et atténuée, se ménager une retraite habile,

[1] Lettres de Duroc, 27 et 30 octobre 1805.

[2] Metternich à Colloredo, 31 octobre, 4 novembre 1805. Metternich, t. II. — ONCKEN, t. II, p. 191. — FOURNIER, t. II, p. 77. — HÜFFER, p. 174-178. — RANKE, t. I, p. 532, et t. II, p. 324 et suiv. — MARTENS, t. II, p. 479 ; t. VI, p. 367 et suiv.



peut-être même fructueuse. Il fallut bien en passer par où ils voulaient : la médiation avec l'accession éventuelle à l'alliance, si la médiation était repoussée par Napoléon.

Dans ces termes mêmes, le traité ne laissait point d'être un ouvrage laborieux. Les diplomates conférèrent trois jours entiers et jusque dans les nuits. On convint, en principe, que la Prusse proposerait à Napoléon les conditions d'une paix générale — les conditions essentielles du traité du 11 avril. — Ils attendraient la réponse jusqu'au 15 décembre. La Prusse aurait alors 180,000 hommes sur pied et, en cas de refus, très vraisemblable, de la part de Napoléon, elle se joindrait aux alliés. Metternich essaya vainement de persuader les Prussiens d'exiger une réponse dans les quarante-huit heures. Autrement, disait-il, Bonaparte nous mettra « hors de jeu l'un après l'autre » ; il n'aura « qu'à trainer à sa suite l'envoyé prussien, à avoir l'air de ne pas refuser d'entendre nos propositions, dans l'espoir que le parti pris par la Prusse mollirait à mesure que le danger devrait être plus directement combattu par elle ». Sur quoi, les Prussiens de se récrier : « Nous ne pouvons pas battre l'ennemi avant de l'avoir atteint ! » Puis vint l'éternelle affaire du Hanovre : la Prusse, qui redoutait un voisinage avec la France, offrait d'échanger contre cet électorat ses provinces westphaliennes, au delà du Weser : l'Angleterre y gagnerait les ports d'Emden, les côtes de la mer du Nord, les moyens d'agir plus directement sur la Hollande.

Les actes furent signés, à Potsdam, dans l'appartement d'Alexandre, le 3 novembre : ils consistaient en des *déclarations* du tsar et du roi de Prusse, auxquelles, le jour même, adhéra Metternich : elles comprenaient les *articles ostensibles* du pacte ; il s'y joignait une *convention* du tsar et du roi sur la marche à suivre en commun à l'égard de la France ; puis une *déclaration additionnelle* de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, contenant les articles séparés et secrets.

Les *articles ostensibles* posent la médiation prussienne, fondée sur les traités. La France *pourra* garder les limites de la paix de Lunéville et ce que l'Autriche a pu céder depuis ;



le roi de Sardaigne recevra une indemnité, aux dépens soit de la République italienne, soit de l'État de Gênes, avec Parme, Plaisance, une partie de Modène, Lucques; l'indépendance et l'évacuation immédiate, après la paix, des États de Naples, de la Hollande, de la Suisse, de l'Empire germanique. L'Autriche sera étendue au Mincio, avec Mantoue; le royaume de Lombardie ne pourra être réuni à la France. Napoléon promettra de ne point inquiéter l'Empire ottoman, par suite de l'union de cet empire avec la Russie; un armistice général mettra fin aux hostilités; un congrès réglera la paix et organisera, pour la maintenir, un concert entre les puissances alliées [1].

Un délai de quatre semaines sera accordé à Napoléon pour accepter ou refuser. S'il accepte, mais on le croit trop clairvoyant pour accepter [2], ce ne sera pas la paix aux conditions qu'on lui pose, ce sera simplement l'ouverture des négociations avec ces conditions comme entrée en matière, et l'on verra paraitre le fin des choses : l'Angleterre est liée à la Russie et l'Autriche par le traité du 11 avril et toute sa série d'articles séparés et secrets; elle n'adhère point aux déclarations de Berlin, l'intervention de la Prusse ne l'engage à rien; cependant, ni la Russie ni l'Autriche ne peuvent négocier la paix sans elle, elles l'appelleront donc aux conférences de la paix. L'Angleterre y dévoilera ses conditions, c'est-à-dire les articles secrets du traité du 11 avril, auxquels, d'avance, l'Autriche et la Russie ont accédé; elles seront forcées de les soutenir. Les *bases* présentées par la Prusse disparaitront, ou plutôt elles s'étendront étrangement. Napoléon sera pris dans l'engrenage, il aura perdu ses avantages militaires et, s'il rompt la négociation entamée à des conditions « modérées », le public, en France, ne le lui pardonnera pas. Ce calcul, qui fut celui de 1813, à Prague et à Francfort, ne pouvait réussir qu'à la suite d'une défaite de Napoléon. Les alliés comptent

[1] Voir ci-dessus, p. 416-419, l'analyse du traité du 11 avril et l'équivoque des articles ostensibles.

[2] Voir ci-dessus, p. 442, la lettre du chancelier Woronzof.

qu'il refusera, que son refus rendra la guerre impopulaire, et ils prennent leurs mesures pour le contraindre, avec l'appui de l'opinion en France. La Prusse marchera avec 180,000 hommes. L'Angleterre lui payera des subsides. A la paix, « on procurera à la Prusse une frontière plus sûre que celle qu'elle a actuellement, soit par des acquisitions, soit par des échanges ». Le plan de campagne sera combiné, et les opérations seront dirigées, d'un point central, à convenir, « jusqu'au moment où l'ennemi, replié sur la rive gauche du Rhin, permettra de convenir et de concerter des mesures propres à l'état des choses d'alors ».

Ces lignes, qui renferment le secret des alliés, trouvaient leurs commentaires dans le traité du 11 avril et dans les conversations entre Allemands et Russes qui précédèrent les actes du 3 novembre : c'était le refoulement de la France « dans ses anciennes limites, ou toutes autres », qui ne serait possible qu'*alors* et dont on était bien décidé à ne parler qu'*alors*[1]. Une part éventuelle y était réservée à la Prusse. C'était le troc du Hanovre contre les possessions prussiennes de l'Ost-Frise, qui faciliterait la reprise de la Hollande, « sans compter, ajoutait Hardenberg, sur le cas possible qu'une guerre heureuse permît à la maison électorale (de Brunswick) des acquisitions vers la Meuse, sur les anciennes provinces prussiennes au delà du Rhin, le duché de Juliers, etc. ». Ainsi se définissait ce feint respect de la limite du Rhin et des frontières de la paix de Lunéville[2].

Le plan de campagne consistait en ceci : occupation du Hanovre, blocus de Hameln, négociations militaires avec la Hesse et la Saxe; marche des Prussiens du Hanovre dans le pays de Fulda, de Meiningen et de Cobourg; mouvements concertés des Russes et des Prussiens en Hanovre, des Hessois

[1] C'est ce qui advint en 1813. Les actes de Kalisch, Reichenbach, Tœplitz ne sont que le développement de ceux de 1805, et la politique des alliés, de Prague à Francfort, n'est que l'application des desseins conçus à Pétersbourg et à Potsdam.

[2] HARDENBERG, *Mémoire relatif à l'acquisition du pays de Hanovre à la suite du traité de Potsdam*. — RANKE, t. V, p. 178, pièces.

et des Prussiens sur le Rhin, autour de Mayence, des Prussiens et des Saxons en Franconie.

La *déclaration additionnelle* spécifiait les avantages de la Prusse : la Russie lui promettait ses bons offices pour lui procurer le Hanovre, soit par un troc, soit de toute autre manière. Si l'Angleterre s'y prête et paye des subsides pour toute l'armée prussienne, pendant toute la durée de la guerre, la Prusse s'engage à ne faire ni paix ni trêve que d'un commun accord avec l'Angleterre. Si l'Angleterre refuse, la Prusse n'en combattra pas moins, mais elle n'aura pas d'autre devoir que de prévenir la Russie six mois d'avance, si sa sûreté et le manque d'argent l'obligent à traiter avec la France. Metternich contresigna également cette déclaration additionnelle.

Alexandre quitta Potsdam à la suite d'une de ces scènes théâtrales qu'il se plut, dès lors, à donner en dénouement symbolique à chacune des grandes « journées » du drame qu'il se composait à lui-même et présentait en spectacle au monde. Au moment de partir, le 3 novembre, vers minuit, il exprima le désir de visiter le tombeau de Frédéric. Ce tombeau — un sarcophage de métal nu — se trouve dans un caveau étroit et sombre, pratiqué sous la chaire de l'église de la garnison, à Potsdam ; un autre tombeau de marbre noir, celui du père, Frédéric-Guillaume Ier ; l'épée du grand roi. Rien de plus depouillé, de plus austère que ce dortoir éternel du roi philosophe, sorte de purgatoire du néant. Les souverains s'y rendirent, dans la nuit froide, à travers les cours désertes. Alexandre entra, accompagné de Frédéric-Guillaume et de la reine Louise, s'inclina silencieusement, déposa un baiser sur le cercueil, resta un instant à contempler, sous les reflets des lumières fumeuses et tremblantes, ces tombes obscures qui cachaient des chairs desséchées et vides d'âme ; cette épée qu'aucune main ne tenait plus, enveloppe inerte, vains simulacres du génie évanoui ; puis, « très simplement », prit congé de ses hôtes et s'éloigna dans la nuit.

Brunswick, le Mack de la Prusse, un de ces Allemands



amis « des lumières », idoles des philosophes, qui jugeaient usurpée la réputation militaire de Napoléon et se croyaient de taille à le ramener à sa mesure, ne voulait point que l'on entamât l'affaire avant le 15 décembre. On ne se pressa donc point de mettre en route Haugwitz qui devait porter l'*ultimatum* et négocier la médiation. On lui dressa, ou plutôt il se dressa lui-même des instructions minutieusement combinées [1]. « En partant le 13 et en employant douze jours pour le voyage, j'arriverai près de Napoléon le 25. Avec lui, il est peu permis de compter sur les délais, il n'en admettra guère pour les négociations; je mets quatre jours. S'il refuse d'accepter les propositions, il ne reste d'autre moyen, pour empêcher la rupture qui s'ensuivra sur-le-champ, que d'écouter les idées que l'Empereur présentera à son tour et de me charger de les porter moi-même à la connaissance du roi. En ce cas, et en employant de nouveau dix jours pour le voyage, je pourrais être de retour le 9 décembre, et s'il réussit de suivre cette marche, il en résultera le double avantage que Napoléon n'apprendra la détermination du roi pour la guerre qu'après le 15 décembre, et que Sa Majesté saura, le 10 décembre, qu'elle est inévitable... Il reste à prévoir encore que, réduite aux abois, la cour de Vienne fasse sa paix particulière avec la France... Dans un tel cas il conviendrait, je pense, de redoubler de soins afin de calmer l'humeur que l'Empereur des Français aura conçue de l'armement de la Prusse et qu'il ferait doublement éclater alors. Il faudrait surtout s'appliquer à gagner du temps. »

Avant de partir, il ne manqua pas de visiter Laforest. Comme ce ministre s'inquiétait des bruits qui couraient d'une alliance avec la Russie, Haugwitz répondit « que les Russes se vantaient beaucoup; qu'il était *faux qu'il existât un traité ou des conventions* de ce genre entre les deux souverains ». — « Il n'a pas dit tout à fait qu'il n'y avait pas eu de promesse arrachée, mais il s'est jeté dans des demi-phrases dont le sens portait

[1] Mémoire du comte de Haugwitz, pour lui servir d'instruction lors de son voyage à Vienne. Ranke, t. V, p. 185. — Cf. *id.*, t. I, p. 540. — *Mémoires de Hardenberg*, t. II, p. 343.

qu'on avait essayé d'entraîner le roi... mais qu'il ne ferait jamais rien contre ses intérêts... » Il n'existait, en effet, ni traité ni convention d'alliance, puisque l'on avait eu le soin de donner aux actes d'alliance le titre de *déclarations*, et que la *convention* signée était purement militaire. Hardenberg, pour compléter l'illusion, mande à Lucchesini, à Paris : « Jusqu'ici aucun motif, chère Excellence, de faire des préparatifs de départ... » Les Français ainsi induits en sécurité, l'attaque les déconcertera davantage, et il écrit, le 16 novembre, à Brunswick : « Il faut entrer en Franconie, le plus tôt possible, pour vaincre ou mourir [1]. »

Cette ruse, très classique, permettait de gagner quelques jours et de manœuvrer dans le brouillard ; mais Napoléon n'en serait pas la dupe et elle ne suffisait pas à calmer les scrupules du roi. Réveillé du rêve où son prestigieux ami l'avait emporté durant une semaine, il retomba dans ses angoisses. « J'ai signé, disait-il, mais mon cœur est profondément troublé devant les conséquences [2]. » Ces pressentiments ne furent que trop tôt justifiés. Le 14 novembre, le jour où Haugwitz montait en voiture, Alexandre écrivait à Frédéric-Guillaume : « Les affaires se trouvent dans un état bien plus alarmant que nous ne l'avions supposé au moment de mon départ de Berlin, et chaque moment est précieux. Le sort de l'Europe est dans vos mains, sire... Moi-même, je suis inquiet pour les miens... »

VII

Napoléon marchait aux Russes, et, tout en combinant les mouvements de son armée, il méditait sur le lendemain de sa victoire, la paix, plus difficile, plus incertaine que la guerre ; la paix, qui devait être désormais le mirage décevant dans

[1] Bailleu, t. II, p. 404.
[2] Ranke, t. I, p. 536.

toutes ses entreprises, pour laquelle il allait envahir, conquérir, bouleverser l'Europe, et qui lui échapperait toujours. Bâcler la paix avec l'Autriche, entrer en compromis avec Alexandre, et reprendre les pourparlers rompus par la mort de Paul; payer l'immobilité de la Prusse d'un pourboire royal, c'est-à-dire recommencer Campo-Formio et Lunéville, les traités de Bâle et de Berlin, les spéculations orientales de 1801, en tâchant de donner à tous ces échafaudages plus d'assiette et de cohérence, voilà tout l'effet qu'il attendait de la guerre ; c'était la combinaison désirable : un grand succès la rendrait possible. Mais comment organiser l'Europe, la traverser de digues contre le reflux des monarchies démembrées et assujetties, des peuples conquis et partagés; la hérisser de barrières, bastions et contreforts capables de soutenir de la puissance française aussi formidablement étendue?

Talleyrand en méditait dans le même temps que son maître. Demeuré aux écoutes à Strasbourg, où Joséphine tenait sa cour; jugeant les routes trop peu sûres pour s'y hasarder sans nécessité, il dressa un plan de politique qu'il envoya à l'Empereur, le 17 octobre. Il ne se pique point de constructions systématiques, encore moins définitives. Il ne considère que le possible, dans les conjonctures présentes; il ne cherche que des tempéraments. « Je voudrais, écrit-il à d'Hauterive, le 11 octobre[1], que l'Empereur, le lendemain d'une grande victoire, dit au prince Charles : — « Vous « voilà aux abois! Je ne veux pas abuser de mes victoires... « Je ferai avec vous un traité offensif et défensif, et toute « idée d'alliance avec la Prusse ira au diable... » — « Une alliance avec la Prusse est aujourd'hui impossible, dit-il dans son mémoire... Qu'elle reste donc dans sa petitesse puisqu'elle n'a pas voulu profiter de l'occasion qui lui était offerte de s'élever à la grandeur... Qu'elle porte la peine de sa pusillanimité! » La solution qu'il propose au « problème de la paix », comme « la plus durable que la raison puisse permettre d'es-

[1] BERTRAND.



pérer », repose sur cette triple combinaison : séparer l'Autriche de l'Angleterre, opposer l'Autriche à la Russie, réconcilier l'Autriche avec la France, en lui attribuant la Valachie, la Moldavie, la Bessarabie, une partie de la Bulgarie, le Danube, une partie des côtes de la mer Noire, en échange de la Vénétie, de la Souabe et du Tyrol, transformés en États-tampons. De la sorte, l'objet est atteint : l'Autriche n'a plus de contact ni de rivalité avec la France, en Italie ni en Allemagne; elle rivalise d'influence avec la Russie et lui barre le chemin de Constantinople. « Les Turcs ne sont plus à craindre ; les Russes les ont remplacés ; l'Autriche est encore le principal boulevard que l'Europe ait à leur opposer. » Les Russes, comprimés dans leurs déserts, porteront leurs inquiétudes et leurs efforts vers le midi de l'Asie, où le cours des événements les mettra en présence et en opposition avec les Anglais, aujourd'hui leurs alliés. »

Ces propositions ne s'accordaient guère avec celles de l'Empereur, qui ne considérait et ne consultait que les nécessités de la guerre. Les Russes, en ce temps-là, tournaient le dos à l'Asie. Ils avançaient vers l'Europe par la grande route des invasions asiatiques, le Danube, se poussant vers les Alpes et le Rhin, dont Souvorof avait reconnu les avenues. Napoléon comptait les surprendre dans leur marche et les anéantir par morceaux. Mais Koutousof qui commandait l'avant-garde russe n'était pas homme à se prêter, comme Mack, aux enveloppements classiques. Inaugurant la tactique qui devait l'illustrer plus tard et perdre l'armée française, il refusa la bataille et se retira, entrainant Napoléon hors de ses voies, hors de ses plans, vers les marches slaves du Saint-Empire, les confins de la Pologne, la Moravie, où le gros de l'armée russe se retrouverait uni aux Autrichiens. Murat ne comprit pas le mouvement et laissa échapper Koutousof. Mortier se fit battre. François II proposa un armistice. Napoléon répondit par des conditions de paix[1] : cession de la Vénétie et du Tyrol;

[1] 3 novembre 1805.

évacuation de l'Autriche par les Russes. Quant aux Prussiens, « s'ils veulent s'entremettre, dit-il, qu'ils me déclarent la guerre [1] ».

Vienne fut abandonnée. Napoléon y fit son entrée le 13 novembre, la première dans une grande capitale ennemie. L'armée, en grande tenue, défila exaltée de sa propre magnificence. « Les habitants des deux sexes garnissaient les croisées : une très belle garde nationale, en bataille sur les places, nous rendait les honneurs ; leurs drapeaux saluaient nos aigles et nos aigles leurs drapeaux. Aucun désordre n'a troublé ce spectacle extraordinaire... Nos soldats semblaient avoir oublié leurs habitudes de rapine pour se livrer exclusivement à un noble sentiment d'orgueil... Jamais je n'ai été si fier d'être Français [2]. Napoléon rassura les obséquieux Viennois et taxa l'Autriche d'une contribution de 100 millions. Il coucha dans le palais de Schœnbrunn où, plus tard, devait mourir de consomption, en un uniforme blanc d'archiduc, un fils né de son sang! Le combat d'Hollabrünn, le 16 novembre, sanglant, acharné, montra les Russes de 1805 aussi redoutables à la grande armée que l'avaient été à l'armée républicaine ceux de 1799. Ce fut une victoire, non un succès, car Napoléon échoua dans son dessein et Koutousof réussit dans le sien : il put attendre, sous le canon d'Olmütz, Bennigsen qui venait de Silésie, l'archiduc Ferdinand qui venait de Bohême, l'archiduc Charles rappelé en hâte d'Italie. Devant Napoléon l'impasse se formait ; derrière lui se creusait le fossé : la Prusse menaçait de couper ses communications. Une grande bataille s'imposait, seule capable de prévenir la concentration de l'ennemi.

Avant de se remettre en marche, Napoléon lança, le 15 novembre, le *XXIV*e et le *XXV*e *Bulletin de la grande armée*, écrits prestigieux où il excellait, racontant, au jour le jour, l'histoire de sa geste, conseillant les rois, assignant

[1] 12 novembre 1805. Beer, p. 184-185.
[2] *Mémoires de Thiébault*, t. III, p. 437 ; — *de Comeau*, p. 223 ; *de Faustin des Odoards*, p. 61.

l'Europe à ses assises, annonçant les destinées; puis, tout à coup, s'ouvrant à ses soldats, au peuple français, des desseins de sa diplomatie ; résumant en quelques traits significatifs pour tous ses négociations; peignant les hommes, semant çà et là l'anecdote chère aux Parisiens; mêlant, avec ce naturel, cette familiarité populaire qui n'est le propre que des écrivains de génie, le ton de l'épopée et celui de la chronique, la polémique la plus acerbe à l'envolée de l'histoire. L'Empereur, dit le *Bulletin*, travaille dans le cabinet de Marie-Thérèse. En voyant la statue de marbre de cette souveraine, il a dit « que si cette grande reine vivait encore, elle ne se laisserait pas conduire par les intrigues d'une femme telle que Mme de Colleredo [1]... Elle aurait connu la volonté de son peuple. Elle n'aurait pas fait ravager ses provinces par les Cosaques et les Moscovites » . Il montre Cobenzl, « courtisan » aveuglé par une étrangère, l'impératrice, Napolitaine; Collenbach, un traître; Lambert, un émigré; Mack, général désigné par l'Angleterre, menant aux abîmes cette cour. « Les malheurs du continent sont le funeste ouvrage de l'Angleterre. » Il expose l'affaire d'Hollabrünn, comme il veut que la France la voie. Il raconte la reprise, par Ney, dans l'arsenal d'Innsbrück, de deux drapeaux perdus dans la guerre des Grisons : « Les larmes coulaient des yeux de tous les vieux soldats. Les jeunes conscrits étaient fiers d'avoir servi à reprendre ces enseignes... Les drapeaux sont l'objet du culte du soldat français, comme un présent reçu des mains d'une maîtresse. » Il prête ce langage aux Autrichiens pillés, désaffectionnés de leurs princes : « Nous et les Français, nous sommes les fils des Romains ; les Russes sont les enfants des Tartares. Nous aimons mieux, mille fois, voir les Français armés contre nous que des alliés tels que les Russes. » Et il conclut : « C'est pour la dernière fois que les gouvernements européens appelleront de si funestes secours... D'ici à cent ans, il ne sera, en Autriche, au pou-

[1] Née de Crenneville, et fort mêlée aux affaires de Naples.

voir d'aucun prince d'introduire les Russes dans ses États [1]. »

Le 17 novembre, il était à Znaym. C'est là qu'il apprit la bataille de Trafalgar, le désastre de l'*Armada ;* Nelson mort dans sa victoire, mais plus de marine française, plus de marine espagnole; l'alliance inutile à la France, odieuse à l'Espagne; le projet de descente, l'espoir de tout finir d'un coup indéfiniment ajourné ; l'Angleterre maîtresse des Océans, en sécurité dans son île; toutes les destinées rejetées sur le continent, tous les nœuds se nouant à cette extrémité de la vieille Europe où il s'enfonce avec ses 100,000 Français. Il s'impose le silence sur cette journée funeste de Trafalgar; il le commande. « Le génie et la fortune étaient en Allemagne », lui écrit Talleyrand, courtisan jusque dans les catastrophes [2].

Autour de Napoléon, on murmure la sinistre nouvelle; on en conclut que, trahi sur mer par la victoire, c'est le cas, pour l'Empereur, de se montrer modéré sur le continent. Napoléon, au contraire, juge indispensable de frapper un grand coup d'éclat. Il affecte la sécurité, il prédit la victoire. « Je vous écris de Moravie, mande-t-il à Cambacérès, le 18 novembre. Vos finances vont mal; vos banquiers sont bien mauvais. A mon retour à Paris, qui ne tardera que de quelques semaines, je m'occuperai d'y remédier... » Cette attention universelle du chef d'État doit manifester aux yeux de ses ministres, aux yeux des Parisiens, la tranquillité de son âme. Le *XXVII*e *Bulletin*, du 19 novembre, annonce l'arrivée de la grande armée à Brünn; il montre les Moraves étonnés de voir les peuples de l'Ukraine et ceux du Kamtschaka se battre, sur leurs terres, avec ces Normands, ces Gascons, ces Bourguignons inconnus! « Le sang humain est devenu une marchandise aux mains des Anglais... L'Empereur d'Allemagne s'est retiré à Olmütz. Nos postes sont à une marche de cette place. »

[1] *XXV*e *Bulletin*. Schœnbrunn, 16 novembre. Comparez, pour les anecdotes, les *XXVI*e et *XXVII*e *Bulletins*, 18, 19 novembre 1805. Voir Thiébault, t. III, p. 438; Rambaud, *Histoire de Russie*, p. 533-539.

[2] A Napoléon, 12 novembre 1805.

Napoléon s'arrête entre Brünn et Olmütz, pour donner aux troupes un repos nécessaire. Il s'établit dans une position centrale, entre les trois armées ennemies : la principale, russes et autrichiens, qui ont opéré leur jonction, sur la Morawa; l'archiduc Ferdinand, en Bohême; l'archiduc Charles vers la Hongrie. Il se contente d'observer ces deux dernières armées, objectifs secondaires. Il réunit toutes ses forces contre la première, « afin de la mettre hors de cause et de terminer ainsi la guerre d'un coup [1] ». Le 20 novembre, il adresse à Soult ce billet fatidique : « Il est ordonné au maréchal Soult de se rendre à Austerlitz. »

Les négociations ont un rôle essentiel, dans cette campagne, aussi remarquables par leurs digressions et leurs retardements, que le sont, par leur précision et leur rapidité, les marches de concentration des armées. Il s'agit de se renseigner sur les intentions de l'ennemi, la nature et le degré de l'entente, entre ceux qui sont devant, le Russe et l'Autrichien, et ceux qui approchent sournoisement sur les flancs et en arrière, les Prussiens; de les inquiéter, de semer le soupçon, de surprendre les volontés, de ralentir les décisions, de diviser peut-être. C'est une série de diversions politiques sans lesquelles la grande action de guerre serait impossible à frapper, et nécessaires aussi, pour qu'elle porte toutes ses conséquences. Elles trahissent un art aussi supérieur en sa subtilité, que la stratégie en sa formidable puissance. Tous les ressorts y sont en jeu, toute la connaissance des hommes et des États : les intérêts, les ambitions cachées, l'héroïsme des troupes, leur sentiment national, et les travers, les mesquines passions des individus. Il faut autant de divination pour suivre et envelopper dans ces trames la petite âme d'Haugwitz que pour pénétrer les dissentiments des Autrichiens et des Russes, l'impatience d'Alexandre, les hésitations de François, et soutenir le moral de ces milliers de Français, « enfournés » à tant de centaines de lieues de leur patrie; tournant le dos à

[1] ROUSSET, *l'Art de Napoléon*.



cette Angleterre qu'ils doivent détruire, et défendant, au milieu des Slaves, cette Révolution française si peu menacée, semble-t-il, qu'elle a porté les frontières de la France au Rhin, et ses avant-postes au delà de l'Elbe.

Le 17 novembre, de Znaym, Napoléon avait, encore une fois, écrit à François II. Sachant ce souverain à Brünn, il a différé d'y faire entrer son avant-garde. « Mon seul but est de poursuivre l'armée russe et de la porter à évacuer les États de Votre Majesté. » Il conjure François de se séparer de ces Russes qui font le désespoir de ses peuples. « Que les Russes cessent d'avancer de nouvelles troupes, qu'ils évacuent l'Autriche : je m'arrêterai à Brünn », sinon : « Il ne resterait plus qu'à tenter entièrement le sort des événements et les suites des destinées qui ont donné un cours irrésistible à chaque chose. »

Les alliés, et pour les mêmes motifs, jouaient le même jeu, mais lourdement, à coups hésitants. Les états-majors discutent les plans et se querellent; les Russes affectent de mépriser les combinaisons compliquées et la lenteur du *Hofkriegsrath*, et les Autrichiens de dédaigner l'audace aveugle des Russes, ne comprenant rien au fatalisme doublé de rouerie de Koutousof. D'Olmütz, le 19 novembre, Alexandre écrit à Frédéric-Guillaume : « Notre position est plus que critique; nous sommes absolument seuls contre les Français, et ils nous talonnent continuellement... L'armée autrichienne n'existe pas... Le comte Haugwitz n'est pas encore arrivé, et il semble que Bonaparte veut nous mettre à l'extrémité avant son entrevue avec lui... Je m'en remets à vous, sire et ami. Si vos armées avancent, la position changera entièrement et les miennes pourront reprendre l'offensive... » Le 20 : « Nous ne sommes pas indignes, sire, d'avoir pour allié un souverain qui a une armée aussi célèbre que la vôtre... »

François II et Cobenzl, au fond, n'étaient point éloignés de reprendre la partie de Campo-Formio et d'arracher, s'ils le pouvaient, avant la bataille, quelque morceau d'Italie. Un diplomate, le comte Stadion, et le général Giulay, furent

envoyés à Brünn, avec des pouvoirs ; toutefois, ils eurent l'ordre de se concerter avec Haugwitz, et la négociation se devait engager sous la médiation de la Prusse. Napoléon aurait préféré une négociation directe, qui eût mis les Russes en méfiance et ralenti les concentrations ; mais il prit les Autrichiens au mot, et puisqu'ils prétendaient s'aboucher avec Haugwitz, il s'arrangea pour retarder l'arrivée du ministre prussien. Il parla d'un armistice préalable et envoya les deux Autrichiens en conférer à Vienne avec Talleyrand qu'il y avait mandé.

Talleyrand y était arrivé le 17 novembre, après un voyage assez accidenté, en dehors de ses habitudes et dépourvu des commodités de la diplomatie. « Il est indispensable que Votre Majesté donne quelques ordres relatifs à la sécurité des routes... A une lieue de Strasbourg, on a tiré sur moi [1]... » Le 20, il reçut les deux Autrichiens. Stadion, lent, difficultueux, peu flexible, « la morgue autrichienne dans toute sa pompe [2] », parla d'armistice, puisque Napoléon en paraissait désirer un, et de la paix complète que la Prusse se proposait de ménager entre les belligérants, le tout, très académiquement. « La Prusse, dit-il, n'est point en guerre et, par conséquent, elle est la seule qui puisse concilier les intérêts de tous. » — « Sans doute, répliqua Talleyrand, la paix doit concilier les intérêts des contractants ; mais, pour concilier, il ne faut pas compliquer ce qui gagne toujours à être simple. » Stadion insinua, dans les propos, et répéta, non sans affectation, que les affaires de l'Autriche s'étaient améliorées. — « C'est, fit observer Talleyrand, un signe d'amélioration d'une espèce particulière que de voir le ministre d'Autriche implorer l'appui d'un ministre de Prusse ! » L'on renvoya au lendemain pour commencer en règle. Talleyrand reçut un courrier de Laforest, annonçant l'arrivée à Berlin de lord Harrowby ; mais Laforest ne croyait pas le roi de Prusse engagé avec les alliés. Enfin Haugwitz était en route, et Talleyrand demandait

[1] Talleyrand à Napoléon, 17 et 20 novembre 1805. BERTRAND.
[2] Joseph DE MAISTRE, *Mémoires et correspondance*, p. 83.



à l'empereur ce qu'il fallait en faire : le garder à Vienne ou l'envoyer à Brünn?

Napoléon répondit, le 22 : « Entamer la question avec lui et chercher à savoir ce qu'il veut; » tâcher surtout de pénétrer s'il a été signé quelque chose le 3 novembre, comme le bruit en court, « une convention pareille, en tout, à celle du partage de la Pologne; mais la France n'est pas la Pologne! » Cependant, « si les trois puissances qui ont partagé la Pologne arment contre moi, qu'y puis-je faire? Quelle garantie aurai-je qu'une première condescendance ne m'obligera pas à une seconde? » Le traité, qu'il soupçonnait, avait précisément pour objet de lui arracher cette « première condescendance » et de l'obliger ensuite à toutes les autres, jusques et y compris le retour aux anciennes limites et l'abdication. Le lendemain, à propos de lettres, insignifiantes, qu'il échangeait avec François II : « Cobenzl, qui les fait, croyait me duper, mais il n'y réussit pas. Il paraît qu'ils continuent à se jeter dans les bras des Russes. Les Parques filent la vie des hommes; les destins ont assigné à chaque État leur durée. Une aveugle fatalité pousse la maison d'Autriche. » Et il prescrit à Talleyrand, en vue du traité et des contributions de guerre, d'étudier le système de la banque et des finances de cette monarchie.

Au lieu d'ouvrir le protocole à Vienne, ainsi que les y conviait Talleyrand, Stadion et Giulay retournèrent à Olmütz prendre les ordres de leur maître [1]. Ils les reçurent le 23 novembre. Le 24, ils se présentèrent à Brünn, et, le 25, au matin, Napoléon manda près de lui Giulay. Il le reçut, une seconde fois, avec Stadion, et il leur déclara ses conditions : cession de la Vénétie à la France, de Salzbourg à la Bavière, indépendance du Tyrol. Dans sa conversation avec Giulay, il fit entendre qu'une compensation, pour l'Autriche, serait possible en Allemagne, mais rien en Italie : « C'est ma maîtresse, avec laquelle je veux coucher seul! » Il parlait sur ce ton, de belle humeur soldatesque; un des interlocuteurs

[1] Beer, p. 191-194.

nomma la Prusse, Napoléon se rembrunit : « Si elle veut la guerre, j'ai assez de troupes pour lui tenir tête aussi... » Puis il les renvoya à Talleyrand [1] : « Mon intention est absolument d'avoir l'État de Venise et de le réunir au royaume d'Italie. » Sur ces entrefaites, il apprit que Haugwitz se présentait aux avant-postes ; il ordonna de le retenir à Iglau, et de l'acheminer, le lendemain, à Brünn. Haugwitz y serait le 27 ; de cette façon, il ne se rencontrerait point avec les Autrichiens qui partaient le 26. Napoléon se réservait de le sonder lui-même et de le retourner. Durant ce temps, Talleyrand tirerait en longueur les protocoles avec Stadion et Giulay.

Enfin il envoya, ce même jour, le 25, Savary auprès d'Alexandre, avec une lettre : « Je le charge d'exprimer à Votre Majesté toute mon estime pour elle et mon désir de trouver des occasions qui lui prouvent combien j'ambitionne son amitié. — Qu'elle me tienne comme un des hommes les plus désireux de lui être agréables [2]. » C'était cette ouverture sur laquelle, un moment, Czartoryski avait spéculé. La manière dont Napoléon marquerait son désir d'être agréable serait l'insinuation du partage de la Turquie. Si Alexandre s'y laissait allécher et s'engageait dans la négociation, Napoléon la pousserait en toute hâte ; il tiendrait, cependant, l'Autriche en suspens, la forcerait à capituler et, n'ayant plus à compter qu'avec la Prusse, il serait maître de l'acheter ou de la détruire, de la supprimer du nombre des États ou de l'assujettir. S'il avait réussi, il eût évité deux ans de guerre, car le plan qu'il concevait alors est celui qu'il a réalisé à Tilsit, en juillet 1807.

Haugwitz voyageait avec la lenteur qu'il s'était prescrite à lui-même, et, tandis qu'il s'attardait aux relais, s'épargnait les fatigues, évitait les mauvaises rencontres, son roi, plus

[1] Napoléon à Talleyrand, 25 et 26 novembre 1805. — « Dites à M. de Stadion que je n'ai pas été dupe de leur ruse ; que c'est pour cela que je les ai renvoyés de Brünn. » Ils étaient trop curieux. A Talleyrand, 3 décembre 1805.

[2] A Alexandre, 25 novembre 1805. Cf. ci-dessus, p. 444, 477.



perplexe que jamais, s'embrouillait dans les mesures contradictoires, piétinait dans le sable. Du prestige et le Hanovre, le Hanovre surtout, c'est toujours à cet article qu'il en faut revenir pour se retrouver dans cette politique fuyante. La médiation, pour le roi de Prusse, n'était encore que la neutralité poussée à la limite extrême, et il ne désespérait pas d'y arriver. Mais « l'arrondissement » convoité s'évanouissait; un mot à Napoléon eût suffi, en août; maintenant les alliés le disputaient. Lord Harrowby était arrivé à Berlin[1]. Il ne voulait rien entendre d'un échange de l'Ost-Frise et du Brunswick, contre le Hanovre. Il chicanait sur les subsides, lentement, en prêteur difficultueux, avide de garanties. Hardenberg tournait la question et renversait les rôles, demandant des gages. L'Angleterre, répondit Harrowby, est toute disposée à se prêter à l'agrandissement de la Prusse ; elle la verrait même, avec plaisir, s'établir en Hollande, surtout si la guerre permettait d'y ajouter quelques places fortes de la Belgique. Liée à la Westphalie, la Hollande formerait un bel État, la Prusse n'aurait plus de motifs de désirer le Hanovre. Hardenberg, qui garda toujours un fonds de « particularisme » hanovrien, ne laissa pas de goûter ce projet; il en montra les avantages au roi, mais ce prince refusa de les reconnaître : c'était, répondit-il, une maxime du grand Frédéric que la Prusse ne doit point devenir une puissance maritime. Hardenberg fit observer qu'il ne s'agirait point de le *devenir*, mais de l'*être*, prenant un État qui a des marins, des ports, une marine et des colonies ; mais, ajouta-t-il, très sensément, la meilleure raison de n'en point disputer est que l'on disputerait sur la peau de l'ours de la fable. Ces propos n'étaient pas de nature à presser les mouvements des troupes. Aux adjurations pressantes d'Alexandre, Frédéric-Guillaume répondit : « En partageant avec Votre Majesté impériale ses sollicitudes sur la position des affaires, je jouis avec elle de la gloire dont ses troupes continuent de se couvrir. C'est avec

[1] Vers le 15 novembre. *Mémoires de Hardenberg*, RANKE, t. II, p. 343, 352 et suiv. ; t. V, p. 198 et suiv. — Rapport de Metternich, 21 novembre 1805.



la dernière impatience que j'attends les premières nouvelles... » Il *attendait* surtout « l'issue de la négociation » d'Haugwitz et, pour grand réconfort, il ajoutait cette phrase : « Cette négociation cependant ne paralyse en rien [les mouvements des troupes] et ne m'empêchera pas de recevoir, en cas d'un malheur imprévu, vos troupes combinées dans la Silésie, où j'envoie des renforts [1]. »

Cette *attente* prussienne convenait à Napoléon. Haugwitz lui arrivait agité d'inquiétudes multiples et fort impressionné par les choses observées et apprise le long du chemin [2]. En sortant de Prague, il avait rencontré Novossiltsof qui lui avait parlé du voyage de Stadion à Brünn et d'une entente possible entre les Autrichiens et Napoléon. A Iglau, le général bavarois Wrede le garda quarante-huit heures, sous le prétexte que Napoléon allait arriver. Enfin, le 28, il mit pied à terre à Brünn, et reçut l'invitation de se rendre immédiatement chez l'Empereur. Il était environ trois heures de l'après-midi.

Haugwitz abordait Napoléon, à la fois obséquieux, gêné, se guindant pour demeurer digne, et troublé de l'orgueil même où il était de représenter de si grands intérêts — toute l'Europe — devant un aussi grand homme, vainqueur du continent! Napoléon lui fait un accueil glacial, et le laisse parler. Haugwitz, assez embarrassé, tourne son embarras en diplomatie; se persuade qu'une parole imprudente, trahissant l'intention d'imposer, sous couleur de médiation, des articles convenus avec les ennemis, déciderait Napoléon à bâcler incontinent la paix avec l'Autriche et à rejeter toutes ses forces sur la Prusse. Il croit donc sage de « se plier aux circonstances, d'amortir les premiers élans d'humeur », et d'insinuer, très édulcorée, l'idée d'une médiation qui aurait pour suite une garantie générale, sur laquelle, d'ailleurs, il a de bonnes raisons de ne se point expliquer.

Napoléon parut consentir à la médiation; mais il y mit une

[1] Frédéric-Guillaume à Alexandre, 27 novembre 1805

[2] Rapport de Haugwitz sur sa mission, 2 décembre 1805. RANKE, t. V, p. 190. — Cf. RANKE, t. I, p. 544 et suiv.



condition péremptoire : « C'est que, dans l'intervalle de la négociation, il ne soit permis à aucunes troupes, soit russes, soit hanovriennes ou suédoises, de dépasser les frontières de la Hollande et d'y porter la guerre. » La chose parut à Haugwitz « de la plus stricte justice ». Napoléon n'eût pas fait mieux s'il eût connu les conversations d'Harrowby et de Hardenberg. Il coupait court à la combinaison des Anglais. Pour épargner à Haugwitz les incommodités d'un quartier général, à la veille d'une bataille, il l'envoya conférer à Vienne avec Talleyrand, et il écrivit à ce ministre : « M. Haugwitz a mis dans sa conversation beaucoup de finesse, je dirai même beaucoup de talent... J'ai conservé cependant l'idée... qu'on était incertain à Berlin sur le parti à prendre... » Il avait deviné aussi l'intention hostile, et le mouvement tournant, au cas où il serait battu.

Haugwitz parti, Napoléon reçut une réponse d'Alexandre. Savary s'était présenté chez le tsar, le 27. L'accueil fut poli, mais froid. Il convenait au tsar, restaurateur du droit monarchique, de se rappeler que Savary avait joué dans l'affaire de Vincennes le personnage du Destin, et d'oublier, du même coup, que Bennigsen commandait un corps de l'armée alliée pour venger le sang des rois. Il remit à l'aide de camp de Napoléon un billet de sa main, quelques lignes insignifiantes; mais l'adresse ne l'était pas : « Au chef du gouvernement français. » Point de sire, ni de majesté, et encore moins de *frère*, et pour finir ces mots : « ma plus haute considération », alors que Napoléon, empressé d'agiter le hochet, avait tracé tout au long la formule solennelle : « Sur ce, je prie Dieu... » Au départ, Novossiltsof se présenta pour accompagner Savary, se disant chargé d'une mission diplomatique : cette mission exigeait qu'il communiquât avec Haugwitz. Savary, qui connaissait le métier, refusa de lui faciliter cette « reconnaissance ». Autour d'Alexandre, si inquiet naguère, la jeunesse poussait à l'offensive. Bonaparte s'était enfoncé dans l'impasse. Le tsar brûlait de recevoir le baptême du feu et de donner au Corse, pour son coup d'essai, une leçon à la



Souvorof. Il écrivit au roi de Prusse[1] : « C'est à Votre Majesté qu'on devra le salut de la bonne cause; mais je ne saurais assez oser répéter à Votre Majesté combien les moments sont précieux, et peut-être parviendrons-nous, dans une seule campagne, à faire finir la guerre par la position aventurée dans laquelle se trouve Bonaparte. »

L'impression rapportée à Napoléon par Savary fut qu'une « trentaine de freluquets » menaient Alexandre et ses armées; « que la présomption, l'imprudence et l'inconsidération régnaient dans les décisions du cabinet militaire, comme elles avaient régné dans celles du cabinet politique ». Ils se croyaient irrésistibles, se flattaient de la supériorité numérique. Une bataille immédiate était dans les intérêts de Napoléon et il s'y préparait. Jugeant que les Russes chercheraient à le couper de Vienne, il affecta de reculer, les attirant ainsi dans la direction qu'ils voulaient prendre, « les forçant à s'amincir, afin de les rompre quand ils seraient trop engagés dans leur manœuvre[2] ». Un déserteur lui apprend qu'ils tombent dans le piège. Il dresse en conséquence son ordre de bataille; il mande à Davout et à Bernadotte de rallier en hâte. « Le maréchal Bernadotte préviendra son armée qu'il y aura bataille au delà de Brünn, demain ou après son artillerie marchera en guerre, et il prendra du pain, ce qu'il pourra[3]. »

Il s'agissait de confirmer les Russes dans leurs illusions, et aussi de les observer de près. Napoléon renvoya Savary près du tsar et proposa une entrevue pour le 30 novembre. Savary, entre temps, se rendrait compte des mouvements des troupes, ferait parler les diplomates, et saurait ce que Novossiltsof cachait dans son portefeuille à négociations. Alexandre n'accepta point l'entrevue; mais, ripostant à l'envoi de Savary, il dépêcha un de ses aides de camp, le prince Dolgorouki, près de Napoléon[4]. Dolgorouki était précisément l'un de ces

[1] 28 novembre 1805.
[2] Rousset, *l'Art de Napoléon*.
[3] A Davout, à Bernadotte, 28 novembre 1805. — Cf. Ségur, *Mémoires*, t. II, p. 448.
[4] Tatistchef, d'après le rapport de Dolgorouki. — Thiébault, t. III, p. 445. —

« jeunes freluquets » dont les fanfaronnades étourdissaient Alexandre. Le 30 novembre, Napoléon, averti de sa venue, se porte aux avant-postes, évitant ainsi une conversation officielle, tenant les Russes à distance de son armée, et laissant à toute l'affaire le caractère d'une rencontre fortuite. Dolgorouki, en l'apercevant, descendit de cheval; l'Empereur mit pied à terre. L'entretien eut lieu sur la route et dura environ un quart d'heure. L'arrogance, la jactance de Dolgorouki frappèrent les témoins de cette scène. A l'imitation de son maitre, il affecta de ne donner aucun titre à Napoléon. — « Que veut-on de moi? demanda l'Empereur. Pourquoi l'Empereur Alexandre me fait-il la guerre? Que lui faut-il? Il n'a qu'à étendre les frontières de la Russie aux dépens de ses voisins, des Turcs surtout. Sa querelle avec la France tomberait d'elle-même. » Le Russe protesta du désintéressement de son maître : il ne combattait que pour l'indépendance de l'Europe, pour la Hollande, pour le roi de Sardaigne. — « La Russie, répliqua Napoléon, doit suivre une tout autre politique, et ne se préoccupor que de ses propres intérêts. » Puis il le pressa, désirant connaître les conditions que Novossiltsof devait lui proposer et que les alliés prétendaient lui dicter par la guerre. Infatué comme il l'était et des forces russes et de la politique de son maître, Dolgorouki ne dissimula rien : la réunion de la Belgique à la Hollande, sous un prince prussien ou anglais; Gênes et la couronne de fer au roi de Sardaigne; l'abandon de l'Italie et de la rive gauche du Rhin. « — Quoi! s'écria Napoléon, Bruxelles aussi! mais nous sommes en Moravie, et vous seriez sur les hauteurs de Montmartre, que vous n'obtiendriez pas Bruxelles! » Enfin Dolgorouki lui offre de le laisser se retirer, sain et sauf, derrière le Danube, s'il promet d'évacuer Vienne et les États héréditaires. — « Eh bien! nous nous battrons! » répond Napoléon, et il lui donne congé.

SÉGUR, t. II, p. 447. — Napoléon à Talleyrand, 30 novembre 1805. — *XXX*e *Bulletin*, 3 décembre; à Talleyrand, 4 décembre; à l'Électeur de Wurtemberg, 5 décembre 1805.



Il avait tout disposé pour que Dolgorouki emportât de ce qu'il avait entrevu l'impression « de la réserve et de la timidité » d'une « armée à la veille de sa perte » . — « Ce jeune trompette de l'Angleterre, ce polisson a dû prendre, dit-il, mon extrême modération pour une marque de grande terreur, ce que je désirais... » Il écrivit à Talleyrand de s'adoucir avec les Autrichiens : « Je désire faire la paix promptement. Je ne serais pas éloigné de laisser Venise à l'Électeur de Salzbourg et Salzbourg à la maison d'Autriche. Je prendrais tout Vérone, tout Legnago, avec 5,000 toises autour et le fort de la Chiusa pour le royaume d'Italie... Parme, Plaisance et Gênes nous resteraient... L'électorat de Bavière serait érigé en royaume; on lui donnerait Augsbourg et Eichstaedt, l'Ortenau et le Brisgau, *la noblesse immédiate ; le reste aux autres électeurs* [1]. » C'était, en deux lignes, la fin de la révolution territoriale en Allemagne; le complément, prévu et décidé, des sécularisations. Il ajoutait : « J'ai eu une correspondance avec l'Empereur de Russie; tout ce qui en est resté, c'est que c'est un brave et digne homme, mené par ses entours qui sont vendus aux Anglais... Vous allez tomber à la renverse quand vous apprendrez que M. de Novossiltsof se propose de réunir la Belgique à la Hollande... » Puis il compléta ses dispositions. Il accentua le mouvement de retraite; il suivit les troupes, à pied, avec une précipitation apparente. Les soldats s'y trompaient. « Ceci commence mal, disait à Ségur un grenadier. Vous allez apprendre ce que c'est qu'une reculade. » Mais la « reculade » ne se prolongea guère. Le temps seulement que les Russes s'engageassent, à fond, dans le piège, moins dupes, en réalité, de Napoléon que de leur propre présomption.

Ils croyaient l'Empereur intimidé par le souvenir de Novi et de l'impétuosité de Souvorof. Un petit personnage d'ailleurs, et de peu de conséquence; non plus, si l'on veut, le « bamboche » corse, aux cheveux ébouriffés, de 1796; mais un parvenu, gonflé de sa gloire usurpée, profondément déconfit

[1] A Talleyrand, 30 novembre 1805.

par le refus d'Alexandre de le qualifier de *sire*, et la négligence de Dolgorouki à lui donner de la *majesté impériale*, troublé enfin par la menace des étrivières [1].

Vainement Czartoryski, bien instruit, par ses correspondants, de l'état des choses en France, recommandait de « louvoyer devant l'ennemi », de le laisser s'user, s'affamer de « ranimer les ressorts de la monarchie autrichienne »; d'attendre les Prussiens; vainement il représenta « le crédit public tombant en France, le mécontentement augmentant, la lassitude de l'armée française ». L'archiduc Charles approchait. Les Prussiens arriveraient. « Encore huit jours et c'était peut-être fait de lui [2]. » Rien ne prévalut sur l'arrogance des Russes, la suffisance des Autrichiens; leur grand stratégiste de ce jour-là, l'Allemand Weirœther, répondait de retourner contre Napoléon la manœuvre qui avait perdu Mack : il prendrait la revanche d'Ulm! Les Russes répondaient de tout culbuter. Koutousof seul prêchait la patience; mais ce mystique était doublé d'un courtisan très souple : son avis donné, il s'en remit à Dieu et au tsar, et le tsar ne sut pas se refuser à la gloire d'une grande bataille commandée par lui. Il ordonna l'attaque. L'armée russe se déploya pour tourner Napoléon. En la voyant commencer son mouvement de flanc, « conduite avec une ignorance et une présomption qu'on a peine à concevoir » : — « Avant demain soir, dit l'Empereur, cette armée est à moi. » Et il signa ses derniers ordres aux maréchaux.

A Vienne, ce même jour, 1er décembre, Talleyrand reçut Stadion et Giulay. Il leur présenta un projet de traité, rédigé d'après les instructions de Napoléon, du 30 novembre [3]. Mais

[1] Dans Tolstoï, 3e partie, chap. xi. « Oui, je l'ai vu, dit Dolgoroukof, et je suis resté convaincu qu'il redoute terriblement cette bataille. S'il ne la redoutait pas, pourquoi aurait-il demandé cette entrevue? Pourquoi se serait-il replié, lorsque cette retraite est tout l'opposé de sa tactique habituelle? Croyez-moi : il a peur; son heure est venue. — Mais comment est-il? — C'est un homme en redingote grise, très désireux de m'entendre l'appeler *Votre Majesté*; mais je ne l'ai honoré d'aucun titre, à son grand chagrin. Voilà quel homme il est, rien de plus! »

[2] *Mémoires*, t. II, p. 147. Lettre à Alexandre, avril 1806, rétrospective.

[3] Talleyrand à Napoléon, 1er et 2 décembre 1805. Bertrand. — Talleyrand à d'Hauterive, 1er décembre. Bailleu, t. II, p. 610.



les Autrichiens attendaient Haugwitz. Il arriva le jour même et conféra trois heures avec Talleyrand, très poli, « poussant la politesse jusqu'à porter tout le jour, dans Vienne, le grand cordon de la Légion d'honneur par-dessus son habit » ; protestant de « son attachement personnel au système français et de son respect pour Sa Majesté l'Empereur Napoléon », sauf toutefois en ce qui concernait les trois Électeurs, alliés de la France : « cela disait-il, dérange tout le système de l'Allemagne ; » plus que réservé, enfin, sur l'article des engagements entre son maître et les alliés. « Ce que l'on a faussement appelé la convention du 3 novembre, dit-il à Talleyrand, est une simple déclaration portant offre de bons offices et de médiation, mais sans mélange d'aucun engagement hostile ou même comminatoire, contre qui que ce soit. » Talleyrand le crut[1]. « Je suis content de M. Haugwitz, il n'y a point eu de traité le 3 novembre », manda-t-il à son confident, Hauterive. Haugwitz, d'ailleurs, ne se montrait nullement pressé. « Il paraît être venu plutôt pour attendre les événements que dans une autre vue... » — « Si vous avez besoin de moi, dit-il à Talleyrand en le quittant, pour vous entendre avec la cour de Vienne, je serai toujours à vos ordres. »

Napoléon n'avait pas séparé l'Autriche de la Russie ; il n'avait arrêté la Prusse que pour quelques journées. « Chaque jour, dit un témoin, accroissait le danger de notre situation, isolée et lointaine. » Napoléon dispose de 82,000 hommes ; l'ennemi en oppose 90,000. L'archiduc Ferdinand et 20,000 Autrichiens s'avancent en Bohême, sur ses derrières ; l'archiduc Charles réunira, vers le milieu de décembre, 80,000 hommes sous Vienne. A la même époque, les Prussiens seront prêts : ils mettront, avec les Saxons et les Hessois, 240,000 hommes sur pied, dont 120,000, le gros de leur armée, en Franconie, vers Ingostadt, barrant la vallée du Danube, et prenant l'armée française à revers. Une bataille différée équivaut, pour Napoléon, à une bataille perdue. Une bataille

[1] Laforest, depuis le 23 novembre, ne le croyait plus ; mais ses informations n'étaient pas encore parvenues.

perdue, c'est la « retraite précipitée », tournant vite à la déroute, à la destruction, un Trafalgar continental. « Jamais, écrit Metternich, situation n'avait été plus critique que celle de Napoléon. » — « Au lieu de dicter des lois, dit Talleyrand, Napoléon aurait été forcé d'en subir[1]. »

VIII

La guerre est impopulaire en France ; à Paris, l'inquiétude et le mécontentement percent. Une crise financière, telle qu'on n'en avait pas vu depuis Brumaire et qu'on s'en croyait à jamais délivré, a suivi le départ de l'Empereur. Il se produisit une panique sur le billet de banque : on entrevit le spectre de l'assignat. Aussitôt, l'or et l'argent disparurent. La Banque de France réduisit ses échanges à vue[2]. A Marseille, le préfet, Thibaudeau, inaugure, dans la salle de spectacle, un buste de l'Empereur. Le public crie : *A bas le buste! A bas l'Empereur!* Les fonctionnaires s'agitent, se troublent, insuffisants. Le ministre de la police, Fouché, tire à lui le désordre ; il se crée comme une dictature postiche de salut public et augmente l'anxiété par ses évocations des temps sinistres. On reparle de séditions militaires, de rivalités et de complots, même parmi les maréchaux ; on nomme Bernadotte, qui prend la succession de Moreau ; puis Masséna qui, dit-on, exècre l'Empereur.

Les royalistes, terrifiés depuis l'exécution de Vincennes, reprennent de l'audace[3]. Les conspirateurs de l'Ouest se pré-

[1] METTERNICH, t. I, p. 47 ; t. II, p. 93. — TALLEYRAND, t. I, p. 297. — Cf. ONCKEN, t. II, p. 99.

[2] MIOT, t. II, chap. IX. — Rapports de Lucchesini, septembre-novembre 1805. — MADELIN, *Fouché*, chap. XVI. — THIERS, t. VI, p. 24 et suiv. — Cf. dans TRATCHEWSKY, t. III, les rapports de l'agent russe Vernègues, p. 161 et suiv.

[3] Il y eut, à Nantes, un procès retentissant : dix-neuf accusés, cinq condamnations à mort. — GUILHERMY, p. 162. — Ernest DAUDET, *la Police et les chouans*,



parent en vue d'une défaite, au bonheur d'une balle perdue ou d'une balle bien dirigée. On prévoit que, si des levées deviennent nécessaires, les paysans s'insurgeront en Vendée, en Belgique. Dumouriez s'embarque pour le continent, flairant la révolution. Pour contenir les populations, aucunes troupes; ce qui reste suffit à peine à protéger les côtes contre les Anglais. Des agents royalistes cherchent à s'aboucher avec les officiers qui commandent les détachements; ils se réclament près d'eux de Moreau, dont le nom leur est toujours cher. Ils colportent de belles paroles du *roi*, creuses et flatteuses : « Là où sera le roi de France, là sera la frontière... ma présence doit fixer le succès... » Le comte d'Artois déclare que son frère gardera certainement toutes les conquêtes de la France, lorsqu'il aura repris possession de la couronne.

Au milieu de cette agitation, paraît le manifeste des alliés, rédigé selon l'esprit du traité du 11 avril, décevant et perfide, merveilleusement combiné selon les illusions des Français. « Le point capital, avait écrit Joseph de Maistre, est de persuader les Français qu'on n'en veut qu'à Bonaparte... Surtout on doit dire : — On ne touchera point aux confins de Lunéville [1] ». La déclaration de Potsdam a pour conditions ostensibles : « Tout ce que l'Autriche a consenti à laisser en propriété à la France par le traité de Lunéville ou par d'autres conventions, *pourra* rester au pouvoir des Français. » Et le manifeste porte : « Les alliés ne prennent les armes que pour s'opposer aux envahissements de Bonaparte en Italie, rétablir l'ordre des choses fixé par les traités que Bonaparte a violés. La France rentrerait *dans ses limites naturelles* et aurait pour bornes la rive gauche du Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées et l'Océan. Elle ne pourrait entretenir un seul soldat au delà du Rhin, ni en Italie, ni en Suisse, ni en Hollande. » Paris, dans son impatience d'en finir, ferait alors bon marché

p. 159 et suiv. — Sur l'état de l'opinion : le chancelier PASQUIER, *Mémoires*, t. I, p 225 et suiv.

[1] Au roi de Sardaigne, 10 juin 1805.

de la Suisse, de la Hollande, du Piémont, de l'Italie même. Il lit *les limites naturelles, la rive gauche du Rhin*, et il ne se demande ni de quelle *nature* il s'agit, celle de la Diète germanique ou celle de la Convention ; si l'Escaut, la Meuse, la Moselle rentrent dans cette nature-là, ni de quel Rhin l'on parle, celui qui borne l'Alsace ou celui qui embrasse Trèves, Mayence, Coblence, Cologne, Aix-la-Chapelle, la Belgique, le Luxembourg, une partie de la Hollande, le Rhin de 1648 ou celui de l'an III[1]. Il le prend à la française, tout bonnement, imaginant que les alliés, employant sa langue, l'entendent comme lui, et il l'entend de Bâle à l'embouchure. Ce sera jusqu'en 1813, à Francfort, jusqu'à Langres en 1814, la continuelle équivoque des alliés et la même auguste parade à leurrer les Français. La ruse, d'une simplicité antique, porte ses effets. Ces déclarations, dit un ami de Joseph Bonaparte, très répandu parmi les modérés et les pacifiques, Miot, « devaient concilier à la coalition les esprits les plus éclairés, qui ne sentaient nullement la nécessité de faire la guerre pour des projets gigantesques d'agrandissement, dont le succès même compromettait dans l'avenir l'existence de la nation ». On se flatte de concilier ses intérêts particuliers, « les affaires », avec la gloire et l'honneur de la France. On commence à trouver l'Empereur compromettant dans l'Empire. Son génie a accompli l'ouvrage, son ambition le gâtera. Sa mort ne serait plus comme au temps de Marengo, une catastrophe de l'État ; ce serait un deuil, tout au plus. L'ordre renaîtrait de soi-même, avec toutes ses garanties. Ces politiques envisagent une défaite avec sérénité : l'Empereur seul serait battu, la France rentrerait en elle-même, et cette défaite de l'Empereur équivaudrait à une des victoires de la République ; en reculant, Napoléon assurerait à la France ces limites que Moreau lui avait gagnées à Hohenlinden. « Les Français sont persuadés, écrit Lucchesini, que les puissances

[1] Voir ci-dessus, p. 390, 416. Bases de pacification jointes au traité du 11 avril 1805 : « Les limites de la France bornées à la Moselle et au Rhin... » ; « la cession d'Anvers et du territoire compris derrière une ligne tirée de Maëstricht. »



ne font pas la guerre à leur indépendance et à l'Empire français, mais uniquement à la personne de Bonaparte et aux vues ambitieuses de sa famille. » — « Les amis de l'ordre et des idées sages et modérées ne seraient plus effrayés de l'idée de le perdre et croiraient même trouver le complément des bienfaits de la Providence, si la mort de Napoléon pouvait mettre le prince Joseph à sa place [1]. »

Ajoutez le contre-coup de Trafalgar. L'arrivée de plénipotentiaires autrichiens au quartier général est annoncée à Paris dans les salles de spectacle ; elle excite « de véritables transports de joie ».

La police de Fouché souffle ces opinions, puis les recueille en bulletins et leur donne corps. Fouché ne comprit jamais rien à l'Europe ; ce policier astucieux, chaque fois qu'il s'assit au jeu des diplomates, y perdit la partie ; donc il croit la paix facile, la prône, l'annonce. Joseph mène, à Paris, sa campagne parallèlement à celle de Napoléon : il prépare son rôle d'*en-cas* providentiel. *En-cas* de la France, dont il flatte « avec empressement » le penchant à la paix et les illusions sur les limites ; *en-cas* de l'Europe à laquelle il se présente comme l'homme le plus propre à jouer le personnage que l'Europe réserve au Bourbon qui consentira la paix européenne ; il se figure d'ailleurs, ainsi que le comte d'Artois, qu'il « gardera » les conquêtes. Savait-il que le traité secret du 11 avril lui réservait un trône dans l'Europe reconstituée et que ce n'était pas celui de France ? Lucchesini reçoit ses confidences [2]. Joseph lui dévoile les desseins qu'il prête à Napoléon : le Tyrol, Venise, Trieste, les deux côtes de l'Adriatique, et enfin « l'Égypte et les anciennes vues contre l'Inde ». — « Ami de la paix, écrit Lucchesini, connaissant à fond le besoin qu'en a la France, mais courbé tout le premier sous le sceptre de fer avec lequel Napoléon contient et comprime plus qu'il ne règne et gouverne l'Empire, mais craignant la fougue et le despotisme

[1] 20-25 septembre 1805. BAILLEU, t. II, p. 384, note.
[2] Voir Frédéric MASSON, t. III, p. 139 et suiv. — Rapport de Lucchesini, 23 novembre 1805.



de ce frère, l'ivresse de ses succès, les conseils ambitieux de son beau-frère Murat, qui veut sortir de cette guerre souverain d'un nouvel État; mais redoutant les insinuations incendiaires des généraux qui l'entourent et pour qui la guerre est une source de richesse et d'honneurs, le prince Joseph m'a paru fort inquiet sur l'issue de la négociation du comte Haugwitz. »

« Croyez-vous que Louis XIV fut aimé? disait naguère Napoléon. Croyez-vous que votre Henri IV eut l'amour du peuple et qu'il fut pleuré quand on l'assassina? Non... Attendez que l'armée ait un succès... toute cette mauvaise humeur se dissipera. Savez-vous que cette armée est formidable [1]? »

Formidable, sans doute, la plus belle, la plus perfectionnée, la plus entraînée, la mieux munie, la plus solide, la plus fortement encadrée, la plus souple, la mieux en main que la France ait possédée; c'est la *grande armée* [2]. Tout y est concerté pour le commandement d'un seul, mais ce seul commandant est tout, et autour de lui, si l'on est dressé à obéir, on se déshabitue d'oser et d'entreprendre : tout se plie sous son infaillibilité, mais tout s'y absorbe. C'est *sa* guerre, c'est *sa* bataille, c'est *son* affaire, non plus celle de tous et de chacun. Il faut cependant que Napoléon s'en remette à eux, à commencer par l'estafette, l'officier d'ordonnance qui porte les ordres décisifs, qui doit se débrouiller à travers les chemins inconnus et les embuscades, qui doit arriver, qui arrive parce que l'entrain règne encore, qu'il y a encore la jeunesse, le zèle de la patrie, le zèle de la gloire, le zèle du service [3].

A mesure qu'elle s'éloigne du pays, cette armée se débande se débauche. Malgré les répressions terribles, l'indiscipline sévit, le pillage, la maraude, les traînards. C'est que les vivres manquent et le fourrage. « Chemins défoncés, chariots embourbés, conducteurs désespérés, chevaux abattus, expirant de

[1] ROEDERER, *Conversations*, t. III, p. 495.

[2] MARBOT, t. I, p. 214. — SÉGUR, t. II, p. 352. — MARMONT, t. II, p. 302. — ROUSSET, *l'Art de Napoléon*.

[3] SAINTE-BEUVE, *Nouveaux Lundis*, t. XIII, article Jomini, p. 83, 84, 94. — FEZENSAC, p. 109-110.



froid et de fatigue ; à droite et à gauche, les soldats, à la débandade, à travers champs, les uns cherchant des vivres, les autres chassant avec leurs cartouches dans les plaines giboyeuses... Ces grandes armées, dit Ségur, telles que les colosses ne sont bonnes à voir que de loin... » — « Il faut, écrit un jeune soldat de ceux qui portaient en leur giberne le bâton de maréchal, il faut avoir un cœur de rocher, dénué de toute humanité pour aimer la guerre... Horreur de la guerre, villages saccagés, injustices et barbaries... Le métier du héros est si fort celui d'un brigand[1] ! » Les étrangers en demeurent stupéfaits : tant de misère, tant de désordre, une telle endurance, des manœuvres si compliquées et si parfaites ! « Cette grande armée française, rapporte un officier de l'ancienne France, émigré au service bavarois, arrivait comme un débordement... A cinq heures du soir, devant Ulm, elle causait mon étonnement et mon dédain; elle eut toute mon admiration à sept heures du matin. » Cette armée victorieuse marche en déroute, « déroute en avant au lieu de déroute en retraite », un immense pêle-mêle, un énorme *arrive qui peut* sur les routes encombrées, à travers champs. « Il n'est question ni de corps, ni de régiments, ni de halte, ni de repos. Quelques feux s'allument, des soldats s'y chauffent, d'autres les repoussent et sont repoussés,.. Tout cela se nourrit, on se demande de quoi... Un Empereur monté sur des chevaux empruntés au duc de Wurtemberg; des officiers généraux sur ceux qu'ils ont pris dans les bureaux de poste. » Puis tout à coup des aides de camp galopent et crient : Formez des carrés! et le chaos se débrouille. « Comme par enchantement, de ces masses informes sortent des divisions, des colonnes d'attaque, des masses imposantes que le maréchal Ney manie en militaire expérimenté. Pas le moindre frottement, pas le moindre retard[2]. » Armée admirable pour courir à la vic-

[1] *Lettres de Bugeaud*, publiés par d'Ideville; *le Maréchal Bugeaud*. — Ségur, t. II, p. 382, 419, 420, 427. — Fezensac, p. 58, 69-71. — Thiébault, t. III, chap. xiv. — *Correspondance de Davout*, t. I.

[2] Comeau, *Souvenirs des guerres d'Allemagne*, chap. xviii et xix.

toire, mais mûre déjà pour les désastres, si c'est la défaite.

Le soldat est merveilleux pour une grande action qui clora la campagne, une campagne qui sera la dernière! mais il est Français dans les moelles, et, comme toute la France, l'armée nourrit sa chimère du repos, son illusion de la paix. Napoléon est l'idole de ces soldats; mais il ne les entraîne qu'en raisonnant avec eux; il les traite en hommes, en citoyens; il les associe plus intimement encore que les généraux républicains, au temps du Comité de salut public, à ses desseins politiques, à ses combinaisons militaires. Il caresse la fibre populaire. — « Vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple... » — « Tout mon soin sera d'obtenir la victoire avec le moins possible d'effusion de sang; mes soldats sont mes enfants. » Et ce choc sera le dernier : « Cette victoire finira notre campagne... Alors la paix que je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi[1]. »

Un jour que la garde défilait devant lui, un général allemand, désireux de faire sa cour, lui dit : « Voilà des troupes auxquelles il ne manque rien au monde. — Oui, dit l'Empereur, si on pouvait leur faire oublier qu'elles ont une patrie, des familles. » Le 1 décembre au soir, causant avec ses officiers, il évoquait les rêves interrompus à Saint-Jean-d'Acre. « Au lieu d'une bataille en Moravie, je gagnais une bataille d'Issus, je me faisais Empereur d'Orient et je revenais à Paris par Constantinople. — Mais, hasarda Ségur, à demi-voix, s'il s'agit de Constantinople, nous sommes encore sur le chemin. » Junot releva le propos et le répéta, à haute voix : — « Non, dit l'Empereur; je connais les Français; ils ne se croient bien qu'où ils ne sont pas. Avec eux les longues expéditions ne sont point faciles. Et tenez : rassemblez aujourd'hui les voix de l'armée; vous les entendrez toutes invoquer la France... La France est trop belle; ils n'aiment point à s'en

[1] Proclamation du 30 septembre; I[er] *Bulletin*, 12 octobre; proclamation du 21 octobre; *IX[e] Bulletin*, 21 octobre; *XV[e] Bulletin*, 31 octobre; *XXVI[e]*, *XXVII[e]*, *XXVIII[e] Bulletins*, 18, 19, 21 novembre; ordre du jour, 24 novembre; à l'armée, 1[er] décembre; *XXX[e]*, *XXXI[e] Bulletins*, 3 et 5 décembre 1805.

éloigner autant, et à rester si longtemps séparés d'elle. » — Junot objecta l'enthousiasme qui se manifestait dans les rangs. Mouton, qui gardait le franc-parler des temps républicains, l'interrompit rudement : « Ces acclamations prouvent le contraire ; il ne faut pas s'y tromper : l'armée est fatiguée ; elle en a assez ;... elle ne montre tant d'ardeur à la bataille que dans l'espoir d'en finir demain et de s'en retourner chez elle[1]. » Bugeaud écrit à sa sœur, le 1er décembre : « Il nous promit de nous donner la paix après cette bataille... nous répondîmes par des cris de joie... Il semblait que chacun célébrait son retour dans sa famille. »

Ce sont des signes des temps ; il les faut signaler dans le moment où ils percent à fleur de sol ; ils disparaîtront sous le râteau, après la victoire ; mais si l'on ne les considère en ces passages, l'histoire perd sa suite et devient une série de surprises sans explication.

Ainsi, Napoléon tient la France par les succès de l'armée et l'armée par ses propres victoires. De même ses alliés, et, en premier lieu, ses alliés d'Allemagne, ces petites Prusses du midi, gonflées de biens d'église, élevées au droit public de Frédéric II, empressé avant la conquête de la Silésie, défectionnaire le lendemain de la conquête : Bade, Wurtemberg, Bavière. Ils ont trahi la cause de l'Allemagne, afin de recevoir de Napoléon les dépouilles de l'Allemagne ; ils trahiront la cause de Napoléon pour que l'Allemagne leur laisse les présents de l'Empereur. La France vaincue, tous ces Allemands auxiliaires et mercenaires se démasquent et se retournent. De même en Italie. A mesure que Gouvion s'éloigne de Naples, la peur s'évanouit. Dès le 14 octobre, 13,000 Russes, 7,000 Anglais ont débarqué dans le royaume. Le gouvernement napolitain rompt avec la France le 20 novembre. C'est que Masséna est battu, et qu'ils flairent les désastres de 1799[2]. Le Portugal est ennemi. L'Espagne est hostile, humiliée, désespérée de la perte de son *Armada*, tout ce qui lui

[1] Thiébault, t. III, p. 394. — Ségur, t. II, p. 459-460.
[2] Helfert, p. 187-202. — Cresceri, p. 170.





restait de prestige. La cour appartient aux Napolitains, par les femmes; Godoy, à qui le payera ; le peuple, à qui le délivrera de l'alliance française. Ce sera beaucoup si cet allié ne devient pas ennemi [1].

Mais ce ne sont là que les mouvements de superficie en Europe. Il se prépare, en dessous, et par l'œuvre même de la France, une révolution profonde, inattendue et infiniment plus redoutable. De même que le Comité de salut public et le Directoire, Napoléon n'imagine point qu'il existe pour un peuple une autre indépendance et un bonheur plus enviable que la suprématie des Français, révolutionnaires en l'an III; brouillons et pillards sous le Directoire, à l'image de ce gouvernement; ordonnateurs, fiscaux, législateurs, administratifs sous l'Empire, comme l'Empire dans les départements français. Il nie la puissance des traditions, au delà des frontières françaises. Point de nations en dehors de la France, de la *grande nation* qui possède la vérité et propage la justice, disaient les révolutionnaires; qui règle le droit et exerce la puissance, dit Napoléon. Cependant la moisson semée par la Révolution germe dans les âmes, italiennes en Italie, allemandes en Allemagne, flamandes en Belgique, hollandaises en Batavie. Et tandis que Napoléon accroche et scelle les murailles de son Empire aux édifices royaux des anciens régimes, aux républiques de plâtre du Directoire, façades pompeuses et branlantes, le sol s'ébranle et se dérobe. Qu'il succombe, les foyers volcaniques s'enflamment, l'Europe nationale est en feu et le « torrent de révolutions » menace d'engloutir les débris de la *grande armée*, comme en 1799 les débris de l'armée d'Italie. De même que les desseins de 1813 se déclarent dans le camp des alliés, que les intrigues et les conspirations de 1814 fermentent en France, la grande éruption des peuples couve sous les pas des armées.

L'Italie n'a pas changé : les haines populaires contre l'étranger y sont aussi féroces qu'au temps de Championnet

[1] BAUMGARTEN, t. I, p. 125-126.

et de Macdonald[1]. A Gênes l'insoumission, en Piémont il y a des complots. « Les Toscans sont autrichiens. » — « S'il arrivait une retraite de l'armée d'Italie, un simple régiment autrichien, et peut-être le peuple, chasserait la reine[2]. »

En Allemagne, dans les pays primitifs, dans les pays de montagnes, dans le Tyrol, le paysan se lève à l'appel de son prince, de ses prêtres, de ses nobles, tout simplement comme aux temps anciens, contre l'envahisseur et l'étranger. Dans le plat pays, les peuples, débonnaires d'apparence, en tutelle de police d'ailleurs, se soumettent au vainqueur, le laissent passer, l'acclament même, comme en Bavière, quand il chasse l'Autrichien détesté ; mais peu à peu l'invasion, rapace et brutale, produit ses effets : l'horreur de la guerre, puis celle de guerrier. Les Français tolérés, souvent même aimés, chacun pour sa personne, sont exécrés en corps. Puis ils sèment, sur leur chemin, l'idée de l'indépendance ; ils se proposent orgueilleusement en exemple, et le mépris qu'ils montrent au pauvre peuple de son obséquiosité à ses maîtres, à eux-mêmes, éveille, chez ce peuple, la dignité humaine, le sentiment qu'il a une patrie, qu'il appartient à une nation et que ni cette patrie ni cette nation ne sont faites pour servir de champ de bataille, de cantonnements ou de casernes aux autres[3]. Sans devenir atroce, comme en Italie, la retraite, au milieu de ces populations pressurées, serait difficile : leur soumission tournerait vite à l'hostilité. Moreau en a fait l'expérience en 1796 et Jourdan en 1799.

De tous les pays conquis par la France, la rive gauche du Rhin paraît le plus paisible ; ces peuples ont la bonhomie, l'obéissance allemandes, sans le sentiment de la patrie ; la conquête leur est profitable et bienfaisante. Ceux-là ne se révolteront pas, mais ils se laisseront reprendre par leurs

[1] Je ne fais que noter, ici, les signes, au passage. C'est une évolution qui se poursuit. Je résumerai le développement de ces faits lorsqu'ils auront porté toutes leurs conséquences, vers 1810.

[2] Talleyrand à Napoléon, 7 octobre. BERTRAND. — Napoléon à Lacépède, 17 septembre 1805.

[3] Voir FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*.

compatriotes, comme ils se sont laissé prendre par les Français. En Hollande c'est l'hostilité pure : on désire les Anglais, on les appelle. Si les Bataves ne déploient plus l'héroïsme qui les armait contre Louis XIV, s'ils supportent la conquête avec une résignation apparente, ils accepteraient avec joie la délivrance : Anglais ou Russes, Prussiens ou Hanovriens, ceux qui viendront par terre ou par mer, ils les acclameront. Et le mouvement gagnera les Belges où une Vendée flamande couve toujours[1]. « Les bruits de guerre, écrit un préfet, ont réveillé des regrets et des espérances. On voit renaître des illusions dont le génie de l'Empereur et la valeur de nos guerriers ont si souvent démontré le néant... » — Les ennemis de la France annoncent la guerre avec l'Autriche comme un événement heureux qui doit affranchir le pays de ses lois militaires... »

Telle est l'Europe où s'engloutira Napoléon, s'il est vaincu en Moravie. Mais s'il triomphe, tel est le paradoxe de sa destinée, qu'on le verra plus embarrassé de sa victoire qu'il ne l'aura été de la coalition. A coups de batailles, il continuera l'œuvre commencée ; chaque campagne heureuse ne lui servira qu'à éloigner ses avant-postes insuffisants, à dilater démesurément l'enceinte artificielle de la France, comme ces peuples qui conquièrent leur pays sur l'Océan, poussent toujours plus loin leurs digues, les amincissent en les étendant, les exposent aux tempêtes de la haute mer et en réalité n'offrent qu'un champ plus large à l'inondation, lorsque, par un coup d'ouragan, les digues se rompent. A mesure qu'il avance dans la domination de l'Europe, Napoléon soulève et emporte un poids d'Europe plus pesant qui, si la main lui manque, si les reins défaillent au colosse, retombera de plus haut et plus lourdement sur la France.

Il en a la conscience ; il en traduit l'impression avec mélancolie, presque avec angoisse, à la veille de la bataille qui, il

[1] Voir Lanzac de Laborie, *la Domination française en Belgique*, t. II, liv. I, 1804-1809. — Poulet, *l'Esprit public en Belgique*. — Rapports des préfets, octobre-décembre 1805.



le pressent trop, ne sera qu'une étape vers l'infini, une brèche ouverte sur l'inaccessible. « Il y aura probablement demain une grande bataille, écrit-il à Talleyrand, le 30 novembre; j'ai beaucoup fait pour l'éviter, car c'est du sang répandu inutilement... Je suis dans une forte position ; je regrette ce qu'il en coûtera, et presque sans but. » Alors, raconte un de ses aides de camp, « fouettant la terre de sa cravache, geste qui dans ses vives préoccupations lui était habituel, il s'écria : « Qu'eussent-ils fait de la France, si j'eusse été battu? Mais, « puisqu'ils le veulent, je m'en lave les mains, et, s'il plait à « Dieu, je leur donnerai une leçon sévère[1]. » Et il ne pensa plus qu'à la bataille.

C'était le plus puissant ressort de son génie, de s'absorber tout entier dans l'affaire présente, et c'était pour lui l'irrésistible séduction de la guerre : il tentait pour quelques heures, la destinée dans ses mains. La veillée des armes, au bivouac, le vit maître de lui, calme, expansif même. Il parla du théâtre, s'arrêta sur Corneille : « Quelle force de conception! C'eût été un homme d'État... » Puis, sans réfléchir qu'il fournirait jusqu'à la consommation du génie humain le plus extraordinaire des sujets qu'il souhaitait à ce théâtre du monde, il ajouta : « C'est la politique qui doit être le grand ressort de la tragédie moderne. C'est elle qui doit remplacer, sur notre théâtre, la fatalité antique; cette fatalité qui rend Œdipe criminel, sans qu'il soit coupable... C'est une erreur de croire les sujets tragiques épuisés; il en existe une foule dans les nécessités de la politique..., autre fatalité aussi impérieuse, aussi dominatrice que la fatalité des anciens..., l'horreur tempérée par la nécessité!... Il faut vouloir vivre et savoir mourir... »

Dans la nuit, un aide de camp le réveilla, annonçant un combat d'avant-postes. Napoléon sortit pour observer encore une fois, par les feux, les positions l'ennemi. Des soldats le reconnurent, tordirent en torches de la paille des bivouacs,

[1] Ségur, t. II, p. 449.

éclairèrent sa marche. De proche en proche, les feux s'allumèrent aux cris de : *Vive l'Empereur !* Le lendemain était l'anniversaire du couronnement. La coïncidence parut de bon augure. Ces illuminations, cet enthousiasme, enchantèrent Napoléon. « Cette soirée, dit-il, est la plus belle de ma vie. » Le lendemain fut sa plus belle bataille et sa plus signalée victoire : Austerlitz.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

LE TRAITÉ DE LUNÉVILLE

CHAPITRE PREMIER

LA RÉPUBLIQUE CONSULAIRE.

NOVEMBRE 1799-AVRIL 1800.

CHAPITRE II

MARENGO.

MAI-OCTOBRE 1800.



CHAPITRE III

LA PAIX AVEC L'AUTRICHE.

OCTOBRE 1800-FÉVRIER 1801.

CHAPITRE IV

L'ALLIANCE RUSSE.

JANVIER-AVRIL 1801.

LIVRE II

LE TRAITÉ D'AMIENS

CHAPITRE PREMIER

LES PRÉLIMINAIRES DE LONDRES.

AVRIL-NOVEMBRE 1801.

CHAPITRE II

LE TRAITÉ D'AMIENS.

NOVEMBRE 1801-MAI 1802.



CHAPITRE III

LA RIVALITÉ DANS LA PAIX.

MAI-NOVEMBRE 1802.



CHAPITRE IV

LA RUPTURE.

NOVEMBRE 1802-JUIN 1803.

LIVRE III

LA COALITION

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE ET LA RUPTURE DE LA PAIX.

MAI 1803-JUIN 1804.



CHAPITRE II

LES TRAITÉS.

MAI 1804-AVRIL 1805.



CHAPITRE III

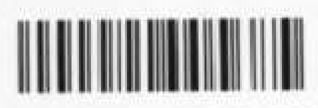
LA GUERRE.

10 MAI-2 DÉCEMBRE 1805.



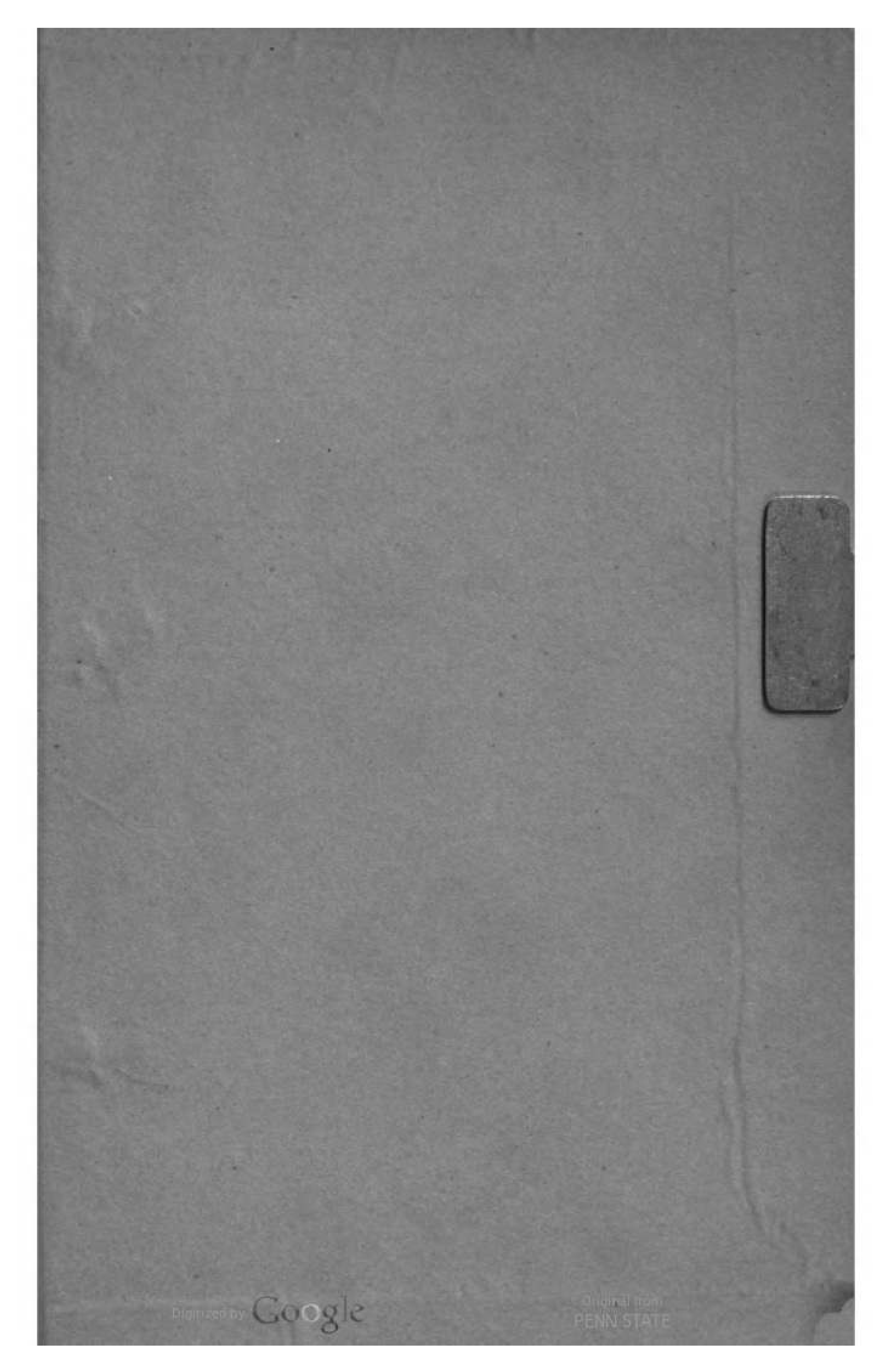
PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 4547.

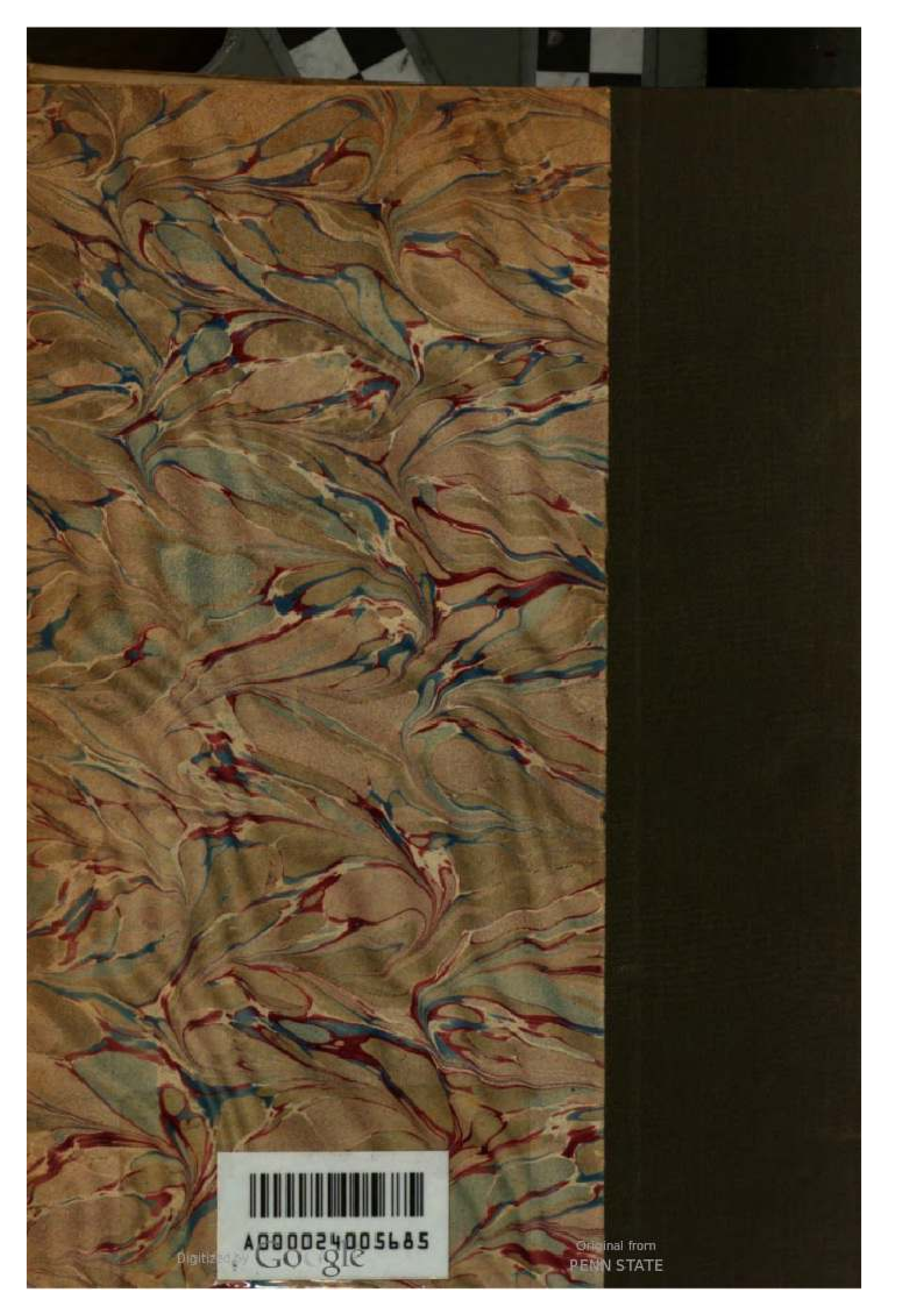







Digitized by Google




A000024005685